

**Dictionnaire
amoureux de
l'Afrique**

Hervé Bourges

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Dictionnaire amoureux de l'Afrique



Hervé Bourges

PLON

Hervé Bourges

Dictionnaire
amoureux
de l'Afrique

Dessins d'Alain Bouldouyre



PLON

www.plon.fr

DU MÊME AUTEUR

- L'Algérie à l'épreuve du pouvoir*, préface de Jacques Berque, Professeur au Collège de France, Grasset, 1967.
- La Révolte étudiante*, Le Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 1968.
- Décoloniser l'information*, Cana, 1976.
- Les Cinquante Afriques*, avec Claude Wauthier, préface de Joseph Ki-Zerbo, postface de Samir Amin, Le Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 2 vol., 1979.
- Pouvoir, information et développement en Afrique*, doctorat d'État de science politique, Lille, université de Lille-2, thèse, 1981.
- Le Village planétaire, l'enjeu de la communication mondiale*, avec Jules Gritti, préface d'Amadou Makhtar Mbow et Jacques Fauvet, Nouvelles éditions africaines, Dakar, 1986.
- Une chaîne sur les bras*, Le Seuil, 1987.
- Un amour de télévision*, avec Pascal Josèphe, Plon, 1989.
- La Télévision du public*, Flammarion, 1993.
- De mémoire d'éléphant*, Grasset, 2000.
- Sur la télé : mes quatre vérités*, Ramsay, 2005.
- Léopold Sédar Senghor : lumière noire*, Mengès, coll. « Destins », 2006.
- Ma rue Montmartre : petite chronique citadine, médiatique et politique*, Ramsay, 2006.
- L'Afrique n'attend pas*, Actes Sud, coll. « Questions de société », 2010.
- Pardon my French : la langue française, un enjeu du XXI^e siècle*, Khartala, 2014.
- J'ai trop peu de temps à vivre pour perdre ce peu. Abécédaire intime*, Le Passeur éditeur, 2016.

COLLECTION FONDÉE
PAR JEAN-CLAUDE SIMOËN



© Éditions Plon, un département d'Édi8, 2017

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.plon.fr

Dessins intérieurs d'Alain Bouldouyre
Scène de marché par Jean-Louis Nou © AKG-Images
Photographie auteur © Nicolas Kovarik / Reservoir Photo

Graphisme : d'après www.atelierdominiquetoutain.com

EAN : 978-2-259-25360-4

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Avant-propos

L'Afrique n'est pas seulement un continent au sud de l'Europe et à l'est des Amériques. Au-delà de la géographie, l'Afrique est une origine, une référence, un concept, une humanité en marche. C'est aussi un fruit qui s'ouvre généreusement, c'est une forêt de langues multiples et sonores au cœur desquelles la langue française a su trouver un terreau favorable. C'est une foule d'hommes et de femmes emportés, avec leurs qualités et leurs défauts, dans l'aventure collective de cinquante-quatre pays en mutation accélérée. On ne pénètre pas cette profusion impunément, on ne la réduit pas à l'espace compté d'un dictionnaire, sauf à prendre le parti de la liberté.

Des combattants de la base aux leaders de la première heure, j'ai connu les artisans des indépendances africaines, comme je connais les dirigeants et les opposants mais aussi les artistes, les intellectuels, les journalistes, tout comme le peuple des « quartiers » ou de la brousse... L'avenir de l'Afrique est pluriel et pluraliste. Il serait vain de freiner ou d'ignorer ce dynamisme, qui est le propre des hommes, qui progressent en dialoguant et en s'opposant les uns aux autres.

L'Afrique que j'ai appris à connaître, ce sont d'abord les Africains. Tous les Africains, tels qu'ils sont, dans leur plus grande diversité. Mes amis qui sont morts en prison et ceux qui ont été enterrés avec des honneurs nationaux. Ceux qui vivent dans les régions éloignées et ceux qui ne quittent pas les capitales. Ceux qui parlent haut et ceux qui restent cois, mais sous la plume desquels naissent des fusées verbales. L'Afrique des grands et des petits, des terrains de football improvisés entre deux rues ou au bord du désert. L'Afrique des marchés bigarrés et celle des thés brûlants plusieurs fois versés, des sables du Sahel aux grandes forêts primaires de l'Afrique centrale. L'Afrique des Peuls à haute stature et celle des Pygmées, dont la vie est intimement tissée avec celle de la nature. Mon Afrique ! C'est bien

prétentieux... C'est *leur* Afrique où je vous invite, sur la pointe des pieds, sans déranger mais en procédant à des choix qui me sont propres et pour respecter l'esprit du « Dictionnaire amoureux ».

Je ne poursuis, quand j'observe l'évolution du continent, aucune chimère tiers-mondiste, et je sais que la démocratie est un combat permanent, reflet de la situation de chaque pays, plus ou moins bien adaptée à l'histoire, aux cultures et aux réalités nationales. C'est pourquoi je n'apprécie ni le conformisme cyclothymique et simplificateur des microcosmes européens, ni le discours filandreux des donneurs de leçon qui n'apprécient l'Afrique, sans se soucier de l'histoire, que pour mieux déprécier les Africains.

C'est la décolonisation qui m'a conduit en Afrique. En Afrique du Nord, pour commencer. Au Maroc de Mohammed V, ce grand souverain ; dans la Tunisie d'un chef d'État hors pair, Habib Bourguiba. Et en Algérie...

Jeune rédacteur en chef à *Témoignage chrétien*, j'écris des éditos en faveur de l'indépendance de l'Algérie dans les colonnes de ce courageux hebdo chrétien de gauche, issu de la Résistance, avant de me retrouver sous l'uniforme de conscrit dans le bled, quand vient le jour fatal où expire mon sursis. C'était en 1958, en pleine guerre d'Algérie. J'allais être investi de missions de terrain, acceptables pour tous – et particulièrement à mes yeux – dans l'Est algérien, à Aïn Arnat, près de Sétif. Enseignement, animation, dialogue interculturel. Un soir, je joue le rôle de Créon dans l'*Antigone* de Sophocle, que je mettais en scène dans les ruines du théâtre antique de Djemila, avec en fond de scène le panorama des Aurès... Le matin suivant, je remplace l'instituteur du village, crée un « centre social éducatif » cher à Germaine Tillion. Trente mois sous les drapeaux. J'ai beaucoup appris. Je n'ai pas changé d'opinions. L'Algérie ne va pas me lâcher de sitôt.

Revenu en France, en 1960, je me trouve bientôt engagé au cabinet d'Edmond Michelet, ancien résistant et déporté de Dachau, garde des Sceaux du général de Gaulle. C'est à ce titre que le partisan de l'Algérie algérienne que j'étais devient le « geôlier » des dirigeants du FLN (Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Khider, Rabah Bitat) qui avaient été faits prisonniers par l'armée française, au terme du premier détournement aérien de l'histoire de l'aviation, entre le Maroc et la Tunisie, le 20 octobre

1956.

Sans doute Ben Bella avait-il gardé en mémoire cette relation paradoxale lorsqu'il me propose d'entrer à son cabinet, au lendemain de l'Indépendance, en 1962... Me voici de nouveau en Algérie, je connais les heures tourmentées de l'installation des nouvelles institutions... Et puis, l'épreuve du pouvoir.

Mon rôle est clairement délimité : la jeunesse, l'information. Convaincu d'être utile, je m'imaginais alors capable de contribuer à établir un lien nouveau entre nos deux nations déchirées par la guerre d'Indépendance. C'était une époque formidable. Je mis en œuvre des projets ambitieux pour la formation des journalistes algériens, avec la coopération du fondateur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry, qui vint à Alger semer la bonne parole du journalisme de qualité et indépendant. Cela n'a pas été peine perdue : en 2017, l'Algérie compte 25 quotidiens en français, certains vraiment indépendants et d'une rare qualité : les graines semées ont levé.

De retour en France, en 1967, je commence par reprendre la plume, afin de témoigner sur cette expérience peu ordinaire¹. Puis j'ai la possibilité de rejoindre l'IFP (Institut français de presse), basé à Sciences-Po. Je crée en son sein un organisme de coopération, chargé notamment de la formation des journalistes. Préparer la relève. Des esprits indépendants et rigoureux. Sans doute ma voie est-elle déjà tracée. Avec l'IFP, j'explore les filières existant déjà en Afrique subsaharienne. Puis un grand projet voit le jour, l'ESIJY (École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé) : une école internationale africaine, ce qui semble garantir la base d'indépendance indispensable. J'ai créé et dirigé l'ESIJY, dans la capitale du Cameroun, de 1970 à 1976, en m'efforçant de former des professionnels qui ne soient « ni griots serviles, ni détracteurs stériles »...

Par la suite, je ne perdis jamais l'Afrique de vue, que ce soit à la tête de l'École supérieure de journalisme de Lille, puis à l'UNESCO, où, porte-parole en 1980, je serai en charge de l'information auprès d'Amadou-Mahtar M'Bow, son directeur général. À l'époque, l'UNESCO mène le combat pour un Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) : une vision de la décolonisation des médias qui sera vivement controversée, mais qui n'était pas dépourvue de fondement². Ce que les nouvelles

technologies donnent aujourd'hui à l'Afrique, c'est la possibilité de mettre en œuvre cet objectif. Le développement spectaculaire des télécoms et des réseaux haut débit permet à l'Afrique de prendre en main son destin numérique.

Bien entendu, l'Afrique m'accompagne aussi dans les médias lorsque ma carrière me place à la tête de stations de radio et de chaînes de télévision publiques françaises. À Radio France Internationale (RFI) tout d'abord, qui nulle part dans le monde n'est aussi écoutée qu'en Afrique. Puis à la télévision (TF1, ensuite Antenne 2 et FR3, à partir desquelles je crée en 1992 France Télévisions). J'ouvre alors les micros et les écrans aux artistes du continent, par exemple le Congolais Zao (« ancien combattant »), les Touré Kunda, Lamine Konté, mon ami Manu Dibango... Notamment à l'occasion des sommets franco-africains de Vittel (1983) et de La Baule (1990), dont François Mitterrand fut l'hôte.

À l'époque, nous lançons à TF1, encore chaîne publique, « Télévision sans frontières », au creux de la nuit³. L'essentiel des programmes vient d'Afrique francophone. Il y a trente ans, la chanson était blanche ; aujourd'hui elle est métisse.

Je n'ai jamais été un afro-béat. Et je ne suis pas davantage un afro-pessimiste. Simplement, c'est l'Afrique, et elle ne rentre pas toujours dans nos cadres, il faut parfois faire l'effort de penser autrement pour la comprendre et saisir sa trajectoire.

Depuis un demi-siècle, je n'ai donc jamais cessé de parcourir les pays africains, à commencer bien sûr par le Maghreb et l'Afrique francophone, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale : au point d'accomplir mon soixante-quinzième séjour à Dakar lors des obsèques de Léopold Sédar Senghor, le 29 décembre 2001. Tristesse de constater ce jour-là que ni le président de la République française ni son Premier ministre n'ont jugé important de faire le déplacement. C'est parce que j'ai éprouvé avec eux les injustices et parfois les humiliations, vécues par les Africains, que je suis peu à peu devenu l'un d'entre eux, tout en restant moi-même. « Bourges l'Africain » ? « Mohammed Bourges » ? Les sobriquets m'honorent.

À l'heure de rédiger ce *Dictionnaire amoureux*, en 2015, auquel je consacrerai presque deux ans d'un travail assidu, une première image, joyeuse, ressurgit. Je me souviens de certains dimanches sur la colline de Melen à Yaoundé, où, en plein air et sous le soleil ardent, quelques

prêtres officiaient à l'intention de plusieurs milliers de fidèles, hommes, femmes, enfants, de toutes conditions, et principalement de milieux populaires, qui chantaient et dansaient sur les chants grégoriens comme sur les musiques *ewondo*, accompagnés de tam-tams et de balafons : leur folklore venant se marier aux rituels séculaires de l'Église romaine. Les femmes sont toutes habillées de pagnes multicolores, la foule bigarrée et mouvante agite des feuilles de palmiers, la danse donne à l'ensemble une sorte de joyeuse ferveur, au fil de la célébration. À l'offertoire, les fidèles apportent des calebasses d'agrumes et de fruits du terroir, miondo, avocats, bananes plantain, macabo, ignames, oranges, ananas, mangues... Ces chrétiens-là cohabitent encore harmonieusement avec leurs compatriotes musulmans d'un autre quartier de Yaoundé, la célèbre « Briqueterie », et ses succulentes brochettes de zébu, les « soya ». Au fil des décennies et de mes séjours plus ou moins prolongés à Yaoundé, je ne manquerai jamais de venir en déguster, dans des restaurants ouverts sur la rue et débordant d'animation⁴.

Oui, l'Afrique. Où tout n'est pas toujours rose non plus. La croissance démographique continue depuis les indépendances a lancé tous les pays africains dans une course au développement qui a été longue à porter ses fruits : pour chacun d'entre eux, il a fallu mettre sur pied un système scolaire capable d'accueillir les masses, alors que jusque-là seuls de rares privilégiés fréquentaient le système colonial, de la maternelle à l'université... en France. Il a fallu mettre en place un système de santé sur tout le territoire, alors qu'il n'y avait que de rares hôpitaux et quelques médecins, dans les capitales. Il a fallu dérouler des infrastructures de transport modernes dans des pays neufs où pas une route, pas une rue, n'était bitumée. Quelle révolution, en cinquante ans, quelle transfiguration. L'Afrique en a payé le prix, certes, plusieurs fois même du fait des mécanismes de la dette, mais elle a changé de visage. Lors du passage de l'an 2000, on comptait toujours moins de lignes téléphoniques sur tout le continent africain que dans la seule ville de Manhattan. Quinze ans après, il y a deux fois plus de portables en circulation sur le continent qu'il ne compte d'habitants. Cela donne la mesure de la rapidité des mutations en cours.

Si je crois également au rayonnement francophone et au futur de notre langue commune, c'est aussi à l'Afrique que je le dois. J'y

constate chaque jour la force d'une langue qui est parvenue à se faire l'interprète de multiples cultures, et en Afrique en particulier d'héritages linguistiques et historiques. Désormais, les Chinois, Turcs, Brésiliens, Indiens et, plus récemment, Japonais qui viennent faire prospérer leurs échanges avec l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale font aussi l'effort d'y parler français.

Une partie de l'Afrique a adopté le français, ce n'est pas par hasard, La langue française est forte d'une diversité qui la prédispose à toutes les adaptations. La truculence libre d'un Rabelais, la tolérance sage d'un Montaigne, l'humour éternel de Molière raillant toutes les hypocrisies politiques, religieuses, morales, taillées au scalpel du rire, et le pétilllement subtil de Voltaire, feu de pensée braqué contre tous les arbitraires et tous les conformismes. Et jusqu'à l'intelligence drôle et affectueuse d'un Proust décrivant cruellement les prétentions, travers et ridicules d'une haute société attachante et factice à la fois. Tous ont utilisé notre langue pour dépasser les frontières temporelles, géographiques et physiques, au service d'une certaine conception de l'humanité, fondée sur des valeurs universelles et respectueuses de la diversité, acceptée comme une richesse et non prise pour une menace. Leurs successeurs se nomment Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire, Ahmadou Kourouma, Mongo Beti, Wole Soyinka, Naguib Mahfouz, Achille Mbembe, Joseph Ki-Zerbo, Tchicaya U Tam'si, Frantz Fanon, Kateb Yacine, Tahar Ben Jelloun, Cheikh Hamidou Kane, Dany Laferrière, Alain Mabanckou, Henri Lopes, Mahmoud Hussein. Je pourrais en énumérer cent et plus, écrivains, poètes, romanciers, essayistes. Et à travers leurs livres, ce sont tous les accents multiples de la francophonie qu'ils nous font entendre, et les échos du Sénégal, de l'île Maurice, de Haïti, d'Algérie, du Maroc, du Congo, de l'Égypte ou du Cameroun...

Cette culture est une et plurielle, la langue française apporte au monde une expression à la fois exacte et fouillée, à la rencontre de l'hellénisme des classiques et de la faconde créative des modernes. Aujourd'hui, plus de la moitié des francophones vivent en Afrique, ils seront 80 % à la mi-temps de ce siècle. Ils sont nos frères en langue, en culture, en mémoire, en sensibilité. Ils sont les précieux acteurs de notre destin commun.

Que ceux qui envisagent cet avenir africain avec surprise considèrent que l'Afrique fut aussi le continent premier, le berceau de

l'humanité. En 1993, président de France Télévisions, j'avais eu le plaisir d'accompagner pour de grands moments de télévision (avec les documentaires *L'Odyssée de l'espèce* et *Homo sapiens*) l'anthropologue Yves Coppens, professeur au Collège de France, qui avec son équipe révéla aux hommes du xx^e siècle le secret de leurs origines. La jeune Éthiopienne Lucy porte gaillardement ses 3,2 millions d'années... Voisine de l'ancêtre tchadien Toumaï qui, avec 7 millions d'années, est plus de deux fois plus vieux qu'elle. Et ils sont nos ancêtres à tous.

C'est non loin de là, à Axoum, en Éthiopie, que les textes sacrés situent le plus vieil empire du monde, celui de la reine de Saba, dont la puissance et la richesse impressionnèrent tellement le roi des Hébreux, Salomon, à qui elle rendit visite à Jérusalem... qu'il lui donna un fils, Ménélik. C'est du moins ce que rapporte la Bible. Un peu plus près de nous, c'est en Nubie que naissent les premiers Empires égyptiens, dont les réalisations, étalées sur plusieurs millénaires, ont fait l'admiration des siècles et fascinent encore aujourd'hui. L'humanité est née en Afrique, puis la civilisation. Les Mossis du Burkina Faso étaient monothéistes avant le judaïsme, c'est aussi ce qui explique que, encore aujourd'hui, chrétiens et musulmans cohabitent sans heurts au Pays des hommes intègres. Ils ne peuvent pas s'y disputer le privilège du Dieu unique, qu'y partagent les animistes.

Les jeunes Africains, qui constituent plus de la moitié de la population du continent, n'ont que faire des scories du passé et du ressassement mémoriel. Ils forment une « génération consciente », lucide et connectée, sans complexe, qui prend le parti de participer pleinement à la construction de la société mondiale d'aujourd'hui, celle dont Senghor s'était fait le théoricien, en la baptisant la « Société de l'Universel ». C'est probablement dans cette tension entre identité et universel que s'écrit désormais l'histoire d'un continent engagé de plain-pied dans la mondialisation.

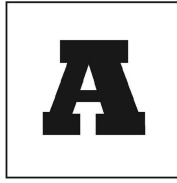
1. Hervé Bourges, *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir*, préface de Jacques Berque, Paris, Grasset, 1967.

2. Id. : *Décoloniser l'information*, Paris, Cana, 1978. Et avec Jules Gritti : *Le Village planétaire, l'enjeu de la communication mondiale*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1986.

3. Martin Even, ancien coresponsable des pages littéraires du *Monde*, en sera

l'artisan. Cet ancien collaborateur et ami, sa carrière professionnelle durant, m'apportera un précieux concours, y compris pour cet ouvrage.

4. Hervé Bourges, *De mémoire d'éléphant*, Paris, Grasset, 2000.



Abacost

Signe des temps : dix ans après la minijupe à Londres, qui annonce la libération de la femme, les années 1970 révolutionnent l'élégance masculine dans le monde entier. En Jamaïque, on porte la tenue *caraïbe*. En Chine, la tenue *mao* triomphe. En France, le couturier Pierre Cardin s'inspire de ce style en rupture avec la coupe classique des costumes pour homme.

Mais c'est en Afrique que la nouvelle mode s'impose comme un diktat. C'est l'uniforme de la décolonisation. L'*abacost*, abréviation de « à bas le costume », devient une doctrine vestimentaire imposée par Mobutu au Zaïre entre 1972 et 1990 (voir : [Authenticité](#)).

Afin d'affranchir la population de la culture coloniale, le port du costume et de la cravate sont interdits. La cravate est considérée comme un attribut caractéristique du *mundele ndombi* (le « Blanc noir »). Le nouveau veston, lui-même appelé abacost, est taillé dans un tissu léger et généralement à manches courtes. L'abacost – vite baptisé « tenue ministre » par les gens de la rue – devient un symbole vestimentaire de la nomenklatura au pouvoir en Afrique.



L'obligation de le porter disparaîtra avec le retour du multipartisme en République démocratique du Congo. Entre nous, j'aimais beaucoup ce style, adapté aux climats africains, et au-delà : j'endossais d'ailleurs volontiers des vestes abacost à Paris, lors de mon retour d'Afrique – à l'UNESCO puis à RFI.

Abbas (Ferhat)

Le Dernier Abencérage ?

Militant nationaliste, fervent démocrate, Ferhat Abbas est le premier chef d'État de l'Algérie indépendante. Élu président de l'Assemblée nationale constituante (ANC) le 20 septembre 1962 – et chef de l'État à titre provisoire –, Ferhat Abbas se retirera moins d'un an plus tard en critiquant la « soviétisation » du pays par Ben Bella.

Issu d'une famille d'origine paysanne de douze enfants du Nord-Constantinois, il est fils de caïd¹ – la famille paternelle, originaire des Hauts Plateaux, avait dû quitter cette région après l'échec de la révolte kabyle menée en 1871 par Mohammed El Mokrani. Son père, Saïd Ben Ahmed Abbas, est commandeur de la Légion d'honneur.

Bon élève, Ferhat Abbas est envoyé en 1914 suivre des études secondaires à Philippeville (l'actuelle Skikda). De 1921 à 1924, il fait son service militaire et commence à écrire des articles pour différents journaux sous le pseudonyme de Kamel Abencérages².

En 1931, il publie un livre, *Le Jeune Algérien*³, regroupant notamment ses articles écrits dans les années 1920, et dont le thème se rapporte à la lutte contre la colonisation : « Nous sommes chez nous, écrit-il. Nous ne pouvons aller ailleurs. C'est cette terre qui a nourri nos ancêtres, c'est cette terre qui nourrira nos enfants. Libres ou esclaves, elle nous appartient, nous lui appartenons et elle ne voudra pas nous laisser périr. L'Algérie ne peut vivre sans nous. Nous ne pouvons vivre sans elle. »

Diplômé docteur en pharmacie en 1933, Abbas s'établit à Sétif où il est élu conseiller général en 1934, conseiller municipal en 1935 ; rédacteur en chef de l'hebdomadaire *L'Entente franco-musulmane*

communément appelé *L'Entente*, il devient rapidement une figure politique qui compte.

Survient la guerre.

Engagé volontaire dans l'armée française en 1939, il ne tarde pas à être déçu par le régime de Pétain.

Au lendemain du débarquement allié du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, Abbas tente de mettre à profit la nouvelle écoute du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) en direction des Algériens.

Il publie, le 10 février 1943, un manifeste demandant un nouveau statut pour l'Algérie : le *Manifeste du peuple algérien*, suivi d'un *Projet de réformes faisant suite au Manifeste du peuple algérien*, où il est notamment fait allusion à une *nation* algérienne.

Démarche sans doute prématurée : Ferhat Abbas se retrouvera assigné à résidence à In Salah par le général de Gaulle, de septembre à décembre 1943.

Au lendemain des émeutes de Sétif de mai 1945, nouvelle arrestation ; son association des Amis du manifeste de la liberté (AML) est dissoute.

Libéré en 1946, Ferhat Abbas fonde l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA). En juin, son parti obtient 11 des 13 sièges du deuxième collège à la seconde Assemblée constituante.

Ferhat Abbas devient député de Sétif.

Il rejoindra secrètement, en mai 1955 le FLN ; un an plus tard, il annonce publiquement son ralliement et la dissolution officielle de l'UDMA lors d'une conférence de presse au Caire.



Ferhat Abbas participe ensuite aux tribulations de la vie politique des indépendantistes algériens au Caire et à Tunis : le 20 août 1956, il

devient membre titulaire du CNRA (Conseil national de la révolution algérienne). Nommé président du premier Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) à sa création le 19 septembre 1958 ; puis élu en janvier 1960 à la tête du second GPRA, il en sera écarté en août 1961, et remplacé par Ben Youcef Ben Khedda.

Lors de la « crise de l'été 1962 », opposant le GPRA de Ben Khedda et le bureau politique du FLN, Ferhat Abbas rallie le camp de Ben Bella, tout en désapprouvant le principe de parti unique retenu lors du congrès de Tripoli.

Il devient le président de la première Assemblée nationale constituante (ANC), élu par 155 voix contre 36 bulletins blancs ou nuls.

Le 25 septembre 1962, c'est à Ferhat Abbas qu'il reviendra de proclamer la naissance de la République algérienne démocratique et populaire.

À peine un an plus tard, il va quitter ses fonctions, le 15 septembre 1963, en dénonçant tout ensemble l'« aventurisme » et le « gauchisme effréné » de Ben Bella. Celui-ci l'exclura du FLN et l'emprisonnera à Adrar dans le Sahara.

Abbas sera libéré en mai 1965, à la veille du putsch du 19 juin, par Houari Boumédiène.

Ferhat Abbas prend dès lors du recul par rapport à la vie politique algérienne.

Dans *Demain se lèvera le jour*⁴, Abbas livre un témoignage teinté d'amertume.

« En juillet 1962, l'indépendance acquise, nous nous sommes comportés comme un peuple sous-développé et primitif, écrit-il. Nous nous sommes disputé les places et nous avons tourné le dos aux valeurs et aux vertus qui nous ont conduits à la victoire. J'ai vu nos mœurs dégénérer en traumatisant l'Algérie musulmane comme elle ne l'avait été durant la guerre. [...] Nous subîmes deux dictatures, celle de Ben Bella, puis peu après celle de Boumédiène. Ben Bella prit pour modèle de chef d'État Fidel Castro, son régime totalitaire, son pouvoir personnel et son idéologie communiste. L'Algérie ne s'est pas reconnue et sombra dans l'inquiétude et le désordre, les passe-droits, le système D, l'arrivisme et les fortunes mal acquises [...] Boumédiène eut le temps de dépecer ce qui restait de l'Algérie musulmane. »

Ferhat Abbas est mort à Alger le 24 décembre 1985 à l'âge de quatre-vingt-six ans. Il est enterré au « carré des martyrs » du cimetière El Alia d'Alger.

Abd el-Kader (l'Algérien)

En Algérie, Abd el-Kader *el Djazairi* (1808-1883) est une figure emblématique : le héros de la naissance d'une nation. Après l'indépendance de son pays, ses cendres ont d'ailleurs été ramenées symboliquement de Damas en 1966 pour être inhumées au « carré des martyrs » du cimetière d'El Alia d'Alger.

El Djazairi est à la fois un *émir* et un chef militaire. Émir : titre de noblesse utilisé dans le monde musulman. Au départ, ce titre désigne un prince descendant de Mahomet par les femmes. En même temps, en arabe, *lamir* est celui qui donne des ordres. Le terme *amiral* est une déclinaison du terme arabe en français.

La famille d'Abd el-Kader résistait aux Ottomans bien avant que les troupes du comte de Bourmont n'abordent à Sidi Ferruch près d'Alger. Mais question d'époque : Abd el-Kader a vingt-deux ans lors du débarquement de 1830. En ce temps-là, les « pieds-noirs » n'ont pas l'accent savoureux de Roger Hanin ou de Guy Bedos. Les arrivants européens sont des militaires dont les chaussures noires déteignent sur leurs pieds – les Algérois d'alors n'auront pas besoin de beaucoup d'imagination pour trouver un sobriquet désignant les troupes du colonisateur.

La tribu du futur émir, originaire du Rif (région septentrionale du Maroc), est établie près de Mascara, à une centaine de kilomètres à l'est d'Oran : Muhieddine, le père d'Abd el-Kader, y apparaît comme le chef spirituel d'une communauté très hostile à la domination ottomane.

Abd el-Kader reçoit une éducation très pieuse qui inclut l'exercice des armes et l'équitation ; le jeune homme se fera une certaine renommée dans ce domaine.

À vingt ans, Abd el-Kader effectue avec son père le traditionnel

pèlerinage à La Mecque. Leur chemin les mène sur la route de Bagdad, jusqu'au tombeau d'un lointain ancêtre vénéré comme un saint.

Soudain, Muhieddine a une vision : l'apparition prédit qu'Abd el-Kader régnera sur le Maghreb. N'oublions pas que nous sommes dans un monde oriental où le mystérieux et le quotidien se mêlent facilement dans la vie des hommes.

Le 27 avril 1832, le vieux chef Muhieddine proclame le *djihad* et tente de s'emparer d'Oran. C'est un échec, mais Abd el-Kader se fait remarquer par sa vaillance. En novembre, les tribus décidées à combattre encore se réunissent aux portes de Mascara.

Nouvelle apparition du saint ancêtre à Muhieddine, qui réclame à cette occasion le pouvoir pour son fils.

L'assemblée choisit avec enthousiasme Abd el-Kader comme *sultan* (souverain) ; malgré cela, le jeune chef se contente du titre d'émir car, à l'instar de son père, il reconnaît la suprématie du sultan du Maroc.

L'Algérie n'existe pas encore.

Dès 1833, l'émir Abd el-Kader reprend la lutte contre les Français, commandés par un nouvel arrivé, le général Desmichels. Ce dernier, sensible aux critiques de plus en plus vives formulées en métropole contre les projets de conquête algérienne, en vient à rechercher une entente avec son adversaire : Abd el-Kader se voit reconnaître le titre de « commandeur des croyants » par le traité du 26 février 1834 qui assied son autorité sur tout l'ancien beylicat d'Oran. L'année suivante, en avril 1835, l'émir étend son pouvoir jusqu'à Médéa.

Envoyé par Louis-Philippe, le général Bugeaud⁵ – de sinistre mémoire pour les Algériens – va remporter un premier succès militaire au ravin de la Sikkak (6 juillet 1836). Mais quatre mois plus tard, Bugeaud échoue devant Constantine : Abd el-Kader en profite pour bloquer Oran... Au terme des rebondissements de cette guérilla, le nouveau commandant en chef français signe en mai 1837 un traité conciliant mais ambigu, dit de la Tafna. Abd el-Kader voit son domaine étendu jusqu'aux confins du beylicat de Constantine.

Cependant, les Français et Abd el-Kader s'affrontent bientôt sur l'interprétation du traité. Bugeaud veut faire signer à l'émir un document additionnel fixant, de façon plus restrictive, la limite du

domaine arabe. Abd el-Kader estime de son côté que l'expédition, menée sans son consentement par le duc d'Orléans (fils aîné de Louis-Philippe) pour relier Constantine à Alger, constitue un acte de guerre.

En décembre 1840, les « colonnes mobiles » de Bugeaud, nommé entre-temps gouverneur général de l'Algérie, occupent les principales villes de l'intérieur précédemment tenues par Abd el-Kader : Tagdempt (près de Tiaret), Mascara, Boghar, Tlemcen... Les Français s'attaquent à ce qui fait l'essentiel des richesses des tribus alliées de l'émir ; les troupeaux sont confisqués, les récoltes détruites. Le 16 mai 1843, un officier du duc d'Aumale découvre par hasard la *smala* d'Abd el-Kader – cet immense campement qui abrite la capitale nomade du soulèvement arabe. La « *smala* d'Abd el-Kader » sera dispersée par une charge de cavalerie.

Après la défaite de l'Isly (14 août 1844), Abd el-Kader, déclaré hors-la-loi par le sultan du Maroc Abd al-Rahman, redevient un simple partisan ; il finira par devoir se rendre au général de Lamoricière le 23 décembre 1847 (puis au duc d'Aumale le lendemain).

Ainsi commence la seconde vie d'Abd el-Kader à l'âge de trente-neuf ans.

Lamoricière comme le duc d'Aumale avaient promis à l'émir, lors de sa reddition, de le conduire en terre d'islam à Alexandrie ou à Saint-Jean-d'Acre. En réalité, la II^e République (proclamée en 1848) ne se considère pas liée par les engagements de la royauté. L'ancien chef arabe est transféré à Toulon puis à Pau (avril 1848), et enfin au château d'Amboise (novembre 1848). Abd el-Kader y restera, ainsi que sa suite – une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants – soumis au froid et à l'isolement.

Le coup d'État de décembre 1851 vient changer le destin de l'émir déchu.

Abd el-Kader sort de captivité.

Voici ce qu'il écrit au futur Napoléon III : « Vous m'avez mis en liberté, tenant ainsi, sans m'avoir fait de promesses, les engagements que d'autres avaient pris envers moi et n'avaient pas tenus. [...] Je n'oublierai jamais la faveur dont j'ai été l'objet. »

Doté d'une pension de 100 000 francs par an, Abd el-Kader part pour la Turquie en décembre, après avoir visité Paris.



Une retraite tranquille loin de la politique (et des lieux saints de l'islam) ? Cela ne dure guère : l'émir prend prétexte de la dévastation de la ville de Bursa par un tremblement de terre, début 1855, pour obtenir de l'empereur l'autorisation de gagner Damas, où vit une importante colonie algérienne. Il s'y manifeste en ami des Français et des chrétiens maronites, contribuant notamment à sauver plusieurs milliers de ces derniers en juillet 1860, lors de l'insurrection des Druzes. C'est à ce titre qu'il sera décoré de l'ordre de Pie IX et de la Légion d'honneur. Napoléon III aurait même envisagé un temps de lui confier une sorte de vice-royauté de l'Algérie : un royaume arabe sous Protectorat français...

« À la fois marabout lettré du fin fond de l'Algérie, inventeur de l'État moderne, guerrier infatigable, protégé et ami de Napoléon III (et de Ferdinand de Lesseps), grand mystique de l'islam moderne », c'est ainsi que Benjamin Stora, professeur à Paris XIII, décrit l'émir Abd el-Kader, lors d'une conférence donnée au musée du quai Branly-Jacques Chirac en 2011. Abd el-Kader apparaît aux yeux de ce fin connaisseur de l'Algérie comme l'homme de la « synthèse » entre Orient et Occident, entre résistance à l'Autre et acceptation des apports de « l'étranger ». Un interlocuteur à la fois rationaliste et métaphysique, prônant un islam d'ouverture et de réformes.

Paradoxe apparent : de nos jours, de nombreux nouveaux combattants islamistes ont repris le titre d'*émir* – et apparaissent à la une de la plus sanglante des actualités.

Il existe de toute évidence un fossé entre Abd el-Kader, qui était un seigneur de la guerre, et les leaders islamistes radicaux d'aujourd'hui :

Mokhtar Belmokhtar (le borgne salafiste), gangster saharien preneur d'otages ; Oussama ben Laden (l'inventeur d'Al-Qaïda), gosse de riche Saoudien ; ou al-Baghdadi (le chef décapiteur de Daech) qui s'autoproclame *calife* – c'est-à-dire successeur du Prophète...

Abomey

L'histoire en héritage

En déclarant, le 26 juillet 2007, à l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar (Sénégal), que l'homme africain « n'est pas assez entré dans l'histoire », Nicolas Sarkozy soulève – peut-être sans trop s'en rendre compte – une émotion qui n'est pas encore retombée.

L'accueil négatif reçu par la phrase en question est la traduction d'un malentendu fondamental. Car jamais sans doute un dirigeant français n'est allé aussi loin dans l'autocritique du passé colonial de notre pays, je cite *in extenso* : « [...] jadis, les Européens sont venus en Afrique en conquérants. Ils ont pris la terre de vos ancêtres. Ils ont banni les dieux, les langues, les croyances, les coutumes de vos pères. Ils ont dit à vos pères ce qu'ils devaient penser, ce qu'ils devaient croire, ce qu'ils devaient faire. Ils ont coupé vos pères de leur passé, ils leur ont arraché leur âme et leurs racines. Ils ont désenchanté l'Afrique. [...] Ils ont eu tort. »

Pourtant, l'incompréhension est presque totale ; car aussitôt après, Nicolas Sarkozy se rend inaudible auprès de son auditoire africain en ajoutant que « la colonisation n'est pas responsable de toutes les difficultés actuelles de l'Afrique » – et de dénoncer en vrac les malheurs de l'Afrique contemporaine : corruption, dictatures, guerres civiles, etc. Le président français, récemment élu en 2007, l'ignore sans doute lorsqu'il prononce le discours : contrairement à ce qui sous-tend le « Discours de Dakar », les Africains d'aujourd'hui n'ont absolument pas le sentiment de n'être pas assez « entrés dans l'histoire ». Ils sont juste las de notre vision « eurocentrique » du monde. On le constatera de plus en plus : notre discours – et pas seulement celui de Dakar – ne passe plus dans l'Afrique du *xxi*^e siècle.

Il est temps sans doute de cesser de donner des leçons à l'Afrique

comme à un continent dépourvu de mémoire.

Ne parlons pas des trente dynasties égyptiennes.

Ne parlons pas non plus des légendes...

Le royaume d'Abomey n'est pas une légende.

De 1625 à 1900, douze rois se succédèrent à la tête du puissant royaume d'Abomey. À l'exception du roi Akaba qui utilisa un lieu à part, chacun fit édifier son palais à l'intérieur d'un enclos entouré de murs de pisé tout en conservant certaines caractéristiques de l'architecture des palais précédents dans l'organisation de l'espace et le choix des matériaux.

Les palais d'Abomey, inscrits au Patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO en 1985, fournissent un témoignage exceptionnel sur un royaume disparu.

Le musée historique d'Abomey reflète l'héritage historique et culturel du peuple Fon. Il est remarquable par sa situation géographique et ses collections. En effet, les palais royaux furent autrefois la capitale du royaume. La ville d'Abomey est jalonnée de multiples temples de *vodoun* (le vaudou original) et de palais de princes héritiers.

Le roi est un être sacré. Il porte plusieurs titres : *Dada* (père de toute la communauté), *Dokounnon* (détenteur et dispensateur de biens), *Sèmèdo* (maître du monde), *Aïnon* (maître de la terre), *Jèhossou* (maître des perles), etc. Son totem est le léopard.

Les insignes du pouvoir royal sont le *kataklè* (tabouret tripode), les *afokpa* (sandales), l'*avotita* (pagne tissé et décoré de motifs appliqués), l'*awè* (parasol), le *mankpo* (sceptre en forme de crosse), le *so* (fusil) et le *hwi* (sabre).

Le musée couvre une superficie de 10 hectares. Il comprend deux départements : le plus ancien, qui existe depuis l'ouverture du musée en 1944, est installé dans les palais de Guézo et de Glèlè. Le plus récent, situé au sud, non loin du marché historique Houndjro, date de 2004 et est consacré exclusivement au roi Béhanzin, le dernier souverain.

Lorsque Béhanzin (1845-1906) prend le pouvoir, il lance des raids sur les protectorats français et dénonce l'accord concernant Cotonou. Les Français répliquent en lançant ce qu'on appelle alors la première et la seconde guerre du Dahomey (1890-1894) : les troupes françaises conduites par le général Alfred Dodds⁶ capturent et déportent le roi

Béhanzin, annexent cette région et installent Agoli-Agbo comme roi. Lorsque ce dernier résiste, les Français dissolvent le royaume et exilent Agoli-Agbo qui ne sera autorisé à retourner dans la région en 1910, qu'à des fins cérémonielles.

La colonie française, qui inclut le royaume, Porto-Novo et une grande zone au nord, prend le nom de colonie du Dahomey. Elle devient indépendante en 1960 sous le nom de république du Dahomey. Le terme reste jusqu'en 1975 lorsque le pays devient le Bénin.

Le prince Arini Ouanilo, fils de Béhanzin et dernier descendant royal du Dahomey, est mort à Dakar le 19 mai 1928. Il sera enterré à Bordeaux dans le caveau de sa femme, avant d'être exhumé le 24 septembre 2006 pour être transféré au Bénin.

Ses successeurs sur le trône du Dahomey ne possèdent plus de pouvoir politique officiel, mais restent d'importants leaders d'opinion auprès des Fons d'Abomey.

Agence France-Presse (AFP)

L'Agence francophone mondiale

L'Agence France-Presse (AFP), dont le siège se trouve à Paris, place de la Bourse, est la grande agence des pays de l'espace francophone, récemment mondialisés.

Depuis sa création en 1944, lorsque l'AFP a pris le relais de l'Agence Havas, elle propose un service d'informations essentiel pour les médias d'Afrique francophone. À partir des années 1960, l'AFP a ouvert des bureaux dans toutes les capitales de pays nouvellement indépendants. Actuellement, 13 bureaux principaux coordonnent la couverture rédactionnelle des 53 pays du continent : Alger, Le Caire, Khartoum, Rabat, Tunis et Tripoli pour les pays arabophones ; Abidjan, Dakar, Kinshasa, Libreville pour les francophones ; Johannesburg, Lagos et Nairobi pour les anglophones.

L'AFP dispose sur le continent d'un réseau de plus de 200 journalistes (dont 130 pour le texte) de près de 50 nationalités différentes, au service d'une couverture exhaustive en dépêches,

photos et vidéos : actualité internationale, politique, sports, économie, *lifestyle*⁷, culture, sciences, technologies...

L'AFP produit ses dépêches en trois langues (français, anglais et arabe) pour une clientèle élargie : médias, fournisseurs et intégrateurs de services mobile et multimédia, entreprises et institutions – alertes en temps réel, veille concurrentielle, communication interne, intranet, relations presse, documentation... – et opérateurs de réseaux d'écrans publics.

À côté de l'information mondiale, l'AFP offre un service spécifique sur le continent : *le fil Afrique*. Le fil Afrique en français propose environ 400 dépêches par jour sur l'actualité mondiale et africaine. Spécialement édité pour le continent, il offre une couverture large et variée de l'actualité africaine et internationale... Cent huit clients utilisent le fil Afrique en français, parmi lesquels des quotidiens tels que *Le Mauricien* (île Maurice), *Le Soleil* (Sénégal), *Fraternité Matin* (Côte-d'Ivoire) ; les agences nationales du Gabon, du Mali, du Togo ; mais aussi l'agence des Nations unies pour les réfugiés ou encore l'Office de Radiodiffusion Télévision du Mali.

L'importance locale des bureaux de l'AFP est telle que la nomination d'un chef de bureau dans certaines capitales est à ce qu'on dit quelquefois aussi compliquée que celle d'un ambassadeur. Dans le passé, l'AFP n'a-t-elle pas parfois été soupçonnée de tenir un rôle officieux dans les affaires françafricaines à l'époque où Jacques Foccart dirigeait la cellule africaine de l'Élysée, sous les présidences de De Gaulle et Pompidou ? Aujourd'hui elle est devenue une grande agence d'information internationale, crédible et très professionnelle, digne de son fondateur, le résistant Jean Marin.

Africa N° 1

La résistible ascension de la « cinquième radio du monde »

Lorsqu'elle commence d'émettre en 1981, Africa N° 1 est potentiellement la plus importante des radios africaines francophones.

Le projet de centre d'émission (4 émetteurs ondes courtes de

grande puissance) est lancé en 1974 avec le soutien appuyé du président gabonais Omar Bongo⁸.

À l'époque, les ondes courtes sont le vecteur privilégié des stations internationales de l'hémisphère Nord (Voix de l'Amérique, Radio Moscou, BBC, Radio France Internationale, etc.) ; et les auditeurs d'Afrique subsaharienne sont *grosso modo* habitués à ces fréquences qui permettent d'écouter autre chose que les radios nationales africaines, fût-ce au prix d'une réception pas toujours impeccable.

Sur l'onde courte, il faut changer de bande en fonction de l'heure, sinon on n'entend rien ; ou, pire encore, en raison du *fading*, le signal s'embrouille lui-même. C'est suffisamment opérationnel, si on veut écouter des bulletins d'information ou des émissions de propagande. Pendant la guerre, le général de Gaulle – baptisé *le général micro* par Vichy – ne parlait-il pas aux Français sur les ondes courtes en 1940 depuis Londres ; puis *via* Radio-Brazzaville à partir de 1942 ?

Les promoteurs du nouveau centre émetteur sont convaincus de triompher du hiatus technique des ondes courtes grâce à une combinaison qui associe la position du Gabon sur la carte de l'Afrique, la hauteur de ses massifs montagneux et la réputation de fiabilité du partenaire industriel Thomson ; on laisse entendre aux autorités franco-gabonaises que, grâce à sa puissance (4×500 kilowatts), Moyabi diffusera la « cinquième radio du monde ».

De quoi capter l'intérêt du président Bongo qui ambitionne de doter son pays, grand comme la moitié de la France, et peuplé à l'époque de 635 000 d'habitants⁹, d'un média continental. « Panafricain », comme on dit alors. De quoi intéresser également son homologue français Valéry Giscard d'Estaing, en campagne pour sa réélection en 1981, auquel on reproche souvent d'avoir sacrifié en 1975 la « Voix de la France » : nos émissions vers l'étranger.

Lieu choisi pour l'implantation des émetteurs : à 600 kilomètres au sud de Libreville. C'est la première fois qu'une station de cette importance est mise en service à proximité de l'Équateur... Choix stratégique ? Moyabi se trouve près de Franceville, dans la région natale du président Bongo. Située à proximité des mines d'où l'on extrait le manganèse et un minerai uranifère inévitablement nommé *francevillite*, Franceville dispose de deux centrales électriques, atout indispensable pour alimenter un gros centre émetteur ; c'est en outre la troisième ville du Gabon.



Les premiers essais du centre d'émission ayant été déclarés satisfaisants, le pays, associé à des investisseurs privés locaux et à la SOFIRAD (France)¹⁰, annonce en 1979 le lancement de la première radio commerciale internationale d'Afrique francophone au sud du Sahara.

Ce sera « Africa N° 1 », une station généraliste en français, diffusant un programme varié, composé d'informations et d'émissions de compagnie. Puis, heureuse surprise : on pourra très prochainement écouter Africa N° 1 sur l'agglomération de Libreville en modulation de fréquence...

Oui, sur la bande FM !

Mais revenons au mois de juin 1981.

Le président Bongo arrive à Nairobi en juin 1981 pour le sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), légitimement fier de la nouvelle réalisation de son pays : le centre émetteur de la future cinquième radio du monde.

Une fois dans la capitale kenyane, il constate la réalité par lui-même : contrairement aux assurances des constructeurs, on n'entend pas Moyabi dans toute l'Afrique. En tout cas pas à Nairobi ! Bongo ne capte pas la station dans sa chambre ; on ne la reçoit pas dans son hôtel, non plus ; ni dans les résidences des trente-quatre autres délégations... Colère du président gabonais ! Envoi *illico* de techniciens pour effectuer des mesures de champ à travers le continent.

La FM fonctionnant convenablement sur l'agglomération de Libreville, on y entend des infos de bonne qualité et de la musique à la mode : un tiers variété française, un tiers USA et un tiers Afrique ; l'animation est assurée par des vedettes recrutées dans la sous-région.

Pour consolider Moyabi, les techniciens bricolent un ersatz d'ondes moyennes baptisé *ondes tropicales* qui permet de couvrir une grande

moitié du Cameroun. Et pendant les années qui suivront, Africa N° 1 va entreprendre de conquérir le continent, émetteur FM par émetteur FM¹¹.

En vue d'assurer les fins de mois en attendant de bons sondages et des recettes publicitaires suffisantes, la station de Moyabi bénéficie de fonds français en contrepartie d'un relais des émissions ondes courtes de Radio France Internationale (RFI), assuré à partir de février 1981. Le programme sera diffusé le matin et à midi, en utilisant souvent des fréquences identiques à celles de l'émetteur principal de RFI à Issoudun (Indre).

Mais la rente sera-t-elle suffisante pour faire vivre Africa N° 1 ?

Les actionnaires sont bientôt appelés à compenser les pertes.

La SOFIRAD, exsangue, après la cession d'Europe 1 et de Sud Radio (au milieu des années 1980) et de Radio Monte-Carlo (à la fin des années 1990), se retire du tour de table en 2006. Après son retrait, la Libyan Jamahiriya Broadcasting Corporation (LJBC) va détenir 52 % de l'entreprise aux côtés des Gabonais.

C'est dans les coulisses de l'OUA, à l'occasion des pourparlers préalables à la transformation de cette organisation en Union africaine que les rêves panafricains des présidents Omar Bongo et Mouammar Kadhafi se rencontrent un beau jour autour d'America N° 1.

Trop tard sans doute...

Omar Bongo meurt en 2009. Mouammar Kadhafi est assassiné en 2011. Et Moyabi tombe en décrépitude technique.

Louis-Barthélemy Mapangou, ancien collaborateur du Palais du bord de mer¹², est obligé de lâcher en 2010 le dossier qu'il a courageusement défendu depuis une trentaine d'années.

L'idée panafricaine va changer de génération – et sans doute de médias –, on est à l'âge d'Internet. Africa N° 1 périclité, la société se trouve en redressement judiciaire et n'émet plus en Afrique de l'Ouest où prospèrent radios nationales ou indépendantes.

Africa N° 1 est arrivée à Paris en 1992 sur la fréquence FM 107.5. Les Africains de France ont très vite adopté Africa N° 1 Paris, devenue au fil des années un partenaire incontournable de l'antenne de Libreville. Les émissions comme « Le journal des auditeurs », « Africa Song » avec Robert Brazza ou « Manu sur Africa » présentée par le célèbre saxophoniste Manu Dibango, et plus récemment « Le Grand Débat », présenté par le journaliste Francis Laloupo ou « Le Débat »,

réalisé et diffusé conjointement par BBC Afrique et Africa N° 1 Paris, sont de véritables piliers de la grille d'Africa N° 1 en France comme en Afrique.

Africa N° 1 Paris s'est aussi développée géographiquement avec des émetteurs à Mantes-la-Jolie et Melun, et une diffusion sur la RNT (Radio numérique terrestre).

Africa N° 1 Paris réussit aujourd'hui à élargir son auditoire à tous ceux qui s'intéressent aux cultures africaines. La radio compte 500 000 auditeurs chaque semaine en Île-de-France et plus de 400 000 fans sur Facebook. Chaque année, elle organise un Festival des Cultures africaines en partenariat avec la Bellevilloise sous le nom d'Africa Break. Un festival qui réunit les grands noms de la musique, comme Magic System, Cheick Tidiane Seck, Manu Dibango ou la jeune génération comme Fabregas, Bana C4 ou Faada Freddy. Les concerts d'Africa N° 1 Paris font désormais le plein à chaque édition et rassemblent tous les publics autour de la passion de la musique et de l'Afrique.

Africa Remix

L'art africain contemporain

On se souvient du mot de Pablo Picasso : « L'art nègre ? Connais pas ! » Et pourtant, l'influence des masques africains est évidente sur sa propre création, et tout le surréalisme européen s'est inspiré de la confrontation avec les « arts nègres » découverts dans les « colonies ». Sauf que le principe même de la colonisation, comme l'a si bien démontré Frantz Fanon, passe par la négation de la civilisation du colonisé, la condescendance face à sa culture. La société occidentale ne pouvait légitimer autrement, en son sein, l'esclavage des Africains, leur déportation en masse vers le Nouveau Monde, comme force de travail gratuite, puis la domination coloniale du sol africain. Admirer l'art africain, cela aurait été fragiliser idéologiquement l'édifice fructueux de l'exploitation de l'Afrique.

La bataille de l'indépendance a d'abord été culturelle, et ce sont

des intellectuels noirs formés par les meilleures écoles de la République qui ont porté les concepts de négritude, de renaissance africaine, afin de faire reconnaître la spécificité et la valeur de la création culturelle en terre d'Afrique.

Pour moi, le vrai coup de tonnerre de l'art contemporain africain porte un nom. C'est le titre de l'exposition itinérante Africa Remix présentée au Centre Pompidou en 2005 et que l'on verra également en Allemagne, en Angleterre, au Japon. Africa Remix peut être considérée comme le premier panorama de l'art contemporain du continent, et ce fut un vrai choc : quatre-vingt-sept artistes vivants, originaires de toute l'Afrique, du Maghreb à l'Afrique du Sud, sculpteurs, vidéastes, designers ou plasticiens, qui partagent les préoccupations de leurs aînés : la question de l'identité, devenue complexe dans un monde métissé où les diasporas s'enroulent avec de multiples cultures, mais aussi avec la violence qui secoue certains pays d'Afrique, la mondialisation des représentations ou les rites religieux. Sont-ils d'abord africains ? Ils s'en moquent un peu : ce qui compte, c'est que leur art circule dans le monde, que leur création soit reconnue, appréciée, vendue.

Simon Njami, romancier et critique d'art, né en Suisse de parents camerounais, fut le chef d'orchestre inspiré de cette collection improbable, aboutissement d'une réflexion de quinze ans sur le sens de l'art contemporain en Afrique : au bout de cette démarche, un show artistique innovant, une parade en trois actes et deux cents œuvres, qui coupe le souffle, défait les certitudes acquises, lance des passerelles esthétiques neuves.

D'abord, l'art contemporain africain s'interroge sur l'identité et l'histoire. Appartenance à un lieu : *Tabla*, de Moataz Nasr. Univers du réemploi et de la récupération : *For Those Left Behind*, de Willie Bester. Mais aussi mémoires personnelles des artistes, sexualité, politique, féminisme, origines : *Dansons*, de Zoulikha Bouabdellah ou *Oyé Oyé* de Michèle Magma. Avec bien sûr une manière africaine de revisiter les pans de culture occidentale qui forme le fonds de la culture mondiale : *Victorian Philanthropist's Parlour*, de Yinka Shonibare : son nom évoque immédiatement le wax et tout ce que ce tissu représente, en termes d'histoire et d'identité africaine. Vêtements, couleurs, motifs répétés, lumière et joie, maternité, famille quartier... Tout ce qui se réveille dès que se profile ce tissu imprimé qui fit et fait fureur en Afrique.

Ensuite, la section « Ville et terre » de l'exposition nous plonge dans l'Afrique concrète, son urbanité un peu dérégulée où la terre reste présente, alors qu'elle a été gommée des villes occidentales, bitumée, bétonnée, brimée. Photographies de Pascale Marthine Tayou. Mais la ville est aussi ce chantier, cette mutation continue : photographies d'Otobong Nkanga ou *Township Wall* d'António Olé, ou de Tracey Derrick... Il faudrait citer tant de noms !

Enfin, l'acte III : « Corps et esprit ». La spiritualité africaine est vivante, et l'animisme ici, ailleurs le vaudou contribuent à insuffler de l'esprit dans les corps, ou à donner corps aux esprits. Entrer dans l'âme de l'Afrique, c'est aussi quitter une part de rationnel pour accepter une dose de folie, que l'art exploite, dont il se renforce soudain. L'art a toujours été dans la civilisation occidentale ce domaine réservé où l'on accepte le surgissement du rêve, que la psychanalyse a ensuite voulu soumettre à une observation stricte. Mais il reste un moment où la raison s'efface, « la part de Dieu », l'étincelle du génie, cette mutation inattendue de l'esprit qui n'était réductible à aucune logique. La force de l'art africain est au-delà de la raison que le créateur essaye de dégager de son inspiration. « La raison est hellène, l'émotion africaine », avait dit Senghor, souvent critiqué pour ces mots. Mais comment dire mieux cette proximité plus grande des arts africains avec la nature, la vie, un réel moins encombré de rationnel et plus intimement collé à la terre mère. Les aquarelles de Barthélémy Toguo ou les collages de Wangechi Mutu ouvrent ainsi sur une réflexion concernant ces « mutants que sont devenus, métaphoriquement, les Africains », pour reprendre une expression de Simon Njami. L'art africain contemporain nous confronte à nos limites culturelles, dont il met en œuvre un dépassement. Les installations les plus modernes, qui mettent en jeu un appareillage parfois complexe d'écrans de caméras, d'images vidéo d'enregistrements d'archives ou de projections numériques, constituent parfois des portes sur l'inconscient, la mémoire, la coulée du temps, le surgissement de la vie ou l'effacement des civilisations.

On sort de cette confrontation dérouté, mais aussi impressionné, et comme enrichi d'un pan inconnu de soi-même. L'art africain contemporain tarde un peu à percer en Occident, où il a pourtant beaucoup à apporter. Qui connaît en France Cheikh Diallo, Lara Baladi, Bili Bidjocka, Pascale Marthine Tayou, Pume, António Olé,

Mohamed El Baz, Meschac Gaba, Abdoulaye Konaté, Andries Botha, Akinbode Akinbiyi, Joël Andrianomearisoa, Balthazar Faye, Akpehou Djonda le Togolais aux géants prodigieux, ou Patrice Félix Tchicaya ? Ousmane Sow sur le pont des Arts, entre l'Institut et le Louvre, a bénéficié d'une visibilité indéniable... Mais combien sont dans son cas ?

En art, il faut parfois écouter le marché : les prix des œuvres d'artistes africains ont grimpé de 370 % entre janvier 2002 et janvier 2007. Yinka Shonibare, dont j'évoquais plus haut la manière dont il réutilise l'esthétique du wax, a décroché le plus beau coup de marteau d'une vente « Africa » en mai 2010 à New York : 88 000 dollars. Adjugué. En 2016, certaines œuvres ont atteint le million de dollars. L'art africain contemporain trouve sa vraie place.

Africanismes

« Inutile de me proposer un matabiche »

L'expression « africanisme » vient de loin.

Dans le dictionnaire lexical édité par le CNRS, le terme recouvre trois significations :

- pour un latiniste, il s'agit des *mots ou expressions utilisés par des auteurs d'origine africaine*, par exemple : saint Augustin ;
- signification plus rare : *l'amour de l'Afrique* ;
- enfin, selon le « Larousse encyclopédique », il s'agirait de *l'ensemble des sciences humaines (ethnographie, archéologie, linguistique, etc.) appliquées à l'étude de l'Afrique*.

Pour vous et moi, les africanismes sont les tournures originales par lesquelles la rue africaine, à Alger, Bamako ou à Douala, fait vivre la langue française au jour le jour.

Au Sénégal, un groupe de travail, la Commission nationale de réforme de l'enseignement du français (section d'enseignement moyen), a établi « un relevé alphabétique de certaines fautes de langue dont les copies d'élèves présentent des emplois constants, identiques d'une année scolaire à l'autre, identique d'une région à l'autre et que, par commodité, on appellera des africanismes ».

Ce dossier excellent peut être consulté intégralement en ligne à l'adresse www.lyceemboro.net/africanismes.pdf.

Il ne suffit pas de lire ce document. Il faut l'écouter dans sa tête.

Nous rencontrerons des africanismes un peu partout à travers le continent. Ici l'on parle *blédi* ; là on s'exprime en *nouchi*...

Les africanismes reviendront régulièrement au fil de ce *Dictionnaire amoureux*.

La première liste que je propose ici nous vient d'une autorité indiscutable : l'officiel du jeu Scrabble (ODS 7) qui a décidé de valider 72 africanismes pour les compétitions de Scrabble.

En voici une trentaine que je trouve particulièrement savoureux : un AMBIANCEUR est un *fêlard* ; une AUTOGARE une *gare routière* ; le BISSAP une *boisson tirée de l'hibiscus* ; une BORDELLE désigne une *femme volage*, une *prostituée au Cameroun* ; CADEAUTER signifie *gratifier d'un cadeau* ; la CHICOTE est un *fouet servant aux châtiments corporels* ; COMPÉTIR, c'est *participer à un concours, à une compétition* ; CORANISER signifie *apprendre par cœur*, au Cameroun ; DÉGOMMER signifie *dire des sottises* ; DÉPLANTER, c'est *perturber, décourager*, au Sénégal ; le DIBI sénégalais désigne une *viande grillée* ; la DIBITERIE est une *rôtisserie* ; un DIOULA désigne un *marchand ambulant en Côte-d'Ivoire ou au Burkina* (le dioula étant également une *langue mandingue parlée en Afrique de l'Ouest*) ; la DOUCHIÈRE est un *cabinet de toilette* ; ENCEINTER, verbe du 1^{er} groupe signifiant *rendre enceinte* ; une ESSENCERIE est un *poste d'essence* au Sénégal ; le FOUTOU est à base de *boulettes de légumes et de fruits* ; le MAFÉ désigne un *ragoût de viande ou de poisson* ; un MAÎTRISARD est *titulaire d'une maîtrise universitaire* (maîtrisarde au féminin) ; MARABOUTER, c'est *envoûter* ; un MATABICHE est un *pot-de-vin*, un *bakchich* ; le MBALAKH (ou mbalax) [mbalahr], une *danse à la mode rythmée par le tam-tam* – Youssou N'Dour a été sacré « roi du mbalax » ; le MOURIDISME, la *doctrine d'une confrérie musulmane* ; la PRIMATURE désigne les *services du Premier ministre* ; RADIOTROTTOIR, nom familier de la *rumeur publique* ; autre néologisme : ROUBLER, tiré de « roublard », signifie *tromper, escroquer* ; un TALIBÉ est *élève d'une école coranique* (même origine coranique que taliban) ; le TAXIMAN désigne un *chauffeur de taxi* (belgicisme) ; le THIÉBOUDIENNE, nom de la recette populaire du *riz au poisson* ; le THIOF étant la *variété de mérou* idéale pour le THIÉBOUDIENNE (*riz au gras* en Côte-d'Ivoire, *riz Jollof* dans les pays anglophones environnants) ; un TIDIANE ou TIDJANE est *adepte du*

TIDIANISME, du nom de la *doctrine d'une confrérie musulmane* ; l'inévitable TOUBAB désigne un *Européen, un Blanc*, tandis que la VILLAGISATION signifie un *regroupement forcé dans des villages* ; le WAX indique un *tissu de coton imprimé en relief* ; le YASSA, un *ragoût aromatisé au citron*.

Africanistes

Comment peut-on être africain ?

Pendant cent ans, l'appellation d'« africanistes » a désigné des artistes : plus de 150 peintres européens ont sillonné l'Afrique noire entre 1860 et 1960, en accompagnant des explorateurs, des missions militaires, ethnographiques, scientifiques ou journalistiques. Dans *Les Africanistes, peintres voyageurs, 1860-1960*, de Lynne Thornton¹³, on peut trouver la reproduction de leurs œuvres, le récit de leurs aventures et expériences, grâce aux carnets, livres et journaux qu'ils ont laissés. Mais bientôt les historiens et les chercheurs vont prendre le relais des artistes. À partir de 1930, la Société des africanistes entreprend de promouvoir une connaissance méthodique de l'Afrique. Parmi ses fondateurs, elle compte l'américaniste Paul Rivet, les sociologues Lucien Lévy-Bruhl et Marcel Mauss, ainsi que le premier africaniste de terrain, Marcel Griaule, l'inventeur des Dogons ; le spécialiste des Canaques, le pasteur Maurice Leenhardt ; le préhistorien de Lascaux, l'abbé Breuil ; Théodore Monod, de l'Académie des sciences ; ainsi que le surréaliste Michel Leiris. Le *Journal de la Société des africanistes*, devenu *Journal des africanistes* en 1976, est publié régulièrement depuis 1931 au rythme de deux fascicules par an. On y retrouve des articles de spécialistes (ethnologues, archéologues, préhistoriens, linguistes, etc.), des dossiers thématiques, des comptes rendus et diverses informations scientifiques. La Société des africanistes, désormais forte de 250 membres, est une organisation pluridisciplinaire travaillant dans les champs de l'anthropologie, de la sociologie, de l'économie, de la linguistique, de l'histoire, de la préhistoire, de l'archéologie, de la géographie, avec le soutien du CNRS. La Société des africanistes est

domiciliée au musée du quai Branly-Jacques Chirac. Aux États-Unis, The Africanists Society, créée en 1957 à l'aube de la décolonisation en Afrique, réunit jusqu'à 2 000 universitaires et chercheurs des plus importantes universités en sciences humaines : le Centre of African Studies, de Cambridge (Massachusetts) ; le Department of African, Middle Eastern, and South Asian Languages and Literatures à Rutgers, l'université d'État du New Jersey ; l'African Studies Center, université d'État du Michigan ; le Center for African Studies de l'université de Floride.

En Afrique, The Africanists Society a des correspondants à l'université d'Addis-Abeba (Éthiopie), et au Centre for African Studies (CAS), de l'Université du Cap. D'autres importants départements universitaires africanistes existent à Ottawa et à Pékin.

Signalons enfin que, chez certains intellectuels africains, l'africaniste n'a pas meilleure presse que le missionnaire.

Voici une tribune publiée par Lydie-Patricia Ondziet, présidente de l'association « La Trinité », au lendemain du XV^e sommet de l'Organisation internationale de la francophonie de Dakar (2014) : « L'africaniste est un chercheur, spécialiste non africain des langues, des civilisations et de l'histoire africaines. Il n'est pas interdit aux non-Africains d'étudier l'Afrique et les peuples africains. Cela doit être clair. Ce qui est grave et insupportable, c'est que les africanistes, de génération en génération, depuis bien des siècles, et tous sans grande exception, étudient les civilisations africaines selon des critères exclusivement européens. »

Pour être complet, indiquons que le terme *africaniste* définit également un mouvement proche de l'ANC au moment de la lutte antiapartheid en Afrique du Sud, et une école littéraire dont l'Américaine Toni Morrison (prix Nobel de littérature 1993) s'est réclamée dans son essai, *Playing in the Dark-Whiteness and the Literary Imagination*¹⁴.

Afrikaners

Les derniers croisés chrétiens ?

En afrikaans, le terme *Afrikaner* signifie – au pied de la lettre – « Africain ».

La particularité de cet « Africain » est d'être blanc, d'origine européenne (néerlandaise, française, allemande voire scandinave), et de langue maternelle afrikaans¹⁵.

Son identité s'affirme en particulier à travers la religion : les pasteurs calvinistes prêchent aux Afrikaners qu'ils sont un *peuple élu*, allant jusqu'à comparer leur destinée avec l'oppression des Juifs dans l'Ancien Testament.

Ici, l'« oppresseur », c'est l'Anglais...

En 1822, les autorités britanniques du Cap retirent au néerlandais son statut de langue officielle dans les tribunaux et les services gouvernementaux ; en 1833, après avoir reconnu l'égalité des droits entre Hottentots¹⁶ et Blancs, les Anglais abolissent l'esclavage, provoquant ainsi l'exode d'une partie des éleveurs afrikaners de la région.

Piet Retief, l'un des chefs de la communauté afrikaner, rédige un manifeste dans lequel il énonce ses griefs contre l'autorité britannique, lui reprochant notamment d'avoir émancipé les esclaves sans indemnisation équitable des propriétaires.

Il termine en évoquant une terre promise où les Boers¹⁷ seraient enfin libres.

L'exode des colons du Cap en 1835 reste gravé dans la mémoire afrikaner comme le *Groot Trek* (le « Grand Voyage ») : les *voortrekkers* s'ouvrant une voie à travers l'Afrique australe avec leur fusil, leur bible, leur paire de bœufs, leur grand chariot en bois transportant femmes, enfants, matériel agricole rudimentaire et tous leurs biens terrestres¹⁸.

Les *voortrekkers* franchissent le fleuve Orange et la chaîne du Drakensberg, pour fonder au cœur du pays zoulou la république de Natalia.

Le trek devient une croisade lorsque Retief, son fils et ses compagnons sont massacrés par les hommes du roi zoulou Dingane – les Zoulous tueront plus de 282 autres colons boers (41 hommes, 56 femmes et 185 enfants) à Blaauwkrans et Weenen.

Après avoir prêté serment devant Dieu, quelques centaines de Boers s'élancent pour remporter une victoire décisive sur les « impies¹⁹ ». C'est la bataille de Blood River, le 16 décembre 1838 ; la

nation afrikaner sera baptisée dans le sang.

Les Afrikaners vont longtemps se considérer comme les authentiques Sud-Africains, les architectes de l'Afrique du Sud moderne, surnommant les Blancs anglophones « couilles salées²⁰ », alors que les *Niet blank* étaient relégués dans des tâches subalternes.

Un choix justifié – selon les plus fondamentalistes des Afrikaners – par la *malédiction de Cham*. Fils cadet de Noé, Cham est maudit par son père pour l'avoir regardé alors qu'il dormait nu : Noé le condamne à l'esclavage ainsi que ses descendants africains.

Divine justification pour le futur système de ségrégation !

En 1843, chassés du Natal (république de Natalia) par les Britanniques, les *voortrekkers* s'installent sur les plateaux austères du Veld, écrasant les Ndébélés du chef Mzilikazi et asservissant les Basotho. Ainsi se constituent les Républiques de l'État libre d'Orange et du Transvaal, dont les Britanniques reconnaissent l'indépendance dans les années 1850. Ces républiques vont rester rurales jusqu'aux découvertes minières (l'or en 1886, les diamants en 1867) au cœur du Transvaal.

C'est là que s'élèvera Johannesburg.

À la fin des années 1880, des dizaines de milliers d'aventuriers et de prospecteurs, venant en majorité de Grande-Bretagne, affluent vers la région, au grand dam des paysans boers et du président de la République du Transvaal, Paul Kruger. Ces *uitlanders* (« étrangers ») dépassent rapidement en nombre les Boers sur le gisement central du Witwatersrand, tout en restant minoritaires sur l'ensemble du territoire du Transvaal.

Sans doute plus motivées au départ par les ressources du sous-sol que par l'idée d'unifier l'Afrique du Sud sous le drapeau anglais, les autorités britanniques soutiennent la politique du Premier ministre de la colonie du Cap, sir Cecil Rhodes²¹.

Ce dernier va provoquer une série d'incidents qui aboutiront en 1899 au déclenchement de la guerre des Boers.

À l'issue de combats acharnés, le conflit se solde par la victoire de l'Empire britannique et par une catastrophe humanitaire : 120 000 civils boers enfermés dans 45 camps de concentration construits par les Britanniques. Plus de 27 927 d'entre eux vont mourir (dont 22 074 enfants de moins de seize ans).

Cet épisode tragique solidifiera le ressentiment antibritannique et

renforcera le mouvement identitaire des Afrikaners tout au long du xx^e siècle.

Vaincus militairement, les Afrikaners vont s'adapter pour survivre en tant qu'entité distincte au sein d'un État moderne, industriel, urbanisé... et anglophone.

Afin de contourner l'interdiction de l'enseignement de l'afrikaans, des écoles privées gérées par les colons eux-mêmes vont voir le jour ; elles fournissent un terrain propice à l'apparition d'une éducation identitaire fondée sur trois points cardinaux : la langue afrikaans, la croyance calviniste et une interprétation quasi religieuse de l'histoire.

En 1910, l'Union sud-africaine est proclamée et devient dominion de la Couronne britannique. Louis Botha, le premier chef de gouvernement sud-africain est ancien général boer, mais son nationalisme tempéré est rejeté par les radicaux du mouvement afrikaner...

D'abord baptisé *Jong Suid-Afrika* (« Jeune Afrique du Sud ») puis *Afrikaner Broederbond* (« Ligue des frères afrikaners »), un mouvement nationaliste rassemblant à son origine des pasteurs calvinistes, des employés des chemins de fer et des policiers, se développe dans le milieu des années 1920, recrutant en secret un nombre croissant d'instituteurs, de professeurs, d'universitaires et de politiciens.

Le Broederbond propose comme fondement idéologique le « national-christianisme ». Cette doctrine stipule que « les nations sont nées d'une volonté divine », et que « chacune d'elles est détentrice d'une spécificité et d'une mission à accomplir ». La question raciale n'est pas encore au centre des préoccupations politiques ; mais c'est sur la base de l'*afrikanerdom* (l'« afrikanérité ») que le concept de l'apartheid va progressivement s'élaborer.

En 1922, les mineurs afrikaners du Witwatersrand se mettent en grève pour protester contre le recours accru aux travailleurs noirs, main-d'œuvre abondante et moins payée, par le patronat du secteur minier. Les grévistes sont soutenus par les travaillistes et le tout jeune Parti communiste d'Afrique du Sud. Le conflit se déclenche dans les mines de charbon puis s'étend à tout le bassin minier du Rand, regroupant 20 000 travailleurs blancs. Des soviets sont proclamés et la grève générale déclenchée le 6 mars 1922. La grève tourne à l'insurrection : le mouvement est noyé dans le sang.

Sortant de la vulgate biblique, le racisme se banalise. Il devient

l'instrument d'une domination économique.

Le peuple blanc d'Afrique australe (anglophones, afrikaners et lusophones réunis, soit 2,5 millions de personnes en 1950, 21 % de la population totale) se sent menacé par la puissance de la démographie africaine : 8 millions de personnes en 1950. Les Afrikaners parlent de *swaartgevaar* – de « péril noir ».

Les Afrikaners sont convaincus que seul l'apartheid leur permettra de survivre en tant que groupe ethnique distinct. Cette politique est officialisée à grand renfort de lois et de règlements, à partir de 1948, par le Parti national, dirigé par le pasteur calviniste Daniel Malan. La population est classée en quatre catégories principales : les Blancs, les Indiens, les Métis et les Noirs. Les villes sont réservées aux Blancs, les autres communautés sont confinées dans des ghettos.

L'apartheid est divisé en deux branches : le « petit apartheid » qui limite les contacts des Blancs avec les non-Blancs, et concerne surtout les transports et les espaces publics. Le « grand apartheid » définit l'espace en zones géographiques séparées et ethniquement déterminées.

Bientôt, on constate que le système n'a pas pour seul objet la défense de l'identité afrikaans. Il s'agit aussi d'intérêts économiques : entre 1941 et 1955, le revenu moyen annuel des Afrikaners progresse de 50 %.

L'Afrique du Sud devient un État militairement fort et économiquement puissant. Les Blancs pauvres des années 1920 constituent désormais l'armature de la classe moyenne blanche.

Seulement, ce n'est pas la fin de l'histoire.

L'Afrique indépendante et l'opinion internationale rejettent le système sud-africain.

La société afrikaner sera profondément ébranlée par les condamnations internationales dont l'Afrique du Sud fait l'objet dans les années 1970-1980, en raison de sa politique d'apartheid et de la violence politique qui l'accompagne.

Boycott, embargos, sanctions de l'ONU...

C'est un Afrikaner, dont la carrière politique penche plutôt du côté de la ségrégation, le leader nationaliste Pieter Botha, qui engagera le pays vers la fin de l'apartheid. Il ouvre la voie à un dialogue avec l'ANC, l'African National Congress, malgré la résistance des ultraconservateurs qu'il considère « crispés sur les privilèges ».

Botha développe le concept d'une *total strategy* : une « stratégie globale » couvrant tous les domaines, aussi bien politique, économique, culturel, militaire et sécuritaire, résumée par le principe « s'adapter ou mourir ». Le premier pas sera la déségrégation de l'armée.

Botha reçoit Nelson Mandela, le prisonnier de Robben Island, symbole de la lutte antiapartheid, à la résidence présidentielle du Cap.

Il cédera le pouvoir en 1989 à la suite d'un accident cardiaque.

Son successeur, le président Frederik De Klerk, mettra fin à la domination constitutionnelle des Blancs sur le pays, approuvé par une consultation référendaire encore réservée à la communauté blanche, le 17 mars 1992.

L'embargo sera levé à la suite de l'abolition officielle de l'apartheid.

En 1994, le partage du pouvoir avec la majorité noire devient réalité avec l'élection de Nelson Mandela, le premier *Niet blank* à la présidence de la République. La formation d'un gouvernement d'union nationale rassemblant les anciens maîtres du pays et les anciens opprimés, représentant la majorité raciale du pays, donne naissance à la « nation arc-en-ciel » en 1994.

Les nouveaux Afrikaners du ^{xxi}^e siècle parlent le langage de la modération et de la décentralisation. Ils se réfèrent, non plus à leur spécificité ethnique et à leurs droits historiques, mais à des concepts modernes et quasiment progressistes tels que les droits des minorités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En mai 2008, c'est en tant que minorité nationale que les Afrikaners seront intégrés au sein de l'Organisation des Nations unies au titre des « peuples non représentés » (UNPO). Les Afrikaners siègent désormais dans cette organisation au côté de 70 autres minorités nationales dont les Aborigènes d'Australie et les Maasaï de Tanzanie.

Laissons le mot de la fin au grand écrivain afrikaner André Brink, adversaire résolu de l'apartheid²² : « Je partage avec d'autres, noirs, bruns, blancs, cet endroit de la Terre où ma mère et mon père sont enterrés, et mes grands-parents, et leurs ancêtres, depuis des générations et des générations. Cela signifie que nous nous sommes assimilés par près de quatre siècles de vie sur ce continent, et qu'en retour nous avons assimilé ces siècles dans nos os et notre sang : les rythmes de sécheresse et d'inondation, les famines et l'abondance, les

cruautés inhumaines et les meurtres et les privations, les rires et l'amour, la pitié et la générosité. Tout ceci a eu un prix, et nous l'avons payé parfois de mauvaise grâce, ou même avec ressentiment, souvent avec joie et bonne volonté. »

Ahidjo (Hadj Ahmadou)

La revanche du « petit Peul »

Ahmadou Ahidjo était un Peul du Nord-Cameroun, de petite taille, peu expansif, méfiant, la voix lente et sourde, mâchant une éternelle noix de kola, modeste fonctionnaire des Postes avant la décolonisation, n'ayant jamais eu très grande allure ni de par la nature, ni par les responsabilités qu'il avait exercées... Rien ne semblait le prédisposer à devenir le premier chef d'État du Cameroun indépendant et à y établir un pouvoir sans partage pendant de longues années.

La cinquantaine alerte, boubou bleu ou blanc et calotte rouge, visage rond et cheveux ras, petite moustache et lunettes teintées, Ahmadou Ahidjo est un « homme du Nord », un fervent musulman auquel il aurait été difficile de prédire un tel avenir. Né à Garoua en 1924, il connaît parfaitement l'extrême diversité du Cameroun, pour avoir été successivement affecté dans toutes les régions dans la première partie de sa vie, sa carrière au sein des télécommunications. Attitude grave, visage sévère et masque impavide, c'est un homme réservé, distant et pourtant chaleureux, sensible et fidèle dans ses amitiés. Passionné par sa mission, il a commencé par se faire craindre, exerçant un pouvoir fort, isolé derrière ses proches et entouré d'une atmosphère de secret.

Son ascension fut favorisée par les circonstances particulières de la décolonisation du Cameroun, à la fois tragiques et complexes, dans lesquelles il sut avec une très grande habileté politique et manœuvrière tirer son épingle du jeu.

Ayant fait accepter le principe de l'indépendance par la France, Ahidjo livra une sévère bataille aux Nations unies pour que soit levé le régime de « tutelle » qui encadrait son administration par l'ancienne

puissance coloniale. Alors même qu'il était contesté à la fois par l'Union des populations camerounaises (UPC), donc le bloc socialiste, et par André-Marie Mbida, son prédécesseur, Ahmadou Ahidjo réussit habilement à utiliser la tribune et les couloirs du « Palais de verre » de Manhattan pour fixer la date de l'indépendance de son pays au 1^{er} janvier 1960 et imposer sa propre légitimité comme chef de file du Cameroun indépendant.

Ce jour-là, bien peu augurent d'un avenir radieux et unitaire, tant le Cameroun est multiple : rivalités politiques féroces soutenues par des disparités ethniques et tribales profondes, aboutissement fragile d'une histoire fragmentée et violente où se croisent quantité d'influences contradictoires, difficiles à rapprocher, longues à maîtriser.

Ayant obtenu de jouir des pleins pouvoirs pendant la période de transition, il en profita pour faire composer une Constitution de type présidentiel par un comité de rédaction restreint, qui fut approuvée par référendum le 22 février. Aux élections qui suivirent le 10 avril, son parti, l'Union camerounaise, rafla 51 sièges sur 100. À une voix près, l'Assemblée lui était acquise. Et pour conclure sa rapide ascension, il se fit élire par cette Assemblée, seul candidat, avec une écrasante majorité, à la présidence de la République, le 5 mai 1960.

Cette victoire devint irréversible après le « coup de force légal » de juin 1962 qui vit son parti, l'Union camerounaise, s'imposer comme « Parti unique » au Cameroun oriental francophone, « Parti national unifié » pour être plus précis. Les grands partis d'opposition d'André-Marie Mbida et de Théodore Mayi-Matip tentèrent alors de réagir... Mais « l'état d'exception » prévalait alors, face à la menace de guerre civile que représentait la rébellion « communiste » de l'UPC : les quatre principaux dirigeants des partis démocratiques furent accusés d'« incitation au tribalisme et à la subversion », jugés sur l'heure et condamnés à de lourdes peines de prison assorties de robustes amendes.

Mais la consécration du pouvoir solitaire et durable d'Ahmadou Ahidjo sur le Cameroun ne doit pas apparaître comme un processus paisible : les quatre principaux leaders de l'UPC y laissèrent la vie : Ruben Um Nyobé, Félix-Roland Moumié, Abel Kingué et Ernest Ouandié (voir à [cette entrée](#) pour le récit de sa fin).

Cette victoire n'aurait pas de sens si elle n'était pas accompagnée

d'une victoire institutionnelle majeure contre l'éclatement du Cameroun. L'Angleterre avait tenté de faire purement et simplement absorber le Cameroun anglophone par le Nigeria. Dans la partie septentrionale, l'intégration était quasi effective. En janvier 1959, les élections portent au poste de Premier ministre John Ngu Foncha, dont le Kameroun National Democratic Party (NKPDP) militait pour l'indépendance et la réunification. Au référendum de février 1961, le Cameroun méridional choisit de se joindre au Cameroun francophone, alors que sa partie nord s'intègre au Nigeria. En octobre 1961, le nouveau Cameroun devient donc une Fédération bilingue, placée sous la houlette d'Ahidjo. Pour lui, la Fédération n'est qu'une étape vers l'intégration, qui s'impose rapidement : le franc CFA est adopté sur l'ensemble du territoire, ainsi que la conduite à droite sur toutes les routes, qui, de plus en plus nombreuses, coupent la frontière entre les deux États fédérés et permettent de renforcer les échanges commerciaux. L'Union camerounaise va absorber les deux partis du Cameroun occidental pour devenir l'Union nationale camerounaise (UNC), le 1^{er} septembre 1966. En janvier 1968, Ahidjo nomme aux postes de Premier ministre du Cameroun occidental et vice-président fédéral l'anglophone Salomon Tandeng Muna, en remplacement de Foncha, trop autonomiste à ses yeux, et il prépare avec lui la fusion. À la surprise générale, il provoque un référendum le 20 mai 1972, par lequel le peuple camerounais entier se prononce à la quasi-unanimité (99,97 %) pour l'abandon de la Fédération.

Ainsi naît, au terme d'un accouchement d'une décennie, sous l'égide d'Aхмаdou Ahidjo, la République unie du Cameroun, dotée de deux langues officielles, le français et l'anglais, mais avec une seule étoile sur un seul drapeau, un hymne nouveau et une nouvelle fête nationale, le 20 mai, date de l'unité. Le Président dispose des pouvoirs les plus étendus, d'un gouvernement qu'il dirige, d'une seule assemblée contrôlée par un parti unifié, et d'un territoire partagé en sept provinces administrées par des gouverneurs aux attributions très larges. C'est la revanche éclatante du « petit Peul » : il a réussi à consolider un pays et à se placer à sa tête.

Aхмаdou Ahidjo va alors diriger le Cameroun avec ténacité, intelligence et habileté, se livrant à des dosages ethniques subtils pour répartir les postes de responsabilité. Et s'appuyant sur un service de sécurité sans contrôle, dirigé par le redoutable Fochivé, nouvel avatar

de Fouché... Ayant à plusieurs reprises exprimé sa volonté « de ne pas s'éterniser au pouvoir », il aménage sa succession lors du troisième congrès de l'UNC, en 1980, en faveur de son Premier ministre Paul Biya, qui le remplace le 6 novembre 1982, après l'annonce radiodiffusée de sa démission le 4 novembre. Il regrettera probablement d'avoir abandonné le pouvoir qu'il avait mis tellement d'énergie à constituer et à contrôler sans partage. Mais l'histoire ne repasse pas les plats et il décédera en 1989 en exil, à Dakar, où il s'était installé et où il fut inhumé. Sa veuve ne cessera de réclamer, en vain, le retour du corps au Cameroun.

Aït Ahmed (Hocine)

Le dernier des Fils de la Toussaint

Le 22 octobre 1956, un avion de la compagnie Air Maroc-Air Atlas, effectuant la liaison entre Rabat et Tunis, est détourné par l'armée de l'air française et contraint de se poser à Alger. À son bord, cinq chefs historiques de la révolution algérienne : Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, Rabah Bitat et Mohamed Khider... Cinq des neuf « Fils de la Toussaint » ayant déclenché la guerre d'Algérie contre la puissance coloniale française le 1^{er} novembre 1954. La France les retiendra prisonniers jusqu'en 1962, année de l'indépendance de l'Algérie.

J'ai fait la connaissance d'Aït Ahmed en 1960.

Ayant rejoint le cabinet d'Edmond Michelet, ma première mission est d'organiser le transfert des cinq prisonniers FLN depuis l'île d'Aix (Charente-Maritime) jusqu'à Turquant (Maine-et-Loire). À l'époque, on parle déjà de tractations et de négociations avec le FLN. Durant leur séjour à Turquant, je les rencontrerai régulièrement tous ensemble. Ma mission est d'informer le ministre sur l'état d'esprit des « cinq » ; ils me chargeront bientôt de transmettre à Edmond Michelet et donc au président de Gaulle ce qu'ils pensent de leur côté. Leur principal souci est d'avoir davantage de contacts avec leurs familles, leurs avocats et les autres membres du FLN... Je suis juste un « rapporteur sérieux », selon Edmond Michelet.

Aït Ahmed est libéré au moment du cessez-le-feu en mars 1962, mais il prendra très vite ses distances à l'égard de ses anciens compagnons d'armes dont il juge sévèrement les querelles. Dès la fin de juillet, il refuse de siéger au bureau politique, rend son portefeuille de ministre d'État au sein du GPRA²³ et s'exile à Paris, puis en Suisse. Élu député de Sétif en septembre, il espère tenir un rôle de chef de l'opposition à Alger. Mais Ben Bella ayant déclaré au début de l'été 1963 : « Qui n'est pas avec moi est contre moi », Hocine Aït Ahmed dénonce aussitôt « le régime policier socialo-mystificateur » puis la Constitution qui « ne vise qu'à légitimer le pouvoir personnel » et enfin « le FLN, qui est une fiction et un parti coupé du peuple et de ses meilleurs cadres populaires ».

La rupture sera consommée lorsqu'il fonde le FFS (Front des forces socialistes), le 29 septembre 1963. On l'accusera de lever des troupes et d'organiser l'insurrection en Kabylie... À Tizi Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, il organise un meeting incitant à la révolte contre le régime qu'il qualifie un peu vite de « fasciste ». Aït Ahmed est alors accusé de faire le jeu du Maroc, qui au même moment masse des troupes à la frontière algérienne. Cette menace extérieure pousse Aït Ahmed à reprendre contact avec Ben Bella. C'est à moi qu'il envoie un émissaire secret, son avocat Mourad Oussedik, que je connais bien, pour présenter à Ben Bella ses conditions en vue d'une réconciliation.

Ben Bella, qui veut utiliser toutes ses cartes pour ramener la Kabylie à la raison, me mandate pour rencontrer secrètement Aït Ahmed là où il se trouve. Mais à mes risques et périls. Au cas où je serais intercepté par les forces de sécurité, il ne pourrait en aucun cas couvrir cette initiative. Courageux ou plutôt téméraire, voire inconscient, je décide de remplir cette mission de conciliation. J'appartiens alors au cabinet de Ben Bella mais entretiens des relations amicales avec Aït Ahmed. Les messagers d'Aït Ahmed me conduisent dans les montagnes berbères, jusqu'à un village isolé appelé... Aït Ahmed. Perché sur une crête, comme en dehors du monde. Il me reçoit entouré de ses fidèles et m'offre le thé de l'hospitalité. Il m'explique longuement les mobiles de la rébellion, ajoutant que malgré les raisons objectives qui la sous-tendent, il est prêt à renoncer, à plusieurs conditions : « Je n'ai pas d'hostilité à l'encontre de Ben Bella, mais il faut qu'il se débarrasse de Boumédiène, et entre révolutionnaires, nous arriverons à nous entendre. » Toute la

sympathie que j'éprouve pour l'intellectuel rigoureux et le démocrate exigeant voire pointilleux qu'est Aït Ahmed ne m'empêche pas de ressentir à quel point les conditions qu'il exprime sont peu réalistes et vouées à l'échec. Je le lui dis.

Lorsque je rapporterai la teneur de ces discussions à Ben Bella, il aura déjà rallié le chef militaire de la rébellion kabyle, le colonel Mohand Oulhadj, afin de marcher en direction de la frontière marocaine. Une stratégie éprouvée : le conflit extérieur masque ou réduit les différends intérieurs. L'ennemi commun gomme les rivalités internes.

Arrêté le 19 octobre 1964, Aït Ahmed est condamné à la peine capitale – pour « menées contre-révolutionnaires » – et sera gracié, avant de devoir s'exiler. Un exil qui va durer près de cinquante ans – à quelques brèves interruptions près, dont la campagne présidentielle de 1999, de laquelle il se retirera, le 14 avril, veille du scrutin, en compagnie de tous les autres candidats, pour en dénoncer l'organisation frauduleuse.

Je me souviens encore de ma dernière rencontre avec Aït Ahmed. C'était en 1999, alors que j'étais président du CSA. Je l'avais reçu une fin d'après-midi dans mon bureau. Nous avons passé une bonne partie de la soirée à refaire le monde, l'Algérie, la France. Nous nous sommes quittés sous les yeux d'un homme de ménage algérien et kabyle qui, saisi de stupeur à la vue de cette légende vivante de la Révolution algérienne, s'effondra à nos pieds, cassant son manche de balai. Aït Ahmed le releva, et tout cela finit dans une franche bonne humeur.

À son décès, le président Bouteflika, lui-même vétéran de la guerre d'Indépendance algérienne, décrètera un deuil national de huit jours et organisera des funérailles dignes d'un chef d'État dans le village natal d'Aït Ahmed – qui porte son nom – en Kabylie. Elles sont retransmises en direct par la télévision nationale, un traitement qui tranche avec le sort de celui qui aura été souvent malmené par les médias officiels pour son opposition au régime.

Le président de l'Algérie rendra à cette occasion hommage à un « grand homme », qui a « accompli avec abnégation et dévouement son devoir de militant et de moudjahid » ; le président français,

François Hollande, saluant de son côté « l'une des grandes figures historiques [de l'Algérie], artisan de premier plan de son indépendance, et acteur engagé de la vie politique ».

Alger

« *Comme wiz mi to ze Casbah ?* »

Alger est une des villes de ma vie.

Peut-on résister au charme d'Alger, « la joyeuse », « la bien-gardée » ou « la blanche », quel qu'en soit le surnom ? J'ai vécu là-bas la naissance d'une nation indépendante, de 1962 à 1967. J'avais trente ans.

L'histoire de la future *El-Djazair* remonte à l'Antiquité. Ancien comptoir phénicien d'importance, sa fondation est antérieure au iv^e siècle avant notre ère²⁴. À l'époque romaine, la région se nomme la Numidie et Alger porte l'appellation d'*Icosium* (« l'île aux Mouettes »). Alger doit son nom moderne (El-Djazair) au calife du Maghreb Bologhine ibn Ziri, lorsqu'il bâtit la ville en 960 sur les ruines de l'ancienne cité romaine. Le nom ferait référence à des îles faisant à l'époque face au port d'Alger (et qui seront plus tard rattachées à sa jetée²⁵).

Au xvi^e siècle, El-Djazair est un port peuplé d'environ 20 000 habitants, dont la population s'est fortement accrue avec l'arrivée des Juifs et des Maures expulsés d'Andalousie après la chute de Grenade. En 1510, les Espagnols tentent de s'en emparer et élèvent une forteresse sur un îlot de la baie pour verrouiller la rade. Six ans plus tard, El-Djazair appelle le corsaire turc Khayr ad-Din *Barberousse* à la rescousse pour se débarrasser d'eux. Barberousse installera sa flotte dans la baie et résistera aux nouvelles expéditions de Charles Quint et du Saint Empire, grâce au Protectorat ottoman ; ses successeurs résisteront aussi – et la régence ottomane durera trois siècles... jusqu'au débarquement français de 1830.

C'est en 1839 que la ville d'Alger donnera son nom au pays entier dans l'appellation française d'*Algérie* ; en arabe, « Alger » et « Algérie »

s'écrivent de la même façon : El-Djazair.

Alger se comprend à la fois dans son ouverture et dans son retrait, si hospitalière (« la joyeuse »), et tellement fermée au tourisme (« la bien-gardée »)...

Lorsque je débarque à Alger en 1962, la toute jeune capitale sort d'un traumatisme majeur : elle est marquée par la guerre d'Algérie et ses tragédies, ses séquelles de sang et d'exode, ses épisodes de terrorisme et de répression aveugle, ses combats de rue, ses interrogatoires en sous-sol, ses menaces de chaque jour, tout ce quotidien de la violence indistincte et finalement absurde... Les stigmates restent là, certaines plaies sont béantes, il passe jusque dans certains yeux un voile parfois, ou une absence. Le basculement de la colonisation à l'indépendance a été à la fois trop long, au sens où la guerre a accumulé les drames et les souffrances, et trop bref, au sens où il y a eu rupture et non solution de continuité entre ces deux moments historiques inconciliables. On est passé du jour au lendemain d'une face de la médaille à son revers. Peu comprennent que les reliefs se lisent semblablement des deux côtés. L'apparence est celle d'un renversement absolu.

S'y ajoute le souhait de la jeune République d'inventer une voie originale vers l'avenir, appuyée sur un corps de doctrine d'inspiration socialiste tendance autogestionnaire. Après plus d'un siècle d'organisation quasi féodale au service des colons, la rupture est, elle aussi, compliquée à mettre en œuvre. Alger 1962, c'est un peu la France du Consulat après les excès de 1793. Il faut réinventer une organisation administrative, sociale, économique, culturelle, un *modus vivendi* avec la religion, sans surtout *refaire* la France, et en s'inspirant de ce que l'on croit saisir des constantes du caractère algérien. Il souffle un air de renouveau radical mais les formes qu'il doit prendre sont encore inaperçues, ou tout juste esquissées. J'ai décrit ailleurs les hommes et les femmes avec qui j'ai partagé ces moments, Ahmed Ben Bella, Abdelaziz Bouteflika, Bachir et Ali Boumaza, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf, mais aussi Kateb Yacine, Mohamed Hadj Smaine, Abdelatif Rahal, et les jeunes d'Aïn Arnat montés à la capitale²⁶...

Je vous invite donc à Alger, en ce début de ^{xxi}e siècle, à la manière

du mauvais garçon *Pépé le Moko*. Pour les spectateurs français, Pépé le Moko, c'est Jean Gabin, et Gaby, c'est Mireille Balin dans le film de Julien Duvivier (1937). Mais le rôle a été repris à Hollywood par Charles Boyer, dont l'accent irrésistiblement français dans la version américaine de 1938 a transformé le message de la bande-annonce – « *Comme wiz mi to ze Casbah*²⁷ » – en phrase culte pour les cinéphiles.

La casbah, c'est le cœur d'Alger, et sa visite permet de parcourir l'histoire de la ville depuis sa création. La mention de son inscription au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 1992 souligne que la Casbah est un « lieu de mémoire autant que d'histoire » : elle comprend des vestiges de la citadelle, des mosquées anciennes, des palais ottomans, ainsi qu'une structure urbaine traditionnelle où s'exprime un exceptionnel sens de la communauté.

Par sa dimension – et malgré les nombreuses destructions –, la Casbah d'Alger est un exemple unique de *médina*, c'est-à-dire de cité historique du Maghreb. La mosquée *Ketchaoua* construite par les Ottomans qui était autrefois au cœur du vieil Alger se trouve maintenant à l'entrée de la Casbah, une bonne partie de l'ancienne ville ayant été détruite à l'époque coloniale.

Mais par sa structure urbaine dense et l'entrelacs de ses ruelles, escaliers, passages couverts, terrasses étagées, la Casbah a aussi été au cœur des combats que se sont livrés les combattants algériens – dont Yacef Saâdi, « Ali la pointe », Djamil Bouhired, Djamil Boupacha – et l'armée française, puis, au cours de la « décennie noire » de 1990, les terroristes fondamentalistes et les forces de l'ordre algériennes. La Casbah n'est totalement sûre qu'à ses enfants, à ceux qui ont grandi et en connaissent par cœur le labyrinthe invisible.

Mon ami Mohamed Raouraoua est né dans la Casbah en 1947, c'est un pur enfant d'Alger qui a connu dans son enfance et son adolescence la guerre d'Algérie et dans son âge d'homme la guerre contre les islamistes : mais il n'a jamais renoncé à vivre dans ce cœur historique d'Alger, alors lieu de tous les dangers. Depuis une quinzaine d'années président de la Fédération algérienne de football, après avoir été commissaire général, côté algérien, de « l'Année de l'Algérie » en France, que j'eus l'honneur de présider en 2003, il conjoint l'habileté politique, la loyauté et l'autorité efficace. Il est à l'image du quartier qui l'a vu naître, solide, construit pour traverser les siècles,

apparemment uni, mais traversé de multiples détours, de ruelles zigzagantes comme de larges visions. Personne ne peut tout à fait dire qu'il le connaît, ni prévoit exactement la position qu'il prendra, en opportunité. La seule chose qui est sûre est qu'elle sera fermement tenue.

La Grande Mosquée d'Alger (*Djamaâ el Kebir*) est la plus ancienne mosquée de la ville, elle remonte à 1097 sous l'Almoravide Youssef ben Tachfin ; le minaret de 1324 sera édifié par le sultan zianide de Tlemcen, Abû Tâshfin. Elle est bâtie en pierre, brique, tuile, bois sur une charpente de bois. Le décor intérieur est fait de céramique et de bois.

Le ^{xxi}^e siècle sera forcé de sortir du centre-ville pour réaliser le projet de future Grande Mosquée retenu par le président Bouteflika : son chantier immense s'étend au bord de l'autoroute menant à la plage de Tamentfoust, à l'est de la baie. Elle est prévue pour accueillir 120 000 fidèles par jour. Outre la capacité d'accueil, les chiffres donnent le tournis : 1 milliard d'euros de budget, une bibliothèque d'un million de livres, 12 bâtiments, dont une maison du Coran, un centre culturel islamique, comportant une salle de conférences, un musée d'art et d'histoire, un centre de recherches sur l'histoire de l'Algérie. Mais surtout, surtout, le plus grand minaret du monde, d'une hauteur de 265 mètres, soit 55 mètres de plus que celui de la mosquée Hassan II de Casablanca... La Grande Mosquée d'Alger sera dotée également de locaux commerciaux, d'un restaurant, de bibliothèques et d'un parking de 6 000 places. Évidemment, le chantier est en train de prendre – rapidement – du retard... Mais c'est le lot des grands travaux dans les pays où l'Administration est tatillonne...



Emblème contemporain de la ville d'Alger, le Mémorial du martyr (*Maqam E'chahid*), érigé en 1982 en mémoire des *chouhadas* (« martyrs ») de la guerre d'Indépendance surplombe la ville d'Alger et

plus particulièrement l'ancien quartier Belcourt avec le Jardin d'essai et la Bibliothèque nationale.

Le monument (dont certains critiquent le style un peu stalinien) trône fièrement au centre d'un ensemble où se trouvent le centre commercial Riadh El Feth et la cité Diar el Mahçoul. Sa fréquentation a nettement baissé en raison de la fermeture des espaces culturels lors de la décennie terroriste. Néanmoins, le lieu mérite la visite pour sa vue d'Alger ; en poursuivant vers le Bois des Arcades, on peut s'attabler dans l'un des quelques restaurants favoris des Algérois. C'est à deux pas de ce gigantesque monument de béton que se trouve, à flanc de colline, dominant la baie d'Alger et regardant vers le vieux port, la délicieuse Villa Pouillon, du nom du grand architecte franco-algérien qui contribua si largement à inscrire l'architecture algérienne dans la modernité. Concevant chacun de ces bâtiments comme une rencontre entre les traditions locales et les nouveaux moyens de construction offerts par la seconde moitié du ^{xx}e siècle, Fernand Pouillon a été un architecte visionnaire mêlant tradition et futurisme dans un esprit constamment créatif. C'était pour moi un plaisir de lui rendre hommage en conduisant les réunions de la Commission mixte d'organisation de l'Année de l'Algérie en France, voulue par Jacques Chirac et Abdelaziz Bouteflika, avec à mes côtés Mohamed Raouraoua et Françoise Allaire, commissaire générale de cette année culturelle du côté français, diplomate française familière du Maghreb. C'est dans ce lieu emblématique de ce que l'union des esprits français et algérien peut faire naître de meilleur que fut déclenché tout au long de l'année 2003 un feu d'artifice de manifestations, d'expositions, de créations, redonnant ses lettres de noblesse à l'Algérie, à ses artistes contemporains comme à son héritage millénaire, quarante années révolues après son indépendance.

La rue Didouche-Mourad débouche sur la Grande Poste qui constitue l'un des monuments emblématiques de la capitale à l'époque coloniale. Avec sa façade harmonieuse et ses dimensions imposantes, l'édifice est en passe de devenir un musée des Postes. De nombreux Algérois estiment qu'il faut laisser ce lieu en l'état actuel pour garder son animation (et sa vocation) à la Grande Poste... mais elle nécessite des travaux de restauration urgents.

Alors que nous tournions à quelques centaines de mètres de là une

séquence d'un des documentaires que j'ai réalisés à Alger, en 2011-2012²⁸, sur la terrasse des quais hauts qui dominent le port, bordés de hautes arcades qui magnifient le style haussmannien, la Grande Poste fut la cible d'un des derniers attentats islamistes perpétrés à l'intérieur même d'Alger. Plus de peur que de mal heureusement, il ne fit pas de victimes. Mais il fit du bruit, en raison même du caractère emblématique de ce monument historique qui reste très cher aux Algérois.

La Villa d'Este fait partie avec le Normand, le Béarnais et le Caracoya de ces restaurants qui ont résisté aux vicissitudes de la société algérienne et de la vie algéroise. Ils se partagent la même clientèle de nostalgiques d'une certaine époque, constituée d'amateurs de bonne cuisine, de bons vins et de poissons frais. Sinon, il faut aller jusqu'à Chez Sauveur au port de Djamilia (ex-la Madrague) pour retrouver la fraîcheur de la pêche du jour, juste grillée, dans son assiette. Pendant mes années algéroises, j'ai souvent été à la Madrague déguster les daurades, les sardines ou les crevettes débarquées des bateaux de pêche le matin même. J'y suis retourné tout récemment, en 2013, avec Marie, mon épouse, et nous avons retrouvé les lieux, l'atmosphère préservée, le plaisir du poisson et des crustacés grillés... Le petit port également et la plage qui le prolonge, de l'autre côté de la jetée. C'est encore un îlot protégé, une perle qui parle à la mémoire de ceux qui ont connu l'Alger des années 1960. Mais tout autour, les collines avoisinantes connaissent un développement urbain spectaculaire, avec la construction d'ensembles flambant neufs destinés à résorber la crise du logement endémique que vit une population en pleine croissance. De nouveaux quartiers s'étagent sur les pentes qui entourent le petit port. Il semble qu'une marée urbaine descende progressivement vers la mer, menaçant de tout englober : espérons que les pouvoirs publics s'attachent à préserver pourtant la singularité d'un lieu unique et précieux, cadre de tant de moments de bonheur pour les Algérois.

L'authentique cuisine algérienne, je la retrouve à Paris depuis plusieurs années au restaurant Au Clair de Lune, situé, le croira-t-on, rue Française, en bordure du Sentier. La variété et la qualité des mets d'Algérie sont au rendez-vous dans une salle dont les vrais

connaisseurs apprécient la chaleur et la simplicité des patrons kabyles. Hocine Aït Ahmed fut longtemps habitué de cette table simple, où l'on mange aussi bien les daurades, lous et autres poissons méditerranéens que le couscous, les tripes, le lapin, le méchoui, assaisonnés de cette coriandre fraîche qui poivre idéalement les viandes...

Enfin, difficile pour moi de songer à Alger sans me remémorer Notre-Dame d'Afrique... L'édifice est sublime. La ville d'Alger à vos pieds, les quartiers et surtout la baie... On peut venir s'y ressourcer. L'endroit s'y prête et le souvenir de Mgr Duval, qui fut l'archevêque d'Alger de 1954 à 1988, y fait passer un souffle de paix. Les années et l'éloignement de l'Algérie n'altèrent jamais le respect et l'affection qui me liaient, depuis 1962, au cardinal Duval, que les ultras de l'OAS avaient surnommé, selon leur inspiration coutumière, « Mohamed Duval ».

Homme de tradition, voire conservateur, pour ce qui touchait à l'Église et à la religion, dans la lignée de Jean-Paul II, il était en même temps très ouvert et respectueux de l'évolution de l'Algérie, et il avait très tôt pris position contre le terrorisme, les exactions, la torture, appelant la population d'origine européenne à comprendre la situation du pays où elle se trouvait et les nécessaires changements qui allaient intervenir. Son attitude dans les soubresauts de la décolonisation avait suscité haine et incompréhension chez ceux des Européens qui n'avaient pas entendu son message de fraternité et de paix. L'Église, elle, l'avait compris, et Paul VI l'avait fait cardinal. Il ne serait en aucun cas parti d'Algérie – dont il prit la nationalité – après l'indépendance, même s'il était lucide sur la mission qui était désormais la sienne : une mission de témoignage. Il rendit solennellement la cathédrale d'Alger, ancienne mosquée, à l'islam, obtenant en retour de ce geste de la part du gouvernement algérien que les églises ne seraient pas, pour leur part, transformées en mosquées.

Nous nous rencontrions régulièrement, environ deux fois par mois, le samedi, pour déjeuner, dans son domicile sobre et clair, occupant une partie de la longue maison des Sœurs franciscaines de Marie, placée dans le prolongement de la basilique Notre-Dame d'Afrique, dominant la baie d'Alger. Les sœurs assuraient le service, préparant

également sa cuisine, sobre et frugale, accompagnée d'un vin tiré des vignobles de l'archevêché, plein de saveur et de couleur, qui titrait bien 14 degrés... Nous avons également de longues conversations dans son vaste bureau austère, peu décoré, presque impersonnel, pour évoquer l'Algérie, son avenir, les relations franco-algériennes... Enfant de la Savoie, il avait parlé bien avant de Gaulle, dès 1956, dans des circulaires aux prêtres de son diocèse, « d'autodétermination du peuple algérien ». Mais il regrettait qu'une communauté française plus importante ne soit pas restée, il était navré de la stratégie suicidaire de l'OAS, conduisant tous les Européens à se retrouver dans le même camp, celui de l'exil. En tant que cardinal d'Alger, il avait à ses yeux une mission constante : celle de témoigner de sa foi auprès des musulmans mêmes, puisqu'il restait si peu de chrétiens.

On sait qu'il fut, jusqu'à sa mort, en mai 1996, entouré du très large respect de toutes les communautés, qui appréciaient en lui l'humanisme tolérant du vrai croyant. Au cours des dernières années de sa vie, confronté à la violence des fanatiques islamistes, il avait choisi de partager le combat désespéré du peuple algérien aspiré dans ce tourbillon d'injustice meurtrière et aveugle, restant à Alger comme un trait d'union, signe de tolérance et d'écoute réciproque, entre la France et l'Algérie, ses deux patries. Mais il ne survécut pas à l'assassinat tragique des sept moines trappistes de Tibhirine, près de Médéa, auxquels il avait conseillé de ne pas abandonner leur lieu de sacerdoce. C'est le jour même de leurs obsèques qu'il fut porté en terre. Ce jour-là, le fanatisme pouvait afficher quelques victimes de choix...

Averti par téléphone de l'heure de son enterrement par son successeur, mon ami l'archevêque d'Alger, Mgr Tessier, qui avait été des années durant le plus proche et efficace collaborateur du cardinal, je voulais être de ceux qui suivraient son cercueil. Je ne pus pourtant quitter Paris, retenu à la dernière minute, le Conseil supérieur de l'audiovisuel que je présidais ayant décidé de siéger sans discontinuer, ce dimanche 2 juin 1996, pour procéder à l'élection séance tenante du successeur de Jean-Pierre Elkabbach à la présidence de France Télévisions. Ce jour fut donc celui de la nomination de Xavier Gouyou-Beauchamps.

Il y a dans la vie ce qui est essentiel, qui pèse lourd et longtemps, et ce qui est accessoire, qui ne vaut que dans l'instant. L'actualité

masque parfois l'essentiel par l'accessoire. Mes obligations professionnelles m'ont ce jour-là éloigné de l'essentiel pour m'occuper de l'accessoire.

Évoquant le cardinal Duval, je me dois d'évoquer aussi le père Jean Scotto, que je connaissais depuis mon service militaire en Algérie. Ancien curé de Bab El Oued, « curé rouge » pourchassé par l'OAS, alors qu'il avait aidé sans trêve au rapprochement entre les deux communautés, j'ai vu le père Scotto contraint, la messe terminée, d'aller laver le parvis et la porte de son église, que des activistes avaient couverts d'excréments et d'ordures. Le père Scotto était également proche d'André Mandouze²⁹, qui l'a défini dans une formule incisive : « Son extraordinaire acuité spirituelle était superbement à la mesure et à la démesure de l'Évangile. » Il incarnait, au milieu des injustices et des violences quotidiennes, l'esprit même du christianisme, indifférent aux dangers ou aux attaques, agissant ouvertement selon ce que sa conscience lui dictait, avec pour armes uniques la tolérance et la fraternité. Le titre de ses mémoires, *Curé pied-noir, évêque algérien*³⁰, résume en quatre mots son itinéraire courageux : resté en Algérie après l'indépendance, il deviendra le lointain successeur de saint Augustin, évêque d'Hippone et de Constantine. Le Résident général « socialiste » Robert Lacoste, pendant la guerre d'Algérie, avait dit un jour à propos de Jean Scotto : « Pas de curé sur ma gauche » – il était servi.

Reste à évoquer un autre lieu mythique : le Club des Pins, complexe balnéaire situé à 25 kilomètres à l'ouest d'Alger, sur la commune de Staoueli. Il accueille sur son territoire la Résidence Sahel (demeure du chef de l'État), le Palais des Nations, construit au début des années 1960, qui accueille des conférences internationales importantes (sommet afro-asiatique de juin 1965, conférence des non-alignés, plusieurs sommets arabes) ; et la zone de villas de Moretti, où résident de nombreux personnages importants de la République algérienne. C'est aussi un repaire de la jeunesse dorée algéroise.

J'ai vivace en moi le souvenir d'un dîner dans un des restaurants de poisson du Club des Pins, avec trois amis très différents : Olivier Zegna Rata, Bachir Boumaza et Jacques Vergès. C'est le hasard d'une visite à Alger qui nous réunissait pour un soir. Jacques Vergès avait été l'avocat français le plus marquant du collectif qui avait défendu les prisonniers FLN devant la justice, pendant la guerre d'Algérie. Il avait

à cette époque noué des liens durables avec Bachir Boumaza, chef de file des prisonniers FLN en France à la prison de Fresnes. Ensemble ils avaient fait le choix d'une défense de « rupture », rejetant strictement la légitimité des tribunaux devant lesquels les prisonniers étaient traduits. Les deux hommes étaient parmi les esprits les plus cultivés et les plus brillants de cette époque, drôles et subtils, rivalisant de portraits railleurs ou de saillies inattendues. Tard dans la nuit, nous avons ressuscité un demi-siècle d'une histoire impitoyable.

Alger veut maintenant s'affirmer en tant que grande capitale africaine et méditerranéenne. Elle entreprend une ouverture vers le monde en organisant de nombreuses manifestations et colloques internationaux³¹. De nombreux grands projets de réalisation d'infrastructures, ainsi que divers projets de restructuration urbaine, de création de nouveaux centres urbains satellites, transforment peu à peu la ville pour la projeter dans la modernité. Alger est en mutation, même si son âme est préservée.

Algérie

Aux multiples visages

« On n'arrive jamais pour la première fois en Algérie, et lorsqu'on s'en va, on ne la quitte pas pour toujours. »

« Quand on croit la connaître il faut encore la découvrir, quand on l'a découverte il faut encore la réapprendre. »

L'écrivain Malek Haddad définissait ainsi la difficulté à vouloir réduire l'Algérie en quelques mots et quelques images. Les différents visages de ce pays sont le fruit de ses héritages multiples, associant les legs de plusieurs cultures très éloignées les unes des autres : l'identité algérienne part des artistes néolithiques du Sahara pour aller jusqu'au père de Foucauld, en son ermitage du Hoggar, elle passe par l'Empire romain qui lui lègue des sites splendides, et par l'Empire turc qui règne de nombreux siècles sur ses côtes, mêlant l'histoire des montagnes kabyles à celle de la civilisation arabe. L'Algérie est un creuset, toute tentative de la ramener à une seule de ses composantes

est une falsification vouée à l'échec. Des lignes de force qui se dessinent naissent à la fois conflits et constantes, équilibres et affrontements internes. L'Algérie n'est pas seulement une terre, c'est un caractère.

Est-ce l'Afrique ? Oui, par un territoire immense, le Sahara, qui constitue un ensemble d'univers plus majestueux et splendides les uns que les autres. Est-ce l'Europe ? Oui, par une frange côtière profondément méditerranéenne, où l'on retrouve à la fois un peu d'Égypte, un peu d'Italie, un peu de Grèce, d'Espagne aussi, et pas mal de France. Charme des cités côtières, impressionnante envergure d'Alger, bâtie comme un théâtre antique autour de son large port, improbable chimère des villes des sables, gagnées sur le désert, bouleversantes cités-oasis telle Timimoun, en bordure du désert rouge, déroutantes villes mozabites de la vallée du Mza, villages perdus dans les montagnes sèches de Kabylie, étangs humides de l'Est, près de la Tunisie. On ne peut arrêter l'énumération parce que l'Algérie est cette juxtaposition. La synthèse tient aux hommes qui font vivre ensemble cette terre multiple. L'Algérie est frontalière du Mali et du Niger, elle jouxte la Libye et la Tunisie, elle voisine avec le Maroc et la Mauritanie. Ce sont 2,3 millions de kilomètres carrés au total, dont 2 millions sont désertiques. Mais les différences climatiques sont notables, et les régions très compartimentées d'est en ouest. Aux différences climatiques et géographiques s'ajoutent évidemment des disparités culturelles, économiques, religieuses, même si l'islam est depuis l'indépendance la religion de l'État.

Au sein de l'Islam, l'Algérie connaît des communautés différentes, héritant de lectures et de pratiques variées, sinon antagonistes. Les peuplements successifs lui donnent une profonde diversité humaine : quoi de commun entre les Kabyles aux yeux bleus, les Touaregs du Sahara, les villes-oasis majoritairement noires, dont les habitants, souvent descendants d'esclaves maliens voire sénégalais, ne ressemblent en rien aux Arabes dont les vagues d'invasion successives, à partir du ^{vii}^e siècle, se heurtèrent en Algérie à de farouches résistances. La Kahina, reine des Aurès, refuse la soumission face aux Arabes, et la résistance continue jusqu'au ^x^e siècle, malgré des conversions massives à l'islam. En 711, c'est une armée berbère qui envahit l'Espagne pour propager cette nouvelle foi.

De la présence romaine dans l'Antiquité, l'Algérie a conservé des

sites à couper le souffle : Tipaza, chère à Camus, n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres d'Alger. La baie tranquille est au pied du Chenoua où s'accrochent les nuages. Construites comme un large balcon à proximité immédiate de la mer, les villas et les monuments de la ville antique ne sont plus aujourd'hui que des ruines presque plates d'où s'élèvent çà et là l'alignement des fûts d'une colonnade, d'anciens murs romains, au milieu des herbes aux hautes tiges. Les larges pavements ornés de mosaïques de la villa des fresques couvrent à eux seuls 1 000 mètres carrés. Le mausolée circulaire de Tipaza évoque les anciens monuments funéraires numides, comme Kbour-er-Roumia, le « Tombeau de la Chrétienne », en fait immense tombeau conique d'un ancien souverain numide, construit comme une pyramide dont la base serait un cercle, identique au mausolée du Medracen, qui prouve l'origine à la fois berbère et antique de ce type de construction. Des ruines de Tipaza, bien protégées désormais, se dégagent une forme de sérénité venteuse, un calme que reflète la surface de la mer pailletée de soleil.

Peu de musées antiques sont aussi riches que celui de Cherchell, antique Ceasarea, en matière de sculpture algérienne de l'Antiquité. Les statues de marbres y conservent les traits des souverains numides, ou les statues des dieux du panthéon gréco-romain. Le musée de Djamilia rassemble des vestiges du site, incomparable, sur lequel je reviendrai. L'ancienne Thamugadi a été fondée en l'an 100 par l'empereur Trajan : on y entre en passant sous un arc de triomphe qui évoque immédiatement celui du Forum, à Rome. Désormais, Timgad est une ville gigantesque qui, taillée au cordeau, évoque encore le plan d'un ancien camp romain. Elle a gardé cet aspect et des vestiges impressionnants, des siècles après sa prise par les montagnards de l'Aurès... L'immense Forum d'Annaba dans le sol duquel est gravé le nom de cette province de l'empire : AFRICA, s'étend au pied de la basilique moderne de Saint-Augustin, ancien évêque d'Hippone.

Il faut se souvenir de ce que fut ensuite l'histoire complexe du monde arabo-musulman, sur toute la bordure nord de l'Afrique. Après une période de centralisation sous l'autorité de Damas, l'institution à Bagdad du califat abasside desserre les liens de l'empire, et deux royaumes maghrébins se constituent sur le sol algérien : le royaume théocratique de Tiaret (de 776 à 908) puis l'Empire fatimide, développé à partir de la Petite Kabylie, et qui installe sa capitale

au Caire, en Égypte, pour un siècle (de 969 à 1071). Puis la Berbérie orientale s'en détache anarchiquement, le Maghreb échappe à l'Orient, les Almohades succèdent aux Almoravides. L'Empire maghrébin des Almohades a porté très haut le rayonnement culturel arabe : Fès, Tlemcen, Béjaïa, Constantine, sont le siège d'universités renommées. Un siècle plus tard, cet empire se morcelle. Au centre du Maghreb, la dynastie des Abdelwadides succède aux Almohades. La fin de la domination arabe en Espagne approche, et les Espagnols catholiques s'emparent, au début du ^{xvi}^e siècle, des ports de Mers el-Kébir, Oran, Béjaïa et Alger, où s'étaient réfugiés les Andalous chassés de la péninsule Ibérique. Appelés au secours de l'Islam, les Turcs commandés par les frères Aroudj et Khair-Eddine, surnommés les frères Barberousse, établissent alors leur domination sur un Maghreb désagrégé, partagé en trois régences. Jusqu'au ^{xix}^e siècle, la guerre contre l'envahisseur espagnol se change en piraterie maritime organisée, et les luttes qui opposent les populations arabo-berbères aux janissaires turcs minent le pouvoir des deys. L'irruption française en 1830 met un terme à la parenthèse impériale ottomane. Mais tout ne se joue pas en un jour : à partir de 1833, l'émir Abd el-Kader regroupe des tribus révoltées contre l'invasion étrangère et inflige aux Français de sévères défaites, étendant son domaine de Mascara jusqu'à Constantine, profitant des trêves pour organiser son État. Les affrontements se durcissent avec la volonté de conquête que la France confie à Bugeaud, gouverneur général, qui déploie une guerre acharnée contre Abd el-Kader, multipliant les razzias, les dévastations, les atrocités. L'émir doit se rendre en 1847, et la résistance se poursuit encore dix ans, dans les Aurès, les montagnes kabyles, le Sud oranais et le Sud constantinois. Conquête, l'Algérie ne sera jamais soumise. La France voulut très tôt faire de l'Algérie, plutôt qu'une colonie, un prolongement de son propre territoire, et les colons affluèrent en masse, par centaines de milliers au cours du ^{xix}^e siècle. Napoléon III, hostile à cette politique d'assimilation, et proche intellectuellement de l'émir Abd el-Kader, installé en France, se heurte à l'opinion des colons qui lancent de grands travaux et développent l'économie algérienne. La domination des colons après la chute de l'empire et l'affaiblissement de la France entraînent de multiples insurrections violentes : en Kabylie dès 1871, puis au Sahara occidental. L'échec de la dissidence du Sud oranais et des Ouled Sidi Cheikh en 1881 sert

alors de prétexte à l'annexion du Mزاب. Annexion, mais là encore pas de véritable assimilation : Ghardaïa, même prise, n'a rien renié de sa singularité : architecture insolite, rites et mœurs particuliers, les villes du Mزاب expriment dans leur organisation et leur habitat l'esprit d'une branche ancienne de l'islam, l'islam ibadite, qui prône la démocratie et enseigne la paix. Il est au cœur d'une communauté de grands commerçants prospères, qui préservent farouchement leur foi et leurs idéaux depuis dix siècles. Leurs constructions défient aussi le temps et inspirèrent Le Corbusier par leurs lignes simples et souples, leur qualité esthétique et pratique à la fois, les règles strictes auxquelles elle répond : droit au soleil, préservation de l'intimité, modestie, simplicité des formes, accessibilité de lieux, proportionnés aux besoins de l'habitat.

Au cours du dernier quart du XIX^e siècle, l'Algérie connaît une véritable tentative d'intégration dans la III^e République, sûre de ses valeurs civilisatrices et de sa supériorité culturelle. Est alors brandie une pseudo-assimilation qui va de pair avec la colonisation officielle, la cession gratuite des terres et la colonisation libre : le Code de l'indigénat en 1881 constitue une négation du plus élémentaire esprit de justice. « De notre manière de traiter les indigènes dépend l'avenir de notre domination en Afrique », prophétisait Alexis de Tocqueville en 1847. C'était écrire par avance l'échec ultime de la colonisation massive, fondée dès le milieu du XIX^e siècle sur le mépris des populations autochtones. La première moitié du XX^e siècle sera donc logiquement celle de l'explosion du nationalisme, avec la naissance de mouvements et de partis politiques, comme l'Étoile nord-africaine créée à Paris par Messali Hadj en 1926, dissoute en 1937 par le gouvernement Blum, ressuscitée sous la forme du PPA, Parti du peuple algérien, fondé à Alger la même année. Les promesses de réforme lancées par de Gaulle à la fin de la Seconde Guerre mondiale et le statut de l'Algérie, qui n'accorde aux Algériens qu'une représentation dérisoire et les maintient dans une situation marginale, arrivent trop tard et ne répondent pas aux attentes. Les manifestations du 8 mai 1945 tournent à l'émeute, leur répression au bain de sang : des dizaines de milliers d'Algériens sont alors massacrés à Sétif, à Guelma. Cette violence crée un fossé entre les populations : la revendication d'indépendance est en marche... qui aboutira à la guerre. Une guerre

impitoyable, sanglante, à partir du 1^{er} novembre 1954, jalonnée de part et d'autre d'inexpiables exactions qui rendront impossible, à quelques exceptions près, la poursuite de la cohabitation des colons et des Algériens sur le même sol, lorsque l'indépendance sera conquise. Huit cent mille pieds-noirs quittent l'Algérie qui les avait vus naître et grandir. Déchirement, arrachement, cortège d'injustices et de blessures irréparables. De part et d'autre.

Engagé moi-même à la fois dans ce combat, volontairement sur le plan intellectuel contre la colonisation, involontairement sur le plan militaire au sein de l'armée française, j'ai toujours tenté, même au moment où c'était le plus difficile, la fin de la guerre et les premiers mois de l'Algérie indépendante, de rapprocher les deux rives de la plaie, de préserver la possibilité d'un dialogue et d'un partenariat qui après plus d'un siècle de cohabitation est devenu naturel. La question est complexe de la relation de la France, ancienne métropole, avec les pays africains qui retrouvèrent tous l'indépendance dans les années 1960, au terme d'un processus d'autodétermination qui connut plusieurs ratages sanglants, en Algérie, au Cameroun, ailleurs encore. Il faut comprendre avant tout que cette relation ne doit rien à la diplomatie, qu'elle échappe aux règles strictes des relations entre États : elle est avant tout affaire d'hommes. Cela veut dire tissu de culture, entrecroisement de références, substrat commun qui va de La Fontaine à Sartre en passant par Voltaire ou Hugo.

Ce sont des poèmes d'Hugo que déclamaient dans leur prison Bachir Boumaza et les détenus du FLN, pour dire leur amour de l'Algérie. Et ce sont les valeurs de la France de 1789, la France porte-flambeau des Lumières en Europe, qui inspirait les combattants des indépendances africaines, nourris à ce sein d'égalité, de liberté et de fraternité, et justement révoltés contre l'apartheid, la discrimination selon la race ou la religion, la coexistence de communautés de statuts différents sur le même sol.

Entre l'Algérie et la France s'impose le respect mutuel. Mais entre amour et haine, la relation affective construite entre ces deux nations est plus complexe qu'aucune autre. Elles ont vécu pleinement le projet de ne faire qu'une. C'est un couple qui est allé au bout d'une passion, c'était une illusion. Du vécu commun, heureux ou malheureux, aucun ne pourra pourtant faire table rase, avant longtemps.

Comme l'Algérie ne pourra faire table rase de la « décennie noire »

(1991-2002). Les Algériens connaissent mieux que quiconque le terrorisme islamiste qu'ils ont subi et affronté les premiers. Seuls, tandis que l'Occident et la France même détournaient les yeux, avec pour seul souci celui de ne pas avoir à accueillir des millions de réfugiés potentiels fuyant la terreur.

Deux cent mille morts, dont des centaines d'hommes et de femmes politiques, de journalistes, d'intellectuels, d'enseignants, d'artistes, refusant l'intégrisme, son chapelet de barbarie et sa devise : « Le Coran, notre Constitution, le djihad, notre démocratie. »

Dans l'Algérie de ce premier quart de siècle, deux camps bien distincts s'opposent encore : celui des islamo-conservateurs et celui des réformateurs. L'école, pour laquelle d'immenses efforts ont été consentis (39 lycées à l'indépendance en 1962, plus de 1 200 en 2016 ; 14 % du budget national consacré à l'éducation, 426 000 enseignants aujourd'hui, contre 14 000 en 1963...), fait débat : les réformateurs voient en l'école le moyen de propager les Lumières de l'enseignement et les courants religieux exigent qu'elle soit le lieu où le rite musulman est enseigné. Le piège identitaire resurgit : la langue et l'enseignement religieux sont au cœur du débat. L'emploi de l'arabe classique ou littéraire fait partie depuis 1963 de l'enseignement, tandis que seul l'arabe dialectal est compris de la majorité de la population arabophone (Boumédiène pratiquait l'arabe classique, tandis que Ben Bella s'exprimait dans le second), les deux versions étant rejetées par certaines populations berbères.

Quant à l'usage de l'arabe classique et du français comme langues d'enseignement, c'est du passé. À partir de la troisième année primaire, l'école algérienne dispense des cours de français, d'anglais et d'amazigh, langue berbère pourtant reconnue comme langue nationale à l'égal de l'arabe en 2016. Mais le président Bouteflika, à l'occasion de deux sommets des chefs d'État francophones, s'exprimant en français, n'a pas exclu que l'Algérie, « un jour ou l'autre », puisse rejoindre l'Organisation internationale de la francophonie, alors même que la langue arabe a pris en Algérie la première place. On l'entendit s'exprimer en ce sens à Brazzaville et plus encore à Beyrouth, la capitale libanaise, où il livra sous un tonnerre d'applaudissements un long et vibrant plaidoyer en faveur du français : « La forte résonance actuelle du dialogue des cultures ne me permettait pas de me dérober à votre invitation, face à la montée des visions xénophobes et

simplificatrices qui charrient des menaces pour la paix, nous ressentons l'urgence d'une réaction... » Écoutons encore Kateb Yacine, en réponse à tous ceux qui dispensent un avis définitif. L'Algérie est « un pays qui n'a pas fini de venir au monde ».

Source d'étonnement pour beaucoup d'observateurs impartiaux et d'Algériens eux-mêmes, on parle davantage et parfois mieux le français en Algérie qu'avant l'indépendance... Et une presse en langue française de bonne qualité, à commencer par le quotidien indépendant et contestataire *El Watan*, trouve sa place à côté de bons journaux en langue arabe dont le premier quotidien *El Khabar*, au tirage impressionnant. Écoutons encore et enfin ce que déclarait Kateb Yacine, désormais entré au répertoire de la Comédie-Française, à *Jeune Afrique*, en 1983, ce même Kateb Yacine pour lequel la langue française était « un butin de guerre » : « J'écris en français parce que la France a envahi mon pays et qu'elle s'y est taillé une position de force telle qu'il fallait écrire en français pour survivre ; mais en écrivant en français j'ai mes racines arabes ou berbères qui sont encore vivantes. Il y a des contradictions, des chocs entre les peuples. Le choc du peuple algérien avec le peuple français a été un choc d'armes, un choc de sang, un choc d'hommes et de cultures, et c'est cela le plus important. Finalement, l'essentiel des rapports entre les Algériens et les Français, après une guerre de cent trente ans, c'est l'affrontement entre les hommes à travers une langue. »

Al-Azhar (Le Caire) Université

La plus grande université religieuse musulmane.

En l'année 570 apr. J.-C. un enfant est né dans une petite ville caravanière en Arabie. Quarante ans plus tard, cet enfant, devenu homme marié, avec quatre enfants, a reçu la Révélation. Un ange est venu le trouver dans une grotte dans une montagne à côté de La Mecque où il avait l'habitude de se recueillir. L'ange lui a annoncé que Dieu l'avait choisi pour devenir son messager pour l'humanité. Vingt-trois ans plus tard, cet homme est mort. Mais il avait, déjà, réussi à réunir les tribus arabes, qui ne cessaient pas, auparavant, de

s'entretuer, sous une seule bannière : celle de la nouvelle religion, l'islam.

Mohammad (Mahomet) a annoncé à ses compagnons, pourtant, avant sa mort, que les juifs s'étaient divisés en soixante et onze groupes, que les chrétiens avaient connu le même sort et s'étaient désagrégés en soixante-douze groupes et que les musulmans allaient se scinder, à leur tour, après sa mort, en soixante-treize groupes.

La prophétie de Mohammad n'a pas tardé à se réaliser. Il avait un jeune cousin, Ali, qui était gamin quand Gabriel s'était manifesté à Mohammad dans la grotte. Ali avait été le premier à répondre positivement au nouveau Prophète et à se convertir à l'islam. Il avait, ensuite, épousé Fatima, la fille préférée du Prophète. Beaucoup de musulmans s'attendaient, à la mort du Prophète, à ce qu'Ali lui succède à la tête de la communauté musulmane. Mais les choses ont évolué autrement. Abou Bakr, l'ami intime du Prophète, un homme plus âgé qu'Ali et plus expérimenté, a été choisi par les notables de la nouvelle communauté pour succéder au Prophète (calife vient du mot successeur).

Ce choix ou ce manque de choix a marqué l'esprit de nombreux musulmans qui l'ont considéré comme injuste. Beaucoup d'entre eux y ont vu un complot entre quelques-uns des compagnons intimes du Prophète. Une trentaine d'années plus tard, Ali est devenu calife des musulmans dans des conditions dramatiques. Son accession au pouvoir a signalé la division de la communauté musulmane en deux camps politiques : les alaouites et les omeyyades. D'ailleurs, il n'a pas gardé le pouvoir longtemps puisqu'il a été assassiné par des gens d'une nouvelle secte doctrinale, celle des kharijites. Ceux-ci ont voulu éliminer les responsables de la division de la Communauté et de la guerre qui a suivi, en les assassinant. Ils ont réussi avec Ali et échoué avec les autres. À la suite de son assassinat, Ali est devenu, pour de nombreux musulmans, surtout en Perse, plus qu'un martyr. Un nouveau culte est né : le chiisme. Peu à peu, Ali a presque supplanté Mohammad dans l'esprit de ses partisans. On est allé, dans certains milieux de ces partisans, jusqu'à prétendre que l'ange Gabriel s'était trompé de destinataire et avait livré le message à Mohammad à la place d'Ali. On a dit aussi qu'Othman, le troisième calife musulman, qui avait groupé le Coran dans un seul volume, en avait supprimé, en le faisant, les versets favorables à Ali et où il a été, explicitement,

mentionné.

Bref, un schisme religieux s'est produit dans l'islam qui s'est séparé en deux grands camps doctrinaux, sunnite et chiite. Chaque camp a continué à connaître de nouveaux schismes. Dans le camp chiite, il y a eu un courant qui s'appelait fatimide. Ses dirigeants se présentaient comme les descendants de Fatima, la fille du Prophète qu'Ali avait épousée. Ce courant, qui s'est opposé aux califes sunnites abbassides de Bagdad, a réussi à leur arracher le pouvoir au Maghreb au début du x^e siècle (909 apr. J.-C.) avant d'envahir l'Égypte et de s'y installer en 969. C'est le premier calife fatimide qui a décidé de construire Le Caire et d'en faire la capitale de son califat.

Pour faire concurrence aux abbassides de Bagdad, qui avaient construit la Maison de la sagesse (Bayt al-Hikma) pour diffuser des éléments de la science et de la philosophie grecques, et pour propager leur doctrine, les califes fatimides du Caire ont construit, à leur tour, Al-Azhar en 969, ainsi qu'une Maison de la sagesse (Dâr al-Hikma). (Les deux mots Bayt et Dâr sont différents en arabe mais ont le même sens. Les deux endroits étaient des grandes bibliothèques.) Al-Azhar était, en revanche une grande mosquée, où des ulémas enseignaient la version chiite de l'islam. Elle a été le précurseur des universités qui allaient voir le jour plus tard. Les musulmans, désireux d'approfondir la connaissance de leur religion, s'y rendaient et y trouvaient des ulémas versés dans les différentes branches de savoir religieux. Chacun se mettait à côté de l'une des colonnes de la mosquée et ses adeptes se groupaient autour de lui pour écouter ses discours.

Al-Azhar était ouverte à tous les musulmans qui venaient de tous les coins du monde où l'islam s'était installé. Mais on y enseignait la doctrine chiite. On a continué à le faire pendant le temps que l'Égypte était dominée par les fatimides. C'est-à-dire deux siècles. Quand Saladin a mis fin à la domination chiite et rétabli la doctrine sunnite, en 1176, il a gardé Al-Azhar mais lui a attribuée un nouveau rôle. L'étude et la propagation des idées sunnites. Ce que les ulémas ont fait depuis.

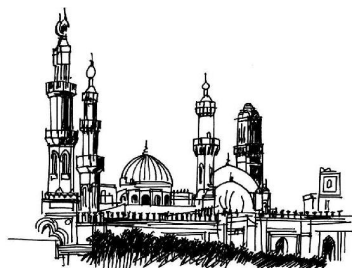
Al-Azhar est devenue, très vite, un lieu de pouvoir. Les ulémas qui y enseignaient avaient commencé à jouer un rôle politique, comme intermédiaires, dans le temps de crises, entre le pouvoir et le peuple. Quand les forces françaises, sous le commandement du général Bonaparte, ont occupé l'Égypte en 1798, les ulémas d'Al-Azhar sont

devenus, avec les notables égyptiens, les interlocuteurs du peuple auprès des Français. Quand les habitants du Caire se sont révoltés contre la présence des Français, et quand Bonaparte a donné l'ordre de bombarder Le Caire, le peuple s'est réfugié à Al-Azhar. Bonaparte n'avait pas hésité à bombarder cette mosquée et y a envoyé ses cavaliers. Ce qui a laissé un très mauvais souvenir chez les Égyptiens.

À la fin du XIX^e siècle, à l'année 1892 précisément, Al-Azhar a connu un conflit entre deux courants de pensée. Une traditionaliste et une plus moderniste. La dernière voulait adapter l'islam aux nouvelles conditions de la vie nationale et internationale. Le premier s'agrippait, comme d'habitude, aux préceptes qui duraient depuis quatorze siècles. Ce conflit dure toujours dans cet établissement qui s'est agrandi d'une manière spectaculaire pour devenir une vraie université.

Le nouveau président, le maréchal Sissi, voyant le rôle néfaste que les Frères musulmans avaient attribué à la religion, avait demandé à Al-Azhar de donner à l'islam un nouveau visage dans un monde en pleine mutation. Il a rencontré l'hostilité immédiate des responsables d'Al-Azhar qui refusaient que le pouvoir politique dicte leur conduite.

Mais Al-Azhar est un démenti de l'idée répandue en Occident qui dit que l'école coranique est responsable de la production de terroristes. En réalité, c'est la plus grande université religieuse dans le monde de l'islam, et elle reçoit des étudiants du monde entier qui viennent au Caire pour approfondir la connaissance de leur religion, enseigner la tolérance et pratiquer le dialogue.



Ali (Mohamed)

La victoire africaine de Cassius Clay

Né Cassius Clay en 1942 à Louisville (Kentucky), celui qui reste sans doute le plus grand boxeur de tous les temps – 61 combats, 56 victoires dont 37 par K-O – va risquer la prison et sa carrière en militant pour la cause du mouvement noir aux États-Unis et contre la guerre du Vietnam. L'Amérique blanche le traite de provocateur, d'activiste, de déserteur... Mais ses supporters le voient tout autrement : militant, superstar, poète. La mémoire des images³² célébrera la gloire d'un boxeur exceptionnellement doué, fanfaronnant et virevoltant autour de ses adversaires poids lourds (« *Je suis le plus grand* » ou « Je suis jeune, je suis mignon et je suis totalement imbattable », sans oublier le fameux : « Je danse comme un papillon et je pique comme une abeille »...).

Lorsque Cassius Clay remporte la médaille d'or poids lourds dans la catégorie des 81 kilos aux Jeux olympiques 1960 à Rome, il n'a que dix-neuf ans. Quatre années plus tard, il jette sa médaille des JO au fond du fleuve Ohio³³ dans un mouvement de colère – et pour dénoncer la ségrégation dans son pays natal ; on est à une époque où l'on refuse encore couramment de servir les gens de couleur dans un restaurant réservé aux Blancs.

En 1964, Cassius Clay, champion du monde poids lourds depuis environ un an, décide de changer d'identité afin de ne plus « porter son nom d'esclave³⁴ » : il se nommera pour commencer Mohamed X, puis changera son nom pour celui de Mohamed Ali. La même année, il se rend en Égypte où il est accueilli par Nasser comme un ambassadeur de la communauté noire des États-Unis. Il paraît invincible, inarrêtable dans l'élan de sa marche libératrice. Mais trois ans plus tard, il se retrouve déchu de son titre et de ses droits civiques, pour avoir refusé de combattre au Vietnam. Il va alors lutter afin de retrouver son rang de champion – et son statut de star – dans un milieu sportif qu'il dérange par son combat politique et face à l'opinion publique américaine qui lui réserve un accueil de plus en plus hostile.

C'est l'Afrique qui lui permettra de disputer le combat du siècle : le *Rumble in the Jungle* organisé à Kinshasa, la capitale du Zaïre, par l'imprésario new-yorkais Don King.

L'événement dépasse évidemment le cadre sportif. L'ex-champion du monde entend démontrer la cohérence de sa vie et de sa carrière de boxeur. Sur le continent, Ali ne cesse de rappeler la dimension

politique de sa présence. Reçu par Mobutu au palais présidentiel, il déclare : « Monsieur le Président, je suis citoyen américain depuis trente-deux ans et je n'ai jamais été invité à la Maison Blanche. Soyez assuré de l'honneur que vous me faites d'être convié à la maison noire. »

Le 30 octobre 1974, Mohamed Ali allonge son cadet de huit ans George Foreman pour le compte (victoire en huit rounds par K-O) ; mais l'événement – bien orchestré médiatiquement avec l'arrivée des champions à l'entraînement dès la mi-septembre – aura duré près de six semaines et enflammé le monde entier : le championnat du monde dans la capitale zaïroise devient un événement d'une portée considérable. Beaucoup d'Africains-Américains se déplacent pour vivre ces instants exceptionnels. Un festival de musique noire est organisé en marge du combat : B.B. King, James Brown, Celia Cruz, Ray Barretto, Manu Dibango, Miriam Makeba, Carlos Santana... Pendant trois soirs, c'est la fête au stade du 20-Mai.

« Ali n'aura peut-être pas dansé comme un papillon, mais il aura piqué comme une abeille », écrit *Jeune Afrique* en octobre 2014 à l'occasion du quarantième anniversaire de l'événement. L'hebdomadaire rappelle que « c'est à Kinshasa qu'il redevient le roi, sous les yeux éberlués du monde entier. Le combat du siècle ne fut pas retransmis par Télé Zaïre. Mais la nouvelle de la victoire de Mohamed Ali était sur toutes les lèvres ».



Allah

Les quatre-vingt-dix-neuf noms du Prophète...

Les croyants et les experts ne manquent jamais d'explications pour tenter de définir l'ineffable.

Qu'il s'agisse de *Jehovah*, de *Dieu le Père* ou d'*Allah*...

Je suggérerai donc que nous nous contentions de l'étymologie simple proposée par le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur : Allah serait la contraction de *al-ilah*. Le terme se décomposant de la sorte : l'article *al*, qui marque la détermination comme l'article français « le », et *ilah*, qui signifie « (un) dieu ». *Al* suivi de *ilah* donnant *Allah* par apocope : *Dieu* en un seul nom.

Selon un hadith³⁵ du Coran, Allah posséderait précisément quatre-vingt-dix-neuf appellations.

« Dieu a 99 noms, cent moins un. Quiconque les énumère entrera au paradis ; il est sans alter ego et récompense le fait de citer ces noms un à un³⁶. »

Voici une petite liste de noms du Prophète, non exhaustive et sans majuscules, les hyperboles suffisant largement pour la plume d'un infidèle tel que moi :

Al-Qahir : Celui qui domine tout ce qu'Il a créé avec Sa puissance et Sa souveraineté.

Al-Moujib : Celui qui exauce les invocations et les demandes par Sa générosité.

Al-Kafi : Celui qui accorde la suffisance pour ce qui est nécessaire et éloigne ce qui tourmente.

Ad-Da'im : l'Éternel, le Permanent.

As-Sadiq : Celui qui est véridique dans Sa parole et Sa promesse ; ce qu'Allah a annoncé va inexorablement arriver.

Al-Mouhit : Celui qui englobe toutes Ses créatures par Sa puissance et englobe toute chose par Sa science alors rien n'échappe à Sa science.

Al-Fatir : Celui qui a créé les créatures c'est-à-dire qu'Il les a fait exister du néant.

Al-'Allam : Celui qui a la science des fors intérieurs et des choses cachées que la science des créatures n'atteint pas.

Al-Qadim : Celui qui n'a pas de début.

Selon le Coran, il n'existe qu'un seul Dieu, Allah, créateur des cieux, de la Terre et de toutes les créatures dont l'homme ; ce qui constitue un point commun majeur avec ses homologues des autres religions monothéistes.

Toujours selon le Coran, il est unique dans son essence, n'a pas d'égal dans l'univers et le fidèle musulman doit lui vouer un culte exclusif.

Allah n'est ni masculin ni féminin et ne ressemble à aucune de ses créations : « Il n'a jamais engendré, n'a pas été engendré non plus. Et nul n'est égal à Lui³⁷. »

Ce qui le rapproche de Jéhovah, mais le distingue fondamentalement de la Trinité chrétienne³⁸.

Selon l'imam Abdul Al-wahid Ibn Ahmad Ibn Alî Ibn Ashir³⁹, né en l'an 990 de l'Hégire (1582), le fidèle musulman doit connaître les treize attributs d'Allah : « L'existence, l'exemption de début, l'exemption de fin, le non-besoin, la non-ressemblance aux créatures, l'unicité de Son être, de Ses attributs et de Ses actes, la toute-puissance, la volonté, la science, la vie, l'ouïe, la parole et la vue. Tous ces attributs Lui sont obligatoires⁴⁰. »

On peut évidemment s'étonner que la religion musulmane, née dans la péninsule Arabique parmi des tribus de Bédouins, ait pris une place aussi importante sur un continent africain auquel elle est fondamentalement étrangère – aussi bien sur le plan géographique que culturel (voir : [Ancêtres](#), [Animistes](#), [Islam](#)). Allah est chez lui partout aujourd'hui en Afrique. Il existe même une agglomération de l'État libre d'Orange pourtant son nom en Afrique du Sud.

Remontons à l'époque de la révélation faite à Mahomet : le Prophète ordonne aux premiers musulmans persécutés de quitter La Mecque et d'émigrer en Éthiopie ; un groupe comprenant 11 hommes et 14 femmes embarque dans un bateau et se rend dans

cette contrée où les Africains leur offriront refuge et hospitalité. Selon la vulgate musulmane, le Prophète donne alors instruction à Ja'far, fils d'Abû Tâlib et frère de l'imam Ali, d'émigrer à son tour en Éthiopie avec un groupe de 103 musulmans, composé de 85 hommes et 11 femmes de la tribu de Quraych, et 7 personnes issues d'autres tribus. Comme leurs prédécesseurs, ces émigrés aussi auront droit à un refuge et à la protection du Négus, roi d'Éthiopie.

Ainsi, l'Afrique est devenue un lieu de refuge unique pour les musulmans ; exception de taille dans une histoire de l'islam qui reste sinon localisée au Proche et au Moyen-Orient.

L'Afrique jouit d'un autre privilège exceptionnel : la seconde femme à porter un enfant du Prophète sera une copte égyptienne nommée Mariya Qibtiyya.

On ne peut pas oublier non plus que le premier muezzin nommé par Mahomet pour appeler les fidèles à la prière à La Mecque se nommait Bilâl.

Bilâl est d'origine éthiopienne. Certains compagnons du Prophète s'étonnent d'un tel choix : « La position de muezzin est une position trop haute pour être accordée à un ancien esclave. Il vaut mieux que le muezzin du Saint Prophète soit choisi parmi les personnalités notoires des Arabes »... Les détracteurs de Bilâl dénonçant en particulier sa mauvaise diction en arabe, c'est le Prophète lui-même, qui aurait confirmé ce dernier dans ses hautes fonctions, en se faisant l'interprète d'un jugement transmis par l'archange Gabriel : « Allah accepte le s de Bilâl comme un ch. Donc Bilâl ne pouvant pas prononcer le son ch correctement, le s qu'il prononce à sa place est accepté comme un ch. »

Cette ouverture ne préfigure-t-elle pas une assimilation des différences culturelles africaines qui permettra à Allah de faire l'objet de la première religion d'Afrique ? 345 millions d'Africains, dont 242 544 000 appartenant à des pays subsahariens, se déclarent musulmans à travers leur attachement à l'islam en tant que composante culturelle et historique de leur identité⁴¹.

Au xx^e siècle, cette fusion culturelle deviendra une caractéristique essentielle de la religion musulmane à l'heure des luttes de libération nationale au Maghreb, préfigurant à certains égards les mouvements politiques se réclamant de l'islamisme.

D'André Gide à Brigitte Bardot

Marc Allégret, en 1925, accompagne l'écrivain André Gide – dont il est à la fois l'élève et l'amant – dans un long voyage de plus de dix mois à travers l'Afrique équatoriale française et le Congo belge, au départ de Bordeaux. Leur itinéraire les conduit du Cameroun au Congo, en passant par le Tchad, et l'ancien Oubangui-Chari. Ils rencontrent les officiels coloniaux mais aussi les populations locales. À cette occasion, Marc Allégret tourne son premier film, un documentaire muet de 90 minutes en noir et blanc, le fameux *Voyage au Congo* (1927).

Ce film sera l'un des précurseurs du cinéma ethnographique, et aussi des « Carnets de voyage », genre dans lesquels se distingueront d'excellents réalisateurs français de télévision comme Jean-Marie Drot ou Jean-Claude Bringuier.

Marc Allégret s'intéresse particulièrement aux hommes et aux femmes qu'il rencontre, les photographie et les filme dans leur vie quotidienne, leur habitat ; il se montre fasciné par certaines de leurs coutumes, notamment les danses. Cependant, Gide et Allégret ne sont pas des ethnologues : leur démarche n'est pas scientifique ; le double livre de Gide⁴² sera considéré comme l'un des premiers à critiquer le régime colonial ; Marc Allégret lui offrant un étonnant complément multimédia, précurseur pour l'époque. Outre le film, Allégret prendra de nombreuses photos saisissant les coiffures des femmes, les scarifications et leur mode d'habillement, mais aussi l'architecture des cases.

Retour d'Afrique, Gide confie un témoignage indigné à Léon Blum, qui le publie dans *Le Populaire*. La droite visée et les compagnies accusées dévient aussitôt à Gide – dont la pédérastie est notoire depuis la parution de *Corydon* (1920) – toute compétence pour analyser le fait colonial. Par la suite, des enquêtes administratives corroboreront les observations de l'écrivain ; et un débat à l'Assemblée nationale s'achèvera sur des promesses gouvernementales...

Quelques années plus tard, Marc Allégret, devenu cinéaste à succès, va signer d'excellentes comédies : *Lac aux Dames* (1934), *Gribouille*, avec Michèle Morgan (1937), *Entrée des artistes*, avec Louis

Jouvét (1938) ; ainsi que *Futures vedettes* (1955) et *En effeuillant la marguerite* (1956), avec Brigitte Bardot.

Ancêtres

Africains modifiés par le temps ?

« Toute naissance est la renaissance d'un ancêtre », écrit Aimé Césaire. Mais voilà : quel ancêtre ? Oui, qui sont nos ancêtres ? À croire ce qu'affirment désormais les paléo-ethnologues, nous descendons les uns et les autres d'un même ancêtre, d'un même arbre de vie, d'un même ADN : le même que celui de Lucy découverte depuis 1974, et ainsi nommée en allusion à la chanson des Beatles *Lucy in the Sky With Diamonds* (que les archéologues fredonnaient sur leur chantier de fouilles éthiopien).

Yves Coppens, qui a participé à l'invention de deux de nos plus vieux ancêtres⁴³, n'hésite pas : « Nous possédons une origine unique. Nous sommes tous des Africains d'origine, nés il y a trois millions d'années. »

La surprise de nos contemporains reste encore considérable quatre décennies plus tard. Mais peut-on nier les leçons de la science ? « Nous venons tous de la même source. Nous sortons tous de la même matrice. Nous sommes tous des Africains modifiés par le temps », s'émerveille Jean d'Ormesson dans *C'est une chose étrange à la fin que le monde*⁴⁴.

Oui, à l'aune de ces découvertes, nous sommes tous peu ou prou des ignorants. Ignorants, comme celui qui croit que l'homme africain est resté à l'écart de l'histoire ; et comme l'Africain lui-même, si l'on écoute l'historien sénégalais Cheikh Anta Diop :

« Le Nègre ignore que ses ancêtres, qui se sont adaptés aux conditions matérielles de la vallée du Nil, sont les plus anciens guides de l'humanité dans la voie de la civilisation ; que ce sont eux qui ont créé les Arts, la religion (en particulier le monothéisme), la littérature, les premiers systèmes philosophiques, l'écriture, les sciences exactes (physique, mathématiques, mécanique, astronomie, calendrier...), la médecine, l'architecture, l'agriculture, etc., à une époque où le reste

de la Terre (Asie, Europe, Grèce, Rome...) était plongé dans la barbarie⁴⁵. »

Cap au sud du Sahara. L'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ explique le fonctionnement des ancêtres à ceux qui ne comprendraient pas : « En Afrique traditionnelle, l'individu est inséparable de sa lignée, qui continue de vivre à travers lui et dont il n'est que le prolongement. C'est pourquoi, lorsqu'on veut honorer quelqu'un, on le salue en lançant plusieurs fois non pas son nom personnel (ce que l'on appellerait en Europe le prénom) mais le nom de son clan : “*Bâ ! Bâ !*” ou “*Diallo ! Diallo !*” ou “*Cissé ! Cissé !*” car ce n'est pas un individu isolé que l'on salue, mais, à travers lui, toute la lignée de ses ancêtres⁴⁶. »

Attention ! Les *ancêtres* africains ne sont pas juste des divinités ; ils sont bien présents parmi les *vivants* du continent (et alentour).

À Madagascar, les principales coutumes de la grande île concernent le culte des anciens. Le *razana*, qui désigne à la fois les ancêtres et le respect qui leur est dû, consiste en un système complexe de tabous (*fady*) et de rites funèbres. Un *fady* peut par exemple prohiber le sifflement sur une plage près d'un village, ou la marche devant un arbre sacré. Il existe ainsi des milliers de superstitions de ce genre, dont un certain nombre est cantonné géographiquement au village.

La coutume du *famadihana* (« retournement des morts ») ou « deuxième enterrement », a pour but d'apaiser, consulter et vénérer les défunts. Le rituel commence par l'exhumation du corps, qui est ensuite lavé et enveloppé dans un nouveau linceul. Puis les membres de la famille défilent devant le linceul pour l'embrasser, lui parler, lui chanter une chanson ou même danser avec lui. Pour finir, l'ancêtre retourne à sa dernière demeure, souvent avec des cadeaux.

Eh oui ! On ne naît pas « ancêtre », on le devient⁴⁷.

On devient « ancêtre » à la suite d'un acte de proclamation officielle – par les vivants.

La pratique se retrouve dans la plupart des sociétés africaines.

Au Cameroun, par exemple, les Bamiléké de l'Ouest pratiquent ce rite lors de ce qu'ils appellent « funérailles » c'est-à-dire le jour où ils recueillent le crâne de l'ancêtre pour le placer dans le sanctuaire où il est désormais supposé résider et où ceux de sa famille qui le désirent pourront l'invoquer.

Chez le peuple Kaniok de la RD Congo, il existe une cérémonie de « retrait de deuil » au cours de laquelle le défunt, tenu pour un homme admirable et vénérable, reçoit le statut d'ancêtre. On peut alors lui construire un petit sanctuaire au coin de la parcelle où on lui offre le vin de palme ou les prémices de la récolte. En cas de difficultés familiales, on peut l'invoquer lors des rites de réconciliation.

Sous l'influence des Églises monothéistes, l'Europe aura cru pendant des siècles que les Africains sont seuls à observer le culte des ancêtres et que l'évolution des pays asiatiques est freinée par l'adoration des anciens...

« Et puis soudain, on assiste en France au retour des ancêtres », observe le neurologue Boris Cyrulnik.

Éternel retour ?

Notre vaudeville génétique – entre *Australopithèques*, *Homo sapiens*, *Neandertal*, *Homo asiaticus* et quelques autres – inspire quelques lignes étonnantes à mon ami l'écrivain Henri Lopes, ancien Premier ministre du Congo et ancien ambassadeur à Paris (grand prix de la Francophonie de l'Académie française, en 1993) : « J'écris pour dépasser ma négritude et élever ma prière à mes ancêtres les Gaulois ; Gaulois de toutes les races s'entend, de toutes les langues, de toutes les cultures. Car c'est pour moi que Montaigne s'est fait amérindien, Montesquieu persan et Rimbaud nègre. C'est pour m'aider à déchiffrer l'Afrique que Shakespeare a fait jouer ses tragédies, que Maupassant m'a légué ses nouvelles⁴⁸. »

Oui, tant de filiations...

Tant d'ancêtres.

Je propose de laisser provisoirement le mot de la fin à saint Augustin, l'ancien évêque d'Hippone en Algérie (voir plus loin l'article qui lui est consacré), un Africain des premiers âges chrétiens : « Telle est la génération des générations : une génération s'en va, une autre génération vient. Il en est des hommes comme des feuilles d'un arbre, feuilles de l'olivier, du laurier ou de tout arbre qui conserve toujours son manteau de verdure. Ainsi la terre porte les hommes, comme un de ces arbres porte des feuilles ; elle est couverte d'hommes dont les uns meurent, dont les autres naissent pour leur succéder. L'arbre a toujours sa robe éclatante ; mais vois au-dessous combien de feuilles sèches tu foules aux pieds⁴⁹. »

Animistes

Des Dogons aux Zombies ?

Les religions universelles révélées importées du Proche-Orient (christianisme, islam) n'ont jamais pu déraciner le fondement animiste ancré dans la culture des Africains.

L'animisme est présent dans trente-cinq pays du continent. Les pays à majorité animiste sont tous situés en Afrique subsaharienne. S'ils ne sont que onze (Botswana, Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Mozambique, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe) à se déclarer officiellement animistes, dix autres pays de cette zone ont juste l'animisme comme deuxième religion.

La vision animiste du monde fournit des explications – plus ou moins claires – au grand chaos dans lequel nous vivons. Le tissage des causes et des effets crée un ensemble de relations – un ensemble de mythes, de modèles – dont le total constitue une mythologie.

Plus collective qu'individuelle, la religion animiste lie l'individu à sa famille, à sa tribu et, bien entendu, aux morts. L'animisme n'a aucune tradition écrite. Les ancêtres sont l'objet principal d'un culte nécessitant de nombreux sacrifices – d'animaux, des offrandes de lait, d'alcool, de sang – pour s'attirer les bonnes grâces des morts (*voir : [Ancêtres](#)*).

Seuls les initiés connaissent les rites qui permettront aux divinités de prendre possession d'un corps humain. Les chants, les incantations et les danses font partie intégrante du rite. Les amulettes, gris-gris ou talismans vont donc servir à protéger des esprits maléfiques.

Au Togo, *Epe-Ekpe*, sans doute une des cérémonies les plus importantes de toute l'Afrique de l'Ouest, marque le début de l'année de l'ethnie *guin*. Elle n'a pas de date fixe mais est généralement célébrée au mois de septembre de chaque année.

En Côte-d'Ivoire, dans l'ouest du pays, les peuples *We* accomplissent une danse rituelle dite « danse de la pluie » au cours de laquelle chaque danseur tient entre ses dents un serpent vivant, dont la tête et la queue retombent devant sa poitrine. Les danseurs sont revêtus de costumes et de masques. Et cette danse symbolise l'union de l'homme et de la nature.

Au sud et dans le centre, la « danse sacrée du soleil » sera

accomplie lors d'une cérémonie dans les tribus *Akan*. Elle a généralement lieu en juin ou en juillet, en période de pleine lune. Selon la tradition, elle a vu le jour lorsqu'un guerrier a eu une vision qui lui a permis de comprendre une nouvelle façon de prier le Grand Esprit. La danse du soleil se poursuit pendant quatre jours au cours desquels le danseur jeûne. À la dernière étape du rituel, les danseurs se percent les muscles de la poitrine ou du dos avec des bâtons pointus qu'ils attachent ensuite à un poteau central avec des lanières de cuir. À la fin de cette danse autour du poteau, ils se libèrent en utilisant la force et, ce faisant, se déchirent la peau, se libérant ainsi de l'ignorance.

Chez les Dogons du nord du Mali, *Sigui* est une fête historique qui a lieu tous les soixante ans : elle commémore la mort et les funérailles du premier ancêtre, ainsi que la révélation de la parole.

La mythologie des Dogons est la mieux connue en France, grâce à l'ethnologue Marcel Griaule qui vivra durant vingt-huit ans parmi eux après avoir franchi les différentes étapes de l'initiation⁵⁰. On peut considérer que les observations de cet ethnologue français sont les visions les plus rapprochées depuis le dessus du volcan des convictions primitives.

Voici un résumé express – donc sans couleur et sans saveur – de la mythologie dogon :

« Amma s'accouple avec la Terre une première fois et engendre le chacal, ou le renard pâle, qui apportera l'intelligence aux êtres humains. Un deuxième accouplement produira le Grand Non géré par le chiffre 8 et symbole de la perfection. Celui-ci, pour voiler la nudité de la Terre, sa mère, crée un voile de parole : la jupe est la seule parole dont dispose le chacal, en partage avec sa mère. Il pourra ainsi inspirer l'être humain mais ne pourra lui parler. Il voudra voler la jupe-parole et violera sa mère. Le saignement teint la jupe en rouge. La Terre est souillée par l'inceste et Am ne veut plus s'y accoupler. Il se reproduira seul et créera deux êtres : un homme et une femme [...] »

Dans ce – trop bref – résumé, on rencontre un grand nombre d'éléments issus de la vie de tous les jours des Dogons : la terre, le chacal, le chiffre 8, la jupe, le tissage, la maison, le forgeron, le panier, le terrain cultivé, la rivière, les cailloux, le serpent, l'humidité, la transpiration, l'accident...

La mythologie dogon utilise un système explicatif dans lequel tous les éléments du monde connu sont reliés. Car, pour l'animiste, rien ne reste inexpliqué, rien ne reste isolé. De même que la terre est recouverte de sentiers, de labours, de cultures, le corps sera tracé de scarifications, de maquillages, de bijoux... La nature est recouverte d'une culture.

À la différence de la mythologie dogon, qui est l'expression unique d'un groupe ethnique malien⁵¹, le *vaudou* est un creuset culturel partagé par diverses populations du golfe du Bénin (Bénin, Togo, Ghana, Nigeria) et s'étendra au-delà des mers du fait de la traite négrière aux îles des Caraïbes, en particulier à Haïti (voir : [Vaudou](#)).

Annan (Kofi)

Un prix Nobel de la paix pour l'ONU – et pour le continent

Issu d'une famille aristocratique de la tribu des Fante, dans laquelle il est né à Kumasi en 1938, diplômé du MIT, le Ghanéen Kofi Annan est le premier fonctionnaire des Nations unies à atteindre le sommet de l'organisation. Entré par la petite porte de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), et plutôt attendu sur le terrain économique après avoir rejoint la commission économique pour l'Afrique, il fera ses preuves dans la gestion des crises, en organisant en particulier le rapatriement de 900 fonctionnaires internationaux et ressortissants de pays occidentaux après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Chargé des négociations pour la mise en œuvre d'un système de financement de l'aide humanitaire en contrepartie de la vente de pétrole sous embargo international, Annan va devenir secrétaire général en 1997, succédant à l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali auquel sont entre autres reprochés *sotto voce* les échecs de l'ONU au Rwanda, au Sahara occidental et en ex-Yougoslavie.

Kofi Annan l'Africain va rapidement relever le gant au secrétariat général. Premier responsable d'ascendance subsaharienne à diriger les Nations unies, il concentre ses efforts sur la réorganisation interne de la maison, en démontrant qu'il n'est pas seulement un gestionnaire

mais également un patron capable d'initiative et d'autonomie.

Jamais à court d'idées, il définit des priorités – entre nous, assez consensuelles – telles que la lutte contre le sida, la poursuite des efforts de paix au Proche-Orient et la mise en œuvre d'engagements du sommet du Millénaire pour le développement... Si l'ONU demeure globalement un « machin » (pour reprendre l'expression du Général), c'est un « machin » qui bouge enfin. Et qui reconquiert le soutien des USA à l'occasion de coups habiles tels que l'offre faite à Robert Mugabe de quitter le pouvoir au Zimbabwe en contrepartie d'un asile politique et de compensations financières. Mugabe n'est-il pas la bête noire de Washington ?

L'offre restera sans suite, mais lorsque Kofi Annan est réélu pour un nouveau mandat de secrétaire général par acclamations le 29 juin 2001, l'ancien ambassadeur américain à l'ONU, Richard Holbrooke, assure à son sujet qu'« il est le meilleur secrétaire général de l'histoire des Nations unies, sans exception ».

Six mois plus tard, ce sera la consécration du Nobel : le premier prix Nobel de la paix du ^{xxi}e siècle... Kofi Annan et l'ONU se voient remettre un chèque conjoint de 10 millions de couronnes suédoises, soit plus d'un million d'euros, le 10 décembre 2001 à Oslo. « On l'a beaucoup critiqué comme étant l'homme des États-Unis, mais il est l'homme de la communauté mondiale », affirmera à son sujet Geir Lundestad, directeur de l'Institut Nobel.



D'une élégance jamais prise en défaut, l'homme frappe ses interlocuteurs par son inlassable courtoisie. « Quand il entre dans une pièce, une onde de sérénité se propage. On dirait le pape », a déclaré un ancien ministre européen. Cependant, comme le pape, le secrétaire

général de l'ONU a peu de pouvoir, en dehors de son autorité morale. Après sa réélection, Kofi Annan avait résumé ainsi ses aspirations : « J'ai l'espoir que dans cinq ans les peuples du monde, pour qui cette organisation a été fondée, auront le sentiment qu'elle est plus proche d'eux, travaille mieux à répondre à leurs besoins et met le bien-être de l'individu au centre de tout ce qu'elle fait. »

Dans son discours d'adieu au poste de secrétaire général, auquel le Sud-Coréen Ban Ki-moon lui succède fin décembre 2006, Kofi Annan appelle les États-Unis à suivre la voie du multilatéralisme en acceptant notamment l'élargissement du Conseil de sécurité, et à respecter les droits de l'homme « jusque dans la lutte contre le terrorisme ».

Initiateur d'une Fondation Kofi-Annan, dont les priorités sont très onusiennes – paix et sécurité, développement durable, respect de l'état de droit et droits humains – il fait partie du groupe des *Global Elders* (les « Aînés universels ») créé par Nelson Mandela.

Apartheid

Une Constitution inventée par le Père Ubu

L'apartheid vient du français « à part » et signifie « séparation, ségrégation » en afrikaans ; ce terme définit le régime ségrégationniste mis en place par la minorité blanche en Afrique du Sud à partir de 1948 (voir : [Afrikaners](#)).

Le système constitutionnel de l'apartheid, totalement invraisemblable au xx^e siècle, semble avoir été inventé par le Père Ubu : la population blanche (15 à 20 % des Sud-Africains) dirige et possède la majorité des terres agricoles, non pas selon les lois de l'économie qui sont déjà discutables en soi ; mais parce que c'est écrit dans la loi fondamentale. La même loi prescrit que la population d'origine africaine (65 à 70 % des habitants) vivra dans des bantoustans répartis sur 13 % du territoire selon les ethnies et dans des townships, ghettos noirs en périphérie des villes blanches. Deux catégories de *Niet blank* (« non-Blancs »), les métis et les Indiens, bénéficiant de droits intermédiaires.

Sous le régime de l'apartheid, les Noirs n'ont pas le droit de vote,

les Blancs et les Noirs ne peuvent pas se marier ensemble, les Noirs devant porter sur eux un passeport intérieur spécialement conçu pour eux (Nelson Mandela brûlera le sien), l'accès aux lieux publics étant bien entendu déterminé en fonction de la couleur de peau.

Lors du procès pour « terrorisme⁵² » qui le fera connaître de l'opinion mondiale en 1964, l'avocat Nelson Mandela, membre du parti antiapartheid du Congrès national africain prononce une vibrante profession de foi démocratique contre ce régime : « Au cours de ma vie, je me suis consacré à cette lutte des peuples africains. J'ai combattu contre la domination blanche et j'ai combattu contre la domination noire. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle tout le monde vivrait ensemble en harmonie et avec des chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et que j'espère accomplir. Mais si nécessaire, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir. »

Le leader antiapartheid passera vingt-sept ans en prison avant d'être relâché en 1990, grâce à la lutte de l'ANC, aux pressions de la communauté internationale et au boycott économique mis en place par de nombreux pays de l'hémisphère Nord. Nelson Mandela deviendra le premier président de la « nation arc-en-ciel » en 1994.

La nation arc-en-ciel (*Rainbow Nation* en anglais) est une notion inventée par l'archevêque du Cap Desmond Tutu⁵³, pour décrire son rêve d'une société sud-africaine post-raciale.

Arabes

Une question linguistique, culturelle et spirituelle

Les écoliers français apprennent tous en cours d'histoire de France que Charles Martel arrêta les Arabes à Poitiers en 732. Mais que savons-nous de plus ?

Le mot arabe possède plusieurs significations. C'est une langue, c'est un peuple, c'est une culture. Leurs territoires respectifs se recoupent mais ne se recouvrent pas.

D'après l'intellectuel syrien Sati al Housri (1880-1967), dont les théories ont servi en leur temps de base au « nationalisme arabe »,

« est arabe celui qui parle arabe, qui se veut arabe et qui se dit arabe. Être arabe n'est donc pas seulement une question d'ethnie ou de race, mais aussi une question linguistique, culturelle et spirituelle⁵⁴ ».

À l'origine, l'arabe est une langue sémitique parlée par les Bédouins d'Arabie et, en particulier, par le prophète Mahomet au début de l'Hégire (en l'an 622 de l'ère chrétienne).

Portée par les invasions, et aussi par la religion, la langue des Bédouins va acquérir à travers les siècles un statut de langue universelle. L'arabe est adopté comme langue officielle de l'Organisation des Nations unies à côté de l'anglais, du français, de l'espagnol, du russe et du mandarin, le 18 décembre 1973. C'est la quatrième langue parlée dans le monde, après le mandarin, l'espagnol et l'anglais. Il y aurait actuellement environ 250 millions d'arabophones⁵⁵. Le bassin privilégié de la langue arabe correspondant aux régions du Mashreq et du Maghreb : le Proche-Orient et l'Afrique du Nord.

L'arabe est langue officielle dans 26 États⁵⁶, dont 13 pays d'Afrique situés pour l'essentiel au nord (ou autour) du Sahara : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Mauritanie, Djibouti, la Somalie, le Soudan, l'Érythrée, le Tchad et la Gambie – les Comores ajoutant une exception insulaire ; la langue est parlée également dans des régions telles que la République arabe sahraouie démocratique et la Somaliland, dont la souveraineté est reconnue par certains États seulement. Enfin, le maltais est une langue autonome, dérivée de l'arabe.

L'expansion politique, culturelle, religieuse de la langue arabe remonte aux Abbassides, troisième dynastie de califes qui va régner sur l'ensemble de l'Empire musulman (750-1258). Ces derniers favoriseront l'apparition d'une civilisation cosmopolite, dont Bagdad fut le centre et l'arabe la *linga franca*⁵⁷.

Aux quatre horizons de l'univers arabo-musulman vont rayonner des phares de la civilisation : le philosophe Avicenne, écrivain, médecin et scientifique médiéval persan (x^e siècle) ; Omar Khayyam, poète, mathématicien et astronome (xi^e siècle) ; Averroès, philosophe, théologien islamique, juriste, mathématicien et médecin andalou de langue arabe (xii^e siècle) ; le Tunisois Ibn Khaldoun, historien, philosophe, diplomate et homme politique, voire le Tangérois Ibn Battûta, qui racontera ses voyages jusqu'à Tombouctou et sur les rives

de la Volga (xiv^e siècle). Sans oublier les auteurs anonymes des contes des *Mille et Une Nuits*, dont les origines remontent à la nuit des temps à travers la tradition orale – jusqu'en Perse et même jusqu'en Inde...

En Afrique subsaharienne, l'islam va apporter non seulement son dogme, mais surtout une vision globale du monde et une brillante culture dotée d'une langue écrite qui est, de plus, la langue du Coran. Les confréries religieuses, les centres culturels et les universités musulmanes seront au cœur de la vie culturelle du continent. À Tombouctou, « phare de la culture arabo-islamique », la vie intellectuelle connaît au xvi^e siècle un rayonnement extraordinaire.

Attention ! Tous les musulmans ne sont pas arabes ; et tous les Arabes ne sont pas musulmans. Le « peuple arabe » n'est pas une race à proprement parler, c'est une population caucasienne originaire des confins de l'Europe (un peu comme les Celtes avant eux, par exemple) : les Arabes descendant d'habitants de la péninsule Arabique ayant migré au nord et à l'ouest.

Ainsi définis, les Arabes sont estimés à environ 420 millions dans le monde. Ils sont principalement présents en Asie occidentale, en Afrique et en Europe occidentale.

La population du Maghreb-Est, par exemple, qualifiée d'arabo-berbère par les sociologues. Les habitants nord-africains du Maghreb sont d'origine mixte arabe et berbère, et leur langue maternelle est une forme d'arabe dialectal appartenant à l'arabe maghrébin. Les groupes arabo-berbères représentent aujourd'hui la majorité de la population des pays du Maghreb.

Il existe toutefois dans la région certaines communautés berbères ou kabyles, dont la langue ne s'est pas fondue dans le creuset arabe ; et une langue écrite, l'*amazigh* ; la langue berbère est avec l'arabe la seconde langue officielle du Maroc et depuis peu de l'Algérie.

La résistance culturelle berbère peut faire penser à celle des irréductibles Gaulois d'*Astérix*. Il n'existe pas de chiffres officiels, mais près de la moitié des Maghrébins revendiqueraient une ascendance kabylo-berbère. On estime leur nombre à 45 millions.

Au temps de la présence française, le pouvoir colonial tentera d'opposer les deux communautés, arabe et kabyle, pour éviter la montée du nationalisme algérien. En vain. La coexistence n'est malgré tout pas toujours évidente.

Je cède la plume au grand écrivain algérien Kateb Yacine

(1929-1989), important auteur de théâtre (*Les ancêtres redoublent de férocité*, *Mohamed, prends ta valise*, *La Guerre de 2 000 ans*, etc.) qui a croisé Brecht et Jean-Paul Sartre sur sa trajectoire de combat. L'indépendance n'a pas tout résolu à ses yeux : « Aujourd'hui, dit-il, par les armes, nous avons mis fin au mythe ravageur de l'Algérie française, mais pour tomber sous le pouvoir d'un mythe encore plus ravageur : celui de l'Algérie arabo-musulmane, par la grâce de dirigeants incultes. L'Algérie française a duré cent trente ans. L'arabo-islamisme dure depuis treize siècles ! L'aliénation la plus profonde, ce n'est plus de se croire français, mais de se croire arabe. Or il n'y a pas de race arabe, ni de nation arabe. Il y a une langue sacrée, la langue du Coran dont les dirigeants se servent pour masquer au peuple sa propre identité. »

Le paradoxe arabe fait qu'on dénombre près de 15 millions d'Arabes chrétiens dans le Mashreq : en Égypte (de 8 à 16 %), en Syrie (de 5,4 à 9,4 %), au Liban (entre 34 et 41 %), en Palestine (entre 6 % et 11 %, hors diaspora), en Israël, en Jordanie (de 3 à 4 %), en Irak (de 2,7 à 3,5 %).

17 millions d'Arabes vivent en Amérique latine. Les Arabes du Brésil constituent environ 7 % de la population ; parmi eux, des chrétiens venus de la Grande Syrie dès 1837.

Aux États-Unis, la communauté arabe compte environ 3,5 millions de membres, dont environ 63 % sont chrétiens et 24 % musulmans. Leur communauté s'est installée dès le début du xx^e siècle en provenance du Mashreq, regroupant une population peu nombreuse mais très bien assimilée, avec de nombreux exemples de réussite, tels les politiciens John Sununu et Ralph Nader, Bobby Rahal dans le sport, ou Paul Anka et Frank Zappa dans la musique.

Archives

Écrits des pays de tradition orale

L'affirmation prononcée par l'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ devant le Conseil exécutif de l'UNESCO en 1962 – « en Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle » – est devenue

une sorte de paradigme, une parole d'évangile, comme on voudra, pour définir la matérialité du champ historique en ce qui concerne les pays de tradition orale.

À la même époque, en France, les héritiers de Fernand Braudel – dont Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques Le Goff, et Marc Ferro – inventent la « Nouvelle Histoire » dont la dimension « nouvelle » se veut culturelle et ethnographique, associant anthropologie historique et histoire des mentalités.

On peut y voir une marque indirecte de l'influence de Amadou Hampâté Bâ...

Du fait de leur histoire coloniale commune, les pays d'Afrique francophone et la France disposent cependant par ailleurs de véritables trésors d'archives documentaires à mettre à la disposition des historiens et des chercheurs...

C'est l'académicien André Chamson, directeur général des Archives de France, chargé à l'heure de la décolonisation de regrouper ces documents, qui fera le choix d'implanter le service des archives d'outre-mer à Aix-en-Provence où se construisait un pôle universitaire.

Héritières de plus de trois siècles de documents, les Archives nationales d'outre-mer conservent deux grands ensembles : les archives officielles des colonies françaises du ^{xvii}^e au ^{xx}^e siècle ; et les archives transférées des anciennes colonies et de l'Algérie au moment des indépendances, entre 1954 et 1962⁵⁸.

Depuis son inauguration en 1966 par André Malraux, Aix-en-Provence a triplé de volume, regroupant 38 kilomètres d'archives, 60 000 cartes et plans, 150 000 photographies, 100 000 ouvrages de bibliothèque.

Lors des indépendances, les archives dites « de gestion » sont restées dans les pays concernés ; mais les archives des pays de l'ex-A-OF (Afrique-Occidentale française) – Sénégal, Soudan français (Mali), Guinée française, Côte-d'Ivoire, Dahomey (Bénin), Haute-Volta (Burkina Faso) et Mauritanie – sont conservées ensemble à Dakar, aux Archives nationales du Sénégal⁵⁹.

Les archives coloniales de l'Afrique-Équatoriale française (A-EF⁶⁰) sont conservées à Brazzaville aux Archives nationales du Congo qui gèrent un patrimoine partagé entre la France et le Congo-Brazzaville, le Gabon, la Centrafrique (ex-Oubangui-Chari) et le Tchad⁶¹.

À l'occasion de la célébration du cinquantenaire des

indépendances, la France a remis à ses anciennes colonies d'Afrique des archives sonores et audiovisuelles datant de la période coloniale.

L'Institut national de l'audiovisuel a numérisé et transmis un fonds de presse filmée datant de la période 1940-1968 ainsi que des archives radio.

Le Sénégal et Madagascar sont les deux pays qui ont généré le plus de documents et de reportages.

Augustin (saint)

L'inventeur du récit autobiographique

Augustin a vécu au tournant des ^{iv}e et ^ve siècles (354-430), la grande période des « Pères de l'Église ». Il est, sans conteste, l'un des plus grands des Pères latins⁶² quoique né dans la cité numide de Thagaste et mort en terre algérienne à Hippone (l'actuelle Annaba).

On connaît les grandes étapes de sa vie, à travers les *Confessions* (écrites entre 397 et 401) qui évoquent sa jeunesse à Thagaste, à Rome, à Milan, la crise qui aboutit à la conversion et au baptême (387). Treize siècles avant Jean-Jacques Rousseau, il invente le genre autobiographique. D'ailleurs, le titre éponyme des « Confessions » choisi par le philosophe genevois laisse soupçonner l'aveu d'une parenté littéraire.

La première formation d'Augustin s'est faite dans une ambiance chrétienne. Si son père, Patricius, était païen, sa mère, Monique (sainte Monique) était très pieuse, et elle a tenu, dès son enfance, à engager son fils dans l'Église comme « catéchumène ».

Dans ses *Confessions*, Augustin décrit avec beaucoup de finesse les désordres de l'enfance et de l'adolescence : troubles, contradictions, égoïsme fondamental, caprice, instinct de vengeance, ambitions familiales, contraintes, influences fâcheuses de l'école : tout est là pour pousser Augustin au péché. Augustin, jeune, a même honte de son « innocence », et il se livre au mal par vantardise – ou même tout à fait gratuitement – en volant des poires par exemple.

Vient ensuite « le désœuvrement de la seizième année⁶³ » d'Augustin – obligé d'arrêter ses études en raison des difficultés

financières de la famille ; c'est l'occasion d'une vie de débauche : « Je vins à Carthage, et autour de moi, partout, crépitait la rôtissoire des honteuses amours. Je n'aimais pas encore et j'aimais à aimer ; et par une indigence plus profonde je me haïssais d'être moins indigent. Je cherchais sur quoi porter mon amour, dans mon amour de l'amour ; et je haïssais la sécurité et le chemin sans souricières. »

À Carthage, il prend goût aux spectacles de théâtre ; il assiste à des cérémonies religieuses païennes, à des cultes obscènes. Mais il s'adonne aussi à l'étude avec passion, s'initie aux mathématiques, à l'astrologie. Il réussit, on dit de lui : « C'est un garçon qui promet ! » Augustin rappellera à maintes reprises son attrait pour les femmes ; il prend une maîtresse à seize ans et devient le père d'un petit Adéodat⁶⁴, alors qu'il a tout juste dix-huit ans.

Cependant, il reste animé par une grande inquiétude intellectuelle et psychologique ; il va d'ailleurs embrasser la profession de « rhéteur », professeur d'éloquence et de raisonnement... Augustin verra dans toute cette période de sa vie l'esquisse d'une recherche de Dieu qui va d'ailleurs se préciser à travers la lecture des philosophes. Grand lecteur de Cicéron, il découvre les néoplatoniciens ; attiré par la religion et les croyances, le manichéisme⁶⁵ le tentera un certain temps (et il le combattrait ensuite avec d'autant plus d'ardeur). Finalement, il rejoint l'Italie, Rome en 383 puis surtout Milan où il va s'installer plus durablement. C'est à Milan qu'Augustin découvre la prédication de l'évêque du lieu, saint Ambroise, qui accepte de répondre à toutes ses interrogations au cours de longs entretiens. Augustin, catéchumène depuis son enfance, va finalement recevoir le baptême la nuit de Pâques 387.

Fra Angelico consacrera, un millénaire plus tard, une extraordinaire peinture sur bois à « la Conversion de saint Augustin⁶⁶ ».

« Dans son livre des *Confessions*, Augustin a décrit de façon émouvante le chemin de sa conversion, qui avec le baptême conféré par l'évêque Ambroise dans la cathédrale de Milan, atteignit son but, dira le pape Benoît XV⁶⁷. Qui lit *les Confessions* peut partager le chemin qu'Augustin eut à parcourir en un long combat intérieur, avant finalement de recevoir, durant la nuit de Pâques 387, à la fontaine baptismale, le sacrement qui marquait le grand tournant de sa vie. En suivant attentivement le cours de la vie de saint Augustin,

on peut voir que la conversion ne fut pas l'événement d'un moment isolé, mais bien tout un cheminement. Et on peut voir qu'aux fonts baptismaux ce cheminement n'était pas encore terminé. »



Désireux de vivre une vie contemplative (et pour cela devenir moine), Augustin sera en définitive ordonné prêtre, puis évêque, et il consacrera sa vie à son diocèse d'Hippone.

Sans traiter Augustin de « pied-noir », celui-ci possède – un peu à la manière de Bilâl, le muezzin de Mahomet qui était éthiopien – un terrible accent ; ce qui le distinguait du lot latin, lors des années qu'il passe en Italie comme professeur de rhétorique.

Augustin compensera en faisant de son style un des grands atouts de sa pastorale, tâche à laquelle il s'adonne sans s'économiser.

Prêchant quotidiennement (ses sermons divers étaient pris à la dictée par divers secrétaires : il revoyait et complétait souvent ses notes avant publication) et écrivant directement, il laisse une œuvre considérable et abondante⁶⁸ dont l'importance ne se démentira jamais.

Le contexte religieux africain fera de lui l'impitoyable analyste des hérésies. Manichéen résolu dans sa jeunesse, Augustin, devenu évêque catholique, livrera un combat sans pitié (intellectuellement parlant) au donatisme, hérésie rigoriste née sur le sol africain et qui s'était étendue au point de quasiment doubler administrativement l'Église catholique en Afrique romaine.

Sans doute du fait de son expérience personnelle, Augustin revient très souvent sur la question de la grâce ; il prend ainsi part aux très importants débats de son époque, en défendant toujours le concept de la gratuité de l'amour de Dieu – lequel amour ne devrait rien à nos mérites.

Saint Augustin est le seul Père de l'Église dont les œuvres et la doctrine aient donné naissance à un système de pensée :

l'augustinisme.

Les débats suscités par l'interprétation de l'augustinisme ont largement contribué aux conceptions modernes de la liberté et de la nature humaine. Son influence sera immense sur toute l'histoire de l'Église en Occident : l'augustinisme imprégnera en effet toute la réflexion philosophique et théologique médiévale, puis alimentera les débats lors de la Réforme protestante, puis encore le jansénisme.

Authenticité

Les 99 noms de la zaïrianisation

C'est le 27 octobre 1971 que Mobutu, vainqueur six ans plus tôt de la guerre civile dans l'ex-Congo belge, annonce le lancement d'une politique visant à restaurer l'authenticité du pays : une série de mesures de « zaïrianisation » destinées à détacher le peuple de tout ce qui pourrait rappeler l'Occident et sa domination (*voir* : [Abacost](#)).

Ainsi, le Congo est renommé « République du Zaïre⁶⁹ ». Joseph Mobutu oblige tous ses concitoyens à adopter des noms africains : suppression des prénoms occidentaux, et rajout d'un « postnom ». En ce qui concerne Joseph-Désiré Mobutu, ce sera Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu *wa Za Banga*⁷⁰. Il adoptera cependant le titre bien européen de maréchal.

De nombreuses villes et lieux de l'ex-Congo belge sont rebaptisés. Léopoldville, la capitale coloniale, devient *Kinshasa* ; Élisabethville, *Lumumbashi* – en hommage au héros de l'indépendance Patrice Lumumba. Les lieux baptisés en l'honneur de l'explorateur britannique Henry Morton Stanley sont *zaïrianisés* : Stanleyville, sera *Kisangani* ; le mont Stanley devient mont *Ngaliema* ; le Stanley Pool, Pool *Malebo* ; les chutes Stanley, les *Boyoma Falls*... En même temps que les noms, les monuments de l'époque coloniale sont retirés. Sans aller jusqu'à dire que le phénomène est exemplaire, disons que l'événement apparaît caractéristique des premiers jours des décolonisation.

La zaïrianisation va constituer l'un des événements les plus lisibles de la politique menée par le régime (*voir* : [Mobutu](#)).

Awadi (Didier)

Le rap, porte-drapeau d'une « génération consciente »

Le rappeur sénégalais Didier Awadi m'a contacté en 2012 pour me proposer de figurer dans un documentaire qu'il réalisait à l'occasion du cinquantenaire des indépendances africaines, *Le Point de vue du Lion*, film à la fois panafricain, rétrospectif, révolutionnaire, et tourné vers l'avenir. Je serai finalement le seul témoin blanc à y figurer. Ce film garde aujourd'hui toute son actualité. Il se résume en un proverbe bantou : « Tant que les lions n'auront pas leurs historiens, les histoires de chasse seront toujours à la gloire des chasseurs. » Didier Awadi est un lion, et il place les politiques et les intellectuels africains devant leurs responsabilités.

Autre cadeau offert à la jeunesse africaine, l'album *Présidents d'Afrique* où, chanson après chanson, il reprend les textes mêmes des grands discours des grands acteurs de la décolonisation, sur une musique rappée nourrie de références aux traditions musicales de chaque pays africain : on y entend les échos vibrants des harangues de Thomas Sankara, son grand inspirateur, mais aussi de Nasser, de Mandela, de Malcolm X, de Kwame Nkrumah, d'Aimé Césaire, de Jomo Kenyatta, de Modibo Keita, de Sékou Touré, de Nyerere, de Lumumba, de Cheikh Anta Diop... Autant de combattants de l'identité africaine dont les messages ont été partiellement occultés, ou dénaturés, par certains de leurs héritiers directs.



Par le rap, dont il a été l'un des premiers défenseurs en Afrique, et qu'il a largement contribué à faire prospérer d'un bout à l'autre du

continent, Didier Awadi se fait l'un des porte-drapeaux d'une « génération consciente », qui retient les leçons de l'histoire de l'Afrique et défend une vision à la fois originale et sociale de son avenir.

Le futur de l'Afrique ne doit plus s'écrire ailleurs, il est entre les mains des Africains, leur aventure collective est lancée, et la croissance économique du continent ne doit pas être accaparée par quelques-uns, fussent-ils africains. Son message et son combat sont servis par une exigence à la fois intellectuelle, morale, mais surtout esthétique : travail rigoureux des sons et des paroles, invention de rythmes et de musiques très vite populaires. À ceux qui ignorent encore son talent, un seul conseil : l'écouter en ligne puis se procurer ses disques ! Avec Smockey au Burkina Faso, il est un des premiers éclaireurs de l'Afrique nouvelle.

1. Dans l'administration coloniale française en Algérie, le caïd est un fonctionnaire placé à la tête d'un *douar*, fraction d'une commune. Le corps des caïds est organisé par un décret du 6 février 1919 ; jusqu'à cette date, les intéressés étaient désignés comme « adjoints indigènes ».

2. Probable allusion à la tribu mauresque de Grenade qui inspira à Chateaubriand sa nouvelle *Le Dernier Abencérage* (1807). Le personnage central est un prince musulman amoureux d'une descendante du Cid : la religion les sépare ; l'amour leur survivra (*Atala – René – Le Dernier Abencérage*, Folio, 1978).

3. La Jeune Parque, Paris, 1931 (rééd. Garnier, 1981).

4. Alger-Livres Éditions, 2010 ; livre posthume publié par son fils Abdelhalim, vingt-cinq ans après sa mort.

5. « As-tu vu la casquette, la casquette – As-tu vu la casquette du père Bugeaud ? » (sur l'air de la « marche des Zouaves »).

6. Le général Alfred Amédée Dodds (1842-1922) était métis par ses deux parents. Il dut sa nomination comme chef d'expédition à l'intervention personnelle de Clemenceau, nomination qui entraîna la démission du ministre de la Marine Godefroy Cavaignac.

7. En français : « style de vie ».

8. El Hadj Omar Bongo Ondimba, précédemment connu comme Albert-Bernard Bongo (1935-2009), a dirigé le Gabon en succédant à Léon Mba en novembre 1966. Il était un des piliers de la Françafrique. Son fils Ali, né en 1959 a été élu à sa succession en 2009.

9. Source : Banque mondiale *Countrysmeters*. En 2015, la population a presque triplé : 1 732 447 habitants.

10. L'actionnaire français est la SOFIRAD, une société à capitaux publics gérant depuis la Libération les participations de l'État dans les médias. Dans le courant des années 1960-1970, la SOFIRAD contrôlera ainsi Radio Monte-Carlo,

Europe 1 et Sud Radio. J'ai personnellement présidé la SOFIRAD pendant la période charnière allant de 1989 à 1991. Le principal investisseur gabonais n'est autre que Patience Dabany, seconde épouse du président Bongo, artiste de music-hall et productrice de disques.

11. En 2015, la couverture africaine de la station passe essentiellement par la FM ou par Internet. Voici les fréquences (en MHz) : Abidjan, 91.1 ; Bamako 102 ; Bangui 94.5 ; Brazzaville 89.6 ; Cotonou, 102.6 ; Dakar, 102 ; Douala, 102 ; Kinshasa, 102 ; Libreville, 94.5 ; Lomé, 102 ; Malabo, 103 ; N'Djaména, 103 ; Niamey, 103 ; Ouagadougou, 90.3 ; Porto-Novo, 102.6 ; Yaoundé, 106.7. En France. Africa N° 1-Paris, éditée par Africa Média, société détenue à 63 % par la société Partenaire Production et à 20 % par Africa N° 1-Gabon, diffuse sur trois fréquences en région parisienne, et une diffusion sur la RNT.

12. Le palais présidentiel à Libreville.

13. ACR Édition, Courbevoie (Paris), 1990. Ouvrage couronné par l'Académie des sciences d'outre-mer, prix Georges Bruel, 1990.

14. Harvard University Press, 1992.

15. Langue dérivée du néerlandais du XVIII^e siècle tel qu'on continue à le parler en Afrique australe. En afrikaans, les autochtones et les métis seront appelés *Niet blank* (« non-Blancs ») au temps de l'apartheid.

16. Terme désignant à l'époque un peuple d'Afrique australe.

17. Les Boers sont des colons cultivateurs.

18. On remarquera la concordance chronologique avec la Conquête de l'Ouest en Amérique.

19. Nom donné par les *voortrekkers* aux combattants zoulous du roi Dingane.

20. Car ils auraient un pied en Afrique du Sud, un autre au Royaume-Uni, le reste trempant dans l'Atlantique.

21. Promoteur de l'expansion coloniale britannique en Afrique, fondateur de la Rhodésie.

22. Mort en 2015, André Brink reçut le prix Médicis étranger en 1990 pour *Une saison blanche et sèche*, Stock, 1980.

23. Gouvernement provisoire de la République algérienne.

24. Sa fondation est sans doute contemporaine de celle de Marseille.

25. Cette interprétation est controversée : le terme d'île pourrait, selon certains géographes maghrébins, également désigner la côte fertile de l'actuelle Algérie. Coincée entre le vaste Sahara et la Méditerranée, le pays apparaissant alors comme une île de vie.

26. Hervé Bourges, *De mémoire d'éléphant*, Grasset, 2000.

27. La phrase exacte : « *Come with me to the Casbah* » (« Viens avec moi à la Casbah ») est le « pitch » de la bande-annonce du film des Artistes Associés intitulé « Algiers » dans la version américaine ; c'est Hedy Lamarr qui tient le rôle féminin.

28. *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir (2 × 60 minutes)*, (1962-2012), Flach Film Productions, France télévisions-TV5 Monde, 2012.

29. Universitaire, militant de l'antifascisme et de l'anticolonialisme.

30. Desclée de Brouwer, 1991.

31. Alger a été capitale de la « culture arabe » en 2007.

32. *When We Were Kings (Quand nous étions rois)*, documentaire de Leon Gast (1996), permet de revivre les folles journées du championnat Ali-Foreman à Kinshasa en 1974.

33. Trente-six ans après son succès à Rome, une nouvelle médaille lui sera remise aux JO d'Atlanta.

34. À l'époque, le boxeur a deux maîtres à penser : Malcolm X, le leader des Black Panthers, puis Elijah Muhammad, chef du mouvement Nation of Islam ; ce dernier le baptisera Mohamed Ali.

35. Communication du prophète Mohammad.

36. Hadith dit « du Prophète », Boukhâri, tome 8, B.12, R.12.

37. Coran 112 : 4.

38. Le Père, le Fils, le Saint-Esprit.

39. Auteur d'*Al Matn Ibn 'Âshir*, ouvrage enseigné dans la plupart des mosquées du Maroc, l'équivalent d'un catéchisme chez les catholiques ; toutefois, l'interprétation des textes sacrés reste l'affaire de l'imam (prédicateur).

40. Le titre du chef-d'œuvre de l'Ivoirien Ahmadou Kourouma *Allah n'est pas obligé* pourrait y faire allusion. Toutefois, Kourouma (1927-2003) n'étant pas un exégète religieux, mais simplement un grand auteur, le choix d'un tel titre témoigne surtout de la présence culturelle de l'islam en Afrique aujourd'hui. *Allah n'est pas obligé* (Seuil, 2000) a obtenu le prix Renaudot et le Goncourt des lycéens en 2000.

41. Statistiques établies par le recensement des populations musulmanes des différents pays du monde, publié en 2011 par le département Pew Forum on Religion & Public Life. Le Pew Research Center est un centre de recherche, d'études et de sondages américain basé à Washington.

42. *Voyage au Congo*, NRF, 1927, et *Le Retour du Tchad*, NRF, 1928.

43. Lucy, découverte en 1974 dans la vallée de l'Awash, trois millions d'années. Le Tchadien Toumaï, mis au jour en 2001, sept millions d'années sans doute.

44. Robert Laffont, 2010, p. 30.

45. *Alerte sous les tropiques*, Présence Africaine, 2006, p. 48.

46. *Amkoullel, l'enfant peul*, Actes Sud, 1991.

47. Simone de Beauvoir disait la même chose des femmes.

48. « Pourquoi j'écris », Citéphilo, 8 nov. 2014.

49. Psaume 101.

50. *Dieu d'eau : entretiens avec Ogotommêli* (1948), de Marcel Griaule, Fayard, 1997. Lire aussi : « Nécrologie de Marcel Griaule » par P. Champion dans le *Journal de la Société des Africanistes*, 1956.

51. Même si les travaux de Marcel Griaule et de son cercle se sont aussi intéressés aux Bobos, aux Bambaras, aux Malinkés et aux Soninkés.

52. Mandela, qui vivait dans la clandestinité depuis un an et demi, a été arrêté avec l'aide de la CIA.

53. Desmond Tutu recevra le prix Nobel de la paix 1984. Nelson Mandela partagera le sien avec Frederik De Klerk en 1993.

54. La vision laïque de Sati al Housri s'opposait radicalement au panislamisme qui règne aujourd'hui.

55. 276 millions selon l'OIF (Organisation internationale de la francophonie) ; 242 millions selon le site évangéliste ethnologue.com ; 293 millions selon l'encyclopédie suédoise *Nationalencyklopedin*.

56. L'arabe est une langue géopolitique : langue officielle dans les vingt-deux États membres de plein droit de la Ligue arabe et aussi en Israël.

57. P. J. Vatikiotis, *L'Islam et l'État*, 1987, trad. Odette Guitard, Gallimard, 1992.

58. S'y ajoutent des archives privées et d'entreprises relatives à l'outre-mer, ainsi qu'une bibliothèque, une cartothèque et une iconothèque spécialisées.

59. Une grande partie d'entre elles ont été microfilmées et peuvent être consultées à Aix-en-Provence.

60. Un site spécialisé créé par deux historiens, Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren, permet de consulter en ligne les archives de l'A-EF.

61. Les démarches sont beaucoup plus complexes en ce qui concerne le Cameroun et le Togo, où trois ex-colonisateurs (Royaume-Uni, Allemagne et France) sont impliqués.

62. Les plus anciens Pères de l'Église, les pères « apostoliques », étaient contemporains des apôtres. Leur succéderont les « pères sous la persécution » (II^e siècle), les pères « ayant lutté contre la gnose » (fin du II^e siècle), les pères « de la paix de l'Église » (III^e siècle). Les pères « latins » apparaissent après la période grecque à la fin du III^e siècle.

63. Le livre II des *Confessions* est intitulé traditionnellement « La seizième année ».

64. Comme Dieudonné, Adéodat signifie *don de Dieu*.

65. Religion inspirée du zoroastrisme, du bouddhisme et du christianisme fondée par le Perse Mani au III^e siècle. Un des fondements du manichéisme est de séparer le monde en deux : le royaume de la lumière, et le royaume des ténèbres.

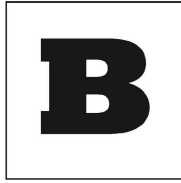
66. Panneau exposé au musée Thomas-Henry de Cherbourg. Saint Augustin inspirera aussi une fresque de Botticelli visible à Florence dans l'église Ognissanti.

67. Le 22 avril 2007, au cours d'une visite pastorale à Pavie.

68. L'œuvre complète de saint Augustin dans l'édition de Guérin et Cie (1873) comporte dix-sept tomes de plus de 500 pages chacun.

69. En 1997, le Zaïre redeviendra Congo.

70. Il existe des traductions divergentes de ce patronyme : si « le guerrier tout-puissant dont l'endurance et la volonté de vaincre vont de conquête en conquête et laissent des flammes dans son sillage » est politiquement correct, il paraît qu'en lingala, la *linga franca* des guerriers bantous de la région, cette formulation a une signification plus directe : « le puissant coq qui ne laisse aucune poule intacte » (*sic*).



Bandolo (Henri)

Le frère camerounais

La création de l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY) associa étroitement les universitaires et les journalistes camerounais ; plusieurs sont alors devenus des amis très proches et fidèles. Au premier rang d'entre eux, Henri Bandolo, qui fut pour moi comme un frère, et dont seule la mort, cruellement prématurée, put me séparer. Nous nous étions connus en 1968, deux ans avant la création de l'École : le journalisme avait provoqué notre rencontre, au moment où j'avais entrepris le recensement des besoins en formation des pays africains. Henri Bandolo était un homme de liberté. Formé à l'Office de coopération radiophonique (OCORA) et diplômé de l'Institut français de presse, il avait d'abord exercé son talent au micro. Dans son émission hebdomadaire, intitulée « Dominique », il parlait sans ambages de la société camerounaise, dont il dénonçait tous les travers, épinglant au passage les responsables politiques et administratifs, au point de s'attirer quelques inimitiés et même de se retrouver, un jour, au poste de police. Mais comment arrêter et mettre en prison l'intelligence et le talent qui déjà captivent un auditoire très large, au-delà même des frontières du Cameroun ? D'autant que sa conscience le forçait à s'appliquer à lui-même de très grandes exigences : toujours humble et sans prétention, avec le goût obstiné du travail bien fait. Sa liberté de ton et de pensée ne l'empêchera pas de devenir, dans les années 1990, ministre de l'Information et de la Culture.

Il fut dans ce nouveau rôle égal à lui-même : attaché à la liberté de communication, développant la presse, mettant toute son énergie à

promouvoir les jeunes talents, à éveiller leur sens des responsabilités et leur appétit de création. Pour la culture, il prit à cœur la mise en valeur des traditions orales du Cameroun, la musique et les arts de son pays, dont la diversité fait un patchwork des héritages africains : il parlait lui-même plusieurs des langues camerounaises, comptant des amis dans toutes les parties et dans toutes les ethnies du pays, et répondant à ceux qui lui demandaient à quelle région il se rattachait par une litanie : « Littoral, Wouri, Douala d'une part, Centre, Mfoundi, Yaoundé d'autre part... » Autant dire d'une grande partie du Cameroun.

Retrouvant ses premières amours, mais en presse écrite cette fois, Henri Bandolo prit ensuite la tête de *Cameroon Tribune*, le premier grand journal camerounais, où il montra ce qu'il était le plus profondément, un grand journaliste, tout simplement. À ma demande, il accepta de tenir sur Antenne 2 une chronique quotidienne sur la route du Paris-Dakar, en 1991, afin de donner au public français une tout autre image de l'Afrique. J'ai écrit au lendemain de sa mort, le 16 juillet 1997, dans ce journal qui était le sien, qu'il était sans doute, avec un autre ami, le Sénégalais Bara Diouf disparu en 2016, et qui fut le patron du quotidien *Le Soleil*, « le meilleur professionnel d'Afrique francophone » : au-delà de la douleur ressentie avec sa perte, c'était un constat objectif. Je sais que s'il était vivant je serais toujours aussi proche d'Henri Bandolo, et que je me sentirais toujours aussi libre avec lui, de plain-pied avec cet homme intègre et drôle, chaleureux et entier, qui m'était si familier et si cher. Il aurait apprécié la nomination en juillet 2016 à la tête de la CRTV, la Radio et Télévision camerounaise publique, de son « fils spirituel », Charles Ndong. Cet excellent journaliste succédait à un de mes anciens élèves de l'École supérieure de journalisme de Yaoundé, major de la deuxième promotion, Amadou Vamouké, à l'intelligence lumineuse et au talent indéniable, malencontreusement empêtré dans une affaire judiciaire, et ayant fait valoir ses droits à la retraite au terme d'une carrière sans défaut qui l'avait porté à la tête de l'Union des radios et télévisions internationales (URTI), association placée sous l'égide de l'UNESCO.

Bantou

Tant qu'il y aura des hommes...

Le terme bantou est utilisé pour désigner les populations établies dans le sud du continent, en dessous d'une ligne allant de Douala (Cameroun) à Mombasa (Kenya). Le mot bantou ne définit pas des peuples ou des ethnies à proprement parler, mais des populations utilisant des langues ayant l'originalité d'appartenir à un même groupe ; on parle de langues bantoues comme on pourrait parler de langues latines s'agissant des langages parlés au sud de l'Europe (roumain, italien, français, espagnol, portugais...).

Le vocable *bantu* a été choisi en 1862 par le philologue allemand Wilhelm Bleek pour caractériser un groupe de langues dont le trait commun est d'utiliser le terme *bantu* pour parler des « hommes » au pluriel. Les langues bantoues sont essentiellement des langues orales¹.

On situe le foyer originel des peuples « bantouphones » dans la région du lac Tchad, au nord du Cameroun, d'où ils auraient essaimé à travers l'Afrique centrale ; ils auraient contourné la grande forêt équatoriale, au début de l'ère commune, poursuivant *via* les plateaux des Grands Lacs leur extension vers le sud. Cette longue migration mettra des siècles à s'accomplir : les Bantous des groupes les plus méridionaux, les Xhosas, les Zoulous, et les Héréros, n'atteignant définitivement leur habitat actuel qu'aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

On dénombrerait 310 millions de bantouphones ; le nombre des langues bantoues variant de 350 à 400 suivant que l'on considère certains parlers comme des langues ou des dialectes ; mais l'homogénéité du groupe linguistique bantou a été démontrée par l'Allemand Carl Meinhof autour de l'exemple du mot « enfant ».

Enfant se dit *omwana* en mpongwe (Gabon) ; *mwana* en mbochi (Congo) ; *mwana* en bobangi (Centrafrique) ; *umwana* en kinyarwanda (Rwanda) ; *mwana* en bemba (Zambie) ; *mwana* en tchokwe (Angola)

...

Deux locuteurs bantous ne peuvent se comprendre directement entre eux que lorsqu'ils sont d'origines géographiquement voisines. En revanche, des habitants du Bas-Congo et des Sud-Africains ne pourront dialoguer sans traduction.

Un Centre international des civilisations bantoues (CICIBA), a été

créé en 1983 à Libreville ou est née la chanson populaire : « Nous sommes des Bantous. Un point c'est tout ».

Bantoustan

Territoire « indépendant » au temps de l'apartheid

Le terme bantoustan provient de l'accolement du mot *bantou* (signifiant « noir » dans la terminologie raciste des partisans de l'apartheid) au suffixe persan ou turcophone *stan* (signifiant « terre de »).

Les bantoustans sont des régions² créées de toutes pièces durant la période d'apartheid, réservées aux populations noires, à l'intérieur desquelles les « bantous » jouissaient à des degrés divers d'une certaine autonomie.

Quatre bantoustans vont être déclarés indépendants par les autorités de Pretoria en 1976 : le Bophuthatswana, le Ciskei, le Venda et le Transkei.

Ils réintégreront la République d'Afrique du Sud à l'occasion des élections de 1994.

Ben Bella (Ahmed)

Le premier président algérien

Parmi les personnalités africaines dont l'influence politique et morale fut la plus importante figure incontestablement Ahmed Ben Bella, premier président de la République algérienne socialiste et démocratique, aux lendemains de l'indépendance.

Ma rencontre avec lui eut lieu dans des circonstances particulières. Après sa capture en plein vol par l'aviation française en 1956, avec quatre autres leaders historiques du FLN, alors qu'ils ralliaient Tunis à partir de Rabat dans un avion prêté par le souverain marocain Mohammed V, Ahmed Ben Bella et ses compagnons avaient été

emprisonnés en France, à la prison de la Santé tout d'abord, puis au fort de l'île d'Aix, à partir de 1959, face à La Rochelle et Rochefort, dans des conditions que le général de Gaulle avait souhaitées un peu moins rigoureuses.

Début 1961, le général de Gaulle, qui envisageait des négociations avec la partie algérienne, désira aménager encore leurs conditions de détention, avant leur libération, préalable exigé par le FLN avant tout accord. Il chargea de leur transfert son garde des Sceaux, Edmond Michelet, ancien résistant déporté à Dachau, où son autorité morale s'était imposée au sein du camp. Or Edmond Michelet m'avait fait rejoindre son cabinet peu de temps auparavant, pour gérer justement les dossiers touchant à la détention des prisonniers FLN en France. C'est donc moi qui me retrouvais « geôlier en chef », portant la responsabilité de ce transfèrement secret, le 20 avril 1961, au château de Turquant, en Touraine, moins éloigné de Paris.

Officiellement afin de suivre leurs conditions de détention, officieusement pour servir de messenger entre eux-mêmes et le garde des Sceaux, qui référerait ensuite directement au général de Gaulle, j'eus alors de nombreuses occasions de prendre le chemin de Turquant. L'habitude s'établit très vite, avec les cinq dirigeants retenus là en prison, Ahmed Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf, de nous rencontrer tous ensemble, pour des repas ou des discussions, mais aussi individuellement, pour des conversations plus approfondies, au cours de promenades dans le parc du château, lors desquelles les opinions de chacun d'entre eux s'exprimaient plus librement. Et tous m'avaient indiqué ne pas souhaiter me rencontrer dans leur chambre où « ils se savaient écoutés ». Deux clans apparaissaient nettement : le groupe Ben Bella, Khider, Bitat, et d'autre part le duo Aït Ahmed et Boudiaf.

Au lendemain de l'indépendance, lorsque Ben Bella s'imposa comme président de la toute jeune République algérienne, grâce à son alliance avec les troupes du colonel Boumédiène, l'armée des frontières, dite aussi le « clan d'Oujda », cette fracture s'accentua, Boudiaf dénonçant le parti unique, et Aït Ahmed entrant rapidement en opposition, puis en rébellion ouverte.

À Turquant, pourtant, il eût été vain de les diviser : ensemble ils étaient réunis dans un même combat, celui de l'indépendance.

Je passais beaucoup de temps à faire en sorte que leur régime de

détention soit supporté sans anicroche, malgré les impératifs de sécurité et de surveillance permanente.

La personnalité d'Ahmed Ben Bella m'apparut très vite comme singulière. Il était d'origine marocaine par ses parents, petits paysans qui avaient migré avant sa naissance de la région de Marrakech à celle de Tlemcen, au sud de l'Oranais. C'est à Tlemcen qu'il avait fait ses études secondaires et commencé à rejeter le système colonial : dès dix-sept ans, il avait adhéré au Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien.

En 1940, appelé à faire son service militaire, il est sergent au 141^e régiment d'infanterie alpine à Marseille. Footballeur amateur depuis l'adolescence, il joue en parallèle à l'Olympique de Marseille, suffisamment pour qu'on se souvienne de certains buts qu'il a marqués. Il obtient la croix de guerre pour avoir abattu un stuka allemand dans le port.

Démobilisé pendant l'Occupation, il est rappelé en 1943 après la reprise de l'Afrique du Nord par les Alliés, au sein du 5^e régiment de tirailleurs marocains, avec le grade de sergent-chef puis d'adjudant, et il se distingue alors par son héroïsme dans la lutte contre le fascisme et le nazisme : lors de la fameuse et si meurtrière bataille du Monte Cassino, il sauve la vie de son capitaine, Offel de Villaucourt, et reçoit quatre citations pour son comportement au feu, couronnées par la médaille militaire, que lui remet le général de Gaulle en personne, toujours en 1944, lors d'une cérémonie qui fait suite à la prise de Rome. Il est aussi de tous les combats pour la libération de la France et la campagne d'Allemagne, après son intégration à la 1^{re} armée du général de Lattre de Tassigny.

C'est donc un véritable combattant et un héros de la Seconde Guerre mondiale qui se retrouve parmi les chefs de file du Front de libération nationale, et pour lui ces deux engagements sont d'une cohérence totale. Comme il fallait donner son sang pour battre le nazisme, il est normal d'exiger de la France qu'elle fasse évoluer le statut des populations colonisées. Nombreux sont les soldats algériens qui ont participé aux combats pour la libération de la France et qui ne peuvent pas accepter, à leur retour en Algérie, que rien ne change, que l'organisation sociale de la colonie reste fondée sur la ségrégation, que ces départements maintiennent une forme d'apartheid en leur sein, que l'on demande à ceux qui ont versé leur sang pour la liberté de

cette terre d'accepter d'y réintégrer une citoyenneté limitée, de second rang. Ce n'est pas l'hostilité à la France qui guide Ahmed Ben Bella, mais l'hostilité à la colonisation au nom des valeurs de la France, qu'il a lui-même défendues sur les champs de bataille de l'Europe, où s'est décidé le sort des démocraties européennes.

À la fin de l'été 1962, au moment où son autorité commence tout juste à s'établir après les troubles et les rivalités des premiers mois de l'indépendance, Ahmed Ben Bella me demande de venir travailler à ses côtés à la construction du nouvel État algérien. Dans la deuxième quinzaine d'août, à mon bureau de rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, je reçois un appel du chef de cabinet d'Ahmed Ben Bella, Mohamed Hadj Smaine : « Je vous téléphone de la part d'Ahmed Ben Bella. Il aimerait que vous puissiez faire partie de son cabinet pour profiter de votre expérience administrative et juridique. Formellement, vous seriez son conseiller technique chargé de l'information et de la jeunesse. En pratique, il aurait besoin de vous consulter sur d'autres thèmes... » Proposition aussi surprenante que soudaine. Pourtant je croyais dur comme fer qu'il fallait tourner la page de la guerre, qu'entre France et Algérie le temps venait de la réconciliation, comme avaient su l'opérer le général de Gaulle et Konrad Adenauer entre la France et l'Allemagne. Emporté par mon élan, j'acceptai sur-le-champ.



Sur le large et franc sourire qui éclate dans le visage joufflu et rond d'Ahmed Ben Bella flotte toujours comme un voile de tristesse. Au moment où je le rejoins, sa jeunesse, sa spontanéité, sa franchise brutale sont le meilleur reflet de la révolution algérienne. Le regard droit et net, le geste précis et rare, la démarche appuyée tempèrent, jusqu'à un certain point seulement, la passion qui l'habite. Ses goûts

sont simples, austères même, la vie familiale l'absorbe peu, et par un phénomène naturel de compensation son univers s'étend aux dimensions de la collectivité dont il assume le destin dans son engagement quotidien. Sa nature s'est toujours mal accommodée des méthodes et des structures de l'appareil politique qui l'a formé. L'expérience de la clandestinité lui a tôt fait découvrir le cadre privilégié de son action personnelle. Peu enclin aux vastes débats, réfractaire aux disciplines de groupe ou aux mentalités de parti. Son acharnement dans l'action n'a d'égal que sa patience à régler les conflits et litiges internes, sa volonté d'humaniser les rapports entre ses compagnons de combat souvent raidis par les circonstances de leur lutte.

Sensible, mais peu spéculatif, pieux sans fanatisme, lucide et épris de logique, il est pourtant sujet aux explosions irrationnelles, fruits d'une vie intérieure intense. A-t-il toutes les qualités d'un chef d'État ? Beaucoup en doutent...

Au moment où il accède au pouvoir, la personnalité d'Ahmed Ben Bella apparaît comme un composé d'intransigeance doctrinale et de souplesse de caractère. À l'inverse de Khider et de Boumédiène, il hésite souvent avant de prendre une décision, et cherche à convaincre plutôt qu'à écraser. Il a beaucoup lu, beaucoup réfléchi en prison. C'est incontestablement un homme sincère, ouvert au dialogue, intelligent mais non cérébral, nanti de solides connaissances de base. Il ressent profondément les réalités algériennes, ce n'est pas un homme d'abstraction.

La lutte pour l'indépendance l'a rendu proche d'une pensée révolutionnaire non alignée, dont le Cuba de Castro, la Yougoslavie de Tito ou l'Égypte de Nasser étaient alors des exemples, comme ce fut le cas pour de nombreux dirigeants africains des premières années de la décolonisation. Dans une Algérie nouvelle dont l'accouchement avait été sanglant, et dont les premiers jours étaient dramatiques, qui se retrouvait décapitée par l'exil brutal de tous ceux qui en avaient occupé les fonctions supérieures, ingénieurs, médecins, cadres, administrateurs, propriétaires terriens, tout était à reconstruire. La volonté de bâtir sur des bases nouvelles, inspirées du socialisme, nourrissait l'ambition de constituer une nation phare, exemplaire dans le partage des richesses et du développement. Mais du rêve à la réalité...

Ahmed Ben Bella dut à la fois faire face aux urgences sanitaires, alimentaires, sociales, qui se posaient en priorité, et à la réorganisation de l'ensemble des structures économiques, agricoles et industrielles, soudain laissées en jachère. La solution de l'autogestion, soufflée par des « experts » trotskistes, notamment le célèbre patron de la IV^e Internationale, le Grec Michalis Raptis, dit Michel Pablo, et Faïda Faouzi d'origine égyptienne, qui impliquait l'appropriation collective des grandes propriétés terriennes et la responsabilisation directe des travailleurs agricoles, était un défi colossal. La vacance brutale qui suivit le départ précipité des colons ne donna pas aux paysans et aux ouvriers le temps de se forger une compétence de gestionnaires. À l'heure de l'indépendance, 90 % des terres riches et productives se trouvaient entre les mains de 6 300 colons. Les 630 000 petits exploitants algériens se partageant pour leur part des parcelles d'une dizaine d'hectares moins bien mises en valeur, moins irriguées.

Une autre action rapide d'Ahmed Ben Bella marqua les esprits, parce qu'elle dit aussi beaucoup de l'homme qu'il était : la prise en charge de la misère des enfants orphelins, qui vivaient dans les rues des grandes villes et mendiaient toute la journée en offrant leurs services comme cireurs de chaussures. Ce fut l'opération « petits cireurs » : ces enfants étaient les premières victimes de la guerre, déracinés pour la plupart, déplacés, orphelins, abandonnés, témoins de violences multiples, parfois d'atrocités, désorientés, fragilisés par la pauvreté, souvent malades. Ben Bella donna aux mesures prises en leur faveur un caractère spectaculaire. À Alger, des camions ramassèrent les enfants des rues et les conduisirent dans une grande salle de spectacle du centre-ville. Là, en présence de Ben Bella, de Boumédiène, de Boumaza, ils furent invités à casser leurs boîtes de cirage et à les brûler ensemble. Rupture symbolique et festive à la fois avec leur condition d'exploités et d'exclus. Puis ils rejoignirent les maisons préparées pour les accueillir, anciennes résidences de gros propriétaires, devenues de ce fait orphelinats, où ils reçurent éducation et formation pendant plusieurs années.

Ce que révèle cette action, c'est l'humanisme actif de Ben Bella : il avait confiance en l'humanité et sa volonté de transformer le monde s'appuyait sur une tentative de responsabilisation de tous les échelons de la société, à commencer par lui-même. Son socialisme était

expérimental, probablement trop rapide et utopique. Le coup d'État du 19 juin 1965 – appelé redressement révolutionnaire par ses initiateurs – mit un terme à cette première époque désordonnée et le plongea dans la nuit d'une détention au secret qui dura quinze ans. Quinze années pendant lesquelles Houari Boumédiène imposera non sans succès un gouvernement autoritaire et centralisé, une industrialisation lourde et le développement de l'exploitation des hydrocarbures comme première ressource de l'Algérie. Quinze années pendant lesquelles celui qui avait été l'inspirateur de nombreux mouvements révolutionnaires et décolonisateurs dut se replier sur la lecture et la réflexion. Destin paradoxal de ce grand prisonnier, guerrier et homme d'action, orateur chaleureux, détenu successivement par le colonisateur et par son successeur à la tête de l'Algérie indépendante.

Les réactions à son éviction brutale furent nombreuses et révélatrices : car en incarnant la lutte de l'Algérie qui les armes à la main avait conquis son indépendance, puis une orientation socialiste non alignée, Ben Bella apparaissait comme une référence sur le continent africain, particulièrement dans tous les pays qui n'avaient pas encore été libérés du colonialisme. Ses relations personnelles avec les présidents Nyerere, Modibo Keita, Nasser et Castro mais aussi Tito dessinent une identité de vues sur les problèmes internationaux et une même volonté d'inscrire leur action dans un contexte mondial.

L'Algérie de Ben Bella faisait figure de force révolutionnaire d'avant-garde, ferment actif de la libération et de l'unification de l'Afrique. Une telle position dérangeait beaucoup. Le cas de Castro est d'ailleurs exemplaire : entre Fidel le barbu cubain et Si Ahmed l'Algérien, l'un plus désordonné l'autre plus sentimental, un courant de sympathie immédiat s'était établi, une complicité fraternelle. La condamnation du coup d'État dans la bouche de Castro le 27 juin à La Havane est d'ailleurs explicite : « On a tourné les armes de la Révolution et du peuple contre celui qui représentait la volonté majoritaire du peuple... un combattant révolutionnaire et anti-impérialiste dont la position dans l'arène internationale dans la lutte des peuples contre l'impérialisme a acquis en quelques années un prestige considérable dans son pays et au-delà des frontières de son pays. »

Ahmed Ben Bella devra attendre sa libération jusqu'en 1980, après la mort de Boumédiène survenue en 1978. Gracié par le président Chadli Bendjedid, il s'exilera dix années en Suisse, avant de rentrer à Alger en 1990. Le monde a changé et l'Algérie est différente de ce qu'il avait rêvé. Elle connaît alors la plus sombre décennie de son histoire, celle de la guerre civile contre le terrorisme pratiqué par le Front islamique du salut (FIS). Les intellectuels, les artistes, les politiques, les journalistes tombent comme des mouches, assassinés par les terroristes barbares qui veulent prendre dans le sang le pouvoir qui leur a été refusé à l'issue d'un scrutin en leur faveur. Ahmed Ben Bella ne fuit pas, comme tant d'autres, et fait front avec le pays martyrisé. Le héros du Monte Cassino et le combattant de l'indépendance assiste là à une guerre nouvelle, absurde et sanglante, une « guerre contre les civils » où l'État lui-même semble un moment perdre pied. J'ai gravé dans ma mémoire notre dernière rencontre le 15 novembre 2011. Âgé de quatre-vingt-quatorze ans et très fatigué (il décédera au mois d'avril de l'année suivante), il me reçoit dans sa résidence d'Alger. Il a gardé toute sa tête. Au cours de notre rencontre, durant une bonne partie de la journée qui s'achèvera autour d'un couscous, en présence de Mahdia, l'une de ses deux filles adoptives, je l'interroge sur la « décennie noire » et sur la montée de l'intégrisme religieux que je crois déceler à chacun de mes passages dans le pays. Il me répond en insistant sur le fait que « l'islam fait partie de l'identité algérienne » tout en dénonçant « les intégristes criminels » qui, dans les années 1990, ont précipité l'Algérie dans la terreur, en détournant la « grande religion de ses fondamentaux ».

En 1999, ayant soutenu la « concorde civile » prônée par Abdelaziz Bouteflika, il assiste à la prestation de serment de celui qu'il avait voulu révoquer de son poste de ministre des Affaires étrangères quelques jours avant le coup d'État de 1965. Retour de l'histoire, Abdelaziz Bouteflika salue alors dans son discours « celui qu'[il] considère toujours comme [s]on Président ». Ben Bella le soutiendra jusqu'à sa mort, survenue en avril 2012 à Alger. Il repose au « carré des martyrs » du cimetière El Alia.

Un grand patron de presse africain

Il faut à la presse des journalistes, des lecteurs et cette race particulière d'hommes d'action : des patrons de presse. Des hommes capables à la fois de juger de la qualité d'un article et de l'évolution d'un marché. Ayant en tête et le prix de l'impression d'une page et celui d'une publicité. Capables de mesurer exactement le rapport entre ce qu'apporte un reportage face aux attentes précises du public au moment où il sera publié, et la manière dont la vente du journal permettra de le financer.

La presse ne vit pas en dehors du monde réel, elle est soumise aux mêmes aléas économiques que le reste de la société, elle doit se plier aux mêmes règles. Et la presse française, si fortement subventionnée, ne peut pas faire l'économie d'une gestion scrupuleuse et prévisionnelle.

Béchir Ben Yahmed, fondateur et propriétaire de *Jeune Afrique*, est un authentique patron de presse. Il en réunit toutes les qualités, et il fut le premier en Afrique à exercer ce noble métier. Nul ne l'a encore égalé, et ses adversaires sont les premiers à reconnaître sa réussite. Il y a prouvé son caractère, son endurance et son opiniâtreté. Il y a prouvé son talent, dans le choix des hommes et des femmes qui l'ont accompagné. Il y a prouvé son intelligence, par la manière dont, exactement informé des évolutions politiques et sociales du continent, il a su composer, d'un point de vue journalistique et intellectuel, une œuvre hebdomadaire qui forme désormais pour les historiens du dernier demi-siècle une source majeure. Face à un continent en pleine éruption, avec les bouleversements inhérents à toute naissance et à toute croissance, *Jeune Afrique* offre un miroir à la fois large et précis, subtil dans l'interprétation et intéressant dans l'analyse.

Citant modestement la modestie de Senghor – « Je suis historique, non pas par mes mérites mais du fait des circonstances » –, Béchir Ben Yahmed a livré, dans le magnifique album publié pour les cinquante ans de *Jeune Afrique*, un témoignage juste de ce qu'il a réalisé : « Abolissant d'un trait le vaste Sahara, hier encore infranchissable barrière, nous nous lançâmes dans l'immense aventure d'un journal pour un continent : *L'Action*. Une année plus tard, ce journal fut

contraint par Bourguiba à changer de nom à la suite d'un éditorial intitulé "Le pouvoir personnel". Je lui ai donné, sans trop chercher, celui de "Jeune Afrique". »

« Un journal pour un continent », à l'heure où l'Afrique secouait le joug colonial, c'était un journal à la fois pour Frantz Fanon, Kateb Yacine, Abane Ramdane, Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser, Léopold Sédar Senghor, Thomas Sankara, Nelson Mandela... Autant d'hommes qui inventaient l'aventure de l'Afrique indépendante, frayaient un chemin en même temps qu'ils donnaient une expression à des pays longtemps muets. Béchir Ben Yahmed a été leur confident, leur interlocuteur quotidien, leur partenaire dans cette construction de l'expression africaine nouvelle. Bien sûr, ils ont parfois interdit son journal, l'ont autorisé à nouveau, ils se sont brouillés avec lui, l'ont aimé ou l'ont détesté. Ils l'ont toujours estimé. La lumière de l'intelligence ne peut pas être occultée. La presse peut parfois être ici ou là bâillonnée pour des raisons conjoncturelles. *Jeune Afrique* n'était pas d'un seul pays, mais d'un continent, et personne ne pouvait faire partout taire sa voix.

Cela ne signifie pas que *Jeune Afrique* ne se soit jamais trompé. Le recueil des éditoriaux de Béchir Ben Yahmed témoigne de certains changements de pied face à des révolutions imprévues ou à des coups d'État inattendus. Les sociétés africaines connaissent des mutations rapides dont il est parfois difficile de prendre à l'avance la mesure ou de calculer les conséquences.

Jeune Afrique en est venue à représenter une forme de conscience collective d'un continent entier, que la presse internationale avait du mal à comprendre. Rôle exigeant, impossible à tenir. Et pourtant, le défi a été non seulement relevé, mais atteint.

Le monde change, les consciences démocratiques des pays africains s'affirment, les opinions publiques obéissent désormais à d'autres sollicitations, et trouvent dans les réseaux sociaux d'autres canaux d'information. Faut-il s'en plaindre ? On ne voit pas comment l'Afrique échapperait à la mondialisation numérique et à l'injonction d'immédiateté à laquelle Internet soumet le travail des journalistes sur l'actualité. Sur ce terrain, *Jeune Afrique* a de plus en plus de concurrents et ne pourra jamais reconstituer le quasi-monopole dont il jouit toujours, ou presque, pour la presse écrite francophone.

Mais le besoin existera toujours d'une information de référence, nourrie d'une connaissance précise des hommes et des sociétés, appuyée sur l'expérience de leur passé et l'épreuve de leur caractère. C'est cela qui forge la valeur ajoutée de la presse écrite hebdomadaire. Cette manière de relater les faits au plus près de ce qu'ils furent, en donnant suffisamment d'armes au lecteur pour qu'il puisse les interpréter. Et c'est par son exigence, sa dureté parfois, son acuité, que Béchir Ben Yahmed aura été pendant plus d'un demi-siècle, depuis les indépendances, à la fois un exceptionnel capitaine d'industrie, innovant et clairvoyant, et l'un des acteurs principaux de cette Afrique en émergence à laquelle il a voué sa vie, son talent et son énergie.

Berlin (partage de)

La géopolitique selon Bismarck

À la fin du XIX^e siècle, les Européens ont déjà exploré la majeure partie de l'Afrique – ils ont dressé les cartes des fleuves, des lacs et des montagnes (voir : [Géographie](#)) – et multiplié les contacts avec les populations locales.

Autour de la table : France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Autriche, Belgique, Portugal, Russie, Danemark, Espagne, et Suède³... La réunion est présidée par Bismarck, nouvel homme fort de l'Europe. Pour les participants à la conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885), l'objectif est de s'assurer le contrôle définitif des territoires et des marchés africains sur lesquels ils ont jeté leur dévolu. Les souverains africains étant tenus à l'écart de la conférence, les grandes puissances vont pouvoir librement fixer les règles suivant lesquelles elles se partagent le gâteau.

Principal point d'achoppement entre grands : la liberté de commerce dans les colonies... Côté allemand, Bismarck est favorable à une complète liberté de navigation et de commerce ; la France de Jules Ferry (soutenue par le Portugal) préfère, elle, établir dans chaque colonie un monopole commercial – ce dernier devant bien entendu être détenu par la métropole.

Finalement, chacun n'aura satisfaction qu'à moitié : en Afrique

centrale et orientale, il sera décidé de garantir la liberté de commerce dans le bassin du Congo, ainsi que la liberté de circulation sur les fleuves Congo et Niger.

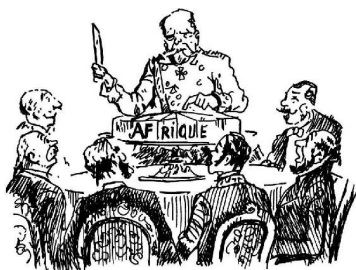
D'un point de vue territorial, la Belgique reçoit la suzeraineté sur le Congo, la France récupérant une portion au nord-ouest, correspondant à l'actuel Congo-Brazzaville ; la présence de l'Allemagne est confirmée au Cameroun, en Namibie et en Tanzanie⁴.

Chaque nation européenne établie sur la côte pourra étendre sa domination sur l'arrière-pays, jusqu'au point de rencontre avec une puissance voisine ; l'annexion n'étant plus automatique, mais devant être établie par l'occupation effective du terrain. Enfin, une clause du traité rappelle que la traite négrière est interdite.

Trente ans plus tard, le continent est presque entièrement colonisé⁵.

Les puissances coloniales développent une économie où l'extraction des matières brutes répond davantage aux demandes de l'Europe qu'aux besoins de l'Afrique.

La période coloniale est à son apogée.



Les Européens ignorent le genre de vie traditionnel des populations locales et imposent une culture, une économie et des conceptions religieuses et politiques étrangères au continent.

Mais les idées font leur chemin.

Et le sentiment nationaliste, éveillé par une certaine éducation de type occidental où fleurissait l'idée de liberté aboutira, deux générations plus tard, à l'aspiration des pays africains à l'indépendance.

À la conférence de Berlin, le visage de l'Afrique actuelle sera dessiné à travers l'adoption de frontières géopolitiques qui resteront fixées à peu de chose près. Certes, l'Angleterre et la France en

viennent presque aux mains à Fachoda au Soudan (1898) ; et il arrive que le mandat passe d'une main à l'autre : après la défaite allemande de 1918, le Togo et le Cameroun changent de drapeau. François Mitterrand ne dit-il pas un jour que « l'histoire passe par les mêmes chemins que la géographie » ? La plupart des colonies françaises et britanniques deviennent indépendantes au début des années 1960 ; Mozambique et Angola les suivent en 1975. La Rhodésie du Sud blanche qui fait sécession en 1965 devient le Zimbabwe multiracial en 1979 ; la Rhodésie du Nord donne naissance à la Zambie, et le Nyassaland, au Malawi... L'Afrique du Sud renonce à l'apartheid en 1991. Et les frontières de Berlin tiennent toujours.

L'Organisation de l'unité africaine créée en 1963 deviendra l'Union africaine en 2002 en garantissant toujours les frontières héritées de la colonisation. La Namibie, l'Érythrée, le Sud-Soudan deviennent indépendants par sécession. Parmi les dernières épines dans le pied du continent : le Sahara occidental (ex- Rio de Oro espagnol) revendiqué par la Maroc depuis la « marche verte » ; le royaume chérifien quittera l'OUA en 1983 à la suite de l'admission de la République arabe sahraouie démocratique. Lors du 27^e sommet de l'Union africaine à Kigali, en juillet 2016, un message du roi du Maroc Mohammed VI a fait savoir qu'il était prêt à intégrer l'Union africaine.

Bières

Castel pris en Flag'

La *Flag'* à Abidjan, la *Régab'* dans l'Estuaire, la *Simba* de 73 centilitres à Brazzaville... Le groupe français Castel est propriétaire de 41 brasseries en Afrique francophone. Le groupe possède des marques telles que Castel Beer, Flag Spéciale et 33 Export, brassées par ses filiales dans une quinzaine de pays africains, telles que les Brasseries du Cameroun ou la Société de limonaderies et brasseries d'Afrique (SOLIBRA) en Côte-d'Ivoire. La production totale du groupe Castel s'élevait à 9 millions d'hectolitres de bière en 2001. Castel est en outre le deuxième acteur sur le continent africain dans le domaine des sodas et boissons gazeuses, ce qui en fait le principal

embouteilleur d'Afrique francophone pour les marques des sociétés Coca-Cola et Orangina (plus de 7 millions d'hectolitres en 2001).

Le « monopole » de fait du groupe Castel à Abidjan risque bientôt d'être remis en question par Bassivoire, filiale d'Heineken, qui annonce le lancement d'une unité de production de 1,6 million d'hectolitres par an à partir de 2017 en Côte-d'Ivoire. Heineken mise sur la forte croissance de la consommation en Afrique, d'environ 6 % par an. « La bière est l'un des premiers produits qui bénéficie de l'essor de la classe moyenne », souligne un analyste de Sagaci Research Côte-d'Ivoire⁶.

Le groupe Castel est en 2017 le premier producteur de vins français en Europe et le quatrième mondial. Il possède notamment les étiquettes Malesan, Roche Mazet, Baron de Lestac, Vieux Papes, La Villageoise, Sidi Brahim, ainsi que le caviste Nicolas. Et la maison mère s'installera à Blanquefort près de Bordeaux, verra naître en 2019 l'usine d'embouteillage la plus grande du monde. Le fondateur du groupe, Pierre Castel, quatre-vingt-dix ans en 2016, avoue : « L'Afrique c'est toute ma vie », même si l'entrepreneur a passé la main à son neveu Jean Bernard pour l'ensemble des activités de la bière et du vin en Afrique et en France.



Biya (Paul)

Garant d'une unité nationale fragile

L'arrivée de Paul Biya en 1982 à la tête de la République du Cameroun résulta d'abord de la volonté de retrait de son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, à qui son médecin venait d'apprendre qu'il souffrait d'un mal incurable. Resté président du Parti unique, Ahmadou Ahidjo

souhaitait continuer à tirer les ficelles : Paul Biya profita d'une tentative de coup d'État sévèrement réprimée pour écarter définitivement celui qui avait été son parrain, qui se trouvait alors en France pour se soigner et qui ne remit jamais les pieds au Cameroun.

Du fait même de la qualité des rapports que j'avais entretenus avec Ahmadou Ahidjo, après la création de l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé, mes relations avec Paul Biya furent d'abord relativement froides. Le nouveau président n'accordait pas immédiatement sa confiance. Elles furent pourtant facilitées dès 1983 par le hasard d'un voyage africain de François Mitterrand, qui m'avait demandé de l'accompagner dans ce pays où j'avais vécu et travaillé pendant six ans.

Au matin du deuxième jour de son passage à Yaoundé, François Mitterrand me convia à prendre le petit déjeuner avec lui en tête à tête : je pensais qu'il me demanderait une synthèse précise sur la manière dont se déroulait encore la « cohabitation » entre Paul Biya et Ahmadou Ahidjo, à qui il devait rendre visite à Garoua, au nord du pays. J'avais préparé une fiche détaillée sur la situation politique du pays. À ma grande surprise, François Mitterrand ne m'en parla guère. Assis sur la terrasse de la résidence du mont Fébé, qui domine la ville, et où le Cameroun accueillait son hôte français, nous parlâmes de la radio et de la télévision française, de l'actualité internationale, du climat du Cameroun, de sa cuisine, de la végétation de la forêt tropicale, de l'océan, de la musique camerounaise... De tout, mais peu de la politique locale. Lorsque Paul Biya vint chercher son hôte, il marqua son étonnement de nous trouver tous les deux en pleine discussion. Je ne parvins jamais à lui enlever de l'esprit que le président français avait fait le choix de s'appuyer sur mes informations pour analyser la situation politique du pays... Il est possible que ce malentendu ait été un des éléments qui motivèrent Paul Biya à m'accorder dès lors plus largement sa marque d'intérêt.

C'est ainsi qu'au fil des années nos relations devinrent cordiales : il m'associa régulièrement à ses réflexions sur l'évolution du secteur audiovisuel camerounais et me convia aux grands moments qui scandèrent le développement de la communication dans ce pays, développement qu'avaient à cœur de conduire mes anciens collègues ou élèves de l'École de Yaoundé, ou certains anciens de l'École de Lille, devenus les uns ministres, les autres présidents de la CRTV

(radio et télévision), d'autres dirigeant le quotidien national *Cameroon Tribune*. Invité d'honneur des États généraux de la communication en 1994 orchestrés par mon ami le futur ministre de la Communication puis de l'Enseignement supérieur Jacques Fame Ndongo, puis à nouveau en 2012, aux côtés de son successeur Issa Tchiroma Bakary, lui-même successeur de mon ancien élève Jean-Pierre Biyiti bi Essam, je fus associé à ces réflexions plurielles et fécondes qui précédèrent la libéralisation de la radio, la création du Conseil national de la communication, équivalent du CSA français, puis l'élargissement de ses missions avec l'adoption d'une Loi sur la communication qui permet d'organiser le passage au numérique hertzien, grand bouleversement encore en cours en 2017, et qui ne tardera pas à donner naissance à un audiovisuel rénové et plus riche. Malgré mon éloignement, je ne cesserai jamais de suivre avec attention l'essor des médias camerounais, porté par quelques professionnels de grande qualité, attachés à leur métier, passionnés par le journalisme, conscients du rôle qu'ils jouent pour donner une expression à ce grand pays multiple et complexe, riche de son inépuisable diversité – qui pourrait aussi, sans leur travail intelligent et rigoureux, devenir sa faiblesse. Mais sans illusion non plus sur la réelle indépendance de ces médias.

En jetant un regard rétrospectif sur le rôle de Paul Biya à la tête de son pays, il est aisé de comprendre que son habileté politique a été et est encore l'une des clefs de la stabilité apparente du pays. Réfléchi, patient, souvent absent du pays, il apparaît comme en retrait de l'agitation politique, attentif à se nourrir des apports de chaque région, de chaque personnalité, et soucieux de ne paraître en négliger aucune. Laissant souvent en apparence une grande autonomie à ses ministres, investis de très larges pouvoirs dans la conduite des affaires courantes, dès lors qu'ils disposent de sa confiance, il se tient pourtant informé en permanence des dossiers importants, et leur donne l'orientation dans laquelle ils doivent être traités, sans s'embarrasser des détails. Sans hésiter, non plus, à se séparer brutalement et sans explication de ministres importants ou de proches collaborateurs.

Il sanctionne sans faiblesse tout ce qui lui apparaît comme une déloyauté, à son égard ou à l'égard de l'État. Face au mal endémique de certains pays africains qu'est la corruption, il fait preuve parfois d'une sévérité impitoyable : nombreux sont les grands commis de

l'État qui croupissent en prison, parce qu'on l'a convaincu qu'ils ont profité de leur situation ou qu'ils sont simplement victimes de dénonciations calomnieuses.

L'unité du pays est ainsi à la fois protégée par la réelle autonomie de ses élites et contrôlée afin que cette autonomie ne se transforme pas en licence. Pas plus que son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, Paul Biya n'échappera aux diatribes des plus grands intellectuels camerounais, de Mongo Beti à Achille Mbembe. Et on attend toujours les grandes transformations auxquelles aspire le pays.

L'ultime défi auquel Paul Biya est confronté, du fait de l'installation durable au nord-est du Nigeria de la secte terroriste Boko Haram, est celui de la sécurité dans l'extrême nord du Cameroun, dans cette magnifique région encore préservée qui jouxte à la fois le Tchad et le Nigeria... Face aux incursions des soldats fous, le territoire camerounais réclame une protection militaire croissante : c'est ainsi que Paul Biya, l'âge venu, apparaît toujours comme le garant d'une unité nationale que ne parviennent toujours pas à lézarder les particularismes linguistiques, culturels et ethniques (en 2017, la partie anglophone du Cameroun manifeste son mécontentement). La question de son retrait ne tardera pourtant plus à s'ouvrir, et il faut souhaiter qu'elle préserve avant tout la paix civile, en évitant les possibles écueils d'une guerre de succession, et en donnant satisfaction aux attentes d'une jeunesse ardente et d'une société civile entreprenante qui ne manqueront pas d'exprimer leur volonté de changement.

Blédi

Zazie dans le dico

Pour les écoliers de France, le *Bled* est un manuel d'orthographe synonyme de chasse aux fautes de dictée⁷. En français courant, le bled, c'est un coin perdu à l'intérieur des terres ; un village... Le mot étant d'origine maghrébine, l'adjectif définissant ce qui se rapporte au bled est blédi.

Dans la langue de tous les jours, la mémoire de l'émigration faisant

glisser les sens et les prononciations, les signifiés et les signifiants : le bled, c'est l'Algérie tout entière (et donc éventuellement la capitale) ; et le blédi la langue de l'aller-retour Algérie-France – un peu à la manière du *pataouète* des pieds-noirs, mais avec des références d'aujourd'hui. Recette du blédi : prenez du français, de l'arabe, du kabyle, du *novlangue* importé par la BD et les vidéo-clips, de l'anglais répété phonétiquement, secouez sur un rythme de rap, et vous y êtes bientôt. Certains jeunes Franco-Maghrébins pratiquent le blédi avec la même innocence perverse que la Zazie de Raymond Queneau⁸.

L'originalité du blédi, par rapport aux *pidgins* de langue anglaise, c'est d'être une langue fortement dérivée du français, un héritage de la civilisation de la capitale algérienne (et de la décolonisation), après que plusieurs générations des gamins des villes se furent emparés des mots sans s'occuper de la manière de les écrire. Le blédi s'écrit sur Internet et s'enrichit tous les jours. Le vocabulaire blédi est à la portée de tous les internautes : un premier « dictionnelle » de « longe fronsaize » made in blédi aux éditions « tchi parle la fronce » est en écriture interactive *via* des forums de discussion sur Internet tels que celui tenu par sefaxe. (<http://www.algerie-dz.com/forums//showthread.php?t=121192&page=2>) C'est étonnant, savoureux, on se pourlèche les babines...

À votre tour : régalez-vous avec les mots du bled !

Boko Haram

Un autre intégrisme meurtrier

Boko Haram ! Le cri de guerre de la secte salafiste qui mène le djihad depuis 2002 au nord du Cameroun, au Nigeria et au Tchad, n'est pas une parole en l'air...

Le monde entier a vu les images des fillettes enlevées le 14 avril 2014 à Chibok, où 276 lycéennes âgées de douze à dix-sept ans sont capturées lors d'un raid sur la ville⁹. Le 5 mai, ce rapt est revendiqué par le chef de la secte, qui déclare : « J'ai enlevé les filles. Je vais les vendre sur le marché, au nom d'Allah. [...] J'ai dit que l'éducation occidentale devait cesser. Les filles, vous devez quitter [l'école] et

vous marier. »

Nous ne sommes pas confrontés à un nouvel avatar de la révolution culturelle, dont le mot d'ordre était : « Jetons les livres et sortons dans la rue. »

À la différence des guérillas du siècle dernier enracinées dans les rébellions pour l'indépendance – voire les conflits liés à la guerre froide –, il s'agit d'une guerre sainte, d'une guerre des civilisations.

On n'est pas loin des talibans.

Le mot arabe *harām* a un double sens dans le monde musulman ; c'est le contraire d'*hallal*. Autant dire : ce qui est haram est illégal ; illicite ; interdit (mais aussi inviolable, sacré comme le harem). Quant à *boko*, c'est un terme de langue haoussa définissant la transcription de la langue régionale en alphabet occidental, telle qu'on l'enseigne à l'école : *boko* signifiant aussi « mensonge ». Autant dire une sorte de fraude absolue : l'école imposerait aux enfants une science étrangère et impie.

Formé en 2002 à Maiduguri par le prédicateur Mohamed Yusuf, le groupe est à l'origine une secte qui prône un islam radical et rigoriste, hostile à toute influence occidentale. Mohamed Yusuf trouvera la mort en 2009, au cours d'une insurrection armée.

En 2010, Abubakar Shekau prend la tête du mouvement et se rapproche des thèses djihadistes d'Al-Qaïda... avant de rejoindre l'État islamique. À l'instar d'ISIS, son objectif est désormais d'instaurer un califat et d'imposer l'application de la charia.

Début 2015, les effectifs de Boko Haram sont estimés entre 6 000 à 7 000 hommes par les Français (de 13 000 à 15 000 par les Camerounais) ; en juin 2016, la CIA estimera le nombre de ces djihadistes à 7 000.

Le mouvement recrute souvent de force dans la région, notamment en menant des raids contre des villages du Nigeria ou du Tchad, en enlevant des habitants : certaines femmes seraient utilisées comme kamikazes et les jeunes garçons enrôlés comme enfants-soldats.

Une étude du Global Terrorism Index, citée par Slate.fr, estime que le groupe désormais dirigé par Abubakar Shekau a fait, en 2014, davantage de victimes que l'État islamique : Boko Haram serait responsable du décès de 6 664 personnes cette année-là, alors que, dans la même période, l'État islamique n'a fait « que » 6 073 morts. Ces deux organisations, désormais alliées, seraient ensemble à

l'origine de la moitié des décès attribués à des entreprises terroristes dans le monde.

Selon Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme et Human Rights Watch, les exactions commises par Boko Haram¹⁰ relèvent du crime de guerre et du crime contre l'humanité.

Bolloré (Vincent)

« *L'Afrique est la Corée du ^{xxi}e siècle* »

« *Bolloré¹¹ te quita las penas / Bolloré para toda la vida / Bolloré nos vuelve locos / Bolloré !! que papel !!* »

Le *Bolloré* – prononcez Bolloré – que chante en espagnol le bluesman électrique BB King, c'est le papier à cigarettes¹² devenu objet de culture pop' grâce aux pétards, ceux-ci ayant remplacé depuis longtemps le « gris que l'on prend dans ses doigts et qu'on roule » interprété naguère par Berthe Sylva avec sa voix de 78 tours.

L'histoire des papeteries d'Odet, berceau de la légende industrielle des Bolloré, remonte à bientôt deux siècles ; mais c'est dans les années 1980 que l'aventure prend une dimension mondiale ; lorsque les frères Bolloré prennent les commandes de l'entreprise familiale.

Après un rachat hasardeux – celui de l'armateur Delmas-Vieljeux en 1992 –, le groupe se diversifie et met le cap au sud : « Ce qui fait la spécificité de notre groupe, c'est son implantation en Afrique », affirme le président et directeur général Vincent Bolloré, classé en 2015 neuvième fortune de France avec 11,140 milliards d'euros.

Certains affirment que Bolloré, c'est la Françafrique. Sans doute, mais à l'échelle du ^{xxi}e siècle... Une Françafrique capitaliste, qui se targue de n'entretenir « aucune relation d'affaires avec l'État français ». La galaxie africaine de Bolloré se compose de plus de 70 sociétés, implantées dans 35 pays du continent (21 francophones et 14 anglophones), employant 15 000 personnes (parmi lesquelles 250 expatriés) dans le transport et la logistique, sans oublier la branche tabac. Ce développement est avant tout l'illustration d'une

stratégie afro-optimiste ; Vincent Bolloré affirmant à qui veut l'entendre que « l'Afrique est la Corée du ^{xxi}^e siècle ». La Corée du Sud, s'entend.

Dans les principaux pays du continent où Bolloré est présent, on retrouve un schéma d'activité assez identique : gestion et développement des transports autour des ports de commerce (chemin de fer, manutention portuaire, activités de transit) ; exploitation de produits tropicaux (hévéa, caoutchouc, huile de palme, banane, coton et cacao) ; à quoi s'ajoutent l'exploitation forestière en Afrique centrale, et l'ancien cœur de métier du groupe : plantations de tabac et usines de cigarettes en Côte-d'Ivoire.

La marque de Bolloré aujourd'hui, c'est un schéma multimodal, encadrant les échanges entre l'Afrique et le reste du monde. Une stratégie largement tributaire de la privatisation en cours de tous les ports du continent (*voir* : [Ports](#)).

Attention ! L'empire Bolloré n'est pas seulement un empire post-colonial.



En France, le groupe compte aussi quelques entreprises leaders dans des secteurs innovants. La plupart des blue cars, véhicules électriques de la flotte Autolib' portent les couleurs du Finistère, berceau industriel de Bolloré. Plus global dans son approche, le secteur de la communication : via l'Agence Havas, le groupe breton devient le maître du jeu face à Vivendi, principal actionnaire français du groupe Canal+, premier opérateur privé de l'audiovisuel français. La prise de contrôle opérationnel de la chaîne et du groupe Canal+ par Vincent Bolloré fera même de sérieuses vagues en 2015 et 2016 (controverse sur les Guignols, déprogrammations, licenciements, crises de la chaîne iTélé, priorité aux programmes cryptés, nouvel organigramme, inquiétudes pour l'avenir du cinéma financé en grande

partie par Canal + , etc.).

L'intéressant étant que Canal + nous ramène à l'Afrique où, l'afro-optimisme de Bolloré, électrisé par une perspective de 5,8 % de croissance (prédiction du FMI) et par l'explosion de la population francophone dans le monde¹³, le continent devient un nouvel axe stratégique pour le développement du groupe Canal + .

Ce n'est pas une orientation récente : au début des années 1990, j'aurai eu le privilège de me voir confier la mission de concevoir une première déclinaison de Canal+ vers l'Afrique par André Rousselet, président-fondateur de la chaîne cryptée. À l'époque, on imagine que Canal Horizons que j'aurai l'honneur de présider à son démarrage, s'adressera à une audience potentielle composée de dirigeants, de population des capitales et d'expatriés. La cible s'élargit bientôt vers ceux – de plus en plus nombreux – qui sont équipés de paraboles pour le satellite ; Canal Horizons devenant progressivement un bouquet d'une cinquantaine de chaînes payantes – lequel sera rebaptisé Canal + Afrique en 2010.

Fondus dans un chiffre global, les abonnements africains, en constante croissance, auront contribué à masquer la déformation progressive du modèle économique de Canal+ dans l'Hexagone ; le million trois cent mille d'abonnés africains générant 25 % du résultat d'exploitation du bouquet.

Depuis l'automne 2014, le bouquet Canal+ Afrique s'est enrichi d'une nouvelle chaîne cryptée, A+ , qui se veut populaire et moderne. A+ est accessible dès le portail CanalSat Access, qui constitue le premier niveau de l'abonnement.

A+ cible principalement les femmes et les jeunes de quinze à vingt-cinq ans. Elle décline le divertissement sous toutes ses facettes : les deux tiers de l'antenne sont en effet consacrés à des séries, des films et des téléfilms africains et afro-américains.

A+ mise sur une africanisation des contenus en proposant un choix de séries inédites d'Afrique francophone et de l'ensemble du continent (*Dinama Nekh, Aimé malgré lui, Tundu Wundu, C'est la vie !, Pango & Wally...*). Sans oublier des séries francophones de référence (*Dr Boris, Ma famille, Kadie Jolie, Commissariat de Tampy...*), des séries inédites d'Afrique anglophone (*Inkaba, An African City, High Rollers D&D, Adam's Apple...*), des sitcoms afro-américaines (*Tout le monde*

déteste Chris, Moesha...), mais aussi des sagas sentimentales africaines (*The Wild, Windeck...*).

A+ joue aussi la carte de la télé-réalité avec « L'Afrique a un incroyable talent » à l'automne 2016 : dix semaines de compétition mettant aux prises près de 200 artistes sous les regards d'un jury composé d'Angélique Kidjo (Bénin), Claudia Tagbo (Côte-d'Ivoire), et Fally Ipupa (RD Congo).

L'avenir d'A+ apparaîtra encore plus prometteur le jour où l'extension de la distribution d'électricité dans les quartiers permettra à l'audiovisuel de se développer au-delà de certains territoires privilégiés.

L'ambition de Bolloré en se lançant dans la TNT en Afrique est, selon le directeur général de Canal+ Afrique, David Mignot¹⁴, de « démocratiser l'offre de contenus audiovisuels en Afrique pour la clientèle des grandes villes. La TNT est une solution abordable en matière d'équipements et pour les clients qui n'ont besoin que d'un décodeur dont le prix tourne autour des 20 euros. C'est une technologie de transition en attendant l'essor de l'ADSL, la fibre optique, la 4G et la 5G. Une fréquence TNT permet d'avoir quinze chaînes et le coût du bouquet revient environ à 7 euros par mois pour l'abonné. Après Pointe-Noire en février et Lumumbashi [RD Congo] en juin, nous souhaitons déployer notre offre [...] à Kinshasa, Brazzaville [...] et dans plusieurs autres pays dont la Côte-d'Ivoire ».

En substance, David Mignot ajoute que l'objectif est qu'un foyer disposant de l'électricité sur deux souscrive un abonnement d'ici 2020. Douze millions de foyers ont pour l'instant accès à l'électricité en Afrique subsaharienne francophone.

Avec une projection de 2 milliards d'individus en 2050, l'Afrique deviendra un gigantesque marché pour la radio, la télévision et Internet. Une dizaine de stations de télévision en 1960, plus de 500 en 2010. Avec l'avènement de la TNT on prévoit que 30 % des ménages auront une télévision fin 2017.

En radio, aucune station FM en 1960. Plus de 10 000 locales, nationales, internationales, publiques, commerciales, confessionnelles, communautaires en 2015. Internet et le téléphone portable décupleront à l'infini les virtualités. En 2010, plus de 600 millions de cellulaires !

Dans le domaine de l'audiovisuel, l'Afrique est en 2017 le

deuxième producteur mondial de films avant les États-Unis d'Amérique. Reste à obtenir le label de qualité...

Bongo (Omar)

Symbole de la Françafrique

Impossible de parler de l'Afrique francophone depuis la décolonisation sans évoquer la figure caractéristique d'Omar Bongo, qui fut l'un des plus jeunes chefs d'État du monde, en 1967, et qui le resta jusqu'à sa mort, en 2009. Quarante-deux ans de présidence, pour ce natif du Haut-Ogoué, qui avait d'abord été employé des PTT à Brazzaville (capitale de l'ancienne Afrique-Équatoriale française) puis à Libreville, ancien lieutenant dans l'armée française, directeur de cabinet de Léon Mba, premier président gabonais, et poussé vers la présidence par celui-ci lorsqu'il tomba gravement malade.

Omar Bongo a été quatre décennies durant une figure familière de l'actualité française, tant les liens qu'il conservait avec l'ancienne métropole étaient profonds et durables. Avec un sens politique qui confinait à la ruse du Prince de Machiavel, il dirigeait le Gabon grâce à une méthode démocratique éprouvée, nourrissant à la fois majorité et opposition, jouant progressivement d'alternances calculées pour décrédibiliser les chefs de file qui auraient pu lui faire concurrence, et se maintenant ainsi contre vents et marées à la tête d'une sorte d'oligarchie bien contrôlée.

Omar Bongo était un analyste passionné de la vie politique française, dans laquelle il n'hésitait pas à jouer un rôle discret. À une époque où les partis politiques n'avaient pas encore de financement très encadré, il n'hésitait pas à contribuer lui-même à l'équilibre de leurs comptes ou au financement des campagnes, nouant ainsi, pour son propre maintien au pouvoir, de solides alliances dans l'ancienne métropole.

Grand séducteur et grand calculateur, ce Raminagrobis bantou s'informait en permanence et enregistrait tout ce qu'il était possible de savoir sur les pays africains, leur vie politique, et sur la France, ses élites, ses affaires, grandes ou petites. Il n'écrivit jamais de mémoires,

gardant pour lui cette mine d'informations secrètes qui lui permettait de comprendre et d'anticiper l'évolution des rapports de forces, les révolutions de palais, les alternances majeures. Il connaissait tout, des profondeurs des caisses noires d'Elf-Aquitaine jusqu'aux coucheries secrètes de la République, son œil vif avait tout vu, et il savait s'en souvenir, pour raconter, pour faire sourire, probablement, parfois, pour menacer. Comme le Fouché si bien peint par Stefan Zweig, il était de ceux qui, ayant touché au pouvoir, ne pouvaient plus se passer de manœuvrer les hommes. Cela lui avait attiré autant de haines que d'amitiés, mais il s'en jouait pour durer.

Ses premiers engagements socialistes, liés au combat pour la décolonisation, ne l'empêchèrent pas d'être très proche des gaullistes, depuis le général de Gaulle lui-même jusqu'à Jacques Chirac, en passant par Georges Pompidou, chacun d'entre eux écoutant les conseils de son ami Jacques Foccart, qui resta quatorze ans secrétaire général de l'Élysée aux affaires africaines et malgaches, et joua donc un rôle crucial dans les premières années des indépendances. Ses relations furent plus distantes avec Valéry Giscard d'Estaing, qui le suspectait d'avoir financé la campagne de Jacques Chirac contre lui, mais ne furent pas mauvaises avec François Mitterrand qui, sur sa demande, révoqua son ministre de la Coopération Jean-Pierre Cot, ce dernier ayant eu l'impudence de vouloir tuer la « Françafrique ». C'est même François Mitterrand qui consolida le pouvoir menacé du président gabonais en parachutant des troupes françaises sur Libreville lors des mouvements sociaux de 1990. Nicolas Sarkozy, pour sa part, honora à plusieurs reprises le « doyen » des présidents africains, qui fut le premier à être reçu au lendemain de son élection, avant de s'activer à annuler une part de la dette gabonaise au sein du Club de Paris. Pourtant, leurs relations devinrent plus tendues quand Omar Bongo constata que le président français laissait prospérer la complexe affaire judiciaire dite des « biens mal acquis », qui le visait particulièrement, et dont il pensait qu'elle était utilisée pour le déstabiliser. Que la justice pût être indépendante le laissait un peu incrédule : « Vous croyez ? » et son œil pétillait.

De mes nombreuses rencontres avec Omar Bongo, notamment à l'époque où je dirigeais l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé, ou plus tard à la tête de RFI, je garde le souvenir d'un homme qui respectait à la fois ses engagements et la

liberté de la presse, quand bien même il protestait vigoureusement contre la manière dont elle le traitait. Bien sûr, il passait sa vie à exploiter les faiblesses et les petitesse des hommes, effaçant les convictions des uns et des autres par des largesses soigneusement dispensées. Mais il respectait la probité, pratiquant avant tout la fidélité en amitié. Sans ces qualités indéniables, sa seule ruse n'aurait pas suffi à le maintenir au pouvoir. À la tête d'un petit émirat pétrolier au fond du golfe de Guinée, il restait fidèle au pays, la France, qui l'avait éduqué, qui l'avait fait grandir, qui continuait de le surveiller.

Un mot de lui, dans *Blanc comme nègre*¹⁵, livre d'entretiens avec Airy Routier, résume assez bien la nature des relations qu'il faisait perdurer entre le Gabon et l'Hexagone : « L'Afrique sans la France, c'est la voiture sans pilote, mais la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans moteur. » Peu à peu, le chauffeur s'effaçait, qui peut le regretter, et de nouveaux moteurs ont été essayés... Sont-ils aussi puissants que pouvait l'être l'Afrique ?



Les obsèques nationales d'Omar Bongo eurent lieu à Libreville le 16 juin 2009, en présence de Nicolas Sarkozy, de Jacques Chirac et d'une quinzaine de chefs d'État d'Afrique francophone (Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Mali, Sénégal, Tchad). Omar Bongo aurait sans doute apprécié ces fidélités diverses : au moins la France s'était-elle très officiellement déplacée. Plus que pour Senghor...

Sa succession restera familiale. Son fils Ali, fidèle à sa mémoire, s'émancipera d'un type de gestion clanique et commencera à diversifier une économie jusqu'alors liée à la ressource pétrolière. Il affrontera, lors d'une deuxième élection présidentielle en août-septembre 2016, son « beau-frère » Jean Ping, longtemps compagnon de Pascaline Bongo, fille d'Omar, et l'un de ses plus efficaces

ministres. La victoire, à l'arraché, du sortant sera contestée bien au-delà de la protestation du perdant.

Boubou

Mode intemporelle de renommée mondiale

Le boubou, ou bubu, est le vêtement traditionnel africain par excellence. Il se décline en une infinité de tissus et de coloris. Les modèles varient suivant les régions et les usages. Aussi bien porté par les hommes que par les femmes, le boubou est ample et très agréable à porter¹⁶. Le mot est dérivé du wolof *mbubb* ou *mboubeu*. On l'appelle grand boubou dans certains pays francophones ; le terme anglais est *gown*.

En Afrique de l'Ouest, la noblesse des différents peuples portait déjà un type de vêtement plus ou moins semblable aux boubous actuels¹⁷. Les différents motifs comportaient tous une signification précise variant selon les ethnies et les régions.

Par le passé, seuls les peuples islamisés portaient le boubou, les autres ethnies ayant leurs propres vêtements traditionnels, dont les styles étaient assez proches.

Avec le développement de la mode, l'apparition de la machine à coudre, la haute couture, de nombreux stylistes et couturiers africains, tel Oumou Sy, se sont spécialisés dans le style boubou, et ont donné à ce vêtement ses lettres de noblesse et une notoriété dans le monde entier.

En Afrique de l'Ouest, les tissus utilisés pour la confection des boubous chic sont les *bazin* et *wax*, d'origine européenne (voir : [Nana Benz](#)). Mais des stylistes contemporains comme le Mauritanien Moussa Cissé présentent aussi des collections de boubous chic en mousseline.

Signalons cependant que, à Ouagadougou (Burkina Faso), le Conseil des ministres a décidé en 2016 de remettre au goût du jour le port du pagne traditionnel *faso dan fani* (qui signifie en dioula « pagne tissé de la patrie »). Désormais, les plus hauts dirigeants l'arborent ostensiblement et incitent la population à leur emboîter le pas.



Boudiaf (Mohamed)

Parmi les dirigeants historiques de la révolution algérienne, Mohamed Boudiaf tient un rôle particulier. Comme je l'évoque à plusieurs reprises dans ce livre, je l'ai connu à Turquant, lieu de détention des cinq dirigeants du FLN interceptés dans les airs en 1956 par l'armée française et retenus en prison en France jusqu'en 1962. Il m'apparut vite comme le plus dur des cinq, le plus ancré dans ses convictions ; décidé à ne pas en dévier, méfiant à l'égard de ses compagnons et de leurs conceptions idéologiques, notamment Ben Bella, dont il se détourna très vite, le soupçonnant déjà de vouloir s'arroger un pouvoir personnel. Boudiaf se montrera tout de suite hostile à l'idée d'un parti unique dans lequel il voyait les germes d'une dictature, même s'agissant du FLN et du prestige qui l'accompagne à la fin de la guerre de libération et auquel il appartient depuis le début. Dès les premiers mois de l'Algérie indépendante, il entrera en conflit ouvert avec Ben Bella, fondant son propre parti, emprisonné et même condamné à mort, au point de devoir choisir l'exil. De juin 1965 à janvier 1992, Mohamed Boudiaf vivra au Maroc où il créera une petite entreprise de matériaux de construction.

La vie de Mohamed Boudiaf au Maroc est une longue parenthèse où toutes ses vertus s'expriment : intégrité pointilleuse, désintéressement, rigueur, clarté d'esprit et pragmatisme. Aucune trace, dans l'emploi du temps de ses journées bien organisées, de ces maladies des exilés, le passéisme et la mythomanie, qui empêchent l'action et conduisent à se réfugier dans l'imaginaire.

C'est cet homme équilibré et raisonnable que les militaires algériens vont tirer de l'exil en janvier 1992 pour le porter à la tête

d'un pays en désarroi. Le choix est astucieux : il incarnera l'espoir de réformes dans une Algérie paralysée par l'inertie du système, à la suite de plusieurs années de crise et à la montée de l'intégrisme religieux. Homme providentiel dressé contre le spectre d'une révolution islamique, Boudiaf nourrit immédiatement de véritables ambitions pour son pays. Contenant la déferlante de l'intégrisme, ne lui faisant aucun cadeau, il choisit aussi de s'attaquer aux « rentiers » du système FLN qu'il qualifiait de « mafia politico-financière ». En même temps, il prend à bras-le-corps le dossier du Sahara occidental, pomme de discorde entre l'Algérie et le Maroc qu'il prétend régler en remettant en cause la stratégie de Boumédienne.

Ma dernière rencontre avec lui eut lieu à Alger quelques semaines avant son assassinat. Alors président de France Télévisions, j'accompagnais Jean-Marie Cavada qui l'avait invité pour une « Marche du Siècle » exceptionnelle sur France 3. Il m'avait longuement et chaleureusement reçu en tête à tête autour d'un dîner. Il était tout différent de celui que j'avais connu à Turquant : il avait l'esprit ouvert, soucieux de dialogue, il entrevoyait « un avenir radieux pour une Algérie bannissant corruption, favoritisme et intégrisme, tournée vers le développement et ouverte vers l'extérieur ». Devant moi, en confiance, Mohamed Boudiaf rêvait tout haut, tandis que ses assassins aiguisaient les couteaux. Je me demandais en le quittant si cet homme honnête et droit avait pris toutes les précautions nécessaires pour se garder de ceux qu'il venait de démasquer mais qui n'étaient pas décidés à rendre les armes. La réponse me sera donnée quelque temps plus tard : le 29 juin 1992 à Annaba, lors d'une réunion publique devant de jeunes cadres et chefs d'entreprise, Mohamed Boudiaf était assassiné par l'un des officiers chargés de sa sécurité rapprochée.

L'expérience du retour aux affaires de Boudiaf était-elle l'ébauche de celle d'Abdelaziz Bouteflika en 1999 ? Tous deux sont apparus, dans les premiers jours de leur retour au pouvoir, comme des otages des militaires. Si ce n'est que ces derniers croyaient, avec Boudiaf, manipuler une momie, qui finalement s'est très vite évadée de ce rôle pour s'attaquer au pourrissement des milieux mêmes qui l'avaient porté au pouvoir. Bouteflika, en revanche, comme le général de Gaulle, s'est servi des militaires pour reprendre le pouvoir avec la légitimité de celui qui, issu de leurs rangs, n'a pas de comptes à leur

rendre, d'autant que ceux qui exercent des responsabilités majeures dans l'armée ne sont pas tous, comme lui, des combattants de la première heure.

Boumaza (Bachir)

Un révolutionnaire amoureux de Victor Hugo

Bachir Boumaza est une figure de la révolution algérienne, originaire de Kherrata, petite bourgade, placée à l'entrée des gorges les plus impressionnantes et les plus belles d'Algérie, à mi-chemin entre Sétif et Annaba (ex-Bougie). La population est essentiellement paysanne et montagnarde, kabyle mais arabisée. La moitié a été massacrée par la Légion étrangère en 1945. Bachir est, avec Ali, Nourredine et ses autres frères et sœurs, un enfant de ce pays. Leur père Si Mansour, disparu après l'indépendance, incarnait l'image d'une société de petite-bourgeoisie, très nationaliste et religieuse. Si Mansour, toujours vêtu d'une grande djellaba était très pieux, d'une droiture exceptionnelle, d'un réel esprit de tolérance. J'ai fréquenté des années durant cette famille, devenant un ami très proche de Bachir et d'Ali, tous deux militants de la cause nationale dès ses origines. L'un et l'autre arrêtés, durant la guerre d'Algérie, torturés, emprisonnés en France en ce qui concerne Bachir, qui devint très vite l'un des responsables de la Fédération de France du FLN. Le second, Ali, arrêté au maquis, fut interné en Algérie de 1957 à 1962. Il fait partie de mes amis très proches et assista à mon mariage religieux, ainsi qu'Edmond Michelet, Bernard Stasi et Georges Montaron dans le village fleuri de Gerberoy (Oise) en 1966. Maire de Kherrata, il avait exercé des responsabilités préfectorales et administratives en Algérie, au lendemain de l'indépendance, et finira sa carrière à Air Algérie, s'éloignant de la politique, « très soucieux » de ne pas se « salir les mains » et peu enclin à adopter un comportement partisan.

L'aîné, Bachir Boumaza, est une personnalité hors pair, aux convictions aussi solides que son caractère était impétueux et volontaire. Petit homme au visage émacié, aux allures de révolutionnaire professionnel, au regard perçant, sec comme sa

Kabylie natale, continuellement sur ses gardes, Bachir est de la race de ceux qui ne laissent personne indifférent. Il suscite de solides fidélités, comme ce fut mon cas, ou provoque de durables inimitiés. Son comportement humain, cette façon d'affronter l'événement en épuisant toutes les ressources du compromis et de la manœuvre sans perdre de vue l'objectif à atteindre, ces brusques pas en avant, ces reculs subits, toutes ces attitudes ne peuvent être appréciées sereinement que d'un petit nombre : les militants qui le connaissent de longue date, les amis qui savent ce que masque l'apparence. Elles déconcertent tous les autres qui ne veulent y voir que l'ambition personnelle comme ressort et l'opportunisme comme moyen. Le tempérament est indéniablement celui d'un grand nerveux, aux réactions brutales et imprévisibles. Mais derrière la dureté éclate la richesse humaine : une sensibilité irascible mais vraie, une énergie farouche, une grande fidélité dans l'amitié, la passion des idées, l'ouverture sur le monde en dehors de tout racisme, une croyance en l'islam, dénuée de tout sectarisme, un rejet absolu du fondamentalisme. Bachir Boumaza fut une image du militant de la révolution algérienne. Il en paya le prix mais il devint un des grands artisans de l'Algérie indépendante. J'ai connu celui-ci lorsque, membre du cabinet d'Edmond Michelet, j'ai eu à me rendre en 1960-1961, à plusieurs reprises, dans les prisons françaises où étaient détenus les militants algériens du FLN, à commencer par Fresnes.

Avant que je ne devienne proche collaborateur d'Edmond Michelet, ministre de la Justice, le « Régime A », réservé aux détenus politiques, plus favorable que celui des droits communs, avait été obtenu pour les détenus algériens après une grande grève de la faim déclenchée par Bachir Boumaza, désormais à la tête des détenus FLN emprisonnés à Fresnes. À la suite de la parution au Seuil en 1957 du livre de Pierre-Henri Simon *Contre la torture*, comme de celui du journaliste communiste directeur d'*Alger républicain*, arrêté et torturé, Henri Alleg, *La Question* (Minuit, 1958), Bachir Boumaza avait également dénoncé la torture dans son livre *La Gangrène* (Minuit, 1958). Il perdit toutes ses dents à la suite des grèves de la faim qu'il avait lancées dans les prisons françaises, et finit par s'évader spectaculairement de la prison de Fresnes.

Après l'indépendance, longtemps ministre du Travail, puis de l'Économie, du gouvernement Ben Bella, puis ministre de

l'Information sous Houari Boumédiène, il passa ensuite de nombreuses années dans l'opposition, exilé en France puis en Suisse. Juste retour de fortune pour l'un de ces pionniers du combat nationaliste, il fut sous Bouteflika le numéro deux de la République algérienne, en tant que président du Sénat. En mai 2000, il est reçu officiellement à Paris, un mois avant la visite d'État du président Bouteflika. Mi-ironique, mi-ému, il souligne au cours du dîner que lui offrit Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, place Beauvau, et auquel j'avais été convié, que le lieu ne lui était pas inconnu : plus de quarante ans plus tôt, il y avait été torturé par la DST...

Bachir Boumaza, tout au long de sa vie militante, ne négligera jamais sa propre formation. C'est la prison qui sera son école, lui permettant, par la lecture assidue et approfondie, d'acquérir une véritable culture et, tout en prônant le respect de la langue arabe, il deviendra un amoureux de la langue française. C'est Victor Hugo qui sera, selon ses propres dires, son véritable maître à penser. Nourri à toute son œuvre, il deviendra un authentique spécialiste du grand écrivain français. Certains auditeurs de Radio France se souviendront longtemps de son riche débat sur l'auteur des *Misérables* avec Robert Badinter.

Partisan de nouvelles et étroites relations avec la France, ce révolutionnaire avait créé en 1990 et présidait la Fondation du 8 mai 1945, date d'un massacre occulté à Sétif et dans le Constantinois, prélude à la guerre d'Algérie.

Insaisissable parce que multiple, Bachir Boumaza, aujourd'hui disparu, incarnait bien une certaine image de l'Algérie moderne où se poursuit, pour reprendre l'expression de Jacques Berque, « la dispute de l'authentique et de l'efficace ».

Boumédiène (Houari)

Le militaire non aligné

« Les peuples qui ont faim ont besoin de pain ; les peuples ignorants, de savoir ; les peuples malades, d'hôpitaux », affirme le colonel Boumédiène à l'occasion de la conférence des États islamiques

à Lahore, en 1974. Personne n'a oublié l'allure d'ascète du deuxième chef de l'État algérien après l'indépendance ; élané, cheveu clair, visage en lame de rasoir, regard perçant, énergie inquiétante, cet homme que ses ennemis ont méchamment surnommé *Eayya ech Chabba*, le « Scorpion jaune », était soudain apparu comme l'expression vivante d'une révolution intransigeante, imperméable aux compromis. Mais contrairement à ce que laisserait penser sa physionomie de moine-soldat, ce dernier est convaincu que « les hommes ne veulent pas aller au Paradis le ventre creux ».

Lorsque Houari Boumédiène prononce son discours dans la deuxième ville du Pakistan, il exprime en substance ce qu'on appelle alors la vision politique de l'islamo-progressisme. La même année à la tribune de l'ONU, lors d'une conférence sur les matières premières convoquée à l'initiative des non-alignés, il se dit favorable à l'établissement d'un « nouvel ordre économique international » plus juste – la formule fera fortune.

Boumédiène (1932-1978) incarne la pluralité de l'Algérie ; son père étant arabophone et sa mère berbérophone ; il passe son enfance parmi les fellahs dont il conservera la rusticité, puis rejoint à l'âge de six ans l'école primaire française ; il va fréquenter parallèlement une école coranique où il apprend par cœur les soixante versets du Coran ; il rejoint peu après la médersa El Kettania de Constantine où l'enseignement est dispensé totalement en arabe.

Entré, comme nombre de jeunes de sa génération aux « scouts musulmans », l'une des premières pépinières du nationalisme algérien, il se tourne vers le parti nationaliste le plus radical, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) : il fera partie d'un groupe de quinze étudiants que le Bureau du Maghreb arabe, organisme indépendantiste panmaghrébin, envoie suivre des séances d'instruction à l'école de guerre d'Alexandrie, à partir d'août 1953.

Le jeune Mohamed ben Brahim Boukharouba devient *Houari Boumédiène* au lendemain de sa nomination au rang de colonel commandant en Oranie en 1957, prenant comme nom de guerre celui du mystique soufi Sidi Boumédiène, saint et savant musulman, dont un sanctuaire à Tlemcen perpétue la mémoire.

Nommé chef du commandement opérationnel de l'Ouest, puis désigné comme chef de l'état-major général de l'ALN nouvellement créée, Boumédiène ne cesse de prendre, au sein du FLN, des

responsabilités de plus en plus importantes. En 1962, il est à la tête de la puissante armée des frontières.

Au lendemain de l'autodétermination, deux factions revendiquent le pouvoir : d'un côté le pouvoir civil incarné par le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne), de l'autre côté le pouvoir militaire à travers ce que ses détracteurs appellent le « clan d'Oujda » et son armée des frontières. Le colonel Boumédiène apportera son soutien à Ben Bella, en raison de leur attachement commun aux options socialistes. Ben Bella le nommera vice-président de la République et ministre de la Défense ; il demeure également chef d'État-major général d'une armée des frontières forte de 35 000 hommes, bien équipée et disciplinée ; il dirige enfin la toute-puissante Sécurité militaire.

L'alliance ne durera pas trois ans, Boumédiène contestant progressivement la politique du gouvernement ; le 28 mai 1965, lorsque Ben Bella annonce qu'il retire à Abdelaziz Bouteflika¹⁸, autre membre du « clan d'Oujda », son portefeuille, les événements se précipitent. Boumédiène et ses proches décident de mener un coup d'État au terme duquel le chef des armées va devenir le nouveau président de l'Algérie.

À la suite du coup d'État, appelé par le Conseil de la révolution « Redressement national », Boumédiène suspend la Constitution et va diriger le pays en autocrate, cumulant les fonctions de président, Premier ministre, ministre de la Défense et président du FLN – avec un Parlement tout acquis. Durant son « règne » l'opposition sera particulièrement réprimée. Des opposants éliminés. Les libertés d'expression et d'association annulées... En 1976, Boumédiène se présente pour la première et unique fois à des élections devant le peuple algérien. Il est seul candidat. Durant la même année, il fait adopter une nouvelle Constitution par un score de 99 %.

Ce n'est pas un président d'opérette : l'usage du burnous, habit traditionnel en Algérie, comporte pour lui une signification symbolique particulière, une manière d'afficher l'identité retrouvée du peuple algérien.

La politique du président Boumédiène s'attache dans un premier temps à consolider l'indépendance économique et culturelle du pays. Les temps forts sont : récupération des richesses naturelles (via la nationalisation des hydrocarbures), révolution agraire,

démocratisation de l'enseignement... Beaucoup de changements, très vite, dans toutes les directions.

Un an et demi avant sa mort, le président prend conscience du désordre qui s'installe dans le pays : il remanie les structures du gouvernement, revient sur le modèle économique socialiste et décide de mettre fin à la politique d'arabisation systématique. Ces mesures annonçant selon lui des réformes de structure plus profondes envisagées pour au-delà de 1979. Il n'aura pas le temps de les mener à bien.

Le président Boumédiène meurt le 27 décembre 1978 à l'âge de quarante-six ans, d'une maladie diagnostiquée comme une « tumeur maligne de la vessie avec hématurie » par les médecins soviétiques lors de son long séjour médical à Moscou. Hospitalisé à Alger, il décédera deux mois et demi plus tard avec deux hématomes au cerveau. Une disparition mystérieuse qui va inspirer diverses théories du complot, dont celle d'« un empoisonnement par les services israéliens ». Une forte personnalité, déterminée, austère et incorruptible qui n'aura pas eu le temps de mettre en œuvre les réformes qu'il avait conçues. Je rencontrerai à plusieurs reprises son épouse, avocate, qui vit à Paris et continue de s'interroger sur les causes du mal qui a emporté son mari.

Bourguiba (Habib)

Le Combattant suprême

Pendant plus de trente ans, Habib Bourguiba a dominé la vie politique tunisienne. Mais son autorité morale marque toujours, au-delà de son éviction puis de sa disparition, la société tunisienne, qu'il préserve ainsi aujourd'hui encore des dérives de certaines idéologies régressives, voire fondamentalistes. Habib Bourguiba se comprend avec la Tunisie, en référence à elle et tourné vers elle.

Né le 3 août 1903 à Monastir, issu de la moyenne bourgeoisie du Sahel, active, économe, cultivée et méfiante à l'égard des Tunisois et du pouvoir central, Habib Bourguiba fait d'excellentes études en arabe et en français au collège Sadiki et au lycée Carnot de Tunis. Doué en

toutes matières, il s'oriente vers les lettres, puis vers le droit et les sciences politiques à Paris. À dix-neuf ans, il est parmi les plus jeunes militants du Destour, parti qui réclame, à la place de l'arbitraire du Protectorat, la régularité et les garanties d'une véritable Constitution. Mais il se heurte vite aux vieux dirigeants et il fonde à trente ans le Néo-Destour, qui bientôt éclipse l'ancien parti des notables. Préconisant une indépendance par étapes, Bourguiba s'empare de toutes les occasions pour faire progresser la cause, parcourt tout le pays, organise fréquemment des manifestations populaires. Le combat nationaliste change de tournure... Dès l'automne 1934, il est mis en état d'arrestation et détenu dans le Sud. Beaucoup autour de lui abandonnent le combat, lui reste toujours aussi virulent et actif... Apparaissant bientôt aux yeux de ses compatriotes comme le « Combattant suprême ». Libéré en 1936 par le Front populaire, il parvient à étendre l'influence de son mouvement qui surclasse largement le parti communiste, dont le matérialisme passe mal en terre d'islam. Face aux revendications fascistes italiennes sur la Tunisie, le Protectorat veut éviter toute division nationaliste en Tunisie : Habib Bourguiba est arrêté à nouveau en 1938 et restera sous les verrous jusqu'en 1943 à Marseille. Libéré par les Italiens lors de l'occupation de la zone sud, il se refuse à toute collaboration, préférant attendre la fin de la guerre pour négocier avec la France les conditions de l'indépendance de la Tunisie.

La guerre terminée, la lutte reprend, portée par le Néo-Destour et l'Union générale des travailleurs tunisiens, l'UGTT, qui mène l'action syndicale. La progressive intensification des affrontements, l'apparition des fellaghas qui font régner l'insécurité sur une portion croissante du territoire, vont conduire à nouveau Habib Bourguiba en prison, avec plusieurs autres personnalités, puis en résidence surveillée en France. Pierre Mendès France, après avoir mis un terme à la guerre d'Indochine, amorce alors une évolution radicale en Tunisie. Fin juillet 1954, il se rend à Tunis et offre à Lamine Bey l'autonomie interne. Habib Bourguiba regagne Tunis, où il reçoit un accueil enthousiaste. Le 1^{er} juin 1955, l'autonomie interne entre en vigueur. Les négociations s'accélérent, et la Tunisie devient pleinement indépendante le 20 mars 1956.

L'atout dont dispose alors Habib Bourguiba, c'est que le pays a conscience de lui-même : il est stable dans ses frontières et

pratiquement homogène dans sa population, il peut se doter rapidement d'un État fort. C'est autour de cet État structuré que se construira la Tunisie moderne, et c'est par la loi que le président Bourguiba changera les mentalités et les usages, pour rénover en profondeur le pays. La méthode de Bourguiba repose sur un pragmatisme où le verbe est une forme de l'action. Ceux qui l'ont approché ont parfois eu l'impression d'être face à un homme aux reniements faciles, aux choix évolutifs. En réalité, il a choisi l'arme de la dialectique dans la quête de l'indépendance comme dans le gouvernement de la Tunisie, par souci d'économie de moyens et d'efficacité. Commencer par l'autonomie interne, c'était éviter une sanglante guerre de libération... Et l'indépendance totale tomberait aussi bien, un an plus tard, comme un fruit mûr.

Mais la dialectique et l'évolution du discours masquaient une fermeté implacable dans les desseins et leur mise en œuvre : parce qu'il avait compris l'importance de la formation des hommes, Bourguiba mit en place une politique de scolarisation massive, faisant rapidement de la Tunisie le pays d'Afrique du Nord où le taux d'analphabétisme est le plus faible. Plus du tiers du budget de l'État fut consacré à l'Éducation nationale, et dès 1972 le nombre d'élèves dans le primaire dépassait le million, plus de 200 000 fréquentant les enseignements secondaires et professionnels, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants dans un pays qui n'en comptait jusque-là que quelques centaines.

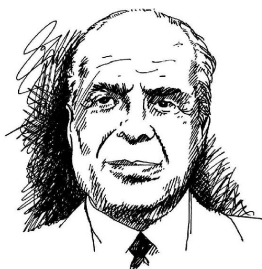
De même, l'inscription de la Tunisie dans la modernité s'est faite par le changement des mentalités, parfois contre les traditions religieuses ancrées : libération de la femme, nécessité de maintenir la productivité pendant le ramadan, quitte à ne pas jeûner, incitation à renoncer au coûteux pèlerinage à La Mecque.

En réalité, Bourguiba n'avait pas entrepris une croisade contre l'islam, mais contre les atavismes de la société tunisienne qu'il voulait voir évoluer. Quelques gestes symboliques, parfois provocateurs, firent plus que de longs discours : ainsi lorsqu'il enleva publiquement son voile à une femme, lors d'un meeting, ou lorsqu'il but un verre de jus de fruits en plein ramadan, devant un parterre de personnalités, dans une salle de cinéma, à Tunis. Mais il donnait dans le même temps une satisfaction aux plus religieux en restaurant l'enseignement de la morale islamique, considérée comme une partie intégrante de

l'éducation.

Imposer cette vision d'une Tunisie moderne, tolérante, ouverte, n'était possible que par une fermeté de chaque instant qui fut aussi une forme de violence politique : lui seul gouvernait le pays, et ses potentiels rivaux, dès qu'ils cessaient d'être des collaborateurs, le payaient lourdement : Salah Ben Youssef, compagnon de lutte, devenu son redoutable rival, assassiné à Francfort en 1961, Ahmed Ben Salah, condamné à dix ans de prison pour haute trahison en 1970, comme le syndicaliste Habib Achour, un peu plus tard.

J'ai eu le privilège de rencontrer à plusieurs reprises le président Bourguiba. Notre dernier entretien eut lieu à l'ambassade de Tunisie à Paris dans les années 1980, où il me fit un vif éloge de Pierre Mendès France, homme politique visionnaire qui avait « réussi » la décolonisation de la Tunisie, ainsi que du grand spécialiste du Maghreb, Charles-André Julien.



L'intelligence et le pragmatisme de Bourguiba ne purent rien pourtant contre le déclin de son étoile : les années 1980 sont celles d'une montée des mécontentements populaires, dus aux difficultés économiques, illustrées par « les émeutes du pain ». De plus en plus inquiet de se voir contesté, voire renversé, le « Combattant suprême » désormais « président à vie » s'appuie sur les forces de sécurité pour imposer ses décisions, de moins en moins bien acceptées par son peuple qui le respecte, mais veut sortir d'une situation bloquée. C'est un militaire qui en prendra l'initiative : le général Zine el-Abidine Ben Ali a été nommé ministre de l'Intérieur puis promu Premier ministre en octobre 1987 par Bourguiba. Il ne laissera pas au président le temps de changer d'avis : dans la nuit du 6 au 7 novembre 1987, le nouveau Premier ministre réunit sept médecins, dont deux militaires, non pas au chevet de Bourguiba, mais au ministère de l'Intérieur, et

leur demande de signer un rapport médical constatant « l'incapacité mentale de Bourguiba à assumer ses fonctions ». Ben Ali le dépose instantanément, s'appuyant sur l'article 57 de la Constitution de 1959, et prend en main le pays. Dès le lendemain matin, sa déclaration rend hommage aux « énormes sacrifices » consentis par Bourguiba, le fait apparaître comme son fils spirituel poursuivant son œuvre, maintenant qu'il ne le peut plus lui-même. Terrible coup d'État médical, mais sans violence ni rupture : en toute déférence apparente. En résidence surveillée à Monastir, le père de la Tunisie contemporaine assistera jusqu'au 6 avril 2000, date de sa mort, au règne de son successeur. Sa présence absente constituant jusqu'à cette date une forme de surmoi pour la vie politique tunisienne, une statue du Commandeur qu'il n'était pas possible de profaner, de son vivant au moins. Les dérives de Zine el-Abidine Ben Ali vers le pouvoir personnel et la corruption, à l'origine du « printemps arabe », sont postérieures à la mort du patriarche. À ses obsèques assistèrent Jacques Chirac, Abdelaziz Bouteflika, Yasser Arafat, Hosni Moubarak. Il repose désormais dans le mausolée qu'il s'était lui-même fait construire. Sage précaution, pour aborder paisiblement les rivages de la postérité.

Bouteflika (Abdelaziz)

Un destin algérien

Le 27 novembre 1962, Abdelaziz Bouteflika, jeune ministre de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme de la jeune République algérienne, écrit au président Ahmed Ben Bella une lettre officielle : « Suite à mes nombreuses demandes verbales, j'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance de vouloir mettre à ma disposition Monsieur Hervé BOURGES, Conseiller technique, chargé de mission à la Présidence du Conseil. Il assumerait les mêmes fonctions au Ministère de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme. » Ahmed Ben Bella prit son temps pour répondre à la demande... Mais au mois de janvier 1963, je deviens auprès d'Abdelaziz Bouteflika inspecteur général de la Jeunesse et des Sports, et le 27 février

directeur de la Jeunesse et de l'Éducation populaire. Quelques mois plus tard, à l'occasion d'une visite officielle en France, Abdelaziz Bouteflika fut reçu par le général de Gaulle à l'Élysée. L'audience, toute protocolaire, était prévue pour durer une demi-heure. Le Général tomba sous le charme du jeune ministre, et elle dura plus de deux heures. De Ben Bella, de Gaulle avait dit : « Cet homme ne nous veut pas de mal... » De Bouteflika, il dira : « Ce jeune homme nous veut du bien... »



Au moment où il me demanda de le rejoindre pour travailler quotidiennement à ses côtés, je commençais à bien connaître la personnalité originale et forte d'Abdelaziz Bouteflika. Dès 1962, j'ai eu très vite conscience de la singularité de ce jeune officier, très proche du colonel Boumédiène, mais qui par ses prises de position et son caractère tranche sur le reste de « l'armée des frontières ». Sous l'uniforme explosent une identité irréductible et une vision politique qui dépasse la perception des événements pour envisager la longue durée, les évolutions majeures, les lignes de force qui structurent le futur de la société algérienne. Dans nos discussions de cette époque, je suis toujours frappé par la démarche personnelle qu'il adopte, souvent en rupture avec la ligne officielle du régime, parce qu'elle s'enracine dans une authenticité radicale, sans compromis ni facilité. Bien sûr, il partage le nationalisme de ses camarades, la volonté de construire une Algérie indépendante et nouvelle, coupée de son passé colonial. Mais il veut brûler les étapes, ne pas s'embarrasser de formes, ne pas se laisser envoûter par les icônes de la « Révolution », la chanson de geste et le culte des martyrs, qui trop souvent tiennent lieu de ligne politique et d'idéologie, alors qu'ils expriment avant tout un esprit de revanche.

Ministre de la Jeunesse et des Sports, il ne se voit pas comme le gardien du temple de l'Algérie nouvelle, en charge d'enseigner des mythologies nationales caricaturales aux générations futures. Il veut que les structures éducatives qui sont alors à constituer construisent le futur de l'Algérie, lui donnent les cadres et les élites dont elle a besoin. Il marque souvent son impatience devant les lieux communs des arts populaires révolutionnaires, chants à la gloire de la lutte anticoloniale, exaltant les vertus du combattant de la liberté, danses préparées dans les écoles ou les collèges par des enfants endoctrinés par les hauts faits des chefs de file historiques du FLN, fresques naïves peintes sur les murs des bâtiments publics et d'abord scolaires, pièces de théâtre nourries d'idéologie, commémorations et premiers films de cinéma produits avec le soutien de la République algérienne naissante.

Les réactions d'Abdelaziz Bouteflika me séduisent par leur justesse tranquille : toutes ces œuvres conjoncturelles vieilliront plus vite que l'Algérie, paraîtront quelques mois plus tard comme les fleurs fanées aux fusils des soldats qui partirent pour la Grande Guerre : une sorte d'ébriété collective dont tous auront tôt fait de se déprendre, voire de se repentir. « S'il faut magnifier quelque chose, cela doit être l'avenir, la construction collective de l'avenir, l'unité populaire autour des objectifs que nous nous donnons, l'effort de tous, les grands chantiers de la reconstruction et de l'adaptation économique ! Laissons les morts avec les morts et aidons les vivants à vivre ! » Et ses idées sont tout aussi nettes sur les rapports futurs de son pays avec la France : « La France doit prendre acte que nous ne sommes plus trois départements, mais un pays au sens plein du terme, souverain, indépendant, libre de ses alliances et de ses choix diplomatiques, libre de ses mouvements dans le jeu international. Cela posé, l'histoire a créé une intimité entre nous, et nous serions stupides de la renier. Il va falloir que nous apprenions à travailler ensemble, sans préjugés, sans réticence, sans complexes ni de supériorité ni d'infériorité. » C'est pourquoi il me disait attendre des « gestes symboliques » de la part de la France, qui devait être la première à les faire. Rêvait-il tout haut ? J'avais à cette époque trop envie d'entrer dans son rêve et d'y croire aussi. Son discours tranchant ne passait pas toujours très bien dans les rangs du FLN...

À la fin de 1963, Ahmed Ben Bella nomme Abdelaziz Bouteflika ministre des Affaires étrangères, poste qu'il gardera jusqu'en 1979,

animant une politique étrangère algérienne résolument indépendante, naturellement non alignée, et anti-impérialiste, se faisant le héraut d'armes des pays de ce que l'on désignait alors comme le tiers-monde. La lutte anticoloniale et la défense jalouse de l'indépendance des choix des pays récemment décolonisés sont les deux convictions qui animent toute son action et lui permettent de faire entendre haut et clair dans le monde la voix de l'Algérie nouvelle pour laquelle il joue le rôle d'éclaireur. Au fil des années, Bouteflika va être l'artisan de l'unification des rangs arabes lors du sommet de Khartoum, il parviendra à obtenir la reconnaissance internationale des frontières de l'Algérie, il combattrait avec succès l'embargo commercial lancé contre l'Algérie au moment de la nationalisation des hydrocarbures, il jouera un rôle de chef de file dans de nombreuses organisations du tiers-monde, dans le renforcement de l'unité d'action des non-alignés, puis des pays en voie de développement. C'est à ce titre qu'il fut élu à l'unanimité président de la 29^e Session de l'Assemblée générale des Nations unies, et de leur 6^e Session extraordinaire consacrée à l'énergie et aux matières premières, réunie à l'instigation, entre autres, de l'Algérie.

Vivacité du regard, précision des paroles, rapidité de la pensée, l'œil pétillant d'Abdelaziz Bouteflika traduit l'inépuisable énergie qu'il investit dans un combat incessant pour donner à l'Algérie un rôle central dans le jeu diplomatique international, au mieux de ses intérêts, mais en fidélité à des valeurs primordiales et constantes : indépendance des peuples, volonté de construire une voix originale vers le développement et de prendre part à une organisation plus juste et équitable du monde.

Puis survient en 1978 la mort de Houari Boumédiène, dont il avait été le plus proche, le plus efficace, le plus irascible compagnon. Il prononce son oraison funèbre, pleine d'émotion, de simplicité douloureuse, de fidélité. Il apparaît comme son successeur naturel... Il sera au contraire l'une des premières victimes de la rupture idéologique qui s'opère alors, contraint à l'exil pour une vingtaine d'années. Vingt ans d'éclipse. Vingt ans de silence, ou presque. Vingt ans qui s'expliquent mais qui paraissent une éternité.

Et il faut attendre 1999 pour que le vieux dirigeant révolutionnaire ressurgisse de l'histoire en leader charismatique, porteur du même discours, des mêmes espoirs, des mêmes exigences, toujours aussi

inflexible, aussi impatient face aux pesanteurs, aux divisions stériles, aux tabous, à la bêtise.

Pour comprendre ce retour sur le devant de la scène, il faut se remémorer la situation où se trouvait l'Algérie en 1999, profondément ébranlée dans ses structures et meurtrie dans sa chair par la décennie noire de l'islamisme contre lequel la société algérienne elle-même, mobilisée dans sa profondeur, a lutté de toutes ses forces. L'horreur du terrorisme, le déchirement des familles, l'inconcevable cortège des assassinats et des massacres, la révoltante hécatombe des intellectuels, des journalistes, des enseignants, des artistes, des sportifs mêmes – tous coupables aux yeux des intégristes, emportés par leur délire fou d'imposer au peuple algérien une version dénaturée d'un islam qui n'avait rien à voir avec sa culture, son histoire, ses traditions.

En quelques mois, à partir de son élection du 15 avril 1999, le retour d'Abdelaziz Bouteflika représente pour l'Algérie un formidable *aggiornamento*, appuyé par la force du verbe. C'est par le verbe qu'Abdelaziz Bouteflika, président, choisit de porter les coups les plus rudes contre les conformismes et les mensonges de l'Algérie de la fin du xx^e siècle, malade du terrorisme, certes, mais peut-être aussi malade de ne pas avoir assumé ses contradictions historiques et la diversité dont elle hérite. Pour faire vraiment table rase de huit années de violence meurtrière qui ont fait plus de 200 000 victimes, mais aussi d'une décennie de corruption, de désarroi civique et d'amertume populaire. L'homme qui réconcilie l'Algérie avec ses réalités et son projet national n'a pas été compromis dans la gestion du pays pendant vingt ans. Abdelaziz Bouteflika apparaît rétrospectivement comme le seul leader algérien, après l'assassinat de Mohamed Boudiaf, qui ait pu tenir ce rôle-là.

Là où la répression et la tartuferie ne venaient pas à bout des attentats et des assassinats, il prendra le parti de prononcer des mots forts et sans équivoque, pour redonner vie à un pays exsangue et désorienté. Vis-à-vis de la France, il ouvrira la voie à des relations assainies, un jour peut-être à nouveau chaleureuses, après les retrouvailles historiques de juin 2000 et la visite d'État en décembre 2012 du président français, François Hollande.

Je me souviens avec netteté des propos qu'il m'avait tenus en 1963, dans son bureau du ministère de la Jeunesse, au dernier étage d'un large immeuble d'une des artères centrales d'Alger, la rue Larbi

Ben M'Hidi, ex-rue d'Isly, de triste mémoire : « L'Algérie ne supportera pas longtemps les querelles de personnes et les divisions du mouvement nationaliste. Nous devons nous détacher de notre culture de combattants, pour rentrer dans une logique de gouvernement et de construction d'un État respecté parce que respectable. » J'en ai entendu l'écho lors d'une interview sur Europe 1 en juillet 1999 : « La légitimité populaire doit se substituer à la légitimité révolutionnaire ! » Je n'en ai pas été étonné.

Les gestes symboliques, et très concrets, voire pratiques, se sont succédé depuis lors : d'abord la réhabilitation, sans discussion, de la mémoire du père du nationalisme algérien, Messali Hadj, alors que le nom de « messaliste » était aussi peu honorable au sein du FLN que celui de « déviationniste » dans les partis communistes d'Europe de l'Est. Bouteflika a baptisé « Messali Hadj » l'aéroport international qu'il inaugurerait à Tlemcen. Puis sont venus les hommages rendus au Kabyle Krim Belkacem, négociateur des accords d'Évian, découvert étranglé dans sa chambre d'hôtel à Francfort le 20 octobre 1970, et, à Mohamed Khider, compagnon de détention de Ben Bella à l'île d'Aix, Turquant et Aulnoy, assassiné à Madrid le 4 janvier 1967, tous deux, vraisemblablement, par la sécurité militaire algérienne. De passage à Constantine, il rend également hommage à « l'apport fondamental à la diversité algérienne de la communauté juive de cette ville », évoquant la figure du beau-père d'Enrico Macias, le musicien de malouf Raymond Leyris, dit Cheikh Raymond, victime, pendant la guerre d'Algérie, d'un attentat attribué au FLN.

Il n'est pas indifférent que lorsque, en juillet 1999, Alger accueille la réunion annuelle de l'Organisation de l'unité africaine, Bouteflika tienne à saluer en ouverture les pères fondateurs de cette enceinte internationale, qu'il a pris soin d'inviter et de faire siéger au premier rang : les présidents Nyerere et... Ben Bella, dont il dit alors : « Je salue celui que je considère toujours comme mon président, Ahmed Ben Bella... » Quelques mots simples et émouvants qui tendent à effacer le souvenir du coup d'État du 19 juin 1965, et la longue incarcération subie par Ben Bella sous Boumédiène...

Cette démarche de réconciliation dont il donne l'exemple est à l'image de la reconstruction au forceps de l'unité de l'Algérie après les profondes déchirures causées par le terrorisme. Bouteflika a parfaitement conscience que l'amnistie des crimes imposée par la

politique de « concorde civile » est une souffrance pour les centaines de milliers de familles algériennes endeuillées, mais la paix civile est à ce prix. C'est par voie référendaire qu'il a fait approuver cette option en 1999, parce qu'elle imposait un dépassement de cette crise par le peuple algérien lui-même. Et la « concorde civile » a été plébiscitée à 90 %...

Il y a évidemment une dimension gaullienne chez Abdelaziz Bouteflika, à la fois dans sa maîtrise du verbe, dans sa capacité à incarner son pays à des moments différents, dans son ignorance du danger pour lui-même, dans sa ténacité et dans la confiance qu'il place dans son peuple.

J'ai eu de nouvelles occasions de le rencontrer en 2003, lorsque me fut confiée l'organisation de l'Année de l'Algérie en France, année importante qui marqua, en Algérie même, un nouveau printemps de la création, et en France une formidable réconciliation où beaucoup parvinrent à panser enfin les plaies de la guerre d'Algérie en exprimant une fraternité culturelle retrouvée. Ce fut le cas encore en 2011, pendant son deuxième mandat, quand je réalisai avec Jérôme Sesquin le double documentaire historique *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir*, produit pour France 5 par mon ami Jean-François Lepetit, et sa société Flach Film Production, de même que lorsque je retournai en Algérie en 2012 à l'occasion du tournage, encore par Jérôme Sesquin, du numéro de la série « Empreinte » qui me fut consacré, *Hervé Bourges, les braises et la lumière...* À chaque occasion, je retrouvais d'emblée cette liberté de ton et de parole, délibérée, subtile et rapide. Et il me réaffirmait en 2016 son désir de tout faire pour réconcilier l'Algérie avec elle-même et lui donner ainsi les moyens d'une vie politique et sociale apaisée. Récents témoignages de cet engagement constant, les paroles qu'il a prononcées lors des disparitions d'Ahmed Ben Bella puis en 2016 d'Hocine Aït Ahmed, l'opposant de toujours, dont il dira : « Il peine à l'Algérie de perdre une sommité de la trempe de Hocine Aït Ahmed dont les valeurs humaines, la finesse et l'intelligence politique ont éclairé un pan de l'histoire du militantisme algérien et marqué de leur empreinte l'histoire de tous les mouvements de libération de par le monde. » Des paroles qui reflètent bien la continuité des convictions d'Abdelaziz Bouteflika, l'actualité de ses combats et la ténacité de sa foi dans une Algérie réconciliée avec elle-même, dans toute sa diversité.

Boutros-Ghali (Boutros)

Le francophone universel

Le diplomate égyptien Boutros Boutros-Ghali est le premier Africain à avoir accédé au poste de secrétaire général des Nations unies, de 1992 à 1996. Francophone et francophile, il deviendra ensuite le premier secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) de 1997 à 2002.

Parce qu'il n'est pas le candidat des États-Unis, Boutros Boutros-Ghali ne devra son élection au secrétariat général de l'ONU qu'à une longue négociation diplomatique permettant d'obtenir l'abstention américaine lors du vote au Conseil de sécurité ; mais très vite ses relations avec l'administration Clinton vont devenir compliquées : « Vous symbolisez les Nations unies, et le Congrès [américain] est hostile aux Nations unies », lui confiera un jour Madeleine Albright, responsable de la diplomatie sous Bill Clinton. Les États-Unis vont d'ailleurs s'opposer en coulisse à ce que Boutros-Ghali puisse briguer un second mandat.

Boutros Boutros-Ghali a pourtant déjà une longue expérience des questions internationales lors de son élection. Pendant une quarantaine d'années, il aura pris part à tous les débats de l'après-Seconde Guerre mondiale sur les droits de l'homme, le développement économique et social, la décolonisation, l'humanitaire, le Moyen-Orient, les minorités (ethniques, notamment), le non-alignement, le développement de la région méditerranéenne et la coopération afro-arabe. Ministre d'État égyptien aux Affaires étrangères à partir d'octobre 1977, il avait pris part à la négociation des accords de Camp David signés par son pays et Israël en 1979. Avant d'assumer les fonctions de secrétaire général de l'ONU, il aura été vice-président de l'Internationale socialiste.



« L'ONU doit toujours être au service des damnés de la terre », répétait-il volontiers. Une idée fixe qui continuera de l'inspirer lorsqu'il occupe, ensuite, le poste de secrétaire général de la Francophonie, à Paris, la ville de ses années de jeunesse, où il a consacré sa thèse de doctorat en droit international aux « organisations régionales dans le système des Nations unies »...

Mort à l'âge de quatre-vingt-treize ans, Boutros Boutros-Ghali, dont le grand-père avait été Premier ministre égyptien, était de confession chrétienne copte ; son patronyme signifiant « Pierre » en arabe. Beaucoup lui reprocheront un soutien affirmé au dernier président égyptien, le général Sissi, comme c'est le cas de nombreux coptes qui s'estiment davantage « tolérés » par le dictateur que par les Frères musulmans et qui sont souvent victimes du terrorisme et de l'intolérance.

1. Seule une minorité d'entre elles possède une orthographe et un vocabulaire standardisés, tel le swahili (voir : [Swahili](#)).
2. En Afrique du Sud et dans le Sud-Ouest africain (Namibie).
3. Participent aussi les États-Unis et la Turquie.
4. À la fin de la guerre de 14-18, un nouveau partage de l'Afrique dépouillera l'Allemagne de ses colonies.
5. Certains territoires non mentionnés lors de la conférence de Berlin feront l'objet de luttes entre Européens : Français et Britanniques s'affronteront ainsi lors de la « crise de Fachoda », en 1898 ; l'objectif de la France étant de s'installer dans le Soudan du Sud afin d'y exploiter un affluent du Nil à des fins commerciales.
6. Société d'études basée à Cocody, fondée en 2012 par d'anciens consultants du Boston Consulting Group (BCG).
7. Édouard Bled, *Cours d'orthographe*, Hachette, 1946.
8. *Zazie dans le métro* (1959), Gallimard, coll. « Folio », 1972.

9. Cinquante-trois lycéennes parviennent à s'échapper dans les trois semaines qui suivent, selon la police nigériane. Mais le bilan est autrement lourd : selon Human Rights Watch, 910 écoles ont été détruites de 2009 à 2015, 1 500 ont dû fermer, 611 enseignants ont été assassinés, 19 000 autres se sont enfuis, des centaines d'élèves ont été enlevés et près d'un million d'enfants ont été privés d'enseignement.

10. Selon des déclarations du chef des forces américaines en Afrique en juin 2016, la moitié des membres de Boko Haram auraient fait scission et n'obéiraient plus à Abubakar Shekau. Ils reprocheraient à ce dernier de ne pas suivre les consignes de l'État islamique, notamment d'être resté sourd aux exigences de l'EI de mettre fin aux attentats-suicides commis par des enfants.

11. « Bolloré t'enlève les peines / Bolloré, pour toute la vie / Bolloré nous rend tous fous / Bolloré, quel papier ! »

12. Principalement connu sous la marque JCB.

13. Selon les projections du groupe audiovisuel, la population francophone devrait passer de 230 millions d'individus à 700 millions en 2050, dont 85 % d'Africains.

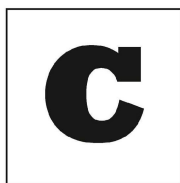
14. Interrogé par Pascal Airault, *L'Opinion*, 25 août 2016.

15. Grasset & Fasquelle, 2001.

16. Les vêtements larges étant privilégiés pour le climat tropical.

17. Le reste de la population, en majorité les artisans et les agriculteurs, s'habillait, le plus souvent, de vêtements semblables à des tuniques pour le haut du corps, et portait le pagne, ou des pantalons plus ou moins bouffants.

18. À l'époque, M. Bouteflika, l'actuel président algérien, était un tout jeune et très efficace ministre des Affaires étrangères.



Camus (Albert)

Le Nobel du quartier Belcourt

Albert Camus est mort en 1960. Mais son nom, son œuvre n'en finissent pas de déclencher les passions. En France, ses controverses avec Sartre ont animé la vie intellectuelle de l'après-Seconde Guerre mondiale. En Algérie, il incarne encore aux yeux de beaucoup les derniers temps de l'époque coloniale.

L'œuvre de Camus est considérable : des pièces de théâtre (*Révolte dans les Asturies*, interdite en 1936 par la municipalité d'Alger, des succès tels que *Caligula*, *Le Malentendu*, *Les Justes*, et nombre d'adaptations dont *Les Possédés*, d'après Dostoïevski) ; des romans, presque tous adaptés au cinéma (*L'Étranger*, *La Peste*, *La Chute*, auxquels s'ajoutera en 1994 un inédit posthume, *Le Premier Homme*) ; des nouvelles (*L'Exil et le Royaume*), des chroniques (*Actuelles I, II et III*) et des essais (*L'Envers et l'Endroit*, *Noces*, *Le Mythe de Sisyphe*, *L'Homme révolté*, *L'Été*, *Réflexions sur la peine capitale*, etc.) dans lesquels il développe un humanisme fondé « sur la prise de conscience de l'absurde de la condition humaine mais aussi sur la révolte comme réponse à l'absurde ».



Camus recevra le prix Nobel de littérature 1957, à l'âge de quarante-quatre ans, pour « l'ensemble d'une œuvre qui met en lumière les problèmes se posant de nos jours à la conscience des hommes ».

Dix ans après sa mort, cependant, Albert Camus inspire un nouveau pamphlet qui enflamme le Paris des Arts et Lettres : *Camus, philosophe pour classes terminales* de Jean-Jacques Brochier¹ où le critique remet en cause les succès de Camus : son théâtre, ses essais, ses romans, ses idées politiques... L'auteur considère Camus comme un « mou », stigmatisant son action dans la Résistance ou à la tête de *Combat*, insistant sur son refus de signer la pétition en faveur d'Henri Martin pendant la guerre d'Indochine et sur son attitude « neutraliste » concernant l'indépendance de l'Algérie. Au total, Brochier reproche à Camus de « confondre morale et politique ». Vieux débat... On pourrait se croire à la Sorbonne en 1968.

Quelquefois, il faut savoir changer de lunettes, prendre de la distance. Ce n'est ni à Paris, ni à Alger que nous irons chercher une lumière non troublée à propos de l'auteur du *Mythe de Sisyphe*.

Aux États-Unis, la quasi-totalité de l'œuvre de Camus est éditée en langue anglaise, en format de poche. Y compris des textes que je crois inédits en France tels que : *Albert Camus et le religieux*², compilation de dialogues échangés à Paris dans les années 1950 avec le prédicateur méthodiste Howard Mumma : « Près de cinquante ans ont passé depuis ces conversations, dit Mumma, et elles me hantent encore aujourd'hui. »

Les universitaires américains sont friands de notre philosophe au langage clair et aux faux airs d'Humphrey Bogart. Sa biographe Elizabeth Hawes³ ne cache pas qu'elle est tombée sous le charme : « En général, écrit-elle, les Américains ne connaissent rien à l'Algérie, et ils sont très peu au courant des divisions politiques du monde intellectuel français. Mais Camus était une sorte de héros. Il y avait un air de légende autour de lui. Il avait de l'allure, et puis il y avait la Résistance, il était l'étranger. » Cela tombe bien : en anglais, l'étranger se dit *outsider*. L'existentialisme peut se cacher jusque dans le vocabulaire.

À l'occasion du centenaire de la naissance d'Albert Camus en 2013,

El Watan (« Le Pays »), le journal algérien de référence, sera le seul à consacrer un véritable dossier au prix Nobel. Le journal rappelle que, jusqu'à sa mort accidentelle le 4 janvier 1960, Albert Camus restera fidèle à la même position, continuant ses interventions discrètes en faveur des condamnés à mort algériens, tout en gardant le silence sur la guerre de Libération.

El Watan donne au passage la parole à des partisans du Nobel de littérature, comme ce libraire pour qui « Camus fait partie de la littérature algérienne » au même titre que d'autres écrivains pieds-noirs tels que Jacques Derrida et Jean Pélégri. « Le procès fait à Camus en Algérie est celui des écrivains et de la littérature. Jusqu'à quel point un écrivain doit-il porter la responsabilité d'un moment de l'histoire, prendre position pour ou contre l'indépendance ? »

C'est là toute la question, d'ailleurs.

Interrogé à Stockholm par un étudiant originaire d'Algérie, sur le caractère juste de la lutte pour l'indépendance menée par le FLN en dépit des attentats frappant les civils, il répond : « En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d'Alger. Ma mère peut se trouver dans un de ces tramways. Si c'est cela la justice, je préfère ma mère. »

Souvent déformée, cette phrase lui sera amèrement reprochée.

Albert Camus reste l'un de ceux qui ont le mieux écrit sur l'Algérie. Il ne décrit pas seulement le pays avec un regard nostalgique, témoin d'une époque qui n'existera bientôt plus.

Jeune journaliste à *Alger républicain*, Camus publie en 1939 une série d'articles consacrés à la misère de la Kabylie : « Les Kabyles réclament des écoles comme ils réclament du pain », écrit-il, avant de poursuivre : « Si l'on veut vraiment d'une assimilation, et que ce peuple digne soit français, il ne faut pas commencer par le séparer des Français »...

Attention ! Sa colère n'est pas un gage d'engagement du côté des partisans de l'indépendance algérienne, à proprement parler. La question n'est d'ailleurs absolument pas à l'ordre du jour à l'époque. En 1937, un projet Blum-Viollette étendant le droit de vote à une minorité de musulmans vient d'être repoussé. L'emploi du « nous », lorsqu'il parle de la France dans ses articles, dénote un fort sentiment d'appartenance à un ordre colonial qu'il propose de réformer pour rendre justice à la Kabylie et à ses habitants.

Vingt ans plus tard ses convictions n'auront guère changé : « En ce

qui concerne l'Algérie, l'indépendance nationale est une formule purement passionnelle », écrit Camus dans la dernière de ses *Chroniques algériennes*⁴. « Il n'y a jamais eu encore de nation algérienne. Les Juifs, les Turcs, les Grecs, les Italiens, les Berbères auraient autant de droit à réclamer la direction de cette nation virtuelle. Actuellement, les Arabes ne forment pas à eux seuls toute l'Algérie. L'importance et l'ancienneté du peuplement français en particulier suffisent à créer un problème qui ne peut se comparer à rien dans l'histoire. Les Français d'Algérie sont eux aussi et au sens fort du terme des *indigènes*. Il faut ajouter qu'une Algérie purement arabe ne pourrait accéder à l'indépendance économique sans laquelle l'indépendance politique n'est qu'un leurre. »

C'était avant le pétrole.

Sans doute est-il trop tôt pour ramener les cendres de Camus à Alger. Il y serait pourtant certainement mieux à sa place qu'au sommet de la Montagne Sainte-Geneviève où le président Sarkozy a voulu le « panthéoniser ».

Mais l'histoire ne finit pas comme ça. Le personnage de *L'Étranger* est toujours vivant dans *Meursault, contre-enquête*, un roman de l'Algérien Kamel Daoud sorti en octobre 2013 aux éditions Actes Sud. Point de départ : Kamel Daoud s'est rendu compte que la victime n'a pas de nom dans l'œuvre de Camus (voir : [Daoud](#), [Kamel](#))

Chahine (Youssef)

Le grand cinéaste égyptien Youssef Chahine est né à Alexandrie en 1926. Après des études de cinéma à la Pasadena Playhouse (Californie), il va réaliser trente-neuf films de 1950 à 2007, entre Le Caire, Alger, Beyrouth et Paris. Incarnation d'un monde cosmopolite arabo-méditerranéen d'avant les fanatismes, Chahine raconte être venu d'Alexandrie « avec un mélange de langue incroyable : le franglais, l'arabo-français, l'arabo-anglais, l'arabo-grec, l'arabo-italien ».

Nous aurions pu nous rencontrer cent fois : lorsque Chahine tourne son onzième film *Djamila l'Algérienne* en 1958, inspiré par le combat et le procès de la militante indépendantiste Djamila Bouhired, je me

trouve en Algérie sous les drapeaux ; mais Chahine ne parvient pas à rencontrer son héroïne – il reconnaîtra dans un entretien aux *Cahiers du Cinéma* que tout ce qu'il a vu d'Alger c'est *Pépé le Moko* – et il tournera en définitive son film en Égypte.

L'UNESCO⁵ l'accueille dans les années 1960 comme l'un des représentants universels de la culture, à une époque où le cinéaste doit plus souvent affronter la censure que le jugement des festivals.

À l'époque, heureusement, des critiques comme l'historien du cinéma Georges Sadoul le considèrent déjà comme le meilleur réalisateur de sa génération.

Voici ce que Sadoul écrit dans le *Courrier de l'UNESCO* en avril 1959 sous le titre « L'Art du film a cessé d'être le privilège de quelques nations », à propos de l'Afrique dont le cinéma égyptien est un porte-drapeau encore méconnu en Europe : « Son seul grand pays producteur est l'Égypte dont les films ont une audience dans l'immense monde islamique, partout où est comprise la langue du Coran et, partant, l'arabe littéraire moderne, utilisé par la presse et la radio. Le public que touchent les films égyptiens s'étend sur deux continents, de Dakar à Djakarta, du Congo à la Chine. [...] »

« Sans doute les centaines de films n'ont-elles pas atteint un haut niveau artistique. Mais si on énumère les grands réalisateurs mondiaux, on ne saurait oublier les noms du regretté Kamal Salim, de Salah Abou Seif ou de Youssef Chahine... »

En France, on ne voit guère les films de Chahine à l'époque, sinon dans les cinémathèques et parfois au Quartier latin.

Pourtant, le cinéaste aborde à peu près tout ce que le cinéma compte de genres. La comédie (*Papa Amin* [1950], son premier film, *Femmes sans hommes* [1953], *C'est toi mon amour* [1957]), le drame social (*Le Fils du Nil* [1951]), le film d'aventures (*Ciel d'enfer* [1954]), le western (*Le Démon du désert* [1954]), la comédie musicale (*J'ai quitté ton amour* [1957], *Le Vendeur de bagues* [1965], *Le Retour de l'enfant prodigue* [1957]), le mélodrame (*Les Eaux noires* [1956], *L'Appel des amants* [1961], *Un homme dans ma vie* [1961]), le film militant (*Djamila l'Algérienne* [1958]), le documentaire (*Le Caire* [1991])... Chahine fait jouer le jeune Omar Sharif dans trois films ; il donne son plus grand rôle à Dalida dans *Le Sixième Jour* (1986), un mélodrame situé dans le décor des années 1940, pendant une épidémie de choléra.

Youssef Chahine s'affirme comme un grand cinéaste témoin de son temps : dans son chef-d'œuvre néoréaliste *Gare centrale* (1958), il interprète lui-même un homme souffreteux dont l'univers est la gare du Caire, où il vivote en vendant des journaux ; l'action de *Ces gens du Nil* (1968) évoque la construction du barrage d'Assouan ; *La Terre* (1969) narre les problèmes de récoltants de coton face à la sécheresse ; *Le Moineau* (1972) évoque la guerre des Six Jours.

Ces films restent malgré tout ignorés par les circuits de distribution français, et c'est dans la grande salle de l'UNESCO que le critique Jean-Louis Bory présentera *La Terre* au public parisien en 1968.

J'ai rencontré Youssef Chahine grâce à la télévision. Le fait mérite une explication : à l'époque, TF1 est une chaîne de service public et va coproduire *Adieu Bonaparte* (1985), fortement encouragée par le ministre de la Culture Jack Lang... La télévision est un univers d'ombres et de lumières dont les responsables sont souvent tétanisés par la peur du jugement que va porter le public. Il faut dire que la direction d'une chaîne ressemble davantage à la navigation à voile qu'à la mise en œuvre d'un projet politique, culturel ou industriel : on doit composer avec les vents, avec les courants, avec l'humeur de l'équipage – et naviguer par tout temps, car les téléspectateurs sont là chaque jour avec leurs attentes, leurs joies, leurs peines, et il ne faut pas les décevoir. Ils veulent être informés. Ils veulent être divertis. Ils veulent être épatés. C'est souvent le rôle du sport. Mais on compte aussi beaucoup sur les films et sur les fictions pour y parvenir. En France et dans quelques autres pays européens – suivant le bon exemple donné par l'Angleterre –, le service public permet régulièrement de donner à l'audiovisuel un supplément d'âme. Cela ne se décrète pas. L'État peut (et doit) imposer de nombreuses obligations aux diffuseurs. Mais on ne fait pas de bons programmes par décret. C'est là que l'on doit se montrer un peu magicien.

Alors, avec la complicité de Chahine, un peu magicien lui-même...

Adieu Bonaparte se situe pendant la campagne d'Égypte de Napoléon – campé par Patrice Chéreau – avec Michel Piccoli en général ému par les jeunes Égyptiens... Je retrouverai Chahine ensuite à Paris et au Caire pour *Le Destin*, une évocation du poète Averroès (1997). Il reçoit cette année-là le prix du 50^e Festival de Cannes pour l'ensemble de son œuvre. *Le Destin* rassemblera trois millions de téléspectateurs lors de son passage sur France 2.

Le cinéma de Youssef Chahine aura traversé toute la seconde moitié du xx^e siècle. Parmi les pionniers du cinéma d'auteur dans le monde arabe, il est l'inventeur d'une forme autobiographique inédite avec les films qu'il consacre à « sa » ville, symbole de la culture humaniste et tolérante, ouverte sur le monde : *Alexandrie pourquoi ?* (1978), *La Mémoire* (1982), *Alexandrie encore et toujours* (1990), *Alexandrie-New York* (2004).

Son « quatuor d'Alexandrie », en somme.

Chinafrique

Nouvelles Routes de la Soie

Je trouve que l'expression *chinafrique*, inventée par quelques confrères – et des universitaires sans doute francophones –, a quelque chose de gênant : on pourrait imaginer qu'il s'agit d'un avatar de la Françafrique dans le contexte de la montée en puissance des BRICS⁶... Une entreprise néocoloniale à la dimension de deux continents.

Depuis le premier Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) en 2000, les volumes commerciaux entre la Chine et l'Afrique se sont multipliés par trente, atteignant quelque 300 milliards de dollars (275,8 milliards d'euros) en 2015 ; 2 500 entreprises chinoises sont installées sur le continent. Et les dollars devraient continuer de pleuvoir malgré une chute de plus de 40 % des investissements chinois, au cours des six premiers mois de 2015.

Début décembre 2015, à l'occasion du premier « sommet » Chine-Afrique organisé sur le continent, le président Xi Jinping annonce à Johannesburg (Afrique du Sud) que « la Chine a décidé d'octroyer un total de 60 milliards de dollars d'aide financière incluant 5 milliards de prêts à taux zéro et 35 milliards de prêts à taux préférentiels ».

Selon le Brookings Institution de Washington, la Chine double son aide à l'Afrique tous les trois ans depuis 2006.

Un tel partenariat peut faire grincer quelques dents – en particulier lorsqu'il est trop ostensible. Ainsi, début 2012, l'inauguration dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba du nouveau siège de l'Union africaine (UA), une tour d'une vingtaine d'étages entièrement financée

par la Chine, ne sera pas passée inaperçue.

Cependant, en affichant sa volonté de ne pas s'immiscer dans leurs affaires intérieures, sur le plan politique, Pékin séduit de nombreux États africains soumis parallèlement aux pressions des Occidentaux et des organismes internationaux. Robert Mugabe, président de l'Union africaine, résume ce sentiment en remerciant Xi Jinping : « Voici un homme qui représente un pays décrit un temps comme pauvre, un pays qui n'a jamais été notre colonisateur. Il fait ce que nous attendions de la part de ceux qui nous ont colonisés. »

La Chine est le principal partenaire commercial de l'Afrique, et le continent représente l'un des principaux marchés pour les importations chinoises et le quatrième pour les investissements de la Chine. « Ce partenariat peut seulement produire des résultats positifs pour l'Afrique », déclare Jacob Zuma, organisateur du « sommet » de Johannesburg et prédécesseur de Mugabe à la tête de l'UA. « Ensemble, nous représentons près d'un tiers de la population mondiale. [...] Cela représente un potentiel immense », a-t-il ajouté.

En Afrique du Nord, l'implantation économique chinoise se développe tout particulièrement en Algérie et en Égypte. En Afrique subsaharienne, les pays principalement concernés sont l'Afrique du Sud, l'Angola et la Zambie. Mais l'Éthiopie connaît une très forte croissance de la présence chinoise, notamment avec l'installation de nombreuses entreprises manufacturières. Le Mozambique constitue aussi une priorité chinoise, notamment pour la sécurisation future des approvisionnements en hydrocarbures. En Tanzanie, enfin, la Chine impulse la construction du port de Bagamoyo, appelé à devenir l'une des principales portes d'entrée vers l'Afrique sur la côte orientale. Car la Chine entreprend d'étendre son projet de « Routes de la Soie » modernes vers le sud.

C'est en effet sous l'appellation prestigieuse de « Routes de la Soie » que l'administration chinoise envisage la réalisation d'un gigantesque projet mêlant chemins de fer à grande vitesse, autoroutes et réseaux régionaux d'aviation. Un maillage serré financé par Pékin et qui doit contribuer au passage au développement économique de l'Afrique. Et aussi, prosaïquement, faciliter le transport et les exportations des matières premières africaines vers la Chine.

Un mémorandum sur les transports signé début 2015 entre la

Chine et l'UA ouvre la voie à des chantiers gigantesques dont l'objectif est de relier entre elles toutes les capitales d'Afrique. Pour Zhang Ming, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, c'est « l'accord du siècle ». Déjà plus de 2 500 entreprises chinoises interviennent dans 50 pays et ont achevé plus de 1 000 projets, dont 2 200 kilomètres de voies ferrées et 3 530 kilomètres de routes.

Environ un million de Chinois travaillent sur le continent, dont trois cent mille en Afrique du Sud. Ce qui suscite éventuellement des frictions avec les populations locales auxquelles la presse fait régulièrement écho (au Zimbabwe, au Mozambique, au Botswana, au Niger, en Algérie, au Kenya, en Angola, en Éthiopie et en Namibie)... Mais attention ! Le sentiment antichinois, très variable selon les pays, n'est pas généralisé. En revanche, les travailleurs africains se plaignent régulièrement de conditions de travail dégradées.

Chirac (Jacques)

Un tropisme africain

« La Corrèze avant le Zambèze. » Cette formule a vu le jour en 1956 dans les colonnes de l'hebdomadaire *Paris Match* sous la plume de l'éditorialiste Raymond Cartier⁷ : les idées de cet anticolonialiste pragmatique, préconisant que la France privilégie son propre territoire (la métropole) plutôt que de « s'occuper des colonies », sont connues depuis sous le nom de *cartiérisme*.

Autant dire tout de suite que, même si le slogan du cartiérisme semble baliser géographiquement l'itinéraire du vingt-deuxième président de la République française – de la Corrèze aux sommets franco-africains –, les apparences sont absolument trompeuses. En 1956, Jacques Chirac rejoint tout juste le contingent en Algérie. À son retour, il finit l'ENA et fera partie de l'écurie Pompidou à Matignon à partir de 1962.

Cartier, lui, était plutôt antigaulliste.

La Corrèze sera la terre d'élection de Chirac... En 1965, il est élu conseiller municipal de Sainte-Féréole dans le canton d'Allasac dont il a fréquenté l'école communale pendant la guerre ; en 1967, il sera le

seul prestataire du « serment de Solignac » élu lorsque Georges Pompidou envoie ses « jeunes loups » de l'UNR (Union pour la nouvelle République) à la conquête du Centre-Ouest « rad-soc ». Chirac emporte la circonscription d'Ussel : le Limousin sera le premier fief de la chiraquie ; le château de Bity, acquis en 1969 et opportunément classé monument historique, en devient le bastion.

L'Afrique arrive plus tard. Mais elle sera la destination géopolitique privilégiée de Jacques Chirac, résultat d'une longue familiarité établie en trente ans de rencontres et de complicités avec les pouvoirs africains, que ce soit en qualité de membre de cabinets ministériels, secrétaire d'État, ministre ou Premier ministre. En douze ans de présidence, Jacques Chirac se rendra dans 39 pays du continent africain, dont 11 fois à l'occasion de sommets multilatéraux (Afrique-France, Europe-Afrique, francophonie, santé, lutte antiterroriste).

On constate un net tropisme en faveur du Maghreb et du Mashreq : six voyages en Égypte, trois au Maroc et en Tunisie, deux en Algérie, un en Libye. Au sud du Sahara, le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Congo-Brazzaville, Madagascar et l'Afrique du Sud auront droit chacun à deux visites. S'il ne fait qu'une fois le voyage de Libreville, Chirac recevra plusieurs dizaines de fois son homologue gabonais et ami Omar Bongo à Paris. Mais il n'ira jamais à Bangui (République centrafricaine), ni à Kinshasa (RD Congo), ni à Kigali (Rwanda). Pour l'anecdote, il se rend une fois à l'été 1998 en Afrique australe. Lors de son étape en Namibie, il évoquera la construction d'un pont sur le... Zambèze⁸.

« J'aime l'Afrique, ses territoires, ses peuples, ses cultures », c'est en ces termes que Jacques Chirac fera ses adieux officiels au continent lors de son dernier sommet franco-africain à Cannes en février 2007, en rappelant devant les représentants de quarante-huit États réunis à Cannes : « L'Afrique, ce sont des crises, des blessures au flanc du monde, dont la communauté internationale ne peut détourner les yeux car, aujourd'hui, les désordres régionaux ont souvent des répercussions planétaires. »

Inutile de dire que Jacques Chirac aime l'Afrique. Il le répétera lui-même à maintes reprises dans le second tome de ses *Mémoires, Le Temps présidentiel*⁹, qui couvre ses deux mandats en tant que président de la République française (1995-2007). Bien entendu, à entendre ses détracteurs, il l'aime trop... et mal : « Il l'aime d'un amour entier,

instinctif, quasi charnel », écrit *L'Express*, qui précise : « Il s'y sent bien. Il prise l'éclat de ses couleurs, sa touffeur, le souffle de l'harmattan comme le vert éclatant de la flore tropicale, son goût du verbe et la robustesse des amitiés qui s'y tissent. » De fait, il suffit qu'il monte dans l'avion de ses voyages officiels vers l'Afrique pour qu'il perde sa raideur quelquefois inexplicable et se transforme en homme chaleureux et amical. J'ai pu le constater, comme invité personnel à trois occasions : lors du Sommet de la francophonie, de Cotonou, en 1977, lors de la rencontre franco-africaine de Ouagadougou, en 1998, et lors de son voyage présidentiel en Guinée, au Togo, au Nigeria, au Cameroun en juillet 1999, voyage qui fut accéléré et raccourci par le décès du roi Hassan II du Maroc, aux obsèques duquel Jacques Chirac se rendit directement de Yaoundé sans pouvoir poursuivre ses escales à Douala et Garoua. Lors du premier voyage, je fus surpris, mais pas Jacques Godfrain, ministre de la Coopération, qui l'accompagnait, de le voir, sitôt l'avion en vol pour le Bénin, s'isoler rapidement, tomber veste, cravate, chemise et pantalon, pour reparaître quelques instants après en survêtement, avant de solliciter rapidement du steward, aux alentours de 11 heures du matin, « quelque chose de consistant à nous mettre sous la dent » (*sic*), renvoyant le plateau du petit déjeuner pour réclamer une nourriture plus substantielle, m'invitant immédiatement avec Jacques Godfrain à partager avec lui force cochonnailles et foie gras, dévorés de bon appétit comme s'il sortait d'un jeûne prolongé. Il en fut ainsi à chaque voyage. La Corona, sa bière – mexicaine – préférée, accompagnait la collation aérienne.

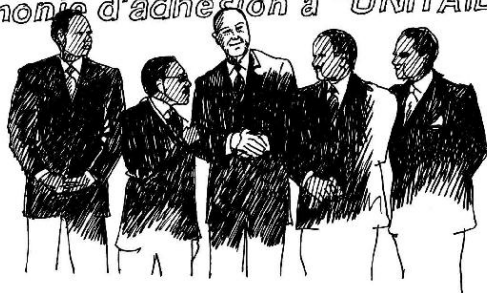
L'autre Chirac... Assis à ses côtés, à trois reprises, dans l'avion présidentiel, j'eus l'occasion d'approcher un homme sympathique et direct. Sympathique parce que totalement libre dans les rapports humains, et direct dans ses propos, totalement décontracté dans les conversations... privées.

Et quelles que soient nos différences, même majeures, d'approche de la politique africaine, j'ai constaté sa connaissance approfondie du continent, et la sincérité de son attachement à la terre, aux civilisations et aux hommes de l'Afrique.

Son attirance pour l'Afrique n'est pas juste une attitude : on verra ainsi Chirac fustiger le libéralisme outrancier de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), se faire l'avocat inlassable de l'effacement de la dette, de la taxe sur les billets d'avion et du

dispositif UNITAID¹⁰. Le président français prétendra s'afficher comme la voix de l'Afrique dans la plupart des rencontres internationales auxquelles il participe : « Il est temps que les pays riches cessent de subventionner leurs producteurs au détriment de ceux du Sahel qui ont là leur unique source de revenu », affirme-t-il volontiers. Quitte à se contredire, lors d'une prochaine réunion, en défendant bec et ongles certains dispositifs mis en place par l'Union européenne au nom de la politique agricole commune, forcément infranchissables pour le paysan malien, burkinabé ou sénégalais.

nonie d'adhésion à "UNITAID"



Chirac, longtemps convaincu que le multipartisme est une « sorte de luxe » pour l'Afrique, finira par comprendre les « évolutions du continent » et voudra « les accompagner dans un esprit nouveau ». Il ajoutera à destination des participants d'un forum Afrique-Avenir à Paris en février 2007 : « Avec une croissance de 5 % en moyenne, l'Afrique revient dans le jeu du monde. » Il voyait juste.

Le même Chirac n'échappera pas à l'accusation de perpétuer les relations archaïques qui troublent, depuis la fin de l'ère coloniale, le ciel franco-africain. De nombreuses voix, dénonciatrices de la Françafrique (voir [cette entrée](#)), s'élèveront pour critiquer les rapports trop personnels, voire paternalistes, que Chirac a maintenus avec certaines personnalités africaines, pas toujours recommandables, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme et le respect des principes démocratiques.

À l'occasion de la visite du chef de l'État français au Mali en 2003, Jacques Chirac sera fait « dignitaire de la société des masques » et intronisé « sage hogon », stade suprême de la sagesse chez les Dogons, le *hogon* étant celui qui appelle la pluie et garantit la moisson.

En décembre 2007, quand il entreprend son premier voyage à

l'étranger au nom de sa fondation en faveur du développement durable et du dialogue des cultures, Chirac choisira, précisément, de venir chez les Dogons lancer un programme d'accès à l'eau.

Avant que les islamistes armés aient fait du Nord-Mali l'un de leurs sanctuaires.

À l'actif de Jacques Chirac, l'initiative de créer le musée du quai Branly, manifestation de son admiration très sincère pour les arts premiers qui a ouvert ses portes le 20 juin 2006. En 2011, il accueillera une exposition « Dogon », riche de cent trente-trois sculptures. Et le 20 juin 2016, dix ans après sa création, le musée, remarquablement dirigé par Stéphane Martin, portera le nom de l'ancien chef d'État.

Dans la foulée sera organisée une exposition : « Jacques Chirac ou le dialogue des cultures ». Très affaibli par la maladie, Jacques Chirac n'assistera pas à l'inauguration de l'exposition par le président François Hollande. Mais au mois de juillet 2016, accompagné de son ami l'ancien président du Sénégal, Abdou Diouf, il effectuera sur sa chaise roulante une discrète visite privée et adressera un dernier clin d'œil à l'Afrique, qui compta tant dans sa vie d'homme.

Climat

Le changement, c'est maintenant ?

L'Afrique est une mosaïque de climats et de zones écologiques. Mais au total, de la Méditerranée à la forêt tropicale en passant par le désert, il s'agit du continent le plus chaud et le plus sec de la planète. En même temps, c'est une des régions les plus sensibles à la variabilité climatique au monde.

À l'heure actuelle, le continent ne produit que 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre pour 1,1 milliard d'habitants ; cependant, si l'on n'agit pas, les experts affirment que c'est l'Afrique qui souffrira le plus du dérèglement climatique.

Un sommet de chefs d'État africains, organisé en 2015 à l'occasion de la conférence de l'ONU sur le climat (COP21), a permis de passer en revue quelques-uns des principaux dossiers écologiques concernant

la région.

L'Afrique connaît « une sécheresse sans précédent depuis des décennies », souligne la présidente de la commission de l'Union africaine Nkosazana Dlamini-Zuma¹¹ : le lac Tchad a vu sa superficie fondre de 25 000 kilomètres carrés dans les années 1960 à 2 500 kilomètres carrés aujourd'hui. Cette catastrophe écologique n'est pas sans répercussion politique : le président tchadien Idriss Déby désigne la disparition progressive du lac comme l'une des causes majeures de la déstabilisation d'une région, où l'un des principaux protagonistes se nomme Boko Haram (voir [cette entrée](#)).

À côté de pistes telle l'optimisation des ressources en eau souterraine, mise en œuvre avec le soutien de la coopération allemande, les experts préconisent l'aménagement des cours d'eau contributeurs et le désensablement du lac.

Un projet de dimension pharaonique est à l'étude devant la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), à laquelle participent le Niger, le Nigeria, le Tchad et le Cameroun, la République centrafricaine et la Libye – le Soudan, l'Égypte, la République du Congo et la RD Congo étant membres observateurs. Un projet stratégique pour toute la sous-région : la population du bassin du lac Tchad ayant rapidement augmenté au cours des dernières décennies, selon certaines estimations, elle serait supérieure à 50 millions d'habitants en 2020.

La principale solution envisagée par les pays membres de la CBLT pour arrêter l'assèchement du lac et restaurer son niveau normal est un projet de transfert d'eau de l'Oubangui au lac Tchad. En dehors de son potentiel en termes d'atténuation de la sécheresse, ce projet agirait comme un catalyseur pour la redynamisation des activités de pêche sur le lac ainsi que l'irrigation sur son rivage et celui du fleuve Chari. L'étude de faisabilité est bouclée. Mais l'opération qui nécessiterait le creusement d'un canal de 1 350 kilomètres en République centrafricaine est loin de faire l'unanimité, notamment en raison de son impact potentiel sur le bassin de l'Oubangui-Chari. Le dossier est clairement politique : à défaut de solution, la NASA, qui a financé une étude sur le lac Tchad dans le cadre de son système d'observation de la Terre par satellite, et mené une étude de simulation climatique sur la région, prédit la disparition du lac à plus ou moins brève échéance.

Le Tchad est l'un des berceaux de l'humanité : le crâne de Toumaï

remontant à sept millions d'années n'a-t-il pas été trouvé dans le désert du Djourab ?

Le projet d'une « Grande Muraille verte » a été lancé en 2007 par l'Union africaine pour freiner la dégradation des terres sahéliennes de la Mauritanie à l'Érythrée. Une barrière végétale destinée à contenir l'avancée du désert.

Afin de lutter contre la sécheresse et la désertification, les Africains, Sénégalais en tête, ont eu l'idée originale d'aménager une zone essentiellement constituée de plantation d'arbres. Adoptée en 2007 par les chefs d'État africains, cette « muraille verte » devait s'étendre sur 7 600 kilomètres de long et 15 de large, sur toute la largeur du continent africain. Près de 15 millions d'arbres ont déjà été plantés en huit ans. Encore en construction, cette bande s'étend déjà sur 530 kilomètres au Sénégal. Grâce à cette initiative, le sol africain sera plus apte à capter l'humidité et de fait plus propice à l'élevage.

Certains observent toutefois que, jusqu'à présent, la Grande Muraille verte a fait couler plus d'encre qu'elle n'a reverdi le Sahel : « Il ne s'agit pas simplement de planter des arbres. La Grande Muraille verte est un projet global de développement », plaide Nora Berrahmouni, chargée du dossier à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Devant les difficultés rencontrées, les promoteurs de la muraille verte ont malgré tout réajusté leurs objectifs : l'idée est désormais de développer des « poches vertes », les plus rapprochées possibles, sur lesquelles se concentreront les efforts de reboisement, d'habitation et d'électrification. Au terme de ce recalibrage, les objectifs s'étaleront jusqu'à 2025.

« J'ai vu de mes yeux le fleuve Niger, au fil des mois, se perdre dans les sables », témoigne le président malien Ibrahim Boubacar Keïta. Le fleuve Niger irrigue l'Afrique de l'Ouest sur 4 184 kilomètres, des monts Loma en Guinée jusqu'au Nigeria en passant par le Mali, le Niger et en longeant le Bénin. Le Niger fait partie de ces fleuves (tout comme le Sénégal) qui ont été fortement aménagés depuis les années 1980 pour combattre les effets de l'aggravation de la sécheresse. Par le biais de l'Autorité du bassin du Niger (ABN), organisme de coopération internationale entre neuf pays qui se partagent son bassin¹², l'aménagement du fleuve constitue un véritable enjeu mutuel

dans le domaine agricole mais aussi électrique. La construction de barrages (usines hydroélectriques de Sélingué et de Kainji) a désormais la vocation de sortir les pays africains de la dépendance énergétique. La dépendance céréalière devrait s'estomper grâce à l'installation d'un périmètre d'irrigation pour la riziculture.

Lénine dit que le communisme, c'est « les soviets plus l'électricité ». Les soviets ne sont plus trop d'actualité. Mais l'Afrique attend toujours l'électricité, d'une extrémité à l'autre du continent.

« Les besoins en électricité sont colossaux sur le continent », souligne Makhtar Diop, le vice-président de la Banque mondiale en charge de l'Afrique. Le continent produit douze fois moins de kilowattheures par habitant que la France. Et environ 7 Africains sur 10 – plus de 700 millions de personnes – n'ont toujours pas accès à cette ressource en énergie. Pourtant, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel dans le solaire, l'hydroélectrique ou la géothermie : « Le Maroc a développé une ferme solaire de 200 mégawatts (l'équivalent du cinquième d'un réacteur nucléaire), pourquoi ne pas faire la même chose au Sahel ? » s'interroge l'expert international.

La Banque mondiale a dressé un plan d'attaque de 16 milliards de dollars d'ici 2020 pour répondre aux défis les plus urgents du changement climatique sur le continent africain. Sur cette enveloppe, 5,6 milliards de dollars viennent de la Banque mondiale. Le reste proviendra de financements bilatéraux et multilatéraux.

Pour ces projets d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique, la France a fait savoir qu'elle « triplera progressivement ses engagements bilatéraux en Afrique, pour atteindre un milliard d'euros par an en 2020 ».

L'ancien ministre d'État Jean-Louis Borloo présentera à l'hôtel de Marigny, dépendance de l'Élysée, le 3 mars 2015, un grand projet d'« électrification de l'Afrique ». Un projet ambitieux de 200 milliards d'euros. La fée Électricité, après avoir participé à la grande réunion internationale sur le climat en décembre 2015 à Paris, poursuivra son combat en essayant d'accompagner les efforts déployés par nombre de responsables africains. Le Nigérian Akinwumi Adesina, nouveau président de la BAD (Banque africaine de développement), déclarait à *Jeune Afrique* en novembre 2015 : « Ma priorité est d'allumer l'Afrique. Sans électricité, pas de développement, c'est à la BAD, une

organisation africaine impliquée en Afrique, de prendre le leadership. Nous disposons aujourd’hui de la volonté politique nécessaire pour débloquer les financements qui permettent de changer les choses au niveau des infrastructures, des prix, des institutions d’encadrement. »

La fée Électricité peut être un aiguillon fort utile.

Cœur des ténèbres (Au)

L’Apocalypse au Congo

Le roman de Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*, est paru en feuilleton outre-Manche dans le *Blackwood Magazine* en 1899.

Sous l’apparence d’un roman d’aventure, *Au cœur des ténèbres* décrit le parcours d’un jeune homme un peu désabusé, Charles Marlow, devenu marin par désœuvrement.

Arrivé en Afrique, Marlow part à la recherche d’un homme singulier, nommé Kurtz, un chef de comptoir pourvoyeur d’ivoire dont on n’a plus de nouvelles. Le mystérieux Kurtz semble avoir perdu son âme en pénétrant à l’intérieur du continent, en côtoyant les *sauvages*. Il exerce sur le jeune aventurier un mélange d’envoûtement et de répulsion.

Au-delà de la noirceur de l’histoire qui sert de trame à ce récit initiatique, l’auteur s’attache aussi à dresser le tableau d’une nature fantastique et d’une beauté africaine insoupçonnées à l’époque.

André Gide, qui entretiendra une correspondance suivie avec Joseph Conrad (de 1910 à la mort de l’écrivain anglo-polonais en 1924), connaissait le récit d’*Au cœur des ténèbres*, avant sa publication posthume en France en 1925, chez Gallimard¹³ ; envisageant même un temps d’en assurer la traduction. Il inscrira en dédicace de son propre *Voyage au Congo* : « À la mémoire de Joseph Conrad. »

Le *Voyage au Congo* est un journal publié aux éditions Gallimard ; ce livre relate un voyage effectué par le futur prix Nobel, en compagnie du cinéaste Marc Allégret (voir [cette entrée](#)), de juillet 1925 à février 1926, en Afrique équatoriale, de l’embouchure du Congo au lac Tchad¹⁴.



Inspirés par *Au cœur des ténèbres*, de nombreux auteurs ont voulu refaire le voyage. Ainsi la troisième partie d'*Allant ailleurs*, d'Alberto Moravia et Andrea Andermann¹⁵, se met dans les pas de l'itinéraire d'André Gide et Marc Allégret du fleuve Congo jusqu'au Tchad.

Un projet d'Orson Welles pour RKO d'adapter *Au cœur des ténèbres* n'aboutira pas¹⁶ : Welles, qui aurait incarné le personnage de Kurtz, se propose de tourner en caméra subjective, faisant par cette tournure de style cinématographique écho à l'utilisation systématique des guillemets dans le récit original de Conrad.

De nombreux autres cinéastes feront référence à l'œuvre de Joseph Conrad dans leurs films.

L'Allemand Werner Herzog transposera dans la forêt amazonienne le thème de la quête impossible de l'homme blanc dans *Aguirre, la colère de Dieu* (1972) et dans *Fitzcarraldo* (1982).

Mais l'adaptation la plus spectaculaire sera *Apocalypse Now*, dans lequel Francis Ford Coppola reconstruit la nouvelle de Conrad à l'époque de la guerre du Vietnam autour d'un personnage interprété par Marlon Brando, et qui se nomme Kurtz, bien entendu.

Au sujet de ce film dont une copie provisoire est présentée au Festival de Cannes 1979, Francis Ford Coppola déclarera : « *Apocalypse Now* n'est pas un film sur le Vietnam, c'est le Vietnam. Et la façon dont nous avons réalisé *Apocalypse Now* ressemble à ce qu'étaient les Américains au Vietnam. Nous étions dans la jungle, nous étions trop nombreux, nous avions trop d'argent, trop de matériel et petit à petit, nous sommes devenus fous. »

En 2008, le film *L'Aube du monde*, du réalisateur franco-irakien Abbas Fahdel, transposera *Au cœur des ténèbres* dans le contexte de la guerre du Golfe, avec les marais du sud de l'Irak pour décor.

Il convient de préciser que l'œuvre de Joseph Conrad n'a pas seulement suscité un concert d'admiration. En 1975, l'écrivain nigérian d'origine biafraise Chinua Achebe lancera une charge violente contre ce livre, car il le juge profondément raciste. Selon le pamphlet d'Achebe intitulé *An Image of Africa : Racism in Conrad's Heart of Darkness*¹⁷, les descriptions d'Africains dans le roman – et le fait qu'ils soient quasiment privés de langage – contribuent à nier leur humanité.

« Toute la question est de savoir si un roman qui glorifie cette déshumanisation, qui prive de personnalité une partie de l'espèce humaine, peut être considéré comme une grande œuvre d'art, écrit Achebe. Ma réponse est non. »

Il est vrai qu'à l'époque un grand nombre des intellectuels africains rejettent toute trace de l'époque de la colonisation. Y compris ce que l'intelligentsia occidentale considère comme des chefs-d'œuvre.

Compaoré (Blaise)

Le médiateur à tout faire

Il existe (au moins) deux Blaise Compaoré. Le militaire et le diplomate. Le jeune capitaine portant beau qui « rectifiait » en 1987 à Ouagadougou la révolution lancée par Thomas Sankara¹⁸ et le « facilitateur » universel des conflits régionaux de l'Ouest africain au début des années 2000. Mais existe aussi un grand séducteur qui savait recevoir, notamment à l'occasion du FESPACO, la grande manifestation du cinéma africain, et donner de son pays sahélien et de lui-même une image reluisante.

Singulier personnage : Compaoré, régulièrement accusé de trahir tout le monde, d'être l'interlocuteur privilégié de Paris au sud du Sahara et soupçonné d'avoir prêté la main à quelques « rectifications¹⁹ » supplémentaires... Ce qui ne l'empêchera pas de devenir l'un des hommes les plus influents d'Afrique de l'Ouest ; l'arbitre de presque tous les conflits de la sous-région.

Fin 2009, raconte *Jeune Afrique*, Ouagadougou est la scène d'un défilé incessant de délégations : les Guinéens arrivent pour un

nouveau round de négociations ; les Ivoiriens sont attendus pour une réunion du Cadre permanent de concertation (CPC) ; début octobre, Blaise Compaoré est à Abuja pour une réunion de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; le 16 novembre, il y retourne pour évoquer le cas guinéen avec le président nigérian Yar'Adua ; entre ces deux déplacements, il trouve le temps d'aller à Khartoum (Soudan). Autre dossier en attente sur son bureau : celui du Togo, où se prépare l'élection présidentielle de 2010...

C'est au Togo, en 1993, que Blaise Compaoré aura endossé pour la première fois son costume de facilitateur. Selon l'ancien chef de la diplomatie burkinabé Djibri Bassolé, « il fallait quelqu'un en qui le président Eyadema avait confiance, quelqu'un qui pouvait lui parler et qu'il écouterait ».

Le dossier suivant arrivera un an plus tard, en 1994 : crise touarègue au Niger. Une année de discussions sera nécessaire pour aboutir à un texte mettant fin aux affrontements armés.

Mais le plus beau trophée au tableau de chasse de Blaise Compaoré sera le succès de sa médiation en Côte-d'Ivoire. « Il connaissait tous les protagonistes depuis longtemps », expliquera son ministre des Affaires étrangères, Alain Yoda, à *Jeune Afrique*. Ayant côtoyé Henri Konan Bédié, il est proche d'Alassane Ouattara ; et il a soutenu voire financé Laurent Gbagbo, lorsque ce dernier était le principal opposant d'Houphouët-Boigny. Sa médiation permettra la participation de Ouattara – puis sa victoire – à l'élection présidentielle ivoirienne. Non sans un dernier baroud du président sortant.

En vingt-sept ans au pouvoir, l'ex-putschiste aura fini par s'imposer comme un médiateur essentiel en Afrique et comme l'allié des Occidentaux, devenant en quelque sorte le successeur de Houphouët-Boigny, ex-président de la Côte-d'Ivoire mort en 1993 (*voir : Houphouët-Boigny*).

Mais le succès géopolitico-diplomatique n'est pas une panacée : nul n'est inamovible dans l'Afrique du ^{xxi}e siècle.

Le 30 octobre 2014, Blaise Compaoré devra faire face à son tour à un soulèvement populaire. Par l'entremise de François Hollande, proposition lui avait été faite de succéder à Abdou Diouf à la tête de la francophonie. Il s'entêtera, à ses dépens, à solliciter un nouveau mandat. À la suite des émeutes provoquées par son projet de

modification de la Constitution du Burkina Faso²⁰, Blaise Compaoré devra renoncer à se représenter en 2015 et sera même forcé de quitter d'abord le pouvoir – puis le pays.

Divers mandats d'arrêt internationaux vont être lancés contre lui, le fantôme de Sankara semblant devoir le poursuivre à nouveau. Mais Blaise Compaoré a conservé des amis dans la région. Son impunité semble assurée lorsqu'il reçoit la nationalité ivoirienne le 22 février 2016. Alassane Ouattara, ayant exposé par avance la position de son pays le 15 janvier précédent : « Comme la France, la Côte-d'Ivoire n'extrade pas ses nationaux. » Mais le chef d'État du Burkina, Roch Kaboré, dans une interview à *Jeune Afrique* (16 juillet 2016), déclare : « Tôt ou tard Compaoré devra rendre des comptes. »

Congo (Brazzaville)

Une histoire mouvementée

Écrire l'histoire politique de la première décennie d'indépendance congolaise est presque une gageure, tant les dirigeants et les régimes politiques se sont succédé rapidement.

Peut-être cette instabilité politique des premières années de la jeune République du Congo peut-elle s'expliquer par la profonde diversité du pays, qui s'enfonce sur 1 200 kilomètres à l'intérieur de l'Afrique centrale, comme une langue glissée le long des fleuves Congo et Oubangui entre le Gabon, la Guinée équatoriale, le Cameroun, la Centrafrique d'une part, et d'autre part l'immense Zaïre, sans compter le long de l'océan, l'enclave angolaise du Cabinda. La disparité des reliefs et des milieux naturels est grande : basse et parfois lagunaire, la côte se hérisse au sud, au niveau de Pointe-Noire. Parallèle à la zone littorale s'élèvent les crêtes du Mayombe, chaîne entaillée de gorges abruptes et couverte d'une impénétrable forêt équatoriale. Au-delà se creuse le bassin du Niari, zone de savane surplombée à l'ouest de Brazzaville par les plateaux granitiques du massif du Chaillu. Enfin viennent les plateaux Batéké, de 600 à 800 mètres, dominant la cuvette congolaise, alluviale et marécageuse, qui draine d'innombrables rivières : paradis des poissons fumés où les échanges

commerciaux se font toujours largement par les longues pirogues fluviales surchargées qui suivent les parcours sinueux de la Likouala-aux-Herbes, de la large Sangha, de la Likouala-Mossaka, et de l'Alima paisible qui baigne la belle Oyo.

À cette diversité de biotopes correspondent des végétations différentes, de la grande forêt primaire du bassin du Congo, qui constitue l'un des poumons du globe terrestre, jusqu'aux savanes de la cuvette et aux plages de l'Atlantique. Les zones proches de la frontière camerounaise ont longtemps souffert d'enclavement, et seuls les grands travaux engagés après 2010 par le gouvernement congolais sont enfin parvenus à rompre cet isolement. Le Congo septentrional connaît un climat équatorial absolu, alors que le sud du pays jouit d'une saison sèche de quatre mois.

La colonisation française n'a pas fait dans la dentelle : dès 1899, la République instaure un système d'exploitation concessionnaire, aux mains d'une quarantaine de sociétés privées qui pratiquent une économie de pillage fondée sur le travail forcé et l'impôt de capitation, déplacent les populations et décident de tout, localement. André Gide décrit, scandalisé, dans son *Voyage au Congo*²¹, le véritable visage d'une colonisation aux antipodes d'un partage de civilisation. De 1921 à 1934, la construction du chemin de fer Congo-Océan, de Brazzaville à Pointe-Noire, a coûté des dizaines de vies humaines. Rien d'étonnant dès lors si des mouvements nationalistes se font jour très tôt au Congo : dès 1926, André Matswa fonde à Paris l'Amicale des originaires de l'A-EF. Condamné et un temps déporté au Tchad, il meurt emprisonné en 1942, devenant le symbole de la résistance à la colonisation.

Pourtant, le Congo, et Brazzaville en particulier, ont été appelés à jouer, à plusieurs reprises au xx^e siècle, un rôle historique majeur pour l'Afrique : l'ancienne capitale-jardin de l'Afrique-Équatoriale française, paresseusement lovée près du grand fleuve Congo, géant large de plusieurs kilomètres entre Brazzaville et Kinshasa, a été le lieu qui abrita à la fois les prémices et le point final de la décolonisation de l'Afrique.

Les prémices, d'abord. Du 30 janvier au 8 février 1944, avec l'organisation par le gouvernement du général de Gaulle, sur la rive française du fleuve Congo, de la « conférence de Brazzaville » : y sont

rassemblés tous les gouverneurs de l'Afrique française qui se sont ralliés au gouvernement provisoire, contre Vichy : 21 gouverneurs, 9 membres de l'Assemblée consultative et six observateurs envoyés par le Gouvernement général de l'Algérie ainsi que les Résidences générales de Tunisie et du Maroc. Indéniablement, le ralliement des colonies françaises en Afrique a été décisif pour le sort, sinon de la guerre, du moins de la France dans la guerre. De Gaulle sait ce qu'il doit à un Félix Éboué, petit-fils d'esclave, né en Guyane, gouverneur par intérim de la Martinique en 1933-1934, nommé par le Front populaire gouverneur de la Guadeloupe puis en 1938 gouverneur du Tchad, et qui répondit le premier à l'appel lancé par le Général depuis Londres.

Félix Éboué est sans doute aussi parmi les premiers inspireurs du discours que de Gaulle prononce à Brazzaville, et qui est le coup d'envoi symbolique de l'entrée de l'Afrique française dans les temps nouveaux : « En Afrique française, comme dans tous les autres territoires où des hommes vivent sous notre drapeau, il n'y aurait aucun progrès qui soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. C'est le devoir de la France de faire en sorte qu'il en soit ainsi. »

On peut juger, rétrospectivement, la concession bien maigre et la formule bien douce : « s'élever peu à peu », « participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires » ? C'est bien le moins ! Même prudente et limitée, dans le contexte historique précis de la fin de la guerre, cette formule était une politesse indispensable envers tous ceux, originaires d'Afrique, d'Océanie ou des Caraïbes, qui venaient de verser leur sang pour la France, et elle suffit à faire se lever des espoirs formidables. Il fallut deux décennies au général de Gaulle pour compléter son dessein et accomplir totalement la « révolution mentale » qui devait conduire la France à se séparer de son empire colonial. Il est toutefois objectif de constater que s'il fut à la fois au tout début et à la fin de ce processus, il n'en maîtrisa pas les enchaînements.

La conférence de Brazzaville ne fut pas seulement la date du début symbolique d'une décolonisation qui n'était même pas encore en projet. Un ensemble de propositions concrètes y furent avancées, sur

une ouverture plus large des emplois publics aux Africains, même si les postes de cadres restaient réservés aux citoyens français : sur une égale rémunération de tous les travailleurs, qu'ils soient originaires de France ou d'Afrique, sur la notion de liberté de mariage, pour faire progresser la liberté des femmes, ainsi que sur le développement de l'enseignement, la fin du travail forcé, la création dans les colonies d'un système convenable d'assurance sociale.

À quarante-quatre ans de distance, Brazzaville marqua une nouvelle fois l'histoire de l'Afrique, et plus particulièrement du sud du continent, puisqu'elle accueillit les négociations puis les accords diplomatiques qui constituent l'achèvement de la décolonisation du continent, et qui ont hérité du nom de « Protocole de Brazzaville ». La journée du 13 décembre 1988 fut en effet décisive dans l'histoire de l'Afrique australe : c'est ce jour que les représentants angolais, cubains et sud-africains signèrent d'un trait de plume leurs accords de paix négociés longuement, sous l'égide du président Denis Sassou-Nguesso.

Presque tous les protagonistes de cette aventure diplomatique étaient réunis le 11 février 2014 à Brazzaville pour évoquer ce moment décisif et les leçons qui pouvaient en être tirées pour l'avenir, en présence de plusieurs chefs d'État et de trois prix Nobel de la paix. Organisée dans la capitale du Congo, la manifestation commémorant l'anniversaire de la signature du « Protocole de Brazzaville » avait en effet été fixée à la date anniversaire de la sortie de prison de Nelson Mandela.

Une manifestation hors norme, à la fois très originale, intellectuellement stimulante et très spectaculaire, réunissant autour de Denis Sassou-Nguesso, président du Congo, les présidents en exercice de plusieurs pays africains, parmi lesquels Jacob Zuma et Faure Gnassingbé, plusieurs anciens chefs d'État, dont le président Abdoulaye Wade, mais aussi trois prix Nobel de la paix, Mohamed el-Baradei, directeur général émérite de l'IAEA (Agence internationale de l'énergie atomique), Muhammad Yunus, fondateur du microcrédit et de la Grameen Bank, Martti Ahtisaari, ancien président de la République de Finlande, auxquels il faut ajouter Mary Robinson, ancienne présidente de la République d'Irlande et haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'homme de 1997 à 2002. Avec les acteurs de premier plan : les diplomates agissant pour les différents pays concernés, et les acteurs de l'ombre, tous réunis aussi, tels que

Michael Ledeen, ancien consultant du Conseil national de sécurité aux États-Unis, Michel Roussin, alors directeur de cabinet de Jacques Chirac, Premier ministre français, ou Jean-Christophe Mitterrand, conseiller spécial pour les Affaires africaines du président français François Mitterrand...

Et surtout l'homme d'affaires et « comploteur de la paix » Jean-Yves Ollivier, qui s'impliqua personnellement dans la recherche d'une solution négociée aux derniers conflits directs hérités de la guerre froide : la guerre civile angolaise, l'occupation de la Namibie, et évidemment cette situation intolérable que constituait le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. C'est lui le principal héros du film *Complot pour la Paix* de Carlos Agulló, produit par Mandy Jacobson, financé par Paramount en Afrique du Sud, sorti en 2013 en salles, notamment en Afrique du Sud, en France, au Portugal et en Espagne.

L'enjeu de cette négociation exceptionnelle était clair : en établissant la paix en Angola, par le retrait des soldats d'Afrique du Sud et de Cuba soutenant les protagonistes d'une guerre civile sans merci, les « Accords de Brazzaville » ouvraient la voie à l'indépendance de la Namibie, qui cesserait d'être occupée par les troupes d'Afrique du Sud, et cette pacification générale du sud-ouest de l'Afrique permettrait la fin du régime de l'apartheid, la libération de Mandela, les premières élections de la nouvelle Afrique du Sud, « nation arc-en-ciel », apaisée, à qui la forte personnalité de son premier président, Nelson Mandela, permettrait de sortir par le haut de plusieurs décennies de ségrégation raciale institutionnalisée.

Dix jours après la signature du Protocole de Brazzaville, c'est la signature de l'accord de New York, béni par les États-Unis et l'Organisation des Nations unies, et le processus de pacification se met en place très vite. Présents à Brazzaville pour témoigner de leur reconnaissance à tous les acteurs de ce tournant historique, les petits-enfants de Nelson Mandela apportèrent le témoignage de leur grand-mère Winnie Mandela, et le président d'Afrique du Sud, Jacob Zuma, dont le discours fut tout particulièrement tourné vers Denis Sassou-Nguesso, sous l'égide duquel cette négociation avait pu avoir lieu.

Après l'émotion, la réflexion : la deuxième partie de cet anniversaire réunissait plusieurs prix Nobel de la paix, mais aussi Jean-Yves Le Drian, ministre français de la Défense, et plusieurs anciens présidents et grands diplomates afin de jeter une lumière

nouvelle sur les conditions dans lesquelles la paix peut aujourd'hui prévaloir en Afrique. Des diverses interventions, de nombreuses leçons sont à retenir, en particulier sur la dimension sociale et économique des conflits actuels et sur la nécessité de mieux réguler les écarts de richesse dans un monde interconnecté.

Brazzaville, ville martyre lors des guerres civiles et affrontements politiques qui ont ensanglanté le Congo depuis son indépendance, mais ville symbole de paix et d'échanges, ville symbole de rencontres et de dialogue, ville d'écrivains et d'intellectuels aussi, tels Gérard-Félix Tchicaya, U Tam'si, l'un des plus grands poètes du continent africain, dont le pseudonyme signifie « celui qui parle pour son pays », fils de Jean-Félix Tchicaya, premier député congolais qui représenta l'Afrique équatoriale à l'Assemblée nationale constituante de 1945, puis à l'Assemblée nationale, de 1944 à 1958. J'ai eu le bonheur de connaître et d'apprécier Gérard-Félix Tchicaya lors de mes années à l'UNESCO : il organisait chez lui, dans son jardin de la banlieue parisienne, de sympathiques repas pour lesquels il cuisinait lui-même, aussi doué pour les plats africains que les recettes françaises, aussi habile créateur de mets que magicien des mots...

Ce sont aujourd'hui les noms de deux autres grands écrivains congolais qui viennent naturellement lorsque l'on évoque cette Brazzaville de la paix et des lettres : d'abord Henri Lopes, romancier hors pair, grand styliste d'une langue qu'il sait plier à sa faconde africaine, profondément humaniste, et qui fut successivement Premier ministre du président Marien Ngouabi, directeur général adjoint de l'UNESCO auprès d'un directeur général nommé Amadou-Mahtar M'Bow, longtemps ambassadeur à Paris, à Rome, et bien évidemment auprès de l'UNESCO. L'intelligence et la clarté d'une pensée que la parole exprime avec une forme de délicatesse distinguée, une politesse attentive aux mots, une simplicité assumée et délibérée des formules, qui font mouche par leur précision. La langue de Voltaire sans arrogance, l'esprit de Rousseau sans systématisme. C'est dans son livre *Ma grand-mère bantoue et mes ancêtres les Gaulois*²² qu'Henri Lopes a probablement le mieux défini son cheminement vers une identité africaine d'après la décolonisation, sinon d'avant la colonisation : « J'ai dû explorer mes Afriques aussi bien dans le temps que dans l'espace. L'Africain restera longtemps semblable aux lamantins du

célèbre poème de Senghor qui, la nuit, remontent le fleuve en pèlerins jusqu'à la source purificatrice. Que l'on soit un pur-sang (si ce terme a un sens) ou un sang-mêlé, notre identité ne nous est pas offerte au berceau, nous devons la construire... nous n'avons plus honte d'écrire avec nos accents. »

Et le deuxième écrivain congolais contemporain qui marque aujourd'hui de son empreinte la littérature francophone est Alain Mabanckou... Né en 1966, à Pointe-Noire, il représente la génération suivante des lettres congolaises. Il a été lycéen au lycée Karl-Marx de Pointe-Noire, avant d'être diplômé à l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville, obtenant ensuite un DEA de droit à Paris-Dauphine. C'est par ses œuvres qu'il s'impose très vite : la parution en 1998 de son premier roman *Bleu-Blanc-Rouge* publié aux éditions Présence africaine, lui vaut déjà le grand prix littéraire de l'Afrique noire. Mais très vite l'Université américaine lui tend les bras : écrivain en résidence en 2002, il enseigne la littérature francophone à Ann Arbor, dans le Michigan, pendant trois ans, avant d'être embauché en 2006 par l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) où il est professeur titulaire de littérature francophone. Et les romans se succèdent : 2006, au Seuil, *Mémoires de porc-épic*, prix Renaudot ; 2009, *Black Bazar* toujours au Seuil ; 2010, *Demain j'aurai 20 ans*, chez Gallimard, préfacé par Le Clézio ; 2013, *Lumières de Pointe-Noire* ; 2015 au Seuil : *Petit Piment* ; et, en 2016 un essai : *Le monde est mon langage* chez Grasset. Une langue libre, directe, rythmée, chargée de couleurs et de saveurs, qui dit sans réserve inutile, sans complexe, sans pudeur, l'Afrique contemporaine et ses réalités, les quatre vérités de l'immigration en France, les communautés, leurs discours, leurs marqueurs, leurs styles, leurs élans, leur faconde. À cette liberté d'écriture qui paraît proprement « africaine », Alain Mabanckou allie une grande capacité d'analyse, à travers ses essais, mais aussi à travers sa poésie, qui parvient à dire son univers propre dans un chant très personnel. C'est un grand artiste du verbe, dont il connaît les tours et détours, et dont il use avec une joyeuse liberté. Personnalité aux multiples facettes, riches et déconcertantes, il rit aux éclats en public, tandis qu'il s'interroge et s'isole en privé.



En 2015, il est élu comme professeur invité au Collège de France à la chaire de Création artistique pour l'année académique 2015-2016, devenant ainsi le premier écrivain à occuper ce poste depuis son institution, après des musiciens comme Karol Beffa ou des peintres comme Anselm Kiefer, ou encore l'architecte Christian de Portzamparc. Il fut choisi, comme il aime justement à le dire, « pour son statut d'écrivain, et non en raison de la couleur de sa peau ». La leçon inaugurale de son cycle d'enseignement au Collège de France présentée en mars 2016 s'intitule : « Lettres noires : des ténèbres à la lumière ».

Il offre à la littérature francophone une voix universelle et très congolaise à la fois, toujours enracinée, toujours guidée par son identité profonde, qui n'est plus réellement un problème, comme cela pouvait être le cas de la génération antérieure qui enjambait l'indépendance. Alain Mabankou est congolais et français, et demain peut-être américain aussi, comme il est romancier et poète, et encore essayiste, c'est pour lui naturel, il le vit, il l'avoue, il le veut.

Congo (ex-Zaïre)

Une « guerre mondiale » sous l'équateur

La République démocratique du Congo – RD Congo, ex-Congo belge (ex-Zaïre) est depuis un demi-siècle l'épicentre de conflits locaux et régionaux aux implications si redoutables qu'on a évoqué à leur sujet une « première guerre mondiale africaine », le nombre de

victimes des conflits dans la région ayant très probablement dépassé les cinq millions de morts (*voir* : [Guerres \[en général\]](#)).

La RD Congo est le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique et aussi le pays francophone le plus peuplé sur la planète : la moitié de ses 81 millions d'habitants sont catholiques ; les Bantous représentant 80 % de la population. La scolarisation est en net progrès : le nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires est passé de 5,5 millions en 2002 à 12 millions en 2012, et celui des enfants et adolescents inscrits dans les écoles secondaires est passé de 2,8 millions en 2007 à 3,9 millions en 2012 selon l'UNESCO. En 2014, d'après une enquête menée sur tout le territoire national, 82,4 % des enfants âgés de six à onze ans fréquentaient effectivement l'école (83,4 % pour les garçons, 80,6 % pour les filles).

Le pays est jeune : l'âge moyen des Congolais est dix-huit ans.

Un Congolais sur six vit dans la capitale Kinshasa (10 millions d'habitants).

La RD Congo possède presque toutes les matières premières nécessaires à l'industrie moderne, notamment en informatique, télécommunication, nucléaire, armement, aérospatiale, métallurgie, pharmacie, électroménager, etc.

Abondance de ressources minérales rares du nord-est au sud-est du pays (coltan, diamants, or, cuivre, cobalt, zinc, manganèse...) ; ressources impressionnantes en matière forestière et de faune (gorilles, okapis...) ; très riches et vastes sols fertiles propres à l'agriculture (café, tabac, thé...). La RD Congo possède de surcroît une ressource naturelle stratégique : les eaux douces... 7 % des réserves mondiales, en termes de potentiel hydroélectrique. Le seul site d'Inga, lorsqu'il sera achevé, peut produire l'électricité demandée aujourd'hui au Nigeria, dans toute l'Afrique centrale, en Afrique du Sud, en Égypte, en Libye, voire d'autres pays riverains de la Méditerranée.

Mais la médaille a un revers redoutable.

Ces richesses doivent être exploitées rationnellement pour profiter au pays. Hélas ! La RD Congo est passée de l'économie de cueillette et de chasse à l'économie de pillage.

La faute aux guerres. Mais aussi à la corruption des autorités locales, en particulier depuis Mobutu.

87,7 % de la population de l'eldorado qu'on vient d'évoquer vit en dessous du seuil de pauvreté.

On estime que le sol de ce pays, dont l'économie est essentiellement agricole et dont le pâturage naturel est évalué à plus de 5 millions d'hectares, pourrait nourrir jusqu'à 850 millions d'habitants pendant cinquante ans.

Il est vrai que la RD Congo, d'une superficie de 2 345 410 kilomètres carrés (cinq fois la France), est totalement enclavée : le bas-Congo n'est pas navigable à cause des chutes Livingstone et le réseau routier du pays se trouve à plus de 90 % en état de délabrement avancé. Sur 152 400 kilomètres de routes recensées, seulement 2 800 sont asphaltés.

Mais l'heure est venue d'agir. Pour les Congolais. Pour l'Union africaine. Pour la communauté internationale... Juste un exemple : la RD Congo possède 50 % des réserves forestières de l'Afrique, soit 17 % des réserves mondiales de bois. Mais les belligérants et ceux qui pillent la forêt l'exploitent pour produire et vendre du charbon de bois : « C'est désormais la sève de la guerre. Une partie de la forêt est devenue une savane brûlée, s'inquiète le directeur de l'ONG Innovation pour le développement et la protection de l'environnement, établie à Goma. À ce rythme de déforestation, si on ne fait rien, alors, dans moins de dix ans, il n'y aura plus de forêt dans l'est du Congo. »

Qui mettra un terme à ce carnage ? À ces soixante-sept ans d'inhumanité ?

Dès le lendemain de l'indépendance du Congo ex-belge, en juillet 1960, le gouvernement de Patrice Lumumba demande l'aide de l'ONU afin de protéger le pays des agressions extérieures. Dans les deux jours qui suivent, le Conseil de sécurité de l'ONU enjoint à la Belgique de retirer ses troupes et autorise une provision visant à procurer une assistance militaire au Congo. À son apogée, l'ONUC (Opération des Nations unies au Congo) comptera près de 20 000 militaires et civils. Le secrétaire général de l'organisation, Dag Hammarskjöld, disparaît dans un mystérieux crash aérien au-dessus de la forêt équatoriale, alors qu'il se rend au Katanga dans la nuit du 17 au 18 septembre 1961. Hammarskjöld recevra le prix Nobel de la paix à titre posthume.

Mobutu prend le pouvoir (voir : [Mobutu](#)).

Les deux guerres du Shaba éclatent en 1977 et 1978 lorsque des séparatistes katangais, aidés par les gouvernements d'Angola et de Cuba, envahissent le Shaba (l'actuel Katanga) à partir de l'Angola oriental. Le général Mobutu devenu président du Zaïre ayant demandé l'assistance des forces militaires françaises et belges pour venir repousser l'invasion, certains parlent de « guerre par procuration ».

La « première guerre du Congo » a lieu de fin 1996 à 1997. Au terme de ce conflit, Mobutu Sese Seko sera chassé du pouvoir par des troupes rebelles soutenues par les États avoisinants, essentiellement le Rwanda et l'Ouganda.

Le chef rebelle Laurent-Désiré Kabila se proclamera président en 1997 et changera le nom du pays en République démocratique du Congo (RD Congo).

Une « deuxième guerre du Congo » (1988-2002) s'ensuivra rapidement, impliquant neuf pays africains et une trentaine de groupes armés ; ce qui en fait la plus grande guerre entre États dans l'histoire de l'Afrique contemporaine. On l'a d'ailleurs surnommée la « première guerre mondiale africaine ». Ce conflit va être l'occasion de nombreux viols et massacres, et entraîner le décès de 4 à 4,5 millions de personnes principalement de famine et de maladies, selon un rapport de l'International Rescue Committee. Des millions d'habitants sont déplacés de leurs terres ou trouveront asile dans des pays voisins.

Joseph Kabila prend la succession de son père Laurent-Désiré, assassiné en 2001.

La guerre du Kivu (2004-2009) va opposer les forces régulières de l'armée de la RD Congo au Congrès national pour la défense du peuple de Laurent Nkunda. Entrées en conflit avec l'armée de la RD Congo au Sud-Kivu en mai 2004, les forces de Nkunda occupent la ville de Bukavu où elles sont accusées de crimes de guerre, Nkunda déclarant pour sa part qu'il tente de prévenir un génocide contre les Tutsis de la région. Après des négociations avec les Nations unies, les forces de Nkunda quittent Bukavu et retournent dans les forêts du Masisi. À la suite de l'arrestation de Laurent Nkunda au Rwanda le 22 janvier 2009, le CNDP (Congrès national pour la défense du peuple) signera un traité de paix avec le gouvernement de Kinshasa.

S'ensuivra la rébellion du M23 : une séquelle des combats qui se déroulent dans le nord-est de la RD Congo, après la fin formelle de la guerre du Kivu. En avril 2012, un groupe de rebelles, composé d'anciens membres du CNDP rebelle, prend le nom de Mouvement du 23-Mars (M23). L'ancien commandant CNDP Bosco Ntaganda, *alias* « le terminateur », est accusé de commander la mutinerie, qui se prolongera jusqu'au 25 octobre 2013. Ce jour-là, les forces congolaises, appuyées par une brigade d'intervention de la MONUSCO, lancent une offensive générale dans la zone de 700 kilomètres carrés contrôlée par le M23, chassant les combattants du M23, au nombre de 400 à 450, des dernières positions qu'ils occupaient dans les montagnes du Nord-Kivu, à la frontière du Rwanda et de l'Ouganda. Les pertes seront, selon l'armée congolaise, de 292 morts dans les rangs du M23. Le 5 novembre suivant, le M23 déclare déposer les armes ; deux jours plus tard, environ 1 600 de ses membres se rendront aux autorités de l'Ouganda. La RD Congo et le M23 signeront le 12 décembre 2013 à Nairobi un accord de paix confirmant la dissolution du mouvement.

Fin 2016, Joseph Kabila refuse d'organiser des élections présidentielles au Congo, lors du terme prévu de son deuxième mandat présidentiel.

La menace d'une nouvelle guerre civile plane sur Kinshasa...

Jusqu'au coup de théâtre du 31 décembre 2016 : un accord à l'initiative de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) est soumis à toutes les parties prenantes.

Le point clé du compromis politique du 31 décembre étant une décision de la Cour constitutionnelle qui autorise M. Kabila à demeurer au pouvoir jusqu'à l'élection de son successeur.

Les autorités de Kinshasa soulignent que l'accord n'entrera en vigueur qu'une fois toutes les signatures recueillies.

Les afro-pessimistes n'hésitent pas à rappeler que la RD Congo n'a jamais connu de transition pacifique du pouvoir depuis son indépendance en 1960.

Mais les afro-pessimistes ne peuvent pas avoir toujours raison.

Courbe du fleuve (À la)

Retour à la brousse

À la courbe du fleuve est un roman du prix Nobel de littérature Vidiadhar Surajprasad Naipaul²³, publié en France en 1982.

Le narrateur du livre se nomme Salim ; c'est un musulman indien, propriétaire d'un magasin, dans une petite ville (sans nom) de l'intérieur d'un pays africain (sans nom) après l'indépendance. Étant né et ayant grandi dans une ville côtière (sans nom) pendant la période coloniale, et donc ne se sentant ni européen ni africain, Salim observe les changements avec un regard d'étranger. Rien n'identifie le pays où il vit. Néanmoins, les événements font penser à la décolonisation du Congo ex-belge – qui se transforme en Zaïre sous Mobutu Sese Seko – et, dans la description de la ville, certains reconnaissent Kisangani...

Naipaul désigne le processus qu'il décrit comme le « retour à la brousse ». Les différents personnages (africains d'origine indienne, autochtones, européens) sont en pleine confusion, tiraillés entre toutes sortes de représentations et d'idéologies.

V.S. Naipaul obtiendra en 2001 le prix Nobel de littérature. Le jury de Stockholm distinguant le mélange de « narration perceptive » et d'« observation incorruptible » dans des œuvres « qui nous condamnent à voir la présence de l'histoire refoulée ».

Après les Antilles, où l'écrivain britannique va situer ses premiers romans, Naipaul élargit son champ d'inspiration géographique, pour évoquer les effets pervers de l'impérialisme américain et du nationalisme dans le tiers-monde, notamment dans *Guérilleros* (1975) et *À la courbe du fleuve* (1979), comparé par certains critiques à l'époque de sa parution avec *Au cœur des ténèbres* de Joseph Conrad. La différence étant que Conrad restitue l'atmosphère étouffante du temps de la colonisation, alors que V.S. Naipaul décrit le climat tout aussi étouffant – et kafkaïen parfois – du début des indépendances.

Les jugements portés sur l'œuvre de Naipaul sont partagés : d'un côté, le prix Nobel 1992, Derek Walcott, originaire de Sainte-Lucie, qualifie ses romans de néocolonialistes. Ses admirateurs soulignent à l'inverse que le regard de Naipaul n'hésite pas à pointer les ravages de la corruption politique et de l'aliénation au fondamentalisme dans les

États postcoloniaux.

Laissons le mot de la fin au personnage du gouverneur dans *À la courbe du fleuve* : « Ne croyez pas que ça va mal seulement pour vous. Ça va mal pour tout le monde. C'est ce qu'il y a de terrible. Ça va mal pour Prosper, mal pour l'homme à qui on a donné votre magasin, mal pour tout le monde. Personne ne va nulle part. Nous allons en enfer et chacun le sait au fond de lui. On nous tue. Rien n'a de sens. C'est pourquoi tout le monde est tellement frénétique. Tout le monde veut faire de l'argent et s'en aller. Mais où ? »

Crocodile

Chair de poulet et goût de poisson

Le crocodile est un proche parent des dinosaures et des oiseaux préhistoriques. Il en existe quatorze espèces différentes sur la planète, dont le *Crocodylus niloticus* ou crocodile du Nil, le *Mecistops cataphractus* ou crocodile à nuque cuirassée, et l'*Osteolaemus tetraspis* ou crocodile à front large, qui vivent tous trois en Afrique.

Un crocodile adulte mesure en moyenne cinq mètres et peut vivre jusqu'à cent ans. On le trouve principalement dans les régions chaudes et humides. Sa queue est plus grande que son corps – lequel peut peser jusqu'à 1 000 kilos – c'est d'ailleurs la seule partie du crocodile propre à la consommation.

Dans l'Égypte antique, *Sobek* le crocodile, dieu souverain des eaux et de la fertilité, est considéré par les habitants de la région du Fayoum comme le créateur de l'univers. Son temple, élevé à l'époque ptolémaïque, à Kôm Ombo sur la rive droite du Nil à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Assouan, a la particularité d'être un double sanctuaire, consacré au culte d'*Horus* le faucon, dieu du ciel, et à celui de *Sobek* le crocodile, dieu des eaux et de la fertilité.

En Afrique de l'Ouest, où l'anthropomorphisme est chose courante, chaque tribu possède son totem. À Bazoulé, au Burkina Faso, l'animal en question est un *Crocodylus suchus*, variété qui s'attaque fréquemment à l'homme et dont le pire représentant (un saurien originaire du Burundi nommé Gustave) aurait tué près de



Selon la légende burkinabé, Bazoulé a été découvert grâce à des crocodiles bienveillants, lesquels auraient permis à un chasseur perdu et assoiffé de trouver une source d'eau et seraient devenus ensuite les protecteurs du village.

J'ai fait personnellement la connaissance des crocodiles de Yamoussoukro qui peuplent le lac entourant le palais présidentiel ivoirien, à l'époque de Félix Houphouët-Boigny, premier président de la Côte-d'Ivoire indépendante, dont ils symbolisaient la puissance politique. Ces bêtes pouvaient faire des sauts de plusieurs mètres pour saisir la nourriture qui leur est donnée quotidiennement (des poulets vivants après 17 heures). Le lac et ses crocodiles constituent une attraction touristique réputée dans toute l'Afrique de l'Ouest²⁴. On peut comparer prosaïquement la viande de crocodile à de la viande de poulet. Sa texture, sa couleur et son goût sont très proches de ceux de la volaille. C'est aussi une viande très surprenante, car selon l'assaisonnement, on croirait manger soit du poisson, soit du poulet ! Voici une recette traditionnelle...

Sur Internet, on peut trouver des recettes de *burger de croco* grâce au blog de Mademoiselle Banane (<http://melbananecuisine.over-blog.com/>).

Hacher le crocodile. Le façonner en ministeak et le poêler. Dans le pain mettre le steak, une tranche de gouda, de la salade avec comme sauces, ketchup et moutarde. Servir chaud. Mademoiselle Banane suggère deux variantes : l'une avec de la sauce HP qu'elle trouve « très british » et l'autre avec de l'huile de truffe.

Mademoiselle Banane rappelle que le crocodile en vente dans les grandes surfaces est élevé de la même façon que la vache ou le poulet : « Alors aucune culpabilité », écrit-elle ! Bon appétit. Mais pas pour moi qui ne sacrifie jamais à la mode du burger.

Cuisines

Goûts et couleurs

Dans la plupart des pays d'Afrique, on mange avec les mains. Y compris dans les bonnes familles... Chez les musulmans, on prétend utiliser la main droite, la main gauche étant considérée comme impure.

On en apprend beaucoup sur les habitudes alimentaires des peuples à travers leurs interdits religieux. Même si l'islam n'est pas omniprésent sur le continent, il suffit d'écouter ce que dit le Coran (sourate *La Table*) pour imaginer le tableau de chasse : « Vous sont interdits la bête trouvée morte, le sang, la chair de porc, ce sur quoi on a invoqué un autre nom que celui d'Allah, la bête étouffée, la bête assommée ou morte d'une chute ou morte d'un coup de corne, et celle qu'une bête féroce a dévorée »... Aux restrictions énumérées ici s'ajoute la proscription des animaux dotés de canines (lion, chien, loup, chat...), des oiseaux carnassiers et des animaux nécrophages, auxquels s'ajoutent les omnivores en général. Les singes en particulier.

La société moderne a ajouté à ces tabous religieux celui des espèces protégées²⁵ ; celles-ci allant du gigantesque éléphant – très recherché par les contrebandiers pour ses défenses en ivoire et par les forestiers pour la viande de sa trompe et pour celle de ses pattes – au minuscule pangolin.

Il fallait bien sauver les témoins essentiels de la vie sur la planète. Mais pourquoi le pangolin ? Ce fourmilier écailleux – artichaut sur pattes – ne paie pas de mine : petit mammifère doté d'une langue plus longue que son corps, il est l'objet d'une demande démesurée de la part des consommateurs chinois : les douanes estiment que plus de dix mille pangolins sont vendus illégalement chaque année dans l'empire du Milieu ; et les défenseurs des animaux estiment que le chiffre serait plus proche de cent mille... J'ai savouré du pangolin avant que l'espèce ne soit protégée par le droit international en 2000. Entre nous : il s'agit d'un vrai régal !

Au Cameroun, le pangolin est cuisiné en *ndomba*, terme bété pour papillote : les papillotes se font à l'aide de feuilles de bananiers, ou macabo. Les bétis cuisinent à peu près tout en *ndomba* – aussi bien la viande (blanche, rouge ou gibier) que le poisson...

La cuisine d'Afrique noire est peu connue hors du continent, parce qu'elle fait appel à des produits difficiles à se procurer ailleurs que sur place. Des viandes de chasse : le buffle, le zébu, le chameau, le phacochère, le singe, le succulent porc-épic, la tortue d'eau douce ou de mer, à la saveur délicate et précieuse, au Cameroun une des spécialités des Bassa et des Bakoko, la délicieuse vipère cornue dégustée à la table de Mgr Zoa, alors archevêque de Yaoundé. Des animaux presque domestiques comme le fameux « poulet bicyclette », une institution dans les pays du Sahel, et notamment au Burkina Faso. Il étonne par sa petite taille et son faible gabarit. Laisse en liberté dans la rue, le poulet bicyclette picore tout ce qu'il peut trouver. Habitué à courir très vite, il arbore des cuisses de cycliste : grillé sur la braise d'un feu de bois, sa viande est tendre, goûteuse, savoureuse, loin de la fadeur du poulet d'élevage. À Yaoundé, j'ai dégusté la cuisine des « Veuves joyeuses », matrones renommées ou jeunes beautés accortes proposant gambas, poulets, phacochères, poissons de mer grillés ou le poulet DG (directeur général) savamment préparé sur des barbecues géants.

Autre petit animal bondissant, le délicieux agouti. À de nombreuses reprises, j'ai effectué, en voiture, le long de la mer le trajet qui sépare les deux capitales du Togo, Lomé, et du Bénin, Cotonou, suivant le ruban de cocotiers qui ourle cette partie du littoral. Et je n'ai jamais manqué de faire halte auprès des « mamas » et de leurs marmites où mijote l'agouti, sorte de rongeur apparenté au rat, à l'écureuil ou au lapin qui bondit dans les champs avoisinants, comme un kangourou en modèle réduit.

Mon dernier agouti, je l'ai dégusté à la table familiale de l'ancien président de Côte-d'Ivoire Laurent Gbagbo pour qui la « petite bête » était un « régal ». Des viandes de brousse ou domestiques mais aussi des poissons de mer comme le thiof, proche du mérout, le capitaine et le manvi des rivières... Sans oublier le crocodile que j'ai pu déguster au restaurant de la « Porte Jaune » à Douala. Ajoutez ces légumes aux noms évocateurs qui font rêver : avocats, bananes plantain, myondo, macabo, ignames, pain de singe, n'dolé, manioc, fonio, karité, sorgho. Les fruits qui font rêver : oranges, ananas, bananes, papayes, mangues. Et croyez-moi : les petites mangues sauvages du Cameroun n'ont rien à voir avec celles des supermarchés des pays riches.

La cuisine africaine traditionnelle se caractérise par sa rusticité :

cuisson au feu de bois, utilisation du mortier et de la marmite où tout cuit en même temps. À la maison comme dans les maquis ([voir à cette entrée](#)).

La table est plus variée dans l'Ouest africain que dans l'Est. Mais, en Éthiopie, elle peut être très raffinée, comme en témoigne le *doro wet* à base de poulet et d'œufs durs ; une sauce à la viande richement élaborée qui se mange traditionnellement avec une *injera*, savoureuse galette faite à base de farine de millet.

On apprécie autant la crevette sur le littoral d'Afrique orientale – où elle devient *gamba* – qu'au Cameroun dont le pays doit son nom aux *camaroes*, appellation portugaise de ces crustacés. Cuisson recommandée : quelques minutes à feu vif ; le goût des belles gambas est encore meilleur.

Efo riro signifie tout simplement « soupe de légumes » en yoruba, langue que l'on parle couramment au Nigeria et au Bénin. C'est un plat que beaucoup de gens apprécient parce qu'il est très polyvalent. Il peut être aussi bien mangé avec du riz, de l'igname ou avec n'importe quel autre aliment de base.

Le poisson braisé est particulièrement apprécié en Afrique de l'Ouest : Camerounais, Ivoiriens, Sénégalais, Maliens ou Guinéens en raffolent. Il peut être servi avec une sauce oignon ou avec des plantains frites et de l'*attieké*, le manioc à la mode ivoirienne. Le poisson est souvent mariné dans une sauce épicée et ensuite cuit aux braises, au barbecue ou dans un plat allant au four.

Le poisson est aussi la base du plat le plus fameux d'Afrique de l'Ouest : le *thiéboudienne*. Il y a autant de manières d'écrire « ceebu jenn », « hiep bu dinenne », « ceebujenn »...) que de le préparer. Cette recette de riz (*ceeb*) et de poisson (*jenn*) – habituellement le *thiof* – est le plat national du Sénégal que l'on peut également faire au bœuf (*ceebu app*). Le thiéboudienne sénégalais est aussi connu sous le nom de *riz au gras* en Côte-d'Ivoire, en Guinée et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest ; on l'appelle *Jollof rice* (riz de Jollof) au Nigeria et au Ghana.



Au cours de ma vie africaine, j'ai dégusté de nombreux thiéboudiennes, notamment au Sénégal, à Dakar chez mon ami le regretté Farah Ndiaye, vice-président de l'Assemblée nationale, ancien bras droit d'Abdoulaye Wade au temps où celui-ci était dans l'opposition. Assis sur le tapis, déchaussés, autour de l'immense cuvette où nous puisions à la main le succulent thiof, le riz concassé et les légumes (carottes, aubergines, patates douces) accompagnés d'une sauce bien relevée dans l'huile d'arachide, par le piment, le basilic, le laurier, je lui proposai de devenir le premier président de Canal+ Afrique au Sénégal... Il acceptera – avec soulagement, avouera-t-il – de devenir un acteur important de l'audiovisuel sénégalais et africain, et de prendre ses distances avec la politique politicienne... C'est en sa compagnie et celle d'autres nombreux amis sénégalais que nous dégustions un autre plat national, le *yassa*, poulet macéré à l'huile d'arachide et au citron vert, avec des oignons, du piment, des épices, accompagné de riz casaméen concassé.

Au nord du Sahara, le plat traditionnel du Maghreb tient son nom du mot *seksu* (devenu *kuskus*, *kuskusùn* en arabe d'Afrique du Nord, puis *couscous* en français) ; il existe dans tous les parlers berbères de l'Afrique du Nord, avec des nuances, mais il sert partout à désigner le blé bien roulé. C'est un plat paysan, à base de semoule de blé dur. Les légumes qui composent la garniture varient d'une recette à l'autre. En même temps, il s'agit de l'un des plats emblématiques des cuisines arabe, juive, africaine et méditerranéenne.

Bien entendu, il existe autant de couscous que de cuisinières, car c'est un plat essentiellement familial qui permet une multitude de combinaisons d'ingrédients autour de la graine, des légumes et du bouillon : des viandes, du poisson (plutôt en Tunisie ou sur la côte atlantique du Maroc) ou juste du jus de cuisson, du sucré et du salé ; du goût pimenté ; des plantes aromatiques comme le thym, la menthe pouliot, la coriandre et le laurier ; mais aussi plusieurs condiments et

épices tels le piment de Cayenne, le paprika, le cumin et les clous de girofle. Je n'oublierai jamais le *barboucha* de la région de Sétif. Le *barboucha*, c'est le couscous des pauvres où le lait remplace la viande.

Ce sont mes amis d'Aïn Arnat, près de Sétif, qui m'initient à la préparation et à la cuisson du méchoui, et aussi à la dégustation des meilleurs morceaux : ni le gigot, ni l'épaule mais le filet tendre et moelleux, levé avec les doigts le long de l'échine brûlante... Toujours en Algérie, l'hiver je fréquentais Chréa, station de montagne, près d'Alger, où l'on pouvait pratiquer le ski, et dans les bois avoisinants, la chasse au sanglier. Les Algériens n'en mangeaient pas (même sauvage, cela restait du *alouf*, du porc) et abandonnaient volontiers le produit de leur chasse à leurs amis européens. C'est ainsi que j'héritai un jour d'une bête de taille respectable que je rapportai, non sans mal, dans le coffre de ma voiture à mon domicile d'Alger. Après l'avoir fait dépecer, j'en partageai les meilleurs morceaux avec quelques voisins algériens dont l'écrivain Georges Arnaud, amateur de bonne chère arrosée des puissants vins algériens.

Je pratiquais également, durant nos loisirs, la pêche sous-marine, source de découvertes et d'émerveillements à une époque où les fonds de la Méditerranée étaient préservés : grandes prairies aquatiques semées de couleurs vives, où les bouts de sardine mettaient des draperies d'argent ou d'ombre, selon l'éclairage, passage de daurades grises ou roses, loups allongés, mérus obèses, au masque mussolinien et à la dentition redoutable, survolés par l'aile coupante des raies géantes. Toute cette vie insoupçonnée me fascinait, moi l'amateur de sardines grillées, des loups et mérus et calamars bien cuisinés des restaurants de la Pêcherie et de ma cuisinière sétifienne Zakia.

J'aimais particulièrement la période du ramadan pendant laquelle les Algériens se recevaient largement, où les familles se regroupaient, où les amis étaient conviés. Je n'ai jamais vécu cette période comme une contrainte : m'adaptant au rythme particulier qu'elle impose, je calquais mes horaires de travail sur ceux de Ben Bella, Bouteflika, Boumaza, et ceux de mes amis. Comme eux, je goûtais le repos de midi, pour faire la journée continue, et au déclin du jour, nous dégustions la *chorba* (soupe) brûlante qui apaisait les tenaillements de la faim avant de partager, plus tard, le plus souvent un couscous familial. Et de déguster, parfois malgré moi qui n'avais pas de prédilection pour les pâtisseries orientales trop sucrées, les *zlabiyas*,

baklawas et autres *mabrouks*, gâteaux traditionnels servis pour cette occasion.

1. Balland, 1970.
2. Howard Mumma, *Albert Camus and the Minister*, Paraclete Press (MA), 2000.
3. Elizabeth Hawes, *Camus, a Romance*, Grove Press, 2009.
4. *Actuelles III, Chroniques algériennes (1939-1958)*, Gallimard, Paris, 1958.
5. Dont je vais devenir porte-parole en 1980.
6. Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, généralement décrits comme les « pays émergents ».
7. En réalité, l'éditorialiste de *Paris Match* n'est pour rien dans l'invention du titre. Cf. Paul Deslamand et Yves Stalloni, *Petit inventaire des citations malmenées*, Albin Michel, 2009.
8. La carte postcoloniale de l'Afrique comporte une singulière enclave namibienne, située entre Botswana, Angola et Zambie, où se pose un problème de franchissement du Zambèze entre Grootfontein et Livingstone en amont des chutes Victoria.
9. Jacques Chirac, *Mémoires*, t. 1 *Chaque pas doit être un but* (2009) ; t. II *Le Temps présidentiel* (2011), NIL Éditions.
10. Voué à faciliter l'accès aux médicaments contre notamment le sida, le paludisme ou la tuberculose.
11. Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la commission de l'Union africaine, ne porte pas le même nom que le président sud-africain Jacob Zuma par hasard ; ils ont été mariés.
12. Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte-d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigeria.
13. Aujourd'hui, réédité chez Flammarion, coll. « GF », 2012.
14. André Gide, *Voyage au Congo*, Gallimard, 1927.
15. Alberto Moravia et Andrea Andermann, *Allant ailleurs*, Grasset, 2015.
16. En revanche, une adaptation fidèle a été réalisée pour la télévision par Nicolas Roeg en 1993 : *Heart of Darkness*, avec Tim Roth, John Malkovich, Isaac de Bankolé, James Fox.
17. « Une image de l'Afrique : le racisme dans *Au cœur des ténèbres* de Conrad. »
18. Le « Che » du Burkina Faso en 1987.
19. Blaise Compaoré est également soupçonné de la disparition de quelques personnalités politiques ou de journalistes burkinabés, notamment Norbert Zongo.
20. L'article 37 limitant en particulier le nombre de mandats présidentiels.
21. Gallimard, 1927.
22. Gallimard, coll. « Continent noir », 2003.
23. V.S. Naipaul, *À la courbe du fleuve*, Albin Michel, 1982 pour la trad. française ; rééd. dans « Bouquins » *Œuvres romanesques choisies*, Robert Laffont,

2009.

24. « Les Crocodiles de Yamoussoukro » sera aussi le titre d'une nouvelle de l'écrivain britannique V.S. Naipaul, prix Nobel de littérature, dans le recueil *Sacrifices*, Albin Michel, 1984.

25. La liste des espèces est annexée à une convention signée en 1973 à Washington.



Daoud (Kamel)

Deux prix et une fatwa pour un roman inspiré par L'Étranger

Né en 1970 à Mostaganem (Algérie), Kamel Daoud, qui a débuté comme journaliste au *Quotidien d'Oran*, est l'auteur d'un roman remarqué : *Meursault, contre-enquête*, sélectionné pour le Goncourt et le Renaudot, et salué par le prix François-Mauriac ainsi que par le Goncourt du premier roman en 2015.

*Meursault, contre-enquête*¹ s'inspire de *L'Étranger* d'Albert Camus : le narrateur est en effet le frère de « l'Arabe » tué par Meursault (voir : [Camus](#)). Le roman évoque les désillusions que la politisation de l'islam a pu entraîner pour certains Algériens.

En Algérie, confie Kamel Daoud, le livre est l'objet d'un malentendu : « Sans l'avoir lu, de nombreuses personnes ont pensé que c'était une attaque de *L'Étranger*. Je me suis emparé de *L'Étranger* parce que Camus est un homme qui interroge le monde. J'ai voulu m'inscrire dans cette continuation. »

Depuis, Kamel Daoud, dont la liberté d'esprit – et de parole – fait régulièrement figure de provocation au sud de la Méditerranée, s'est retrouvé au cœur de nouvelles polémiques.

Il a fait l'objet d'une fatwa lancée par un imam salafiste, appelant le 16 décembre 2015 sur Facebook à l'exécution de l'écrivain, au motif que « si la charia islamique était appliquée en Algérie, la sanction serait la mort pour apostasie et hérésie ».

Kamel Daoud ayant porté plainte au sujet des menaces publiques de mort proférées par l'imam, la justice algérienne a rendu un jugement qualifié de « sans précédent » par l'avocat du plaignant, condamnant l'imam à six mois de prison dont trois mois ferme et à

l'équivalent de 450 euros d'amende le 8 mars 2016.

Kamel Daoud n'en a pas fini pour autant d'être au cœur des controverses. Son analyse des agressions de femmes au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre à Cologne, et ses commentaires à propos de l'islam et de la sexualité lui ont valu une nouvelle volée de critiques, notamment d'intellectuels français, à la suite desquelles Daoud a annoncé sa volonté de renoncer au journalisme et de se consacrer entièrement à la littérature.

Sa voix, comme celle des grands romanciers Boualem Sansal et Yasmina Khadra, est indispensable au libre débat sur l'islam et la société algérienne.

Kamel Daoud a reçu en avril 2016 le prix Jean-Luc Lagardère du journaliste de l'année pour ses chroniques parues dans *Le Quotidien d'Oran* et dans *Le Point*.

Dettes

Afro-optimisme et endettement à haut risque

Depuis 2004-2005, l'Afrique connaît une exceptionnelle croissance : plus de 5 %, contre 2,6 % dans les années 1980 et 2,3 % dans les années 1990. L'afro-optimisme prend le pas sur l'indifférence à l'égard du continent, voire l'afro-pessimisme. L'Afrique devient la coqueluche des observateurs, des économistes, des investisseurs...

La baisse des prix des matières premières observée au cours des années 1980-1990 aurait pu laisser craindre le pire, un retour en arrière. Selon le dernier rapport de la Banque africaine de développement dessinant les perspectives économiques du continent, l'Afrique va au contraire enregistrer en 2013 une croissance de 4 %, supérieure de 1 point à celle du reste du monde ; l'année 2014 a connu une croissance proche de 5 % ; en 2017, la tendance devrait s'établir à 5,7 %... Ces perspectives laissent entrevoir que la croissance africaine n'est plus tributaire des prix des matières premières ; qu'elle est endogène, voire durable.

Toutefois, le risque financier, lié au poids de la dette des pays africains, n'est pas écarté.

Des experts comme Dov Zerah, ancien patron de l'Agence française de développement, tirent même à nouveau le signal d'alarme en insistant sur le risque de « trappe à l'endettement des pays africains ».

On aurait pu croire le problème résolu après la série d'annulations consenties par les grands pays à la fin du xx^e siècle. Depuis la première initiative française annoncée en septembre 1989 à Dakar, les dispositifs de réduction ou d'annulation ont été nombreux. Le sommet du G7 de Lyon en 1996, reconnaissant le caractère « insoutenable » de la dette ; position confirmée en 1997 au sommet de Cologne ; le sommet de Tokyo affichant en 2000 un objectif d'effacement des deux tiers de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)... Processus confirmé par le G8 de Gleneagles (Écosse) : l'effacement annoncé portera sur 40 milliards de dollars pour 18 pays pauvres très endettés...

Dix ans plus tard, où en est-on ? Il ne reste rien ou presque des annulations des dettes de 2005. Les plus mauvais élèves d'Afrique subsaharienne ont même dépassé leur taux d'endettement d'alors. Le Ghana par exemple, après avoir ramené sa dette de 48 à 26 % de son produit intérieur brut en 2006, est aujourd'hui à près de 73 %. Et beaucoup de pays d'Afrique sont concernés puisque 35 d'entre eux ont une dette jugée « à risque ».

La principale crainte du Fonds monétaire international dans son rapport d'octobre 2015 est que plusieurs de ces pays ne puissent jamais rembourser. La question de la dette doit en effet être envisagée sous tous les angles² : la dette la plus élevée s'inscrit au bilan des pays les plus riches du continent (en raison notamment de leur forte capacité d'endettement). L'Égypte, l'Afrique du Sud, le Maroc, le Nigeria et le Soudan forment le Top 5 des pays les plus endettés d'Afrique avec un encours qui varie de 49 milliards de dollars pour le Soudan à 246 milliards de dollars pour l'Égypte. La Centrafrique et la Guinée-Bissau figurent en revanche parmi les cinq pays les moins endettés ; mais ce n'est pas une preuve de vertu. Les pays les plus pauvres portent en réalité la charge de la dette la plus pesante en proportion de leur richesse nationale.

L'ONG Jubilee Debt Campaign considère que les pays africains sont extrêmement exposés à une rechute « en considérant le niveau très élevé de leurs dettes extérieures, leurs importants et persistants déficits du compte courant, et les futurs paiements liés à leurs dettes ».

Dans cette liste des pays à très haut risque figurent le Ghana, la Mauritanie, le Mozambique, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Éthiopie. L'endettement souverain est jugé à haut risque dans les pays suivants : Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Lesotho, Liberia, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Togo, Zambie et Niger. Enfin, l'ONG souligne que le Bénin et la Guinée sont confrontés à un haut risque de crise lié à la dette du secteur privé.

En reprochant aux Occidentaux d'avoir entrepris de faire payer le prix de la décolonisation au continent africain, le fondateur du Burkina Faso (jusqu'alors Haute-Volta), le président Thomas Sankara, mettait déjà en accusation ce mécanisme infernal dans son discours du 29 juillet 1987 devant le sommet de l'OUA à Addis-Abeba : « La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre si nous payons, c'est nous qui allons mourir. »

Dibango (Manu)

Soul Makossa, mais pas que...

Parmi les amis durables que j'ai rencontrés au Cameroun, Manu Dibango est l'un des plus célèbres. Il l'était déjà, en Afrique, lorsque je le croisais au bord de la piscine de l'hôtel Mont Febe : endroit spectaculaire à quelques kilomètres du centre-ville de Yaoundé, à mi-pente d'une colline dominant la capitale, couronnant un jardin extraordinaire ombragé par d'immenses arbres, au-dessus des prairies d'un golf plus pentu qu'une piste de ski alpin.

La carrière de Manu Dibango mérite à elle seule la considération de tous. Né le 12 décembre 1933 à Douala, il se définit comme « saxophone, clavier, vibraphone, Moumba, chant, compositeur, arrangeur, chef d'orchestre ».

Dès 1953, entre Yaoundé, Paris et Bruxelles, il s'impose comme un grand musicien. Engagé, en 1969, il participe au Festival panafricain d'Alger avec Myriam Makeba, Archie Shepp, Barry White, Nina Simone, mais aussi les leaders des mouvements africains de libération

et les Black Panthers. En 1972, « Soul Makossa » déferle sur les ondes et devient un tube planétaire, propulsant le grand Noir au crâne lisse couleur d'ébène, avec son saxophone, sous le feu des projecteurs. Près de quarante-cinq ans ont passé, et ce titre est toujours aussi puissant, tout simplement « le plus rempli ». De Michael Jackson à Cameo, Full Force ou encore Miss Jennifer Lopez et Rihanna, rares sont ceux qui ont pu résister au son de « Mamako, Mamasa, Mamamkosa... », sans en faire usage.

En 1970, la route pénètre dans la forêt après l'hôtel Mont Febe pour rejoindre le Safari, une invention d'esthète, un restaurant échafaudé en pleine nature, construit sur le sol, et dont les piliers étaient les troncs mêmes des grands arbres qui l'abritaient. Installés dans cet étranger décor de troncs vivants, de colonnes sculptées, de masques camerounais, les dîneurs dégustaient les grosses crevettes grillées du Wouri, les poissons à la braise ou le fameux *ndolé*, écoutant les joueurs de balafon, entourés de danseurs et de chanteurs. Ce lieu mythique ne survécut pas à la mort accidentelle de son créateur...

Lorsque, en 1975, les étudiants de l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé, que j'avais créée cinq ans auparavant et que je dirigeais encore, souhaitèrent organiser une fête de fin d'année pour marquer symboliquement l'achèvement de leur formation, je leur suggérai de contacter Manu Dibango et je m'offris à faire pour eux la démarche auprès de lui : je le rencontrai alors au Mont Febe. Il accepta immédiatement avec cette générosité chaleureuse qui le caractérise. Cette fête camerounaise a été suivie de nombreuses autres, et notre amitié de plus de quarante ans ne s'est jamais démentie. Ce don joyeux qu'il partage et fait partager, c'est un plaisir de vivre où il trempe sa musique et son rire fracassant. Géant, drôle, génial dès qu'il empoigne son saxo, Manu Dibango donne à la vie ses couleurs et aux sentiments leur profondeur. Fidèle aux siens, fidèle à ses convictions, et d'autant plus ouvert aux autres, aux étrangers, à tous ceux qui sont différents, dont il sait révéler la part la plus humaine. Impétueux, mais toujours attentif, impulsivement bon, avec un geste sûr.

Ce sont ces qualités qu'il révélera magnifiquement dans des moments qui restent éclairés comme des phares dans ma mémoire : ainsi ce jour où il animera, pour les élèves de l'École supérieure de journalisme de Lille, un inattendu bal africain, organisé avec l'Orchestre national de Côte-d'Ivoire, en présence de Pierre Mauroy,

qu'il initiera au « makossa », dans le grand hall de l'hôtel de ville. Ainsi lors du dixième anniversaire du Conseil supérieur de l'audiovisuel, en janvier 1999, lorsqu'il offrit spontanément de participer, saxo en main, à la grande réception que j'avais organisée au foyer du Palais de Chaillot, face, symboliquement, à la tour Eiffel, en présence des plus hautes autorités de la République et de plusieurs pays africains.



Soucieux de voir la télévision hexagonale refléter mieux la diversité des visages de tous les Français, Manu Dibango a également été un militant au sein du « Collectif Égalité » mené par l'écrivaine camerounaise Calixthe Beyala. Leur plaidoyer conduisit le CSA que je présidais à prendre des positions claires et à intégrer dans les conventions des chaînes privées, comme dans les cahiers des charges des chaînes publiques, une obligation de prise en compte effective de la diversité des composantes et des origines de la population française. Amoureux de la langue française, il sera aussi désigné comme « grand témoin de la francophonie » lors des Jeux olympiques de Rio de Janeiro en 2016, comme je l'avais été à ceux d'Athènes en 2004...

Me revient le souvenir du 21 juin 1999, lorsqu'il donna au saxo le coup d'envoi de la Fête de la musique à la fin de la présentation que je venais de faire, du Rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Mon discours, comme à l'accoutumée, avait été un peu long, et la ministre de la Culture attendait à l'autre bout de Paris pour qu'il donne ce même coup d'envoi sous les ors du Palais-Royal... Je le remerciai d'avoir attendu... Il me regarda en riant : « L'amitié passe avant la politique... » C'était une bonne formule pour recadrer les hiérarchies sociales, et elle peint à elle seule la nature et la qualité de l'homme qui la prononçait.

Diop (Alioune)

La négritude en revue

Né en 1910 à Saint-Louis (Sénégal), Alioune Diop est l'un des inventeurs de la « négritude ».

Après des études à la Sorbonne, où il se destine à l'enseignement des lettres, il crée en 1947 la revue *Présence africaine* qui devient vite le forum d'un mouvement intellectuel de revendication culturelle. Pour la première fois, l'Afrique noire et le monde noir dans son ensemble s'expriment dans une revue visant une large audience. L'éditorial du premier numéro de la revue donne le ton. Alioune Diop choisit pour son intitulé un proverbe toucouleur : *Niam n'goura – Niam n'goura vana niam m'paya*³. La revue, qui produit sept numéros, entre 1947 et 1949, est à pied d'œuvre pour donner à la culture africaine sa place dans le concert des nations. La composition du comité de patronage témoigne du soutien des intellectuels français de l'époque : Jean-Paul Sartre, Albert Camus, André Gide, Théodore Monod, Michel Leiris, Aimé Césaire et bien d'autres. Alioune Diop a pour ambition d'accueillir dans sa revue « tout ce qui a trait à la cause des Noirs et toute voix qui mérite d'être entendue », et de l'ouvrir « à la collaboration de tous les hommes de bonnes volontés... susceptibles d'aider à définir l'originalité africaine et de hâter son insertion dans le monde moderne ».

Alioune Diop élargira les activités de *Présence africaine* à l'édition et même à la production de film documentaire. Dans la tradition du cinéma de montage, *Les Statues meurent aussi*, coréalisé par Chris Marker et Alain Resnais au début des années 1950, est une magistrale réflexion sur l'art africain, sur sa puissance et sa dégradation. Comment les Occidentaux trouvent-ils du pittoresque là où la communauté noire voit une culture ? Le film, d'abord amputé d'un tiers, ne sera projeté intégralement qu'en 1968, après quinze ans d'interdiction.

Témoignage d'Alain Resnais : « On nous avait commandé un film sur l'art nègre. Chris Marker et moi sommes partis de cette question : pourquoi l'art nègre se trouve-t-il au musée de l'Homme, alors que l'art grec ou égyptien est au Louvre ? »

Deux ans après la disparition d'Alioune Diop en 1980,

l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) créera le prix Alioune-Diop de l'édition francophone, reconnaissant ainsi l'héritage culturel du fondateur de *Présence africaine*.

Diop (Birago)

Via le verlan et le wolof

L'écrivain et conteur sénégalais Birago Diop (1906-1989) naît et grandit à Ouakam où il suit à la fois l'enseignement coranique et l'école française. Séjournant en France à l'occasion de ses études de médecine vétérinaire à l'école nationale vétérinaire de Toulouse, dont il obtient le diplôme en 1934, il rencontre Léopold Sédar Senghor et s'associe au mouvement de la *négritude* (voir [cette entrée](#)).

Exerçant comme vétérinaire de brousse dans plusieurs pays africains, Soudan, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Mauritanie (avec une parenthèse comme ambassadeur en Tunisie de 1960 à 1965), Birago Diop s'intéresse aux contes entendus dans les différentes parties de l'Afrique de l'Ouest. C'est alors qu'il recueille les contes et fables du griot Amadou Koumba⁴.

Léopold Sédar Senghor admirait particulièrement ces contes. Selon Senghor, Birago Diop « rénove [...] en les traduisant en français, avec un art qui, respectueux du génie de la langue française – cette “langue de gentillesse et d'honnêteté” –, conserve, en même temps, toutes les vertus des langues négro-africaines ».

Birago Diop, qui a publié plusieurs livres de souvenirs, confiera : « Déjà tout jeune j'étais fier de ne m'appeler ni Amadou, ni Abdoulaye, ni Pierre, ni Paul et d'avoir un prénom qui ne devait rien (me disais-je) à la colonisation arabe ou européenne.... Jusqu'au jour où mon grand-frère Youssoupha, qui m'a beaucoup appris, me fit savoir que Birago dérivait tout simplement (si l'on peut dire) de l'arabe Ibrahim. »

Avec deux détours *via* le verlan et le wolof...

Birago Diop affirmera que deux événements l'ont marqué parallèlement à ses études : « La mort de mon frère Massylla Diop et la parution de la *Revue du Monde noir*⁵, qui m'apprirent ce qu'il fallait

empêcher de mourir, ce qu'il fallait faire renaître, ce qu'il importait de faire vivre. »

Diop (Cheikh Anta)

Les Égyptiens étaient-ils noirs ?

Historien, anthropologue et homme politique sénégalais, Cheikh Anta Diop (1923-1986) a mis l'accent sur l'apport de l'Afrique et en particulier de l'Afrique noire à la culture et à la civilisation mondiale.

Même si ses thèses sont désormais reprises de façon un peu critique dans la communauté scientifique – en particulier au sujet de l'Égypte antique –, Cheikh Anta Diop a indiscutablement été un précurseur pour ce qui concerne l'importance et l'ancienneté de la place des Africains dans l'histoire.

Au moment où Cheikh Anta Diop entreprend ses premières recherches historiques (dans les années 1940) l'Afrique noire ne constitue pas « un champ historique intelligible », pour reprendre une expression de l'historien britannique Arnold Toynbee.

N'est-il pas symptomatique qu'au seuil des années 1960, dans le numéro d'octobre 1959 du *Courrier de l'UNESCO*, l'historien anglo-saxon Basile Davidson introduise son propos sur la *Découverte de l'Afrique* par la question : « Le Noir est-il un homme sans passé ? » – un titre qui évoque d'autres controverses franco-africaines récentes⁶.

Avec *Nations nègres et culture – De l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*, Cheikh Anta Diop⁷ publie le livre fondateur d'une révolution scientifique de l'histoire africaine.

Les principales thématiques développées dans son œuvre peuvent être regroupées en six grandes catégories : a) l'origine de l'homme et ses migrations ; b) la parenté entre Égypte ancienne et Afrique noire, étudiée selon les aspects suivants : le peuplement de la vallée du Nil, la genèse de la civilisation égypto-nubienne, la parenté linguistique, la parenté culturelle, les structures socio-politiques, etc. ; c) la recherche sur l'évolution des sociétés ; d) l'apport de l'Afrique à la civilisation ; e) le développement économique, technique, industriel, scientifique,

institutionnel, culturel de l'Afrique où toutes les questions majeures que pose l'édification d'une Afrique moderne sont abordées ; f) l'édification d'une civilisation planétaire.

Même si un certain nombre des thèses avancées par Cheikh Anta Diop ont été réfutées en leur temps par les égyptologues traditionnels, l'affirmation de l'unité biologique de l'espèce humaine est désormais au cœur de l'anthropologie contemporaine : « Donc, dira Cheikh Anta Diop, le problème est de rééduquer notre perception de l'être humain, pour qu'elle se détache de l'apparence raciale et se polarise sur l'humain débarrassé de toutes coordonnées ethniques⁸. »

À cette fin, Cheikh Anta Diop rassemblera les résultats de ses travaux dans le dernier ouvrage publié avant son décès, intitulé *Civilisation ou barbarie, anthropologie sans complaisance*⁹, où il expose sa théorie historiographique, tout en tentant de répondre aux principales critiques que son œuvre a suscitées chez les historiens et « égyptologues de mauvaise foi ».



Le 4 avril 1985, Cheikh Anta Diop est invité à Atlanta (Georgie) où il est reçu par le maire Andrew Young, vétéran de la lutte contre la ségrégation, et par l'Association Martin Luther King ; cette date devient *Dr Cheikh Anta Diop Day* aux États-Unis.

Cheikh Anta Diop décédera le 7 février 1986, à son domicile situé non loin de l'université de Dakar – qui désormais porte son nom.

Il laisse un dernier ouvrage inachevé, qui paraîtra aux éditions Présence africaine en 1988 sous le titre *Nouvelles recherches sur l'égyptien ancien et les langues négro-africaines modernes*.

Diouf (Abdou)

Le bien élu

Contribuer à l'évocation de la figure d'Abdou Diouf, que j'observe et apprécie depuis près d'un demi-siècle, c'est soudain ressusciter des moments exceptionnels, qui s'égrènent au fil des années. Depuis ma première rencontre avec celui qui pouvait apparaître comme un jeune technocrate, dont il est difficile de dire qu'il était dans l'ombre de Senghor, tant il le dépassait en taille, ni qu'il était son ombre, car il avait imposé, très tôt, sa singularité auprès du poète-président.

C'est pourtant évidemment sous les auspices de Senghor que nous nous sommes rencontrés, à Dakar, à l'occasion d'un voyage que j'avais fait en 1970 dans la capitale du Sénégal. À l'issue de l'audience présidentielle, je fais connaissance d'Abdou Diouf, précis, attentif, à la fois réfléchi et explicite, comme je l'ai toujours connu depuis. Donnant ce sentiment immédiat que sa vive intelligence ne laissait pas place au hasard ou à l'à-peu-près. C'est sans doute cette fiabilité du jugement que Senghor avait appréciée en lui et qui le conduisit à faire de lui, seul parmi tous ceux qui avaient été ses directeurs de cabinet, son Premier ministre, puis son successeur désigné, par la grâce d'une Constitution qui lui donna la possibilité de choisir les conditions et le moment de son départ de la magistrature suprême.

Nouveau souvenir, le 29 décembre 2001, Abdou Diouf aux côtés de Senghor. Cette proximité passe par des moments d'émotion, qui culminent aux obsèques du poète à Dakar. Je suis derrière Abdou Diouf, digne et droit, qui porte à cet instant tout l'héritage démocratique que lui a légué le père fondateur des institutions sénégalaises, et l'exemple souvent cité rarement imité de son retrait du pouvoir – que peu de ses pairs africains eurent l'honneur de suivre. À cet instant, je mesure qu'il est et sera à la hauteur de l'héritage, et il le prouvera au jour de sa défaite électorale contre Abdoulaye Wade, l'opposant historique, dont à aucun moment il ne contestera la victoire, ancrant ainsi dans la durée et par l'alternance la pratique démocratique sénégalaise.

Nommé Premier ministre par Léopold Sédar Senghor en 1970, à l'âge de trente-cinq ans, il conserve ses fonctions pendant onze ans avant de succéder au père de l'indépendance à la tête du Sénégal en

1981 et d'être réélu deux fois en 1988 et 1993. Défait par Abdoulaye Wade à l'élection présidentielle de 2000, il se retirera avant de devenir, de 2003 à 2012, le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Au total, quarante-deux ans de mandats nationaux et internationaux.

Ce n'est pas sa longévité politique qui distingue Abdou Diouf des autres chefs d'État africains : Omar Bongo préside le Gabon pendant quarante-deux ans ; Mouammar Kadhafi mène la révolution en Libye pendant quarante et un ans, onze mois et vingt-deux jours ; le Négus, Haïlé Sélassié, règne en Éthiopie pendant trente-neuf ans (de 1930 à 1936 et de 1941 à 1974) ; Hassan II s'installe pour trente-huit ans sur le trône du Maroc en 1961. Sans compter les souverains à vie : l'Ivoirien Houphouët-Boigny, resté trente-trois ans à la tête de l'État ; le Zaïrois Mobutu Sese Seko, trente et un ans (1965-1997) ; Robert Mugabe, père de l'indépendance du Zimbabwe, en poste depuis vingt-huit ans¹⁰.

Ce qui rend caractéristique la trajectoire d'Abdou Diouf, c'est que l'ancien poulain de Senghor aura accédé légitimement à toutes ses fonctions, quitte à se retirer lorsque les urnes lui sont défavorables.

Né en 1935 à Louga (nord du Sénégal), dans une famille musulmane modeste (son père était postier), Abdou Diouf est un pur produit de l'école coloniale française ; sorti major de l'École nationale de la France d'outre-mer, il se met au service de son pays lorsque ce dernier accède à l'indépendance ; il ne tarde pas à se faire remarquer par Léopold Sédar Senghor, premier président du Sénégal ; il devient son directeur de cabinet à vingt-huit ans ; à trente-trois ans, il est ministre ; deux ans plus tard, Senghor rétablit pour lui le poste de Premier ministre, avant de se retirer à son profit.

Sous la présidence Diouf, la stabilité du pays sera assurée, à défaut d'un véritable décollage économique. Alors que la plupart des États de la région restent enfermés dans des régimes de parti unique, les mouvements d'opposition commencent à fleurir à Dakar, et la liberté de la presse n'y est pas une liberté formelle.

Cependant, c'est à travers son action diplomatique qu'Abdou Diouf va se distinguer à la tête d'un pays qui n'est de loin ni le plus riche ni le plus puissant du continent.

Abdou Diouf sera l'un des tout premiers chefs d'État à accorder une ambassade à la Palestine.

Sur la question de l'apartheid, il va mobiliser son propre pays, puis tout le continent en sa qualité de président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine¹¹ au milieu des années 1980, avant de porter la lutte devant l'ONU.

En juillet 1987, c'est à Dakar qu'Abdou Diouf organise, avec la Fondation France Libertés de Danielle Mitterrand, la première rencontre multiraciale entre Sud-Africains libéraux et représentants de l'ANC. Une rencontre qui permettra, de l'aveu même de Nelson Mandela, d'instaurer un climat de confiance à la veille de la refondation de la « nation arc-en-ciel ».

Abdou Diouf apporte à la francophonie sa dimension africaine à l'occasion du sommet de Dakar en 1989. Il obtient de la France un effacement de la dette des pays francophones les moins avancés, et du Canada, une plus grande implication en faveur du développement des pays du Sud.

Sur le plan culturel, Abdou Diouf entreprend de réconcilier la francophonie avec ses réalités géographiques et humaines. Les institutions francophones sont désormais chargées de promouvoir la diversité culturelle et linguistique. En clair, la francophonie devra faire la promotion des langues nationales de tous ses pays membres, au même titre que la langue française.

À son initiative, TV5MONDE Afrique sera créée à l'issue de ce sommet de Dakar pour favoriser le rayonnement international des productions africaines ainsi que l'université Senghor d'Alexandrie pour la formation de hauts cadres africains.



Pressenti par le président français Jacques Chirac, Abdou Diouf prendra la suite de Boutros Boutros-Ghali à la tête de l'OIF en 2003. Il va encore renforcer la vocation politique de la francophonie en

prenant des engagements concrets, notamment sur la gouvernance mondiale, sur le développement durable et sur la place du français dans un monde globalisé.

Les années Diouf se caractérisent par des actions visant à la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme au sein de l'espace francophone, l'ex-chef d'État sénégalais aura contribué à donner une dimension universelle à la francophonie.

Dernier souvenir : lors du tournage du documentaire consacré par la chaîne France 5 à l'ancien président du Sénégal¹², cet ami fidèle me confiera deux choses. D'abord, le fait qu'il avait été athée dans sa jeunesse, et puis sa distance par rapport à la vie partisane : « Je fuyais la politique comme la peste. » Ce qui n'est pas le moindre paradoxe de ce grand chef d'État, de cet authentique francophone, de ce Sénégalais, fier de ses origines diverses, qui s'abstiendra de s'enfermer dans une identité « ghettoïsée ».

L'ancien secrétaire général de la francophonie, dont l'avis était sollicité, refusera de « s'ingérer dans un débat intérieur », le piteux débat sur l'identité nationale infligé à notre pays. « Je serais bien en peine de vous dire quelle est mon identité, dira-t-il. Je sais au moins qu'elle est plurielle. Lorsqu'il m'a nommé Premier ministre, le président Senghor m'a bien recommandé de rappeler que j'avais un quart de sang wolof, un quart peul, un quart sérère, un quart toucouleur, que j'étais un métis au niveau du Sénégal. Ma culture est négro-africaine, wolof et française, ainsi qu'arabo-islamique. La pire chose est l'identité fermée, ghettoïsée, meurtrière, car une identité doit s'ouvrir sur les autres. »

Djemila

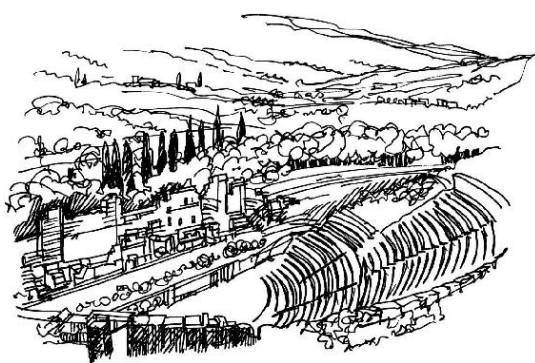
Fugace résurrection de l'antique Antigone

Il faut se représenter d'abord un site incomparable : au cœur des Aurès, dans un paysage de très grosses collines couvertes de forêts, formant comme un écrin de plusieurs verts différents avec à l'horizon la ligne rocheuse des plus hauts sommets, l'hiver enneigés, et, pour couronner l'ensemble, le ciel intense dont le bleu lumineux semble

liquide. De ce site, Albert Camus a écrit qu' « il donne à l'homme la mesure de son identité ». Comme une immense respiration circulaire, la sensation de la beauté du monde et de la grandeur de notre condition, aussi peut-être de notre fragilité et de notre petitesse face à l'univers ?

C'est dans cet espace en lui-même grandiose que les soldats de Trajan, au II^e siècle de notre ère, construisirent une ville, à l'écart de tout, escaladant une colline, et qui fut sertie de murailles, hérissée de colonnes, zébrée de rues pavées, enrichie de temples qui n'ont rien à envier aux plus beaux temples du monde romain. Et au sommet de cette cité de marbre surgie au milieu de nulle part, et désormais comme un mirage minéral, ils placèrent un théâtre. Le théâtre antique de Djemila est aujourd'hui l'un des plus beaux vestiges légués à l'Algérie par l'Empire romain.

Peu de temps après mon arrivée comme deuxième classe à Aïn Arnat, dans la région de Sétif, mon chef de corps, le colonel Crespin, qui connaissait mes antécédents, me lança : « Le théâtre aux armées, vous connaissez ? Pourquoi ne monterions-nous pas quelque chose comme cela ? Nous aurions bien une occasion d'organiser des représentations, soit lors de la venue du général Salan, soit lors d'une visite de la marraine du régiment, la maréchale de Lattre de Tassigny... » Crespin allait tenir parole au-delà de mes espérances : il me proposa de préparer la mise en scène d'une pièce classique, en vue d'une soirée exceptionnelle à la fin de l'année 1958, pour les troupes cantonnées dans le Constantinois, en présence du général Salan et de la maréchale de Lattre de Tassigny, et ce, dans le théâtre antique de Djemila. Quelle pièce choisir, pour être à la hauteur ? Je n'hésitai pas à mêler la tradition littéraire grecque aux vestiges de la gloire romaine, et, inconscience ou défi ? je décidai de monter l'*Antigone* de Sophocle et d'interpréter le rôle de Créon.



Le personnage d'Antigone incarne à travers les siècles la force d'une conscience individuelle dressée contre la puissance de l'État, lorsque les lois de l'État sont illégitimes. On connaît la belle réaction de l'Antigone de Sophocle : alors que le décret de Créon interdit d'ensevelir celui qui a porté les armes contre sa patrie, elle passe outre et recouvre de terre le corps de son frère, se référant à des impératifs plus catégoriques : « Aux lois non écrites, inébranlables des dieux ! Elles ne datent celles-là ni d'aujourd'hui ni d'hier, et nul ne sait le jour où elles ont paru. Ces lois-là pouvais-je donc les enfreindre par crainte de qui que ce fût, au risque d'en être châtiée par les dieux ? »

La révolte d'Antigone se fait au nom de lois divines et non écrites, celles que dicte à chaque homme la conscience universelle, et qui peuvent entrer en contradiction avec les lois civiles, humaines, trop humaines, différentes selon les nations et les régimes, conjoncturelles. Autant les lois écrites ont été en Grèce la première garantie de la démocratie contre l'arbitraire des pouvoirs politiques, autant elles apparaissent également relatives, historiques, donc fragiles, dans l'œuvre d'Hérodote, de Sophocle, et même dans ce que l'on croit savoir de la pensée de Périclès.

Je ne connaissais pas alors les analyses plus récentes du juriste Georges Ténékidès, qui voit dans l'existence de ces « lois non écrites » une première ébauche de ce qui constitue dans la conscience universelle les « droits de l'homme », au-dessus des législations des États : élaboration progressive d'un statut des étrangers dans toutes les nations civilisées, humanisation de la guerre et apparitions de règles qui sont aujourd'hui ratifiées par les conventions internationales, sur les réfugiés ou les prisonniers de guerre. « Droits de l'homme » aujourd'hui bien maltraités, souvent bafoués, parfois ignorés.

On voit bien la lecture qui pouvait être faite du mythe d'Antigone en plein cœur des Aurès, en pleine « guerre d'Algérie », devant 3 000 soldats français transportés dans l'Antiquité pour fêter Noël à Djemila.

La représentation fut un succès : quelle revanche, pour le petit soldat humilié des premières semaines, sur ceux qui l'avaient méprisé, comme sur la hiérarchie militaire qui l'avait écarté des rangs des élèves officiers. La vague d'applaudissements qui descendait vers nous par degrés me soulevait et me portait à mille lieues des circonstances dans lesquelles la représentation était donnée. J'avais l'impression d'être à Athènes, aux fêtes des Dionysies où la tragédie avait été jouée pour la première fois, en même temps qu'en Avignon, dont le Festival m'avait tellement fait rêver : l'ampleur du site composait un lieu imaginaire détaché de tout référentiel géographique, nous marchions dans l'espace irréel et inviolé des grands mythes fondamentaux.

Le lendemain, Djemila était vide et la guerre d'Algérie reprenait. La résurrection d'Antigone avait été fugace.

1. *Meursault, contre-enquête* est paru en octobre 2013 aux éditions Barzakh en Algérie et chez Actes Sud en France.

2. Souvent présentés comme excessivement endettés, les pays africains le sont cependant beaucoup moins que les pays occidentaux. Si l'Afrique était un pays (et non un continent), son endettement ne représenterait que 40 % de sa richesse nationale contre 87,4 % pour l'Europe, par exemple.

3. Littéralement : « Mange pour que tu vives, ce n'est pas mange pour que tu engraissses. »

4. *Les Contes d'Amadou Koumba*, Fasquelle, coll. « Écrivains d'Outre-Mer » (1947) ; *Les Nouveaux Contes d'Amadou Koumba*, préface de Léopold Sédar Senghor, Éd. Présence africaine (1958) ; suivis de *Contes et Lavanes*, Éd. Présence Africaine (1963), Grand Prix littéraire d'Afrique noire (1964), *Contes d'Awa*, Dakar, Les Nouvelles Éditions africaines (1977).

5. Six numéros parus entre 1931 et 1932.

6. Discours de Dakar prononcé par Nicolas Sarkozy en 2007.

7. Éditions Présence africaine (1954).

8. Cheikh Anta Diop, « L'unité d'origine de l'espèce humaine », in Actes du colloque d'Athènes : *Racisme science et pseudo-science*, Paris, UNESCO, coll. « Actuel », 1982, pp. 137-141.

9. Éd. Présence africaine, 1981.

10. La plus importante longévité politique revenant sans doute à Abdelaziz Bouteflika, qui préside aux destinées de l'Algérie depuis avril 1999 (au prix de quelques réformes constitutionnelles) ; mais le président algérien a aussi à son actif trente-quatre ans de portefeuilles ministériels cumulés, ayant été ministre

de 1963 à 1981 avant de s'attribuer le portefeuille de la Défense dès son accession à la présidence en 1999.

11. Devenue Union africaine en 2002.

12. *Abdou Diouf, un destin francophone*, film d'Hervé Bourges, réalisé par Jérôme Sesquin, 2010, et produit par Flach Film Production ; diffusé sur France 5 et TV5MONDE.



Ebola

Le virus de la peur

C'est en septembre 1976 à l'hôpital de Yambuku, dans le nord du Zaïre (RD Congo), que le premier cas de fièvre hémorragique Ebola est identifié. Le virus Ebola, nommé ainsi en référence à une rivière passant à proximité, atteint 318 personnes et en tuera 280 à l'époque.

Entre 1976 et 2012, Ebola gagne trois autres pays d'Afrique centrale et orientale : le Gabon, l'Ouganda et le Soudan... Les équipes de santé publient des rapports effrayants. En plus des hommes, le virus Ebola affecte des milliers de grands primates et d'autres animaux sauvages. Le simple contact avec le sang, la salive, la sueur, les excréments, la peau suffit à transmettre la maladie.

La seconde épidémie d'Ebola en 2013-2014 provoquera une véritable catastrophe sanitaire et humaine en Afrique de l'Ouest, et mobilisera les Nations unies et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En Sierra Leone, comme dans les pays voisins (Guinée, Liberia), Ebola met l'économie à genoux et décime des villages entiers. La seconde vague de l'épidémie fait 11 299 victimes dans la région de la rivière Mano et provoque une vague de terreur comparable à celle des grandes épidémies de peste et de choléra aux siècles passés.

Retour aux superstitions : le taux de mortalité maternelle est multiplié par deux, parce que beaucoup de femmes ne veulent plus être prises en charge à l'hôpital. La tradition et les marabouts ne sont pas seuls en cause : Hollywood et la télévision alimentent l'imagination populaire en scénarios catastrophes depuis la première apparition du virus. Dans la série américaine *Seven Days (Sept jours pour agir)*, 1998-2001), une souche d'Ebola ne tue-t-elle pas 98 % de la

population mondiale ? Dans *24 heures chrono* (saison 3, 2003-2004), un cartel mexicain répand à Los Angeles un virus inspiré d'Ebola ; dans *28 jours plus tard*, de Danny Boyle (2002), le réalisateur de *Slumdog Millionaire* met en scène un groupe d'écologistes qui libèrent des singes atteints par une sorte de virus Ebola, avec pour objectif d'anéantir Londres...

La peur déborde les limites du continent. Deux cas provoquent une quasi-panique aux États-Unis après que deux malades d'Ebola arrivant d'Afrique de l'Ouest y sont morts en 2014. Et en France, où certains ignorent décidément les limites de l'humanité, Jean-Marie Le Pen déclare le 20 mai de la même année que « Monseigneur Ebola » pourrait « régler en trois mois » « l'explosion démographique » africaine – et par là même les problèmes d'immigration de la France.

Deux ans plus tard, la communauté médicale peut enfin crier victoire.

En Guinée, d'où est partie l'épidémie en décembre 2013, l'OMS déclare officiellement, mardi 29 décembre 2015, que la transmission du virus Ebola a cessé dans le pays. Le coordinateur pour le contrôle des maladies à potentiel épidémique à l'OMS saluera ce « grand succès » obtenu grâce à une mobilisation exceptionnelle dans le pays et notamment au regroupement de 200 jeunes médecins qui étaient soit dans le privé, soit au chômage, et ont été formés sur le tas à l'épidémiologie.

Autre bonne nouvelle rendue publique par l'OMS : un vaccin canadien qui a été expérimenté en 2014... L'essai mis en œuvre par les autorités guinéennes, l'OMS, Médecins sans Frontières et l'Institut norvégien de santé publique, avec le soutien d'un large partenariat composé d'organisations internationales et nationales est réussi : « Les milliers de bénévoles de Conakry et d'autres régions de la Basse-Guinée, mais aussi de nombreux médecins, gestionnaires de données et mobilisateurs communautaires guinéens, ont contribué à trouver une ligne de défense contre cette terrible maladie », déclarera le Dr Sakoba Kéïta, coordonnateur national de la riposte à Ebola à Conakry, en ajoutant : « C'est le cadeau de la Guinée à l'Afrique de l'Ouest et au monde¹. »

L'Institut de veille sanitaire français souligne cependant que la vaccination n'est pas une panacée : on ne pourra pas vacciner tous les habitants. Les précédentes épidémies d'Ebola n'ont-elles pas été

arrêtées en s'attaquant aux symptômes par les vieilles méthodes : la quarantaine et l'isolement des malades ?

Éducation

Retour à Bouaké

En 2015, un tiers seulement des pays en développement sont parvenus à réaliser les « Objectifs du millénaire » des Nations unies en matière d'éducation pour tous. Aucun d'entre eux ne se trouve en Afrique subsaharienne : l'UNESCO, l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, relève en revanche que seize des vingt pays les plus mal notés au regard des efforts réalisés dans ce domaine sont africains.

Pour le plus scruté de ces objectifs – à savoir l'accès universel à l'école primaire – seuls sept pays du continent sont au rendez-vous, dont la moitié sont insulaires en tout ou en partie : le Burundi, les îles du Cap-Vert, Maurice, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Tanzanie et la Zambie.

Le Nigeria, première économie d'Afrique, est loin de l'objectif.

Au total sur le continent, 30 millions d'enfants ne vont pas en classe, et ce sont le plus souvent des filles.

Certes, les crédits consacrés à l'éducation ont progressé davantage que dans le reste du monde. Au Ghana, ils représentent plus d'un tiers des dépenses budgétaires.

Au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie, la facturation des frais de scolarité a été supprimée dans le primaire, permettant à de nombreux enfants d'accéder à l'éducation quels que soient les moyens de leurs parents.

Cependant, on constate que les efforts des États n'ont pas été soutenus par les bailleurs de fonds et que la part de l'aide internationale consacrée à l'éducation de base est passée de 47 % à 31 %.

Alors, l'éducation en Afrique est-elle condamnée à une impasse ?

Il est urgent que les pays africains et la communauté internationale se saisissent du dossier.

Car le retard considérable enregistré par le continent ne date pas d'aujourd'hui.

Ce constat aura été à l'origine d'une singulière aventure – à la fois visionnaire et peut-être un peu utopique – au cours des années 1970 en Côte-d'Ivoire.

Trente ans avant l'expansion de l'informatique et d'Internet, la plus importante expérience de télévision éducative jamais réalisée dans le monde aura été menée à partir du Complexe d'éducation télévisuelle (CETV) de Bouaké, deuxième ville du pays.

Sous l'appellation Programme d'éducation télévisuelle (PETV), cette expérience pilote financée principalement par la Banque mondiale, l'UNESCO, la coopération canadienne et la coopération française, se concrétisera par la mise à disposition de plus de 7 000 émissions pédagogiques de 1972 à 1980, diffusées dans les écoles primaires équipées d'antennes et de postes TV alimentés en brousse par des batteries solaires.

Dès 1972, près de 70 % des villages reçoivent la télévision grâce à des postes-récepteurs que le gouvernement fait installer sur certaines places publiques. Le petit écran permet de suivre les programmes tous les jours de 12 h 30 à 13 h 30 et de 18 heures à 22 h 30².

Le nombre de récepteurs est bientôt estimé à 20 000 unités.

Autour de cette organisation fondée sur la diffusion audiovisuelle, un environnement pédagogique est mis en place, les instituteurs jouant le rôle d'animateurs pour gérer les débats après les visionnements ; un service de supports écrits disposant d'une rotative capable d'imprimer 15 000 livrets de 32 pages sur deux couleurs en une heure ; un service de routage acheminant deux fois par an sur l'ensemble du territoire les livrets pour les élèves et les documents destinés aux maîtres.

Un Centre de spécialisation en technologies de l'éducation (CSTE), créé au sein du CETV de Bouaké, aura pour mission de former des concepteurs multimédia, des réalisateurs, des graphistes, des techniciens et des animateurs audiovisuels, en collaboration avec l'INSAS de Bruxelles, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) basé à Bry-sur-Marne près de Paris et l'université de Trois-Rivières au Québec, ceux-ci offrant aux stagiaires, recrutés parmi les instituteurs ivoiriens, des formations complémentaires dans leurs spécialisations respectives à l'issue d'un premier cycle de deux ans donné sur place.

L'expérience de Bouaké que je suivrai de près ne durera que dix ans : le programme est interrompu en avril 1981 sous la pression des enseignants et des parents d'élèves eux-mêmes. Les détracteurs de l'expérience de Bouaké dénoncent la faiblesse des élèves issus de l'enseignement télévisuel et leur difficile intégration dans le secondaire : écriture phonétique, moyenne de passage rabaisée à 7, voire 6 sur 20, exclusion massive en fin du cycle d'observation... D'autres relèveront au contraire que la télévision scolaire aura contribué réellement à élever le taux de scolarisation du pays qui est passé de 54 % en 1970 à 65 % en 1976-1977. Occasion manquée ? Conservatisme du corps enseignant ? Les détracteurs de la télévision éducative auront beau jeu de dénoncer, au-delà des difficultés rencontrées, « les pays nantis comme la France, les États-Unis, le Canada, etc., qui ne l'expérimentent qu'en circuit fermé³ »...

L'abandon de cette expérience met un terme provisoire au rêve utopique formulé par Malraux dans ses *Antimémoires* (Gallimard, 1967) : « Transformer l'enseignement par l'emploi généralisé des moyens audiovisuels. L'instituteur n'aurait plus pour fonction d'enseigner mais d'aider les enfants à apprendre »... À l'âge d'Internet où la plupart des fonctionnalités mises en œuvre pour l'« éducation télévisuelle » à Bouaké peuvent être obtenues en ligne – à condition de disposer d'une connexion –, le projet mériterait d'être réactivé. Ne serait-ce que pour voir.

Mais l'esprit créatif, l'audace, le courage ne sont pas dans l'air du temps...

Égypte

À la source de l'humanité

« L'Égypte est la première de ces ondulations que font les sociétés civilisées à la surface de l'histoire et qui paraissent naître du néant et retourner au néant après avoir passé par une cime. »

Ce texte d'Élie Faure, écrit voici bientôt un siècle⁴, résume toute l'admiration que les historiens et les hommes de culture d'Europe occidentale portent au « don du Nil » célébré par Hérodote – et notre

désespoir de constater que toutes les villes, tous les États, tous les royaumes sont mortels⁵.

Élie Faure ne formule aucune réserve sur l'Égypte : « Elle est la plus lointaine des formes définies qui restent sur l'horizon du passé. Elle est la vraie mère des hommes. »

L'anthropologie du xx^e siècle apportera quelques nuances à notre culte de la civilisation égyptienne. Mais sont-elles essentielles ?

D'Alexandrie la méditerranéenne, fondée par Alexandre le Grand, à la Nubie, la remontée du Nil permet de raconter cinq mille années d'histoire. Aucune contrée, même la Grèce, ne possède un patrimoine historique aussi bien conservé : les pyramides de Gizeh, l'oasis du Fayoum, les temples de Karnak et Louxor, la nécropole de la Vallée des Rois, les temples d'Abou Simbel et de Philæ, et autres trésors regroupés au Musée égyptien du Caire... Datant d'une période où l'Europe sort à peine de la préhistoire, ces « ruines » témoignent de l'une des plus antiques civilisations de l'humanité : celle des pharaons, qui s'épanouit, sur les rives du plus long fleuve du monde⁶ entre le III^e millénaire avant notre ère et l'arrivée de nouvelles cultures venues de l'autre côté de la mer Rouge, le christianisme et l'islam. Pendant quinze siècles, tout ce monde plongera dans l'oubli ; la civilisation pharaonique ne laissant comme témoignage direct à ses destructeurs que des ruines enfouies sous le sable. Enfin, c'est compter sans un phénomène que les cinéphiles connaissent bien : *le retour de la momie...*



Dès la fin du xviii^e siècle, une formidable « égyptomanie » va s'emparer du monde, en particulier de la France ; celle-ci, depuis l'aventure égyptienne de Napoléon, n'entretient-elle pas des liens privilégiés avec l'antique terre des pharaons ? Un coup de foudre à

travers les siècles consigné avec une minutie toute militaire dans *Description de l'Égypte, ou Recueil des observations et des recherches qui ont été faites en Égypte pendant l'expédition de l'Armée française*. Cet imposant ouvrage publié après la campagne de Bonaparte constitue à coup sûr l'un des principaux fondements de l'égyptologie contemporaine. L'étape suivante sera le déchiffrement de l'écriture hiéroglyphique. L'étude de la célèbre pierre de Rosette⁷, complétée par celle des textes conservés dans la collection des rois de Sardaigne, permettant à deux archéologues rivaux, le Français Jean-François Champollion et le Britannique Thomas Young, de rendre la parole à des écrits muets depuis des siècles. En sortiront : un panthéon unique de dieux, de souverains extraordinaires, de savants, qui, comme Imhotep, sont devenus légendaires, et surtout des dizaines de monuments aujourd'hui inscrits au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO.

Le royaume d'Égypte moderne accédera à l'indépendance en 1922, au terme d'une longue tutelle ottomane puis britannique – dont le principal monument reste le canal de Suez. La culture égyptienne est aujourd'hui principalement marquée par l'identité arabe : le président Gamal Abdel Nasser qui gouverne le pays de 1956 à 1970 en aura été l'un des principaux porte-parole⁸. Pays du tiers-monde, devenu pays émergent, l'Égypte est en 2015 la troisième puissance économique du continent, derrière l'Afrique du Sud et le Nigeria ; mais le revenu annuel par individu (3 243 dollars américains en 2013) la maintient au 117^e rang mondial. Sa population ayant été multipliée par quatre en soixante ans, l'Égypte s'inscrit au troisième rang sur le continent derrière le Nigeria et l'Éthiopie, avec plus de 90 millions d'habitants. Les principales ressources économiques du pays sont le pétrole, le gaz naturel, les métaux, l'agriculture.

Pendant cinquante ans les gouvernements successifs vont entreprendre de réduire l'étatisation héritée du président Nasser, grâce au succès du tourisme en particulier ; mais les attentats islamistes et l'instabilité politique qui règne depuis le « printemps arabe » de 2011 fragilisent ce secteur hier encore prometteur. Pour le premier trimestre 2014, la baisse des revenus touristiques aurait atteint 43 %, selon le quotidien égyptien *Al-Ahram*. Un taux qui suit la tendance de 2013.

Géopolitiquement, l'Égypte appartient davantage au Moyen-Orient

qu'à l'Afrique, notamment en raison du conflit régional avec Israël qui domine son histoire contemporaine. En revanche, géographiquement, le pays fait partie du Maghreb (exception faite du Sinaï). Résultat : l'identité africaine du pays est objet d'une controverse qui refuse de s'avouer raciale. Depuis la publication en 1954 de *Nations nègres et culture : de l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique d'aujourd'hui*, par Cheikh Anta Diop⁹ il y a plus de soixante ans, donc, le monde de l'égyptologie est en feu, l'ethnicité des pharaons se trouvant au cœur de conflit : « L'appartenance de l'Égypte à l'Afrique n'est mentionnée dans aucun livre, relève l'agrégée d'histoire Sophie Bessis¹⁰. On comprend aisément cette amnésie géographique. Une des civilisations les plus anciennes et les plus brillantes nées du génie humain, qui lui a laissé des restes si spectaculaires, dont l'influence sur le monde grec n'a pu être totalement niée [...], ne pouvait décemment être située sur un continent à la fois primitif, barbare et dépourvu d'histoire. »

Ce n'est pas parce que ce *Dictionnaire amoureux* est consacré à l'Afrique qu'il ne faut pas faire la part des choses. D'un côté, la découverte de Cheikh Anta Diop... De l'autre, la grande égyptologue Christiane Desroches Noblecourt : dans ses conclusions scientifiques de l'étude de la momie de Ramsès II au musée de l'Homme à Paris en 1976-1977, elle affirme que « Ramsès était leucoderme [à peau blanche], de type méditerranéen proche de celui des Berbères africains¹¹ ».

Et si la vérité de l'Égypte n'était pas en noir et blanc ?

Je suis tenté de croire, comme Dimitri Laboury, chercheur au Fonds national de la recherche scientifique de Belgique (FNRS) que l'émergence de la civilisation égyptienne « fut le fait des autochtones, rassemblés sur les berges du Nil depuis les savanes environnantes à partir de la dernière glaciation, soit depuis plusieurs millénaires, qui s'unirent progressivement en une nation unique [...]. L'anthropologie, l'iconographie et l'onomastique révèlent que, dans l'Antiquité, la population égyptienne était d'un type nord-africain, semblable à celui des Berbères, variable suivant la latitude, ceux du nord étant plus méditerranéens, tandis que leurs compatriotes de la frontière méridionale présentaient quelques particularités subsahariennes, comme une peau très foncée ou même, tout au sud, des cheveux crépus¹². »

Sans doute l'Égypte est-elle le don du Nil, selon Hérodote. Sans le précieux limon que charrient les eaux du fleuve, depuis la nuit des temps, il n'y aurait pas eu de vie possible dans cet immense désert, car la région ne connaît pas non plus de précipitation.

Aussi l'État égyptien, depuis ses premiers balbutiements, a-t-il pour fonction première d'assurer et de protéger les systèmes d'irrigation, c'est-à-dire l'acheminement régulier de l'eau du fleuve vers les terres à cultiver. L'eau n'arrive en Égypte que selon les caprices du Nil, trop abondante en été – avec des risques d'inondation – et trop rare en hiver – avec des risques de sécheresse. L'État devait donc s'employer à parer à cette double menace. Il apprit à construire des ouvrages destinés soit à dériver les cours de l'eau, soit à réguler leur débit, soit encore à les retenir comme réserve à utiliser en temps voulu. Cela donnera des barrages, d'abord provisoires puis permanents, locaux puis régionaux. C'est ainsi que l'État, qui apparaît très tôt comme dispensateur de la vie, s'arroge un pouvoir de vie et de mort sur la population, et c'est ainsi que cette dernière lui accorde une puissance surnaturelle, sacralisée.

De cette improbable symbiose va naître un territoire utile, si étroit qu'il semble à tout instant menacé, mais qui va défier les siècles. Au beau milieu d'un immense désert, un minuscule triangle fertile (le Delta du Nil), au bout d'une sinueuse et étroite vallée, ressemblant à une longue queue de comète. C'est là, cependant, que va voir le jour la première des grandes civilisations de l'histoire, qui a laissé des monuments aussi majestueux que les Pyramides et le temple de Karnak.

Vivant Denon, qui a accompagné le général Bonaparte dans son expédition en Égypte, raconte que les soldats français, arrivés à Louxor épuisés et affamés, découvrant soudain le temple de Karnak, sont littéralement éblouis. Ils font l'expérience de la pure beauté des lignes. Ils se mettent spontanément en rang et entament une marche militaire.

L'Égypte a été directement, et successivement, confrontée à six autres civilisations, celles de la Perse, de la Grèce, de Rome, de Byzance, de l'Islam et de l'Europe. Chacune de ces dernières est venue occuper l'Égypte et s'y établir pour un temps plus ou moins long. Chacune d'elles a essayé de plier le peuple égyptien à ses mœurs ou ses tropismes. Chacune d'elles est repartie bredouille, plutôt marquée

elle-même par le mystérieux génie de l'Égypte.

Au fil des millénaires, les Égyptiens en ont retiré le sentiment qu'ils étaient inexpugnables, qu'ils n'avaient rien à prouver, qu'ils avaient tout vu. Avec la tentation de se dire, parfois, qu'il leur suffit de laisser les choses se faire... et de regarder passer les trains.

Éléphant

Un géant, en danger de mort

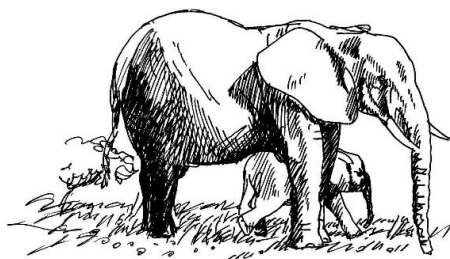
Je suis tombé amoureux du plus grand mammifère terrestre vivant, depuis la disparition de son ancêtre préhistorique, le colossal mammoth. C'est à Zakouma, au Tchad, qu'a eu lieu le coup de foudre, en 1968. Et je n'ai eu de cesse depuis de tenter de croiser encore son chemin, à chacune de mes pérégrinations africaines, que ce soit au Tchad, au Cameroun, au Gabon, en Tanzanie, au Togo, en Côte-d'Ivoire, en Centrafrique. Entre mes visites, j'ai lu tous les livres écrits sur ce géant du règne animal : après le roman de Romain Gary, prix Goncourt pour *Les Racines du ciel* (1956), dont l'action se passe au Tchad, les livres de Georges Blond, ceux de Pierre Pfeffer, spécialiste incontesté des éléphants d'Afrique.

Mais j'ai surtout eu le bonheur, habitant Yaoundé, de pouvoir prendre le temps nécessaire pour les retrouver, dans la réserve de Waza, située à l'extrême nord du pays, aux confins du Tchad. Au Tchad, justement, ma chance fut de partir quelquefois en compagnie de pisteurs, qui connaissaient les habitudes des animaux et savaient prévoir, en fonction de la direction du vent, de la température, de la saison, de l'heure, leurs déplacements et leurs comportements. Ils relevaient les traces fraîches, remarquaient les dégâts récents causés aux épineux sauvages, vérifiaient l'état du crottin et en déduisaient la direction dans laquelle les éléphants étaient partis. Avec eux j'ai approché les petites hordes, comme les grands troupeaux, pour étudier la vie de cette société matriarcale fortement structurée.

J'eus l'occasion de croiser au Nord-Cameroun de célèbres chasseurs, comme le président français Valéry Giscard d'Estaing ou le journaliste académicien Michel Droit. Le président avait la gâchette

habile et abattait son gibier... L'académicien, moins assuré, abattit un jour l'un de ses compagnons de chasse, qu'il avait malencontreusement pris pour cible. Je n'ai pour ma part jamais tiré un coup de fusil, me bornant à observer et à admirer mon animal préféré.

Les scientifiques l'ont démontré récemment, il y a en fait deux espèces distinctes d'éléphants en Afrique : l'éléphant de savane (*Loxodonta africana*, disent les savants) est l'espèce africaine la plus connue, qui a des oreilles plus longues et plus grandes que celles de son cousin, l'Éléphant d'Asie (*Elephas maximus*, disent alors les savants, très curieusement). Il présente également une taille moyenne plus importante et un dos concave. Les mâles et les femelles ont des défenses externes et sont d'habitude moins poilus que leurs cousins asiatiques. *Loxodonta africana*, très clairement, en impose davantage. Il est vraiment massif, colossal, spectaculaire.



La deuxième espèce d'éléphants africains, propre à l'Afrique centrale et aux zones de forêt dense d'Afrique de l'Ouest, c'est l'éléphant de forêt (*Loxodonta cyclotis*) qui possède des oreilles généralement plus petites et plus circulaires que l'espèce de savane et des défenses plus minces et plus droites. Il est tout aussi respectable, il peut peser jusqu'à cinq tonnes, et mesurer 3,5 mètres. L'espèce est moins connue, plus difficile à rencontrer, à étudier et plus encore à protéger. Le WWF (World Wide Fund for Nature) a lancé une grande campagne pour la sauvegarde des éléphants de forêt contre les braconniers, équipés d'armes de guerre, qui font des incursions dans les zones incontrôlées des forêts primaires équatoriales ou tropicales. On rencontre l'éléphant de forêt principalement dans les massifs denses primaires du Gabon, du Congo, du Cameroun : on peut avec de la chance le voir s'ébattre et nager dans les eaux des fleuves d'Afrique

centrale, voire même au Gabon sur les plages de l'océan Atlantique, mais il se trouve aussi parfois en lisière des territoires forestiers, tout comme l'éléphant de savane.

Les éléphants vivent en clans, avec des liens sociaux très précis, connus de tous les individus du groupe, et dont aucun ne cherche à s'abstraire. Cette discipline est intelligemment supportée, parce qu'elle est dans l'intérêt du groupe. Société modèle, équilibrée, où les lois sont héritées des générations antérieures, à peu près infrangibles. Depuis tellement longtemps et apparemment pour toujours, dans le recommencement des saisons et des déplacements identiques.

Et pourtant société fragile aujourd'hui, menacée d'extinction même ! Dans les années 1960, il y avait 2 500 000 éléphants en Afrique. Un million en 1970. Il en reste, en 2017, 415 000 selon les dernières études. L'érosion est violente et rapide, et les éléphants ont tout simplement disparu de certains pays. Et malgré toutes les interdictions, la valeur marchande de l'ivoire dans certains pays, surtout asiatiques, conduit au braconnage frénétique des animaux qui en produisent : les éléphants. Les conventions internationales se succèdent, les mesures prises contre le braconnage réclament un contrôle effectif des zones forestières concernées. Les conflits ça et là offrent une porte d'entrée aux braconniers, qui payent très cher le concours des seigneurs de la guerre, rebelles toujours en quête de financement pour leur lutte, trouvant dans le trafic d'ivoire une aubaine facile à portée de leurs armes. La lutte des gardes-chasses contre les braconniers s'apparente de plus en plus à un défi mortel, impliquant côté chasseurs, véhicules militaires, engins de combat et armes de guerre. À l'exception du Cameroun et du Gabon, où les effectifs semblent stabilisés au cours des deux dernières décennies, la régression est constante dans toute l'Afrique centrale et occidentale : en Mauritanie, les éléphants ont disparu, il en resterait quelques dizaines au Sénégal, quelques centaines peut-être au Mali ou au Niger, 3 000 au Tchad, à peine plus en Côte-d'Ivoire, 19 000 en Centrafrique, 85 000 au Zaïre (contre près de 400 000 en 1979) 19 000 au Kenya (contre 65 000 en 1979). Les seules populations en faible croissance seraient celles du sud de l'Afrique, Botswana, Namibie, Zimbabwe et Afrique du Sud, pays qui ont mis en œuvre une gestion rigoureuse de leurs troupeaux, avec des prélèvements soigneusement encadrés permettant d'intéresser les habitants des régions concernées à la

préservation et à l'accroissement de leur « cheptel sauvage ».

Tout est démesuré chez l'éléphant : l'appétit, la taille, la trompe, les oreilles, le sexe du mâle. La nourriture dépasse les plus belles exagérations rabelaisiennes : un éléphant ingurgite par jour une à trois tonnes de buissons épineux, tondant l'herbe par touffes, la cueillant de sa trompe en larges coups réguliers, s'attaquant aux feuilles des arbres et n'hésitant pas, quand la nourriture lui fait défaut, à dévorer avant l'heure les récoltes des paysans. Gargantuesque fringale qui rend la cohabitation difficile... Un département gabonais comme celui de la Dola multiplie les doléances : « Nous défrichons de nouvelles plantations, mais nous n'en récolterons aucun fruit, les éléphants vont tout nous rafler sous le nez¹³... »

Il n'est pas rare que la razzia d'un troupeau détruise jusqu'aux habitations fragiles qui étaient au cœur des champs cultivés : les huttes et paillottes ne résistent pas à son passage, et certains de leurs occupants, terrés, trop mal protégés, sont happés par la trompe puissante de l'animal, projetés en l'air à un ou deux mètres au-dessus de lui, piétinés ensuite lorsqu'ils retombent au sol. J'ai recueilli sur de telles attaques de nombreux récits concordants. Comment ne pas comprendre l'irritation des villageois à qui on explique que l'éléphant doit être protégé, et que c'est une chance pour eux qu'ils en soient encore victimes ? D'autant plus que la chair d'un seul de ces animaux constituerait un mets de choix pour des centaines de bouches... Le commerce de ses défenses ajoutant à la prospérité collective... J'ai vu dans les années 1970 les éléphants approcher les faubourgs de N'Djaména, la capitale du Tchad, et j'ai assisté à des palabres entre chefs de village et sous-préfet, le second consentant parfois, de guerre lasse, à concéder aux paysans furieux le sacrifice d'un géant des savanes.

On a beaucoup parlé des cimetières d'éléphants : aucun pisteur n'en a jamais vu, et je me fie plus à leur témoignage qu'aux fantaisies engendrées par l'aspect fantastique de l'éléphant d'Afrique. Certes, son intelligence est vive, certes, il semble garder en mémoire une cartographie complexe des régions où il vit, mais il est difficile d'aller jusqu'à lui prêter une conscience de la transcendance, un rapport religieux au cosmos et des rites funéraires. Ce qui est vrai, c'est que les grands mâles qui ont, très tôt, quitté le troupeau et vivent isolés, vont mourir solitaires, à l'abri des regards. Ce qui est vrai aussi, c'est qu'on

a observé dans certains troupesaux des détours mémoriels, lorsque, l'année suivante, ils passaient par un endroit où l'un d'entre eux était mort. Une marque de souvenir, une absence d'indifférence, pas encore un rite funéraire. Mais probablement l'homme a-t-il besoin d'imaginer ce mythe du cimetière des éléphants parce qu'il s'identifie en profondeur à eux : la mort du pachyderme qui paraît invincible nous place en effet devant notre propre finitude. Comment échapperions-nous à la mort, si l'éléphant peut mourir ? Et nous sommes profondément bouleversés face à ce scandale qui prend des proportions à la fois géantes et familières.

Du 16 au 24 février 1980, j'organisai un voyage d'études au Cameroun pour l'association française des rédacteurs en chef des quotidiens de province alors présidée par Jules Clauwaert, de *Nord Éclair*. Le plus ancien d'entre eux, rédacteur en chef de *Ouest-France*, Eugène Brulé, depuis disparu, avait tenu à faire le voyage malgré un problème de santé. Le morceau de choix du séjour fut constitué, après les rencontres avec les milieux politiques, économiques, diplomatiques, culturels, journalistiques, et les débats organisés à l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé, par une découverte, sur deux jours, de la réserve de Waza. Une telle excursion ne serait sans doute pas recommandée aujourd'hui, Waza se trouvant en plein cœur des territoires sauvages décimés par la secte terroriste Boko Haram ([voir cette entrée](#)).

Tout à fait en fin de journée, auprès d'un large marigot près duquel notre pisteur foulbé (peul) nous embusqua, nous guettâmes les éléphants. Le pisteur avait pris soin, lançant en l'air une poignée de poussière, de choisir notre emplacement sous le vent, de sorte que les éléphants ne puissent percevoir notre présence dans la savane. J'eus peine à faire taire l'équipe des vingt rédacteurs en chef, bavards impénitents, commentateurs intarissables : un bruit de voix humaines aurait rendu le guet infructueux. Car ils allaient nécessairement revenir boire là. Et il ne faudrait surtout pas bouger de notre cachette.

Soudain nous les vîmes approcher, pesamment, sereinement, dégageant cette étonnante impression de force et de résolution qui frappe toujours à leur rencontre. Aucun barrissement : ils ne nous avaient pas détectés. Spectacle merveilleux de cette dizaine de bêtes, dont deux éléphanteaux, près du point d'eau boueux.

Et soudain, à notre totale stupéfaction, Brulé se leva, faisant fi des

consignes formelles, et marcha lentement vers le troupeau avec son appareil photo. Il fut aussitôt repéré par l'éléphant de tête, qui écarta ses oreilles, leva la trompe, commença à marteler le sol de ses deux pattes avant, aussitôt imité par les autres adultes... Le troupeau se préparait à foncer sur l'importun. Nos deux pisteurs foubés jaillirent de notre poste de guet, le premier s'avança vers les éléphants, commença à leur parler dans sa langue, d'une voix calme et régulière, comme pour leur rappeler d'anciennes conventions. L'autre se précipita sur Brulé et le ramena rapidement en arrière. La scène n'avait duré qu'un instant : le premier pisteur resta encore quelques minutes à parlementer doucement avec le troupeau. Ils prirent le temps de l'écouter, puis retournèrent se désaltérer tranquillement, avant de se retirer sans hâte par le chemin qui les avait amenés, à nouveau puissants et sereins.

C'est seulement après leur départ que le second pisteur nous raconta la tragédie qui s'était produite, au même endroit, une semaine auparavant, quand une touriste suédoise imprudente avait été saisie, comme aurait pu l'être Brulé, par la trompe de l'éléphant de tête, qui l'avait soulevée dans les airs avant de la précipiter au sol et de la piétiner, sans que ses compagnons puissent intervenir. « Ils n'avaient pas la chance d'avoir avec eux, conclut-il, en désignant son compagnon, Celui-qui-parle-aux-éléphants. » Et c'est ainsi que j'appris le nom du pisteur foubé qui nous servait de guide.

Esclavage

Crime contre l'humanité et commerce international

*Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ;
l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes
leurs formes.*

Article 4, Déclaration universelle des droits de l'homme

L'esclavage a-t-il vraiment sa place dans un *Dictionnaire amoureux* comme celui-ci ? Tant d'horreur, de souffrance, d'injustice – tant d'inhumanité dont l'Afrique aura été le théâtre depuis la nuit des

temps, et aussi quelquefois complice...

Chacun voyant midi à sa porte, la France, qui est profondément impliquée dans la traite négrière aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, se targue d'avoir été la première à proclamer l'abolition de l'esclavage dès 1794...

La presse américaine n'hésiterait pas à lui décerner cinq *pinocchios*¹⁴.

En pratique, on sait que l'esclavage va être rétabli dans les colonies françaises par Bonaparte dès 1802 et qu'il faudra attendre le congrès de Vienne (1815), avant que les vainqueurs de Napoléon n'interdisent officiellement la traite négrière... – essentiellement pour pénaliser la France, avec des arrière-pensées liées à la concurrence commerciale et au trafic maritime.

Le pays des libertés et de l'égalité mettra trente-trois années supplémentaires avant d'abolir l'esclavage dans toutes ses colonies.

L'esclavage, qui existe depuis l'Antiquité, a été pratiqué sous toutes les latitudes ; dans l'Empire romain, les vaincus sont le plus souvent réduits à l'état d'esclaves, et quelquefois ces derniers – à l'exemple de Spartacus et des premiers chrétiens – se révolteront. Certains linguistes rappellent que le mot esclave vient de *slave* – les Slaves des Balkans ayant fait l'objet d'un commerce intensif à l'époque du haut Moyen Âge.

Les temps modernes¹⁵ vont donner une dimension quasi planétaire à ce qui devient en même temps un véritable système économique : le « commerce triangulaire ». Des négriers blancs, essentiellement portugais, français, anglais, néerlandais, partent des ports de la façade atlantique de l'Europe avec des marchandises manufacturées (armes, munitions, tissus) qui seront échangées sur les côtes africaines contre des captifs fournis par des négriers noirs. Les navires européens transportent ensuite leur cargaison humaine à travers l'océan, dans un terrible voyage que les historiens ont baptisé la « grande déportation ». Ils sont vendus comme esclaves à des colons aux Antilles, au Brésil, en Amérique du Nord. En moyenne, l'espérance de vie d'un esclave de plantation ne dépasse pas dix ans. À l'arrivée, la boucle sera bouclée : les marchandises coloniales (sucre, café, cacao, coton, tabac) étant exportées vers l'Europe.

En Afrique de l'Ouest, la Maison des Esclaves de l'île de Gorée, lieu emblématique de la mémoire de l'esclavage, est inscrite sur la liste du

Patrimoine mondial de l'UNESCO en 1978. En 1990, le bâtiment est restauré avec l'aide de cette organisation, ainsi que de nombreux organismes – dont la fondation France Libertés de Danielle Mitterrand. Gorée devient un « centre historique du commerce triangulaire¹⁶ ».

Parmi les nombreuses personnalités qui feront la visite de l'île au large de Dakar : le président du Sénégal Abdoulaye Wade, son prédécesseur Abdou Diouf, les présidents Omar Bongo, Houphouët-Boigny, le Brésilien Lula, François Mitterrand, Jimmy Carter, Bill Clinton et George Bush, Nelson Mandela, Jesse Jackson, l'écrivain Breyten Breytenbach, les chanteurs James Brown et Jimmy Cliff, la famille Obama, etc.

Au Bénin, une Porte du Non-Retour est inaugurée en 1995 pour rappeler le caractère majeur du site négrier de Ouidah. Divers autres mémoriaux peuvent être visités sur le continent, aussi bien à Zanzibar que sur la côte du Ghana, au fort d'Elmina.

Diverses institutions consacrées à l'esclavage et au commerce triangulaire vont ouvrir leurs portes en France : à Bordeaux, à Fontenay-sous-Bois, à Pointe-à-Pitre... Une Maison de la Négritude et des Droits de l'homme est ouverte en 1995 à Champagny (Haute-Saône) pour faire vivre le souvenir du cahier de doléances de la première ville ayant réclamé l'abolition de l'esclavage dès 1789. Viendront ensuite un Mémorial de l'abolition de l'esclavage inauguré en 2012 à Nantes ; et enfin le Mémorial ACTe (Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage) inauguré par la ministre française de la Justice Christiane Taubira en Guadeloupe, le 10 mai 2015.

Le nom de la ministre est associé à la loi du 21 mai 2001, dite loi Taubira, qualifiant la traite négrière et l'esclavage de crimes contre l'humanité¹⁷. Certains historiens regretteront alors que la loi française institutionnalise la vision des militants afro-américains qui focalisent leur démarche antiesclavagiste sur la traite atlantique.

En 2004, un ouvrage d'Olivier Grenouilleau¹⁸ visant à réévaluer l'importance des traites orientale et intra-africaine, comparées avec la traite atlantique, suscitera une réaction violente de la part d'un collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais, réclamant que l'auteur soit suspendu de ses fonctions universitaires pour révisionnisme.

Ce dernier recevra le soutien de la communauté des historiens et défendra sa thèse en soulignant que « le caractère abominable de la

traite n'est pas corrélé aux chiffres¹⁹ ».

Éthiopie et Érythrée

Les deux Corées en Afrique

L'Éthiopie n'est pas seulement le pays où l'on a découvert le fossile de Lucy, *Australopithecus afarensis* longtemps considérée comme la plus ancienne représentante de l'espèce humaine²⁰ ; c'est aussi l'un des plus anciens royaumes sur Terre.

L'histoire de l'Éthiopie s'entrecroise avec celle de la saga biblique, la légende situant la fondation de la dynastie royale éthiopienne au x^e siècle avant notre ère. Trois mille ans d'histoire : de Menelek, qui aurait été fils de Salomon et de la reine de Saba, au Negusse Negest Haïlé Selassié I^{er}, monté sur le trône en 1930, déposé par les armées de Mussolini en 1936, et restauré en 1941 avec le soutien des Alliés (voir : [Négus](#)). Le négus, figure emblématique de la résistance de l'Afrique aux puissances de l'Axe...

L'Érythrée est une région connue depuis l'Antiquité : n'est-elle pas désignée par Eschyle (v^e siècle avant notre ère) comme « le bijou de l'Éthiopie »... Le *Périple de la mer Érythrée*, texte remontant au II^e siècle de l'ère moderne, atteste qu'il aurait existé, en Afrique de l'Est, une route reliant le monde méditerranéen à la Chine – dix-huit siècles avant le canal de Suez... On dit que Soliman le Magnifique aurait suivi cette piste lors de l'invasion ottomane de 1557.

Les frontières de l'Érythrée moderne remontent à la colonisation italienne (1885) ; et elles ne seront pas substantiellement modifiées après la défaite des troupes mussoliniennes en 1941. L'Érythrée sera successivement intégrée dans une fédération avec l'Éthiopie ; puis annexée purement et simplement par cette dernière en 1962. À l'empereur Haïlé Sélassié déposé en 1975 succédera le Derg, une junte militaire prosoviétique – dont Mengitsu Haïlé Mariam s'affirme comme l'homme fort –, et le combat indépendantiste va devoir se prolonger ; Addis-Abeba n'accordant finalement son indépendance à Asmara qu'en 1991, en témoignage de reconnaissance aux rebelles érythréens pour la part qu'ils auront prise dans la chute du régime

Mengistu.

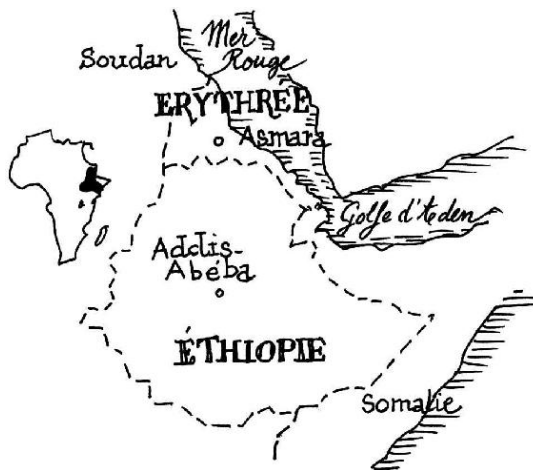
Les sujets de désaccord entre ex-rebelles se multiplient rapidement : sur le plan économique, Asmara décide de changer de devise en 1997 en remplaçant le *birr* éthiopien par le *nakfa*. En riposte, l'Éthiopie impose à son voisin d'opérer les échanges bilatéraux en dollars ; l'Érythrée répliquera en imposant des taxes de passage. Résultat sans surprise : interruption des échanges commerciaux...

Les deux pays ne s'entendent pas non plus sur la démarcation de leurs frontières, notamment dans certaines zones telles que Badmé, Bure et Tsorona-Zalambessa. De 1998 à 2000, l'Éthiopie et l'Érythrée s'affrontent lors d'une guerre dévastatrice qui va faire plus de quatre-vingt mille morts et vider les caisses des deux États.

En 2017, selon les observateurs internationaux, les deux pays se trouvent toujours dans une situation de ni-guerre-ni-paix. Ils n'entretiennent plus aucune relation économique, politique ou diplomatique. Asmara provoque Addis-Abeba en accueillant dans sa capitale la base arrière de groupes armés éthiopiens, et surtout, en privant l'Éthiopie de débouchés maritimes sur la mer Rouge.

L'Érythrée est devenue l'un des États les plus fermés au monde. Certains l'appellent « la Corée du Nord des Sables ». Isaias Afwerki, héros de l'indépendance acquise en 1993, a réduit ses concitoyens à un état de quasi-esclavage : travail forcé, non rémunéré, à durée illimitée... Près de 20 % des six millions d'Érythréens auraient quitté le pays pour échapper à ce régime de terreur.

De son côté, l'Éthiopie compte près de 100 millions d'habitants. Si elle n'est plus décimée par les famines comme au siècle dernier, elle reste très vulnérable : la croissance spectaculaire enregistrée grâce à un investissement public massif et à l'aide étrangère a été baptisée « miracle éthiopien » ; mais un habitant sur cinq survivrait encore grâce à des secours alimentaires.



Ethnies

Les empreintes génétiques du continent

On estime que l'Afrique compte au total plus de deux mille ethnies, autant d'ensembles d'individus qui ont en partage un patrimoine culturel et historique, des langues, des valeurs et des représentations religieuses. C'est la spécialité des ethnologues que de les répertorier, un travail d'autant plus essentiel qu'un grand nombre tend à disparaître du fait du développement croissant du continent, et que les données démographiques sont très souvent inexistantes.

Voici, en descendant du nord au sud, une revue exprès d'une douzaine d'ethnies caractéristiques. On verra que les « frontières de la colonisation », garanties par l'ONU et l'Union africaine ne correspondent pas à grand-chose face à cette géographie humaine.

Les Berbères. Ces « hommes libres » seraient les premiers habitants d'Afrique du Nord, présents dans la région depuis plus de cinq mille ans. Leur population se répartit sur près de cinq millions de kilomètres carrés, de la frontière égypto-libyenne à l'Atlantique et des côtes méditerranéennes au sud du Sahara. Leur culture et leurs droits ont longtemps été méprisés, mais on assiste à une renaissance de leur identité, notamment au Maroc où un tiers de la population parle la langue berbère *tamazight* et en Algérie où celle-ci est devenue, avec l'arabe, langue officielle.

Les Bambaras. Près de 4 millions d'individus appartiennent aujourd'hui à l'ethnie bambara, peuple qui s'étend sur toute l'Afrique de l'Ouest, du Burkina Faso à la Mauritanie, en passant par la Côte-d'Ivoire, la Gambie, le Sénégal et surtout le Mali où ils représentent le groupe ethnique le plus important du pays. Le bambara fait partie de la famille des langues *mandé* auxquelles le *malinké*, le *dioula* et le *mandingue* sont apparentés. Agriculteurs de père en fils, ils concilient traditions animistes et religion musulmane.

Les Peuls. Riche de 6 millions d'individus, c'est un peuple d'éleveurs semi-nomades présent dans tous les États d'Afrique de l'Ouest et originaires du Fouta-Djalon. Ils entretiennent avec le monde des animaux de très fortes relations, et pratiquent la divination sur la base de la couleur et du dessin des robes du bétail, vestiges d'anciennes croyances qui s'estompent selon le degré d'islamisation. Le sens esthétique des Peuls a été maintes fois remarqué et s'exprime à travers leur élégance corporelle, la création de parures ou les arts du discours et de la musique.

Les Dogons. Ce peuple malien de 700 000 individus constitue le groupe ethnique qui a le mieux conservé son originalité, son homogénéité, ses coutumes particulières et ses croyances. Même si la majorité est aujourd'hui de confession musulmane, les pratiques animistes sont encore très présentes au sein de leur culture. Les falaises du Bandiagara, au sud-ouest du fleuve Niger, dans lesquelles sont construits leurs villages blottis sur des rocs verticaux, sont d'imprenables forteresses depuis le ^{xiv}^e siècle.

Les Pygmées. Le peuple pygmée, estimé à 50 000 individus environ, est réparti dans toute l'Afrique centrale (RD Congo, Centrafrique, Cameroun, etc.). Ce sont les descendants de très anciennes populations localisées dans la région des Grands Lacs, à la frontière de l'Afrique orientale. Membres de tribus chasseresses vivant dans les forêts équatoriales, les Pygmées se caractérisent par leur petite taille (moins de 1,50 mètre en moyenne) qui leur permet de résister au climat chaud et humide.

Les Azandés. Originaire du Tchad, l'ethnie *azandé* représenterait près de 4 millions d'individus, répartis principalement en République démocratique du Congo, en Centrafrique et au Soudan. Au ^{xix}^e siècle, les Azandés, sous la conduite de leurs chefs guerriers, étaient marchands d'ivoire et d'esclaves en échange d'armes à feu.

Surnommés *Niam-Niam*, au début du siècle dernier, ils ont acquis une redoutable réputation de grands mangeurs, accentuée par des rumeurs de cannibalisme.

Les Bakongos. À la fin du ^{xx}e siècle, l'ethnie *kongo* (ou bakongo) comptait plus de 10 millions d'individus, répartis le long de la côte atlantique, du Congo à l'Angola. C'est un peuple de pêcheurs et de cultivateurs, qui place la spiritualité au cœur de son organisation politique et sociale. Pour les Bakongos, le monde est divisé en trois groupes distincts, les humains, les prêtres et les esprits des ancêtres.

Les Maasaïs. La population maasaï, répartie du sud du Kenya au nord de la Tanzanie, représente environ 1 million d'individus et apparaît souvent comme l'ethnie la plus connue d'Afrique de l'Est. Les Maasaïs mènent une vie semi-nomade et sont réputés pour être des guerriers, comme le rappelle la couleur rouge de leur tenue traditionnelle.

Les Mursis. Peuple d'éleveurs et d'agriculteurs d'environ 7 000 individus (recensement 2007), vivant sur les rives du fleuve Omo en Éthiopie, les Mursis sont surtout connus pour l'aspect particulier de leurs « femmes à plateaux ». Cette tradition séculaire, réservée aux femmes des castes supérieures, consiste à placer un plateau d'argile orné de gravures dans la lèvre inférieure, qu'elles portent lors de grandes occasions ou en présence de leur mari. Les hommes sont réputés pour être de redoutables guerriers.

Les Himbas. Les populations himbas vivent dans la savane prédésertique du nord de la Namibie, sur les rives de la rivière Kunene. Ces tribus rassemblent quelque 10 000 éleveurs de bétail fidèles à leurs traditions ancestrales. Les femmes ont conservé leurs tenues traditionnelles en peau de chèvre et s'enduisent le corps et les cheveux d'une crème composée de pierre rouge et de graisse de chèvre. Les hommes portent une tresse sur le haut du crâne, recourbée vers l'arrière, dont la forme et la position varient selon l'âge.

Les Bochimans (Bushmen). Les Bochimans²¹, apparus en Afrique australe il y a près de quarante-quatre mille ans, sont la plus ancienne communauté de la région et l'ont occupée entièrement durant des siècles. Avec l'arrivée successive de nouvelles tribus – Zoulous et Tswana – et des colons hollandais au ^{xix}e siècle, leur population a été décimée et repoussée vers les régions plus désertiques du Kalahari, moins convoitées. Ce nouvel environnement les a contraints à

modifier leurs modes de vie traditionnels ; la chasse a pris le dessus sur l'agriculture et ils sont devenus célèbres dans toute l'Afrique australe pour leurs qualités de traqueurs d'animaux. Aujourd'hui, seuls quelques milliers vivent encore.

Évian (accords d')

« En décolonisation, la seule victoire c'est de s'en aller » (Charles de Gaulle)

Les accords d'Évian sont l'aboutissement de négociations entre représentants de la France et du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA²²) pour mettre un terme à la guerre indépendantiste en Algérie.

Ces accords seront signés le 18 mars 1962 à 17 h 30 à Évian-les-Bains (Haute-Savoie) à l'hôtel du Parc par une délégation de neuf représentants du FLN conduits par Krim Belkacem et par une délégation française de neuf membres menée par Louis Joxe, ministre d'État chargé des Affaires algériennes.

Évian est la conclusion d'une année de rencontres officieuses.

Les deux principaux émissaires français sont Georges Pompidou, alors membre du Conseil constitutionnel, homme de confiance du général de Gaulle, et le diplomate Bruno de Leusse, directeur des affaires politiques et de l'information au ministère d'État chargé des Affaires algériennes : les contacts s'engagent en Suisse, à l'hôtel Schweizerhof de Lucerne le 20 février 1961 ; les représentants du GPRA sont Ahmed Boumendjel, Taïeb Boulahrouf et Saâd Dalhab.

Selon les instructions reçues, il s'agit pour les représentants français d'une mission d'information sur les objectifs à long terme du FLN. « Le caractère secret des contacts confirmant l'absence complète d'accord sur les liens à établir entre les éventuels pourparlers officiels et la cessation des violences », écrira plus tard Bernard Tricot, alors secrétaire de la direction des Affaires algériennes à l'Élysée.

Le 8 mars suivant, nouvelle réunion : Bruno de Leusse lit aux émissaires du GPRA un communiqué du général de Gaulle appelant à l'ouverture de discussions « sans conditions préalables ». Le 15 mars,

un nouveau communiqué confirme le désir de Paris « de voir s'engager, par l'organe d'une délégation officielle, des pourparlers concernant les conditions d'autodétermination des populations algériennes concernées ainsi que les problèmes qui s'y rattachent ».

Le déroulement des discussions illustre la volonté du chef de l'État français de refermer la page algérienne à tout prix, et le plus tôt possible.

Le 30 mars 1961, le GPRA et le gouvernement français annoncent simultanément que les pourparlers vont s'ouvrir le 7 avril à Évian. Rencontre aussitôt ajournée à la suite d'une phrase inopportune concernant des contacts parallèles avec Messali Hadj, leader du Mouvement national algérien (MNA), rival du FLN.

Le 6 avril à Paris, le Conseil des ministres publie un communiqué prenant acte de l'ajournement de la conférence d'Évian : « Le gouvernement s'en tient, pour ce qui le concerne, à l'esprit et aux termes de son communiqué du 15 mars. » Non-dit, mais sous-entendu : le FLN sera le représentant exclusif du peuple algérien²³.

La première phase des négociations se déroule du 20 mai au 13 juin 1961. Le protocole en est fixé par de Gaulle qui recommande « la plus grande simplicité et la plus grande austérité ». Personne ne doit se serrer la main ; un signe de tête suffira pour se saluer ; les repas ne doivent pas être pris en commun... La délégation du FLN, logée à sa demande en territoire neutre, se rend par hélicoptère du Bois-d'Avault en Suisse à Évian.

La question du Sahara – et du pétrole – provoque une série d'interruptions des pourparlers parallèles organisés discrètement au château d'Allaman à Lugrin (Haute-Savoie). De Gaulle tranche le 5 septembre et déclare accepter la souveraineté algérienne sur le Sahara, à propos duquel il disait quelque temps plus tôt à Louis Joxe : « Le pétrole, c'est la France et uniquement la France ! »

Le 11 février 1962, les négociations reprennent discrètement aux Rousses (Jura) dans un bâtiment nommé le Chalet du Yéti, suivant un scénario truffé de péripéties et de faux indices dignes d'un film d'espionnage. Elles s'achèveront une semaine plus tard sur un ensemble de textes qualifiés d'« accords de principe », prévoyant la double nationalité pendant trois ans pour les Européens d'Algérie, cependant que le Sahara devient territoire algérien ; les bases militaires de Reggane, In Ecker et Colomb-Béchar seront louées à la

France pour cinq ans, Mers el-Kébir pour quinze ; et une représentation est envisagée pour les Européens à Alger, Oran, et au sein des assemblées algériennes. Protocole que les Algériens doivent soumettre au Conseil national de la révolution algérienne, réuni à Tripoli.

Évian met fin officiellement à sept années et cinq mois de guerre, pour laquelle la France a déployé environ 400 000 hommes au total.

La vie politique française restera longtemps marquée par les séquelles de cette guerre non déclarée, qui aura fait au total 25 000 tués chez les militaires, 2 000 morts dans la Légion étrangère et un millier de disparus, auxquels il faut ajouter de 30 000 à 90 000 supplétifs dont l'histoire retiendra le nom comme *harkis*²⁴.

Les nombre de victimes recensées côté algérien est encore plus incertain que celui des supplétifs. Selon Alger, plus d'un million et demi d'Algériens (pro-indépendantistes ou non) ont été tués pendant la guerre d'Indépendance. Un bilan établi par les historiens français quoique nettement moins important reflète néanmoins la férocité de ce conflit : 270 000 musulmans algériens morts du fait de la guerre sur une population totale de 10 millions d'habitants ; 8 000 villages incendiés et 2,1 millions de musulmans déportés dans des camps de regroupement dans d'inhumaines conditions.

Le texte connu comme les accords d'Évian comprend deux parties :

- un *accord de cessez-le-feu*, dont l'application est fixée au lendemain, le 19 mars 1962 ;

- des *déclarations gouvernementales* relatives à l'Algérie, qui portent notamment sur la période de transition jusqu'au référendum d'autodétermination. Pour cette période sont mis en place un exécutif provisoire et un haut-commissaire représentant l'État français. Les accords prévoient également : la libération des prisonniers dans un délai de vingt jours ; une mesure d'amnistie générale ; et l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans un délai de trois à six mois.

Le 18 mars, juste avant la signature, Krim Belkacem fait valoir une nouvelle exigence : il demande que les délégués français lisent à voix haute les 93 pages du document. Ces derniers s'exécutent en se relayant, article après article, tandis que les délégués algériens suivent attentivement chaque mot. Cependant, de Gaulle, à l'Élysée, attend... Le rituel imposé une fois terminé, les accords d'Évian vont être

paraphés par les deux délégations.

Ces accords seront approuvés, lors du référendum du 8 avril 1962, par 91 % des votants en France métropolitaine ; le 1^{er} juillet, les Algériens se prononceront encore plus massivement pour l'indépendance de leur pays.

L'indépendance devient effective le 3 juillet 1962.

Ahmed Ben Bella s'installe à Alger le 4 juillet. Retenu jusque-là prisonnier à Turquant (Indre-et-Loire) et enfin à Aulnoy (région parisienne) avec les quatre autres passagers du vol de la compagnie Air Maroc-Air Atlas détourné par l'armée de l'air française en 1956, il n'aura pas participé directement aux négociations (voir : [Ben Bella, Ahmed](#)).

Le 5, l'indépendance est officiellement proclamée.

Dans une boutade, de Gaulle aurait confié à Alain Peyrefitte : « L'indépendance c'est l'indépendance ! Prenez-la, Messieurs, et supportez-la. [...] Elle ne s'établira pas sans d'incroyables secousses, notamment entre Algériens. Mais nous en serons débarrassés. Napoléon disait qu'en amour, la seule victoire, c'est la fuite ; en matière de décolonisation aussi, la seule victoire c'est de s'en aller²⁵. »

Si le texte des accords d'Évian assure en principe aux Français d'Algérie « toutes libertés énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme », l'Élysée aura renoncé à tout statut particulier pour nos concitoyens. Aucune clause précise non plus ne concerne les supplétifs algériens dits harkis, lâchement abandonnés par la France, et souvent massacrés en Algérie.

Chantal Morelle et Maurice Vaïsse, historiens du gaullisme, notent dans *Les Collections de l'Histoire* que les négociations d'Évian auront été « une suite de concessions » et que par la suite ces accords seront « contestés puis de moins en moins respectés par les Algériens²⁶ ».

Il n'en reste pas moins, relèvent les auteurs, que « la France sortait, le 19 mars 1962, d'une situation de guerre dans laquelle elle n'avait cessé de se trouver, en fait, depuis 1939 ».

Plus de 900 000 Français d'Algérie seront rapatriés au cours des mois suivant les accords d'Évian, plus ou moins bien accueillis en France, leur pays.

Le terme *rapatrié*²⁷ étant impropre, puisque bon nombre de ces Français d'Algérie n'avaient jamais vécu en métropole, voire n'y étaient jamais allés.

1. Les personnels de santé guinéens ont payé un lourd tribut à Ebola : 115 morts sur 211 soignants contaminés.
2. Excepté le dimanche où les programmes débutent à 17 heures.
3. Dixième congrès du syndicat national des enseignants du second degré de Côte-d'Ivoire (1980).
4. Élie Faure, *Histoire de l'art. L'Art antique*, Gallimard, « Folio Essais », 1988.
5. Pour paraphraser l'historien florentin Francesco Guicciardini (1483-1540).
6. Le Nil est issu de la rencontre du Nil Blanc, qui prend sa source dans la région des Grands Lacs, et du Nil Bleu, issu du lac Tana (Éthiopie) ; ces deux branches s'unissant à Khartoum (Soudan). Le Nil et l'Amazone sont les deux plus longs fleuves du monde : 7 000 kilomètres environ.
7. Depuis 2003, l'Égypte réclame un retour de la pierre de Rosette, actuellement au British Museum de Londres, dans son pays d'origine.
8. L'époque nassérienne restant aussi marquée par le chantier pharaonique du haut barrage d'Assouan.
9. Éd. Présence africaine, 1954.
10. Sophie Bessis, *L'Occident et les autres : Histoire d'une suprématie*, La Découverte, 2003.
11. Christiane Desroches-Noblecourt, *Ramsès II – La véritable histoire*, France Loisirs/Stock, 1992.
12. Dimitri Laboury, *L'Égypte pharaonique*, Le Cavalier Bleu, coll. « Idées reçues », 2001.
13. *L'Union*, Libreville, 3 août 1999.
14. Récompense satirique inventée par le *Washington Post* pour distinguer les vérités officielles un peu discutables.
15. Période historique allant de la chute de Constantinople (1453) à la Révolution française (1789).
16. L'authenticité de cette ancienne demeure *signare* comme lieu mémoriel de l'esclavage peut être discutée : *signare* est un terme d'origine portugaise définissant la maîtresse d'une propriété, d'origine métisse.
17. La conférence mondiale des Nations unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui se tient à Durban (Afrique du Sud) en 2001 parviendra à des conclusions à peu près analogues, mais ne surmontera pas ses divergences politiques au sujet d'Israël.
18. Grenouilleau, Olivier, *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 2004.
19. Dans *La Traite des Noirs* publié en 1990 aux Éd. Ouest-France, coll. « De mémoire d'homme », Serge Daget avait avancé les estimations suivantes : *traite atlantique* : 11,7 millions de déportés ; *traite transsaharienne* : 7,4 millions ; *traite orientale* : 4,28 millions...
20. Avant que le Tchadien Toumaï n'entreprenne de revendiquer ce statut avec ses sept millions d'années (voir : [Lucy](#)).
21. Le terme San tend à remplacer le terme Bochimane utilisé durant la période coloniale.
22. La France ne reconnaissant pas le GPRA, la version française des accords désignera les Algériens sous l'appellation « le FLN ».

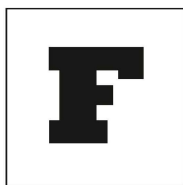
23. Le 21 avril 1961 éclate le putsch des généraux dont l'échec entraîne la création de l'OAS.

24. Militaires servant en Algérie coloniale dans une harka, formation paramilitaire. Les harkis ont joué un rôle important comme auxiliaires des troupes françaises pendant la guerre d'Algérie de 1954 à 1962.

25. Maurice Vaisse, in *La Guerre d'Algérie*, Odile Jacob, coll. « Université de tous les savoirs », 2005.

26. « La guerre d'Algérie », in *Les Collections de l'Histoire*, n° 15, avril 2002.

27. Cette notion, essentiellement juridique, présente l'avantage de désigner spécifiquement la catégorie de Français venus s'installer en métropole après l'indépendance des ex-colonies.



Fauves

Trente-huit espèces en Afrique

Comme dit Dostoïevski : « On parle parfois de la cruauté de l'homme, et on la compare à celle des fauves : que c'est injuste pour ceux-ci ! Les fauves n'ont pas la cruauté artistique des hommes¹. »

Si on se fie à leurs restes fossilisés, les premiers fauves sont en fait apparus sur le continent européen il y a environ quarante millions d'années. Ils ont ensuite colonisé le reste de la Terre : dans l'Antiquité, les lions vivent en Europe du Sud-Est et au Moyen-Orient et du Maghreb jusqu'en Inde en passant par les savanes africaines...

La famille des fauves comprend 38 espèces différentes en Afrique allant du lion (*voir* : Lion) au chat domestique. Le fauve est un carnivore qui se distingue par des caractéristiques dentaires spécifiques : canines en forme de crocs et dents carnassières servant à broyer et à trancher la viande. Les félins sont les rivaux de l'homme au sommet de la chaîne alimentaire.

Le terme fauve – lorsqu'il n'évoque pas une nuance de couleur brune ou une école de peinture – se réfère au sens large aux mammifères carnivores, et en particulier aux félidés (petits et grands) ; ces derniers ne font-ils pas rêver le monde entier, par la puissance et la liberté qu'ils incarnent ? Une fascination qui remonte à l'Antiquité et aux jeux de cirque ; mais l'appel des fauves ira s'amplifiant à l'époque des expositions coloniales²...

En 1919, Cartier crée sa panthère de diamant au regard scintillant ; en 1946, Christian Dior sort son imprimé léopard ; aux États-Unis, la production Disney de 1967, *Le Livre de la jungle*³, place le jeune Mowgli sous la protection de Bagheera la panthère ; sorti en

1994, *Le Roi lion* sera le second plus gros succès d'animation de l'histoire cinématographique avec 422 783 777 dollars de recettes. Et Barack Obama, mis au défi par le milliardaire provocateur Donald Trump de montrer son acte de naissance afin de prouver qu'il est un véritable citoyen américain, fera projeter lors du dîner des correspondants internationaux à Washington un extrait de ce film, celui où l'on assiste à la mise au monde de Simba, fils du roi Mufasa.

Sur le continent, le royaume des lions s'étend des grandes savanes du Sud-Sahara aux confins de l'Afrique du Sud (Parc national Kruger) et dans la plupart des parcs nationaux du continent (Mana Pools au Zimbabwe, Tarangire) ou aire de conservation du Ngorongoro en Tanzanie...

Mais il n'y a pas que des lions.

Chaque espèce de fauve a son habitat propre et ses habitudes. Par exemple, le guépard préfère les grands espaces de la savane pour profiter de sa vitesse et chasser en groupe. Les régions boisées des parcs et réserves d'Afrique australe abritent le discret léopard, souvent difficile à observer....



Le serval (*Leptailurus serval*) est largement réparti au sud du Sahara, même s'il reste quelques individus en Afrique du Nord. Grand chat aux pattes très longues et très fines, mesurant de 70 centimètres à 1 mètre, il peut faire des bonds de 4 mètres de long et de 1 mètre de haut. Pour marquer son territoire, un serval urindra jusqu'à trente fois par heure...

Le chaus (*Felis chaus*), également nommé chat de la jungle, chat des marais, vit dans les zones humides ; on a retrouvé quelques momies de chaus dans les tombeaux de l'Égypte ancienne.

Il existe aussi un chat à pieds noirs ou à pattes noires (*Felis nigripes*) qui pèse de un à deux kilos ; il a une petite tête ronde, des pattes noires et un pelage rayé sur les pattes et tacheté sur le dos. Ultra solitaire, il vit dans les milieux semi-désertiques d'Afrique du Sud, de la Namibie et du Botswana. Bien qu'il soit l'un des plus petits chats du monde, il lui arrive d'attaquer des proies nettement plus grosses que lui : des lièvres par exemple. L'espèce est classée comme vulnérable.

Fela (Anikulapo Kuti)

Le père de l'afrobeat

Le chanteur, saxophoniste, chef d'orchestre et homme politique nigérian Fela Anikulapo Kuti restera la star éternelle de l'*afrobeat* : l'afrobeat est un mélange de musique traditionnelle nigériane, de jazz, de highlife, de funk, et de chant accompagné de percussions ouest-africaines, popularisé en Afrique dans les années 1970. C'est mon ami Manu Dibango, prophète camerounais de cette musique africaine moderne, qui me le fera découvrir : Fela est le premier Africain à utiliser le pidgin, la langue de la rue de Lagos, comme langue de création ; c'est son blues à lui, sa façon de raconter en musique les souffrances des petits et la corruption des élites. Porte-parole des sans-voix, Fela sera un des premiers artistes africains à échapper à la tradition des griots qui veut que ces troubadours du continent soient la voix des puissants célébrant leurs mérites réels ou imaginaires.

Ses quelque 60 albums (dont un tiers à peu près sont sortis en France) sont truffés de formules savoureuses et accessibles, faisant de lui l'égal d'un Bob Marley à l'échelon africain. À la différence du pape du reggae, Fela prend des positions sur la politique, une activité dangereuse au Nigeria. Mais c'était sans doute le destin d'un fils de Funmilayo Ransome Kuti, sa mère, célèbre activiste nationaliste, à qui les femmes nigérianes doivent le droit de vote, amie de Nkrumah et de Mao Zedong.

Emprisonné en 1983 par les auteurs d'un coup d'État mené par Muhammadu Buhari⁴, Fela sera libéré en 1986, mais ne retrouvera

jamais le devant de la scène, qu'il laisse à son fils Femi Kuti.

Après la destruction de sa propriété qu'il avait baptisée « République de Kalakuta » (déclarée indépendante), Fela déménagera dans un immeuble de trois étages à Lagos, où il meurt le 2 août 1997, à l'âge de cinquante-huit ans.

Sa famille œuvre à préserver son héritage, notamment en transformant sa dernière maison en musée. La tombe du musicien, en forme de pyramide, s'élève devant le bâtiment, situé sur une route étroite. Il a été enterré là « parce que nous voulions faire de cet endroit un musée après sa disparition », a expliqué sa fille Yeni Kuti.

Le gouvernement de l'État de Lagos a octroyé 40 millions de nairas (200 000 euros) de subventions pour le musée. Fela est toujours célébré dans de nombreux festivals internationaux, son style, l'afrobeat, lui survit. Il laisse derrière lui une impressionnante discographie, et de nombreux ouvrages lui sont consacrés. Personnage emblématique, icône musicale, il fait figure de héros de l'histoire nigériane et de mythe de la musique africaine contemporaine.

FESPACO

Ouagadougou, capitale du cinéma africain ?

Certains considèrent le FESPACO comme l'équivalent africain du Festival de Cannes. Sans doute existe-t-il de sérieux points communs entre les deux manifestations⁵, toutes proportions gardées.

Ouagadougou est devenu en un demi-siècle le principal festival de cinéma au sud du tropique du Cancer. Après une première édition en 1969 à Ouagadougou, au Burkina Faso, le festival prend le titre de Festival panafricain de cinéma (FESPACO) en 1972⁶ ; c'est la même année que sera créé un grand prix portant le nom d'Étalon de Yennenga (en référence à la princesse Yennenga, héroïne d'un mythe fondateur de l'empire Mossi).

Dès le début de l'histoire du festival, la manifestation est intimement liée à la politique intérieure du Burkina Faso et à sa géopolitique.

L'ancien président Thomas Sankara, assassiné le 15 octobre 1987,

assiste lui-même assidûment à la manifestation où il lance son mot d'ordre : « Trouver des nouvelles voies pour oser inventer l'avenir⁷. » Les cinéastes réserveront aux propos du président-soldat un écho très favorable : le mouvement culturel de ces années-là étant très marqué par l'anti-impérialisme.

Et le climat restera explosif, y compris sous le règne apparemment débonnaire du successeur de Sankara, Blaise Compaoré. J'ai été invité à plusieurs festivals. Il y régnait toujours une atmosphère chaleureuse et une grande liberté d'expression.

En 2013, les *Cahiers du Cinéma* estiment que le « festival est en rupture complète avec la population de Ouagadougou », parlant même de « mépris affiché pour les artistes, les médias, le public et la population »⁸.

Le FESPACO 2013 sera marqué par une « Déclaration solennelle de Ouagadougou » adoptée par les représentants de six pays lors du colloque sur le « Cinéma et politiques publiques en Afrique ». Des réformes majeures y sont annoncées par le délégué général du FESPACO, Michel Ouedraogo. En particulier l'acceptation des films au format numérique qui pourront intégrer la compétition des longs-métrages.

Car une petite révolution technologique s'est produite entre-temps sur le continent, permettant à certains cinémas nationaux de se développer sans le soutien d'une industrie puissante. Avec l'émergence de la vidéo numérique (qui autorise des tournages plus légers et plus économiques), on assiste dans un certain nombre de pays à l'apparition de cinéastes locaux prolifiques.

C'est notamment le cas au Nigeria où l'on pourrait même parler de « Nouvelle vague »...

Les films produits par l'industrie cinématographique nationale nigériane (connue sous le nom de *Nollywood*) sont tournés en plus ou moins quinze jours et coûtent en moyenne 11 000 euros. En l'absence d'un réseau de salles de cinéma, les films sont distribués directement en vidéo. C'est un monde à part pour les cinémas du Nord : le Nigeria serait la deuxième puissance cinématographique au monde quant au nombre de films produits depuis 2009, devant les États-Unis (Hollywood) et derrière l'Inde (Bollywood) ; le Nigeria distribuant chaque année 2 000 films vidéo dont le coût total estimé ne dépasserait pas 20 millions d'euros, pour un public régulier évalué à

150 millions de spectateurs.

À ce jour, un seul film nigérian a reçu un Étalon de Yennenga ; il s'agit de *Ezra*, de Newton Aduaka, en 2007.

Faut-il y voir le signe d'une fracture cinématographique ?

Très peu des films figurant aux interminables palmarès du festival burkinabé connaissent une distribution – sur le continent ou ailleurs...

Mais il s'agit le plus souvent des « films d'auteur ».

Ceci expliquant cela ?

Le FESPACO est aidé financièrement par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'UNESCO, l'UNICEF, l'Union européenne et la coopération de plusieurs pays (Allemagne, Burkina Faso, Danemark, Finlande, France, Pays-Bas, République de Chine, Suède).

La 25^e édition du FESPACO a eu lieu du 25 février au 4 mars 2017. Parmi les principaux autres événements cinématographiques importants d'Afrique : les Journées de Carthage offrent depuis 1966 un Tanit d'or aux films ayant un réalisateur originaire d'Afrique ou du Moyen-Orient ; le Festival international du film de Durban, créé en 1978, doyen des festivals de films en Afrique du Sud, offre près de 300 projections de longs-métrages récents et fait la part belle au cinéma africain ; le ZIFF de Zanzibar met en compétition depuis 1997 les meilleurs films d'Afrique de l'Est.

Festival panafricain d'Alger

La fête du Panaf'

Pendant une semaine en juillet 1969, une déferlante humaine venue de toute l'Afrique – et aussi des États-Unis – s'abat sur la capitale algérienne : les leaders africains de mouvements de libération et des Black Panthers sont présents. C'est le premier Festival culturel panafricain d'Alger : le *Panaf'*... Mot d'ordre : affirmer la culture d'un continent dont quelques pays sont encore colonisés à l'époque.

Photographe de mode, grand reporter, peintre et graphiste engagé, l'Américain de Paris William Klein est chargé par l'Office algérien du

cinéma de coordonner la réalisation d'un documentaire sur cet événement révolutionnaire et festif.

Parmi les artistes qui auront marqué cette édition : Miriam Makeba, Archie Shepp (qui brille par ses improvisations free jazz en compagnie de musiciens traditionnels algériens), Choukri Mesli, Barry White, Manu Dibango, Nina Simone, Ousmane Sembène, Aminata Fall...

Une deuxième édition du festival aura lieu en juillet 2009, soit quarante ans après celle de 1969. Elle rassemblera 49 pays africains ainsi que les États-Unis, le Brésil et Haïti. Parmi les artistes invités : Biyouna, Youssou N'Dour, Gnawa Diffusion, Alpha Blondy, Magic System, Cesária Évora, Khaled, Danny Glover, Sami Tchak, Tierno Monénembo, Abou Lagraa, Louis-Philippe Dalember.

Foccart (Jacques)

Le cabinet « noir » du Général

À la suite de la signature des accords d'Évian ouvrant la voie à l'indépendance algérienne en 1962, la France perd l'exploitation directe du pétrole et du gaz sahariens. On assiste alors à un double mouvement stratégique du général de Gaulle pour lequel il n'existe pas de grande puissance sans indépendance énergétique.

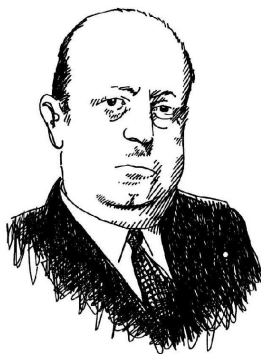
Le Général décide de se tourner vers les pays de l'ancien Empire colonial français, en Afrique équatoriale principalement. Il les connaît bien. Ce sont ces pays dont les troupes ont permis à la France de s'asseoir à la table des vainqueurs en 1945. Les États de l'ex-A-EF et de l'ex-A-OF sont indépendants depuis 1960, date de la dissolution de l'éphémère Communauté... Leurs ressources en matières premières (or, diamant, pétrole, uranium) apparaissent illimitées ; cependant, les approches de Moscou dans leur direction préoccupent Washington. Et c'est là que de Gaulle réussit un coup de maître : nonobstant la fraîcheur de ses relations avec les États-Unis, l'ancien pays colonisateur se retrouve chargé implicitement de barrer la route de l'Afrique au communisme... On est en plein contexte de la « guerre froide ». Certains qualifieront alors la France de « gendarme » du

continent.

Pour piloter cette politique, de Gaulle met en place une « cellule Afrique », dégagée de la tutelle du ministère des Affaires étrangères. À sa tête, Jacques Foccart, un homme connu pour son activité dans la Résistance depuis 1942, et notoirement porté sur l'action secrète⁹.

Sous de Gaulle puis sous Pompidou, Jacques Foccart s'emploiera à tisser un dense réseau franco-africain mêlant hommes politiques, chefs d'État africains, hommes d'affaires, services secrets et autres barbouzes. En poste jusqu'en 1974, il sera un temps écarté par Valéry Giscard d'Estaing, mais son réseau conservera de l'influence jusqu'à son décès, en 1997.

La trajectoire africaine de Jacques Foccart remonte à l'immédiat après-guerre. Dès 1952, Foccart est coopté par le groupe sénatorial gaulliste pour participer à l'Union française, censée gérer les rapports de la France avec ses colonies. En 1953, il accompagne le général de Gaulle dans un périple africain à l'occasion duquel il fait la connaissance à Abidjan de Félix Houphouët-Boigny. Ce dernier, devenu président de Côte-d'Ivoire lors de l'indépendance du pays, demeurera son interlocuteur privilégié pendant les trente années qui suivent.



Dans les réseaux Foccart, Houphouët-Boigny deviendra une sorte de « grand frère » pour tous les chefs d'État appelés à grandir sous son ombre : « Houphouët cogère avec Foccart la politique africaine de la France », explique Jean-Pierre Bat, conservateur du fonds Foccart aux Archives nationales françaises. Car il existe une source considérable sur les activités de Jacques Foccart dont on redoutait qu'il n'ait emporté le secret avec lui. Paradoxe du personnage : cet homme de

l'ombre et de la politique informelle a laissé un trésor de guerre incomparable pour les chercheurs et les historiens¹⁰ ; quatre cents mètres de rayonnages et de boîtes regroupant les archives du secrétariat aux Affaires africaines et malgaches.

Foccart arrive aux affaires en 1958 : nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à l'hôtel Matignon, chargé des affaires africaines, il installe le secrétariat général pour la Communauté puis le secrétariat général à la Présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches à l'hôtel de Noirmoutier dès 1959 ; puis à partir de 1970, au 2, rue de l'Élysée. Il s'affirme alors comme l'indispensable « Monsieur Afrique » des années de Gaulle, homme de l'ombre du Général puis de Georges Pompidou.

Avec Pierre Guillaumat, autre homme de base du gaullisme et PDG du groupe pétrolier Elf, il orchestre avec efficacité et sans états d'âme le soutien aux uns et la déstabilisation des autres, disposant à ces fins de moyens humains et financiers considérables...

Foccart s'impose alors comme l'unique et exclusive courroie de transmission entre le chef d'État français et ses homologues africains, avec lesquels il établit ce qu'il appelle des circuits courts. Des réseaux officiels, certes, mais souvent couverts par des contrats de coopération avalisés par les chefs d'État africains eux-mêmes.

Le Gabon, eldorado pétrolier de l'époque, devient la pierre angulaire de cette politique africaine. Dans un premier temps, le président Léon Mba est ainsi activement aidé à « structurer son administration », avant d'être réinstallé au pouvoir après un coup d'État militaire. Il sera bientôt doté d'un vice-président « prometteur » : Omar Bongo. Ce dernier restera « aux affaires » de 1967 à 2009.

Jacques Foccart est également considéré comme l'instigateur de ce que l'on a pu nommer la « politique du Jaguar » : interventions militaires, conspirations et coups d'État dans les autres pays de l'ancien Empire colonial français. En Guinée, il appuie les opposants de Sékou Touré ; au Congo ex-belge, il soutient le maréchal Mobutu. La réputation sulfureuse de Foccart le poursuit au-delà des dossiers qui lui sont officiellement confiés. Son nom est prononcé lors de l'enlèvement à Saint-Germain-des-Prés de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka en octobre 1965 ; il sera également, en 1967, considéré comme un acteur important du concours apporté par la France aux

sécessionnistes biafrais du Nigeria.

Plus l'image de la Françafrique deviendra négative, plus Jacques Foccart sera présenté sous les traits du « Parrain », une sorte de père fondateur de relations franco-africaines viciées depuis l'époque des indépendances.

Alors, Mazarin de la politique du continent ou simple barbouze en chef du Général ? Il faudra à n'en pas douter faire un jour la part des choses entre realpolitik gaullienne et théorie du complot. C'est aux historiens qu'il appartiendra de trancher.

Foccart leur a laissé une copieuse documentation et, comme je l'ai déjà indiqué, les excellents livres d'entretiens d'un grand journaliste, Philippe Gaillard, méconnu parce que « taiseux » à la plume acérée et jamais complaisante ni partisane.

Football, Afrique, terre de foot

Une grande histoire d'amour

S'il est un domaine où l'Afrique n'est pas restée en marge de l'histoire, c'est bien le sport. Et le football est le sport-roi sur le continent. Souvent seule distraction, pratiquée en tous lieux, en toutes saisons, avec parfois très peu de moyens (une simple canette pouvant faire office de ballon) et malgré le manque d'infrastructures, l'Afrique fournit au monde depuis toujours des footballeurs talentueux et alimente ainsi les différents championnats et sélections nationales. Le football en Afrique a su s'adapter, se développer pour avoir une certaine visibilité sur le plan national et international. S'il a eu du mal à s'effacer, le stéréotype du joueur africain grand et costaud, sous-entendu plus physique que technique, est balayé depuis longtemps. À la différence de leurs illustres aînés, les joueurs africains évoluent désormais dans les grands clubs et par conséquent figurent parmi les joueurs les mieux payés. Dans un continent dont la majeure partie des pays sont pauvres, le football est un facteur de réussite et d'ascension sociale. Beaucoup de parents poussent leurs enfants vers ce sport en espérant qu'ils deviennent les futurs Drogba (Olympique de Marseille, Chelsea FC) ou Eto'o (Real de Madrid, FC Barcelone, Chelsea) pour ne

citer que ceux-là (tous deux figurant dans le classement FIFA des meilleurs buteurs de tous les temps). Le footballeur africain, plus qu'ailleurs, est une superstar, il jouit d'une grande popularité et d'une grande notoriété. On comprendra aisément que les enjeux économiques dépassent souvent largement le cadre sportif. En 2014, environ 121 joueurs africains évoluaient dans l'élite des clubs européens. La Ligue 1, championnat français, étant celui dans lequel on retrouve le plus de joueurs d'origine africaine. Le Nigeria, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire comptent le plus de représentants. Le récent Euro de football de 2016 a vu la participation de quarante joueurs binationaux d'origine africaine. Ainsi pouvait-on compter dans les rangs français Steve Mandanda (natif de Kinshasa), N'Golo Kanté (Mali), Adil Rami (Maroc), Bacary Sagna, Patrice Évra (Sénégal), Mangala (RD Congo)... L'équipe de France est certes représentative de ce phénomène, mais d'autres nations telles que l'Allemagne (David Alaba et Jérôme Boateng d'origine ghanéenne, Sam Khedira (Tunisie), ou le Portugal, avec Nani (Cap-Vert), l'Italie, l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, comptaient dans leurs rangs des joueurs d'origine africaine. Et ces échanges ne sont plus seulement le reflet d'anciens liens coloniaux !

Si l'on retient aisément, grâce à leurs palmarès respectifs impressionnants, qui feraient rêver n'importe quel joueur, les noms de Samuel Eto'o, quatre fois Ballon d'or africain (2003, 2004, 2005, 2010), double vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations, champion olympique à Sydney en 2000, deux fois vainqueur de la Ligue des champions (la liste des distinctions et des trophées serait longue à énumérer), ou Didier Drogba au palmarès aussi étoffé, Riyad Mahrez (international algérien, champion d'Angleterre avec le club de Leicester, premier joueur africain à se voir décerner ce titre de meilleur joueur), Yaya Touré (quatre fois d'affilée Ballon d'or africain) pour ne citer que ceux-là, la liste des Africains qui ont marqué l'histoire de ce sport et fait les beaux jours des grands clubs est longue. Figurant au panthéon du football africain, Salif Keïta, célèbre attaquant malien (Ballon d'or africain en 1970), véritable icône à Saint-Étienne, club dont il a marqué l'histoire en inscrivant près de 142 buts : demeure l'emblème, une panthère noire (surnom du joueur) lui rendant hommage, le Camerounais, Roger Milla, lui succédera. On

peut citer aussi Kalusha Bwalya, Larbi Benbarek, Badou Zaki, Rabah Madjer (à l'origine de la fameuse talonnade qui porte son nom), Thomas Nkono (gardien camerounais dont s'est inspiré Gianluigi Buffon, portier italien qui le considère comme le meilleur gardien de tous les temps), Mustapha Hadji, Lakhdar Belloumi, Rashidi Yekini, Basile Boli, Abedi Pelé dans les années 1990, vainqueurs avec l'OM de la ligue des champions (1993), George Weah (Ballon d'or Fifa en 1995), Jay-Jay Okocha... La liste est encore plus longue si l'on prend en considération des périodes plus récentes, et les joueurs qui défraient aujourd'hui la chronique.

Le football africain vit au travers de tournois locaux et de championnats nationaux. Si on ne se fiait qu'à ces derniers, à l'exception de certains pays du Maghreb (Tunisie, Algérie) ou de l'Afrique du Sud, on pourrait dire que le football africain va mal : le faible niveau, imputable au manque évident d'infrastructures, à la fuite des talents et à la grande corruption qui gangrène les fédérations a pour conséquence que les championnats locaux ne font plus recette car n'attirant ni les télévisions, ni les sponsors, qui les boudent. La compétition reine, la Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui a lieu tous les deux ans depuis 2013 (les années impaires pour éviter d'être disputée les mêmes années que la Coupe du monde), est le moment privilégié et le théâtre où s'affrontent toutes ces nations de football, où se déchaînent les passions autour d'une ambiance chaleureuse et festive. C'est une compétition riche en couleurs et en chansons, où se déploie tout le folklore qu'on connaît à l'Afrique. C'est l'occasion d'encourager son équipe et surtout de voir les stars qui évoluent désormais pour la plupart dans les grands clubs européens. Jadis, on comptait dans les sélections un ou deux joueurs évoluant à l'étranger, aujourd'hui ce sont les joueurs locaux qui se font rares. Les nombreux enjeux économiques font de la CAN l'unique occasion pour beaucoup de pays de s'équiper et de bénéficier des financements de la FIFA pour construire des nouveaux stades et rénover les anciens, réaménager des routes, des hôtels, dans des villes ou des régions qui en ont grand besoin, à l'image des derniers pays organisateurs tels le Gabon, la Guinée équatoriale. Le football africain aiguise les appétits, il est désormais rentré dans l'ère moderne du *foot business*, et cela se traduit par la présence de nombreux acteurs de cette discipline venant

profiter de cette manne : différents sponsors tels les équipementiers (Puma la marque allemande, un des derniers venus, a fait de l'Afrique le fer de lance de sa stratégie de développement en signant des partenariats avec la majorité des sélections africaines, s'octroyant ainsi une présence continue et une plus grande visibilité), Coca-Cola bien sûr, les opérateurs mobiles tels que MTN ou Orange, les télévisions, sans oublier les nombreux recruteurs.

La première édition a eu lieu en 1957 au Soudan, elle est remportée par l'Égypte, qui fut aussi la première équipe à remporter trois fois de suite la compétition (victoire en 2006 contre la Côte-d'Ivoire, 2008 contre le Cameroun et en 2010 contre le Ghana). Si elle a vu la domination de certaines équipes comme l'Égypte (championne en 1957, 1959, 1986, 1998, 2006, 2008, 2010), le Ghana (1963, 1965, 1978, 1982), dans les années 1960-1970, celle du Cameroun (1984, 1988, 2000, 2002) et du Nigeria (1980, 1994, 2013), quelques équipes comme la Tunisie, le Soudan, l'Algérie, le Maroc, le Congo, l'Afrique du Sud ont créé la surprise. Les Éléphants de Côte-d'Ivoire ont remporté l'édition 2015, les Lions du Cameroun la dernière au Gabon en 2017 et la prochaine se tiendra au Cameroun en 2019. La CAN nous promet encore du beau spectacle pour les années à venir. Les musiques africaines accompagnent toutes les rencontres. En 2017, la grande vedette fut l'ancien international gabonais Armand Ossey avec son tube « Oy a yon » (hommage aux légendes du football), diffusé notamment sur la chaîne qatari BeIN Sports avant chaque retransmission des rencontres dont elle avait acquis les droits exclusifs.



Les équipes africaines figurent sur la scène internationale depuis très longtemps. Considérées comme des faire-valoir au début, elles ont, au fil du temps, prouvé leur valeur, et peuvent désormais se

battre à armes égales ou presque avec les sélections des pays du Nord. L'Égypte en 1934 est la première équipe africaine à participer à une phase finale, elle atteint les huitièmes de finale. Si jadis le Zaïre (1974), le Maroc (1970) et la Tunisie ont été parmi les premiers représentants du continent en Coupe du monde, de nombreuses nouvelles équipes ont émergé et pris le relais. La première victoire africaine fut l'œuvre de la Tunisie de Tarak Dhiab (3-1) contre le Mexique. La FIFA a rectifié une injustice en augmentant le nombre de représentants du continent. La Coupe du monde est désormais l'occasion pour tout un continent d'encourager ses représentants. Si elles ne partent jamais favorites, les équipes africaines n'ont pas toujours fait de la figuration et au contraire ont été auteurs d'exploits retentissants : on se souviendra du Maroc de Badou Zaki en 1986, qui créait la sensation en s'extirpant d'un groupe composé du Portugal, de la Pologne et de l'Angleterre, terminant à la première place. Le Maroc fut ainsi le premier pays africain à passer le premier tour d'une phase de poule. On peut aussi parler du Cameroun, éliminé en 1982 sans avoir perdu de match, à la différence de buts, au profit de l'Italie qui remportera le tournoi. Ce même Cameroun de Roger Milla et de sa génération dorée (Thomas Nkono, Joseph-Antoine Bell et ses Lions Indomptables qui réaliseront une épopée en 1990, en se qualifiant pour les quarts de finale). Ils ont ainsi fait la fierté de tout un continent. Cette même année l'Algérie bat la RFA (République fédérale d'Allemagne), championne d'Europe en titre (buts de Madjer et Belloumi), c'est la première victoire d'une équipe africaine sur une équipe européenne. On se souvient de la victoire 1-0 du Cameroun dans un match d'ouverture contre l'Argentine, à domicile et devant 74 000 spectateurs médusés...

Le football africain est désormais rentré dans le moule du football international. Il jouit d'une grande visibilité grâce aux nombreux Africains qui évoluent en Europe et attise la convoitise du « football business ». Cela se traduit par la multiplication des académies de foot, avec des partenariats de grands clubs européens, et la présence de nombreux recruteurs plus ou moins officiels, avec les risques de dérives que l'on a parfois connues. Beaucoup de jeunes talents sont découverts et intègrent les centres de formation de grandes équipes européennes. Malgré l'injonction de la FIFA interdisant le transfert

international de joueurs mineurs, certains croient pouvoir s'accommoder du règlement : d'où les dérives... 15 000 jeunes sont ainsi envoyés chaque année en Europe, certains avec de fausses promesses, à l'origine de vrais drames humains. Le FC Barcelone accusé d'infraction dans le recrutement des joueurs s'est vu interdire tout transfert en 2015. Il faut aller chercher le talent où il se trouve... Et de grandes coopérations avec les pays africains se développent : l'AS Monaco est ainsi le premier club à installer un centre de formation en Afrique (Sénégal). Salif Diao fut une des premières stars du continent à y être formée. De nombreux clubs ont suivi, tels l'Ajix d'Amsterdam et le Feyenoord Rotterdam, deux clubs hollandais prestigieux qui ont créé de nombreuses écoles en Afrique du Sud et au Ghana. D'autres académies telles le Mimosifcom à Abidjan, centre de formation de l'ASEC Mimosa d'Abidjan (d'où est issue toute une génération dorée de joueurs ivoiriens). D'autres structures sont privées, comme l'initiative de Salif Diao ou celle de Patrick Vieira, Bernard Lama et Jimmy Adjovi-Boco au Sénégal, où on compte aussi le centre de formation Diambars, ou l'académie des Brasseries du Cameroun, où fut détecté Samuel Eto'o. Ces nouvelles structures essayent, en plus de l'enseignement sportif, de distiller un enseignement scolaire. Malgré les victoires des jeunes Africains dans le cadre des Jeux olympiques, qui ont vu la victoire du Nigeria en 1996 et du Cameroun en 2000, on ne peut pas dire que tous ces centres de formation bénéficient toujours uniquement au football africain... Mais plutôt aux clubs européens, qui pillent les talents bien formés et profitent du système. Les centres de formation représentent un bon retour sur investissement : les joueurs formés dans les clubs européens qui reviennent jouer pour leur sélection. Prétexte pour les fédérations, qui leur évite parfois d'investir elles-mêmes dans les infrastructures et la formation de leurs jeunes...

Le football africain a certes perdu un peu de son originalité, mais on peut dire aujourd'hui qu'il a atteint une pleine maturité. Il est désormais mieux structuré et mieux encadré. Il est devenu plus attractif car très lucratif. Il est défendu partout sur la planète avec un nombre très important de ses représentants dispersés à travers le monde, dont une majorité en ligue française, illustrant les liens historiques qu'entretient la France avec ses anciennes colonies. Les

talents sont désormais repérés très tôt. Autour d'eux se développe un système très juteux d'agents pas toujours honnêtes qui font miroiter aux jeunes un avenir radieux. Malheureusement, il y a peu de places pour beaucoup de prétendants, et cela peut conduire à des drames. Les grands clubs européens s'y intéressent désormais par le biais de partenariats, de recruteurs ou de centres de formations locaux. L'apport indéniable du football africain a pu se vérifier lors du récent Euro 2016 de football en France, comme il se vérifie régulièrement grâce au talent des nombreux joueurs d'origine africaine qui évoluent dans les différentes équipes nationales européennes. L'Afrique, terre de foot : la belle histoire d'amour n'est pas près de s'arrêter !

Françafrique

Géopolitique de comptoir (africain)

Concept géopolitique controversé, officiellement enterré lors du sommet franco-africain de La Baule (1990), le terme Françafrique servira à désigner globalement le néocolonialisme français ou plus spécifiquement certains réseaux d'influence français en Afrique équatoriale et en Afrique de l'Ouest au siècle dernier et qui survivent au ^{xxi}^e siècle avant de s'éteindre progressivement, du fait principalement de la mondialisation.

L'expression elle-même apparaît avoir été employée pour la première fois, en 1955, par l'ancien président de la Côte-d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, qui avait associé les deux noms France-Afrique pour définir les bonnes relations avec la puissance colonisatrice française, dont il était alors député, tout en militant pour l'indépendance de son pays.

C'est devenu un concept péjoratif depuis la parution du livre de François-Xavier Verschave, *Françafrique, le plus long scandale de la République*¹¹. Avec une cuillerée de réseaux Foccart, un demi-litre de « théorie du complot » inspirée des affaires Elf, la circulation Afrique-France de mallettes destinées à des hommes ou partis politiques, la dénonciation de la Françafrique est encore aujourd'hui une recette qui tient quelquefois lieu de pensée à ceux qui enferment l'Afrique dans

une formule médiatique définitive.

Aujourd'hui parler de la FrancAfrique¹² est somme toute une histoire dépassée, un vaisseau fantôme. Les réseaux ont vieilli, les hommes sont presque tous partis. Et la francophonie a déplacé le centre de gravité des relations franco-africaines vers le sud. La France sort progressivement de l'histoire de l'Afrique, alors que la Chine, les États-Unis, l'Inde, la Turquie, le Brésil, la Corée du Sud et, depuis 2016, le Japon s'intéressent de près au continent africain et y investissent massivement – la Chine 60 millions de dollars, l'Inde 10, le Japon 30. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique. Et l'Allemagne est, de nouveau, très présente. Il est temps pour la France d'abandonner ses chimères néocoloniales et interventionnistes. Elle peut élaborer, avec l'Europe, une grande politique africaine en édifiant des partenariats de développement, avec le « continent de l'avenir », notamment dans les domaines de l'eau, de l'électricité, de l'éducation, de la santé, de l'environnement.

France 24

Un CNN à la française...

France 24 est une chaîne de télévision d'information internationale en continu qui émet en trois langues (français, anglais et arabe) 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Le lancement de la chaîne France 24, le 6 décembre 2006, met un terme à vingt ans de tergiversations de la part des autorités françaises. En effet, la première impulsion remonte à 1987 : Jacques Chirac, Premier ministre de François Mitterrand, exprimant alors le souhait de voir naître un « CNN à la française » ; une chaîne française d'information continue à vocation internationale...

Le dossier piétinera, au gré des alternances et des cohabitations en France, les gouvernements successifs de droite et de gauche n'osant pas enterrer officiellement le projet et commandant des rapports successifs sur l'audiovisuel extérieur français ; ces documents faisant tous ressortir la mauvaise organisation du secteur et son manque d'efficacité, qui apparaîtront tributaires notamment de la

fragmentation des moyens et des objectifs entre opérateurs : les chaînes francophones de TV5, l'agence AITV, le réseau ultramarin RFO, les journaux multilingues d'Euronews, etc.

Permettez-moi de souligner que le dossier « CNN à la française » souffrira particulièrement des rivalités entre administrations parisiennes (Premier ministre, Affaires étrangères, Culture)... À l'opposé du modèle cohérent offert dans le domaine de la radio par RFI depuis le plan de développement – sur cinq ans – que nous avons lancé avec mon équipe en 1983.

Mais toutes les crises d'adolescence finissent par passer.

France 24 est aujourd'hui l'un des principaux réseaux d'information dans le monde et rassemble chaque semaine 42 millions de téléspectateurs, totalisant plus de 14 millions de visites sur son site Internet (chiffres décembre 2013). Car il ne s'agit pas d'une simple chaîne de télévision : France 24 a choisi d'être un multimédia.

Aux premiers temps, la chaîne va être reçue par câble, par satellite et en ADSL dans toute l'Europe, sur tout le continent africain¹³, dans les zones disposant de réseaux (téléphone, Internet, électricité...).

Manifestation de son rapide impact dans les pays d'Afrique francophone, France 24 se retrouvera dans l'œil du cyclone lors de l'élection présidentielle de 2010 en Côte-d'Ivoire, où le Conseil national de la communication audiovisuelle décidera de « suspendre la diffusion de l'ensemble des chaînes d'informations étrangères » le 2 décembre 2010. La chaîne France 24 se trouvant spécialement visée par cette interdiction de diffusion en raison de son rôle dans l'annonce du résultat du second tour de l'élection présidentielle par le président de la Commission électorale « indépendante » en direct sur France 24, en lieu et place de la Radio télévision ivoirienne RTI qui était censée avoir l'exclusivité desdits résultats...

La zone de diffusion de France 24 sera étendue progressivement à l'ensemble du continent américain et à l'Asie. En décembre 2013, la chaîne sera accessible par près de 250 millions de foyers dans 177 pays sur les cinq continents ainsi que dans les bases des forces françaises en opérations à l'étranger.

France 24 offre également une application sur smartphone et tablette, destinée à permettre à son auditoire de rester connecté en permanence avec l'actualité internationale.

En téléchargeant cette application, il devient possible de profiter à

tout moment du meilleur de l'information en temps réel avec le fil info en continu ; s'y ajoutent : les notifications d'alertes info ; les articles, analyses et vidéos d'actualité et les tweets des journalistes France 24, en rédaction et sur le terrain.

En 2008, la chaîne devient filiale à 100 % d'un organisme public français, la société nationale de programme Audiovisuel extérieur de la France (AEF), regroupant France 24, RFI et TV5 Monde, ayant acquis les parts auparavant détenues par les groupes France Télévisions et TF1, premiers acteurs retenus pour le lancement de la chaîne à une époque où son nom de code était encore CFII (prononcer « c, f, deux, i »).

En janvier 2012, AEF fusionne avec ses filiales RFI, France 24 et Monte-Carlo Doualiya, et, le 27 juin 2013, elle sera rebaptisée France Médias Monde.

Francophonie

La dimension mesurable d'une conscience culturelle commune

« Que serait la francophonie si personne ne parlait français ? » s'interrogeait François Mitterrand.

Oui, la francophonie... Mot fourre-tout amalgamant : patrimoine linguistique, évolutions démographiques et, de temps en temps, une volonté géopolitique.

Au départ, la francophonie, c'est de la géographie humaine. Le terme est utilisé de façon technique par des géographes, le mot ayant été « inventé » vers 1880 par Onésime Reclus (1837-1916) pour décrire les différentes régions de la planète où l'on parle le français.

Le français sert de langue véhiculaire voire de langue maternelle dans un grand nombre de pays. Dans les régions francophones d'Europe occidentale (en Belgique, en France, à Monaco, en Suisse, au Val d'Aoste en Italie). Mais d'ores et déjà, on décompte davantage de francophones en Afrique qu'en Europe. Au Gabon, en Côte-d'Ivoire, au Congo, au Cameroun, au Bénin...

La langue française étant, avec l'anglais, la seule à être parlée sur

les cinq continents, on se préoccupera bientôt de mesurer l'étendue de son rayonnement : la langue française occupe (en 2014) le quatrième rang sur la Terre, après l'anglais, l'espagnol et le chinois, en comptant ses 274 millions de locuteurs, sur les cinq continents dont 88 millions en Europe, 80 millions en Afrique saharienne et dans l'océan Indien, 35 millions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les démographes estiment que le nombre de francophones approchera les 700 millions en 2050, soit un pourcentage de 8 % de la population mondiale. Plus de huit francophones sur dix vivront en 2050 en Afrique du fait de la croissance démographique sur le continent.

Oserai-je dire qu'il s'agit là de la francophonie mesurable ?

Car il existe aussi une francophonie plus difficilement mesurable. Nombre d'Africains de l'Ouest parlent le français mais ne savent pas l'écrire : la Côte-d'Ivoire, par exemple, compte 48 % de francophones sachant écrire le français, mais si l'on comptait les francophones sachant le parler, ce pourcentage monterait sans doute à 90 % de la population.

L'idée de francophonie, c'est une tout autre affaire. Une affaire de conscience... À partir d'un numéro spécial de la revue *Esprit* (1962), on va voir une « conscience francophone » s'affirmer. Le terme est popularisé par Léopold Sédar Senghor, qui au départ aurait préféré la francité : la conscience d'avoir en commun une langue et une culture – plutôt qu'une communauté d'intérêt ou une institution.

Après la décolonisation des pays d'Afrique et du Maghreb où est pratiqué le français, la francophonie deviendra une réalité géopolitique plus vaste que l'espace politique franco-africain. Le phénomène sera accentué par la reconnaissance du fait créole en Amérique du Nord, d'Haïti à la Louisiane, et du quartier new-yorkais de Little Senegal au Québec¹⁴...

En termes politiques, la francophonie est un regroupement autour d'une caractéristique commune : une langue première, seconde ou troisième ; la francophonie étant une tentative de regroupement parmi d'autres, comparable au pétrole pour l'OPEP.

C'est l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) qui va préconiser la création d'une institution intergouvernementale francophone. Vœu qui se concrétisera en premier par la création, à l'occasion de la conférence de Niamey en 1970, de l'Agence de coopération culturelle et technique. Celle-ci deviendra par la suite

l'Organisation internationale de la francophonie ([voir cette entrée](#)).

À côté de cette francophonie institutionnelle, la francophonie réelle peut être un héritage de l'histoire, d'échanges économiques transcontinentaux, ou de contagions médiatiques... Au Maghreb et au Moyen-Orient, on dénombre 18 millions d'étudiants en langue française, en particulier dans des pays où le français n'est pas – n'est plus – langue officielle, comme l'Algérie ou le Liban.

Enfin, il faut aussi saluer les francophones par choix, ceux qui vivent dans des pays où la francophonie n'est pas une statistique, mais un acte de francophilie. Sur la planète, un quart des professeurs de langues font apprendre le français à 100 millions d'élèves ; ce dernier chiffre ne prenant pas en compte des quelques millions d'adultes et d'enfants qui suivent des cours de français dans les Alliances françaises ou dans divers clubs francophiles ou associations francophones.

Cette francophonie francophile devient un phénomène rayonnant dans le monde de la littérature : au prix Goncourt, depuis 1987, un quart des lauréats ne sont pas de langue maternelle française. On peut citer Tahar Ben Jelloun (Marocain en 1987), Amin Maalouf (Franco-Libanais en 1993), Andreï Makine (Français d'origine russe en 1995), Jonathan Littell (Franco-Américain en 2006) et Atiq Rahimi (Franco-Afghan en 2008). Dans d'autres prix, des étrangers sont également récompensés pour leur écriture en langue française, comme la Franco-Canadienne Nancy Huston (prix Femina 2006), le Haïtien et Québécois Dany Laferrière (prix Médicis 2009), qui viennent rejoindre sur les tablettes l'Ivoirien Ahmadou Kourouma, le Franco-Tchèque Milan Kundera, Eugène Ionesco d'origine roumaine, le Sénégalais Léopold Sédar Senghor et beaucoup d'autres.

Dans un monde où la langue anglaise tend à devenir un vecteur de communication par défaut pour les échanges internationaux, la communauté culturelle francophone se caractérise ainsi par une volonté commune : celle de défendre l'idée d'une « exception culturelle francophone¹⁵ ».

La francophonie possède aussi ses propres limites, reconnaissons-le : l'indifférence soulevée par les Jeux de la Francophonie (en dehors des pays organisateurs) illustre cette affirmation dans le domaine

sportif.

Le 20 mars a été consacré Journée internationale de la francophonie.

Pour mon ami Tahar Ben Jelloun, le grand romancier marocain, prix Goncourt en 1987 pour *La Nuit sacrée* éditée au Seuil, « la langue française est une immense maison aux ports et fenêtres sous cadres, ouverte en permanence sur l'univers ; c'est un pays sans frontières, sans police, sans État, sans prisons. La langue n'appartient à personne en particulier, elle est là, disponible, malléable, vive, cruelle, magnifique et toujours truffée de mystères ».

Pour autant, Abdou Diouf, l'ancien président sénégalais et secrétaire général de la Francophonie, n'hésite pas à pointer du doigt le désintérêt des Français pour leur propre langue : « Ah, si vous pouviez être en France soixante millions de Québécois, je me sentiraïs plus tranquille. Ils sont mobilisés, réactifs et créatifs. C'est quand même désolant de penser que, avec les Africains, ce sont les seuls à se préoccuper de la francophonie. Ici, en France, tout le monde s'en moque et bâille dès que j'aborde la question. »

Déjà, en 2007, dans un rapport au président de la République sur « la France et la mondialisation », l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine dresse un constat accablant : « L'indifférence des élites françaises au sort du français et de la francophonie est un scandale et une absurdité. Manifestations, sans doute, d'une déprime nationale et de faux modernisme, se préoccuper du français leur paraît une obsession de vieilles barbes, le comble étant atteint dans les milieux économiques globalisés où le snobisme, en plus de l'efficacité pratique, s'en mêle. Ni les Espagnols, ni les Russes, ni les Arabes, ni les Chinois, ni les Allemands, entre autres, ne sont aussi désinvoltes avec leur propre langue. Si l'américain était menacé, les États-Unis n'hésiteraient pas à adopter des lois Tasca, Toubon ! La France est le seul pays qui a la chance de disposer d'une langue de culture et de communication et qui s'en désintéresse, sauf institutionnellement. Le résultat en quarante ans est là. »

Dix ans plus tard, en 2017, le même constat peut être fait. La France politique, administrative, entrepreneuriale, médiatique, scolaire a abandonné sa langue qui constitue son identité comme le clament J.M.G. Le Clézio : « La langue, c'est mon pays » ; Albert Camus : « Ma patrie, c'est la langue française » ; ou Cioran : « On

n'habite pas un pays, on habite une langue, pour moi le français. »

Frères musulmans (société des)

Vers la fin des années 1920, un prédicateur inspiré et charismatique, Hassan el-Banna, considère que l'Égypte, qui est formellement indépendante mais de fait sous domination anglaise, est en train de perdre son âme. Elle est en train d'abandonner l'islam et d'adopter peu à peu le mode de vie et les valeurs mondaines et matérialistes de l'Occident. Les partis politiques de l'époque sont laïques. Les fonctionnaires s'habillent à l'européenne. Des cafés ont fait leur apparition, où les gens se regroupent pour discuter de sujets terre à terre et jouer à des jeux de hasard, des cabarets, où l'on pratique la luxure, des théâtres, où se côtoient les hommes et les femmes... Bref, horreur et damnation.

El-Banna appelle les Égyptiens à se réveiller et à le suivre sur le chemin du salut. Son programme est simple : il faut revenir à l'islam, le vrai, pur et dur. Face à la mécréance et à la laïcité, il faut retrouver les sources éternelles de la religion, abandonner les Constitutions faites par les hommes et imposer la charia, qui fonde une cité régie par la Loi de Dieu, intégrant le religieux et le politique, le communautaire et l'individuel, le public et le privé. Ce programme trouve de larges échos dans certains quartiers traditionnels et surtout dans le monde rural. Le mouvement des Frères musulmans est né.

Ce mouvement, parti de la base pour en appeler à un changement général des mœurs, paraît au départ apolitique et peu inquiétant. Il aurait même été en sous-main encouragé par le roi. Puis ses meneurs ont succombé à la tentation de la manœuvre politique, ils ont créé un appareil clandestin armé, sont passés aux attentats, aux assassinats de dirigeants. Depuis, la confrérie n'a cessé de connaître des hauts et des bas, des périodes où elle est violemment réprimée et d'autres où elle se réinsère dans le tissu politico-social, plus ou moins tolérée par les pouvoirs en place.

Au moment où Nasser préparait son coup d'État et établissait des contacts avec toutes les organisations clandestines égyptiennes, il a eu des rapports étroits avec certains Frères musulmans. Après le succès

du coup d'État, ces derniers ont cru pouvoir mettre à profit le nouveau pouvoir militaire, pour imposer leur programme. Mais Nasser ne l'entendait pas de cette oreille. Contrairement à eux, il avait en tête une modernisation de l'Égypte et une sécularisation de la société. Le conflit avec les Frères musulmans n'allait pas tarder à éclater. Et Nasser l'a tranché à sa manière : des milliers de membres de la confrérie se sont retrouvés incarcérés, humiliés et, pour certains, torturés.

Une ouverture se produira pour eux, avec l'arrivée de Sadate au pouvoir. Celui-ci espère utiliser les Frères musulmans contre les forces de gauche qui soutenaient son prédécesseur. Il finira assassiné par un groupe dissident des Frères, prônant un islam sans compromission avec le pouvoir.

Après l'accession de Moubarak à la présidence, un *modus vivendi* sera établi avec la confrérie, en vertu duquel seront tolérées ses activités religieuses, humanitaires et socio-culturelles, à condition qu'elle s'interdise de toucher à la politique. La frontière est poreuse et il y aura souvent des débordements, qui seront sanctionnés par des épisodes répressifs. Mais le *modus vivendi* tiendra malgré tout, parce que les deux pôles y trouvent leur compte : la confrérie poursuit son implantation à la base, tout en servant de soupape de sécurité et d'exutoire à un régime largement coupé de cette base.

Les Frères musulmans sont par là intégrés au système, quoique sous une forme conflictuelle. Ce qui explique qu'ils se refusent, au départ, à cautionner la révolte des jeunes sur la place Tahrir, le 25 janvier 2011. Mais ils finiront par suivre leur propre base, qui les incite à participer au mouvement. Et ils se rendront vite compte que la situation débouche sur une nouvelle donne : Moubarak devant être sacrifié à la foule, l'armée et la confrérie peuvent former les deux pôles d'une équation inédite : établir une formule de pouvoir qui se prévaut de la « révolution des jeunes », pour mieux l'enterrer. L'armée peut jouer son rôle de maintien de l'ordre, tandis que la confrérie s'efforce de rendre crédible le passage « de la légitimité de la révolution à la légalité des urnes ».

Les Frères musulmans remportent les législatives puis les présidentielles. Ils ne sont manifestement pas prêts à l'exercice du pouvoir. En l'espace d'une seule année, ils uniront contre eux une immense majorité de citoyens qui descendra dans la rue pour

demander de nouvelles élections, que la confrérie refusera. C'est l'occasion attendue par l'armée pour renverser le président Morsi et reprendre en main la totalité des pouvoirs, tout en se présentant comme « le bras armé du peuple ».

Les Frères musulmans se retrouvent, une nouvelle fois, sous les verrous. Jusqu'à quand ?

1. Fiodor Mihailovitch Dostoïevski, *Les Frères Karamazov* (1880), Gallimard, coll. « Folio Classique », 1994.

2. 1886 : Exposition coloniale et indienne de Londres (Colonial and Indian Exhibition) ; 1889 : Exposition universelle de Paris, première véritable Exposition coloniale en France ; 1907 : Exposition coloniale de Paris au jardin tropical dans le bois de Vincennes, 2 millions de visiteurs ; 1924 : British Empire Exhibition à Wembley, Londres ; 1930 : Exposition internationale coloniale, maritime et d'art flamand Anvers ; 1931 : Exposition coloniale internationale de Paris, 8 millions de visiteurs en six mois.

3. Disney va distribuer en 2016 une nouvelle adaptation mélangeant animation en 3D et prises de vue réelles.

4. Élu en 2015 président du Nigeria à l'issue d'élections démocratiques, cette fois.

5. D'où certaines ressemblances ? Robert Brazza, Mamane et Claire Diao ont couvert l'actualité du FESPACO 2015, tous les jours du 2 au 9 mars 2015 sur Canal + Afrique.

6. Le FESPACO devient bisannuel à partir de 1979 ; en 1983, un MICA (Marché international du cinéma africain) est créé, avec pour but de favoriser la vente et la distribution des films africains en mettant notamment en relation les professionnels du cinéma avec les chaînes de télévision.

7. À la faveur du changement politique intervenu au Burkina depuis octobre 2014, le Festival a instauré un prix Thomas-Sankara décerné par un jury spécial à un court-métrage en sélection officielle, doté de 3 millions de francs CFA (en partenariat avec Canal +).

8. À vrai dire, il n'existe que deux salles dans la capitale burkinabé : le Neerwaya et le Burkina.

9. Ne lui prête-t-on pas la devise : « Rester dans l'ombre pour ne pas prendre de coup de soleil » ?

10. Lire par exemple Jacques Foccart. *Dans l'ombre du pouvoir*, de Frédéric Turpin, CNRS Éditions, 2015. Mais je recommande surtout les excellents livres de mémoires de Jacques Foccart, *Journal de l'Élysée*, t. I, II, III, IV, V, Fayard/Jeune Afrique 1997-2001 ; et le remarquable ouvrage d'entretiens de Jacques Foccart avec Philippe Gaillard, *Foccart parle*, Fayard/Jeune Afrique, 1995 et 1997.

11. Stock, 1988.

12. On lira avec intérêt le livre d'Antoine Glaser, à la plume décapante, *Arrogant comme un Français en Afrique*, Fayard, 2016.

13. On captera également France 24 au Proche et Moyen-Orient ainsi que

dans l'État de New York (notamment au siège de l'Organisation des Nations unies) et à Washington, soit 80 millions de foyers potentiels à son lancement.

14. Hervé Bourges, *Pardon my French*, Karthala, 2014.

15. Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001 et déclaration de Montréal de 2007 y faisant suite.



Gabon

La forêt émergente

Les premières traces d'occupation humaine au Gabon remontent à 400 000 ans.

Les premiers habitants des contrées environnantes du fleuve Ogooué sont des forestiers : des Pygmées puis des peuples bantous.

À partir de l'arrivée des navigateurs portugais, au ^{xv}^e siècle, on commence à disposer de témoignages écrits sur les trois siècles pendant lesquels la vie du Pongo¹ sera rythmée par la traite des esclaves entre tribus côtières et marchands européens, portugais et hollandais, en particulier.

À la fin du ^{xix}^e siècle, la France coloniale occupe progressivement le pays, à partir de l'estuaire du Komo et de l'embouchure de l'Ogooué. Le Gabon cesse d'être une forêt impénétrable, grâce à l'action d'explorateurs tels que Pierre Savorgnan de Brazza ; le pays fera partie de l'Afrique-Équatoriale française (A-EF) jusqu'à l'indépendance en 1960.

Pendant quarante-deux ans, de 1967 à 2009, le Gabon restera dirigé par un ancien militaire initialement baptisé Albert-Bernard Bongo Ondimba ; lequel deviendra l'inoxydable président El Hadj Omar Bongo, auteur entre autres d'une maxime affirmant que « la démocratie occidentale, comme d'autres modèles politiques, n'est pas exportable dans d'autres régions du monde ».

Le nom de Bongo reste associé à l'histoire des réseaux de la Françafrique (voir : [Bongo](#)).

À la mort de son père en 2009, Ali Bongo parvient à se faire élire à la présidence ; une succession qui va alimenter diverses controverses à

Libreville comme à Paris.

Le nouveau dirigeant n'en lance pas moins un Plan stratégique « Gabon émergent 2025 » (dit PSGE) dont les trois piliers sont le « Gabon industriel », le « Gabon vert » et le « Gabon des services ». L'objectif étant de diversifier l'économie gabonaise pour prévoir l'avenir au-delà de la rente représentée par les revenus du pétrole. La marche vers l'émergence est donc engagée. Mais le temps presse pour les autorités gabonaises en raison d'une échéance électorale décisive en 2016 – et de la chute des cours du brut.

Heureusement, le pétrole n'est pas la seule richesse du pays...

Le Gabon est un pays aux ressources naturelles abondantes. Avec une superficie de 267 667 kilomètres carrés à cheval sur l'équateur, le pays recèle plus de 900 ressources minières répertoriées (du gaz, de l'or, du nickel, de l'argent, du phosphate, du zinc, du niobium, du talc, de la baryte, etc.) et des réserves prouvées de 3,7 milliards de barils de pétrole. Actuellement deuxième producteur mondial de manganèse, avec une production d'environ 5,3 millions de tonnes en 2012, le Gabon a le potentiel pour devenir le leader mondial du minerai. Avec des réserves de fer estimées à 1 milliard de tonnes d'une teneur de 64 %, le site de Bélinga constitue lui aussi un espoir majeur de développement et d'industrialisation pour la région.

Autant dire : le Gabon finira logiquement par émerger...



Mais sa population attend encore les résultats du « PSGE », comme elle attend un meilleur partage des fruits de la croissance.

La comparaison chiffrée entre les revenus importants issus des hydrocarbures et une population de taille modeste (1,5 million d'habitants) pourrait accréditer l'idée que les Gabonais vivent dans un confort digne d'un pays développé. Le PIB moyen par habitant – de quelque 20 500 dollars par an ces dernières années – est considéré

comme « revenu intermédiaire, tranche supérieure » par la Banque mondiale, assez près de celui de la Hongrie (23 200 dollars) ou du Portugal (25 600 dollars). Mais c'est un chiffre sur le papier. Une étude du cabinet McKinsey, publiée en 2014, estime *a contrario* que 30 % de la population peut être classée parmi les « pauvres ».

Pays du paradoxe, le Gabon compte, selon la BBC, 670 000 internautes ; mais 350 000 Gabonais ne sont tout simplement pas raccordés à l'électricité, et les autres souffrent tous les jours de coupures qui durent souvent plusieurs heures, voire la journée entière.

En même temps, on ne peut pas ignorer que 90 % de la population a accès aux organismes de santé gabonais, avec 29 médecins pour 100 000 habitants².

Ce n'est pas tout : au siècle de la COP21, le Gabon vert a de l'avenir.

Le pays possède une faune et une flore des plus diverses au monde. Pas seulement les territoires de chasse où Bongo invitait Giscard³... Le Gabon compte 22 millions d'hectares de forêts, 10 000 kilomètres carrés de plans d'eau, 700 espèces d'oiseaux, 98 espèces d'amphibiens, entre 95 et 160 espèces de reptiles, près de 10 000 espèces de plantes, plus de 400 essences forestières et 198 espèces différentes de mammifères... Autant d'atouts favorables au développement d'un écotourisme durable avec notamment 13 parcs nationaux et aires protégées, qui représentent 20 % du territoire, et la mise en place de la première station d'observation de la forêt et de domaine maritime par satellite installée dans la région.

Le pays a l'ambition de jouer un rôle moteur dans la sauvegarde de la forêt du Bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète, avec une forêt tropicale qui capte chaque année plus de 70 millions de tonnes de CO₂. Le territoire gabonais est recouvert par une mosaïque d'écosystèmes : les mangroves, les forêts, les savanes, les milieux humides, les montagnes et les plateaux, ainsi que les plages et les dunes. Certaines zones restent à ce jour encore totalement vierges.

Le pays dispose également d'un patrimoine archéologique remarquable. C'est sur les plateaux Batéké qu'a été trouvé le plus vieux fossile multicellulaire du monde, âgé de 2,1 milliards d'années.

Le tombeau de l'Empire songhaï

La ville malienne de Gao est située au croisement de la route des caravanes et de la boucle du Niger. Fondée par des pêcheurs au VII^e siècle, Gao devient, au début du XV^e siècle, la capitale d'un Empire songhaï qui s'étend à peu de chose près sur les territoires du Niger, du Mali et une partie du Nigeria actuels. L'Empire songhaï prospère rapidement grâce au commerce transsaharien et à ses mines, en expédiant vers l'Afrique du Nord du sel et de l'or, mais aussi de l'ambre gris, de la gomme arabique, des peaux de léopards et des esclaves, recevant en contrepartie du Maghreb des produits manufacturés (bijoux, armes, étoffes, miroirs...) ainsi que des produits agricoles (blé, chevaux).

De cette époque de légende demeure la spectaculaire structure pyramidale du Tombeau des Askias, édifiée par l'empereur Askia Mohammed en 1495, à son retour de La Mecque, afin de célébrer sa conversion à l'islam.

La pyramide est inscrite au patrimoine de l'UNESCO depuis janvier 2005.



Autre merveille de Gao : la « dune rose », nommée ainsi en raison des lumières du coucher du soleil, le long du fleuve Niger, aux portes du désert.

Mais l'histoire ne finit pas d'infliger des blessures au continent : le Sahara étant devenu un théâtre d'extension des conflits pour certains mouvements islamistes, la ville de Gao tombe sous le contrôle du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) le 31 mars 2012. Le 6 avril 2012, par un communiqué publié sur son site, le MNLA y déclare proclamer « irrévocablement l'État indépendant de l'Azawad ». Le MNLA sera bientôt supplanté par des

mouvements islamistes plus radicaux, comme Ansar Dine (les « défenseurs de la religion », et surtout le Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest), qui contrôlent la ville et y instaurent la charia.

À la suite de l'engagement militaire de la France en janvier 2013 dans le cadre de l'opération Serval, l'armée française, appuyée par celle du Mali, reprendra le contrôle de la zone de l'aéroport de Gao et du pont de Wabaria, le 26 janvier 2013.

Mais l'essor du tourisme à Gao devra attendre la fin de l'insécurité régnant dans la région. Longtemps encore sans doute...

Gary (Romain)

Des racines du ciel et des ailes

« Ne dis pas forcément les choses comme elles se sont passées, mais transforme-les en légendes et trouve le ton de voix qu'il faut pour les raconter »... C'est ainsi que Romain Gary, dans *La nuit sera calme*, publié en 1976 chez Gallimard, tente de se remémorer l'extraordinaire aventure de sa vie.

Qui est Romain Gary ? Un aviateur, un résistant français, un diplomate, un amoureux des éléphants... En tout cas un écrivain doué d'un fabuleux don pour l'affabulation. Sa biographe Myriam Anissimov le surnommera « le caméléon⁴ ». À l'écouter, son père aurait été russe, géorgien, tatar, mongol ; sa mère, tantôt juive russe ; tantôt française.

Romain Gary appartient à cette génération d'Européens que les soubresauts de la première moitié du xx^e siècle vont amener en France. Né le 8 mai 1914 à Vilnius en Lituanie, Roman Kacew est naturalisé français en juillet 1935 ; appelé en novembre 1938 au service militaire, il est incorporé dans l'aviation à Salon-de-Provence, puis à l'école de l'air d'Avord, près de Bourges, dont il présente l'examen de sortie en mars 1939 ; mais étant l'un des deux élèves officiers de sa promotion à échouer, il devra se contenter du grade de sergent...

Fervent admirateur du général de Gaulle, il file en avion de

Mérignac à Alger le 20 juin 1940, se rend en car à Casablanca d'où un cargo britannique l'emmène à Glasgow. Engagé dans les Forces aériennes françaises libres (FAFL) comme pilote d'observation, Romain Gary sert au Moyen-Orient, en Libye (il sera à Koufra en février 1941), en Abyssinie, puis en Syrie où il contracte le typhus. Guéri, il servira dans la défense côtière de Palestine où il participe à l'attaque d'un sous-marin.

En février 1943, il est rattaché en Grande-Bretagne au Groupe de bombardement Lorraine, où il effectue sur le front de l'Ouest plus de 25 missions, totalisant plus de soixante-cinq heures de vol de guerre. Il est fait Compagnon de la Libération et nommé capitaine de réserve.

Après les hostilités, il entamera une carrière de diplomate. À ce titre, il séjourne en Bulgarie (1946-1947), en Suisse (1950-1951), à New York à la Mission permanente de la France auprès des Nations unies (1951-1954), à Londres (1955), puis, en qualité de consul général de France, à Los Angeles de 1956 à 1960. De retour à Paris, il demeure sans affectation jusqu'à sa mise en disponibilité du ministère des Affaires étrangères en 1961.

À partir de 1946, il publie vingt-six ouvrages assez époustouffants sous le nom de Romain Gary, dont *Les Racines du ciel*, paru chez Gallimard, qui emporte le prix Goncourt en 1956⁵.

Ce roman écologique avant l'heure raconte l'aventure d'un défenseur des éléphants en Afrique-Équatoriale française, à la fin de l'époque coloniale. Morel est un idéaliste de Fort Lamy⁶ qui engage une lutte pour sauver de l'extinction les pachydermes qu'il considère comme nos dernières « racines du ciel ». Minna, une barmaid amoureuse de lui, et Forsythe, un ancien commandant de l'armée britannique, sont les premiers à se rallier à sa cause. Ils sont bientôt rejoints par deux professionnels des médias qui réussissent à alerter l'opinion mondiale, les Américains Cy Sedgewick, journaliste TV, et Abe Fields, reporter-photographe. En face d'eux, quelques personnages caractéristiques de l'époque : Saint Denis, administrateur colonial, et Orsini, trafiquant d'ivoire, tandis que Waïtari, chef opportuniste d'un douteux mouvement africain, va essayer de récupérer son action pour servir ses seuls intérêts... Cette comédie humaine met en scène les conflits d'intérêts entre les engagements des uns et des autres : pour l'indépendance, pour la puissance coloniale, pour la sauvegarde des traditions, pour la marche en avant de l'homme vers la modernité,

pour l'intérêt à court terme, pour l'honneur...



Ce roman sera adapté au cinéma par John Huston en 1958 : *Les Racines du ciel*, une production de Darryl F. Zanuck avec Trevor Howard (Morel), Erroll Flynn (Forsythe), Orson Welles (Sedgewick) et Juliette Gréco (Minna). C'est pour obtenir ce rôle que la muse existentialiste se sera fait raboter le nez.

Génocide

Un siècle de guerres indiennes...

Plus de 80 000 indigènes, appartenant principalement aux ethnies héréros et namas ont été massacrés entre 1904 et 1911 en Namibie, dans le Sud-Ouest africain sous la colonisation allemande.

Ce programme d'extermination peut être considéré comme le premier génocide du xx^e siècle. Il fera davantage de victimes en sept ans qu'un siècle de guerres indiennes aux États-Unis (1778-1890) !

Les faits⁷ doivent être replacés dans le contexte plus large des violences coloniales au début du siècle dernier : camps de concentration espagnols à Cuba ; « pacification » à Madagascar par le gouverneur général Gallieni ; Britanniques contre Zoulous en Afrique du Sud...

Les violences perpétrées en Namibie se distinguent particulièrement des autres, dans la mesure où l'ordre d'extermination est lancé par une autorité officielle : le commandant en chef du Sud-Ouest africain allemand.

Repoussées dans le désert, sans eau et sans nourriture, environ 80 000 personnes mourront en quelques semaines ; les combattants faits prisonniers étant enfermés dans des camps de concentration ;

quant aux survivants, ils se retrouveront dans une situation voisine de l'esclavage.

Le massacre des Héréros et des Namas va sortir des oubliettes de l'histoire en 1985 lors de son évocation devant la sous-commission des Droits de l'homme des Nations unies, à l'occasion d'une réunion consacrée à la définition du terme génocide dans la loi internationale.

Le rapport de l'ONU précisera alors que « l'aberration nazie n'a malheureusement pas été le seul cas de génocide au ^{xx}e siècle ». Au paragraphe 24 seront mentionnés, parmi les autres exemples jugés dignes de cette appellation : « le massacre turc des Arméniens (1915-1916) ; le pogrom ukrainien des Juifs en 1919 et le massacre des Hutus par les Tutsis au Burundi en 1965 et 1972 ; le massacre paraguayen des Indiens Aché avant 1974 ; les massacres commis par les Khmers rouges au Cambodge entre 1975 et 1978 ; les meurtres de Bahá'is en Iran ».

La sous-commission de l'ONU ne pouvant matériellement pas citer les massacres des Tutsis par les Hutus survenus au Rwanda en 1992-1994 dans un texte qui a été établi quelques années auparavant en 1985.

Huit cent mille innocents massacrés en trois mois à coups d'armes lourdes, à coups de « petites armes⁸ », à coups de machette, dans l'ex-colonie belge du Rwanda...

Le carnage, ponctué par les émissions de la Radio Mille Collines appelant ses auditeurs à l'extermination des « cancrelats » du camp adverse, est horrible ; n'oublions pas qu'il s'agit d'une guerre civile.

Bien que la crise au Rwanda – et ses répercussions au Burundi – concerne d'anciennes colonies belges, la France va se retrouver particulièrement impliquée.

La France, qui avait vendu des armes au dictateur Juvénal Habyarimana (1937-1994), se fourvoie dans une opération Turquoise où ses soldats, malgré le déploiement de plus de 2 500 hommes, n'arriveront pas à s'imposer comme force d'interposition⁹. L'opération Turquoise, opération militaire autorisée par la résolution 929 du 22 juin 1994 du Conseil de sécurité de l'ONU, avait pour mission de « mettre fin aux massacres partout où cela sera possible, éventuellement en utilisant la force ».

Défendue par les uns comme une intervention humanitaire, elle a été vivement critiquée à l'époque et fait toujours l'objet de

controverses vingt ans après les faits.

Pour leur part, les États-Unis de Bill Clinton tergiverseront honteusement, jusqu'à ce que l'ONU décide de considérer qu'il ne s'agit pas d'une affaire purement intérieure.

Le 4 août 1993, les frères ennemis rwandais entament des négociations à Arusha, dans la Tanzanie voisine, grâce à une médiation de Nelson Mandela : 2 500 casques bleus seront déployés, et les militaires français se retireront enfin.

Depuis des temps immémoriaux, dans l'Afrique de la région des Grands Lacs, les Banyarwandas sont divisés en trois groupes sociaux que l'africaniste Ryszard Kapuściński¹⁰ assimile à des castes : les éleveurs de bétail ou Tutsis (environ 14 % de la population du Rwanda en 1994), qui composent la noblesse ; les agriculteurs ou Hutus (85 % de la population) et enfin les domestiques ou ouvriers, ou Twas (1 % de la population), d'aucuns voyant dans ceux-ci les derniers représentants de chasseurs pygmées. La principale division qui traverse le pays – mais elle est de taille – est de nature sociale¹¹.

Faut-il dans ces conditions parler de génocide ? Sans aucun doute.

François Mitterrand, alors président de la République française, défendra, lui, l'idée d'un « double génocide ». Ainsi, au sommet franco-africain de Biarritz, fin 1994, parlera-t-il « des » génocides. Interrogé sur cette considération, il répondra : « De quel génocide voulez-vous parler ? De celui des Tutsis ou de celui des Hutus ? » associant celui du Rwanda et celui du Burundi.

Le pape François recevant à Rome le président Kagame « a exprimé sa profonde tristesse, et celle du Saint-Siège et de l'Église, pour le génocide contre les Tutsis et imploré le pardon de Dieu pour les péchés des religieux qui ont succombé à la haine et à la violence ».

Géographie

Le continent des terrae incognitae

« Lorsque j'étais enfant, mon père avait un gros livre du siècle dernier qui s'intitulait *À la recherche des sources du Nil*. C'était un livre avec des gravures sur cuivre. Il ne s'agissait pas de fables, mais de

textes scientifiques accompagnés d'illustrations reproduisant des paysages africains. Ces gravures représentaient toujours l'Afrique horizontalement. Car l'Afrique est un continent aux lignes horizontales, les montagnes y sont toujours tabulaires, les plaines s'étalent d'un point à l'autre de l'horizon et les ciels y sont immenses. Sous ces ciels s'étendent de vastes étendues d'eau et de terres, semées de minuscules silhouettes humaines. L'idée que je m'étais faite de l'Afrique était justement celle d'un monde extrêmement vaste, majestueux, où la nature règne sur l'homme et où l'homme fait lui aussi partie de la nature. Je dirais en substance ceci : le paysage en Afrique évoque des idées d'infini ; en Europe, il reconduit au fini. Il en résulte des effets psychologiquement remarquables, dans la mesure où l'Afrique inspire un mystérieux sentiment de révérence, sentiment dont la nature s'apparente peut-être au religieux », Alberto Moravia¹².

Certains considèrent – à tort – que l'homme africain n'est pas suffisamment entré dans l'histoire.

Il serait encore plus sot d'extrapoler pareille considération pour la géographie : l'inventeur de cette dernière discipline n'est-il pas précisément originaire du continent ?

La *Géographie*, de l'Alexandrin Claude Ptolémée, réalise une compilation des connaissances géographiques à l'époque de l'Empire romain sous le règne d'Hadrien, couvrant la totalité du monde connu en l'an 125 de l'ère moderne.

Le premier livre présente les données et la méthode utilisée pour dessiner une carte du monde habité : Ptolémée divise le globe en 360°, en prenant comme base le système sexagésimal des Babyloniens. Il estime la longueur de chaque degré à 500 stades, ce qui lui donne comme circonférence de la terre 180 000 *stades* (ou 34 500 kilomètres) – soit au total à peine 14 % de moins que la circonférence réelle de notre planète calculée aujourd'hui à 40 075 kilomètres.

Dans les livres II à VII de *Géographie*, Ptolémée attribue des coordonnées à 8 000 lieux et particularités géographiques répertoriés d'Europe, d'Asie et d'Afrique, qu'il va disposer dans une grille.

La *Géographie* de Ptolémée reste perdue pour le monde occidental jusqu'à sa redécouverte par le Byzantin Maximus Planude, vers l'an 1300.

En revanche, on sait que, dès le début du IX^e siècle, l'œuvre de Ptolémée va faire l'objet d'une traduction en arabe pour le calife abbasside Al-M'amūn.

Dans son ouvrage, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*¹³, Yves Lacoste, professeur de géopolitique à l'université Paris-VIII, distingue deux types de géographies : une géographie des « officiers », apparue « depuis qu'existent des appareils d'État » (et « celle-ci remonte à Hérodote ») ; et celle des « professeurs », née au XIX^e siècle avec l'Allemand Alexander von Humboldt.

Humboldt projetait de suivre Bonaparte en Égypte, mais il n'a jamais réussi à embarquer vers l'Afrique.

Nous préférons concrètement suivre les héritiers d'Hérodote (IV^e siècle avant notre ère), surnommé le « père de l'histoire » par Cicéron. Dans son œuvre maîtresse intitulée *Histoires* ou *Enquête*, consacrée aux guerres médiques opposant les Grecs aux Perses, Hérodote expose les causes de la guerre et étudie les coutumes des pays belligérants et de dizaines d'autres peuples tout autour de la Méditerranée. La relation de ses voyages le range parmi les premiers géographes.

Le Moyen Âge ignorera Hérodote et Ptolémée pour perpétuer certains mythes colportés par Pline faisant de l'Afrique une contrée sauvage habitée par des monstres. Témoin de cette ignorance qui se prolongera jusqu'à la Renaissance : Rabelais, pour qui « Affrique est costumiere toujours choses produire nouvelles et monstrueuses ».

Les cartographes indiquent sur les territoires non explorés du continent : « *Hic sunt dracones*¹⁴ » ou bien ils se contentent de dessiner des créatures fantastiques, des serpents de mer géants...

Cependant, à partir du VII^e siècle, l'Islam va commencer à prendre ses repères. Les musulmans sillonnent le Maghreb ; les caravanes traversent le désert (voir : [Islam](#)).

Nous connaissons le premier géographe moderne issu du continent sous son nom romain : « Léon l'Africain », *alias* Hassan al-Wazzan¹⁵, voyageur et diplomate originaire de Grenade, fait prisonnier à ce qu'on dit par des marins siciliens, puis adopté par le pape Léon X, lequel le fera initier au latin et à l'italien.

Sur commande du souverain pontife, al-Wazzan écrit sa fameuse

Cosmographia de Affrica, un ouvrage de référence qui offre une source exclusive de renseignements sur la vie, les mœurs, les us et coutumes dans l'Afrique du XVI^e siècle ; Tombouctou deviendra une ville mythique dans l'imaginaire européen grâce à ce livre.

Jusqu'à cette période, le continent africain aura toujours été pénétré à pied, à cheval, à dos de chameau... Le Portugais Henri le Navigateur sera le premier à entreprendre méthodiquement d'explorer l'Afrique de l'Ouest en suivant les côtes alentour. Depuis sa résidence dans la région de l'Algarve, il dirige des expéditions successives dont le but est la circumnavigation de l'Afrique ; son objectif final étant d'atteindre les Indes par voie maritime.

En 1433, les Portugais édifient une forteresse sur l'île d'Arguin, dans l'actuelle Mauritanie, où ils échangeront des vêtements et des céréales contre de l'or et des esclaves ; c'est la première fois que le légendaire « or du Soudan » arrive en Europe sans passer par des intermédiaires musulmans.

À partir de 1444, les Portugais explorent les côtes de ce qui est aujourd'hui le Sénégal, la Gambie et la Guinée ; en 1469, le marchand Fernão Gomes obtient les droits d'exploration de l'Afrique pour cinq ans ; en 1472, Fernando Pó découvre un estuaire abondant en crevettes (*camarão* en portugais), qui donnera son nom au Cameroun.

Un peu plus tard, la ligne de l'équateur sera franchie par les Européens ; en 1482, Diogo Cão atteint l'embouchure d'un large fleuve et apprend l'existence d'un grand royaume, le Kongo ; il remonte explorer le fleuve vers l'amont en 1485.

Vasco de Gama atteint le cap de Bonne-Espérance en 1498 en passant par l'île de Sainte-Hélène. Il baptise le pays qu'il découvre, le Natal ; cette province d'Afrique du Sud va en conserver le nom¹⁶.

Malgré tout, la pénétration du continent reste limitée à sa périphérie et aux fleuves. Les Européens établissent des comptoirs dans les zones côtières et aux confluent. Les Africains non sédentaires continuant de suivre les routes des marchands pour traverser le Sahara.

C'est en 1830 que la Royal Geographical Society sera fondée en Angleterre, absorbant l'Association for Promoting the Discovery of the Interior Parts of Africa¹⁷. À partir de là, les explorations vont se

multiplier et favoriser la découverte des derniers territoires vierges. Avec le développement des sociétés de géographie, au ^{xix}^e siècle, la mention de *terra incognita* va peu à peu disparaître des cartes. C'est l'époque où la géographie coloniale va être dessinée par les puissances européennes. En 1835, à l'aube de la course à l'Afrique, 10 % du continent sont sous le contrôle de nations européennes : l'Algérie, conquise par la France à partir des années 1830 ; Le Cap, tenu par la Grande-Bretagne ; et l'Angola, qui appartient au Portugal. Le ^{xix}^e siècle sera celui du partage de l'Afrique.

Les Européens ont d'ores et déjà dressé des cartes du Nil depuis sa source, du cours du Niger, du Congo et du Zambèze, et aiguisé leurs appétits¹⁸.

En 1885 se tient la conférence de Berlin qui établit un *modus operandi* colonial entre grandes puissances.

Le ^{xxi}^e siècle annonce de nouvelles frontières : l'âge des transports est en train de modifier la carte économique du continent. Certaines régions équatoriales demeurées quasiment impénétrables seront bientôt traversées par des axes de grande circulation.

Leur édification confirme l'arrivée durable de la Chine sur la scène africaine.

Sur le modèle des anciennes voies commerciales qui reliaient la Chine à l'Europe, Pékin tisse sa toile vers le continent avec la construction prévue de sept ports : à Djibouti, en Tanzanie, au Mozambique, au Gabon, au Ghana, au Sénégal et en Tunisie.

Les voies ferrées déjà construites par Pékin (2 200 kilomètres) vont être prolongées par un millier d'autres en travaux : de nouvelles lignes en construction par des entreprises chinoises relieront la capitale éthiopienne Addis-Abeba et Djibouti, Nairobi et Mombassa au Kenya, et des villes de la côte nigériane entre elles.

Le continent décide pour sa part de mettre en chantier un réseau routier transafricain qui comprendra neuf routes transcontinentales. Ces projets sont en cours d'élaboration par les Nations unies, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et l'Union africaine en collaboration avec les communautés économiques régionales¹⁹. Ces acteurs cherchent à

promouvoir le commerce en Afrique par le développement des infrastructures routières et la gestion des corridors commerciaux interafricains.

La longueur totale des routes nouvelles dans le réseau à l'étude serait de 56 683 kilomètres. Ce réseau doit comprendre neuf routes. Il suivra quatre axes est-ouest : Le Caire-Dakar ; Djibouti-Ndjamena-Dakar ; Mombasa-Lagos-Dakar ; Beira-Lobito reliera le Mozambique à l'Angola.

À quoi s'ajouteront trois axes nord-sud : Alger-Lagos (route transsaharienne) ; Le Caire-Le Cap ; et Tripoli-Le Cap.

Pour se faire une idée : le trajet Tripoli-Le Cap fera 7 500 kilomètres par la route directe. Le vainqueur du Paris-Dakar qui s'achève au Cap en 1992 mettra dix-neuf jours pour accomplir les 10 834 kilomètres du parcours africain cette année-là.

En comptant les deux jours de repos, évidemment.

Griots

Les livres vivants de l'Afrique

Amadou Hampâté Bâ a dit : « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle »... Alors, un griot qui meurt, c'est toute l'histoire qui s'envole en fumée.

Presque toutes les sociétés traditionnelles ont leur griot : à la fois chanteur, conteur, historien, musicien... Mais l'ancien Empire mandingue²⁰ apparaît comme le territoire d'élection de ces chanteurs-musiciens en Afrique occidentale où l'on détecte – par déduction – leur présence à partir de 1350.

Si le griot appartient à une caste inférieure, ce statut compliqué lui confère un pouvoir fragile et en même temps redouté. Sur la *kora*, le *balafon* ou de petits luths (*ngoni* ou *xalam*) ou encore sur une vielle monocorde ou un tambour, le griot parcourt l'histoire des siens, depuis les grands héros de jadis jusqu'aux dignitaires du jour qu'il loue ou critique.

Sans les griots qui colportent l'histoire de père en fils, la majorité

des œuvres du patrimoine socioculturel africain serait oubliée depuis longtemps. Ainsi peut-on toujours entendre les grandes chansons de geste de la tradition, celles de Soundiata Keïta, empereur du Mandé au XIII^e siècle, ou de Lat Dior Ngoné Latyr Diop, le *damel* (roi en wolof) du Cayor de la fin du XVII^e siècle...

Le rôle de la caste des griots est fondamental dans la survie de la mémoire collective et de la tradition orale relatives aux mœurs et coutumes et à l'histoire des grands empires, des royaumes, de la noblesse. Ils sont des historiens, des généalogistes, des conteurs, des chroniqueurs sociaux, des poètes, des journalistes, des confidents et conseillers des empereurs et rois, des diplomates, des précepteurs des jeunes princes, et parfois même des juges. Ils sont aussi des amuseurs publics dans certaines sociétés. Jusqu'au XVIII^e siècle, ils jouent et chantent surtout pour les nobles, mais se rendent aussi dans les villages.

Au Bénin, le conteur dit, pour introduire son conte : « Mon conte a couru vite pour tomber sur les abeilles et la mort. » Le récit sera entrecoupé de chants et de danse. À la fin du conte, il tire une leçon de morale. Puis, pour clore la séance, il déclare : « Je remets le conte là où je l'ai pris. »



Au Sénégal, le conteur commence par « *Lébon* », ce qui signifie « Il était une fois », et les enfants répondent « *Lépen* », c'est-à-dire « Les enfants écoutent ». Quand il finit son récit, le griot dit « Le premier qui va respirer ça [le conte] ira au paradis. » À ces mots, tous les enfants se mettent à respirer très vite.

En Côte-d'Ivoire, la tradition fait introduire le conte par « *Lahaoo yoo* », ce qui veut dire « Il était une fois ».

Chez les Bambara du Mali, le conteur dit en introduction : « *Ziri* » c'est-à-dire, là aussi, « Il était une fois ». Après la leçon de morale, le griot affirme : « *Niata yoromé niablayé* », cela signifie « J'ai laissé mon conte là où je l'ai commencé ».

Chez les Peuls du Mali, le maître de la parole fait son introduction en disant : « Conte conté à conter es-tu véridique ? Pour les bambins qui s'ébattaient au clair de lune, mon conte est une histoire fantastique. Pour les fileuses de coton pendant les longues nuits froides, mon récit est un passe-temps délectable. Pour les mentons velus et les talons rugueux, c'est une véritable révélation. Mon conte est à la fois futile, utile et instructeur²¹. »

Il existe bien entendu plusieurs sortes de griots.

Le griot conteur, celui qui dit et chante les grandes épopées du passé, les faits d'arme des princes guerriers, le pays, l'amour... Il peut être aussi invité pour un événement quelconque (fêtes de réjouissances, mariage, naissance, funérailles...). Dans ce cas, il chante les louanges de celui qui invite, de celui à qui on doit la réunion ou de celui en l'honneur de qui elle est organisée. Chanter les louanges d'une personne, c'est chanter les louanges de son père, de sa mère, de ses grands-parents, de ses aïeux... C'est retracer en quelque sorte son arbre généalogique. Le griot conteur s'accompagne lui-même de son instrument de prédilection. Il peut aussi faire appel à un autre griot musicien, ce second griot est appelé griot muet. Le récit peut durer toute une nuit et ce type de réunion conserve un caractère intime : elle se passe souvent à l'intérieur d'une habitation, et seuls quelques proches et amis y prennent part. Ce sont des griots laudateurs et mémorialistes.

Il existe aussi le griot qui chante pour faire danser une assemblée, accompagné par un ensemble musical : l'amour est la base de tous ses chants ainsi que le quotidien ou la vie sociale. Chez certains peuples, le chant est la propriété des femmes qui se révèlent des interprètes exceptionnelles par la beauté de leur timbre vocal, leur sensibilité et leur finesse. L'emploi des instruments est dans certaines communautés exclusivement réservé aux hommes.



Tous ces griots, quel que soit leur rôle, ont droit à la même considération. Ceux pour qui ils chantent leur font des présents qui constituent leurs ressources. Certains ont parallèlement un autre emploi. Quelquefois, les griots se réunissent en public, chantent et jouent pour leur propre plaisir, rivalisant d'habileté. Ces réunions sont souvent les seuls moments où les cadeaux ne sont pas obligatoires.

Un artiste tel que Mory Kanté de Guinée est issu de castes de griots ; le chanteur sénégalais Youssou N'Dour est lié à la caste des griots par sa mère. Mais d'autres, dont le plus connu est Salif Keïta, ont rompu la tradition et choisi de jouer un rôle culturel qu'ils n'auraient pas rempli dans une société traditionnelle.

Mory Kanté, Youssou N'Dour, Salif Keïta sont des amis.

Guerres (en général)

Des siècles de conflits... à peine « entrés dans l'histoire » ?

Que viennent faire toutes les guerres dont je vais parler ici dans un *Dictionnaire amoureux* ?

Honoré de Balzac prétend connaître une réponse : « La haine n'est pas le contraire de l'amour, c'en est l'envers. » Méditons cette sentence extraite du quatrième acte des *Ressources de Quinola*²², échec théâtral mémorable essuyé par l'auteur de la *Comédie humaine* sur les planches de l'Odéon. Et revenons à notre continent.

L'inventaire des conflits en Afrique – liste nécessairement incomplète puisque pas toujours assez documentée – est impressionnant... On connaît, bien entendu, des régions particulièrement propices aux conflits : le Maghreb, la Corne de

l'Afrique, le système du Congo et des Grands Lacs, le Sahara... Il existe également des causes spécifiquement postcoloniales. Par exemple, la difficile coexistence entre peuples à l'intérieur de frontières héritées de la conférence de Berlin (voir : [Berlin \[Partage de\]](#)). Mais comme la langue d'Ésope, les frontières sont aussi la pire et la meilleure des choses. Les limites territoriales négociées il y a un siècle et demi – sans demander leur avis aux Africains – tiennent encore²³. L'Organisation de l'unité africaine – devenue l'Union africaine en 2002 – s'en portant garante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui n'a pas empêché l'éclatement d'une petite myriade de conflits.

Le premier affrontement documenté en date, et donc en mesure de figurer dans notre chronologie des hostilités sur le continent, la guerre des Mercenaires à Carthage ou Guerre inexpiable (de 241 à 238 avant notre ère), sert de toile de fond au *Salammbô* de Gustave Flaubert (1862). Le choc des continents et des civilisations n'aura jamais été peint avec autant de talent.

On me pardonnera de tenter de classer les guerres en catégories, un peu arbitrairement quelquefois : les *saintes*, les *coloniales*, les *frontalières*, les *indépendantistes*, les *civiles* (avec tendance au génocide), les *régionales*, les *asymétriques*, les *mondiales*, les *onusiennes*, les *françafricaines*...

Les nommer ne change rien. Quelquefois cependant, cela aide à s'y reconnaître.

L'Afrique est un continent de chasseurs. Le général de Gaulle dira un jour : « La guerre, c'est comme la chasse, sauf qu'à la guerre les lapins tirent. » Des lapins qui tirent : n'est-ce pas le principe même de ce qu'on nomme aujourd'hui les guerres *asymétriques* ?

À l'époque coloniale, on nommait ces insurrections existentielles des soulèvements.

La première *révolte touarègue* (1916-1917) de l'ère moderne, ou révolte de Kaocen, est un soulèvement touareg contre la colonisation française, survenu près du massif de l'Aïr dans le nord du Niger. Cette rébellion, dirigée par Kaocen (1880-1919), bénéficiera du soutien des Senoussi, qui règnent alors sur la Libye. Après l'indépendance des ex-colonies françaises en 1960, on dénombrera encore cinq rébellions

touarègues au Mali, trois autres au Niger, ainsi que des révoltes sporadiques en Algérie. Les Touaregs, qui sont approximativement 2 à 3 millions, constituent la population indigène d'une grande partie du Sahara central et du Sahel (voir : [Touaregs](#)). Le principal groupe touareg, estimé à 800 000 personnes, vit au Mali. La révolte touarègue de 2012 est à l'origine de l'actuelle guerre dans ce pays.

Au reste, le Sahel n'a pas le monopole des « soulèvements ».

L'insurrection malgache de 1947 peut être considérée comme l'un des signes avant-coureurs de la fin de l'Empire colonial français. Le soulèvement de la Grande Île de Madagascar, accompagné de massacres de colons et de non-indépendantistes, va être suivi d'une terrible répression conduite par l'armée française, laquelle fera plusieurs milliers de morts ; le nombre de victimes de cette répression fait encore débat parmi les historiens, les chiffres variant de 11 000 à 100 000 morts. Le 27 novembre 2016, au Sommet de la francophonie d'Antananarivo, le président François Hollande reconnaîtra, pour la première fois, les « dizaines de milliers de morts à la suite de la répression par l'armée française lors de l'insurrection nationaliste malgache en 1947 ».

Sans doute parce que j'en ai été le témoin direct, je succombe à la tentation de croire que la mère de toutes les guerres d'Indépendance du ^{xx}e siècle correspond à ce que les Algériens nomment leur *guerre de libération nationale* (1954-1962).

En France, la litote officielle va baptiser cette insurrection du terme vague d'événements²⁴. L'Algérie, colonie française depuis 1830, obtiendra son indépendance au terme de huit ans de conflit le 5 juillet 1962 (voir : [Évian \[Accords d'\]](#)).

La *guerre d'Indépendance du Cameroun* est moins connue et va rester assez ignorée en Europe... Dans ce territoire placé sous la tutelle de l'ONU en 1946 – et administré conjointement par la Grande-Bretagne et la France –, la IV^e République aura pratiqué au milieu des années 1950 une répression impitoyable contre les indépendantistes de l'Union des populations du Cameroun (UPC) dans les régions bamiléké et bassa. Sous la direction de Pierre Messmer, haut-commissaire français du Cameroun à l'époque (1956-1958), l'armée coloniale

utilise des méthodes que l'on reprochera plus tard aux troupes françaises en Algérie... L'indépendance du pays sera proclamée le 1^{er} janvier 1960²⁵. Ahmado Ahidjo, élu président, amnistiera les maquisards de l'UPC. Mais l'affaire n'est pas encore close. Douze ans plus tard, la France de Georges Pompidou interdit la parution de *Main basse sur le Cameroun*²⁶, un essai de l'écrivain camerounais Mongo Beti dénonçant ces atrocités et la responsabilité de Paris dans cette guerre qui n'aura jamais dit son nom et que semblait ignorer le Premier ministre de Nicolas Sarkozy, François Fillon, interrogé à ce sujet par la presse camerounaise lors d'un voyage officiel à Yaoundé en 2011.

On se bat souvent pour (et contre) des symboles... Par exemple, la *crise de Bizerte* (été 1961) va opposer sur les plans diplomatique et militaire la Tunisie indépendante et la France, qui y exerça son Protectorat de 1881 à 1956. Les tensions sont provoquées par un projet d'agrandissement de la piste d'atterrissage de la base navale militaire française. Trois jours de combats, causant plus de 630 morts et 1 555 blessés²⁷, selon le communiqué officiel tunisien reproduit sur le monument du cimetière des martyrs de Bizerte. L'Assemblée générale des Nations unies condamne la France en adoptant une résolution afro-asiatique par 66 voix contre 0 et 30 abstentions en l'absence de la délégation française. Le 5 septembre, le général de Gaulle reconnaît « la souveraineté de la Tunisie sur Bizerte, souveraineté qui n'a jamais été contestée, en principe, du côté français et qui ne l'est pas ». Le président tunisien Habib Bourguiba se déclarera « pleinement satisfait de la reconnaissance de la souveraineté tunisienne et du désir français de quitter Bizerte ». Le 15 octobre de l'année suivante, le drapeau français sera amené, mettant ainsi fin à quatre-vingt-deux ans de présence militaire.

La France n'a pas eu, soulignons-le, le monopole des guerres coloniales ni celui des guerres d'indépendance.

Le soleil ne se couchant jamais sur l'Empire britannique, les troupes du Royaume-Uni s'illustreront aux quatre coins du continent. De l'Empire ashanti aux conflits du Nil Blanc et du Nil Bleu devant Khartoum... Mais attention ! le mot-clef pour définir la politique des gouvernements de Sa Très Gracieuse Majesté est *l'impérialisme*.

Démarche sensiblement différente de la *colonisation* à la française (voir : [Indigénat](#)).

La politique de Sir Cecil Rhodes (1853-1902), fondateur de la British South Africa Company et de la compagnie diamantaire De Beers, Premier ministre de la colonie du Cap de 1890 à 1896, sera l'incarnation de l'impérialisme britannique en Afrique australe face aux colons locaux représentés par les Afrikaners (voir [cette entrée](#)). Les ressorts de l'impérialisme sont surtout économiques : recherche des débouchés pour écouler le surplus de la production européenne ; mise en valeur des matières premières et des sources d'énergie du continent pour ravitailler les industries occidentales. La conquête permettant de placer outre-mer des capitaux générateurs des bénéfices énormes.

La *révolte des Mau Mau*, qui éclatera au Kenya dans les années 1950, donne sans doute le signal de la fin de la présence britannique sur le continent. Le groupe rebelle agit à cette époque au nom du peuple kikuyu dont il dénonce l'oppression par les autorités de l'Empire britannique. En octobre 1952, après une campagne de sabotages et d'assassinats imputée à des terroristes Mau Mau, le pouvoir colonial anglais déclare un état d'urgence et organise des expéditions militaires à l'encontre des rebelles. Fin 1956, plus de 11 000 Mau Mau auront été tués au cours des combats et plus de 20 000 autres Kikuyus seront détenus dans des camps. L'arrivée au pouvoir en 1963 de Jomo Kenyatta, ancien chef de file des Mau Mau, marquera la victoire de la rébellion.

Pendant la seconde partie du ^{xx}e siècle, les couleurs britanniques seront amenées sur le canal de Suez et au Soudan, en Sierra Leone et en Gambie, au Nigeria, au Ghana, au Kenya, en Ouganda, au Tanganyika, en Rhodésie (du Nord et du Sud), à Zanzibar...

L'Allemagne, organisatrice du Congrès de Berlin (1884-1885), ne dissimulait pas ses ambitions africaines ; celles-ci seront contrées assez rapidement : les colonies allemandes au Togo, au Cameroun, en Afrique sud-occidentale allemande (voir : [Namibie](#)) étant partagées entre vainqueurs de la Première Guerre mondiale.

Les aventures coloniales de l'Italie en Éthiopie et en Érythrée contribueront à la chute du régime mussolinien.

Le retrait de l'Espagne du Río de Oro en 1976 déclenche une crise diplomatique durable dont les principaux protagonistes sont le Maroc

et l'Algérie : la question du *Sahara occidental*, divise l'OUA autour du statut de la RASD (République arabe sahraouie démocratique), non reconnue par l'ONU²⁸. La *guerre du Sahara occidental* (1975-1991) oppose le Maroc et la Mauritanie au mouvement indépendantiste sahraoui (Front Polisario). La Mauritanie acceptera de signer en 1979 un accord de paix ; en 1991, le Maroc et le Polisario signeront un accord de cessez-le-feu, préalable à un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU. Ce référendum n'a toujours pas eu lieu ; le Maroc contrôle 80 % du territoire du Sahara occidental, tandis que le Polisario en contrôle 20 %. Le conflit aurait causé la mort de plus de 16 000 personnes.

Le Portugal, qui avait été premier à ouvrir des comptoirs au début du xv^e siècle, sera le dernier à repartir du continent, chassé notamment d'Angola, du Mozambique et du Cap-Vert par des mouvements indépendantistes (FRELIMO²⁹, PAIGC³⁰, MPLA³¹, UNITA³²) aux soutiens extrêmement variés, allant de la Chine à Cuba, en passant par l'Afrique du Sud ; cependant, si Lisbonne a quitté officiellement ses colonies africaines en 1975, on assiste à un mouvement inattendu depuis 2010 : pas moins de 100 000 Portugais chassés par la crise économique venant s'installer en Angola.

Les *guerres du Congo* (ex-belge), engagées au lendemain de la décolonisation, sont des guerres régionales, et en même temps des guerres civiles (voir : [Congo \[ex-Zaïre\]](#)). Au moins 5 millions de personnes trouvant la mort au cours des quelque soixante-sept ans qui ont suivi l'indépendance de l'ex-colonie du roi des Belges.

Et surtout, on n'en finit pas de faire le tour : le Soudan (1955-2005), cinquante ans de guerre interrompue par un cessez-le-feu de onze ans... 2,5 millions de morts, plus de 4 millions de personnes déplacées. À suivre : le Darfour...

La *guerre du Biafra* ou guerre civile du Nigeria (6 juillet 1967-15 janvier 1970) commence avec la sécession de la région orientale, que le colonel Ojukwu proclame République du Biafra, avec le soutien à peine masqué des autorités françaises³³. À la suite du blocus terrestre et maritime du pays par les troupes gouvernementales, la région est plongée dans une famine qui entraînera la mort de 1 à

2 millions de personnes, sans que l'intervention de l'ONU puisse avoir le moindre effet. Cette guerre largement médiatisée se caractérisera en particulier par une émergence de l'aide humanitaire ; l'ONG Médecins sans frontières étant créée en 1971.

La *guerre du bush de Rhodésie du Sud* oppose, entre 1972 et 1979, les forces de sécurité de la république de Rhodésie du Sud et les mouvements rebelles ZANLA (prochinois) et ZIPRA (armé par l'URSS). La victoire des alliés de Robert Mugabe provoque la disparition de la Rhodésie blanche de Ian Smith au profit du Zimbabwe multiracial.

La *guerre ougando-tanzanienne*, aussi appelée en Ouganda « guerre de Libération », débouchera sur la chute du président ougandais Idi Amin Dada. La défaite du régime en avril 1979 ne permet pas pour autant le rétablissement de la sécurité, différents groupes rebelles luttant tour à tour pour la prise du pouvoir. Le pays sera dirigé en 1980 par une Commission présidentielle de l'Ouganda qui va siéger jusqu'aux élections générales de décembre 1980 remportées par Milton Obote, chef du Congrès des peuples de l'Ouganda. Ces élections sont âprement contestées et Yoweri Museveni, arguant une fraude électorale, organise une rébellion armée, plongeant le pays dans une guerre civile particulièrement meurtrière connue sous le nom de *Guerre de brousse en Ouganda*, qui durera de 1981 à 1986.

Djibouti (1991), Sierra Leone (1991-2002), Burundi (1993), Rwanda (1990-1994, voir : [Génocide](#))... Algérie, 200 000 morts et disparus entre 1991 et 2001.

Tenez, juste une anecdote remontant à 1999 au Liberia, lorsque le LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie), groupe rebelle soutenu par le gouvernement de la Guinée voisine, apparaît dans le nord du pays. La capitale Monrovia est assiégée par le LURD qui bombarde la ville, entraînant la mort de nombreux civils. Voici un témoignage recueilli par Radio France Internationale (RFI) : « Quand ils m'ont pris, ils m'ont demandé si je voulais la manche courte ou la manche longue. Pour la manche courte les bras sont coupés au niveau du coude, et pour la manche longue, c'est au niveau du poignet. Je leur ai demandé "Pardon ?". Ils ont repris la question. Et comme je ne répondais pas, l'un d'eux a dit que la manche longue serait mieux pour moi. »

Avec le recul du temps, les conflits les plus marquants sur le plan historique resteront sans doute les guerres saintes : la *conquête musulmane* du Maghreb (642-711) dure soixante-neuf ans (voir : [Islam](#)) ; la *septième et la huitième croisades* conduiront le roi français Louis IX aux portes de Jérusalem puis à Tunis où il va trouver la mort (1270).

Mais il existe des guerres saintes moins connues : la *djihad d'Usman dan Fodio* (1804-1815), mènera ce sunnite à la tête de l'Empire peul de Sokoto dont il va être proclamé *sarkin musulmi*, c'est-à-dire « commandeur des croyants ».

Muhammad Ahmad ibn Abd Allah (1844-1885), chef politique et religieux, proclame être le Mahdi annoncé par le Prophète, et se dit investi de la mission divine de purifier l'islam. L'apothéose de son mouvement sera la prise de Khartoum, gardé par le général britannique Charles Gordon (surnommé à l'époque Gordon Pacha).

Plus proche de nous dans le temps, l'*insurrection de l'Armée de résistance du Seigneur* (Lord's Resistance Army – LRA) débute en 1988. L'objectif proclamé de la LRA est de mettre en place en Ouganda un régime fondé sur les Dix Commandements de la Bible.

Ce mouvement rebelle chassé d'Ouganda va continuer de déstabiliser la région des Grands Lacs, se distinguant par la violence de ses attaques, les atrocités commises sur les civils et le recours extensif aux enlèvements d'enfants dans le but d'en faire des soldats ou des esclaves. Environ 2 millions de personnes vont être déplacées par ce conflit et survivent dans des camps où elles dépendent de l'aide humanitaire.

Certains soulèvements déstabilisent des régions entières. Les *chebabs* somaliens sont un mouvement « hors sol » : délogés de Somalie par des troupes éthiopiennes, ils sont issus d'une branche des Tribunaux islamiques qui ont contrôlé en 2006 le centre et le sud du pays. Ce groupe terroriste va mener des actions meurtrières dans les pays voisins, Kenya et Ouganda notamment, en représailles à leur implication militaire.

Après l'intervention des troupes kenyanes fin 2011 en Somalie, à la poursuite de terroristes chebabs accusés d'attaques et d'enlèvements

d'Occidentaux, les islamistes somaliens vont multiplier les raids sur les 700 kilomètres de frontière avec la Somalie, sur la côte touristique et dans la capitale Nairobi. En septembre 2013, ils revendiquent l'assaut spectaculaire contre le centre commercial Westgate à Nairobi qui fera 67 morts en quatre jours de siège. En juin-juillet de la même année, une centaine de personnes seront exécutées au cours de raids contre des localités proches de l'archipel de Lamu (Sud-Est), ancienne perle du tourisme kényan.

Sur un continent où les frontières ne délimitent pas les nations mais simplement des États, les guerres suivent des lignes de front peu connues des étrangers. Certains conflits peuvent se répéter à l'infini, comme les huit *guerres cafres entre Afrikaners et Xhosas* (1800-1900).

La *guerre maroco-songhai* (1591-1630) provoque la disparition du plus grand Empire africain au sud du Sahara au Moyen Âge (voir : [Gao](#)).

La *guerre adalo-éthiopienne* oppose l'Empire éthiopien au sultanat d'Adal (1527-1543). Les deux parties sont soutenues chacune par une grande puissance : le sultanat par l'Empire ottoman et les Éthiopiens par le Portugal.

Le *Mfecane*, mot d'origine zouloue, renvoie à un cycle de guerres et de migrations provoquées au début du XIX^e siècle par l'ascension au pouvoir de Chaka, roi des Zoulous, parti à la conquête des peuples nguni entre les rivières Tugela et Pongola pour les fusionner au sein d'un royaume militariste.

La *guerre égypto-éthiopienne* (1874-1876) est déclenchée par les appétits de conquête de l'Égypte : le khédivé Ismaïl Pacha voulant étendre son territoire le long de toute la côte africaine sur la mer Rouge, aux dépens de l'empire du Roi des rois, Yohannes IV. Après la victoire des Éthiopiens, le conflit deviendra une guerre froide.

La *guerre des Sables* oppose le Maroc et l'Algérie, soutenue par l'Égypte et par Cuba en octobre 1963. Après plusieurs mois d'incidents frontaliers, un conflit ouvert éclate dans la région algérienne de Tindouf et Hassi-Beïda. Les combats cesseront le 5 novembre, l'Organisation de l'unité africaine obtenant un cessez-le-feu définitif le 20 février 1964. La frontière restera inchangée.

La *guerre de la frontière sud-africaine (Border War)* va opposer de 1966 à fin 1988 l'Angola et l'Afrique du Sud dans le Sud-Ouest africain (devenue la Namibie), par l'entremise de groupes rebelles, principalement l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Les *guerres du Tchad* : pays au carrefour des zones d'influence et de combat, le Tchad connaît depuis octobre 1965 une situation de guerre civile quasi permanente. La déclaration d'indépendance, signée le 11 août 1960, va raviver l'opposition entre Sud animiste et chrétien et Nord musulman. D'abord sous l'emprise d'hommes du Sud, François Tombalbaye puis Félix Malloum, le Tchad est dirigé depuis 1979 par des hommes du Nord : Goukouni Weddeye, Hissène Habré et Idriss Déby, qui conquièrent le pouvoir en s'appuyant sur leur ethnie d'origine. Idriss Déby, homme fort de la région, sera élu président de l'Union africaine début 2016. Son principal adversaire, qui fut son ministre, mon ami Saleh Kebzabo, dénonce les « scrutins truqués ».

La *guerre de la bande d'Agacher*, aussi appelée *guerre de Noël*, a lieu du 14 au 30 décembre 1985 autour d'une bande de terrain de 275 kilomètres de longueur sur 50 de largeur, à l'extrême nord-ouest du territoire burkinabé. Le Mali revendiquant quatre villages dont la population serait « malienne par excellence ». L'épisode le plus sanglant de la guerre étant le bombardement par les forces aériennes maliennes du marché de la ville de Ouahigouya. Le conflit fera 141 morts et près de 300 blessés burkinabés, contre 38 morts et 17 blessés maliens. Le litige trouvera sa solution à l'occasion d'un sommet de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) organisé à Yamoussoukro. Les dirigeants burkinabé et malien acceptent de retirer leurs troupes aux positions qu'elles occupaient avant le conflit, mais le contentieux reste sans solution jusqu'à la décision prise par la Cour internationale de justice le 22 décembre 1986. La Cour, se basant sur la reconnaissance par les deux parties de la frontière d'avant l'indépendance, partage les 3 000 kilomètres carrés de la bande d'Agacher de façon presque égale entre les deux États, accordant la zone occidentale au Mali et la zone orientale au

Burkina. Il est intéressant de souligner que l'eau du Béli se retrouve équitablement répartie dans cette région désertique, ce qui oblige les deux parties à coopérer : chapelet de mares d'une longueur d'environ 150 kilomètres au nord de l'Oudalan, le Béli constitue le seul point d'eau viable entre le fleuve Niger et le Burkina Faso. Le président malien qualifiera le jugement de « très satisfaisant » et de victoire pour les « peuples frères » du Burkina Faso et du Mali.

Thomas Sankara déclarera le 26 décembre 1986 que « l'imprécision de la frontière ne sera plus jamais source d'affrontement ».

Les *guerres françafricaines* ont en commun d'être à la fois civiles, régionales, asymétriques et onusiennes – voire multilatérales. La guerre du Mali est la 50^e OPEX (Opération extérieure de la France) en Afrique depuis 1958. L'ONU est souvent associée à ces opérations de « maintien de la paix³⁴ ».

À l'occasion de l'opération Serval, les États-Unis ont reconnu à la France un leadership dans la région pour la lutte antiterroriste.

La *crise ivoirienne* débute sur le plan politico-militaire le 19 septembre 2002 ; mais on peut remonter à la mort de Félix Houphouët-Boigny, père de l'indépendance (1905-1993), pilier de la Françafrique et promoteur du concept de l'*ivoirité*. Dans un pays qui compte quelque quatre-vingt-quatre groupes ethniques, l'ivoirité apparaît au départ comme un projet d'identité nationale. Ce qui unit les Ivoiriens entre eux... Après la mort d'Houphouët-Boigny, ses successeurs vont élever l'ivoirité au rang de tabou, puis de *casus belli*. Le 8 décembre 1994, une révision du code électoral impose aux candidats à la présidence de prouver leur ascendance ivoirienne, garante de leur citoyenneté, alors que, pendant la période Houphouët-Boigny, les cartes d'identité avaient été largement distribuées à la majorité des étrangers vivant sur le territoire national. Le tour de passe-passe de l'ivoirité permettra en particulier à Henri Konan Bédié, qui succède à Houphouët-Boigny, et ensuite à Laurent Gbagbo, président de la République de Côte-d'Ivoire du 26 octobre 2000 au 4 décembre 2010, d'évincer leur principal rival, Alassane Ouattara, originaire du nord du pays. Le fait d'avoir poursuivi ses études au Burkina Faso et d'avoir occupé de hautes fonctions sous la houlette burkinabé va servir de prétexte à son éviction ; mais celle-ci s'appuie

surtout sur le rejet par les Ivoiriens de la côte et du centre à l'égard du *dioula*, l'homme du Nord. À la différence ethnique s'ajoute en effet une différence religieuse : les Ivoiriens du Nord sont majoritairement musulmans ; les Ivoiriens du Sud, majoritairement chrétiens. En revanche, les dirigeants en place sous-estiment l'évolution démographique ; la frontière nord est poreuse et la Côte-d'Ivoire a besoin des innombrables *catapilas* venus du Burkina Faso : « Ils travaillaient si dur que nous les avons surnommés “catapila”, déformation du mot *caterpillar*, ces gros engins qui abattaient les arbres et aplatissaient les montagnes », explique l'excellent journaliste Venance Konan, directeur du quotidien *Fraternité Matin*, dans son roman *Les Catapilas, ces ingrats*³⁵. Le report de l'élection présidentielle, à six reprises par Gbagbo, sera le versant constitutionnel d'une guerre civile de huit ans. Le 19 septembre 2002, des soldats rebelles dont certains probablement venus du Burkina Faso tentent de prendre le contrôle des villes d'Abidjan, Bouaké et Korhogo ; ils échouent devant Abidjan mais parviennent à occuper les deux autres villes, respectivement dans le centre et le nord du pays. La rébellion qui prendra plus tard le nom de *Forces nouvelles* occupe progressivement la moitié nord du pays, le coupant ainsi en deux zones géographiques distinctes : le Sud tenu par les Forces armées de Côte-d'Ivoire (FANCI) et le Nord tenu par les Forces armées des Forces nouvelles (FAFN). Dans la première semaine du mois de novembre 2004, Laurent Gbagbo lance une offensive dans le secteur des villes rebelles de Bouaké et Korhogo. En réaction, la France demande le 5 novembre au Conseil de sécurité des Nations unies une extension du mandat de l'ONUCI afin de pouvoir s'interposer militairement dans les combats entre forces gouvernementales et rebelles. Le 6 novembre, des bombardements opérés par l'armée ivoirienne, notamment à Man et Bouaké, font neuf morts parmi les soldats français. En représailles, l'armée française détruit deux avions ivoiriens de type Soukhoï 25 et les hélicoptères MI-24. Une perspective de règlement final se dessinera enfin avec la signature de l'accord politique de Ouagadougou³⁶ le 4 mars 2007, obtenu grâce à la médiation du président burkinabé Blaise Compaoré. Le second tour de la troisième élection présidentielle ivoirienne en 2010 opposera Laurent Gbagbo à Alassane Ouattara : à l'issue de ce scrutin, le président sortant sera considéré battu par la Commission électorale « indépendante » et la quasi-totalité de la

communauté internationale, quoique déclaré vainqueur par le Conseil constitutionnel ivoirien. Il refuse alors de quitter le pouvoir, ce qui entraîne une nouvelle crise de plusieurs mois. Le 11 avril 2011, après dix jours de combats dans Abidjan et de bombardements de la résidence présidentielle par les forces spéciales françaises de l'opération Licorne et l'ONUCI, Laurent Gbagbo est arrêté en compagnie de son épouse Simone dans son bunker de Cocody. Sans l'intervention des forces françaises, sur ordre du président Sarkozy, Laurent Gbagbo n'aurait pas été vaincu par les seuls anciens rebelles d'Alassane Ouattara. Le 30 novembre, Laurent Gbagbo sera traduit devant la Cour pénale internationale.

On connaît surtout la Centrafrique pour ses excès. Son empereur Bokassa aura un peu fait rire à ses dépens³⁷ à une époque où les diamants de son pays défraient la chronique ; et les guerres civiles qui suivront vont carrément faire peur : la France intervenant à plusieurs reprises en RCA depuis l'indépendance de ce pays profondément instable et en proie à des coups d'État et des guérillas récurrents. Le dernier épisode en date est le renversement en mars 2013 du président François Bozizé par les rebelles de la *séléka*³⁸ – « alliance » – en *sango*, unique langue officielle du pays à côté du français. L'ex-rebelle Michel Djotodia s'autoproclamera président pour une période de transition de trois ans. Les membres de la *séléka* sont essentiellement de confession musulmane, alors que la population centrafricaine est composée à 80 % de chrétiens. Le conflit va cristalliser les sentiments d'appartenance religieux... C'est ainsi que, après les pillages de la *séléka*, des groupes d'autodéfense chrétiens – les *antibalaka*, « antimachette » en *sango* – vont s'en prendre aux populations musulmanes, assimilées aux anciens rebelles. Selon l'ONU et les ONG présentes à Bangui, les troubles politiques et sécuritaires entraînent une véritable crise : sur les 4,6 millions d'habitants de la RCA, 2,3 millions seraient en « situation d'assistance humanitaire » ; dont 426 000 personnes encore considérées comme « déplacées » ; à cela s'ajoutent les réfugiés ayant fui les conflits des pays alentour : le Cameroun à l'ouest, le Tchad au nord, le Soudan et le Soudan du Sud à l'est, la RD Congo et le Congo-Brazzaville au sud... Selon la France et les États-Unis, le conflit conduit à une situation « pré-génocidaire » en RCA. Le 5 décembre 2013, une résolution de l'ONU permet à la

France d'envoyer des troupes armées en République centrafricaine (opération Sangaris) en vue de désamorcer le conflit et de protéger les civils. Le 10 janvier 2014, le président de la transition centrafricaine, Michel Djotodia, et son Premier ministre, Nicolas Tiangaye, annoncent leur démission lors d'un sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Le 20 janvier 2014, le Conseil national de transition de la République centrafricaine élit Catherine Samba-Panza comme chef de l'État de transition. Les quelque deux millions d'électeurs centrafricains appelés aux urnes le dimanche 14 février 2016 vont choisir Faustin-Archange Touadéra comme président. Ils seront aussi invités à participer à un nouveau premier tour des législatives, ces dernières ayant été invalidées en raison des nombreuses fraudes et irrégularités relevées fin décembre 2015.

La *crise de 2012 au Mali* n'est pas une crise isolée : le président libyen Mouammar Kadhafi vient de tomber sous les balles des rebelles dans sa ville de Syrte ; le conflit libyen³⁹ dépasse les frontières de l'ancienne Jamahiriya et s'étend au Mali... Dans cette zone saharienne aux frontières imprécises, des groupes armés font régner l'insécurité et trouvent l'essentiel de leurs ressources dans le trafic (otages, drogue, armes, etc.). Parmi ces groupes : les Touaregs lourdement armés du Mouvement de libération de l'Azawad⁴⁰ (MNLA), les djihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et les salafistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), à qui s'additionnent, entre autres, al-Mourabitoune de Mokhtar Belmokhtar, Ansar al-Charia, Ansar Dine...

Un coup d'État militaire renverse le président sortant, Amadou Toumani Touré, le 22 mars ; ce dernier ne pouvant en tout état de cause prétendre à un troisième mandat. Les rebelles en profitent et s'emparent de Kidal, Tombouctou et Gao. Le 6 avril, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad. Afin de stopper la progression des Touaregs et des djihadistes, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte au mois de décembre suivant une résolution demandant aux États membres de renforcer les capacités de l'armée malienne. Le 10 janvier 2013, la France intervient militairement : c'est le début de l'opération « Serval », approuvée par les États-Unis, et rapidement soutenue par des troupes de la Communauté économique des États de l'Afrique de

l'Ouest (CEDEAO) ; la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) prenant le relais de la MISMA. Des négociations s'ouvriront en mai à Ouagadougou, sous la médiation de Blaise Compaoré, alors président du Burkina Faso ; le gouvernement de transition malien et les rebelles du MNLA et du HCUA (Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad) signent un accord de cessez-le-feu qui doit permet la tenue de l'élection présidentielle le 28 juillet. Ibrahim Boubacar Keïta est élu président avec 77,61 % des voix. Le 19 septembre, au stade du 26 mars à Bamako, une cérémonie sera organisée pour marquer le début du mandat d'Ibrahim Boubacar Keïta et la victoire sur les forces djihadistes. Plusieurs chefs d'État sont invités, dont le président français François Hollande, le président tchadien Idriss Déby, le roi du Maroc Mohammed VI et le président ivoirien Alassane Ouattara, également président de la CEDEAO. La majorité des États africains ainsi que les États occidentaux auront soutenu l'intervention ; 55 % des Français déclarent à l'époque approuver l'opération au Mali... Las ! trois ans plus tard, les actions terroristes se poursuivent, laissant redouter une guerre interminable. À la suite des opérations Serval et Épervier, l'armée française poursuivra sa lutte contre les groupes armés dans la région du Sahel. Le 14 juillet 2014, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, annonce que cette opération baptisée Barkhane « se fait en partenariat avec les cinq pays de la zone sahélo-saharienne⁴¹ ». Le poste de commandement interarmées de théâtre (PCiAT) est basé à N'Djaména, au Tchad. L'opération mobilise près de 3 000 militaires.

C'est à Bamako que François Hollande, ayant décidé de renoncer à solliciter un nouveau mandat présidentiel en France, fera « ses adieux » à l'Afrique en janvier 2017 (voir : [Mali](#)).

1. Du nom d'une île au nord du Gabon, connue pour son refuge de chimpanzés.

2. Le pays reste surtout connu dans le domaine de la santé par l'ancien hôpital du docteur Albert Schweitzer à Lambaréné, dans la première moitié du xxe siècle.

3. Interview de l'ancien président français au *Figaro* du 3 novembre 2013 : « En Afrique, j'ai vu la planète telle qu'elle devait être depuis les origines. C'est vrai que le chasseur est dans une relation étrange avec les animaux : on ne tue plus pour la nourriture, l'industrie s'en charge désormais. Alors quand un grand

animal tombe, on éprouve une sensation de nostalgie, une émotion triste. »

4. Myriam Anissimov – *Romain Gary, le caméléon*, Denoël, 2004 – donne une liste des divers états civils de Romain Gary, pp. 655-658.

5. Gary poursuivra une carrière littéraire parallèle sous le pseudonyme d'Émile Ajar, mystification qui lui permet d'emporter une seconde fois le prix Goncourt en 1975 pour *La Vie devant soi*, paru au Mercure de France.

6. Désormais N'Djaména, capitale du Tchad.

7. Un rapport commandé en 1917 par le gouvernement britannique, et connu sous le nom de « Blue Book », servira alors de base à une campagne anti-allemande non dénuée d'arrière-pensées.

8. Une étude de Small Arms Survey, institut de recherche indépendant basé à Genève, estime que le nombre de victimes causées par les armes légères pendant les conflits qui se sont déroulés en 2003 dans le monde varie entre 80 000 et 108 000. Selon cet institut, les armes légères illégales font en outre tous les ans 200 000 victimes, tuées en dehors des conflits. Elles alimentent la criminalité organisée, le trafic de drogue et l'exploitation illégale des minéraux précieux.

9. Ainsi qu'ils l'avaient fait précédemment au Liban, autre pays francophone.

10. Ryszard Kapuściński, *Ébène : aventures africaines*, Presses Pocket, 2002.

11. Paul Kagame fera interdire la notion d'appartenance ethnique des documents d'identité rwandais.

12. Alberto Moravia et Andrea Andermann, *Allant Ailleurs*, Grasset, 2015.

13. La Découverte, 2014.

14. « Ici sont les dragons », en latin.

15. Nous le connaissons grâce au romancier franco-libanais Amin Maalouf, membre de l'Académie française, auteur de *Léon l'Africain*, JC Lattès, 1986.

16. Le Natal sera rebaptisé KwaZulu-Natal lors des premières élections multiraciales en avril 1994, quand le Bantoustan autonome du KwaZulu fusionne avec la province blanche du Natal.

17. L'Association pour la découverte des parties intérieures de l'Afrique (fondée en 1788).

18. Parmi les explorateurs les plus célèbres, on peut citer David Livingstone.

19. Notamment l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

20. C'est-à-dire le Sénégal, la Gambie, le Mali, avec des extensions jusque sur la côte guinéenne, le Burkina Faso et une partie du Soudan.

21. Amadou Hampâté Bâ, *Contes initiatiques peuls*, Pocket, 2000.

22. Honoré de Balzac, *Les Ressources de Quinola*, IV, 7 (1842), FB Éditions, broché (2015).

23. Deux exceptions admises officiellement : Soudan (du Sud) et Érythrée. Autres pays non reconnus internationalement : Puntland et Somaliland (Somalie), RASD – République arabe sahraouie démocratique (Sahara occidental), Azawad (pays touaregs).

24. Le nombre de victimes des « événements » varie selon les sources officielles. L'historien Guy Pervillé propose une estimation moyenne :

30 000 Français tués ; 300 000 morts algériens, chiffres contestés par les historiens algériens qui parlent d'un million de victimes.

25. Hervé Bourges et Claude Wauthier, *Les 50 Afriques*, Seuil, 1979 t. II, p.28.

26. Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun*, Maspero 1972.

27. Le journaliste français Jean Daniel, fondateur du *Nouvel Observateur*, est alors grièvement blessé à Bizerte par des tirs de l'armée française.

28. Ni par l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Ni par la Ligue arabe...

29. Front de libération du Mozambique.

30. Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert.

31. Mouvement populaire de libération de l'Angola.

32. Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.

33. Suivant les conseils de Jacques Foccart (voir : [Foccart](#)).

34. Actuellement, on dénombre 106 245 Casques bleus engagés par l'ONU dans 16 opérations à l'échelle mondiale. Neuf d'entre elles ont pour décor le continent africain : MINURSO (Sahara occidental), MINUSCA (Centrafrique), MINUSMA (Mali), MONUSCO (RD Congo), MINUAD (Darfour), FISNUA et MINUSS (Soudan et Sud-Soudan), ONUCI (Côte-d'Ivoire), MINUL (Liberia)...

35. Éd. Jean Picollec, 2009.

36. La situation était politiquement bloquée depuis l'échec de l'accord de Linas-Marcoussis (2003).

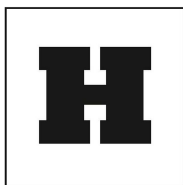
37. Le ministre français de la Coopération, Robert Galley, sera à Bangui le 4 décembre 1977, pour assister au sacre de Bokassa Ier... soit cent soixante-treize ans et deux jours après le sacre de Napoléon.

38. M. Bozizé avait lui-même accédé au pouvoir par un coup d'État dix ans plus tôt en 2003.

39. Malgré l'intervention militaire en Libye lancée par la France et les États-Unis avec l'aval des Nations unies.

40. L'Azawad correspond au Nord-Mali en langage *tamasheq*.

41. Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad, membres du G5 du Sahel.



Hampâté Bâ (Amadou)

De Bandiagara à l'UNESCO

« En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle » : Amadou Hampâté Bâ est probablement l'un des auteurs africains le plus souvent cités.

Sans doute en raison de cette phrase.

En 1962, au Conseil exécutif de l'UNESCO où il vient d'être désigné, il entend le sénateur américain Benson traiter les Africains d'ingrats, analphabètes et ignorants : « Je concède que nous sommes des analphabètes, mais je ne vous concède pas que nous soyons des ignorants [...]. Apprenez que dans mon pays, chaque fois qu'un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui a brûlé. »

La phrase clé !

Né à l'aube du xx^e siècle à Bandiagara, au pied des falaises du pays dogon, Amadou Hampâté Bâ est historien, écrivain, conteur, poète, penseur ; en même temps, d'importantes responsabilités lui sont confiées dans l'administration, dans la diplomatie de son pays, à l'UNESCO... C'est d'ailleurs la lutte qu'il va mener au sein de l'organisation internationale, de 1962 à 1970, en faveur de la réhabilitation des traditions orales africaines, qui va le mettre dans le feu des projecteurs. Il milite en faveur de ce qu'il considère comme une source authentique de connaissances, faisant partie intégrante du patrimoine culturel de l'humanité ; la préservation de la culture orale constituant à ses yeux « une opération de nécessité urgente au même titre que la sauvegarde des monuments de Nubie ».



La production écrite d'Amadou Hampâté Bâ (en français, en peul et en arabe) recouvre presque tous les domaines : des sciences sociales aux mathématiques, de la théologie à l'ésotérisme. Mais son champ essentiel, c'est l'Afrique noire, à laquelle il aura consacré plus d'un demi-siècle de recherches. À côté de ses œuvres d'érudition, *Vie et Enseignement de Tierno Bokar, le sage de Bandiagara*¹, et *Aspect de la civilisation africaine*², Hampâté Bâ a écrit des recueils de contes initiatiques peuls et des ouvrages plus personnels : *L'Étrange Destin de Wangrin*³, sans oublier deux tomes de mémoires⁴ : *Amkoullé l'enfant peul* et *Oui mon commandant !*. Des souvenirs qui ressemblent eux-mêmes à des contes : dans *Oui mon commandant !*, Amkoullé, désormais âgé de vingt-deux ans, entame une carrière de fonctionnaire de l'administration coloniale en Haute-Volta (l'actuel Burkina Faso). Après un long voyage au cours duquel il commence à noter tous les récits oraux dont il deviendra le dépositaire, il se marie, fonde une famille et devient peu à peu un sage capable de porter sur le monde qui l'entoure un regard à la fois subtil et rigoureux. Un autoportrait en forme de vaste tableau, dépeignant l'Afrique coloniale avec verve et humour.

Hollywood

Le cri de Tarzan

L'Afrique a été l'un des décors favoris du cinéma américain de

l'après-guerre. C'est le continent de l'aventure. Celui où des héros revenus de tout triomphent des embûches tendues par la nature – et aussi par la passion des femmes. L'Afrique d'Hollywood est un révélateur psychologique, métaphysique – et exotique bien entendu⁵.

Dans *The African Queen* de John Huston (1951), Humphrey Bogart est une sorte de convoyeur fluvial spécialisé dans les livraisons au sud de l'Équateur, et Katharine Hepburn une missionnaire coincée qui fuit devant les envahisseurs allemands (au début de la Première Guerre mondiale) en remontant le courant du fleuve imaginaire ulunga, à travers rapides et marécages infestés de sangsues pour atteindre les Grands Lacs. La production du film précise que les scènes dans lesquelles Bogart et Hepburn sont à l'eau ont été tournées en studio, en Angleterre ; la plupart des autres scènes ayant été filmées en Afrique centrale, autour de Kisangani notamment. On dit que John Huston et Humphrey Bogart auront consommé de nombreuses bouteilles de whisky pour lutter contre la malaria et la dysenterie. Le tournage de ce film a inspiré le scénario de l'excellent *Chasseur blanc, cœur noir* (1990) de et avec Clint Eastwood, où Marisa Berenson devient une surprenante réincarnation de Katharine Hepburn. Le décor des *Neiges du Kilimandjaro* produit par Darryl Zanuck et réalisé par Henry King d'après une nouvelle d'Hemingway (1952), situe l'action dans un camp de chasseurs, au pied du plus haut sommet de l'Afrique (5 892 mètres) : l'aventurier écrivain Harry Street (Gregory Peck), immobilisé par une blessure envenimée, tente de surmonter l'horreur que lui inspire la crainte de mourir, soutenu par beaucoup de whisky et un peu par sa femme Helen (l'exquise Susan Hayward). *Safari* (1955) de Terence Young met en scène Victor Mature et Janet Leigh, dans le Kenya des années 1950. Au retour d'une chasse aux lions, le héros découvre sa sœur et son fils massacrés par les Mau Mau, des rebelles luttant contre le colon britannique. La décolonisation est encore loin. En fait, le morceau de roi du film est une chasse au lion...

Grâce Kelly n'est encore qu'une étoile montante d'Hollywood lorsqu'on lui propose de reprendre un rôle destiné à la troublante Gene Tierney : le personnage de Linda dans *Mogambo* (1953) lui vaudra un oscar du meilleur second rôle féminin en 1954. « Trois choses m'intéressaient dans le film explique-t-elle : John Ford [le réalisateur], Clark Gable [le principal interprète] et un voyage en Afrique via Rome tous frais payés »... À propos de son partenaire

masculin, la future princesse de Monaco sera encore plus directe en répondant à un interviewer : « Que feriez-vous d'autre seule sous une tente en Afrique avec Clark Gable ? »

Pour tourner en 1958 l'adaptation du roman *Les Racines du ciel* de Romain Gary, une nouvelle production Zanuck sur le continent, Juliette Gréco se fera raboter le nez busqué qui avait fait d'elle la muse de l'existentialisme. Errol Flynn et Trevor Howard partageront l'affiche avec elle pour ces aventures situées en A-EF (voir : [Gary](#)). Et tant pis pour ceux qui la croyaient lorsqu'elle chantait : « Je suis comme je suis. » Produit et réalisé par Howard Hawks (1962), *Hatari !* est un divertissement situé au Tanganyika (la future Tanzanie) auquel John Wayne, Elsa Martinelli, Gérard Blain et Michèle Girardon, entourés de nombreux animaux sauvages, apportent paresseusement un peu de couleur locale, au service d'une intrigue plutôt blanche en général.

Évidemment, l'ensemble de ces films remonte aux années Technicolor. La première invention cinématographique mettant en scène le continent est le cri de Tarzan (*wohowoohooowo !*) au début du parlant en 1932. Johnny Weissmuller a toujours dit qu'il avait inventé ce cri, en s'inspirant du *yodl* : la tyrolienne de son pays d'enfance, l'Autriche...

Houphouët-Boigny (Félix)

Le père de l'indépendance ivoirienne

Félix Houphouët-Boigny serait né le 18 octobre 1905 à N'Gokro (Yamoussoukro) selon une biographie officielle qu'aucune archive administrative ne confirme.

Le jeune *Dia* Houphouët, devenu *Félix* après sa conversion en 1915, sera successivement chef traditionnel héréditaire, médecin, planteur, leader syndical ; c'est seulement après son élection à l'Assemblée nationale française en 1945 qu'il ajoute Boigny (le « bélier ») à son patronyme.

Félix Houphouët-Boigny aura tenu un rôle de premier ordre dans le processus de décolonisation de l'Afrique, et dominé de son vivant la

scène politique de son pays natal.

Député ivoirien en France, apparenté communiste (jusqu'en 1950), puis membre de l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance), le parti de François Mitterrand ; ministre des gouvernements Bourgès-Maunoury (1957), Pflimlin (1958), de Gaulle (1958) et Debré (1959), il participe à la rédaction de la Constitution de la V^e République et du projet de communauté franco-africaine, dont il soutient l'adoption lors du référendum de septembre 1958.

Une communauté qui ne survivra pas à la volonté d'indépendance faisant vibrer alors le continent.

Revoici Houphouët-Boigny l'Africain : président de l'Assemblée nationale ivoirienne, maire d'Abidjan, Premier ministre ivoirien... Élu à la tête de la Côte-d'Ivoire indépendante, il la dirigera de 1960 jusqu'à sa mort en 1993, devenant l'un des premiers présidents « à vie » de la région.

Par sa diplomatie panafricaine et pro-occidentale, Houphouët-Boigny se taille une image de « sage de l'Afrique », qui fait écho à celle du « Vieux », du patriarche bienveillant, qu'il veut entretenir à l'intérieur du pays.

Pas véritablement une démocratie.

Plutôt une dictature débonnaire...

Inventeur du terme « Françafrique » ([voir cette entrée](#)), c'est-à-dire d'une étroite collaboration avec l'ex-métropole, Houphouët-Boigny va parvenir à développer économiquement la Côte-d'Ivoire, notamment dans le secteur agricole, faisant de son pays un îlot de prospérité ; on parle alors de « miracle ivoirien ». Mais si l'exportation de cacao et de café va faire la richesse de la Côte-d'Ivoire, elle provoquera également ses difficultés dans les années 1980, après la chute brutale des cours des matières premières.

Dès 1979, afin d'enrayer la chute des prix, la Côte-d'Ivoire tente de s'opposer à la tarification des matières premières par un boycott des cours mondiaux. Mais, appliquant unilatéralement cette politique, le pays enregistre, entre 1980 et 1982, plus de 700 milliards de francs CFA de perte. L'État ivoirien, qui achète alors les récoltes des planteurs au double des prix pratiqués sur le marché, s'endette lourdement. En mai 1987, la dette extérieure atteint 10 milliards de dollars, obligeant Houphouët-Boigny à suspendre unilatéralement les remboursements de la dette. Gravement malade, il nomme un Premier

ministre (le poste était inoccupé depuis 1960) : c'est Alassane Ouattara, qui sera chargé d'instaurer les mesures d'austérité indispensables.

De fortes agitations sociales secouent alors le pays. L'armée se mutine à deux reprises. Le 2 mars 1990, des manifestations sont organisées dans les rues d'Abidjan aux cris d'« Houphouët voleur » et d'« Houphouët corrompu », slogans jusque-là inédits. Ces manifestations populaires obligent le président à lancer une démocratisation du régime, aboutissant, le 31 mai, à l'autorisation du pluralisme politique et syndical.

Lors de l'élection présidentielle du 28 octobre 1990, le « Vieux » se retrouvera confronté, pour la première fois, au défi d'un adversaire. Ce qui ne l'empêche pas d'être réélu pour un septième mandat avec 81,68 % des suffrages, au grand dam de son opposant du FPI, Laurent Gbagbo.



La fin de la présidence Houphouët-Boigny sera minée par les luttes autour de sa succession ([voir : Guerres \[en général\]](#)), ainsi que par une aggravation de la situation économique.

Le 7 décembre 1993, à l'âge officiel de quatre-vingt-huit ans – il avait plus vraisemblablement quatre-vingt-treize ans – s'éteint Félix Houphouët-Boigny. Celui qui gouverna la Côte-d'Ivoire depuis l'indépendance jusqu'à sa mort incarnait toutes les contradictions de cette Afrique francophone, anciennement française, dont il était l'un des fils prodiges. Son parti, le Rassemblement démocratique africain (RDA), avait été l'allié du parti communiste au moment où il lui fallait conquérir l'indépendance, ce qui ne l'empêchera pas de devenir un anticomuniste primaire une fois parvenu au pouvoir. Lui qui avait combattu avec vigueur et éloquence pour la constitution d'une fédération franco-africaine, il sera l'un des premiers acteurs de l'indépendance des pays d'Afrique. Il lui arrivera de faire, d'un homme

qu'il dépeignait hier comme son ennemi n° 1, l'un de ses ministres d'État. Lui qui avait été sous la IV^e République un politicien madré s'adonnant aux délices et aux poisons de la vie parlementaire parisienne, à ses alliances et désunions, instaura dès son accession au pouvoir un parti unique, exerçant, selon une expression du correspondant du *Monde* en Afrique, Pierre Biarnès, qui le dépeint bien, « un pouvoir personnel tempéré par la palabre », renouant avec les plus vieilles traditions politiques africaines. Le même homme, qui avait aboli avec hâte le travail forcé, allait pour sa part bafouer les libertés après quelques années de responsabilités publiques de premier plan. Mais, pour autant, Félix Houphouët-Boigny, opposé fermement à la peine de mort, ne fit jamais exécuter un condamné dans son pays, et cette constance-là mérite aussi d'être signalée.

Je l'ai rencontré à plusieurs reprises dans mes fonctions audiovisuelles, et deux fois lors de voyages officiels de chefs d'État français que j'accompagnais en Côte-d'Ivoire, ainsi que lors de séjours qu'il fit à Paris au cours des vingt dernières années de sa vie. Nos rapports étaient singuliers : il me parlait comme un père, ayant le paternalisme assez spontané, et je tentais pour ma part d'être direct, avec tout le respect que je ressentais face au doyen des dirigeants africains, statut dont il aimait jouer.

Il se méfiait de François Mitterrand, qui l'avait détaché du Parti communiste français pour le rallier à l'UDSR, socialiste et radicale, parti charnière de la IV^e République... Je me souviens que, en 1986, après la publication de plusieurs articles un peu rudes sur la Côte-d'Ivoire dans le journal du parti socialiste, *L'Unité*, et dans *Le Matin de Paris*, quotidien dont l'engagement était clairement affirmé, il m'avait téléphoné pour me faire part de son sentiment : « C'est Mitterrand qui est derrière ces papiers, n'est-ce pas ? » Je ne suis pas sûr d'être arrivé ce jour-là à le convaincre que le président de la République ne lisait pas tout ce qui se publiait et que la liberté des journalistes n'était pas un vain mot. « Un article, peut-être, mais plusieurs articles, je ne vous crois pas. » De telles réactions étaient éclairantes sur sa propre pratique de la liberté de la presse, dont témoignait la parution, à Abidjan, d'un unique quotidien, bien cadré, *Ivoire Matin*. Il faut dire que, l'âge aidant, il voyait partout et sans cesse des complots dirigés contre lui, pour le salir ou pour l'abattre.

C'est cette inquiétude caractéristique qu'avait éveillée une

remarque de Valéry Giscard d'Estaing, probablement discrète et mesurée lorsqu'elle avait été formulée, mais qui avait enflé jusqu'à devenir obsessionnelle dans l'esprit d'Houphouët-Boigny : en 1976, lors d'un voyage officiel en Côte-d'Ivoire, celui qui était alors le plus jeune président de la République que la France ait connu ne lui avait-il pas suggéré de « préparer sa succession » ? Le « Vieux » ne l'entendait pas de cette oreille et n'avait pas digéré ce qu'il avait pris pour une invitation à quitter le pouvoir, alors que ce n'était qu'un « conseil éclairé » concernant l'avenir.

Bref, de Gaulle était le seul homme politique français qui lui parût digne de la fonction présidentielle, et il le prenait fréquemment pour référence. De lui, il disait ce qu'il pensait de très peu de dirigeants politiques : « C'est un grand homme », alors qu'il réservait à la majorité de ses homologues l'autre jugement, non moins péremptoire : « C'est un bandit. » C'est ainsi que je l'entendis joyeusement qualifier Sankara, au Burkina Faso, ou le capitaine Jerry Rawlings, arrivé au pouvoir en 1981 au Ghana à la suite d'un coup d'État, ou encore ses ennemis éternels : Sékou Touré et Kwame Nkrumah.

Même de Léopold Sédar Senghor, son grand rival, il me parla un jour sans aménité : « Comment peut-on devenir chef d'État apôtre de la négritude en récitant des vers latins ? Cet homme est une énigme vivante... »

Homme de terrain, très proche des paysans ivoiriens, Félix Houphouët-Boigny était fasciné par l'irrationnel et par la magie des féticheurs. C'est parce qu'un marabout lui avait prédit qu'il mourrait dans un accident d'avion qu'il redoutait les voyages aériens. Il se voulait pourtant bon chrétien, et fut le bâtisseur, à Yamoussoukro, de la plus grande cathédrale d'Afrique... Une cathédrale très controversée dans un pays où les catholiques sont loin d'être majoritaires. Africain et Baoulé, Félix Houphouët-Boigny détestait les Arabes, qu'il accusait de racisme, et auxquels il reprochait « des siècles d'esclavagisme ». Lorsque, chef d'État, il était forcé de les côtoyer, il s'attardait le moins possible lors des réceptions et honorait à peine les invitations qui lui étaient faites. Il s'était ouvert à moi de certaines anecdotes étonnantes. Le seul chef d'État du Maghreb qu'il supportait était Bourguiba, dont il disait : « C'est un Européen. » Invité au Caire par Nasser, il avait accepté d'assister à une soirée artistique donnée en son honneur. Elle devait commencer par une chanson arabe, mélodie émouvante par

laquelle Nasser avait sans doute voulu l'apprivoiser : il s'endormit profondément dès les premières mesures. Comme les applaudissements de la fin du spectacle le réveillaient enfin, il se pencha vers Nasser : « C'est comme le tam-tam africain : ça m'endort. »

Il est vrai que Félix Houphouët-Boigny attribuait une importance bien moindre à la culture qu'à l'économie. Il m'avait dit un jour, en une formule synthétique : « Les artistes et les intellectuels sont en Europe, c'est le monde de la culture ; les industriels, scientifiques et managers sont aux États-Unis, qui connaissent un développement économique spectaculaire : voilà plutôt ce que je veux pour la Côte-d'Ivoire. »

Ses obsèques eurent lieu dans sa basilique de Yamoussoukro, en présence d'une multitude de chefs d'État africains et européens. Le président Mitterrand avait affrété le Concorde qui accueillit tout ce que la République comptait d'hommes d'État ayant approché Houphouët, l'ex-président Giscard d'Estaing, les anciens Premiers ministres Fabius, Mauroy, les anciens ministres des Affaires étrangères, et les invités du président dont j'étais ; le Premier ministre du moment, Édouard Balladur, se rendant en Côte-d'Ivoire par un autre avion pour éviter qu'en cas d'accident les deux têtes du pouvoir exécutif français ne périssent ensemble.

Humour

Comment peut-on être gondwanais ?

Historiquement, le Gondwana⁶ est un supercontinent formé tout à la fin du néoprotérozoïque (il y a 600 millions d'années) et qui va commencer à se fracturer à l'époque du jurassique (il y a 160 millions d'années).

Le Gondwana contemporain est bien plus à notre portée. Il s'agit d'une République francophone peuplée d'Africains et d'auditeurs de Radio France Internationale (RFI) fidèles au rendez-vous de la chronique de Mamane.

Ces chroniques sont les *Lettres persanes* d'un Montesquieu né à Agadez et passé par le Jamel Comedy Club à Paris en 2006. Elles sont consacrées aux péripéties de cette République *très très démocratique* (donc peut-être imaginaire) où règnent la pauvreté, la misère, la corruption, sous le régime dictatorial du Président-fondateur...

Les Gondwanais n'ont pas accès aux soins de santé primaire, ni à l'eau potable, ni à l'électricité, ni à la nourriture... La description de la République *très très démocratique* peut évidemment faire penser à beaucoup de pays africains – mais cela remonte évidemment à une époque où ceux-ci ont pu être dirigés par des dictateurs corrompus sans pitié vis-à-vis du peuple.

Petit florilège...

– Le *cyber* fait aussi cabine téléphonique, épicerie, atelier de couture et de coiffure, réparation de vélo et salle de classe... Le *cyber* est tenu par Oumar, un prof de maths d'université reconverti dans les affaires après avoir acheté deux ordinateurs avec un ancien gardien de l'ambassade de l'ex-Union soviétique... Les Gondwanais marchent une demi-heure pour se rendre au *cyber* le plus proche. À l'arrivée, tous les clients sont dehors en sueur parce qu'il y a une coupure d'électricité...

– « À quoi sert un 2^e tour lors d'une élection ? » Président-fondateur répondrait sûrement que le deuxième tour, c'est celui qu'il fait dans sa limousine pour fêter sa victoire du premier tour. Le tour du propriétaire, en quelque sorte, « regarde, mon fils ; tout ça est à toi ». Un petit tour puis s'en va reprendre sa sieste dans son palais.

– Un adage gondwanais rappelle que les élections, c'est comme la pluie : on les attend dans l'impatience et les fanfaronnades, elles se passent dans l'excitation, on attend les résultats dans la fièvre et après, on jubile ou on pleure parce que après la pluie il y a le beau temps pour les uns et les inondations pour les perdants.

Hussein (Mahmoud)

Les jumeaux égyptiens

Sous ce pseudonyme littéraire se cachent Adel Rifaat et Baghat

Elnadi, nés en Égypte, aujourd'hui franco-égyptiens après l'acquisition de la nationalité française obtenue dans les années 1980, à l'initiative de Jack Lang. Appelés « les jumeaux » par tous ceux qui les côtoient en France, ils sont, dans leurs jeunes années, dans l'Égypte de Nasser, des militants marxistes engagés. Arrêtés, à vingt-trois ans, ils se trouvent, après déjà deux ans de geôle, prisonniers dans le même camp, dans une même cellule, soumis, pendant trois ans, à des traitements odieux. Dès l'arrivée, ils reçoivent un accueil soigné : forcés de courir nus, entre deux haies de geôliers armés de gourdins, avant d'aller casser des pierres au pied d'une montagne voisine. Ils m'ont raconté que, lors de la cérémonie de réception, Adel a eu les pieds broyés. Incapable d'avancer, il s'effondre sous la douleur. Et les coups de bâton s'abattent sur son dos.

C'est alors qu'il se sent puissamment soulevé par les hanches, hissé et calé sur deux épaules protectrices. Un autre corps marche pour lui et reçoit les coups à sa place. Il a retrouvé Baghat. Libérés en 1964, ils seront autorisés à quitter l'Égypte ; devenus maoïstes, ils pensent rejoindre la Chine, atterrissent à Paris et, fort heureusement pour eux, sont installés, intégrés et poursuivent leurs études universitaires en Sorbonne et à l'École des hautes études en sciences sociales. Couronnés pour une thèse de doctorat d'État, soutenue en commun, ils publient leur premier livre chez Maspero en 1969, *La Lutte des classes en Égypte*. Ils font la connaissance de nombreux intellectuels français, prenant part avec eux à tous les débats importants, de Charles Bettelheim à Jean-Paul Sartre, de Michel Foucault à Edgar Morin, de Régis Debray à Alexandre Adler.

Parmi leurs nombreux travaux, je privilégie volontiers la lecture d'un des plus récents, un petit bijou d'intelligence, de précision, d'actualité, *Ce que le Coran ne dit pas* (Grasset, 2013), précédé par *Al-Sîra : le prophète de l'islam raconté par ses compagnons* (Grasset, 2 vol., 2005-2007) et *Penser le Coran* (Grasset, 2009). Il convient de se souvenir que *Versant sud de la liberté* (La Découverte, 1989) a bénéficié en 1993 d'une adaptation télévisée, diffusée sur France 2 (2 x 52 minutes). Et, nouveauté, leur dernier ouvrage, *Tenir tête aux dieux* (Gallimard, 2016), est un roman d'amour... Et *Les Musulmans au défi de Daesh* (Gallimard, 2016) un essai éclairant.

C'est à Belgrade, à l'occasion de la Conférence générale de l'UNESCO, en 1980, que, devenu porte-parole et directeur de

l'information de cette organisation internationale, je fis leur connaissance. Au cabinet du directeur général Amadou-Mahtar M'Bow, ils préparaient ses discours, et deviendraient ultérieurement directeurs du *Courrier de l'UNESCO*. Cette longue époque leur permit de « frotter leur cervelle » à nombre d'écrivains, journalistes, intellectuels, devenus leurs amis, Jean Daniel, Régis Debray, Jean Lacouture, mais encore René Depestre, le fabuleux conteur haïtien, le poète mauricien Édouard Maunick, le romancier marocain Tahar Ben Jelloun, le grand auteur congolais Henri Lopes, pour n'en citer que quelques-uns, et aussi Michèle Cotta et son mari Philippe Barret, qui les avait accueillis à leur arrivée en France.

Alors que se poursuivent tant de débats inquiets sur l'islam, comment ne pas bénéficier de la réflexion approfondie d'authentiques chercheurs⁷ ?

Adel et Baghat sont pour moi plus que des amis, des frères.

Hussein (Taha)

Le doyen des lettres arabes et qui voit clair

Il a été surnommé « le doyen des lettres arabes », et tout le monde s'attendait à ce qu'il reçoive le prix Nobel. Mais il ne l'a pas eu. Le premier Égyptien à le remporter sera, bien plus tard, Naguib Mahfouz.

Né à la campagne en 1889, dans une famille modeste, Taha Hussein perd la vue à trois ans, à la suite d'une maladie des yeux très courante en Égypte. Cela aurait pu le condamner à une vie perdue. Mais une intelligence aiguë, une prodigieuse mémoire, un style d'une unique limpidité lui permettront de surmonter cette infirmité et de mener à bien une carrière en tous points exceptionnelle.

Il commence, enfant, par apprendre par cœur le Coran. Puis, il quitte son village pour Le Caire, où il suit le cursus de la mosquée-université d'al-Azhar. Il veut ensuite poursuivre des études en France, mais se heurte à la méfiance gênée du professeur qu'il a contacté. Comment un aveugle, parlant vaguement le français, pourra-t-il s'en sortir ? Taha Hussein lui propose de faire l'expérience et d'arrêter si elle n'est pas concluante, mais l'assure qu'il ne sera pas déçu. Le

professeur n'a certes pas eu à le regretter. Arrivé en France en 1914 avec la Première Guerre mondiale, Taha Hussein y restera jusqu'à la fin des hostilités. Il fera bien plus que maîtriser le français. Il apprendra le latin et le grec ancien, se familiarisera avec la culture classique et soutiendra brillamment une thèse sur Ibn Khaldoun. Il aura été aidé et soutenu par une jeune Française, Suzanne Bresseau, qui deviendra sa femme.

Peu après son retour au pays, il publie un livre révolutionnaire sur la poésie antéislamique, où il met en doute l'authenticité de la plus grande partie de cette dernière, minant du même coup l'édifice des études traditionnelles en la matière. Son livre est violemment attaqué par les lettrés religieux qui y voient une atteinte aux sources de l'histoire musulmane. Pour ne pas être mis à l'index, Taha Hussein sera forcé de modifier certains passages, édulcorant une partie de sa thèse.

Membre éminent du parti laïque du Wafd, il occupera plusieurs postes prestigieux, professeur puis doyen de la faculté des lettres à l'université du Caire, recteur de l'université d'Alexandrie et enfin ministre de l'Instruction publique. Il s'emploie à mettre à l'honneur les racines antiques et l'héritage méditerranéen de l'Égypte. Il s'efforce d'initier des réformes dans l'enseignement de la culture religieuse traditionnelle, en soulignant l'importance d'accueillir des apports de la culture occidentale moderne.

1. *Vie et Enseignement de Tierno Bokar, le sage de Bandiagara* (1957, réécrit en 1980), réédité en 2004 au Seuil, adapté au théâtre par Peter Brook en 2003.

2. *Présence africaine*, 1972.

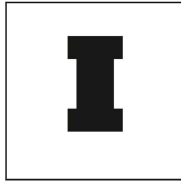
3. 10/18, 1973, grand prix littéraire d'Afrique noire 1974.

4. *Amkoullé l'enfant peul*, Actes Sud, 1991, grand prix littéraire d'Afrique noire, et *Oui mon commandant !* Actes Sud, 1994.

5. Le film qui consacre le démarrage d'un authentique cinéma africain est *Borom Sarret* réalisé par le Sénégalais Ousmane Sembène (1963). Le premier film tourné par un Africain sur le continent est *Song of Kharthoum* (1950), un documentaire du Soudanais Gadalla Gubara.

6. Ainsi nommé par Eduard Suess, géologue autrichien, précurseur de la théorie de la dérive des continents.

7. Pour en savoir plus, dans mon livre *De mémoire d'éléphant* (Grasset, 2000), j'ai consacré 26 pages à ces amis au parcours exceptionnel.



Idir

« *Tizi Ouzou* »... sur l'air de « *San Francisco* »

Que l'on voie en lui un précurseur de la *world music* ou un chanteur de la musique berbère, Idir est un « passeur ». Son univers se situe au carrefour entre le monde paysan de son père, ancré dans l'histoire de l'Algérie, et à la lisière du show-biz.

Étant algérien et géologue de formation, il aurait pu arpenter le Sud à la recherche de gisements de pétrole. Mais il a fait jaillir, avec ses chansons, la voix d'une minorité, dont l'écho va aller bien au-delà des frontières de sa Kabylie natale. Un jour de 1973, sur Radio Alger, il remplace un artiste malade et interprète au pied levé « *Rsed Ay Ides* ». Un air qui éveille l'attention des auditeurs... Mais il faudra attendre trois ans et son retour du service militaire pour qu'il enregistre un premier album baptisé *A Vava Inouva*. Le titre, qui donne son nom au disque, connaîtra un succès international. Le premier « tube » venu d'Afrique du Nord depuis l'indépendance. Bien avant le raï...

A Vava Inouva sera diffusé dans de nombreux pays et traduit en plusieurs langues. Viendront ensuite *Ay Arrac Negh*, *Les Chasseurs de lumières*, *Identités*, *Deux rives, un rêve*, *Entre scènes et terres*, *La France des couleurs*, *Adrar inu*. Des albums dans lesquels Idir reprend les thèmes qui lui sont chers : l'exil, l'identité, la lutte contre toutes les formes d'intégrisme, l'amour, l'espoir... « Je n'ai rien à vendre que mes disques, comme disait Brassens », confie-t-il volontiers. Voilà sans doute pourquoi il a produit si peu en trente-cinq ans de carrière !

Idir dialogue avec son public, convie Manu Chao, Dan Ar Braz ou Zebda pour parler d'« *Identités* » ou encore le slameur Grand Corps Malade, les rappeurs Akhenaton, ou Oxmo Puccino afin de redessiner

à sa manière la « France des couleurs ».

Le Kabyle a choisi de vivre en France, nouant de solides amitiés avec des artistes comme Francis Cabrel, Jean-Jacques Goldman ou Maxime Le Forestier. Avec ce dernier il interprétera « Tizi Ouzou » en duo, une version kabyle du fameux « San Francisco ».

Îles (Éparses et autres)

Napoléon est mort à Sainte-Hélène (air de comptine)

Qui a dit : « Les îles sont de petits continents en abrégé » ? Bernardin de Saint-Pierre¹.

On trouve de tout dans les îles : des catastrophes, des invasions, des conflits territoriaux...

En *Méditerranée*, l'îlot inhabité du *Persil* est revendiqué par l'Espagne et par le Maroc qui préfère l'appeler *Leila*. La légende veut qu'Ulysse s'y soit caché à son retour de Troie. Aujourd'hui, elle est surtout utilisée par les contrebandiers et les passeurs de haschisch. En 2002, 28 hommes des unités spéciales de l'armée espagnole, appuyés par 5 hélicoptères Super Puma s'empareront de l'île du Persil. À la suite d'une médiation internationale, l'îlot sera rendu à l'état sauvage.

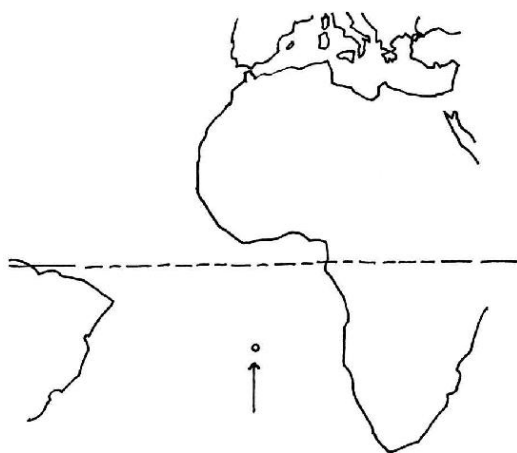
Dans l'*océan Atlantique*, les *Canaries* se situant à 150 kilomètres du royaume chérifien et à 1 500 de l'Espagne sont revendiquées par le Maroc en vertu de la loi maritime.

Mbanié, sous contrôle du Gabon, est revendiquée par la Guinée équatoriale, ainsi que les îlots voisins de *Conga* et des *Cocotiers*.

Perdue au milieu de l'Océan, *Sainte-Hélène*, lieu d'exil de Napoléon de 1815 à sa mort le 5 mai 1821, appartient toujours à la Grande-Bretagne. En 1890, le chef zoulou Dinizulu y sera détenu, avant que les Britanniques n'y emprisonnent le général Piet Cronjé et 6 000 rebelles durant la seconde guerre des boers.

Les îles *Éparses* de l'*océan Indien* font partie des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Elles sont situées autour de Madagascar : l'île *Europa*, *Bassas da India*, l'île *Juan de Nova*, les îles *Glorieuses*, et enfin l'île *Tromelin*. Cette dernière, découverte par la

France en 1722, est revendiquée par la République de Maurice qui considère que Tromelin aurait dû demeurer sous souveraineté britannique à la suite du traité de Paris de 1814...



L'*archipel des Chagos*, sous contrôle du Royaume-Uni, est également revendiqué par Maurice. Dans le cadre de leur revendication de Mayotte, les Comores revendiquent la souveraineté sur les îles Glorieuses (incluant le *banc du Geyser*). Madagascar revendique également le banc du Geyser ainsi que l'île *Europa*, Bassas da India et l'île Juan de Nova.

Dans la *mer Rouge*, l'île de *Tiran*, sous contrôle égyptien, est revendiquée par l'Arabie Saoudite, ainsi que sa voisine, *Sanafir*.

Indigénat (Code de l')

Des sujets qui en faisaient l'objet

Le Code de l'indigénat est la traduction en termes de droit public de la colonisation française. Il distingue progressivement à partir de 1881 deux catégories de citoyens : les *citoyens* français (de souche métropolitaine) et les *sujets* français, c'est-à-dire les Africains noirs, les Malgaches, les Algériens, les Antillais, les Mélanésien, etc., ainsi que les travailleurs immigrés.

Les sujets français soumis au Code de l'indigénat disposent de

droits politiques limités ; ils ne conservent au plan civil que leur statut personnel, fondé sur des textes d'origine religieuse ou coutumière. En février 1944, la conférence de Brazzaville recommandera la suppression progressive de ce statut.

Les dispositions de ce texte inventé par la III^e République semblent avoir été inspirées par les pères de l'apartheid. À un détail près cependant : le Code de l'indigénat sera abrogé en 1946. Deux ans avant l'instauration de l'apartheid en Afrique du Sud.

Internet

La génération Facebook va utiliser son smartphone

En 2012, seulement 15 % de la population du continent disposait d'un accès Internet, soit le taux le plus faible au monde. Cependant, tout s'accélère : du fait des investissements continus en infrastructures, de la baisse des prix, de la hausse des revenus et des facteurs démographiques cumulés, on attend une croissance bien plus soutenue dans les dix prochaines années.

Déjà, le nombre d'internautes en Afrique progresse au rythme de 12,2 % par an selon l'Union internationale des télécommunications (UIT) : on est passé de 172 millions d'internautes fin 2014 à 193 millions fin 2015.

Le Nigeria (48,4 millions d'utilisateurs) et l'Égypte (29,8 millions d'utilisateurs) sont parmi les pays qui comptent le plus d'internautes sur le continent, suivis par le Maroc (16,5 millions), le Kenya (12 millions), l'Afrique du Sud (8,5 millions), le Soudan (6,5 millions), la Tanzanie (5,6 millions), l'Algérie (5,2 millions), l'Ouganda (4,4 millions), la Tunisie (4,2 millions).

Au-delà des connexions aux réseaux télécom, il faut souligner que l'Afrique compte 51,5 millions d'utilisateurs Facebook, soit 30 % du trafic Internet sur le continent. Très souvent, Facebook est devenu la première interface de communication avec les proches, amis, parents, en Afrique ou hors d'Afrique. Le réseau social va ouvrir un bureau à Johannesburg en Afrique du Sud, sa première tête de pont sur le

continent.

À la fin des années 2000, les pays du Maghreb disposaient d'un réseau relativement bien connecté au reste du monde ; en revanche, les faiblesses d'infrastructures les plus marquées apparaissaient en Afrique subsaharienne. Si le continent est relié par plusieurs câbles sous-marins dont certains en fibre optique, la distribution de lignes peine à pénétrer à l'intérieur des terres, et se limite aux villes sur les côtes.

L'instrument de l'accélération de cette connectivité sera le téléphone mobile : plus de 650 millions de personnes ont un abonnement en Afrique, ce qui représente une pénétration plus élevée qu'aux États-Unis ou en Europe...

Autour de 93 millions d'Africains ont souscrit à un abonnement Internet sur leur téléphone mobile en 2012, soit presque 10 % de la population du continent. Ce taux augmente de 41 % chaque année. Au Nigeria, sur un total de 170 millions d'utilisateurs d'Internet, 101,2 millions se connectent *via* un téléphone mobile.

Alors que l'absence d'infrastructures terrestres apparaissait un handicap trop pénalisant, le smartphone s'impose comme interface de navigation vers l'Internet et de diffusion de l'information.

La prochaine étape sera sans doute la multiplication des points d'alimentation électrique.

Islam

Cinquante-quatre religions ?

Le fait est peu connu, mais le premier pays africain à connaître l'islam a été l'Éthiopie, dans la deuxième décennie du VII^e siècle. Le Prophète Muhammad avait commencé à prêcher sa nouvelle religion dans sa ville natale de La Mecque. Les musulmans y étaient très peu nombreux et subissaient l'hostilité des tribus polythéistes qui dominaient la ville. Le Prophète a alors conseillé à certains de ses compagnons de chercher refuge en Éthiopie, où, selon ses dires, régnait un bon roi chrétien qui les protégerait et leur permettrait de pratiquer librement leur religion. Quelques dizaines de fidèles

auraient suivi ce conseil et traversé la mer Rouge pour débarquer en Éthiopie. Ils y seraient restés une dizaine d'années sans être le moins du monde inquiétés. Puis ils l'auraient quittée pour rejoindre leurs coreligionnaires désormais installés à Médine.

Peu après la mort du Prophète, l'islam allait connaître une toute autre forme d'expansion. Ses armées allaient s'élancer à la conquête des deux empires rivaux de la Perse et de Byzance, qu'une interminable guerre avait grandement affaiblis. L'un des généraux musulmans, Amr ibn al-As, à la tête de quelque dix mille hommes, partit à l'assaut de l'Égypte alors intégrée à l'Empire byzantin. Il l'occupa facilement, profitant de l'accueil favorable de la population copte qui pratiquait une version du christianisme différente de celle des Byzantins, et en conflit doctrinal avec elle. Mais les Égyptiens n'allaient se convertir massivement à l'islam qu'au bout de trois siècles.

S'il n'existe qu'un continent, il y a bien cinquante-quatre Afriques, différentes les unes des autres par leurs cultures, leurs traditions, leur organisation politique et sociale, leur histoire – sans oublier en particulier leur interaction avec les deux principales invasions qui ont labouré et transformé fondamentalement les civilisations africaines : l'islam et la colonisation.

Outre l'Éthiopie, l'islam a pénétré l'Afrique par trois voies, porté par les combattants du *djihad* – la guerre sainte :

- *Bab-el-Mandeb* (le détroit séparant Djibouti, le Yémen et la mer Rouge) : en raison de sa proximité de la péninsule Arabique, les Arabes entretiennent des liens commerciaux avec la côte orientale de l'Afrique depuis bien avant l'islam ;

- le sud de l'Égypte : les prédicateurs musulmans suivant cette voie jusqu'en Nubie ;

- enfin, le Maghreb *via* lequel la religion pénétrera en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Nous suivrons ce troisième chemin.

Si on prend la légende musulmane au pied de la lettre, la pénétration de l'Afrique par l'islam n'aurait duré en tout et pour tout que trois ans durant lesquels la Conquête aurait embrassé de vastes territoires allant des frontières de la Libye jusqu'aux rives de l'océan Atlantique. Conquête héroïque selon la tradition héritée des premiers

croissants : voies de communication difficiles, nombre de combattants musulmans limité face à des ennemis en surnombre, ignorance des coutumes et langues des régions conquises ; le tout compensé par la foi, la sincérité et la détermination...

On sait toutefois que le Maghreb va opposer au VII^e siècle une résistance historique, menée par la Kahina, reine des Aurès².

L'insoumission du Maghreb, durement réprimée, se prolongera jusqu'au X^e siècle, en dépit de ralliements multiples et de conversions massives.

Ces conversions sont éventuellement opportunistes : ainsi, les Berbères ont-ils pu conserver leurs biens à condition d'acquitter un impôt foncier et de payer une capitation...

Une conversion à l'islam pouvait les en dispenser.

En avril 711, un contingent d'environ 12 000 soldats, dont une large majorité de berbères, commandés par le gouverneur de Tanger Tariq ibn Ziyad, prend pied en Hispanie. Rapidement, les musulmans prennent Séville et Cordoue, la capitale. En 714, la ville de Saragosse est atteinte. En 716, sur une pièce de monnaie, apparaît pour la première fois le terme d'« *al-Andalus* » désignant l'Espagne musulmane, par opposition à l'*Hispania* des chrétiens.

Petit à petit, une civilisation arabo-musulmane voit le jour, amalgamant traditions berbères et apports orientaux.

L'élán des cavaliers légers et rapides qui avaient traversé toutes les terres se brisera cependant en 732 à Poitiers contre la cavalerie caparaçonnée des Francs de Charles Martel ; les troupes du Prophète reflueront peu à peu vers le sud.

En Orient, Damas perd son influence au profit de Bagdad ; ce qui desserre les liens entre Maghreb et Mashreq.

Deux royaumes maghrébins vont se constituer : le royaume théocratique de Tiaret (776-908) puis l'Empire fatimide développé à partir de la Petite Kabylie, qui installe sa capitale au Caire pour un siècle (969-1071). Bientôt, la Berbérie orientale sombre dans l'anarchie. Le Maghreb échappe à l'Orient.

Les *Almohades* vont succéder aux *Almoravides*.

Ces derniers règnent depuis Marrakech sur un territoire correspondant au Maroc et à l'Andalousie d'aujourd'hui durant un bon siècle (de 1040 à 1147). Des conflits religieux sous-tendent ces guerres de domination : les Almohades Ibn Toumert et son lieutenant Abd al-

Mu'min accusent les Almoravides de polythéisme – ils les vaincront au nom de la restauration de la foi primitive.

L'Empire almohade portera très haut le rayonnement culturel arabe. Fès, Tlemcen, Bougie, Constantine possèdent alors des universités de renom. Des mosquées et monuments inspirés s'épanouissent de Cordoue à Rabat et à Kairouan³. Cependant, déjà, la fin de la domination arabe en Espagne approche.

À la toute fin du XI^e siècle, le pape Urbain II prêche la *Reconquista* de la péninsule Ibérique occupée par les Maures.

La progression de la croisade des seigneurs chrétiens venus du Nord sera lente, mais au XIII^e siècle, après la bataille de Las Navas de Tolosa (1212⁴), il ne reste plus aux musulmans que le petit royaume de Grenade qui finira par tomber en 1492. L'année où Christophe Colomb découvre l'Amérique en cherchant les Indes.

Au centre du Maghreb, les *Abdelwâdides* succèdent aux Almohades ; les Espagnols s'emparent au début du XVI^e siècle d'Oran, Mers el-Kébir, Bougie, ils font le siège d'Alger...

Les Ottomans – musulmans eux aussi quoique d'une tout autre culture – sont appelés à la rescousse ; ils vont instaurer leur régence sur le sud de la Méditerranée⁵.

Jusqu'à l'arrivée des troupes coloniales européennes au XIX^e siècle.

En Afrique subsaharienne, la pénétration musulmane se fait plus lentement que dans le Maghreb ; on peut situer les premières conquêtes à la fin du VII^e siècle mais c'est surtout à partir du XI^e siècle que l'islam va commencer à jouer un rôle dans l'histoire des sociétés politiques africaines.

À l'ouest, les Almoravides (déjà rencontrés en Andalousie et au Maroc) partent à la conquête du premier grand empire noir connu, le Ghana, qu'ils détruisent, convertissant ses populations Sarakolé, Toucouleur et Soninké. Sur les ruines de cet empire se constitue l'empire du Mali qui couvre une partie de la vallée du Haut-Niger et dont le souverain, Kankan Musa, effectue au XIV^e siècle un pèlerinage fastueux demeuré légendaire à La Mecque.

L'islamisation de l'Afrique noire est le résultat d'une rencontre fusionnelle entre des sociétés indigènes et les valeurs de cette religion nouvelle, véhiculées par le commerce caravanier.

Il en résultera un syncrétisme religieux tout à fait original que

certains vont baptiser *l'islam noir*.

L'islam subsaharien n'entraîne pas de rupture avec la coutume de l'Ouest africain. Il va coexister avec une conception de l'univers fondée sur l'animisme, la force et la présence des esprits, la possibilité d'un dialogue avec les morts, le culte des ancêtres, et la capacité d'agir sur les événements grâce aux pouvoirs supposés surnaturels détenus par certains membres de la communauté (chamans ou marabouts).

La même cohabitation se traduit sur le plan de la société dans l'observance des rites funéraires locaux, le respect des lignages matrilineaires... Jusqu'aux croyances dans les fétiches.

Enfin, deux importants points communs rapprochent islam blanc et islam noir : la polygamie et l'esclavage (à une petite nuance près toutefois : on ne voit presque pas d'esclaves qui ne soient pas noirs...).

« Si l'islam s'est imposé sans mal, écrit le sociologue Ousmane Blondin Diop, diplomate sénégalais en poste auprès de l'UNESCO⁶, c'est parce qu'il apportait une plus-value au corps social endogène, par empilement et non par substitution. Aujourd'hui encore, en Afrique, on voit même des marabouts se consacrer autant à la prière qu'à certaines pratiques animistes. De même, en Afrique du Nord, les confréries religieuses noires continuent de se livrer à des danses de possession tout en portant des vêtements musulmans. Aussi substrat et emprunt sont-ils difficiles à distinguer tant la symbiose entre animisme et islam a enraciné l'un dans l'autre. »

S'y ajoute un sentiment coreligionnaire qui rejoint l'esprit communautaire africain.

Au nord comme au sud du Sahara, l'africanisation de l'islam est d'autant plus profonde que sa propagation par les Africains eux-mêmes contribue à ôter à la religion son caractère étranger – à l'opposé du christianisme, religion des envahisseurs européens, véhiculée par les missionnaires puis les administrateurs coloniaux⁷...

Pendant la guerre d'Algérie, j'ai été témoin personnellement de cette schizophrénie collective.

Mon rôle, très peu militaire, consiste notamment à enseigner les enfants d'un village du Constantinois près de Sétif : Aïn Arnat ; ils viennent au cours avec enthousiasme ; mais je saurai très vite qu'ils vont parallèlement apprendre l'arabe et le Coran auprès du marabout. Ce qui me paraît aller de soi.

Est-ce finalement un rejet de l'héritage colonial qui a nourri les

premiers mouvements de l'islam politique radical dans ce pays ?

Le Front islamique du salut (FIS) est né vingt-sept ans après l'indépendance en février 1989. Ses fondateurs, Abbassi Madani et Ali Belhadj, militent depuis longtemps pour un enseignement en langue arabe. Le FIS ira plus loin, se prononçant pour la création d'un État islamique et l'application de la charia. Afin de se faire entendre, ceux que l'on nomme désormais les *islamistes* ont recours initialement à des actions de bienfaisance et de lutte contre la pauvreté, selon la politique menée de longue date par les Frères musulmans en Égypte...

Lors des élections locales du 12 juin 1990, premières élections libres en Algérie depuis l'indépendance, le FIS remporte 953 communes sur 1 539 et 32 wilayas (provinces) sur 48. Il obtient 54 % des suffrages exprimés.

Inquiète de ce résultat, l'armée décide le 11 janvier 1992 de pousser le chef de l'État, le président Chadli Bendjedid, à la démission afin d'interrompre le processus électoral. Les assemblées communales et départementales dirigées par les élus du FIS sont dissoutes, et les militants et sympathisants de la formation qui vient de remporter le premier tour du scrutin législatif sont emprisonnés ou expédiés dans des camps établis dans le Sud saharien. S'il pouvait accéder au pouvoir par le suffrage universel, Abbassi Madani ne cachait pas que, pour les islamistes, « la Constitution, c'est le Coran et le gouvernement, la charia ».

Le 15 juillet 1997, Abbassi Madani bénéficiera d'une liberté conditionnelle ; selon les officiels algériens, Madani devait en contrepartie appeler les anciens partisans du FIS à déposer les armes. Quelques mois après sa sortie de prison, la découverte d'une lettre compromettante dans laquelle son associé Ali Belhadj appelle le GIA (Groupement islamique armé) et l'AIS (Armée islamique du salut) à poursuivre la lutte ramènera Abbassi Madani derrière les barreaux.

Tout comme le FIS, le GIA est divisé en deux clans, les *salafistes*, qui sont partisans d'une révolution islamique mondiale, et les *djazaristes*, qui cherchent d'abord à prendre le pouvoir en Algérie. En 1999, après une guerre civile terrible, on dénombre encore 600 membres des GIA, organisation qualifiée de terroriste par la France⁸. Les partisans du FIS et de l'AIS vont bénéficier d'une amnistie présidentielle à la suite de la loi sur la concorde civile proposée en 1999 par le président Abdelaziz Bouteflika et approuvée par 98,6 %

des Algériens.

On estime que cette guerre civile algérienne qui a duré dix ans a coûté 200 000 morts et disparus (sans compter des milliers de personnes déplacées, d'exilés et plus de vingt milliards de dollars de dégâts).

Abbassi Madani, qui lance un appel à la fin de la lutte armée fondamentaliste en 2003, sera bientôt relâché.

Ali Belhadj, libéré à la suite de l'amnistie consécutive à la réélection d'Abdelaziz Bouteflika en 2006, sera de nouveau arrêté en 2011 sous les inculpations d'« atteinte à la sécurité de l'État » et d'« incitation à la rébellion armée ».

L'Afrique subsaharienne semble alors épargnée par le terrorisme. La prise du pouvoir en 2006 par les *chebabs* en Somalie apparaît encore comme une exception très localisée (voir : [Guerres \[en général\]](#)).

Puis le centre géopolitique du terrorisme se déplace vers le Sahara : le mouvement armé Ansar Eddine propose d'instaurer la charia au Mali. Le mouvement de libération de l'Azawad déstabilise les régions du Nord-Mali sous influence touarègue, et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui rassemble quelques anciens du GIA, précédemment étiquetés GSPC, Groupe salafiste pour la prédication et le combat, défraie l'actualité en revendiquant attentats-suicides, et enlèvements (voir : [Guerres \[en général\]](#)).

Si rien ne permet d'affirmer l'existence d'un lien organique entre Al-Qaïda et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), on peut toutefois constater que la région devient le refuge de mouvements islamistes structurés et puissants.

Au sud du Sahara, au Nigeria et au Cameroun du Nord, Boko Haram est une secte salafiste avant de devenir un groupe terroriste. Début 2015, ses effectifs sont estimés entre 4 000 et 6 000 hommes selon les Américains, 6 000 à 7 000 selon les Français et 13 000 à 15 000 d'après les Camerounais.

Le mouvement recrute souvent de force, notamment en menant des raids contre des villages pour rafler des habitants. Certaines femmes sont utilisées comme kamikazes et les jeunes garçons sont enrôlés comme enfants-soldats.

Selon l'organisation Human Rights Watch, environ 6 000 civils seront tués par les hommes de Boko Haram de 2009 à 2014.

La cible prioritaire du mouvement reste, selon ses propres termes, les musulmans « tièdes » : les victimes de la secte ne sont-elles pas à 90 % de religion musulmane ?

L'historien Benjamin Stora n'a pas tort d'écrire en octobre 2016 (*Journal du dimanche*) : « Cette idée que l'Islam ne serait qu'un bloc ennemi est une pensée paresseuse, une absence de connaissance et de culture effrayante parce que évidemment l'Islam est un univers traversé de conflits théologiques et idéologiques, de batailles politiques et militaires, de moments sombres et obscurantistes. Mais l'Islam, on ne le dit jamais assez, c'est une civilisation vieille de quinze siècles, un champ culturel et linguistique qui a produit des poètes, des philosophes, des mathématiciens magnifiques. L'Islam, c'est aussi une civilisation éclairée, héritière des penseurs antiques, qui considérait, au temps d'Averroès, que le monde et les croyants pouvaient être traversés par une "double vérité", religieuse d'un côté, scientifique de l'autre. »

Ivoire

Les dents de l'Afrique

Depuis la préhistoire, l'homme taille et sculpte l'ivoire. Avant l'introduction du plastique, l'ivoire était utilisé pour fabriquer des objets usuels : billes de billard, touches de piano, boutons, éventails, manches de couvert, reliures de livres. Le commerce de l'ivoire est interdit depuis 1989.

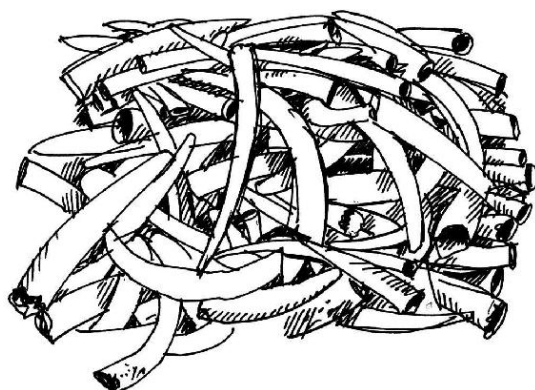
Les investisseurs chinois l'ont baptisé « l'or blanc » ; les sculpteurs et les collectionneurs préfèrent, eux, parler de « pierre précieuse organique ». Mais les contrebandiers utilisent une expression bien plus crue pour qualifier les défenses récemment prélevées sur des éléphants d'Afrique : les « dents sanglantes ».

Les éléphants étant légalement protégés, l'impact du braconnage sur l'évolution des populations d'éléphants est très difficile à quantifier.

Entre 2001 et 2011, selon les responsables de la répression du trafic de l'ivoire, plus de 62 % des éléphants du Congo, du Cameroun

et du Gabon ont été tués. Au début du xx^e siècle, il y avait 20 millions d'éléphants sur le continent. Leur nombre est tombé à 1,2 million en 1980 et tournerait autour de 500 000 en 2016, selon les chiffres de certaines ONG.

Les cargaisons interdites sont acheminées par des organisations criminelles, voire terroristes comme les *chebabs* somaliens (voir : [Guerres \[totales\]](#)), vers les ports de Mombasa au Kenya ou de Dar es Salaam en Tanzanie. Les trafiquants suivent en sens inverse les mêmes routes que la drogue : Proche-Orient, Laos, Vietnam, HongKong... Là-bas, l'équivalent de 10 milliards de dollars d'ivoire, de cornes de rhinocéros, de peaux de tigre ou d'animaux sauvages en tout genre est saisi chaque année. Et les douanes de Hong Kong estiment à 43 % l'augmentation des saisies entre 2003 et 2012.



Le tarif de l'ivoire dépasse désormais les 800 euros au kilo. Un lot exceptionnel de deux défenses de 260 et 237 centimètres s'est même vendu à 125 000 euros pour 120 kilos (soit 1 042 euros le kilo).

Il s'agit d'un marché bien particulier. Même si certains prix records sont enregistrés pour un acheteur qatarien, la quasi-totalité des lots sont désormais acquis par des Chinois. Dans l'empire du Milieu, la possession d'objets en ivoire reste en effet très appréciée car c'est un signe extérieur de richesse.

Les éléphants étant particulièrement chassés pour leurs défenses, on observe une évolution de l'espèce. Celle-ci vient probablement du fait qu'il existe naturellement des éléphants non munis de défenses ; ces éléphants n'étant pas chassés pour l'ivoire peuvent se reproduire plus longtemps que les éléphants avec défenses : il ne s'agirait donc

pas d'une mutation, mais d'un remplacement.

Voir : [Éléphant](#).

1. Auteur de *Paul et Virginie* (1788), fervent lecteur de *Robinson Crusoé* (de Daniel Defoe, publié en 1719) et auteur de *Voyage à l'Île de France, à l'île Bourbon et au cap de Bonne-Espérance, par un officier du roi* (1773).

2. Hervé Bourges et Claude Wauthier, *Les 50 Afriques*, Le Seuil, 1979, p.42.

3. *Ibid*, p. 43.

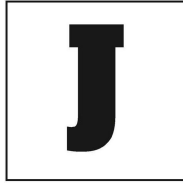
4. Connue comme la bataille d'Hisn al-Oqab par les Arabes.

5. Cependant, la dynastie alaouite qui affirme descendre du Prophète règne sur le Maroc depuis 1631. En 1962, Hassan II avait fait inscrire le titre de « commandeur des croyants », accordé au roi du Maroc, dans la Constitution marocaine.

6. « Menace sur "l'islam noir" », *Le Monde* du 29 mai 2012.

7. Et il en va de même de la *laïcité*, vulgate de notre République, aux yeux de la plupart des musulmans.

8. Le GIA est notamment soupçonné de l'assassinat de gendarmes et de religieux français en Algérie et d'avoir organisé une série d'attentats en France. Celui de la station Saint-Michel, le 25 juillet 1995, sera le plus lourd car il fait 8 morts et environ 150 blessés. Le GIA revendiquera en décembre 1994 le détournement du vol AF 8969 à Alger, exigeant la libération des deux fondateurs du FIS.



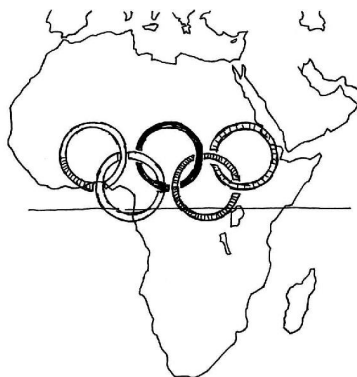
Jeux olympiques (JO)

Une course à handicap

Après les échecs du Cap en 2004 et du Caire en 2008, Nairobi va rêver d'être la première ville africaine à organiser les Jeux olympiques : « Le Kenya est le pays de l'athlétisme, puisque nos coureurs triomphent partout dans le monde ! Nairobi est au cœur de l'Afrique, c'est un *hub*, on y accède facilement de partout. Enfin, il y a un véritable amour du sport ici. On aura donc une vraie ferveur populaire. »

Evans Kidero, gouverneur de la capitale kényane, énumérera en vain les mérites de la *Green City in the Sun* – la cité verte sous le soleil... À l'heure des réalités budgétaires, la capitale kényane devra s'effacer – tout comme Durban (Afrique du Sud) et Casablanca (Maroc) – devant les gros dossiers de l'hémisphère Nord : Budapest, Los Angeles, Paris Rome et Londres.

Le continent peut ressentir une légitime frustration. Toutefois, il ne faut pas oublier que les JO sont une course à handicap.



L'histoire de l'Afrique aux Jeux olympiques commence sous les couleurs des pays colonisateurs. Le Franco-Algérien Alain Mimoun gagne trois médailles d'argent derrière la légende tchécoslovaque Emil Zátopek. Aux JO de Londres (1948) sur 10 000 mètres ; puis aux Jeux d'Helsinki (1952) sur 10 000 et 5 000 mètres. La consécration arrivant le 1^{er} décembre 1956 aux Jeux olympiques de Melbourne (1956) lorsque Mimoun emporte la médaille d'or du marathon.

L'univers olympique va s'ouvrir lentement aux pays nouvellement indépendants : ces derniers ne sont que six en 1956 à Melbourne. Douze nations africaines sont représentées à Rome en 1960. Le mouvement s'amplifie au fil des éditions : Algérie, Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte-d'Ivoire, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, et Tanganyika¹ participent aux Jeux de Tokyo en 1964 ; Sierra Leone et Centrafrique envoient une délégation aux Jeux de Mexico en 1968 ; Dahomey (Bénin), Malawi, Swaziland, Togo, Gabon, Lesotho, et Haute-Volta (Burkina Faso) rejoignent les Jeux de 1972 à Munich, où trente pays africains sont représentés.

À cette heure, 5 nations africaines – sur 53 pays du continent – ont vu leurs représentants monter sur la plus haute marche. L'Afrique du Sud et l'Éthiopie ont emporté cinq médailles d'or chacune. Le Kenya en a arraché deux ; la Tunisie et l'Algérie, une seule. 39 nations africaines ne figurent pas au palmarès olympique.

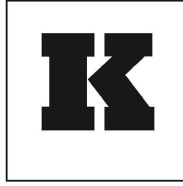
Dans cette liste, on trouve essentiellement des pays pauvres, déchirés par les guerres, qui ont toutes les peines du monde à maintenir des lieux d'entraînement ayant un niveau suffisant pour accueillir des athlètes de classe mondiale.

Le célèbre stade de Kinshasa où Mohamed Ali et George Foreman ont disputé leur championnat du monde en 1974 (voir : [Ali](#)) est décrépit et sert de site à un bidonville.

Muriel Hofer, responsable olympique du Swaziland, estime que le budget annuel d'entraînement d'un champion s'élève à 350 000 dollars en moyenne pendant quatorze ans.

Heureusement, les futurs marathonien courent pieds nus sur les sentiers.

1. Bientôt unis à Zanzibar sous les couleurs de la Tanzanie.



Kabyles

Les autochtones du nord de l'Afrique

Très attachés à leur identité, les Kabyles revendiquent la reconnaissance du pluralisme linguistique en Algérie, notamment par la consécration pour la langue *tamazight* (berbère) dans la Constitution algérienne avec un statut de langue officielle¹.

Un demi-siècle après l'indépendance du pays, dont le Kabyle Aït Ahmed aura été l'une des figures de proue (voir : [Aït Ahmed](#)), la Kabylie, principale région berbérophone du pays, demeure en effet une sorte de *terra incognita* sur la carte de l'Algérie officielle. La difficulté politique essentielle provenant sans doute du fait que les Kabyles appartiennent à une nation culturelle sans frontières...

On dénombre une quarantaine de millions de berbérophones à travers le monde méditerranéen : depuis le Maroc jusqu'à l'Égypte, en passant par la Tunisie et la Libye, l'Algérie comptant entre 25 % et 30 % de berbérophones ; à quoi il faut ajouter le Sahara et une partie du Sahel ouest-africain, ainsi que de nombreux locuteurs au Mali, au Burkina Faso, au Niger... et à Paris.

Selon l'Institut français des langues et civilisations orientales (INALCO²), on peut considérer le berbère comme la langue autochtone du nord de l'Afrique. On dénombre au total une trentaine de variétés de langues berbères ; celles-ci possèdent un système d'écriture qui leur est propre, que les Touaregs ont conservé (le *tifinagh*) ; mais des transcriptions modernes utilisent les caractères arabes ou latins.

Le langage berbère a été en contact avec de nombreuses langues extralocales depuis la plus Haute Antiquité : le *punique* d'abord, avec Carthage ; le *latin* durant la domination romaine et la période

chrétienne ; l'*arabe*, depuis la conquête de l'Afrique du Nord (voir : [Islam](#)) ; le *français*, enfin, à travers la colonisation. Mais c'est surtout l'influence de la langue arabe, à l'œuvre depuis treize siècles, qui est très sensible dans presque tous les dialectes, notamment au niveau du lexique.

Le nom de *tamazight*, fréquemment employé, signifie « homme libre », en berbère. L'étymologie même du mot *kabyle* est incertaine. Pour certains, elle pourrait dériver de l'arabe *kibila* désignant une tribu berbère. Pour d'autres, le *kabel* est celui qui, à défaut de la langue, a accepté, vers 707, la foi des cavaliers d'Allah.

Au ^{xv}^e siècle, l'historien Ibn Khaldoun relate que dans les villages kabyles « fleurissent les vertus qui honorent l'humanité, la noblesse d'âme, la haine de l'oppression, la bravoure, la fidélité aux promesses, la bonté pour les malheureux, la charité, la constance dans l'adversité ».

Durant les premières années de la colonisation française, une observation scientifique de la société autochtone algérienne est engagée ; il s'agit alors de mieux connaître la population pour « lui enlever ses capacités de résistance ». Ainsi se formera l'image coloniale du berbère : paysan enraciné dans le terroir, au besoin habile colporteur ; et tellement différent de l'Arabe, ce bédouin qui dédaigne l'agriculture et le commerce...

En 1841, huit ans avant le début de la conquête de la Grande Kabylie par Bugeaud, le général Duvivier écrit : « La fixité *kabaïle* et l'amour de cette race pour le travail devront être les plus forts pivots de notre politique pour nous établir en Afrique. »

Les Kabyles fournissent les premiers contingents des Zouaves qui s'illustreront lors de la guerre de Crimée (1853-1856), au Mexique, lors de l'intervention des armées de Napoléon III dans ce pays (1862-1867), et enfin sur le front allemand (1870). En revanche, nombre de projets politiques dont certains, proprement chimériques, n'aboutiront jamais, comme celui de « faire des Kabyles des auxiliaires de la colonisation ». Mais c'était dans l'air du temps. Henri Aucapitaine³ écrit en 1857 : « Portés vers nous par leurs caractères et leurs mœurs [...], dans cent ans les Kabyles seront Français. »

Le plus français d'entre eux est né en 1972. Zinédine Zidane ne parle pas la langue, mais il la comprend lorsque ses parents la parlent

à la maison. En réalité, un Kabyle reste toujours kabyle.

Écoutons le chanteur-poète Idir ([voir cette entrée](#)).

« Je ne suis pas algérien à part entière si mon identité et ma culture ne sont pas reconnues de manière nationale et officielle. J'aime l'Algérie, et la Kabylie aussi. Je veux être algérien tel que je le suis et non tel qu'ils le veulent. »

Les chansons d'Idir ont fait le tour du monde.

Keïta (Salif)

Le premier ballon d'or africain

C'est l'histoire d'un jeune Malien arrivé à Paris-Orly sans un sou et qui fait le voyage jusqu'à Saint-Étienne en taxi... Avant même de pouvoir chausser les crampons pour une équipe française, Salif Keïta est déjà devenu une légende pour les lecteurs du quotidien sportif *L'Équipe*.

Considéré comme une star au Mali, le jeune Keïta est remarqué par Charles Dagher, un Libanais installé à Bamako qui se trouve être supporter de l'Association sportive de Saint-Étienne (ASSE). Ce dernier vante, dans plusieurs lettres adressées au club, les qualités du joueur. Roger Rocher, président de l'ASSE, propose un essai au jeune Malien de vingt et un ans. Le Mali, dirigé à l'époque par le président Modibo Keïta⁴, est entré dans une phase de révolution active ; les exactions des milices populaires et la dévaluation du franc malien ayant amené un mécontentement général... Craignant de ne pas pouvoir quitter le pays, le jeune Salif prend l'avion pour l'Europe à Monrovia (Liberia) où il se fait agresser et voler tout son argent. Lorsqu'il atterrit le 14 septembre 1967 à l'aéroport de Paris-Orly, personne ne semble l'attendre ; mais Salif Keïta parvient alors à convaincre un chauffeur de taxi de l'emmener à Saint-Étienne après lui avoir montré des lettres reçues de l'ASSE, et surtout à la suite d'une conversation téléphonique décisive avec le club. L'anecdote du taxi est particulièrement connue et a alimenté un certain nombre de légendes urbaines, notamment au sujet du prix de la course Orly-Saint-Étienne⁵.

Keïta n'est pas immédiatement aligné avec l'équipe première, le

temps que sa situation administrative soit régularisée ; mais ses débuts en équipe première sont fulgurants (il marque dès son premier match officiel). Il restera cinq saisons chez les Verts où il remporte trois titres de champion et deux Coupes de France. Lors de la saison 1970-1971, il réalise quatre quadruplés et inscrit 42 buts, ce qui lui permet de terminer 2^e meilleur buteur du championnat. Il remporte le premier Ballon d'or africain en 1970.

En conflit avec le président Rocher, Keïta rejoint l'Olympique de Marseille de façon un peu mouvementée en raison d'enjeux financiers. Suivront les expériences espagnole et portugaise avec Valence puis le Sporting Portugal. Il termine sa carrière aux États-Unis.

Salif Keïta créera le premier centre de formation de football professionnel du Mali en 1994, le Centre Salif-Keïta⁶. Salif Keïta est élu en juin 2005 président de la Fédération malienne de football, il restera à ce poste jusqu'au 16 juillet 2009.

Keïta est nommé le 26 juin 2013 ambassadeur à vie de l'AS Saint-Étienne.



Keïta (Soundiata)

Un Malien précurseur des droits de l'homme

Si l'on veut raconter l'histoire de Sogolon Diata Keïta, mieux connu sous le nom de Soundiata Keïta, né le 20 août 1190 à Niani dans la région de Siguiri au royaume guinéen du Manding, il faut avoir l'âme d'un griot ou le génie d'Hampâté Bâ⁷ (voir [cette entrée](#)).

Voici ce que nous savons de l'aventure de Soundiata Keïta, fondateur de l'empire du Mali :

Naré Maghann Konaté, roi du Manding, reçoit un jour la visite d'un chasseur devin qui lui prédit qu'une femme laide lui donnera un jour un fils et que celui-ci deviendra un grand roi. Naré Maghann Konaté est alors déjà marié à Sassouma Bereté et il a déjà un fils, Dankaran Toumani. Cependant, suivant la prédiction faite quelques années plus tôt, des chasseurs viennent un jour présenter au roi une femme laide et bossue, Sogolon Kondé (Sogolon « la vilaine »). Naré Maghann Konaté l'épouse, et cette deuxième épouse donne naissance à un fils. La tradition rapporte que ce dernier naît paralysé et marchera à quatre pattes jusqu'à l'âge de sept ans.

Suivant la coutume mandingue, lorsque plusieurs enfants d'une même famille ont le même prénom ou qu'un enfant porte une caractéristique un peu spécifique (un handicap ou une réputation par exemple), ces enfants ajoutent le nom de leur mère à leur prénom. D'où le prénom de Soundiata. Sogolon Diata signifie « Diata, fils de mère Sogolon » : ce qui devient bientôt Soundiata par abréviation.

À la mort de Naré Maghann Konaté en 1218, son premier fils, Dankaran Toumani, prend le pouvoir malgré la volonté du roi défunt de respecter la prédiction. Soundiata et sa mère deviennent l'objet permanent du mépris du nouveau roi et de sa mère. Soundiata a sept ans.

À la suite d'un nouvel affront contre sa mère Sogolon Kondé, Soundiata tente de prendre sa défense et recouvre miraculeusement l'usage de ses jambes lorsqu'il touche le bâton royal. Mais la haine de Dankaran Toumani et de Sassouma Bereté va conduire Soundiata, sa mère et ses sœurs à l'exil.

C'est alors que Soumaoro Kanté, le roi du Sosso, attaque le royaume mandingue. La tradition raconte que Soumaoro va mener une dizaine d'expéditions au cours desquelles il massacre les onze fils de Naré Maghann Konaté – à l'exception de Soundiata.

Aguerri dès son plus jeune âge à la chasse, au tir à l'arc et mithridatisé contre les poisons, Soundiata vivra pendant des années avec l'idée de venger le massacre de sa famille.

Un jour, un émissaire lui apprend la révolte des Mandingues contre Soumaoro Kanté. Les Mandingues étant allés chercher Soundiata dans son exil lui demandent de prendre son héritage soit : *Kien* (« héritage ») et *Ta* (« prendre »), qui va devenir *Kienta* (« prends ton héritage ») et par la suite *Keïta*.

Soundiata rassemble ses guerriers. Selon les traditions orales, il aurait organisé une armée forte de dix mille cavaliers et de cent mille fantassins. Il conquiert le Fouta-Djalon, et lance des attaques sur le Sosso. Sa sœur Djegue, que Soumaoro Kanté avait épousée de force, s'enfuit.

Selon la légende, Djegue apprend à son frère que « seule une flèche portant un ergot de coq blanc pourra tuer le roi du Sosso ». Soundiata fait le nécessaire avec le concours des magiciens attachés à son service. Rassemblant les armées de différents petits royaumes en lutte contre le Sosso, Keïta réussit à vaincre l'armée de Soumaoro Kanté en 1235 à la bataille de Kirina.

Soundiata Keïta réunit tous les royaumes de la région pour constituer l'empire du Mali. Il est proclamé *Mansa*, ce qui signifie « Roi des rois », et établit sa capitale à Niani, sa ville natale (aujourd'hui un village en Haute-Guinée). Lors de son intronisation, la confrérie des chasseurs du Mandé proclame la Charte du Manden⁸, qui abolirait l'esclavage et serait l'une des premières Déclarations des droits de l'homme.

Vers 1240, le roi Soundiata s'empare de Koumbi-Saleh, capitale du Ghana, et détruit la ville. Il prend alors le titre d'empereur et envoie ses lieutenants conquérir le Bambouk.

Soundiata est présenté comme un grand administrateur qui développe le commerce, l'exploitation de l'or et des cultures nouvelles (introduction du cotonnier). Il organise politiquement et administrativement les peuples soumis, en implantant une solide organisation militaire. Les chefs de ses armées sont installés comme gouverneurs de province. L'empereur Soundiata est connu pour sa sagesse. Sa tolérance permet la coexistence pacifique de l'islam et de l'animisme dans son empire.

Soundiata Keïta meurt en 1255, noyé dans les eaux du Sankarani pour les uns, tué d'une flèche par trahison lors d'une fête à Niani selon d'autres. À sa mort, l'empire du Mali s'étend de l'Atlantique au Moyen-Niger, et de la forêt au désert.

Kidjo (Angélique)

La Myriam Makeba de Cotonou

Après son troisième sacre aux Grammy Awards, Angélique Kidjo, née Angélique Kpasseloko Hinto Hounsinnou Kandjo Manta Zogbin Kidjo, le 14 juillet 1960 à Cotonou (Bénin), décroche le poste de présentatrice de l'émission « xx^e siècle » produite par l'ONU et diffusée sur TV5 Monde.

Pour l'ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF, le défi est intéressant car elle trouve que « ce magazine d'info n'est pas comme les autres ». L'émission traite des réalités contemporaines sur les différents continents en les illustrant par des reportages. La chanteuse prête son expérience scénique et son timbre vocal singulier pour poser les problèmes de ce siècle. Mais surtout pour « trouver aussi les solutions », insiste-t-elle.

Angélique Kidjo est âgée de cinquante-six ans. La BBC l'a incluse dans sa liste des 50 icônes du continent africain. *Time Magazine* l'a appelée la « première diva africaine », et elle fait partie de la liste établie par *The Guardian* des 100 femmes les plus influentes au monde. *Forbes Magazine* la fait figurer en tête des lauréates féminines dans la liste des 40 célébrités les plus importantes d'Afrique. Le *Daily Telegraph* la décrit en 2012, lors des Jeux olympiques de Londres, comme la « reine incontestée de la musique africaine ». On la surnomme la « nouvelle Myriam Makeba ».



Son album récent, intitulé « Ève » est dédié aux femmes d'Afrique. Angélique Kidjo y rend un hommage à sa mère Yvonne mais aussi à « la mère de tous les vivants ». Grâce à sa collaboration avec les chœurs féminins traditionnels du Kenya et de plusieurs villes et villages du Bénin, Angélique Kidjo nous livre des chansons plus intimes et pleines d'émotion. Les chants sont en diverses langues béninoises, y compris le fon (langue natale d'Angélique Kidjo), le yoruba, le goun et le mina : « Ève est un album en hommage aux

femmes africaines avec lesquelles j'ai grandi. C'est aussi un témoignage de la fierté et de la force qui se cachent derrière le sourire de ces femmes, mais qui masque la difficulté des épreuves de la vie quotidienne. »

Ses influences musicales sont la pop africaine, la musique des Caraïbes, le zouk, la rumba congolaise, le jazz, le gospel, et différents styles de musique latine. Elle a participé à la bande originale du *Roi lion* et enregistré des versions africaines du *Summertime* de Gerswhin, du *Boléro* de Ravel et de *Voodoo Chile* de Jimi Hendrix.

Il y a trente ans, alors que je présidais TF1, nous avions le sentiment d'être des pionniers en lui donnant la vedette dans notre émission nocturne « Télévision sans frontières » (TSF) ouverte au monde francophone et plus particulièrement à l'Afrique.

Kilimandjaro

Sommet magique de l'Afrique australe

« Les neiges du Kilimandjaro » : ce nom magique inspire bien des rêves. De la nouvelle d'Hemingway adaptée par Henry King avec Gregory Peck (voir : [Hollywood](#)) au film du même nom de Robert Guédiguian, en passant par le tube de Pascal Danel...

Le Kilimandjaro est formé de trois sommets principaux : le *Shira*, le *Mawenzi* (« sommet fendu », en français), et le *Kibo* (le « tacheté », en français). Un rocher sombre qui dépasse des neiges éternelles, aussi appelé *Kyamwi* (traduire « le lumineux »), abrite le point culminant de l'ensemble : le pic *Uhuru*⁹, plus haut sommet de l'Afrique (5 891,8 mètres), malgré sa forme tabulaire.

Ptolémée fait figurer cette curiosité géographique qu'il désigne comme les « monts de la Lune » sur une carte établie au milieu du II^e siècle, sur la foi d'informations communiquées par Marinus de Tyr qui mentionne l'existence d'une « montagne blanche » au cœur du continent. Par la suite, aucune référence ne sera faite à cette montagne pendant plusieurs siècles. Ce n'est qu'à la fin du XIII^e siècle que le géographe arabe Aboul Féda évoquera de manière assez vague une montagne de l'intérieur de « couleur blanche ». À la même

période, un chroniqueur chinois aurait écrit que le pays à l'ouest de Zanzibar « s'étend jusqu'à une grande montagne ». En 1519, le navigateur et géographe espagnol Martín Fernández de Enciso sera sans doute le premier à véritablement évoquer le Kilimandjaro dans sa *Suma de Geografia* : « À l'ouest [de Mombasa] se trouve l'Olympe d'Éthiopie qui est très haut, et plus loin encore se trouvent les monts de la Lune où sont les sources du Nil. » Découvert par Johannes Rebmann en 1848, le Kilimandjaro va éveiller l'intérêt d'explorateurs comme Hans Meyer et Ludwig Purtscheller, mais ceux-ci n'atteindront son sommet qu'en 1889. Quarante ans plus tard.

Aujourd'hui, le Kilimandjaro est accessible à des marcheurs entraînés et surtout motivés. Pour ce trek, les voyageurs proposent d'emprunter la voie *Machame*, probablement la plus sauvage et la plus belle, permettant de découvrir tous les aspects du Kilimandjaro. Départ des flancs sud, puis le plateau de *Shira*, le col de *Lava Tower* au pied de la brèche ouest, la face sud et la voie *Barafu*. La descente se faisant par la voie *Mweka*, ce qui permet d'éviter la voie normale. La visite complète dure six jours.



Kirikou

Corps foncés sur décors de couleur

« Kirikou n'est pas grand, mais il est vaillant. Kirikou est petit, mais c'est mon ami. » Le personnage de Kirikou, créé par le cinéaste français d'animation Michel Ocelot, sera plébiscité en 1998 par le public et la critique¹⁰.

De son enfance passée en Guinée, Michel Ocelot conserve une multitude de bons souvenirs et une source d'inspiration intarissable

pour ses films. Comme il le confie en 2012 au site *Sortie d'usine* : « Quand j'étais petit, j'habitais en Guinée et j'étais le seul Blanc de ma classe à l'école primaire. En tant qu'artiste, j'aime les choses belles et originales. J'étais persuadé qu'il y avait quelque chose de très beau à faire en dessinant des corps foncés sur des décors colorés. C'est le premier film d'animation avec des corps bruns en Afrique. Parce que quand les Américains font un film "africain" ça donne *Tarzan*, avec des hommes blancs et des singes ; ou *Le Roi lion*, avec animaux. Je cherchais une bonne idée et je suis tombé sur un conte qui m'a électrisé. Il faisait partie d'un recueil appelé *Contes de l'Afrique occidentale*, publié en 1912, je crois. J'ai repris presque mot pour mot le début. »

Financement dur à trouver, fabrication traditionnelle et difficile, dans six pays différents (France, Belgique, Luxembourg, Hongrie, Lettonie et Sénégal). Au bout de six ans, le film sortira en 1998, sans publicité, faute de budget. Mais le bouche-à-oreille fait des prodiges : *Kirikou* est un succès durable, qui change le paysage de l'animation en France ; 1 400 000 spectateurs vont succomber à l'époque de sa sortie au charme des aventures de ce Tom Pouce guinéen.

Kirikou et la Sorcière nous fait découvrir la naissance du petit Kirikou. Aussitôt venu au monde, il s'apprête à sauver son village, après avoir appris par sa mère les souffrances qu'endurent les villageois à cause de la méchanceté de Karaba et de ses fétiches. Le village est d'ailleurs presque vidé d'hommes, car selon les rumeurs, Karaba, la méchante sorcière, les aurait tous mangés.

Michel Ocelot mettra de nouveau en scène son héros dans *Kirikou et les Bêtes sauvages* (2005), quatre contes où l'on peut découvrir la vie d'un petit village africain imaginaire. Dans l'épisode suivant, *Kirikou et les Hommes et les Femmes* (2012), on peut retrouver des personnages désormais familiers : la femme forte, le vieux grincheux, la sorcière Karaba, mais aussi de nouveaux venus comme un mystérieux « monstre bleu » venu des sables.

Dans ce dernier film, Kirikou a bientôt quinze ans, mais il n'a pas pris une ride. Le cinéma de Michel Ocelot non plus.

Les tirailleurs africains, Forces françaises libres

L'épopée de la colonne « Leclerc » en A-EF commence le 25 juillet 1940 à Londres lorsque le capitaine Philippe de Hautecloque se présente sous le pseudonyme de *Leclerc* au général de Gaulle. Le chef de la France libre donne pour mission à cet ancien de Saint-Cyr de rallier l'Afrique-Équatoriale française à la France libre.

Le capitaine Leclerc débarque le 12 août à Lagos, au Nigeria. De là, il rejoint le Tchad où le gouverneur Félix Éboué, qui a entendu l'appel du 18 Juin, déclare son ralliement le 26 août. L'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine) suit. Dans la nuit du 26 au 27, l'autorité de De Gaulle est proclamée à Douala. Le 28 août, le colonel Edgard de Larminat prend possession des bâtiments du gouvernement général à Brazzaville. En trois jours seulement – vite baptisés les « Trois glorieuses » –, l'Afrique-Équatoriale française (A-EF) est presque conquise. Seul le Gabon résiste. Leclerc, assisté du capitaine Pierre Koenig, lancera l'offensive le 7 octobre ; les forces de Vichy finiront par tomber le 8 novembre. La France libre existe désormais territorialement. Sa capitale est Brazzaville. Le Tchad, frontalier de la Libye, est transformé en gigantesque base avancée. Leclerc, promu commandant militaire, prend le commandement du régiment des tirailleurs sénégalais du Tchad. Il y associe d'autres unités provenant du Congo, de l'Oubangui-Chari et du Gabon. Le 1^{er} mars 1941, à la tête d'une petite armée, composée d'une centaine de camionnettes équipées de mortiers et de mitrailleuses, et de 350 hommes soutenus par les Forces aériennes françaises libres (FAFL), Leclerc enlève aux Italiens l'oasis de Koufra, au sud de la Libye.

Avec ses hommes, Leclerc fait le serment de « ne plus déposer les armes avant que le drapeau français ne flotte sur Strasbourg ». Dès le 3 mars, le général de Gaulle télégraphie à Leclerc un message de félicitations qui se termine ainsi : « Les glorieuses troupes du Tchad et leur chef sont sur la route de la victoire. Je vous embrasse. » De Gaulle voit juste. Leclerc, à la tête de la 2^e division blindée, entrera le premier dans Paris puis dans Strasbourg. Il achèvera son épopée à Berchtesgaden, le nid d'aigle de Hitler. Sur les 6 000 hommes partis du Tchad, composant la « colonne saharienne » placée sous le commandement de Leclerc, il n'y a que 500 Européens, les Forces françaises libres victorieuses à Bir Hakeim étant composées pour

l'essentiel de tirailleurs africains¹¹.

C'est seulement en 2008, à l'occasion du 90^e anniversaire de l'armistice de 1918 que Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État chargé de la Défense et des Anciens Combattants, et Rama Yade, secrétaire d'État chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'homme, célébreront spécifiquement la mémoire des soldats noirs tombés pour la France. Rama Yade rappelle à cette occasion le sort réservé à certains soldats indigènes : « Beaucoup d'entre eux ont été fusillés à leur retour du front pour le simple fait d'avoir demandé leur solde, comme leurs homologues blancs. » C'est en 2001, soixante ans après Koufra, que le Conseil d'État français fera obligation au gouvernement de rétablir dans leurs droits les anciens combattants d'origine étrangère en *décrystallisant* leurs pensions ; les députés adoptent à l'unanimité l'amendement proposé par le gouvernement en 2011 : 84 000 anciens combattants issus de 23 pays sont concernés par la mesure (57 000 au titre des retraites et 27 000 à celui des pensions d'invalidité).

1. Le berbère est langue *nationale* en Algérie ; il est langue *officielle* au Maroc depuis 2011.

2. Trois variétés de berbère sont actuellement enseignées à l'INALCO : le kabyle (*taqbaylit*, Algérie), le chleuh (*tachelhit*, sud du Maroc) et le touareg (*tamacheq*, Sahara-Sahel). L'INALCO est le seul établissement en Europe qui propose un cursus complet de berbère, de la licence au doctorat.

3. Henri Aucapitaine, *Le Pays et la Société kabyle* (expédition de 1857), Paris, A. Bertrand, 1857 (extrait des *Nouvelles annales des voyages, de la géographie et de l'histoire*).

4. Les porteurs du patronyme Keïta n'appartiennent pas nécessairement à la même famille ; mais ils sont tous apparentés au premier à avoir porté ce nom, Soundiata Keïta, souverain mandingue (1190-1255), fondateur de l'empire du Mali (voir : [Keïta](#), [Soundiata](#)).

5. Selon Philippe Gastal, conservateur du musée des Verts, le prix de la course s'élevait à 1 060 nouveaux francs. Suivant les tableaux de conversion de l'INSEE, ce serait aujourd'hui l'équivalent de 1 250 euros.

6. Ce centre est depuis devenu un club professionnel évoluant en 1^{re} division malienne et parvenant en 2010 en finale de la coupe du Mali.

7. L'histoire de Soundiata est essentiellement connue à travers l'épopée racontée par les griots.

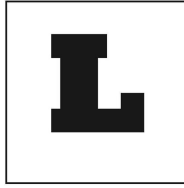
8. Ce texte est considéré, au même titre que la *Magna Carta* établie en 1215 en Angleterre, comme l'une des plus anciennes références concernant les droits fondamentaux. Il existe plusieurs textes de la Charte, dont celui établi par Wa Kamissoko et Youssouf Tata Cissé, inscrit depuis 2009 par l'UNESCO sur la liste

du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

9. Terme swahili signifiant « liberté ». Le pic va être baptisé Kaiser-Wilhelm-*Spitze* de 1889 à 1918 en l'honneur de l'empereur Guillaume II, durant la colonisation allemande de l'Afrique orientale.

10. L'hebdomadaire culturel *Télérama* qualifiera *Kirikou et la Sorcière* de « miracle ».

11. La colonne Leclerc est transformée en 2^e division française libre à Sabratha en Libye ; le 24 août 1943, elle est renommée 2^e division blindée à Témara (Maroc).



La Baule

La Françafrique sur le sable

« La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté. » Cette petite phrase, prononcée par François Mitterrand le 20 juin 1990 au sommet franco-africain de La Baule, lui permet d'apporter enfin sa marque personnelle à la politique africaine de la France.

Depuis le général de Gaulle, la coopération franco-africaine ne cesse de se caractériser par un soutien dispendieux à « un développement sans démocratie » dont l'avantage principal est de garantir à l'ancienne puissance coloniale la pérennité de sa présence politique, militaire et économique sur le continent. Une méthode fondée sur le donnant-donnant que les médias critiques vont désigner sous le nom de Françafrique... système dont Jacques Foccart apparaît avoir été le maître d'œuvre (voir : [Françafrique](#) ; [Foccart](#)).

Au cours du premier septennat de François Mitterrand, les chefs d'État africains auront le sentiment que la politique française est en train de tergiverser. Il y en aura eu pour tous les goûts : des réseaux un peu maçonniques de Guy Penne aux utopies de Jean-Pierre Cot, en passant par l'affaire du Carrefour du Développement, pour laquelle le ministre Christian Nucci, successeur de Cot, doit encore rembourser 2,9 millions d'euros à l'État¹.

Après les législatives de 1986, Jacques Chirac, nommé Premier ministre, installe Michel Aurillac à la coopération ; et certains réseaux Foccart semblent se réactiver. La cohabitation va durer deux ans. Mitterrand et Chirac afficheront le bicéphalisme de l'exécutif français à Paris comme à Lomé.

La géopolitique du second septennat de François Mitterrand sera

nettement plus centrée vers l'Afrique. Michel Rocard est nommé Premier ministre, et le centriste Jacques Pelletier ministre de la Coopération et du Développement. Mais cette fois-ci, c'est l'Élysée qui tient la barre : Jean-Christophe Mitterrand, ayant succédé à Guy Penne comme conseiller pour les affaires africaines au cabinet présidentiel de son père (1986-1992), est affublé en Afrique du surnom de *Papamadi* (« papa m'a dit »).

En saluant à La Baule, station balnéaire de l'estuaire de la Loire, bordée de sable fin et de palaces luxueux, « la troisième vague de démocratisation » qui touche le continent, le président français annonce en fait qu'il va prendre la main. Trente-sept chefs d'État sont présents : les « bons élèves » de la francophonie, le Sénégalais Abdou Diouf en tête ; mais aussi Hassan II, roi du Maroc, et le Tchadien Hissène Habré... Félix Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire) et Mobutu Sese Seko (Zaïre, future RD Congo) sont absents.

Dans le discours de La Baule, la France affiche – avec retard mais plutôt fermement – son soutien à l'essor de la démocratie, un mouvement ébauché avec les « conférences nationales » qui se sont tenues dans un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne (Bénin, Burkina Faso, Mali, Congo....) et vont permettre une meilleure participation de la société civile et l'émergence de revendications démocratiques.

Le mouvement, qui apparaît irréversible trente ans après les indépendances, et particulièrement indispensable à la modernisation économique, s'inscrit comme une réplique du séisme ayant entraîné la chute des régimes et de l'idéologie communiste en Russie et en Europe de l'Est. Le discours de Mitterrand à La Baule établit formellement ce lien ; l'hebdo satirique *Le Canard enchaîné* parle de « paristroïka ».

Le principe qui va inspirer désormais le dialogue entre Paris et le continent est le principe de *conditionnalité démocratique*. François Mitterrand déclare à La Baule : « J'ai naturellement un schéma tout prêt : système représentatif, élections libres, liberté de la presse, indépendance de la magistrature, refus de la censure... » Seulement, la France rappelle qu'elle se veut respectueuse de la souveraineté des États africains ; elle leur imposera davantage une obligation de résultats à plus ou moins long terme qu'une obligation de moyens. Elle « n'a pas à dicter » un modèle de « loi constitutionnelle qui s'imposerait *de facto* à l'ensemble des peuples » : c'est aux Africains

eux-mêmes de « savoir comment se diriger vers le principe universel qu'est la démocratie ». Paris ménage ostensiblement la liberté des « États souverains » de « déterminer les étapes et l'allure » du changement. En substance, l'aide de la France aux États africains est désormais subordonnée à l'avancée du processus de démocratisation. Un lien explicité lors de la conférence de presse consécutive au sommet par François Mitterrand lui-même, qui va établir une distinction entre « une aide tiède », réservée aux régimes autoritaires refusant toute évolution démocratique, et « une aide enthousiaste » destinée à « ceux qui franchiront le pas avec courage ».

Les observateurs noteront que les progrès de la démocratie s'inscrivent manifestement dans un temps long sur le continent : « On nous demande de faire 1789 en présence d'Amnesty International », dira joliment l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo – dont les amitiés socialistes n'auront jamais fait un parangon de démocratie.

Un quart de siècle plus tard, les répercussions de la révolution culturelle engagée à La Baule restent difficiles à évaluer. Dans l'ancien pré carré, à côté de quelques élections peu discutables, il existe toujours des démocraties héréditaires, des coups d'État, des mascarades électorales, et des guerres interminables (*voir : [Guerres \[en général\]](#)*)... Ailleurs, l'Afrique du Sud a rejeté l'apartheid et s'engage sur une voie libérale sur le plan économique. Quant au régime du président Mugabe, il reste très autoritaire et méprise l'opinion internationale ; mais la France croit-elle disposer d'un levier pour encourager la démocratie au Zimbabwe² ? Et a-t-elle encore des leçons à donner quand bien même elle a des intérêts à défendre ?

Lakhdar-Hamina (Mohammed)

Le cinéaste indépendant algérien

Metteur en scène algérien, auteur de *Chronique des années de braise*, grand prix du festival de Cannes (Palme d'or 1975), Mohammed Lakhdar-Hamina appartient à la génération de la guerre d'Indépendance. Ce qui rend son cinéma exceptionnel, c'est qu'il ne se contentera jamais de filmer des histoires édifiantes.

Appelé sous les drapeaux français en 1958, Lakhdar-Hamina déserte et rejoint la résistance algérienne à Tunis : « Quand je suis arrivé là-bas on m'a demandé ce que je savais faire, j'ai dit que j'étais cinéaste. » Le FLN l'envoie à Prague suivre des études à l'école de cinéma. Entre-temps, il effectue plusieurs séjours à Tunis (où il tourne avec Djamel Chanderli, *Yasmina*, *La Voix du peuple* et *Les Fusils de la liberté*, tous trois en 1961). Après l'indépendance, il va jeter les bases du futur Office des actualités algériens dont il devient le directeur en 1963.

En 1965, Lakhdar-Hamina tourne son premier film d'auteur : *Le Vent des Aurès*, qui raconte l'odyssée d'une femme partie à la recherche de son fils emprisonné pendant la guerre, une histoire inspirée de celle de sa grand-mère. L'actrice Kheltoum interprète cette « mère courage » devenue un symbole pour tous les Algériens. Couronné du prix de la Première œuvre au festival de Cannes en 1967, *Le Vent des Aurès* est le premier film algérien à recevoir une distinction sur la scène internationale.

L'année suivante, Lakhdar-Hamina tourne *Hassan Terro*. Un film comique pour pasticher les reconstitutions officielles de la guerre d'Algérie ; il y met en scène les mésaventures d'Hassan, un petit-bourgeois, entraîné malgré lui dans le feu de l'action révolutionnaire. Antihéros, froussard et vantard, Hassan est interprété par le formidable Rouiched. Grâce à ce film, Lakhdar-Hamina acquiert une popularité sans précédent auprès des spectateurs algériens.

Dans *Décembre*, son troisième long-métrage sorti en 1973, Lakhdar-Hamina aborde la torture en s'inspirant de l'histoire de son père, mort sous les sévices.

Et, en 1974, ce sera *Chronique des années de braise*, grande fresque historique située dans les années qui mènent à l'indépendance. « Avec ce film, dit Lakhdar-Hamina, j'ai eu envie d'expliquer pour la première fois comment est arrivée la guerre d'Algérie. Cette révolte, qui est devenue la révolution algérienne, est non seulement contre le colonisateur, mais aussi contre la condition de l'homme. » Le cinéaste ajoute : « Un film n'est qu'une vision personnelle même s'il prend appui sur des faits précis. » Partagé en six tableaux, depuis les premiers mouvements de résistance jusqu'à l'insurrection de 1954, le film est une épopée d'une grande force visuelle. *Chronique des années de braise* suscitera une polémique en Algérie en raison du budget qui

lui a été alloué. Mais il va remporter la Palme d'or 1975 à Cannes.

Viendront ensuite : *Vent de sable* (1982), *La Dernière Image* (1986), *Automne, octobre à Alger* (1992) et *Crépuscule des ombres* (2014).

Mohammed est un de mes plus anciens amis algériens.

Libye

Un désert explosif

La Libye, naguère province ottomane puis colonie italienne (1912-1943), est devenue un État reconnu internationalement en 1951. Dix-huit ans après sa proclamation d'indépendance par le roi Idriss I^{er}, le colonel Mouammar Kadhafi s'installe à la tête du pays par la force (1969), avant de transformer en 1977 le quatrième État d'Afrique en termes de superficie en Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste. Entre-temps, ce territoire aux espaces essentiellement désertiques³ est devenu le deuxième producteur pétrolier du continent, après le Nigeria et devant l'Algérie ; le pays disposant d'une réserve estimée à près de cinquante milliards de barils, ce qui en fait un des acteurs majeurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). En 2005, le pétrole fournit 93 % des recettes du pays et représente 95 % de ses exportations.

Considéré au départ comme un terroriste par les Occidentaux, l'auteur du *Livre vert* va faire de la Libye une puissance régionale – et conduire la transformation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine le 9 septembre 2009. Mouammar Kadhafi sera finalement renversé au terme de quarante-deux ans de pouvoir délibérément informel et nomade. À l'heure des révolutions de la rue arabe, il sera abattu en 2011 par une insurrection appuyée sur une coalition internationale menée par le Royaume-Uni et la France dans le cadre de l'OTAN. Résultat : cinq ans plus tard, la Libye, en proie à l'instabilité politique et aux affrontements armés entre factions rivales, est au bord de l'implosion⁴.

Région immense, bordée au nord par la Méditerranée, à l'ouest par l'Algérie et la Tunisie, au sud par le Niger et le Tchad et à l'est par le Soudan et l'Égypte, la Libye, extrêmement peu peuplée – six à huit

millions d'habitants –, est divisée en trois zones historiques : le Fezzan, la Tripolitaine et la Cyrénaïque ; et la coexistence entre ses quatre principales ethnies – arabes, berbères, touarègues et noires – réparties en quelque deux cents tribus et clans extrêmement divisés, n'est plus assurée.

Depuis 2014, le pays connaît deux administrations rivales, jusqu'à l'établissement d'un consensus sur la formation d'un gouvernement d'union nationale en décembre 2015 après des mois de pourparlers supervisés par l'ONU. Cependant, le gouvernement d'union nationale peine à asseoir son autorité au vu de la prolifération des milices rivales à travers tout le territoire. La sécurité publique ne cessant de s'y dégrader.

Les grandes puissances ne sont pas indifférentes à la situation. Après l'attaque du consulat de Benghazi en septembre 2012, qui a coûté la vie à quatre Américains dont l'ambassadeur des États-Unis⁵, la France a dû évacuer de nuit son ambassade à Tripoli, en juillet 2014. Depuis, son ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et son homologue italienne, Roberta Pinotti, évoquent régulièrement la perspective d'une nouvelle intervention militaire en vue d'annihiler les groupes ayant fait allégeance à l'organisation de l'État islamique (EI). L'effondrement de la Libye offre en effet aux groupes djihadistes des zones de repli et de ravitaillement quasi inexpugnables.

Dans l'hypothèse où le chaos et la guerre se poursuivent en Libye, un immense risque menace la zone sahélienne où vivent en 2017 actuellement environ 100 millions d'habitants, lesquels seront 150 millions d'ici dix ans. Selon Serge Michailof, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), une implosion de cette région globalement francophone – et quatre fois plus peuplée que la Syrie – aurait des conséquences incalculables sur les rythmes de migration vers l'Europe.

Mais il n'y a pas de fatalité, malgré le désert... La Libye dispose d'importantes ressources grâce au pétrole... Il existe même d'énormes réserves d'eau fossile souterraine stockées dans le désert dans une série d'aquifères situés dans les régions centrales et méridionales du pays. Un projet de Grande Rivière artificielle développant un réseau de canalisations, de réservoirs et de stations de pompage amenant 5 millions de mètres cubes par jour dans les provinces côtières a été lancé au début des années 1980, pour combler le déficit en eau des

régions habitées et des zones agricoles. Le coût du projet, qui devait s'achever en 2010, était estimé à l'époque à 30 milliards de dollars. La première phase, achevée en 1991, apporte 2 millions de mètres cubes par jour dans la région de Benghazi et de Syrte. La deuxième phase, qui est également achevée, achemine 1 million de mètres cubes par jour depuis le Fezzan jusque dans la région de Tripoli et la plaine de la Djeffara. La troisième phase, prévue pour ajouter 1,68 million de mètres cubes de débit journalier, n'avait pas été achevée lors de la chute de Kadhafi. Qu'attend la communauté internationale ?

Ligue arabe

Une nation sans unité

Créée en 1945 au Caire par l'Égypte, l'Arabie Saoudite, la Liban, la Syrie, l'Irak, le Yémen et l'actuelle Jordanie, la Ligue arabe avait pour vocation principale d'affirmer l'union de la nation arabe. Onze États africains, l'Égypte, la Libye, la Tunisie, le Soudan, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, la Somalie, Djibouti, les Comores et l'Érythrée, font désormais partie de cette organisation qui compte au total vingt-deux membres.

Dès sa création, la Ligue arabe s'opposera ouvertement à la création de l'État d'Israël, sans être en mesure d'empêcher sa reconnaissance internationale. La question d'Israël restera d'ailleurs essentielle au sein de la Ligue : après la signature par l'Égypte des accords de Camp David, la réunion de Bagdad (1979) doit décider de sanctions diplomatiques et économiques contre le pays de Sadate ; mais l'Irak, contrairement à ses voisins arabes, demande l'adoption de sanctions symboliques « ne touchant pas le peuple égyptien ». Le siège de la Ligue sera déplacé du Caire à Tunis. Sanction totalement dépourvue d'effet positif, la Ligue se retrouvant de ce fait privée pendant dix ans de son membre le plus puissant et d'un personnel expérimenté. Le retour du siège au Caire sera décidé en 1990 par douze membres de la Ligue arabe sur vingt-deux.

En 2002, sur une proposition du prince d'Arabie Saoudite Abdallah ben Abdelaziz Al Saoud, la Ligue arabe élaborera une initiative de

paix arabe, fondée sur l'idée d'une paix globale au Moyen-Orient : en échange d'une normalisation des relations entre Israël et chacun des pays de la Ligue arabe, l'État hébreu se retirerait de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du plateau du Golan. En 2007, au sommet de Riyad, cette proposition sera relancée par une résolution nommée « réactivation de l'initiative de paix arabe ». En vain : Israël ayant jusqu'ici refusé de prendre cette initiative en considération.

L'unité politique de façade de la Ligue arabe aura également été mise à mal en 1990 à l'occasion de la guerre du Golfe lorsque l'Irak envahit un autre pays membre : le Koweït.

En Afrique, la plus grave crise connue par la Ligue arabe sera provoquée par son refus d'exécuter le mandat d'arrêt international rédigé par la Cour pénale internationale en 2009 à l'encontre du président soudanais Omar el-Béchir, accusé de génocide et de crimes de guerre, alors qu'il vient visiter plusieurs pays membres.

Face à la guerre civile en Somalie, la Ligue va établir des contacts avec l'Union africaine et l'ONU. Une délégation sera envoyée à Nairobi pour participer à la réunion d'un groupe de contact international.

En 2011, pendant l'intervention internationale en Libye, les Français et les Américains vont beaucoup insister pour que le monde arabe y soit associé. La Ligue arabe donnera son aval à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. C'est la première fois qu'elle autorise une opération militaire contre un de ses membres.

En raison de la prévalence de la souveraineté des États sur l'intérêt panarabe, la Ligue semble condamnée à rester une union régionale sans grande consistance, quel que soit le poids stratégique individuel des pays qui la composent. Soixante ans après sa création, la question de la périodicité des sommets arabes n'a pas été tranchée, ni celles concernant la procédure des votes, le caractère contraignant des décisions ou le recouvrement des cotisations.

Lion

Le roi des animaux... Même si ça se discute

« Un lion ne meurt pas, il dort », affirme un proverbe camerounais. Ces derniers temps, en Afrique du Sud, le lion dort le plus souvent à la ferme... 60 % des lions d'Afrique australe sont en effet élevés pour être revendus à des zoos ou relâchés juste avant d'être abattus ; un peu à la manière de la venaison dans les forêts domaniales françaises. Alors qu'il reste à peine 3 000 lions sauvages en Afrique du Sud, ils sont plus de 5 000 à vivre en cage dans plusieurs dizaines d'exploitations : 10 % de ces lions d'élevage sont destinés chaque année aux chasseurs. Les lionceaux restent enfermés jusqu'à ce qu'ils soient assez vieux pour être chassés : les amateurs de trophées payant environ 22 000 dollars par mâle, et presque autant en frais annexes (organisation, logement, taxidermie...). Une lionne revient à 4 000 dollars seulement⁶.

Le *lion business* est compliqué et cruel.

Si Clarence, le lion qui louche, star de la série *Daktari*, meurt d'intoxication alimentaire en juillet 1969, à l'âge de sept ans et demi, son lointain parent, le lion Cecil, treize ans, icône du parc national Hwange au Zimbabwe, va payer de sa vie la rançon de la gloire : le fauve sera retrouvé dépecé, la tête tranchée, en juillet 2015, victime d'une chasse, somme toute assez traditionnelle. Le plus célèbre félin du pays aura été attiré grâce à une carcasse d'animal à l'extérieur du parc national, dans l'enceinte duquel la chasse est strictement prohibée ; Cecil sera ensuite blessé par une flèche, puis pourchassé pendant une quarantaine d'heures par les chasseurs. Épuisé, il va finalement être achevé d'une balle à bout portant. « C'est la manière la plus silencieuse de chasser ; la technique employée quand il s'agit de chasse illégale », confirmera le directeur de la mission de conservation animale du Zimbabwe.

Une véritable chasse traditionnelle a été filmée, il y a un demi-siècle au Niger, par le cinéaste Jean Rouch dans *La Chasse au lion à l'arc* (1967). Tourné en suivant les chasseurs gaos de la région de Yatakala entre 1957 et 1964, le film retrace les épisodes de cette chasse où technique et magie sont intimement liées : fabrication des arcs et des flèches ; préparation du poison ; pistage ; rituel de mise à mort. Mais le gibier, un vieux lion tueur, surnommé l'Américain, réussira à déjouer tous les pièges, et les Gaos atteindront seulement deux de ses femelles. Après la chasse, dans le film, les hommes racontent à leurs enfants l'histoire de « *gaway gaway* », la merveilleuse

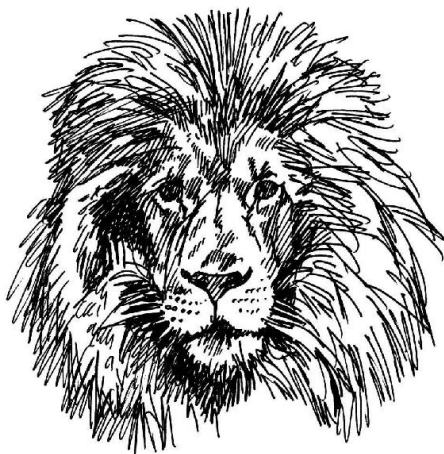
chasse aux lions...

Ajoutons que les trophées de lion ne sont pas réservés aux safaris organisés voire aux salons néocoloniaux. Je crois utile de préciser que je suis revenu à Paris accompagné d'un présent camerounais, une superbe peau de fauve – celle-ci fit régner sa loi dans mon bureau de Radio France Internationale et dans celui de l'UNESCO où la tête du lion gueule grande ouverte impressionnera mes visiteurs. Je suis particulièrement fier d'avoir été décoré par le président Abdou Diouf du premier ordre sénégalais : l'ordre du Lion.

Il y a cinquante ans, on comptait 500 000 lions en Afrique. Biologistes et défenseurs de l'environnement œuvrent désormais à une campagne internationale pour sensibiliser l'opinion publique au sort des fauves menacés d'extinction à cause de l'homme qui, soit détruit leur habitat, soit les chasse pour leur fourrure ou leurs organes.

Une série de manifestations sera ainsi organisée en mars 2014 dans une soixantaine de villes du monde, de Rio à Auckland et d'Abou Dhabi à New York afin de sauver les lions de la « chasse en conserve ».

Au Cap, le prix Nobel de la paix Desmond Tutu, représenté par sa fille, fera lire une prière devant les centaines de personnes rassemblées pour la défense des derniers rois des animaux.



Voir : [Éléphant](#).

Lomé

Le cœur du Togo

La ville de Lomé est une ville très africaine dans le sens du mélange.

Selon la tradition, le fondateur de la ville est un *Éwé* appartenant au groupe des *chasseurs*, installé au milieu des plantations d'*alo*, ces arbres dont on fait les cure-dents.

Lomé date du ^{xviii}e siècle. C'est un creuset, un carrefour où l'Afrique rencontre le monde extérieur, l'Océan. Les colonisations successives vont chacune laisser leur marque : la britannique, l'allemande, la française...

Située à l'extrême sud-ouest du Togo, et s'étendant le long du littoral du golfe de Guinée, Lomé est la capitale du pays. Son agglomération qui compte, au recensement de 2010, un million et demi d'habitants se développe au-delà de la frontière avec le Ghana, située non loin du centre-ville.

Ni ville coloniale construite et établie par les puissances européennes, ni ville traditionnelle aux racines villageoises, Lomé est une ville africaine où tout se rencontre, tout se transforme, tout évolue à une rapidité incroyable, au rythme des boîtes de nuit, des cybercafés, des zémidjans (motos-taxis) ou des cargos de la zone franche. S'y mêlent tradition et modernité : l'animisme au marché des féticheurs et le béton quelquefois prétentieux des hôtels de luxe et des établissements bancaires. Au premier étage du grand marché se trouve le territoire des célèbres « Nana Benz », qui sont des commerçantes dont le rayonnement s'étend de Paris à Pékin. Elles vendent des pagnes fabriqués sur place, en Europe ou en Inde, et qui habilleront sûrement les élégantes d'Afrique de l'Ouest cette année.

Le centre-ville date du début du ^{xx}e siècle, et on y trouve quelques restes d'architecture coloniale, comme le palais des gouverneurs ou la cathédrale du Sacré-Cœur, de style néogothique allemand. Le littoral tranche avec la frénésie qui règne au marché. Les pêcheurs poussent tranquillement leurs énormes pirogues à la mer.

Selon l'hebdo *Jeune Afrique*, une « ville nouvelle » à vocation écologique va voir le jour à Adétikopé, à trente minutes au nord de Lomé. Cette cité devrait offrir 500 logements dans sa première phase⁷,

avec parc aquatique, hôtel, centre commercial, école, clinique et 10 000 mètres carrés de bureaux.

Son promoteur met l'accent sur les enjeux « écologiques » de son projet : préservation de l'environnement et d'essences naturelles présentes aujourd'hui sur le site de la future cité ; assainissement d'un barrage naturel pour la construction du parc aquatique ; sans oublier des efforts annoncés pour améliorer l'efficacité énergétique.

Lomé est l'une des villes d'Afrique où le climat tropical est particulièrement tempéré.

Lomidine

Remède miracle ?

La réalité a fréquemment de l'avance sur la fiction. Les laboratoires pharmaceutiques n'ont pas attendu John Le Carré (*La Constance du jardinier*⁸) pour faire des expérimentations sauvages sur les populations africaines. L'affaire de la lomidine remonte aux années 1950. Il s'agit d'une piqûre miracle, qui devait débarrasser l'Afrique d'un mal qui décimait le continent, la maladie du sommeil. Scandale pharmaceutique oublié, enterré par les pouvoirs coloniaux de la fin des années 1950.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les médecins des colonies font de l'éradication de la maladie du sommeil leur priorité. Dans l'enthousiasme, de grandes campagnes de « lomidinisation préventive » sont organisées dans tout le continent. La méthode connaît quelques ratés – la molécule se révèle inefficace et dangereuse –, mais la machine est lancée : il faut inoculer l'intégralité des populations... Environ 12 à 13 millions d'injections préventives vont ainsi été réalisées entre 1945 et 1960. Le médicament a des effets secondaires importants : il peut occasionner des syncopes, des accidents cardiaques, des décès brutaux parfois. En novembre 1954, dans l'est du Cameroun, dans la région de Yokadouma, le village de Gribi sera décimé par des cas de gangrène de la fesse, à la suite de piqûres de lomidine : au moins 30 morts et 200 gangrènes sur 300 habitants.

Un livre signé Guillaume Lachenal⁹ montre comment les médecins vont s'obstiner à utiliser un médicament pourtant dangereux, au nom du rêve d'une Afrique libérée de la maladie. La petite histoire de la lomidine ouvre une fenêtre sur le quotidien des politiques coloniales de modernisation, révélant la part d'irrationnel inscrite au cœur des projets de « mise en ordre » de l'Afrique par la science et la technique.

Un demi-siècle plus tard, la maladie du sommeil n'a toujours pas été éradiquée. Selon l'Institut Pasteur, elle sévit exclusivement dans 36 pays d'Afrique subsaharienne où l'on trouve les mouches tsé-tsé. Elle peut affecter les humains et les animaux, notamment le bétail. Grâce à la lutte menée contre la maladie, cette fois-ci avec des médicaments adéquats, l'épidémie en elle-même est en baisse depuis 2009. Mais, en 2017, on compte encore environ 7 000 nouveaux cas par an.

Lucy

Le surnom psychédélique de Dinqnesh

La découverte de Lucy, la grande sœur de l'humanité, remonte au 24 novembre 1974. L'équipe qui repère son fossile vieux de 3,2 millions d'années mène des fouilles sur les bords de la rivière Awash (Éthiopie) dans le cadre de l'International Afar Research Expedition, projet regroupant une trentaine de chercheurs éthiopiens, américains et français, codirigé par Donald Johanson (paléoanthropologue), Maurice Taieb (géologue) et Yves Coppens (paléontologiste et paléoanthropologue).

Lucy est surnommée ainsi par les jeunes chercheurs européens qui écoutent à l'époque de la découverte le tube psychédélique des Beatles, « *Lucy in the Sky with Diamonds*¹⁰ » le soir sous la tente, en répertoriant les ossements. En Éthiopie, Lucy est appelée *Dinqnesh*, ce qui signifie « tu es merveilleuse » en amharique.

Lucy va être décrite une première fois en 1976 (et répertoriée sous le code AL 288-1), mais son rattachement à l'espèce *Australopithecus afarensis* ne sera proposé qu'en 1978. Il s'agit en particulier d'une découverte très importante pour l'étude des australopithèques : le premier fossile relativement complet remontant à une période aussi

ancienne... Lucy compte en effet les fragments de 52 ossements dont une mandibule, des éléments postcrâniens, une partie du bassin et du fémur.



Ces éléments vont se révéler extrêmement importants pour tenter de reconstituer la locomotion de l'espèce *Australopithecus afarensis*. En effet, si Lucy apparaît incontestablement apte à la locomotion bipède, comme l'indiquent son port de tête, la courbure de sa colonne vertébrale, la forme de son bassin et de son fémur, elle doit être encore partiellement arboricole : ses membres supérieurs sont un peu plus longs que ses membres inférieurs, ses phalanges plates et courbées, l'articulation de son genou offrant une grande amplitude de rotation. On pourrait la qualifier de *bilocomotrice* dans la mesure où elle allie *bipédie* et *aptitude à grimper*.

Le fossile original de Lucy est conservé au Musée national d'Éthiopie à Addis-Abeba. Une réplique de ses ossements est exposée à la galerie d'anatomie comparée et de paléontologie du Muséum national d'histoire naturelle à Paris. Et ce n'est pas tout, on peut suivre les aventures d'une Lucy imaginaire en chair et en os sur l'écran des salles obscures dans le film de Luc Besson, *Lucy*, sorti en 2014, où Scarlett Johansson prête son regard et son intensité à notre éternel féminin.

Tant pis pour Toumaï ! Le crâne fossile du grand aîné de Lucy, mis au jour en 2001 au Tchad dans le désert du Djourab, n'inspirera pas autant l'imagination de nos contemporains. Sa découverte va conduire en revanche à la définition d'une nouvelle espèce : le *Sahelanthropus tchadensis*, que certains paléoanthropologues considèrent comme l'une des premières variétés de la lignée humaine, remontant probablement à la divergence entre le chimpanzé et l'homme. Le fossile est daté d'environ sept millions d'années avant notre époque.

1. Un remboursement effectué solidairement avec les autres protagonistes de l'affaire. À ce jour, Christian Nucci s'acquitte de la somme due à l'État au rythme de 1 500 euros par mois.
2. L'aide française parvient au Zimbabwe principalement par les canaux multilatéraux et européens. Les institutions onusiennes y jouent également un rôle important (OMS, PNUD, etc.). La part annuelle de la France dans l'aide européenne au Zimbabwe est d'environ 20 millions d'euros. Avec les contributions onusiennes, l'aide française au Zimbabwe oscille chaque année entre 22 et 25 millions d'euros.
3. Environ 1 % de la superficie de la Libye est cultivée ; 8 % des terrains accueillant du pâturage.
4. En 2007, la Libye était le pays le plus développé d'Afrique si l'on se réfère au classement IDH (Indice de développement humain) établi par le Programme des Nations unies pour le développement, celui-ci étant de 0,840. En 2013, selon le même organisme, l'IDH de la Libye a connu la plus forte baisse annuelle parmi les 187 pays examinés, pour descendre à 0,784.
5. Cette attaque ayant provoqué une polémique contre l'administration Obama, dont Hillary Clinton était à l'époque secrétaire d'État.
6. Certains lions seraient aussi spécialement élevés pour leurs os et leurs carcasses envoyés en Asie où ils entreraient dans la composition de philtres d'amour.
7. Mille logements sont prévus dans une seconde étape.
8. Seuil, 2001.
9. Guillaume Lachenal, *Le médicament qui devait sauver l'Afrique. Un scandale pharmaceutique aux colonies*, La Découverte, 2014. Guillaume Lachenal est maître de conférences en histoire des sciences à l'université Paris-Diderot. Ses travaux ont été publiés dans *Les Annales*, *The Lancet*, *Journal of African History*, etc.
10. Le disque des Beatles *Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band* est sorti en 1967.



Mahfouz (Naguib)

Le Tolstoï arabe

Seul romancier égyptien à avoir reçu le prix Nobel de littérature, en 1988, il est considéré comme le maître du roman arabe. Né au Caire en 1911, il publie sa première nouvelle en 1939. Ses premiers romans ont pour cadre l'Égypte pharaonique, mais ne rencontrent qu'un succès relatif. Après la Seconde Guerre mondiale, il se plonge avec un grand bonheur dans l'Égypte contemporaine. En 1956 et 1957, il publie son grand œuvre, la fameuse *Trilogie du Caire* (1 500 pages) : *Impasse des deux palais*, *Le Palais du désir* et *Le Jardin du passé*. Le roman, qui s'inscrit dans la veine réaliste des Balzac, Tolstoï et Dickens, présente la saga de trois générations de Cairotes, de la fin de la Première Guerre mondiale à la fin de la monarchie égyptienne. Immense fresque, comptant des dizaines de personnages forts, puisés dans toutes les catégories de la population égyptienne, c'est un condensé vivant de l'histoire du pays, de ses bouleversements sociaux, de ses luttes politiques, de ses débats philosophiques et religieux. Mahfouz y réussit le tour de force, propre aux seuls génies littéraires, non seulement de nous donner à voir et à sentir ses héros, mais de nous amener à les aimer. Ce qu'il ne cessera de faire dans les nombreux romans qui suivront la *Trilogie*, dont certains sont des chefs-d'œuvre de niveau comparable, tout aussi foisonnants de vie, même s'ils sont moins connus du public international.

Les convictions résolument modernistes, laïques et démocratiques de Mahfouz lui vaudront d'être la cible privilégiée de groupes islamistes. En 1996, deux fanatiques tenteront de l'assassiner à l'arme blanche, le laissant paralysé du bras droit et l'obligeant à dicter ses textes ultérieurs. Il meurt en 2006.

Makeba (Miriam)

« *Mama Africa* »

Zenzile Miriam Makeba, surnommée plus affectueusement « Mama Africa », chanteuse emblématique sud-africaine d'ethno-jazz, à la voix atypique, militante politique et véritable icône du mouvement antiapartheid dont elle a été l'une des voix les plus porteuses, nous a quittés le 3 novembre 2008 à l'âge de soixante-seize ans à Castel Volturno (Italie). Alors qu'elle avait annoncé en 2005 qu'elle mettrait fin à sa carrière en continuant de défendre les causes auxquelles elle croyait, elle sera allée au bout de ses convictions et succombera à une crise cardiaque après un concert de soutien à l'auteur Roberto Saviano, traqué par la mafia italienne. Outre un talent unique, elle est un exemple de courage, de détermination, de constance dans son engagement politique, qui l'a conduite à vivre en exil pendant trente et un ans. Des années durant lesquelles elle n'a eu de cesse d'alerter l'opinion publique, de dénoncer les injustices et de défendre ses convictions au travers de nombreux débats, interviews et concerts donnés de part et d'autre dans le monde. C'est dans ce contexte que je l'ai rencontrée à Yaoundé, où elle était venue donner un concert, et je l'avais invitée à participer à une rencontre avec les étudiants en journalisme. Son histoire tumultueuse et parfois tragique commence un 4 mars 1932 dans un township de Johannesburg où Zenzi (diminutif de Zenzile et qui signifie en langue xhosa : « Tu ne dois t'en prendre qu'à toi-même ») voit le jour dans une famille modeste, d'un père xhosa et d'une mère swazi.

La mort prématurée de son père alors qu'elle n'a que cinq ans marquera un tournant dans sa vie. Très jeune, elle est touchée par la magie de la musique dont elle est persuadée que ce sera sa seule échappatoire à la pauvreté. Sa voix originale est remarquée à l'école de formation méthodiste de Pretoria. Elle commence à chanter d'abord avec les « Cuban Brothers », ensuite avec les « Manhattan Brothers », groupe dont elle devient la choriste et qu'elle accompagnera en tournée aux États-Unis en 1959. Elle s'exprime dans un style musical connu sous le nom de « mbube », mélange de jazz américain avec des musiques traditionnelles et de musique religieuse anglicane. Le mbube (lion, en zoulou) est une forme de musique vocale typique sud-

africaine rendu célèbre par le groupe « Ladysmith Black Mambazo ». Ce style populaire est pratiqué dans de nombreuses communautés d'amateurs enthousiastes. Sa carrière musicale commence en douceur mais explose avec son premier tube, « Pata Pata », sorti en 1956, qui fera le tour du monde des radios et sera repris dans beaucoup de pays. Elle donnera des concerts sur le continent africain et dans de nombreuses enceintes prestigieuses du monde entier où elle est souvent invitée. Elle chante en zoulou xhosa, en tswana, en swahili et en arabe (Jeux africains d'Alger en 1978). Elle recevra en 1966 un Grammy Award pour son disque *An Evening with Harry Belafonte and Miriam Makeba*, réalisé en collaboration avec le célèbre compositeur d'origine haïtienne devenant ainsi la première Sud-Africaine à recevoir cette distinction. Elle renouera avec le succès après une période d'accalmie grâce à sa rencontre avec l'artiste Paul Simon dans l'album *Graceland*, une collaboration qui ne sera pas du goût de tout le monde. Sa carrière musicale est indissociable de son combat politique, et elle profitera de sa notoriété pour sans cesse dénoncer et combattre le régime de l'apartheid. Sa participation dans le film antiapartheid *Comme Back, Africa* du cinéaste américain Lionel Rogosin en 1959 lui vaudra un exil qui durera trente et un ans, l'empêchant d'assister aux obsèques de sa mère décédée en 1960, exil durant lequel elle va acquérir de nombreuses nationalités : guinéenne, algérienne, citoyenne du monde. C'est avec un passeport français qu'elle reviendra en Afrique du Sud à la libération de Nelson Mandela. Elle ne cessera pas pour autant de prononcer des discours anti-apartheid et d'être la figure de proue du boycott culturel de l'Afrique du Sud devant les Nations unies. On peut aussi évoquer son rôle dans *Sarafina !* en 1992, un film de Darrel Roodt qui raconte les émeutes de Soweto de 1976. On ne pourra parler de Miriam Makeba sans évoquer sa vie personnelle avec ses cinq mariages, dont le plus controversé a été celui avec Stokely Carmichael, militant des droits civiques aux États-Unis et leader des « Black Panthers », ou de la tragédie vécue par la mort de sa fille Bongli en 1985, des suites d'un accouchement difficile.



Plus qu'un héritage musical, Miriam Makeba est un exemple. Jusqu'à la fin de sa vie, elle a continué de défendre les causes auxquelles elle croyait. Elle a œuvré non seulement pour son pays, dans lequel elle exhortait ses frères noirs au pardon – « Il faut nous laisser grandir, les Noirs et les Blancs doivent apprendre à se connaître et vivre ensemble » –, mais aussi pour une grande Afrique unie et libre. On peut la qualifier de panafricaniste de première heure, au même titre que Lumumba, Nkrumah, Sékou Touré ou Neto. Elle fut invitée à chanter dans les cérémonies officielles des indépendances de nombreux pays africains. C'est la seule artiste invitée par l'empereur éthiopien Hailé Sélassié pour l'inauguration de l'Organisation de l'union africaine en 1963. « Mama Africa » restera à jamais la voix de l'Afrique opprimée. Et je garderai d'elle un souvenir inoubliable. À chacun de ses passages à Paris, elle avait la gentillesse de me faire signe. Et m'invita à participer à l'émission de télévision que Frédéric Mitterrand lui consacra.

Mali

Vieil empire et champ de bataille

À la frontière du pays touareg et de l'Afrique subsaharienne, le Mali a été le berceau de l'empire du Ghana ; celui-ci va se développer à partir du ^{vii}^e siècle grâce à l'exportation d'or et de sel.

À son apogée au ^x^e siècle, l'empire du Ghana, désigné par ses habitants sous le nom d'Empire *ouagadou*, se trouve à cheval sur la

frontière séparant actuellement la Mauritanie et le Mali, mais il sera bientôt détruit par les Almoravides (voir : [Islam](#)).

Au ^x^e siècle, l'empire du Mali prend sa place (voir : [Keïta](#), [Soundiata](#)). La prospérité de l'empire repose sur le commerce des caravanes transsahariennes : du cuivre, du sel, de l'or et des étoffes... Tombouctou, Gao et Djenné sont les centres économiques et culturels de cette civilisation au centre de l'islam soudano-malien.

Au ^{xv}^e siècle, on assiste à l'avènement de l'Empire songhaï (voir : [Gao](#)). Le pays songhaï s'étend alors sur la plus grande partie du Mali actuel. En 1591, l'empire va être quasiment démantelé par les troupes du pacha Djouder venues du Maroc. Lui succéderont une mosaïque de petits États : les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta, l'Empire peul du Macina, l'Empire toucouleur, le royaume du KénéDougou, etc.

Le pays sera par la suite colonie française (1895) ; il deviendra le Soudan français pendant quarante ans (1920-1960). Quelques années après l'indépendance, le pays subira la dictature de Moussa Traoré (1968-1991), avant de connaître enfin un régime plus convenablement démocratique...

Las ! En 2012, le nord du Mali est envahi par des groupes rebelles touarègues et des djihadistes liés à Al-Qaïda, qui sanctuarisent la région, après la déroute de l'armée régulière face à la rébellion. Les djihadistes seront à leur tour chassés du Nord-Mali, et en grande partie dispersés, à partir de janvier 2013 par une opération militaire alliant troupes franco-maliennes et renforts des pays de la CEDEAO, sous pavillon onusien. L'opération se poursuit encore, trois ans plus tard. Serval est devenu Barkhane : appui aux pays partenaires de la bande sahélo-saharienne, avec pour mission de lutter contre les groupes djihadistes et d'empêcher la constitution de sanctuaires terroristes. Longtemps concentrées dans le Nord, les attaques rebelles s'étendent à partir de début 2015 en direction du centre, puis du sud du pays. Des zones entières échappent au contrôle international.

Une délégation du Conseil de sécurité des Nations unies s'est entretenue début 2016 avec le Premier ministre malien Modibo Keïta¹, avant de se rendre à Mopti (centre), puis à Tombouctou (nord-ouest), en indiquant que « la priorité aujourd'hui est à la pleine mise en œuvre de l'accord de paix ».

L'accord de paix tarde en effet à se concrétiser. Il a pourtant été

entériné en mai-juin 2015 par le gouvernement malien et les forces armées qui le soutiennent – la plateforme – ainsi que par les groupes rebelles à dominante touarègue, réunis au sein de la Coordination des mouvements de l’Azawad (CMA).

L’insécurité résultant de cette situation conflictuelle menace bien entendu le tourisme en particulier : c’est l’un des secteurs les plus prometteurs de l’économie malienne. Les pertes enregistrées ces deux dernières années atteindraient plus de 50 milliards de francs CFA (environ 76 millions d’euros). Certains évoquent le chiffre de près de 50 % de visiteurs en moins.

Quatre sites, tous inscrits au Patrimoine mondial de l’UNESCO, concentrent l’activité touristique au Mali : le pays Dogon (qui fut la région la plus visitée de toute l’Afrique de l’Ouest), Djenné (plus grande ville en terre au monde), Tombouctou (ville mythique située au nord) et le Tombeau des Askia (région de Gao) ; des travaux de restauration sont entrepris dans ces deux derniers sites sous l’égide de l’organisation culturelle.

Le préjudice causé par les combats pourra-t-il être effacé ? Le Mali conservera toujours ses paysages exceptionnels allant des dunes sableuses du Nord aux savanes arborées du Sud, ses villages traditionnels camouflés dans la brousse, ses mosquées en *banco*, de style soudanais, à l’architecture sobre, souvent majestueuse... Sans oublier ce fleuve fascinant, le Niger, qui parcourt généreusement le pays, donnant vie aux terres arides.

Du nord au sud du pays, il est difficile de se détacher de la beauté d’une terre et d’un peuple pluriel, nourris par des traditions culturelles et même spirituelles diverses. Un mot se dégage, qui semble exprimer avec justesse le caractère des hommes et des femmes qui le composent : la noblesse. Noblesse du port, des attitudes, de la parole. Attention portée aux autres, respect des Anciens et de leur mémoire, rigueur et justice dans les actes posés.

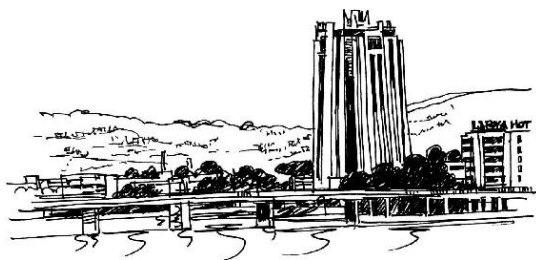
C’est en cela sans doute que la folie islamiste fut la plus blessante et insultante vis-à-vis de l’âme même du Mali, quand elle déferla sur Tombouctou, ainsi que le grand cinéaste mauritanien Abderrahmane Sissako l’a magistralement dépeint. Lorsque la bêtise idéologique et l’ignorance subvertissent pour mieux les détruire ensuite les valeurs ancestrales d’un peuple... Il fallait nécessairement que ce peuple s’en libère, réaffirme la supériorité de ses propres traditions, celles qui

fondent sa culture, son apport singulier et durable à la civilisation humaine. Sa noblesse propre.

Hors tourisme, l'économie du Mali reste dominée par le secteur agricole : 80 % de la population active travaille dans ce secteur. Mais la production est limitée, souffrant à la fois d'un manque d'infrastructure en milieu rural et de rendements trop faibles liés aux variations climatiques. En dehors de la région de Sikasso, l'autosuffisance alimentaire n'est pas assurée dans un pays qui dépend encore largement de l'aide internationale.

Le Mali dispose bien entendu d'un important potentiel de matières premières de nature à attiser les convoitises des pays développés et de grands groupes internationaux. Le sous-sol est riche : or, pétrole, gaz, uranium et terres rares... Mais il reste un préalable : avant de mener des campagnes de prospection, puis de passer à une éventuelle exploitation, il est indispensable que la région soit sécurisée et que la composante touarègue trouve sa vraie place.

Ce n'est pas un hasard si François Hollande a choisi en janvier 2017 de conclure son quinquennat par un sommet Afrique-France organisé à Bamako : il l'avait inauguré avec l'engagement des soldats français contre les éléments islamistes qui, profitant de la déstabilisation de la Libye, essayaient, à partir du nord du Mali, de conquérir l'ensemble du pays. Le courage d'intervenir militairement dans cette zone, avec un mandat de l'ONU et à la demande des autorités maliennes bien sûr, a marqué durablement de son sceau les relations franco-africaines pendant son mandat.



De cet acte, les dirigeants et le peuple malien sont reconnaissants à François Hollande. À commencer par celui que le Mali a élu à sa tête, Ibrahim Boubacar Keïta, qui a trouvé des mots simples et clairs pour

exprimer cette gratitude : « De tous les chefs d'État français, il aura été celui dont le rapport à l'Afrique a été le plus loyal et le plus sincère. » Et le président français n'a pas ménagé non plus ses encouragements et ses éloges à l'endroit de l'hôte du sommet : « Il y a peu d'exemples au monde comme celui du Mali, qui a été capable de se redresser aussi vite. »

Au-delà des propos émouvants d'Ibrahim Boubacar Keïta, l'accueil chaleureux qui a été réservé à François Hollande par les nombreux chefs d'État africains réunis dans la capitale malienne témoignait pourtant d'autre chose : la ligne qu'il est parvenu à maintenir ensuite fut en rupture avec l'héritage de la « Françafrique » : respectant l'indépendance des pays africains francophones, il se refusa à intervenir dans leurs affaires intérieures.

Ceux-là mêmes qui dénonçaient l'interventionnisme français en Afrique francophone lui reprochèrent parfois de ne pas s'immiscer dans les jeux politiques locaux, au point de ne pas chercher à s'opposer à l'issue de tel ou tel scrutin dont la régularité était, à juste titre, contestée. Pourtant, respecter la souveraineté des États africains est aussi à ce prix. Chaque peuple suit son propre chemin vers l'avenir, et la France n'est pas une maîtresse d'école, en charge de les corriger.

Cela n'empêche pas évidemment de rappeler les principes fondamentaux des droits de l'homme, ce que François Hollande ne renonça jamais à faire, par ailleurs : nécessité du respect des libertés publiques, du cheminement vers la démocratie qui peut certes être un long chemin mais ne saurait compter trop de détours, de la sécurité des personnes, de l'indépendance de la justice, des médias et de la primauté du droit. « J'ai pour l'Afrique des sentiments intenses », déclara François Hollande à la conférence de presse de clôture du sommet de Bamako, le 14 janvier 2017. C'est à la lumière de cette phrase qu'il faut relire toute la politique qu'il a menée vis-à-vis de l'Afrique pendant ces cinq années de présidence.

L'avenir du Mali, sa capacité à dépasser ses contradictions et ses divisions géographiques ou ethniques, c'est à ce pays de l'inventer, en faisant place à toutes ses composantes. Dans une Afrique moderne tournée vers la construction de son unité, le Mali a les moyens d'être un pays exemplaire, démocratique, pluriel. L'aide de la France ne doit pas lui faire défaut, mais elle ne saurait se transformer en tutelle.

« Mali, ô Mali ! écrit le romancier Erik Orsenna². Comment ne pas

comprendre que ta fragilité est la nôtre ? Comment ne pas écouter tes musiciens, comment ne pas regarder travailler tes tisseurs ? Comment ne pas comprendre que c'est ainsi, par le chant commun et par le tissu, qu'on fait un pays de toutes les diversités ? »

Mandela (Nelson)

La longue route de Madiba

Héros et symbole de la lutte contre l'apartheid, celui que ses compagnons (et sa tribu) surnomment Madiba passera vingt-sept ans et demi en prison. Premier président africain de l'Union sud-africaine (1994-1999), il aura enclenché un mouvement démocratique à la portée révolutionnaire.

Étudiant, Nelson Rolihlahla Mandela, fils de l'un des chefs de l'ethnie xhosa, est exclu de l'université de Fort Hare (Sud) après un conflit sur l'élection de représentants étudiants, avant de fuir sa famille à l'âge de vingt-deux ans pour échapper à un mariage arrangé. Après avoir obtenu un diplôme en droit en 1942 à l'université du Witwatersrand de Johannesburg, il entre à l'African National Congress (ANC) qui est alors le parti politique de la bourgeoisie noire modérée.

Nelson Mandela fonde, avec son condisciple Oliver Tambo, le premier cabinet d'avocats noirs en Afrique du Sud ; puis, en mars 1944, ils créent ensemble la Ligue de la jeunesse de l'ANC (Youth League), grâce à laquelle ils accèdent à la tête de l'African National Congress.

Lorsque l'apartheid est inscrit dans la Constitution par le Premier ministre sud-africain Daniel Malan en 1948 (voir : [Apartheid](#)), l'ANC va s'y opposer radicalement.

Après plusieurs années de lutte contre ce régime, jalonnées d'arrestations et de procès, Nelson Mandela est condamné en 1964 avec sept de ses compagnons à la prison à vie pour sabotage, trahison et complot. Le *New York Times*, révélera en 1990 la participation de la CIA à cette arrestation.

L'ANC est alors décapitée sur le territoire sud-africain et c'est en exil qu'il se reconstitue et survit sous la direction de son président en

exil, Oliver Tambo.

Durant toute sa captivité, Mandela refusera d'être libéré en contrepartie de son renoncement public à la lutte antiapartheid.

Les résolutions de l'Organisation des Nations unies qui qualifient le régime d'apartheid de « crime contre l'humanité » et l'adoption en 1973 de la Convention internationale pour l'élimination et la répression du crime d'apartheid vont donner un appui considérable aux mouvements qui soutiennent la lutte de Mandela. Ceux-ci vont pouvoir s'y appuyer pour demander à leurs gouvernements respectifs l'application des sanctions globales et obligatoires. Particulièrement ceux qui se sont opposés ou se sont abstenus lors du vote pour l'adoption de ces résolutions, notamment les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

En 1986, le régime sud-africain est étranglé par le boycott international. Des rencontres officielles sont organisées avec les autorités. On va vers la fin de l'apartheid. Mandela est placé en résidence surveillée à partir de 1988, puis finalement libéré le 11 février 1990. Le gouvernement sud-africain légalise le parti communiste et l'ANC dont Mandela devient président en 1991.

En 1993, Mandela reçoit un prix Nobel de la paix qu'il partagera avec le président sud-africain De Klerk. L'ANC remporte une très large victoire aux premières élections pluralistes et multiraciales qui ont lieu en 1994. La même année, Nelson Mandela est élu président de l'Afrique du Sud.

Son héritage politique et philosophique est considérable. L'organisation du processus Vérité et Réconciliation devient un modèle de dialogue entre communautés divisées, et inspirera de nombreuses conférences nationales sur le continent.



Exemple contagieux.

C'est le 10 décembre 2013 à Soweto, à l'occasion de la cérémonie d'obsèques de Madiba, que le président américain Barack Obama donne le signal de la reprise du dialogue entre les États-Unis et Cuba en serrant la main de Raul Castro, au terme de cinquante-quatre ans de guerre froide.

Maquis

Gastronomie informelle

« On se retrouve au maquis ? » En Afrique francophone, c'est l'équivalent d'une invitation : le terme maquis désigne un type de restaurant local, installé dans une cour, dans un appartement ou dans une paillotte. Des lieux communautaires, où les clients peuvent se restaurer, boire un verre en regardant des matchs à la télévision, ou danser en écoutant de la musique. Dans ces bouis-bouis à la mode africaine, on propose des plats et des boissons à des prix très abordables.

Le mot maquis semble avoir été introduit naguère par des colons corses. L'aspect discret, voire caché, de ces établissements, les assimile avec du maquis végétal. Ce sont des lieux où l'on peut encore consommer en douce des viandes dites « de brousse³ », autant de délices en général interdites de commercialisation ou de consommation, du fait des conventions internationales sur le braconnage et de la protection des espèces menacées.

La difficulté pour préparer correctement de tels plats, autant d'un point de vue gastronomique que sanitaire, contribue au statut informel des lieux. Il existe aussi des maquis abritant les amours illégitimes ; on les désigne sous le nom de « clandos ». On trouve naturellement aussi des « maquis-ministres », locution qui désigne les établissements destinés à une clientèle plus aisée.

Abidjan est surnommée « ville des maquis ». Ces derniers constituent une part importante de l'économie informelle dans la capitale ivoirienne, suivant un modèle économique où prime la « débrouille ». Une étude remontant à 1991 en dénombre plus de neuf

cents, essentiellement tenus par des femmes, contrairement aux « kiosques » principalement tenus par des hommes. Maquis et kiosques ayant des concurrents populaires, les « allocodromes », où l'on pratique une restauration rapide « à l'africaine ». Il s'agit d'espaces à ciel ouvert où de nombreux restaurateurs et vendeurs se partagent clients et tables disponibles. Le chaland choisit en même temps son vendeur et son plat : des spécialités telles que l'*allococo*⁴, des frites, des poissons, des poulets braisés...

Certains maquis ressemblent de plus en plus à des night-clubs luxueux avec espace en plein air et scène de concert. Autrefois concentrés autour de la rue Princesse, détruite en 2011, ils vont se réinstaller le long d'une nouvelle rue dite Mille maquis. On en trouve également en nombre au quartier de Yopougon ou sur la Rue 12.

Au Burkina Faso comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, l'État cherche à mettre un terme au statut informel des maquis et aux nuisances de voisinage. À Ouagadougou, ces désordres vont des problèmes de stationnement anarchique à la vente de drogues, en passant par les infractions aux règles d'urbanisme.

À Paris, on compte une trentaine de maquis, principalement aux environs de la porte de Clichy, dans le quartier des Épinettes. À Lyon, on en recense une vingtaine, en majorité dans le quartier de la Guillotière.

En 2014, les maquis et leurs viandes de brousse⁵ vont être montrés du doigt comme vecteurs potentiels du virus Ebola dans le cadre de la crise épidémique qui sévit alors en Afrique de l'Ouest.

Marabout

Magie teintée d'islam... avec gris-gris

Au Maghreb arabe, le terme marabout ne désigne pas un sorcier, comme cela peut être le cas en Afrique noire : le marabout d'Afrique du Nord est le plus souvent un pieux musulman, vénéré comme un saint de son vivant ou après sa mort. Certains marabouts pratiquent une lecture ésotérique du Coran, s'appuyant sur un système de numérologie assez similaire à celui de la kabbale judaïque. Le

marabout au Maghreb sera le plus souvent un maître spirituel menant une vie recluse et ascétique. Le saint personnage sera généralement enterré dans un sanctuaire appelé *Qûbè* en raison de son dôme ; les colons français désignaient ces édifices comme des marabouts... Le saint homme donne parfois son nom à un lieu-dit, à un village, à une ville ; il lui offre protection et bénédiction. Il n'a pas de pouvoir politique en général, mais les soufis lui rendent visite pour le consulter ou s'entretenir sur des problèmes d'ordre spirituel (voir : [Soufisme](#)).

La croyance populaire attribue facilement toutes sortes de miracles au marabout, ce qui rapproche son statut imaginaire de celui de ses homologues d'Afrique subsaharienne.

Au sud du Sahara, l'usage du terme marabout s'est étendu aux prêtres, chasseurs traditionnels⁶ ou autres sorciers relevant de rites animistes – vaudou ou yoruba par exemple. Le marabout travaille à guérir ses patients d'une douleur personnelle ou d'un mauvais sort : il rétablit la santé ou l'ordre social à l'aide de talismans, de gris-gris ; ces pratiques magiques qui sont critiquées par les musulmans orthodoxes n'ont jamais cessé d'exister.

Le marabout ne demande en général pas de salaire pour ses actions, mais il existe une obligation morale tacite de pourvoir à leurs besoins ; dans la mesure où il s'agit d'un ascète, ces contributions se réduisent à la nourriture et à la boisson, ainsi qu'au vêtement.

Dans les confréries du Sénégal, les marabouts sont organisés en hiérarchies élaborées. Le marabout le plus élevé de la confrérie des mourides est ainsi promu au rang de calife (voir : [Mourides](#)).

Il existe aussi une diaspora des marabouts : les publicités et affichettes de marabouts se multiplient dans les quartiers de l'immigration à Marseille, à Montréal, à Bruxelles ou à Paris. Là, ce sont des professionnels qui pratiquent voyance et envoûtements contre rémunération en jouant de la crédulité de leur clientèle (le plus souvent féminine), à la limite de l'escroquerie.



Marigot

Nage en eaux troubles

Un marigot est une petite mare temporaire que l'on rencontre particulièrement en Afrique. C'est le biotope favori de nombreuses espèces : oiseaux, reptiles, éléphants, hippopotames, crocodiles, etc. Le marigot africain est le lieu de prédilection et de reproduction des *killis*⁷ annuels.

Le terme marigot vient des Caraïbes, où il est sans doute une déclinaison du mot mare, à la sauce antillaise⁸.

Dans les sociétés africaines traditionnelles, le marigot, situé en dehors du village, remplit une fonction sociale : les filles ou les garçons initiés⁹ s'y rendent pour se rafraîchir et se purifier.

Les femmes mariées et les filles du village se retrouvent deux fois par semaine, pour « faire du linge » au grand marigot. Par exemple, les lundis et les jeudis, parce que, dans les villages, il y a des jours où la tradition interdit de « faire le linge », de se coiffer, de se raser, de rendre des condoléances...

Le terme marigot est quelquefois employé métaphoriquement pour suggérer des activités plus ou moins troubles, ou un milieu dangereux pour les personnes qui y sont extérieures. Le marigot semble particulièrement accueillant pour les hommes politiques en Afrique de l'Ouest. Et périlleux pour leurs ennemis.



Maroc

La résurrection chérifienne

Le mercredi 16 août 1972, en fin d'après-midi, quatre chasseurs F5 de l'armée de l'air chérifienne viennent encadrer le boeing royal qui pénètre dans le périmètre aérien national au-dessus de Tétouan. Escorte normale pour le roi, qui rentre d'un long séjour en France. Soudain, à 3 000 mètres d'altitude, le fracas des mitrailleuses déchire l'air, et l'impact des projectiles secoue le lourd Boeing. L'un des F5 a tiré. La carlingue est lacérée par plusieurs balles, deux des trois réacteurs sont hors d'usage et plusieurs personnes blessées parmi l'entourage de ministres, de parents, de courtisans et de serviteurs accompagnant le souverain. L'appareil se trouve en difficulté, mais le roi est indemne. Le pilote royal va sauver Hassan II. Il lance à la radio que « le roi est grièvement touché » et qu'il « tente un atterrissage forcé », « ses deux copilotes ayant été tués ». La ruse réussit puisque les chasseurs s'écartent. Il feint de suivre leur ordre de se poser à Kénitra, la base militaire proche de la capitale d'où sont partis les F5. Au dernier moment, il pique sur l'aéroport international de Rabat.

Blême, le cheveu en bataille, Hassan II passe tout de même les troupes en revue, salue rapidement le gouvernement et le corps diplomatique venus l'accueillir, et il interroge les responsables de la sécurité. Mais les F5 sont revenus et tournoient au-dessus de l'aéroport, guettant à basse altitude le départ des limousines du cortège royal. Accompagné de son seul frère, Hassan II quitte le salon d'honneur au pas de course, pour atteindre le couvert d'un bosquet d'arbres distant de quelques dizaines de mètres ; au milieu du parcours, il se jette à terre et échappe miraculeusement au passage en

rase-mottes d'un F5, ponctué d'un chapelet de balles meurtrières. Prenant lui-même le volant d'une voiture banale, il se perd dans les rues de la capitale. À la tombée de la nuit, les chasseurs reviendront copieusement mitrailler le palais royal en plein centre de Rabat. Ce long et spectaculaire attentat a fait dix morts et une cinquantaine de blessés, dont quatre ministres.

Sain et sauf, le roi s'est réfugié à Skhirat pour organiser la riposte. Dans ce palais d'été de triste mémoire, où, tout juste un an avant, l'armée avait déjà tenté une première fois de le faire tomber, par une violente action de commando.

La « baraka », cette protection céleste qu'il évoque lui-même avec fierté, a une nouvelle fois sauvé Hassan II. Monarque de droit divin, descendant de la famille du Prophète, il est le dix-septième souverain de la dynastie alaouite, régnant sur le Maroc depuis 1659. Un Maroc totalement incrusté dans l'islam, qui demeure l'entité humaine et physique la plus typée du Maghreb. Cette singularité reconnue, il la doit à la forte personnalité de ses peuples, affirmée tout au long d'une riche histoire. Il la doit aussi à son aire géographique, bien délimitée, protégée par la double barrière du Rif et des montagnes de l'Atlas.

Souvent comparé à une île, le Maroc est effectivement enserré entre trois grandes mers, à l'extrémité nord-ouest de l'Afrique : la mer Méditerranée au nord, l'océan Atlantique à l'ouest, et la vaste « mer » de sable qu'est le Sahara, au sud et à l'est. De l'île, il possède aussi l'une des structures classiques : une dorsale montagneuse centrale, constituée par la longue diagonale de l'Atlas, sur laquelle se greffe l'axe du Rif, s'abaissant lentement, de chaque côté, et en direction des bords, en larges surfaces planes. Ce pays des trois rivages possède encore deux caractéristiques qui le singularisent par rapport au reste du Maghreb : la première est l'altitude élevée de ses reliefs, dont le plus haut sommet, le Djebel Toubkal, dans le Haut Atlas, est le toit de l'Afrique du Nord, avec ses 4 165 mètres. La situation géographique de ces montagnes et leur altitude en font un splendide château d'eau, irriguant tout le pays par quelques fleuves permanents dont les plus importants sont le Sebou, l'Oum Errabiâ, le Tensift, le Sous, la Moulouya, le Dadès et le Ziz, et surtout par des oueds charriant des eaux furieuses à la saison des pluies. La seconde caractéristique est l'étendue des plaines et des plateaux, couvrant environ les deux tiers des 458 730 kilomètres carrés du Maroc, auxquels il faut ajouter les

320 000 kilomètres carrés provenant de l'annexion de l'ancien Sahara occidental.

Le nom du Maroc dérive de la prononciation portugaise de Marrakech : Marrocos, Marrakech étant un nom d'origine berbère. De cette prononciation dérivent également Marruecos (en espagnol), Morocco (en anglais) ; les Persans appelant eux aussi le pays *Marakech*. Quant au nom arabe du pays, al-Maghrib, il signifie « le couchant ».

Son emplacement géographique et la diversité de sa population – berbère, arabe, musulmane, juive, africaine, et andalouse – font du Maroc un pays multiculturel, dont les langues officielles sont l'arabe classique et le berbère, mais l'on y parle aussi le français, l'espagnol, l'anglais...

Marrakech, fondée en 1062, ville impériale du centre du pays, sera la capitale de trois dynasties (celle des Almoravides, des Almohades et des Saadiens). Mais trois autres villes impériales auront le rang de capitale (*âsima*) à travers les siècles : Fès, Meknès et Rabat... L'adage d'Ibn Khaldoun, « à grand roi, grande ville », s'applique-t-il au Maroc ? On vous dira là-bas qu'en réalité la capitale marocaine est nomade ; c'est simple : elle est où se trouve le roi, le « commandeur des croyants¹⁰ », selon la Constitution.

Les populations originelles de l'Afrique du Nord, les Berbères, commencent à se structurer à partir du V^e millénaire avant Jésus-Christ. L'assèchement progressif du Sahara avait coupé les populations blanches des populations noires qui vivaient en parfaite symbiose dans le grand désert, lorsque celui-ci était vert. Quelques groupes de Berbères nomades, les Sanhadja, maintiennent cependant le contact à l'ouest du Sahara.

Au I^{er} millénaire avant J.-C., les Phéniciens de Carthage établissent des comptoirs tout au long des côtes maghrébines ; au Maroc ce sont Lik (Larache), Tingi (Tanger) et Tamuda (Tétouan). Ils apportent le fer, la vigne et quelques coutumes, mais se cantonnent sur les rivages. Ce qui les intéresse, c'est l'or et l'argent venus des profondeurs de l'Afrique noire, de l'empire du Ghana (actuel Mali) que les Sanhadja rapportent en suivant la fameuse « route des chars » du Sahara occidental. Durant une dizaine de siècles s'établit donc ce « trafic à la

muette » entre Berbères et Phéniciens...

Les rivalités entre Rome et Carthage vont enflammer la région au cours des trois guerres puniques. Les Romains, d'abord alliés à de brillantes dynasties berbères, vont sentir leur poids sur la région après la chute de Carthage en 146 avant J.-C. Ils mettent sur pied un vaste royaume de Maurétanie, du Maroc à la Tunisie, confié à des princes locaux, tels Juba II, ou Ptolémée. Puis ils créent des provinces en administration directe : la Maurétanie Tingitane occupe le nord du Maroc. Les Romains se tiennent au nord d'une ligne Rabat-Fès-Taza, mais développent une brillante civilisation pendant cinq siècles : Volubilis est une belle capitale, ses ruines restent impressionnantes... Le christianisme s'implante dans les populations berbères, et le commerce florissant du blé, de l'huile, du vin, du marbre et même des bêtes sauvages destinées aux jeux du cirque donne naissance à une bourgeoisie urbaine berbère, latinisée.

Avec le déclin de l'empire, Rome oublie ses lointaines provinces africaines, et les barbares vandales menés par Genséric envahissent et rançonnent toute l'Afrique du Nord, suivis par les Byzantins qui essaient sans grand succès d'y établir leur autorité. Les groupes berbères opposeront à ces envahisseurs une constante résistance.

Maîtres de l'Égypte en 640, les Arabes conquièrent progressivement au long du siècle toute l'Afrique du Nord, et la soumission totale de la Berbérie se termine avec la prise de Tanger, en 709, par le chef arabe Moussa Ibn Noçair. Ils prennent Gibraltar, envahissent l'Espagne... et ne s'arrêteront qu'en 732 à Poitiers.

Les siècles suivants seront rythmés par la saga de la grande épopée berbère du Moyen Âge, la succession des dynasties almoravides, almohades et mérinides, conclue par la prise du pouvoir par les chérifs alaouites du Tafilalet, issus, comme leur nom l'indique, de la lignée d'Ali, le gendre de Mohammad, ils instaureront une dynastie qui règne encore aujourd'hui. Le plus célèbre d'entre eux, Moulay Ismaïl, à la fin du ^{xvii}^e et au début du ^{xviii}^e siècle, lutte contre les Turcs, chasse les Européens des ports fortifiés et consolide l'unité marocaine. Il engage pour embellir Meknès de fabuleuses dépenses... Mais progressivement affaiblie, la monarchie ne parvient à conserver une part d'autonomie, au ^{xix}^e siècle, qu'en jouant sur la rivalité commerciale et coloniale de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France, avec lesquelles sont signés des traités concurrents. L'entrée tonitruante de l'Allemagne dans ce

jeu bien réglé entraîne une redistribution des cartes entre Paris et Berlin en 1911, dont la France sort gagnante, imposant au sultan la convention de Fès, le 30 mars 1912, qui institue le Protectorat. La politique suivie par le maréchal Lyautey, premier résident général au Maroc, instaurera pourtant un large respect des traditions et des hiérarchies propres au Maroc, définissant « un simple contrôle de la France sur un pays gardant ses institutions, se gouvernant et s'administrant avec ses propres organes ». La relation « coloniale » entre la France et le Maroc s'ouvre donc sous des auspices très différents sur le plan symbolique, même si la politique de développement qui y est conduite est également rapide, avec la construction du grand port de Casablanca, de routes carrossables et de voies ferrées, favorisant l'exploitation du pays.

La répression des rébellions se fait officiellement « au nom du sultan », dont il s'agit de rétablir l'autorité sur tout le territoire marocain. Et il faudra toute l'habileté de Sidi Mohammed, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, pour incarner en même temps la revendication indépendantiste et le pouvoir légitime soutenu par le Protectorat... Contradiction qui éclate en 1953, lorsque les milieux coloniaux français, manipulant le Conseil des pachas et des caïds, poussent au remplacement de Sidi Mohammed par son cousin Mohammed Ben Arafa, vite surnommé par la population « le sultan des Français », tandis que Sidi Mohammed est, lui, exilé en France. La situation et la paix civile se dégradent alors, tandis que le reste de l'Empire français commence à se désagréger, avec en mai 1954 Diên Biên Phu, en Indochine, et la reconnaissance de l'autonomie tunisienne en juillet de la même année... Puis le déclenchement de la révolution algérienne le 1^{er} novembre. Le sentiment national marocain se développe, une armée de libération clandestine se constitue au début 1955... Les esprits sont mûrs pour des négociations menées tambour battant à Aix-les Bains en août 1955, qui se soldent par le retour de Sidi Mohammed.

L'indépendance du Maroc est officielle le 2 mars 1956, et le sultan se retrouve à sa tête sous le nom de Mohammed V. Ce grand souverain a tenu tête au pouvoir colonial, refusé d'abdiquer, incarné, depuis son exil, le recours pour le peuple marocain. Il est naturellement le symbole de l'indépendance, tout en représentant l'autorité légitime et séculaire. Dans le jeu complexe de la décolonisation, l'habileté

politique de Mohammed V en a fait le chef naturel d'un État de nouveau souverain. Mais il n'a pas combattu seul, et les vrais militants du mouvement nationaliste sont ceux du Parti de l'Istiqlal (Parti de l'indépendance), souvent issus de la bourgeoisie des villes, avides d'avoir leur part de ce nouveau pouvoir : ils vont rapidement tenter de jouer leur rôle et d'instiller une plus grande part de démocratie dans le fonctionnement politique du pays. Une scission de la frange « gauche » de l'Istiqlal donne naissance à l'Union nationale des forces populaires (UNFP) en septembre 1959, conduite par un jeune leader prometteur, Mehdi Ben Barka...



La mort prématurée du roi Mohammed V le 20 février 1961 entraîne l'avènement au trône de son fils Hassan II, qui met en place la réforme constitutionnelle voulue par son père, qui organise une démocratie libérale, sous le contrôle du roi, assurant liberté d'expression, de réunion et d'association, laissant une certaine latitude législative et exécutive au gouvernement. Mais Hassan II n'entend pas se laisser dicter des choix essentiels par un parlement élu, et les élections de mai 1963 placent l'opposition dans une position de force à la chambre des représentants... Une répression sévère s'abat sur ses dirigeants : la dénonciation du « complot de juillet » 1963 permet la condamnation à mort par contumace de Mehdi Ben Barka, et d'Hamid Barrada, leader de l'Union nationale des étudiants marocains. Les arrestations se poursuivent et conduisent en 1964 à 11 nouvelles condamnations à mort de dirigeants de l'UNFP – même si aucune n'est exécutée. Les émeutes de Casablanca sont très durement réprimées en mars 1965 par le général Oufkir : plus de 500 morts et 700 condamnations, suivies en octobre 1965 par l'obscur disparition à Paris de Mehdi Ben Barka, cette grande figure révolutionnaire marocaine et internationale piégé alors qu'il se rendait à un rendez-vous mortel chez Lipp, boulevard Saint-Germain.

Les années 1970 vont être celles d'un bras de fer brutal entre le

pouvoir monarchique et l'opposition démocratique : la nouvelle Constitution de juillet 1970, approuvée par référendum, limite les pouvoirs du Parlement et renforce ceux du souverain. L'Istiqlal et l'UNFP boycottent les premières élections du mois d'août pour priver de crédibilité les nouvelles institutions... Le 10 juillet 1971, Hassan II invite 400 personnes pour célébrer son quarante-deuxième anniversaire, dans son somptueux palais d'été de Skhirat. Au beau milieu de la fête magnifique, des cadets de l'école militaire d'Ahermoumou se ruent dans le palais et déclenchent une violente fusillade, qui se solde par une trentaine de morts. Le roi réussit à retourner la situation pendant que des troupes loyalistes réduisent d'autres mutins qui se sont emparés du quartier des ministères et de la radio, proclamant la République. C'est un ami intime d'Hassan II, directeur de la Maison militaire royale, le général Mebdouh, qui est à l'origine du putsch manqué. Il trouve la mort à Skhirat. Dix autres officiers supérieurs sont fusillés le lendemain. Le roi donne tous pouvoirs au général Oufkir, ministre de l'Intérieur, pour assurer la sécurité.

Hassan II a été ébranlé, et il pousse l'adoption d'une nouvelle Constitution, plus libérale, que l'opposition juge toutefois insuffisante, tandis que le raidissement des deux camps conduit au blocage.

C'est alors qu'a lieu l'attentat aérien du 16 août. Le soir même se produit un nouveau coup de théâtre : le « suicide » à Skhirat du général Oufkir, de quatre balles, dont une dans la nuque. Il était le nouveau traître, instigateur de la conjuration militaire. Les témoignages évoquent sa convocation nocturne par le roi, et une discussion orageuse entre les deux hommes, dans ce palais dont toutes les lumières sont éteintes, pour éviter le retour des avions.

C'est donc par la force, et avec une volonté de fer, souvent cruelle à ses opposants, qu'Hassan II est parvenu à imposer la continuité monarchique chérifienne. Mais les alertes ont été rudes, et c'est par l'habileté politique qu'il parviendra à constituer derrière lui une unité nationale progressivement inébranlable. L'occasion de reprendre la main de manière définitive va lui être offerte par la décolonisation du Sahara occidental. Face aux manœuvres espagnoles visant à conserver leur colonie et ses richesses en phosphates, les partis d'opposition, aigüillonnés par les communistes, commencent à réagir par de violents

discours... Cette surenchère tendant à placer le souverain dans une posture délicate. Hassan II parvient alors très habilement à récupérer le mouvement. Il durcit sa position, en appelle à la Cour internationale de justice de La Haye, revendiquant le retour de cette « province colonisée » à sa « mère patrie » et suscitant un élan de ferveur nationale. Il envoie alors en mission tous les leaders de l'opposition à l'étranger, pour plaider le dossier marocain. En octobre 1975, il lance la fameuse « marche verte », et met en branle à travers le désert un long cortège de 350 000 personnes : tout le Maroc est derrière lui. C'est une épreuve de force audacieuse et qui aurait pu mal tourner. Il s'en sort avec adresse et diplomatie. L'accord tripartite de Madrid, le 14 novembre 1975, lui permet alors de récupérer la majeure partie du Sahara occidental. C'est le tournant de son règne, qui lui permet d'asseoir sa popularité.

D'année en année, Hassan II apparaîtra de plus en plus comme un monarque rusé, jaloux de son pouvoir et de ses prérogatives, mais de mieux en mieux intégré à la communauté internationale, auréolé d'un certain prestige et, au sein de son pays, d'une réelle aura, parfois quasi religieuse dans les couches populaires, son titre de « commandeur des croyants » faisant de lui l'acteur principal des grandes cérémonies de l'islam.

Il ne faut pas négliger non plus l'attention accordée par le souverain à son armée, après les mutineries et tentatives de putsch dont il a été victime. À côté de son patrimoine et de sa culture, le Maroc doit une part importante de son rayonnement, au-delà des frontières, à ses forces armées.

Le 14 juillet 1999, les Forces armées royales, représentées par la garde royale, défilent à Paris sur les Champs-Élysées à l'invitation du président Jacques Chirac, profondément attaché au Maroc et à la monarchie chérifienne. Très bien entraînées, elles sont considérées comme l'une des meilleures armées du continent.

C'est à cette occasion qu'Hassan II me demandera de réunir autour de lui, à l'hôtel Crillon, place de la Concorde, où il est descendu, les directeurs des principaux quotidiens et hebdomadaires parisiens, une sélection de journalistes français, afin de répondre sans langue de bois à leurs questions. Certains confrères s'étonneront en aparté de voir le président du CSA, auquel on prête non sans quelque raison des sympathies algériennes, ainsi sollicité par le souverain marocain, que

je connaissais bien et qui avait été mon premier invité du « Club de la presse du tiers-monde » de RFI que j'animais en 1982 et 1983. Et pourtant... En ses dernières années de règne, Hassan II ne redoute plus une remise en cause de l'ordre constitutionnel qu'il a su établir. Il est en revanche affecté par les attaques régulières dont il fait l'objet de la part de journalistes qui dénoncent les excès du pouvoir monarchiste et les graves atteintes aux droits de l'homme, notamment dans les lieux de détention. L'intelligence vive, la subtilité et la forte personnalité humaniste de son conseiller André Azoulay, originaire de la belle ville d'Essaouira, ancienne Mogador, lui permettent certes de se concilier la plupart des grandes plumes parisiennes. Mais les critiques ont la vie dure. Je reste impressionné de la manière dont il sut, lors de cette rencontre, à la fois respectueux du protocole et où la parole fut libre, expliquer sa vision du Maroc, de son évolution et sa projection dans l'avenir.

C'est à son fils Mohammed VI qu'il est revenu depuis de poursuivre son action, par une politique résolue en faveur de la modernisation du pays et du développement économique, qui tire le meilleur parti de la proximité du Maroc avec l'Europe et de la différence de rémunération entre les travailleurs européens et les travailleurs marocains pour faire de cette terre l'Eldorado des délocalisations.

Le Maroc dispose d'un produit intérieur brut relativement supérieur à la moyenne africaine : avec une population qui constitue environ 3 % de celle du continent, son PIB contribue à hauteur de 9 % au produit intérieur brut global africain fin 2013.

La proximité du Maroc avec le continent européen bénéficie à l'économie nationale dans la mesure où cette dernière a très largement profité de nombreuses délocalisations effectuées par les entreprises européennes.

Depuis le début des années 2000, le Maroc a mis en place une politique fiscale attractive en matière d'*offshoring*¹¹, à tel point que l'OCDE va placer en 2008 le royaume en troisième position dans la progression des emplois créés dans ce secteur, derrière l'Estonie et la Chine, l'exemple le plus typique en la matière étant celui des centres d'appel.

Le Maroc ambitionne d'atteindre 42 % d'électricité produite

localement d'ici 2020 grâce à un brassage d'énergie solaire, hydroélectrique et éolienne. Les barrages marocains assurent une réserve de 17 milliards de mètres cubes d'eau et une bonne partie d'électricité verte. En plus de l'énergie photovoltaïque, le pays expérimente un projet de grande envergure afin de produire de l'électricité thermo-solaire dans le Sahara, les hautes températures dans cette région rendant plus rentable cette technologie en comparaison du photovoltaïque.

Révéléateur de son inscription dans la modernité, le Maroc détenait fin 2013 le plus fort pourcentage d'utilisateurs d'Internet en Afrique avec 56 % de la population devant l'Égypte, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Fin juin 2015, le nombre d'internautes au Maroc progresse à 60,60 % (soit 20,2 millions) mais le royaume se voit devancé par le Kenya qui va atteindre les 63,60 %.

Le règne de Mohammed VI représente donc véritablement l'entrée du Maroc dans le grand jeu de la modernité économique, et c'est par la croissance de la classe moyenne que se nourrit désormais la prospérité marocaine. Sans cesser d'attirer des investissements très importants de la part de pays étrangers, Mohammed VI peut mettre à son actif des réalisations spectaculaires en matière d'infrastructures, d'équipement du pays, d'urbanisme, de grands travaux ; la transfiguration de Casablanca, de Rabat-Salé, de Marrakech, de Tanger... L'ensemble du pays connaît un développement à vitesse accélérée, même si l'un des effets de ce développement est de rendre de moins en moins supportable le contraste parfois cruel entre les classes sociales. La misère existe encore, avec des poches urbaines ou rurales, et la croissance du pouvoir d'achat ne se fait pas à la même vitesse pour tous les Marocains. Les succès électoraux (en 2011 et 2016) du Parti de la justice et du développement (PJD), qui se réclame de l'islamisme, ne se sont toutefois pas traduits par des inflexions politiques majeures, le roi veillant à tempérer leur action, et gardant le contrôle du travail gouvernemental et la fixation des objectifs politiques généraux.

Et il importe de noter que l'une des grandes options marquées par Mohammed VI concerne justement l'ancrage du Maroc dans l'Afrique. Quarante voyages effectués en Afrique en seize ans comme prince héritier ou en tant que souverain. Le roi a fait du développement des

rapports économiques et diplomatiques de son pays avec les autres pays africains, notamment francophones, une priorité absolue. Il a multiplié les voyages dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, invitant un grand nombre d'hommes d'affaires marocains à signer, lors de ces déplacements, des accords particuliers. « Je connais l'Afrique et ses cultures, mieux que peuvent le prétendre beaucoup d'autres. De par mes multiples visites, je connais aussi la réalité du terrain et l'affirme en mesurant mes mots », déclarait le roi du Maroc dans un message aux chefs d'État qui participaient au sommet de l'Union africaine en juillet 2016 à Kigali, capitale du Rwanda.

Si l'ordre actuel peut toujours être remis en question par une poussée du fondamentalisme islamique, toujours très présent en terre chérifienne, le Maroc est aujourd'hui fort de sa stabilité institutionnelle et de sa capacité à maintenir un équilibre politique solide, fondé sur l'attachement des Marocains à la dynastie alaouite ; il apparaît ainsi comme le pays du Maghreb qui tire le mieux parti de la mondialisation, à même de servir de plaque tournante pour les échanges et les investissements entre la vieille Europe et l'Afrique en devenir.

Matières premières

La ruée vers le coltan

*La flamme de la lampe grandit et dansa ;
elle éclaire vivement le monceau d'ivoire,
les coffres d'or, les diamants,
nos figures hagardes, décomposées ;
puis elle vacilla, grandit encore et expira.*

Henry Rider Haggard,
Les Mines du roi Salomon (1885).

Il y a cent vingt ans, Henry Rider Haggard inscrivait son rêve victorien de l'Afrique dans les coffres remplis de pierres précieuses des *Mines du roi Salomon* (voir [cette entrée](#)).

On trouve toujours des diamants sous l'Équateur, mais ceux-ci sont le plus souvent maculés de sang.

Le continent dispose de 30 % des réserves mondiales de minéraux (hors énergie). Les pays africains qui affichent des PIB positifs le doivent essentiellement aux matières premières issues de l'extraction ; leur croissance affichée est directement liée aux exportations des produits du sol et du sous-sol.

L'Angola, riche en pétrole, va dépasser une croissance de 20 % par an.

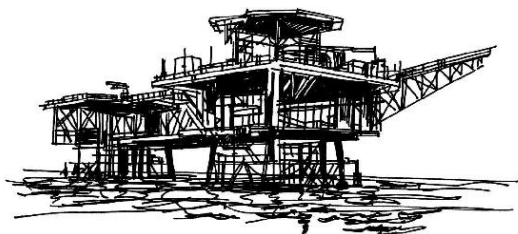
Le Mozambique est en passe de devenir l'un des plus gros exportateurs mondiaux de charbon et de gaz.

Faisons le tour du continent : phosphates du Maroc, gaz et pétrole d'Algérie, bauxite de Guinée, houille du Mozambique, or de Tanzanie...

Mais attention aux retours de conjoncture ! L'Afrique sur laquelle le temps semblait ne pas avoir de prise fait désormais de plus en plus partie de l'économie globale et la valeur de ses richesses est déterminée par le cours des marchés de l'hémisphère Nord.

Certains produits qui s'envolaient chutent d'un jour sur l'autre : moins 40 % pour le fer ; moins 14 % pour le platine... Quant au baril de pétrole brut qui valait 110 dollars au début du mois de juillet 2014, il va glisser en dessous de 40 dollars.

L'actuelle crise pétrolière met en lumière la fragilité d'économies fondées sur les seules matières premières. L'exemple des échanges avec les États-Unis est édifiant à cet égard. Dans les années 2010-2012, le pétrole africain représentait un cinquième des importations pétrolières d'Amérique du Nord. Du fait de l'émergence des gaz de schiste en 2014, les États-Unis vont bientôt atteindre l'autosuffisance énergétique.



À court terme, les puissances asiatiques sont en train de prendre le relais des États-Unis à l'achat ; l'Angola devient ainsi le deuxième fournisseur de la Chine en lui vendant 40 % de son brut, l'équivalent

de ce qui était auparavant la part des États-Unis.

Mais l'Extrême-Orient est désormais en position de force pour négocier les prix...

Le marché des *terres rares*, qui pèse déjà plus de 3 milliards d'euros et connaît une croissance annuelle de 5 % va-t-il remplacer l'or et les diamants dans l'Afrique du XXI^e siècle ? Sans doute, mais il serait prudent d'y regarder à deux fois. Car, contrairement à ce que leur nom laisse entendre, les « terres rares » ne sont pas si rares que ça. Selon le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) : « Rien qu'en Afrique, onze gisements sont l'objet de développements miniers. Cela représente 53 millions de tonnes d'oxydes de terres rares, soit environ 10 % des réserves mondiales connues en dehors de la Chine. »

Avec les gisements de Steenkampskraal (Western Cape), Zandkopsdrift (Northern Cape) et Glenover (Limpopo), l'Afrique du Sud fait aujourd'hui figure de leader. Mais d'autres pays pourraient être amenés à jouer un rôle important. En Tanzanie, le groupe canadien Montero Mining s'intéresse ainsi au sous-sol du site de Wigu Hill, au sud-ouest de Dar es Salam. Au centre du Gabon, le gisement de Mabounié intéresse le minéralier ERAMET ; mais c'est peut-être à Madagascar que les perspectives sont les plus prometteuses : en 2012, le chimiste français Rhodia et le groupe allemand Tantalus Rare Earths AG se sont associés pour extraire et transformer 15 000 tonnes de terres rares par an dans la région d'Ampasindava, à l'ouest de la Grande Île.

Cela fait plus de vingt ans que la star des terres rares se nomme le *coltan* (mot-valise pour columbite-tantalite) : un minerai de couleur noire ou brun-rouge dont on extrait le niobium (d'abord appelé colombium) et le tantale.

Le coltan se trouve en quantités commerciales en Afrique centrale, notamment en RD Congo dans la région du Kivu¹² où se trouvent entre 60 et 80 % des réserves mondiales. Le tantale préparé à partir du coltan est indispensable à la fabrication de composants électroniques utilisés dans les téléphones mobiles ; le secteur de l'électronique représentant de 60 % à 80 % du marché.

Les méthodes de prospection du coltan sont similaires à celles utilisées pour l'or à la fin du XIX^e au Klondike. La prospection se fait à la pelle le long des ruisseaux et des rivières, en forêt ou en creusant dans la roche. Une équipe récolterait en moyenne 4 kilos de coltan par

semaine. Le prospecteur-creuseur de coltan est un villageois, souvent un ancien mineur ; chef d'orchestre du processus d'extraction, il négocie une concession temporaire sur une surface parfois inférieure à 4 mètres carrés : les terrains se négocient selon les régions et selon la valeur estimée de la ressource ; le prix des lots varierait entre 300 et 1 500 dollars.

Les équipes logent dans de modestes abris temporaires. Une équipe d'exploitation est généralement composée de quelques hommes qui offrent leurs services sur une base journalière ou hebdomadaire.

Selon une étude de l'Université du Québec à Montréal (UQAM¹³), le chef d'équipe s'approprierait la moitié du produit de la vente afin de payer les frais généraux ; les travailleurs se partageraient la valeur de la moitié restante, dont une bonne part servirait à acheter les vivres pour la semaine.

La mesure du minerai collecté s'effectue à l'aide d'une petite boîte de conserve de concentré de tomates nommé *kikongoro*. Trois boîtes font un kilo. Le cours de la tantale pure étant extrêmement fluctuant, sur un an, la fourchette peut varier de 121,58 à 177,82 dollars au kilogramme.

Le coltan extrait en RD Congo est vendu pratiquement à l'état brut ; les opérations d'extraction métallurgique et de transformation du tantale étant réalisées à l'extérieur du pays... Selon le site www.portablesdusang.com, l'argent issu de la vente du coltan est largement investi dans l'armement des milices « au lieu de profiter à la population pour répondre à ses besoins les plus élémentaires qui portent évidemment sur la scolarisation, la santé, l'alimentation ».

Heureusement, il existe des domaines où l'économie du continent peut s'appuyer sur des valeurs plus sûres.

Notamment l'agroalimentaire...

Délivrée de la guerre civile, la Côte-d'Ivoire, qui est déjà le premier producteur mondial de cacao, entend devenir le premier producteur africain de coton.

Avec 450 000 tonnes produites en 2014-2015, le pays, qui est actuellement le troisième producteur d'Afrique, semble en bonne voie : « Pour l'horizon 2018-2020, la Côte-d'Ivoire ambitionne d'arriver à une production cotonnière de 600 000 tonnes », indique Adama Coulibaly, directeur général adjoint du Conseil du coton et de l'anacarde.

Paradoxe d'un continent qui ne mange pas à sa faim, mais exporte des denrées convoitées par le monde entier.

M'Bow (Amadou-Mahtar)

À l'UNESCO de 1974 à 1987 : la bataille du NOMIC

Amadou-Mahtar M'Bow fut directeur général de l'UNESCO à une époque décisive pour cette organisation internationale. Il me fit l'honneur de me nommer, en 1980, à ses côtés, porte-parole, et directeur de l'Office de l'information du public. Ce qui me permit de prendre part à l'un des plus beaux et difficiles combats qu'ait dû livrer cette organisation, celui du Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC).

L'élection d'Amadou-Mahtar M'Bow a constitué en 1974 un symbole important pour tous les pays du Sud récemment décolonisés, pour lesquels le système des Nations unies apparaissait jusque-là comme instrumentalisé par les grandes puissances, et d'abord par les États-Unis d'Amérique. Mahmoud Hussein décrit très bien ce que représenta ce moment : « Les représentants de dizaines de peuples, anciennement colonisés, font leur apparition sur la scène internationale. Ils entrent dans les diverses instances de l'ONU. Mais à l'UNESCO plus qu'ailleurs, ils se sentent chez eux, ils sont en confiance, ils font entendre de plus en plus fortement leurs voix. Leurs pays sont autant de chantiers d'avenir. L'éducation est à repenser, la science à apprivoiser, la culture à réinventer. Les espoirs sont immenses... L'UNESCO devient le lieu de croisement privilégié de ces espoirs, un irremplaçable laboratoire, où les nouvelles aspirations prennent corps, trouvent des formulations précises, déclinées en projets, en programmes, en budgets... Et l'homme qui symbolise cette réhabilitation, c'est Amadou-Mahtar M'Bow... Ce que nous découvrons chez Amadou-Mahtar M'Bow, dès notre première conversation et que nous ne cesserons pas de redécouvrir au long des années, c'est le don qu'il a de lier, avec une déconcertante facilité, l'idée à l'action, le

souhaitable au possible, l'éthique au politique¹⁴. »

Le combat mené par Amadou-Mahtar M'Bow à partir de 1976 pour un nouvel équilibre mondial de l'information est un projet politique nouveau, inspiré d'une idée ancienne. La dénonciation de la domination des grands médias internationaux dans le traitement et la présentation de l'actualité mondiale, la revendication d'un nouvel équilibre entre le Nord et le Sud, et la bataille pour une réelle liberté d'expression dans les pays neufs, avaient été développées dès l'après-guerre, dans le contexte fécond de l'organisation internationale d'une paix fondée sur le principe des droits de l'homme et les valeurs défendues par les puissances alliées.

Il avait fallu attendre 1973 et la deuxième conférence des non-alignés pour voir s'élever des voix réclamant un rééquilibrage de l'information, par exemple par la mise en place d'un « pool des agences de presse », alors que la situation, en vingt ans, s'était objectivement dégradée.

Or, la conviction qu'il y a une nécessité morale et politique de développer les moyens d'information dans le tiers-monde comme moteurs du développement démocratique de ces pays était profondément cohérente avec les idéaux qui avaient conduit à la fondation de l'UNESCO.

Mais comment faire en sorte que toutes les voix du monde soient également entendues, comment faire pour que partout sur Terre les journalistes soient libres et indépendants, les médias pluralistes et les peuples à même de s'exprimer ? Fallait-il envisager des mesures coercitives ? Sûrement pas... La vraie question était là : comment empêcher sans intervention autoritaire la mise en place d'un échange inégal sans toucher à l'indispensable liberté des courants d'information ? Si l'intention était louable, la concrétisation devenait périlleuse.

À la complexité méthodologique inhérente au projet, l'ordre politique et économique mondial imposé par la « guerre froide » y ajoutait l'aspect d'une véritable bataille. Deux modèles idéologiques universalistes découpaient en effet la surface de la planète en zones d'influence opposées voire hostiles. Il était donc logique que ni l'un ni l'autre ne soutînt un projet qui se voulait délibérément ni à l'Est ni à l'Ouest, mais par essence hors des visées idéologiques de chacun des

deux blocs.

La constitution, dans les pays industrialisés du Nord, d'agences internationales assurant la grande majorité de l'information mondiale s'appuyait sur une supériorité technique indéniable. En 1975, le Surinam, ex-Guyane hollandaise, accédait à l'indépendance. L'événement occupa 3 % du volume des nouvelles de l'étranger, dans les 16 principaux journaux des 13 pays latino-américains voisins. Or ces 3 % furent intégralement fournis par les dépêches des agences de presse des pays industrialisés. L'opinion des habitants du Surinam passait par le filtre des grandes usines d'information du Nord. Au même moment, 70 % des informations internationales publiées par ces mêmes journaux d'Amérique latine portaient sur les pays industrialisés et provenaient presque toutes des mêmes agences mondiales. L'idée d'une fracture au niveau de l'information et de la communication était donc bien fondée dans les faits.

Ce combat, Amadou-Mahtar M'Bow le vivait pleinement, avec force et conviction. Très jeune, déjà, il avait pris l'habitude de vivre au carrefour des cultures, aux confins de conceptions du monde presque antagonistes, entre sa famille de tradition sénégalaise et son éducation à l'école française. Le directeur général de l'UNESCO était un homme respectueux des différences, qui se considérait comme frère de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses croyances. Sa conception de l'humanité était celle d'une authentique communauté universelle, sa culture était sans frontières, il n'en reniait rien.

La campagne médiatique qui fut menée alors contre l'UNESCO et son directeur général était particulièrement injuste pour qui connaissait vraiment Amadou-Mahtar M'Bow. C'était d'abord un homme charmant, d'une extrême courtoisie, très attentif aux autres, et qui travaillait énormément. Il était également très exigeant vis-à-vis de ses collaborateurs, et il choisissait pour les principaux postes de l'Organisation, des hommes et des femmes élus sur leurs seuls mérites. Les décisions internes du directeur général ne faisaient jamais objet de polémiques, parce que le respect dont il jouissait n'y laissait aucune place. Son engagement permanent, son travail inlassable, sa précision et son impartialité dans l'analyse des dossiers qui lui étaient soumis, tout chez lui suscitait l'estime.

Amadou-Mahtar M'Bow fut toujours profondément loyal à l'égard de ceux qui étaient ses amis, mais il le fut aussi à plusieurs occasions à

l'égard de ceux qui ne l'étaient pas. Ainsi de ce fonctionnaire iranien de l'UNESCO qui avait poussé son pays à voter contre sa candidature au poste de directeur général, et qui se retrouva emprisonné à Téhéran après l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny. L'apprenant, Amadou-Mahtar M'Bow se mit aussitôt à agir pour obtenir sa libération, réussit à le faire sortir d'Iran et lui proposa un emploi à l'UNESCO à Paris : « Il faut savoir oublier, et l'injustice n'est jamais tolérable ! » disait-il en riant.

Gardant une posture de sage, même après son retour au Sénégal et son retrait de la fonction publique internationale, Amadou-Mahtar M'Bow exerce encore une forme de magistère sur la vie politique africaine, et en particulier dans son propre pays, où le respect qu'il inspire ne s'est jamais démenti. Son rôle discret, en 2012, lors de la constitution de la coalition politique qui conduisit à l'alternance après le second mandat d'Abdoulaye Wade, fut probablement décisif.

On ne peut que souligner l'actualité de son action à la tête de l'UNESCO, face au développement d'Internet. L'Afrique, après avoir subi les assauts d'une communication mondiale à laquelle à nouveau elle avait peu de part, utilise désormais les nouvelles technologies de communication pour rattraper son retard et sauter des étapes. La progression des techniques numériques est allée plus vite que le développement d'une gouvernance mondiale et d'une réflexion collective sur les équilibres des flux d'information. À l'heure où la communication est mondiale, les outils imposent leur loi, plus égalitaire que par le passé. Il est peut-être temps pour l'UNESCO de reprendre son combat, pour bâtir dans l'esprit des hommes « les remparts de la paix », en favorisant tout ce qui peut permettre une compréhension, une connaissance et un respect mutuel, contre les discours et les doctrines qui opposent et réduisent, nourrissant aujourd'hui un terrorisme absurde.

Messali Hadj

Sous l'Étoile du Zaïm

Messali Hadj (1898-1974) est l'un des premiers militants nationalistes à avoir revendiqué l'indépendance de l'Algérie. Leader populaire salué par ses partisans sous le nom de *zaiïm* (« l'unique »), son mouvement sera victime des luttes fratricides durant l'insurrection entre 1954 et 1958.

Né à Tlemcen, dans une famille profondément religieuse, Messali accomplit son service militaire à Bordeaux. À Paris, il fréquente les milieux communistes avant de rejoindre l'Étoile nord-africaine (ENA), mouvement né au printemps 1926 rassemblant des travailleurs maghrébins, d'origine kabyle principalement.

En février 1927, à Bruxelles, lors du congrès de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale, le jeune Messali est chargé de présenter le programme de l'Étoile. C'est la première tribune internationale où un orateur exige l'indépendance de la colonie algérienne et des Protectorats voisins de Tunisie et du Maroc : « L'indépendance de l'un de ces trois pays n'a de chances d'aboutir que dans la mesure où le mouvement libérateur de ce pays sera soutenu par les deux autres », prophétise-t-il. Ses appels à la révolution, à l'indépendance de l'Algérie ainsi qu'à l'unité nord-africaine vont le conduire à se réfugier à Genève en 1935 ; c'est là qu'il fera la connaissance de l'émir druze Chekib Arslan, l'une des voix les plus influentes du mouvement nationaliste arabo-islamique. Le nationalisme arabe contribuera à éloigner Messali Hadj du communisme – alors qu'au même moment en France métropolitaine, le Parti communiste français, dans la ligne de son appui au Front populaire, se rallie à la thèse de l'émancipation des masses musulmanes dans le cadre des institutions républicaines.

Doué d'un remarquable talent d'orateur, Messali Hadj revendique l'indépendance immédiate dès son retour en Algérie en 1936. La même année, il fonde le Parti du peuple algérien (PPA), qui compte rapidement plusieurs milliers de militants. Il écrit notamment dans son journal *El Ouma* (« La Nation ») : « L'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment, si ce n'est par la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos cœurs. Au nom de la République française, 60 millions d'êtres humains subissent la plus ignoble servitude. Notre patrie est le Maghreb et nous lui sommes dévoués jusqu'à la mort. »

Messali Hadj, qui est avant tout un nationaliste, refusera de

s'engager du côté des puissances de l'Axe pendant la Seconde Guerre mondiale : il sera condamné à seize ans de travaux forcés par le gouvernement de Vichy en 1941, puis placé en liberté surveillée en 1943. Il ralliera le Manifeste du peuple algérien de Ferhat Abbas, alors qu'il est toujours détenu (voir : [Abbas](#)) – les émeutes de Sétif, violemment réprimées par l'armée française en mai 1945, venant accentuer la radicalisation du mouvement indépendantiste.

Messali Hadj, arrêté et déporté à Brazzaville (Congo) en avril 1945, fonde en 1946, au retour de son exil forcé, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

C'est une branche armée secrète du MTLD, l'Organisation spéciale (OS), dirigée par Hocine Aït Ahmed puis par Ben Bella à partir de 1949, qui va assurer la formation de nombreux cadres du futur Front de libération nationale (FLN).

De nouveau assigné à résidence en France à partir de 1952, Messali Hadj se retrouve bientôt confronté à une frange moderniste de son parti qui conteste le culte de la personnalité entourant le *zaïm* et l'orientation populiste du mouvement ; Messali est également critiqué pour ne pas réussir à trancher entre légalité et violence. Ses opposants les plus déterminés, considérant que le temps de la lutte armée est venu, fondent au printemps 1954 le Comité révolutionnaire de lutte et d'action (CRUA), qui va donner naissance au FLN, tandis que lui transforme la même année le MTLD en MNA (Mouvement national algérien).

Le MNA et le FLN se livreront un combat fratricide, sur le sol algérien comme en métropole, qui aboutira à une victoire totale du FLN à partir de 1958. Messali Hadj, s'il dispose d'un représentant à l'ONU pendant toute la durée de la guerre d'Algérie, se retrouve désormais marginalisé. Il ne participe pas aux négociations aboutissant aux accords d'Évian en 1962, et ne regagne pas son pays après l'indépendance. À sa mort en exil en 1974, à Gouvieux près de Paris, sa dépouille sera rapatriée de nuit à Tlemcen, sur ordre de Houari Boumédiène. La mémoire du père du nationalisme algérien sera justement réhabilitée et le président Adbelaziz Bouteflika baptisera « Aéroport Messali-Hadj » le nouvel aéroport inauguré à Tlemcen en 2000.



Migrations

Marche à pied vers le progrès

Les populations africaines se déplacent depuis la nuit des temps¹⁵, sous l'effet du nomadisme, de l'esclavage et de la colonisation ; à pied, le plus souvent...

À une heure où l'Europe n'était que processions et croisades, des caravanes inventaient le commerce international en traversant le continent du Levant au Maghreb.

Aux migrations traditionnelles, vient s'ajouter aujourd'hui le facteur globalisation.

Le triplement de la population du continent entre 1960 et nos jours se sera accompagné d'importants flux migratoires allant des zones rurales vers les zones urbaines : en 2007, un tiers de la population subsaharienne habite en ville, contre un septième en 1960.

Vont contribuer pour l'essentiel à ces mouvements de population : la pauvreté des zones rurales, l'arrivée de la télévision et des perspectives de plus en plus prometteuses en ville ; les centres urbains offrant l'espoir d'un plus haut niveau d'instruction, de revenus plus élevés, de meilleurs services de santé, etc.

Face à la croissance démographique, les services de base des métropoles en développement ont de plus en plus de difficulté à être opérationnels. C'est bien connu : le progrès continu n'est jamais garanti ; ce qui n'empêche pas les flux migratoires d'être constants¹⁶.

Où vont les Africains ?

Les médias européens ont l'habitude d'installer leurs caméras aux principaux points de sortie du continent : au détroit de Gibraltar ou

entre la Libye et Lampedusa en Sicile, sur les passages où se produit l'essentiel des catastrophes humanitaires liées à l'émigration ; mais gare aux idées reçues ! la plupart des migrations enregistrées en Afrique se produisent à l'intérieur même du continent.

En 2007, sur un total de 14 millions de migrants originaires d'Afrique subsaharienne, 10 millions (soit 69 %) ne vont jamais quitter la région.

En Côte-d'Ivoire, un quart de la population est d'origine étrangère. Ces immigrants, souvent surnommés *catapilas*, traduction phonétique de « caterpillar », du nom des engins de chantiers familiers sous tous les climats, viennent essentiellement du Liberia, du Mali et du Burkina Faso qui fournit une main-d'œuvre de qualité.

Pour ceux qui arrivent à bon port, cela ressemble un peu au rêve américain.

En même temps, dans le paysage de l'Afrique moderne, à côté de l'émigration économique, on rencontre d'innombrables drames humains, de caractère et d'origine politique.

C'est en Afrique que l'on trouve la plus forte concentration mondiale de « déplacés internes » ; en 2006, ils étaient 11,8 millions, répartis dans 21 pays. Le nombre des déplacés est beaucoup plus élevé que celui des réfugiés, dont le nombre a paradoxalement diminué, passant de 6 millions en 1995 à environ 3 millions en 2005 (selon le HCR).

Les experts de l'ONU prédisent que les prochaines migrations seront le résultat des changements environnementaux et climatiques – désertification, sécheresse, aridité, sans oublier une démographie galopante.

Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), de 75 à 250 millions de personnes supplémentaires manqueront d'eau en Afrique, d'ici à 2020.

Le GIEC s'attend à une accélération des déplacements de populations au cours du siècle, au sein du continent ; mais aussi vers l'extérieur, vers l'Europe, et l'Amérique du Nord avec toutes les conséquences politiques, sociales, sécuritaires que ces continents connaissent. Amplifiées et sans solutions appropriées. L'ancien ministre français Jean-Louis Borloo, qui sillonna l'Afrique et les pays européens en 2016 et 2017 pour créer un fonds de soutien à l'électrification du continent africain, n'hésite pas à utiliser des

arguments anxiogènes pour répondre aux grandes peurs européennes : « L'Afrique c'est 2,2 milliards d'habitants d'ici à trente ans. Si nous ne faisons rien pour fixer cette population, nous assisterons à des migrations d'une ampleur inconnue avec sa cohorte de drames et de chaos. La démographie africaine pèsera comme un objet de déstabilisation massive » (déclaration à François Soudan, *Jeune Afrique*, 10 septembre 2016).

Milla (Roger)

L'indomptable, le Vieux Lion, la légende

Albert Roger Mooh Miller, plus connu sous le nom de Roger Milla, est né le 20 mai 1952 à Yaoundé, sous une bonne étoile et de bon augure pour son pays le Cameroun, car cette date deviendra, quelques années plus tard, le jour de la fête de l'indépendance. Il est considéré par beaucoup d'Africains, et confirmé par de nombreux votes dans les magazines spécialisés, comme l'un des meilleurs si ce n'est le meilleur joueur africain de tous les temps, ou du moins des cinquante dernières années. Il est connu non seulement pour avoir détenu pendant longtemps le record du plus vieux buteur dans une phase finale de Coupe du monde de football, mais aussi pour ses célébrations folkloriques (c'est sur le poteau du corner et par un pas de danse de Makossa, rythme traditionnel du littoral camerounais, scène ayant fait le tour des télévisions du monde qu'il célébrait ses buts). Il fait surtout partie de ces légendaires footballeurs africains ayant porté haut les couleurs de leurs pays et celles de leur continent. Cette légende du football africain, issue d'une génération dorée du football camerounais avec des Joseph Antoine Bell, Thomas Nkono, Grégoire Mbida, Jean Manga Onguéné et bien d'autres qui ont fait vibrer le continent et fait sa fierté, connaîtra un parcours atypique et un destin exceptionnel dans sa carrière de footballeur.

Roger Milla s'est distingué très tôt dès l'âge de treize ans, par sa technique et son sens du but. Il commence sa carrière à « L'Éclair » de Douala (1965-1970), il évoluera ensuite au « Léopards de Douala », « Tonnerre » de Yaoundé, avant de poursuivre en Europe où il connaît

des débuts difficiles avec un passage éclair à Valenciennes et l'AS Monaco où il est blessé et sur le banc, Bastia, ensuite Saint-Étienne où il fera sa meilleure saison avec vingt-deux buts en trente et un matchs. Il finira sa carrière à Montpellier où il intégrera le staff de l'encadrement technique. Si sa carrière en club a peu marqué, c'est sur la scène internationale et avec sa sélection nationale qu'il s'est fait remarquer. Il participe avec le Cameroun en 1982 (2^e pays d'Afrique noire après le Zaïre à jouer une phase finale de Coupe du monde) à trente ans à sa première Coupe du monde et finit invaincu mais éliminé dès le premier tour par une équipe d'Italie futur vainqueur de la compétition, à la différence de buts. Il est rappelé à la rescousse alors qu'il coulait une retraite tranquille dans un club de division d'honneur à La Réunion, à trente-huit ans il réalise une grande performance et crève les écrans du monde entier. Il atteint les quarts de finale, une première pour une équipe africaine où il est éliminé injustement par l'Angleterre.

Milla n'a certes pas connu la longue carrière de ses successeurs, il aura néanmoins marqué les esprits de toute une génération, fait vibrer tout un continent. Il affiche un beau palmarès, double Ballon d'or d'Africain en 1976 et 1990, deux Coupes de France, deux Coupes d'Afrique (1984, meilleur buteur de la Coupe d'Afrique 1984 et 1988, finaliste en 1986, il a disputé trois phases de finale de la Coupe du monde (1982, 1990, 1994). Il est aujourd'hui ambassadeur itinérant du sport camerounais.



Milliard (le)

Un Terrien sur quatre en 2050 sera africain

En 2009, le continent a franchi le cap du milliard d'habitants. Selon les projections démographiques du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), les Africains seront 2 milliards en 2050 et 4,2 milliards en 2100.

« Sur la base des tendances actuelles, d'ici trente-cinq ans, 25 personnes sur 100 seront des Africains », prophétise un rapport de l'UNICEF ; à cette date, 40 % des enfants de moins de cinq ans dans le monde vivront en Afrique. Le Nigeria, pays le plus peuplé et première puissance économique du continent, représentera à lui seul 10 % des naissances dans le monde d'ici 2050.

Cette croissance démographique devrait aggraver la surpopulation dans les zones urbaines ; car d'ici la fin des années 2030, la plupart des Africains vivront dans des villes.

À l'heure actuelle, cette densité de population varie spectaculairement suivant les régions. En 2009, l'année du milliard, la densité de la population sur l'ensemble du continent est très légèrement supérieure à 30 habitants au kilomètre carré en moyenne, soit quatre fois moins que de l'Union européenne... Mais attention ! Entre 1950 et 2010, la densité africaine est passée de 8 à 34 habitants au kilomètre carré, tout en restant largement en deçà de la moyenne mondiale (47 ha/km²).

Les zones affichant les plus fortes agglomérations de population sont les côtes du Maghreb, d'Agadir à Tunis ; la vallée du Nil jusqu'à Assouan ; l'Éthiopie ; l'Afrique de l'Ouest, au sud d'une ligne reliant Dakar, Bamako, Ouagadougou et Abuja, ainsi que la côte de l'Afrique australe entre Le Cap et Maputo. Contrairement à l'Asie, les vallées fluviales ne sont pas nécessairement les plus peuplées, à l'exception des bassins du Nil et du Niger.

En termes de population, on peut répartir les pays en quatre grandes catégories :

- les *très grands* (en millions d'habitants) : Nigeria (174), Éthiopie (95), Égypte (82), RD Congo (68), Afrique du Sud (53) ;

- les *grands* (12 à 50 millions) : 20 pays dont le Kenya, l'Algérie, Maroc, le Ghana, le Burkina Faso, le Sénégal, et le Tchad ;

- les *moyens* (8 à 12 millions) regroupent 7 pays : Rwanda, Guinée, Sud-Soudan, Tunisie, Somalie, Bénin, Burundi ;

- et enfin, 22 *petits* : Togo, Érythrée, Centrafrique, Namibie, Gabon, Maurice, Comores, Cap-Vert, Seychelles, etc. L'île Maurice

(600 ha/km²) et la Namibie (2 ha/km²) affichant des démographies diamétralement opposées.

La progression impressionnante des populations sur le continent est de nature à rendre la tâche quasiment insurmontable pour les gouvernements : les dix pays africains susceptibles de voir leur démographie quintupler dans le cours du siècle ne font-ils pas partie des nations les moins développées au monde ? « La concentration de la croissance de la population dans les pays les plus pauvres rendra plus difficile pour ces gouvernements d'éradiquer la pauvreté et l'inégalité, de combattre la faim et la malnutrition, de développer le taux de scolarisation et les systèmes de santé », soulignera une étude publiée en 2015 par les Nations unies. Le principal défi sera de répondre aux attentes d'une population très jeune. Actuellement, les moins de quinze ans représentent 41 % de la population africaine ; les moins de vingt-quatre ans sont déjà 60 %. En 2050, l'Afrique devrait être la seule région du monde à avoir moins d'un quart de sa population âgée de plus de soixante ans.

En même temps, il ne faut pas oublier que plus de la moitié des enfants qui meurent aujourd'hui sur cette planète sont africains.

Mines du roi Salomon (Les)

L'ancêtre d'Indiana Jones fait du cinéma

La légende biblique de Salomon et la reine de Saba renaît sous la plume d'Henry Rider Haggard. Les membres britanniques d'une expédition, partis à la recherche d'un proche, découvrent l'Afrique de l'Est et des trésors fabuleux. Ambiance safari et vision victorienne du monde. Allan Quatermain est le héros de 18 romans d'aventures dont *Les Mines du roi Salomon* (1885).

Le cinéma ne pourra pas résister longtemps.

Première adaptation dès l'époque du cinéma muet avec *Allan Quatermain* de Horace Lisle Lucoque avec Albert Lawrence (1919). Les grands acteurs du parlant s'empareront bientôt du personnage : Cedric Hardwicke est Quatermain dans une version britannique réalisée par Robert Stevenson (1937) ; Hollywood mettra en tête d'affiche l'élégant

Stewart Granger et la frémissante rousse Deborah Kerr dans une version signée Compton Bennett et Andrew Marton (1950) ; suivront : George Montgomery dans *Watusi* de Kurt Neumann (1959) ; *John Colicos* dans *Allan Quatermain et les Mines du roi Salomon* (*King Solomon's Treasure*) d'Alvin Rakoff (1977) ; Richard Chamberlain endossera la saharienne de l'aventurier dans *Allan Quatermain et les Mines du roi Salomon* (*King Solomon's Mines*) de John Lee Thompson (1985) ; et dans *Allan Quatermain et la Cité de l'or perdu* (*Allan Quatermain and the Lost City of Gold*) de Gary Nelson (1986) ; enfin *Sean Connery* prêtera son humour écossais à une réincarnation de Quatermain dans *La Ligue des gentlemen extraordinaires* (*The League of Extraordinary Gentlemen*), un film de style *heroic fantasy* signé Stephen Norrington (2003) ; il faut aussi signaler un téléfilm de Steve Boyum, *Allan Quatermain et la Pierre des ancêtres* (*King Solomon's Mines*) avec Patrick Swayze (2004).

Mitterrand (François)

Le décolonisateur contrarié

*On ne peut pas être démocrate chez soi
et contester à un autre peuple le soin
de décider lui-même de son destin.*

François Mitterrand

Le Nouvel Observateur, 6 mai 1994

Président de la République française (1981-1995), François Mitterrand n'a pas découvert le continent à l'occasion des onze sommets franco-africains¹⁷ qu'il a présidés durant ses deux septennats (voir : [La Baule](#)).

Il n'a pas seulement écouté les avis souvent éclairés de son fils Jean-Christophe, ancien journaliste de l'AFP en Afrique de l'Ouest (1972-1982), lequel deviendra responsable de la cellule africaine de l'Élysée (1986-1992).

Il partagera sous la IV^e République de véritables amitiés avec quelques compagnons de route venus d'Afrique francophone, dont Félix Houphouët-Boigny et Modibo Keita, futurs présidents respectifs

de la Côte-d'Ivoire et du Mali...

Mais pourquoi ce grand politique énigmatique estime-t-il nécessaire de déclarer un jour : « L'expérience majeure de ma vie politique, dont elle a commandé l'évolution, c'est la question coloniale » ?

Pourquoi va-t-il consacrer deux ouvrages : *Aux frontières de l'Union française. Indochine-Tunisie*¹⁸ (1953) et *Présence française et abandon*¹⁹ (1957) à l'utopie d'une décolonisation sans rupture ?

Les postes gouvernementaux qui lui seront confiés sous la IV^e République attestent qu'il a bien perçu le caractère central de la fin de l'ère coloniale pour la France – et pour le monde.

Mais a-t-il vraiment conscience de l'urgence de trancher le nœud gordien ?

L'aura-t-il jamais ?

En 1950, lorsque le président du Conseil René Plevén le nomme ministre de l'Outre-Mer²⁰, Mitterrand est partisan de l'instauration d'une union franco-africaine où les *territoires d'outre-mer* jouiraient d'une autonomie négociée et librement consentie. Il se fait alors traiter de « bradeur d'empire » par les colons et par le RPF, le parti gaulliste de l'époque ; et il participe aux démarches entamées pour légaliser le Rassemblement démocratique africain (RDA) – tout en s'occupant de l'appareillement de Félix Houphouët-Boigny, et Modibo Keita, tous deux, ex-RDA, à son propre mouvement, l'UDSR – quitte à tordre un peu le bras à Houphouët, afin de le faire rompre avec le parti communiste.

En 1952, ministre d'État sous le gouvernement d'Edgar Faure, François Mitterrand prend en charge le dossier tunisien et esquisse un plan d'autonomie interne ; las ! le ministère Edgar Faure est renversé six semaines seulement après sa formation.

Alerté par son ami l'ancien résistant Jean Védrine²¹, médiateur officieux entre le futur roi du Maroc Mohammed V et les autorités françaises, il signe en 1953 en compagnie d'Albert Camus, Alain Savary et Louis Vallon, un *Manifeste France-Maghreb*, demandant que « soient mis en œuvre tous les moyens légaux pour que les principes des droits de l'homme soient appliqués sans distinction en Afrique du Nord ».

Mitterrand va publier dans la foulée *Aux frontières de l'Union française. Indochine-Tunisie*, préfacé par Pierre Mendès France. Il s'y

prononce pour l'indépendance de l'Indochine et pour une refonte des liens avec les pays africains : la défense, la monnaie et la politique étrangère devant relever de l'Union française, avec une pleine association des Africains aux décisions ; les autres domaines bénéficiant de l'autonomie locale.

Sur l'Algérie, en revanche, les positions qu'il va adopter sont moins définies.

Le 12 novembre 1954, à la tribune de l'Assemblée nationale, alors que la guerre d'Algérie vient d'éclater, Mitterrand déclare : « La rébellion algérienne ne peut trouver qu'une forme terminale : la guerre », puis conclut : « L'Algérie, c'est la France. »

Une phrase sur laquelle il reviendra, notamment dans ses *Mémoires interrompus*²² :

« On vous a longtemps reproché la phrase : “L'Algérie, c'est la France.” Que signifiait-elle à l'époque ?

— C'était légalement juste puisque l'Algérie était composée de trois départements français. C'était politiquement erroné. »

Mitterrand reviendra aussi sur la question algérienne avec Benjamin Stora auquel il assurera : « Le temps n'était pas venu de l'indépendance. »

Quitte à reconnaître avoir « commis au moins une faute dans [ma] vie, celle-là²³ ».

À défaut de perspective clairement dessinée, Mitterrand l'artiste apparaît pouvoir compter, une fois de plus, sur sa bonne étoile.

En novembre 1954, le gouvernement annonce une forte augmentation des investissements sociaux en Algérie dans l'agriculture et l'éducation, et promet « l'égalité des citoyens [...] des chances égales à tous ceux, quelle que soit leur origine, qui naissent sur le sol algérien » ; François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, autorise même l'ancienne résistante Germaine Tillion à mener une enquête dans la zone d'insurrection, afin de signaler, entre autres, d'éventuelles exactions policières.

Réélu aux législatives du 2 janvier 1956, François Mitterrand sera nommé garde des Sceaux par Guy Mollet : il participe aux travaux d'un gouvernement qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, et son autonomie à l'Afrique noire. Mitterrand affirme alors, devant l'universitaire canadien Michel Brot²⁴, qu'« il n'y a pas de problème racial en Afrique-Occidentale française. Il n'y a qu'une petite

poignée de Français au sommet de la pyramide économique, et plusieurs millions d'Africains – comment pouvait-il donc y avoir un problème racial ? Venez avec moi en Côte-d'Ivoire. J'ai mon avion qui y part jeudi. J'aimerais vous faire rencontrer Houphouët. Vous verrez comme ils nous aiment. L'Afrique française ne veut pas l'indépendance ».

La tragédie algérienne interdit cependant les solutions ménageant la chèvre et le chou telles qu'on les appréciait à Paris sous la IV^e République... S'il critique en privé la dérive répressive ayant suivi l'échec de la tentative de libéralisation de février, c'est à Mitterrand que reviendra en définitive la charge de défendre le regrettable projet de loi remettant les *pouvoirs spéciaux* à l'armée. À la suite d'une visite à Alger où il a été conspué, Guy Mollet va en effet décider de durcir sa politique algérienne, et pour cela, il confie par décret la justice civile aux militaires. Le gouvernement auquel Mitterrand appartient fermera plus ou moins les yeux sur la mise en œuvre des techniques contre-insurrectionnelles qui vont permettre au général Massu de « gagner » la bataille d'Alger (janvier-octobre 1957).

Mitterrand qui vingt-cinq ans plus tard pourra s'enorgueillir de l'abrogation de la peine de mort en France va donner son aval, en qualité de garde des Sceaux, aux sentences capitales prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Iveton, membre du Parti communiste algérien (PCA), guillotiné à Alger en février 1957. Sous son ministère, quarante-cinq militants algériens sont condamnés à mort ; Mitterrand ne donnant que sept avis favorables à la grâce.

Après sa démission du ministère Guy Mollet, François Mitterrand esquissera *a posteriori* une ébauche d'autocritique : « J'avais cru que la société coloniale pourrait se transformer autrement que par la violence. À l'expérience, j'ai compris qu'elle était, en soi, la violence, que la violence la gouvernait, que la violence lui répondait et que pour sortir du cercle de la violence il fallait sortir de la société coloniale, qu'il n'y avait pas de solution moyenne. L'ayant compris, j'avais mis du temps à l'admettre. »

Finalement, c'est son plus vieil adversaire, le général de Gaulle, qui mettra un terme à la colonisation tricolore au cours du premier septennat de la V^e République.

Mitterrand voyagera partout en Afrique après son élection à la

présidence française. J'ai eu le privilège de souvent l'accompagner. Lors de sa première tournée africaine en 1983, il réclamera que les pays riches fassent preuve de moins d'égoïsme et de spéculation et d'un respect plus équitable du cours des matières premières. Devant les députés camerounais, il rappellera sa position en faveur d'un nouvel ordre international économique et monétaire. Les foules applaudissent, l'opinion publique est conquise. Nombre d'Africains le prennent pour modèle et admirent en l'homme la magie du verbe et les qualités d'un grand chef d'État.



Le président burkinabé Thomas Sankara l'appelle familièrement « Tonton ». Le président gabonais Omar Bongo l'affublera d'un pompeux « Mitterrand l'Africain, le combatif, le fidèle »...

Mobutu (Sese Seko)

De Shakespeare à « Ubu roi »

Le 14 septembre 1960, à peine 76 jours après l'indépendance du Congo ex-belge, Joseph-Désiré Mobutu s'impose comme l'homme fort du pays à l'occasion d'un coup d'État soutenu par l'ancienne puissance coloniale.

Mobutu ne prend pas officiellement le pouvoir à ce moment-là. Il reste chef d'état-major et conserve Patrice Lumumba comme Premier ministre – tout en le plaçant aussitôt en résidence surveillée²⁵.

Situation shakespearienne à première vue : Lumumba est le mentor politique de Mobutu ; il l'avait nommé secrétaire d'État à la présidence au sein du premier gouvernement congolais. Puis le drame

se noue rapidement : Lumumba tente une évasion, est arrêté, puis transféré le 17 janvier 1961 vers le Katanga où il sera maltraité et publiquement assassiné. Après la mort de Lumumba, Mobutu rétablit Kasa-Vubu, le président élu qui avait été vite mis de côté ; tout en conservant quant à soi le commandement de l'armée afin de combattre une rébellion menée par les fidèles du Premier ministre assassiné... Mobutu finira par prendre le pouvoir lui-même le 24 novembre 1965 dans un pays déchiré entre troupes loyalistes et mercenaires combattant pour le compte du riche Katanga de Moïse Tshombe.

Second coup d'État accueilli par un soulagement général.

Durant les premières années, le régime Mobutu est plutôt bien vu sur le plan international, la personnalité du maréchal-président et les ressources naturelles du pays aidant un peu. Les investisseurs étrangers se précipitent sur les richesses de l'ex-Congo belge.

C'est alors que Mobutu met en œuvre sa révolution, la *zaïrianisation* : c'est-à-dire une révolution culturelle version congolaise. Mais à la manière d'*Ubu roi*²⁶... En 1971, « l'année des 3 Z », Mobutu renomme à la fois le pays, le fleuve et la monnaie sous le nom de Zaïre. La même année, il impose le port du costume traditionnel, tout en créant une version zaïroise du costume occidental (*voir* : [Abacoste](#)) ; enfin, il oblige les Zaïrois à choisir des prénoms d'origine africaine et locale, ce qu'il fait lui-même en devenant Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga (*voir* : [Authenticité](#)).

L'année suivante, le « citoyen-président » créera le Mouvement populaire de la révolution (MPR), dont il devient le « père fondateur ». Tous les Congolais sont qu'ils le veuillent ou non membres d'un parti unique qui durera jusqu'en 1990. Cette année-là, les larmes aux yeux, le chef de l'État va annoncer qu'il quitte la tête du MPR, autorisant en même temps le multipartisme.

Au début, la *zaïrianisation* est plutôt bien perçue. Elle va prendre l'apparence d'une réappropriation nationale de l'économie et laisser espérer une redistribution des richesses spoliées pendant la colonisation. On sait désormais qu'il s'agissait d'un tiers-mondisme illusoire et d'un mensonge. Les puissantes industries minières du Kasai et du Katanga ayant déjà été nationalisées depuis 1966.

À partir de 1973, le pays est touché par une crise économique aiguë, due à la baisse des prix du cuivre et à l'augmentation de ceux

du pétrole. La corruption se généralisant au cours des dernières années du régime, l'inflation deviendra galopante. Mobutu privatise de nombreuses entreprises à son nom ou aux noms de ses proches. Celui qui avait rebaptisé son pays le Zaïre est finalement chassé du pouvoir par les armes en 1997 après 32 années de règne sans partage durant lesquelles il aura eu malgré tout le talent de faire émerger chez ses compatriotes un sentiment d'appartenance nationale au sein d'un pays qui compte plus de 400 tribus.



À sa mort, on découvrira que la fortune personnelle de l'ancien président Mobutu, déposée sur des comptes en Europe, est estimée à 8 milliards de dollars – environ les deux tiers de la dette extérieure du Zaïre à l'époque. Sans doute l'un des aspects moins glorieux de la *zairianisation*.

Moubarak (Hosni)

« *La vache qui rit* »

Nasser évitait de nommer un vice-président pour des raisons évidentes. Il ne voulait pas qu'il soit tenté par le pouvoir. Quand il était forcé d'en nommer un, il choisissait un homme qui ne pourrait pas être un candidat sérieux à la présidence. Comme Sadate.

Sadate était vice-président quand Nasser a eu sa crise cardiaque. Il est devenu président par intérim à la surprise générale. Il a réussi à se maintenir au pouvoir malgré les différentes tentatives de le déloger.

Mais il a suivi le même principe de son prédécesseur. Pas de vice-président du tout ou pas de vice-président compétent et crédible. Ainsi, il y a eu Moubarak très tard dans la présidence de Sadate en 1975. C'est-à-dire peu de temps avant son assassinat. Un général de l'armée de l'air qui a joué, selon ce qu'on raconte, un rôle dans la guerre de 1973.

Les Égyptiens appelaient Moubarak « la vache qui rit ». Le vice-président disait de lui-même qu'il occupait un poste vacant. Il voulait insinuer qu'il n'avait pas de fonctions officielles. Ce qui montrait qu'il avait un peu de bon sens.

Sadate a été assassiné en octobre 1981. Les auteurs de ce crime ont annoncé, pendant leur procès, qu'ils tenaient Moubarak, qui était aux côtés de Sadate, au bout de leurs fusils, mais qu'ils l'avaient épargné. Ils n'ont pas fourni d'explications.

Curieusement, cet homme de prime abord novice dans le domaine politique est resté au pouvoir plus que ses deux prédécesseurs réunis. Nasser a été président pendant quinze ans, Sadate dix ans et Moubarak trente ans.

Les Égyptiens s'attendaient à ce que Moubarak, une fois au pouvoir, change d'attitude à l'égard d'Israël, et reprenne sa place à la Ligue arabe, dont l'Égypte avait été exclue à la suite de la visite de Sadate à Jérusalem. Et, surtout, qu'il essaye de freiner la corruption qui avait régné à la suite de l'arrivée de Sadate au pouvoir. Ils ont vite constaté qu'ils s'étaient trompés. Moubarak a suivi la ligne politique et sociale de Sadate. Il a renforcé la coopération de l'Égypte avec Israël dans tous les domaines (sauf le domaine culturel où il a rencontré une vraie résistance de la part des intellectuels égyptiens). Il a renforcé le secteur privé dans l'économie. Il a laissé une porte, étroite, ouverte aux Frères musulmans pour contrecarrer les forces de gauche, quand elles existaient. Il a permis l'existence de partis politiques à condition qu'ils suivent les consignes du pouvoir. Mais il est allé plus loin que Sadate dans certains domaines. Il a voulu revenir à l'ère pharaonique et créer une dynastie.

Trente ans au pouvoir est un phénomène inhabituel en Égypte qui appartient à l'Afrique mais sans partager certaines habitudes africaines. Bref, Moubarak, ou quelqu'un d'autre de sa famille, a eu l'idée de ne pas abandonner le pouvoir avant de s'assurer que son fils Gamal soit installé à la tête de l'État. Ce qui ne convenait pas aux

dirigeants de l'armée, qui était devenue, durant le règne de Moubarak, pilier principal de l'État, toute-puissante dans tous les domaines. Et à commencer par celui de l'économie. Elle est capable de fournir à l'Égypte en crise 10 milliards de livres égyptiennes. Ce qui permet aux Égyptiens de dire que leur pays est revenu à l'âge des Mamlouks, quand l'Égypte était gouvernée par des adeptes musulmans recrutés en Asie centrale et qui ne parlaient pas l'arabe.

L'armée s'est opposée au projet de la famille Moubarak. Elle voulait que le successeur de Moubarak soit militaire. C'est pour cette raison qu'elle a utilisé les événements de janvier 2011 pour évincer Moubarak et sa famille du pouvoir, pensant qu'elle allait pouvoir installer l'un de ses dirigeants à la tête de l'État. Mais les Américains avaient un autre projet. Ils voulaient donner le pouvoir aux Frères musulmans.

Ainsi les dirigeants de l'armée égyptienne avaient, soi-disant, cédé à la demande des masses descendues dans la rue. Ils ont forcé Moubarak à dégager, lui et sa famille. Mais ils l'ont fait avec douceur. En les incarcérant pour un certain temps avant de les libérer. Et en poursuivant ceux qui avaient exigé qu'ils soient châtiés.

Contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie et en Libye, la famille de Mohammed Hosni Moubarak demeure en Égypte, protégée par l'armée. Il est vrai qu'elle n'a plus de pouvoir, n'est plus à la tête de l'État. Mais elle n'a pas été obligée de fuir l'Égypte comme l'a fait, en Tunisie, Ben Ali, et son chef n'a pas connu le sort de Kadhafi en Libye. L'armée s'est débarrassée de Gamal Moubarak et a repris le pouvoir après une année de règne des Frères musulmans. Et l'Égypte s'enlise, de plus en plus, dans une crise économique, sociale et sociétale qui la paralyse sur la scène internationale. Et en devant faire face au terrorisme.

Mourides

Une confrérie qui sanctifie le travail

L'islam au Sénégal se répartit en plusieurs confréries. La plus importante en nombre est celle des *tidjanes* ; la seconde est celle des

mourides (al-Mouridiyya).

La confrérie mouride, fondée par Cheikh Ahmadou Bamba (né vers 1852), assimile à l'islam certaines traditions du peuple wolof : les mourides sanctifient le travail et poussent très loin les notions d'entraide et de solidarité : « Travaille comme si tu ne devais jamais mourir, et prie comme si tu devais mourir demain. »

Suivant les préceptes d'Ahmadou Bamba, le mouride doit assurer son indépendance financière afin d'être libre de pratiquer son culte ; à l'époque, les mourides sont nombreux dans l'agriculture et la culture de l'arachide.

Chaque année, de nombreux mourides se rendent en visite pieuse (*ziarra*) dans leur ville sainte de Touba, au centre du Sénégal, pour le *magal* – une fête qui commémore le départ en exil en 1895 de cheikh Ahmadou Bamba, déporté par l'autorité coloniale²⁷.

Aujourd'hui, les mourides ont investi l'essentiel de l'économie sénégalaise, dans le commerce, le transport ou l'immobilier. Nombre de mourides émigrent vers l'étranger, recréant sur place des solidarités propres à la confrérie.

Le président Abdoulaye Wade, élu en 2000, sera le premier président mouride du Sénégal. Mais tous les Sénégalais ne sont pas mourides ; cette confrérie qui exerce une influence croissante sur le pays ne représente qu'environ 35 % de la population.

L'actuel président Macky Sall, qui est tidjane, recevra le calife général des mourides en 2015 pour s'entretenir avec lui de la modernisation de Touba. Le premier président chrétien Léopold Sédar Senghor, Sérère, recevra toujours l'appui des deux confréries tidjane et mouride.

Mugabe (Robert)

Cent ans de solitude

Président du Zimbabwe depuis l'indépendance du pays en 1980, Robert Mugabe achèvera son septième mandat en 2018 : « Je continue de m'entraîner dur pour rester en vie et faire l'expérience de ma propre résurrection lorsque les gens me donnent pour mort. Chaque

mois de janvier, je dois répéter tous les exercices nécessaires pour revenir à la vie », affirme l'inoxydable fondateur de la ZANU-PF (Union nationale africaine du Zimbabwe-Front populaire), confirmant que rien ne peut entamer sa volonté de diriger un pays sur lequel il règne sans partage depuis trente-cinq ans²⁸.

À l'heure de quitter la présidence de l'union Africaine, où son aura de vieux combattant anti-impérialiste lui aura valu une élection très applaudie... Mugabe attaque une nouvelle cible : l'ONU... « Le siège des Nations unies est mal placé. Il y a 1,2 milliard de personnes en Inde, 1,3 milliard en Chine, 1 milliard en Afrique. Mettez les visages blancs avec des grands nez en comparaison... Un pour un... Et ces gens osent encore parler de changement de régime ? Mugabe devrait partir ? Dites-leur de fermer leurs bouches. »

Derrière cette diatribe antionusienne, le vétéran des maquis rhodésiens vise les Occidentaux dans leur ensemble ; et aussi les Africains qui ne partagent pas sa manière de voir. En particulier l'ancien secrétaire général des Nations unies, le Ghanéen Kofi Annan, coupable de lui avoir transmis une proposition inspirée par Washington de quitter le pouvoir au Zimbabwe en contrepartie d'un asile politique et de compensations financières.

Pour sa dernière intervention en qualité de président de l'Union africaine (UA), le Zimbabwéen va se lancer dans une longue péroraison antioccidentale entrecoupée d'ovations des autres délégations du continent. Car, même si cela peut surprendre en Europe et aux États-Unis, Mugabe est une figure extrêmement populaire en Afrique.

Petit florilège de quolibets recueillis par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* :

– Sur Barack Obama : « Aujourd'hui, nous sommes libres. Mais nos ancêtres ne l'étaient pas. On a envoyé des Noirs de l'autre côté de l'Atlantique. [...] Maintenant, il y a Obama, c'est vrai. Mais qui est-il ? Une voix à qui l'on fait parler leur langage. Qui fait ce qu'ils veulent faire. »

– Sur les ONG : « [Les Occidentaux] sont partout en Afrique. S'ils ne le sont pas directement, c'est par l'intermédiaire d'ONG, d'espions, des imposteurs qui prétendent venir ici pour nous aider. Mais quelle aide nous apportent-ils ? »

– Sur le Conseil de sécurité des Nations unies : « Les patrons au

Conseil de sécurité disent : “Vous n’aurez jamais le même pouvoir que nous, les membres permanents.” Nous avons demandé, demandé et demandé : réformez le Conseil de sécurité. M. Ban Ki-moon, vous êtes un homme bon. Mais nous ne pouvons pas faire de vous notre combattant. [...] Si les Nations unies doivent survivre, nous devons en être des membres égaux. [...] M. Ban Ki-moon, leur avez-vous déjà dit que nous sommes aussi des êtres humains ? »

Symbole fort de la popularité de cet autocrate révolutionnaire : la célébration annuelle de son anniversaire. Pour ses 90 ans, on a fait abattre un éléphant et des dizaines d’animaux de toutes espèces.

En vertu d’une nouvelle règle d’or établie par ses soins, Mugabe soufflera les bougies d’un gâteau de 92 kilos pour ses 92 ans – un kilo par année – dans une ville située à côté des ruines du Grand Zimbabwe, à Masvingo, ensemble architectural unique, édifié entre le ^xⁱ^e et le ^{xv}^e siècle, vestige d’un empire qui commerçait à l’époque avec la Chine, et la Perse, auquel le pays va devoir son nom après l’indépendance.

Masvingo est aussi l’un des points du pays les plus touchés par une sécheresse en train d’affamer les campagnes zimbabwéennes. Robert Mugabe a dû décréter l’état d’urgence : deux millions et demi d’habitants, le quart de la population, ont besoin de l’aide alimentaire internationale pour vivre.

Au pouvoir depuis la création du Zimbabwe, Robert Mugabe s’est dit enthousiasmé à l’idée de fêter ses 100 ans à la tête du pays.

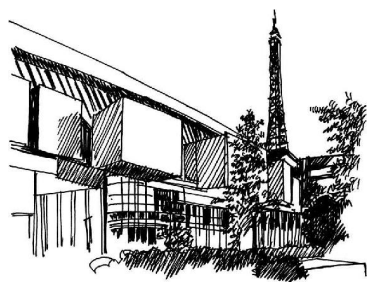
On sait déjà que le gâteau devrait peser 100 kilos. Mais à 92 ans en 2016, Mugabe doit faire face à un mouvement citoyen lancé sur des réseaux sociaux, identique à celui du Burkina Faso en 2014.

Les mesures impopulaires dues à la crise économique, à la sécheresse et à la corruption, annoncent une fin de règne cahotique et peut-être prématurée.

Musées (parisiens)

Entre Chaillot, Branly et Paul-Valéry

Des deux côtés de la Seine à Paris, aux environs de la tour Eiffel, coexistent deux musées passionnants consacrés, l'un et l'autre, au chemin parcouru par l'espèce humaine depuis les origines : le musée de l'Homme, situé rive droite au Palais de Chaillot, et le musée du quai Branly-Jacques Chirac²⁹, édifié rive gauche par l'architecte Jean Nouvel pour accueillir le projet de musée des arts premiers lancé sous l'impulsion personnelle de l'ancien président français Jacques Chirac.



Inspiration et principe cardinal de ces deux musées : une nouvelle lecture et une répartition différente des collections autrefois présentées au musée de l'Homme et au musée de la porte Dorée.

Les collections du premier, installé depuis 1938 au palais de Chaillot, essentiellement archéologiques et ethnologiques, sont consacrées aux sociétés préhistoriques et primitives sans prendre spécifiquement en compte la valeur esthétique des objets présentés ; les secondes regroupaient dans un pavillon construit pour l'exposition coloniale de 1931 les collections d'arts africains et océaniens de l'ex-musée des Colonies³⁰.

On constatera au passage que l'histoire française fait coïncider pour l'essentiel les territoires de découverte de ces deux musées, sur les routes de l'Afrique et de l'Océanie.

La création du musée du quai Branly répond à des impératifs contemporains ; ce musée permet de matérialiser le nouveau regard esthétique porté par l'hémisphère Nord sur les arts premiers.

Au commencement du xx^e siècle, on parle de « l'art nègre » comme d'un art sans époque. Ainsi, le poète Guillaume Apollinaire évoque les « grands artistes anonymes » du continent... La révélation de l'art nègre par les artistes et les critiques européens de la première moitié du siècle se traduira par un véritable pillage. Depuis le début des années 1990, une résolution de l'UNESCO interdit de faire sortir

masques et statues du continent africain. En 1997, l'UNESCO évaluera que le site de Bura (Niger) a été dévalué à 90 %. Une statue *bangwa* arrachée au Cameroun en 1897, et vendue 29 000 dollars en 1966, vaudra 3,1 millions de dollars en 1990.

Les trafics se poursuivent inéluctablement. Mais, dorénavant, l'on s'attache à restituer les origines des œuvres et à mettre en perspective leur valeur culturelle.

Le collectionneur français Jacques Kerkache peut être considéré comme le véritable père spirituel du musée du quai Branly. Souhaitant au départ qu'une aile du Louvre soit consacrée à ce qu'on n'appelle déjà plus l'art nègre, ni même les arts primitifs, Kerkache lance en 1990 une pétition proclamant que « les chefs-d'œuvre du monde entier naissent libres et égaux ». C'est le début du mouvement.

Au musée du quai Branly, l'objet, mis en exergue en raison de sa beauté, est une fin en soi – on vient pour le voir. La collection comporte près de 1 200 000 pièces. Bientôt dix ans après l'ouverture du musée, 450 000 œuvres figurent au catalogue, dont seulement 3 500 sont exposées : textiles, sculptures, peintures ou moulages. Si l'on recherche particulièrement des chefs-d'œuvre originaires d'Afrique francophone, on peut s'arrêter ici, devant la statue androgyne, grande sculpture ancienne en bois sculpté combinant visage masculin et corps féminin, style Djennenké (Mali, pré-dogon, ix^e siècle), ou les masques dogons (Mali) ; le Cimier senoufo de société d'initiation (Côte-d'Ivoire) ; le Masque d'initiation Kebul (Sénégal) ; la reine porteuse de coupe bamileke, le masque royal kuk ou le présentoir à calebasse anthropomorphe foto (Cameroun). Sans oublier 9 128 instruments de musique regroupés dans une tour-réserve visible par le public, et une iconothèque d'environ 700 000 pièces.

La fréquentation du musée du quai Branly, qui se situe aux alentours d'un million et demi de visiteurs par an, a franchi en 2013 le cap des dix millions de visiteurs ; ce qui le place parmi les plus fréquentés au monde dans sa catégorie. En 2016, le musée des arts premiers sera rebaptisé musée Jacques-Chirac. Un acte de reconnaissance à l'égard de son créateur.

Au musée de l'Homme, l'objet est par définition un moyen de découvrir une civilisation humaine, une médiation. Lorsque le musée rouvre ses portes au grand public en octobre 2015 à Paris, on peut constater que le lieu d'exposition a été complètement repensé pendant

les six ans de sa fermeture (coût de la rénovation : 92 millions d'euros). À l'intérieur, tout a été réorganisé autour de trois grands ensembles : la préhistoire, l'anthropologie biologique et culturelle. Et, sur les 5 000 mètres carrés ouverts au public, on peut trouver mille et une façons de penser l'homme et le monde, de véritables crânes d'animaux et d'êtres humains ; des moulages de la tête de personnages, célèbres ou obscurs, exposés sur 19 mètres de longueur, ce qui n'est pas sans poser de problèmes d'ordre éthique et politique. Toutes les têtes de rebelles maoris ont été restituées à la Nouvelle-Zélande ainsi que celles du résistant kanak et de ses compagnons en 2014. Des historiens algériens et français dont Mohammed Harbi, Benjamin Stora et Pascal Blanchard ont signé une tribune dans *Le Monde* du 10 au 11 juillet 2016 pour réclamer « le rapatriement des têtes des résistants algériens massacrés en 1849 par une terrible répression coloniale dans l'oasis de Zaatcha » et détenus par le musée de l'Homme.

On trouve, au milieu du parcours, un éléphant éventré qui nous met sur les traces de l'*Homo ergaster*.

Ce dernier a vécu en Afrique, entre 1,8 et 1 million d'années avant notre ère. Il cohabitera avec *Homo habilis* au Kenya, dans la région du lac Turkana. Son cerveau atteindra 850 cm³, ce qui semble indiquer une consommation régulière de viande. D'après l'hypothèse la plus couramment acceptée actuellement, l'*Homo ergaster* est l'ancêtre de l'*Homo erectus*.

Sis près de l'Étoile, 35 bis rue Paul-Valéry, un autre musée exceptionnel, le musée Dapper, dirigé par Mme Falgayrettes-Leveau, présente toute l'année un fonds d'œuvres figurant parmi les plus significatives au monde, et organise régulièrement des expositions mettant en valeur des chefs-d'œuvre d'Afrique. La diversité des provenances géographiques, leur ancienneté permettent aux visiteurs d'admirer quelque 130 pièces d'œuvres majeures, uniques, et n'ayant aucun équivalent dans le monde. Ces pièces maîtresses puisent leur signification dans les cultures d'Afrique centrale ou de l'Ouest. Lors d'une exposition présentée entre septembre 2015 et juillet 2016, des sculptures uniques du Gabon (Fang, Kota, Punu), du Cameroun (Bangwa), du Bénin (Fong), du Mali (Dogon, Soninké) ont été présentées à un public nombreux.

Le musée Dapper, un espace d'arts et de cultures pour l'Afrique, les

Caraïbes et leurs diasporas.

Question toujours sans réponse. À quand un Institut de l'Afrique, identique à l'Institut du monde arabe (IMA) et qui a trouvé une nouvelle vie avec Jack Lang, son dernier président, et édifié, comme le musée du quai Branly-Jacques Chirac, par l'architecte Jean Nouvel ?

Autre question fondamentale, sans vraies réponses : 90 % des œuvres africaines sont dispersées dans le monde entier. À quand le retour en Afrique de son patrimoine culturel ? Le 27 juillet 2016 éclate une petite bombe culturelle. Le Bénin réclame à la France de lui restituer ses œuvres qui sont aujourd'hui propriété du musée du quai Branly. C'est toute l'histoire du pillage de l'Afrique par le système colonial qui refait surface. Le musée d'Abomey, au Bénin, comme le musée des Civilisations noires à Dakar, entre autres, attendent de récupérer une partie du patrimoine continental.

Musique(s) africaines(s) : retour aux sources

La musique africaine se définit par son caractère rythmé et festif. Si jusqu'au milieu du xx^e siècle elle est essentiellement traditionnelle avec dans certaines régions un caractère mystico-ésotérique prononcé, réservée aux initiés, elle a très vite su évoluer et se moderniser. Il est cependant difficile de la définir avec exactitude tant elle est diverse et riche. On parlera de musiques africaines. Cela se traduit par une multitude de styles et de genres musicaux, souvent associés à une origine ethnique et géographique (chaque ethnie ayant développé sa musique, ses danses, ses costumes, ses rituels). On distingue ainsi la musique nord-africaine influencée par la musique savante (théorique) arabo-andalouse, la musique noire africaine restée très rythmique, les musiques afro-arabiques et afro-américaines. La musique en Afrique accompagne presque tous les actes de la vie quotidienne tels que les cérémonies de mariage, baptême, rites initiatiques, circoncision, moissons... Souvent vecteur d'intégration et parfois seul moyen d'expression, elle prend d'autant plus d'importance dans la mesure où la presque totalité des pays du continent pratiquent une transmission orale de la culture.

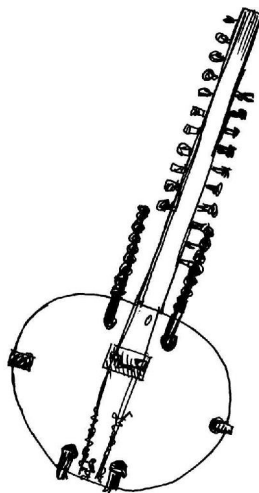
Une approche géographique nous fait nous intéresser d'abord à l'Afrique du Nord. Du Maghreb on connaît le raï, style musical né au début du xx^e siècle en Oranie dans le Nord-Ouest algérien (Oran, Sidi Bel Abbès, Aïn Témouchent), issue de musiques traditionnelles. Musique populaire festive et joyeuse, le raï, très connu en France, a été porté dans les années 1980 par des chanteurs tels que Cheb Khaled, Cheba Fadila, Cheb Mami, Faudel (*cheb* signifiant jeune avec *cheba* pour féminin), cela notamment avec le soutien de l'importante

communauté maghrébine et de la diaspora dans les villes comme Marseille et Paris. On peut donc souligner l'importance de la France dans la diffusion de cette musique. En 2001, la France reconnaissait le raï comme genre musical à part entière. Cela a permis depuis de conquérir des fréquences radio et d'être largement diffusé. Le chaâbi, un autre genre musical moins connu, est né dans les quartiers populaires d'Alger à la même époque dans la diaspora kabyle, il s'est propagé dans d'autres pays comme le Maroc. Warda al-Jazairia (Algérie), Abdewahad Doukkali (Maroc), Najat Essaghira (Égypte), Larbi Bensari (Algérie), et surtout Oum Kalthoum (ou Kalsoum) surnommée « l'astre d'Orient » ou « la cantatrice du peuple » en sont quelques représentants parmi les plus connus. Le raï utilise des instruments traditionnels spécifiques dont les noms varient en fonction des régions, parmi lesquels la très populaire derbouka, tambour en forme de vase, en terre cuite ou en céramique, le tar (percussion), le mandole chaâbi (grosse mandoline aux sonorités de guitare munie d'un long manche et de quatre cordes doubles en métal), le ney (flûte en roseau). Viennent enrichir cette liste banjo, vièle, tambourin et violon. Lounès Matoub, Kamel Messaoui, Slimane Azem sont quelques chanteurs connus. Comme pour la plupart des régions du continent, l'Afrique du Nord affiche une grande diversité et une grande richesse dans sa musique : si le raï et le chaâbi triomphent, il en existe bien d'autres : l'aïta (musique des Arabes des plaines), le hassani, la musique Amazigh comme le raggada du Rif ou l'ahidou de Sous. Une panoplie d'autres instruments vient compléter l'orchestre maghrébin : l'oud, l'ancêtre du luth européen (instrument de musique à cordes pincées), le rabâb (instrument à cordes joué verticalement), le qanûn (cythare munie de soixante-douze cordes métalliques), la gûsba (flûte tunisienne), la mezoued (cornemuse tunisienne) et autres banjos. La musique arabe traditionnelle a su évoluer et s'imprégner d'autres genres, le raï se décline aujourd'hui dans de nouvelles variantes telles que le Rai'n'B, mélange de raï et de rhythm and blues américain), représenté par de nouvelles générations de chanteurs « beurs » comme Mohamed Lamine ou Leslie.

S'il est difficile de définir la musique africaine de manière générale, cela s'applique encore plus en Afrique subsaharienne. La musique ouest-africaine, celle de l'ancien grand Empire mandingue (Bénin, Burkina Faso, îles du Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Ghana, Gambie,

Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Tchad), constitue un tremplin entre les musiques arabo-musulmanes du Nord et les musiques noires africaines. Cette région est le royaume du griot, ce conteur et musicien ambulant, qui gagne sa vie en se déplaçant de village en village. Les griots sont chargés de transmettre oralement de génération en génération la mémoire, la culture et l'histoire des peuples de l'Afrique de l'Ouest. On naît griot. L'un des plus célèbres, Toumani Diabaté du Mali, né en 1965 d'un père griot, Sidiki Diabaté, lui-même né en Gambie. On peut en citer d'autres comme Ballaké Sissoko ou Ali Farka Touré. Le griot s'accompagne habituellement d'une kora, instrument très célèbre en Afrique : un instrument à cordes, une harpe-luth mandingue, constitué d'une grosse caisse en calebasse évidée et percée de trous, recouverte d'une peau de vache (bœuf, cerf ou daim) munie de vingt-deux à vingt-huit cordes. Très utilisée en Casamance, au Sénégal, il en existe une version plus moderne, électro-acoustique, conçue par l'auteur-compositeur Robert Grawi dans les années 1980. L'Afrique de l'Ouest est le lieu de naissance de plusieurs instruments entrés désormais dans le patrimoine musical de la majorité des autres pays. Célèbre djembé (ou tam-tam), tambour en bois très populaire, en forme de sablier ; tama ou tambour parlant (tambour d'aisselle), encore appelé lunga au Burkina Faso ; le dunun (gros tambour grave) ; le kenkeni ; le bendre (Burkina Faso), le krin (tambour à fentes se jouant avec des baguettes), sont tous originaires de cette région. Les célèbres balafons ou bala (tiohoun, en Guinée), instruments de percussion mélodique ancêtres du xylophone, originaires de Haute-Guinée et du Mali, sont communs à beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique centrale et particulièrement présents dans la musique mandingue où son existence est attestée depuis le ^{xiv}^e siècle. Il est fait de lamelles de bois de différentes tailles posées sur des calebasses percées de trous et qui font office de caisse de résonance. Le diabara (gros maracas), le kusuba (hochet contenant des graines ou des cailloux) sont aussi utilisés. Cette richesse est mise en valeur par de multiples troupes, ou ballets nationaux, lors de représentations dans des festivals locaux ou continentaux, des tournées dans le monde, en Europe en particulier. La fascination des Européens pour ces danses et ces musiques a conduit à la naissance de diverses écoles et académies, contribuant ainsi à familiariser le monde avec cette culture. On peut citer les

ballets de Koteba, de Djoliba ou de Kokuma au Mali. L'Ouest africain dans sa partie anglophone a vu la naissance des styles musicaux tels le Highlife au Ghana au début du siècle, ou l'afrobeat de Fela Kuti, un style musical très populaire dans les années 1970, un mélange de musiques traditionnelles yoruba, de jazz et de funk américains accompagné de percussions et de styles vocaux. Fela Kuti était un chanteur charismatique nigérian, auteur-compositeur, multi-instrumentaliste, un artiste satirique et engagé. Sa popularité a largement dépassé le cadre de l'Afrique, son genre perdure au travers de ses fils Femi et Seun Kuti et compte des représentants dans le monde entier. L'Ouest africain dans sa partie anglophone est aujourd'hui le cœur créatif et le fer de lance d'un nouveau genre musical revisitant la soul et le hip-hop américain, la musique électronique dans de douces sonorités et des mélodies locales très dansantes ; P-Square, Davido, Yemi Alade en sont quelques talentueux représentants. La musique étant un phénomène de mode parfois, ce nouveau genre succède lui-même au décalé-coupé venu de Côte-d'Ivoire, qui a séduit et déferlé sur toutes les capitales africaines et dans les villes européennes où se retrouvent des communautés africaines. Ce genre musical, très sensuel, influencé par la domination de la musique congolaise, basé sur une danse, est apparu en 2002 d'abord dans la communauté ivoirienne de France (la « Jet Set ») dans un contexte ivoirien socio-politique tendu ; popularisé par des artistes tels Douk Saga, Magic System, Dj Arafat. Il existe un lien entre l'émergence de courants musicaux et des communautés venant de pays en guerre ou subissant des troubles, réfugiées en Europe. Cela fut le cas du soukous et du ndombolo, largement répandus à travers la grande communauté congolaise. Devenu très populaire donc rentable, le décalé-coupé (ou coupé-décalé), a fusionné avec d'autres styles musicaux tels le zouk et le kuduro des Caraïbes.



L'Afrique centrale, terre d'ouverture et de brassage des populations, est un autre carrefour musical où s'exprime un concentré de l'âme musicale africaine : avec des pays comme le Congo, le Gabon et le Cameroun, tous connus pour être des terres de musique, traditionnelle ou plus moderne ; le chant, la voix, les percussions, les instruments amplifiés (guitares), le jeu en scène sont mis en valeur dans des mélodies très rythmées. C'est un véritable vivier de talents et de musiciens. Le fort ancrage dans la culture bantoue fait que la musique traditionnelle, qui continue à être mise en valeur, a ici une connotation plus mystique et spirituelle qu'ailleurs ; elle est très présente. Les instruments utilisés, pour la plupart sacrés (seuls les initiés peuvent en jouer), sont les mêmes que dans la plupart des régions d'Afrique, tam-tam, nkul (tambour à fentes), balafons, le ntumba (tambour), le conga, le mvet (kora locale), likembe du Congo ou timbili (Cameroun), cornes d'ivoire ou de buffle, nyass (maracas locales). L'Afrique centrale au travers de son histoire a subi des influences et profité des échanges culturels, cela se traduit au niveau musical par l'émergence d'une musique moderne avec l'apport des instruments amplifiés. Le makossa (du littoral du Cameroun) est considéré comme la première grande musique africaine moderne composée par des musiciens urbains ; à leur tête le saxophoniste à la carrière internationale Manu Dibango, Ekambi Brillant, Dina Bell, Vicky Edimo, Eboa Lotin, Ben Decca, Grace Decca, Ndedi Eyango, Moni Bilé, Douleur, Sam Fan Thomas, Joe Mboule, Salle John en sont

quelques représentants de l'époque phare (les années 1980), Richard Bona, Charlotte Dipanda, Longuè Longuè, Petit Pays, Samy Diko, Papillon en sont les incarnations plus modernes. La rumba cubaine, apportée dans les Caraïbes par des esclaves en provenance du royaume de Kongo sous le nom de « nkumba » (la danse du nombril) après avoir séduit notamment Paris et les États-Unis, est revenue en Afrique dans la foulée des rythmes afro-américains, latino-américains, africains, européens tels le jazz, le blues, le rock, le boléro, la biguine, la valse, le merengue, la calypso, le tcha-tcha-tcha... Héritage direct des liens politiques qui existaient pendant la guerre froide entre Cuba et le mouvement indépendantiste africain, la rumba fait partie intégrante du paysage musical congolais. Elle côtoie le ndombolo, un style musical congolais dominant des années 1990 et 2000, associé aux soirées festives et arrosées, érigé en véritable mode de vie avec des pas de danse et un style vestimentaire associé (l'exemple de la sapologie, courant congolais érigeant l'extrême élégance comme mode de vie). Popularisé par des groupes comme le Zaïko Langa Langa, Wenge Musica, Extra Musica, Koffi Olomidé, Werrason, Fally Ipupa, qui sont de véritables icônes dans toute l'Afrique, derrière le plus talentueux d'entre eux, Papa Wenba, brutalement disparu au cours d'un concert en 2016. C'est une musique d'ambiance avec pour particularité un animateur (Atalaku), chanteur crieur chargé d'annoncer la chorégraphie aux danseurs. Le Cameroun, avec plus de 250 ethnies, souvent considéré à juste titre comme une « Afrique en miniature », est lui le berceau du bikutsi (musique traditionnelle originaire du centre et du sud associée à la danse traditionnelle bété), riche en percussions, d'abord jouée avec des balafons qui furent ensuite remplacés par des guitares électriques qui en miment la sonorité dans sa version moderne. Messi Martin fut l'auteur de cette révolution. Le bikutsi, même s'il resta longtemps un phénomène local, s'est fait connaître à travers un groupe, les très colorées et exubérantes Têtes brûlées et leur célèbre soliste Zanzibar. Considéré comme un des meilleurs guitaristes solo du genre, son jeu et son style restent la référence : des tournées les ont conduits jusqu'en Asie où ils ont fait connaître leur style, le bikutsi rock, avec lequel ils ont connu un grand succès. Comme beaucoup de génies de la musique, Zanzibar est mort jeune et soudainement. L'importance des ethnies du peuple Fang Beti, communes au Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, Centrafrique,

toutes issues de la culture bantoue, a permis à ce style de prendre une place particulière dans la région. Parmi les artistes connus, Anne-Marie Nzié, Ange Ebogo, K-Tino, Sala Bekono, Govinal, Mbarga Soukouss dans les anciennes générations, qui ont pour successeurs et jeunes émules Richard Amougou, Lady Ponce, Mani Bella, Charman M. À côté du bend skin (musique du peuple bamiléké) ou de l'assiko (musique du peuple bassa), et autres musiques de minorités ethniques du Nord musulman comme les Peuls (Fulbe) Tikars et Kirdis, on danse sur les styles de musique venus du continent et désormais... du reste du monde. Le Festival Ya-Fe (Yaoundé en Fête) est l'occasion chaque fin d'année de voir se produire sur scène les artistes qui montent.

Dans la partie australe, avec l'Afrique du Sud comme représentant emblématique, la musique est un héritage des traditions tribales des Zoulous (Zulu, Fils du ciel). Le peuple zoulou, bantou, se caractérise par ses musiques vives et rythmées, chantant les souffrances dans l'histoire du pays, contribuant ainsi à unifier plusieurs ethnies. Tam-tam, ifathawané (colliers de coquillages attachés aux chevilles), La sanza « deza » (instrument constitué de languettes de bambou ou de métal fixées sur une boîte de résonance) en sont les instruments. Sur deux courants majeurs issus de traditions musicales ethniques, ce sont de nombreuses tendances comme le « mbube » et le « maganga ». Le mbube est un genre musical issu des compétitions de danse et de chant qui avaient lieu dans les foyers de travailleurs, il se chante *a capella* ; le groupe Ladysmith Black Mambazo est un des groupes les plus connus. Le mbaganga quant à lui s'est développé dans les bars des bidonvilles des ghettos de Johannesburg, Jazz Maniac étant un exemple connu. On retrouve l'influence de ces deux courants dans les compositions des artistes modernes comme Myriam Makeba ou Johnny Clegg qui avec son groupe Savuka a su faire le mélange entre le mbaganga et le rock. De 1996 à 2005, c'est en Afrique du Sud qu'ont eu lieu les Kora Awards, l'équivalent des Victoires de la musique ou des Grammy Awards, le grand rendez-vous récompensant les meilleurs artistes du continent, avant de déménager, suite à des différends entre l'organisateur, le Béninois Ernest Adjovi et les autorités locales, au Nigeria puis plus récemment au Burkina Faso.

Les musiques africaines jusqu'au milieu du xx^e siècle reflètent la diversité ethnique du continent. Elles ont survécu successivement à

près de cinq siècles de traite négrière, à la colonisation, à l'apartheid. Elles ont su se préserver, se reconstituer et pour certaines évoluer. Si toute la culture musicale afro-américaine est née dans les siècles de servitude subis par les ethnies africaines déportées (pour la majorité originaire d'Afrique de l'Ouest), déracinées, mais qui ont su s'organiser et recréer par un phénomène d'acculturation une nouvelle identité autour de repères culturels communs telles les croyances spirituelles et les musiques traditionnelles originelles, la plupart des musiques modernes populaires sont le fruit de ce mélange qui a eu lieu aux États-Unis entre le début du ^{xix}^e siècle et celui du ^{xx}^e siècle. La musique africaine moderne a elle-même subi naturellement des influences extérieures en se mélangeant à des genres musicaux occidentaux, jazz, blues, folk, funk, pop, rock et autres genres latino-américains arrivés dans le sillage des tirailleurs ayant survécu aux deux guerres et des colonisateurs français, belges, grecs et portugais venus travailler dans les administrations. Un retour aux sources, le début des années 1960 avec les proclamations d'Indépendance, la naissance des nations, l'importance des capitales et l'urbanisation qui s'ensuit, ouvrent une nouvelle ère, celle de sociétés en mutation aspirant à la modernité. L'introduction et la généralisation des instruments amplifiés et des cuivres, la création de maisons de disques et de productions favorisent cette évolution musicale. La world music, le hip-hop, le jazz, le reggae, le blues sont désormais joués partout. On voit l'émergence des orchestres, des groupes musicaux et surtout des nouveaux styles, l'afrobeat, l'afropop, l'afrotechno, l'afrozouk. Les musiques modernes africaines longtemps méconnues hors du continent faute de moyens de diffusion tentent de rattraper leur retard en termes de visibilité. Avec la mondialisation et l'avènement du numérique, elles profitent pleinement aujourd'hui de tous les moyens modernes de communication à disposition (Internet, réseaux sociaux, plates-formes gratuites de diffusion, radios, télévisions) et essaient de rattraper leur retard, un bonheur pour les diasporas et tous les amoureux de la musique, élément essentiel de la vie.

1. Sans parenté avec Modibo Keita, premier président de 1960 à 1968. *Keita* est un nom répandu au Mali (voir : [Keita, Salif](#)).

2. Erik Orsenna, *Mali ô Mali*, Stock, 2014.

3. Des produits provenant traditionnellement de la chasse : antilopes, phacochères, crocodiles, vipères, chimpanzés, chauves-souris, agoutis.

4. L'alloco est un plat traditionnel à base de banane plantain très populaire en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

5. L'interdiction de viande de brousse à la carte est effective en Côte-d'Ivoire.

6. À Abidjan, et parfois dans le reste de la Côte-d'Ivoire, les chasseurs traditionnels dozos sont craints et la population s'en méfie ; on leur prête des pouvoirs mystiques.

7. Cette appellation recouvre plus de 800 espèces de poissons généralement de petite taille et aux couleurs chatoyantes, peuplant les habitats tropicaux et subtropicaux.

8. Marigot est le nom de communes situées à la Martinique et à Saint-Martin.

9. L'initiation est généralement synonyme de circoncision pour les garçons et d'excision pour les filles.

10. Titre revendiqué depuis octobre 2014 par Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'État islamique en Irak et au Levant.

11. Mot pudique et franglais pour qualifier les délocalisations intercontinentales.

12. Dans son roman *Le Chant de la mission* (Seuil, 2006), John Le Carré met en scène la préparation d'une action de commando visant à s'appropriier les ressources minières de coltan dans le Kivu.

13. Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (<http://www.unites.uqam.ca/grama/>) : *La Route commerciale du coltan congolais*, 2003.

14. *Amadou-Mahtar M'Bow, Directeur général de l'UNESCO, 1974-1987 : témoignages et souvenirs*, UNESCO, AAFU, 2012.

15. Ne généralisons pas hâtivement. En zone équatoriale, les Pygmées ne sont jamais sortis de leur forêt natale.

16. À titre de comparaison, des travaux de l'université de Chicago, cités dans la revue *Hommes et Migrations*, décrivent le caractère global de l'urbanisation et des mouvements de peuples ruraux vers les centres urbains aux États-Unis, à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e siècle.

17. Paris (1981), Kinshasa (1982), Vittel (1983), Bujumbura (1984), Paris (1985), Lomé (1986) Antibes (1987), Casablanca (1988), La Baule (1990), Libreville (1992), Biarritz (1994).

18. Éditions Julliard, 1953.

19. Plon, coll. « Tribune libre », 1957.

20. L'ex-Indochine française, l'ex-A-OF et l'ex-A-EF, ainsi que les actuels départements.

21. Père d'Hubert Védrine. Ce dernier sera conseiller diplomatique de l'Élysée (1981-1986), porte-parole de la présidence en 1988, puis secrétaire général (1991-1995) avant de devenir ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Jospin de 1997.

22. *Mémoires interrompus*, en collaboration avec Georges-Marc Benamou, Odile Jacob, 1996.

23. Rapporté par Benjamin Stora et François Malye, dans *François Mitterrand*

et la guerre d'Algérie, Calmann-Lévy, 2010.

24. Cité sur www.politique-africaine.com

25. Le Congo belge a été le théâtre de la première guerre post-coloniale en Afrique. Une guerre civile féroce (1960-1965) ayant opposé les leaders de l'indépendance : le président Kasa-Vubu, le Premier ministre Patrice Lumumba et l'homme fort du Katanga Moïse Tshombe, dans un conflit local auquel la participation de l'ancienne puissance coloniale belge appuyée sur l'OTAN donnera vite une dimension internationale. C'est au cours d'une mission dans la région que l'avion du secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld disparaît en septembre 1961 pour des raisons non encore élucidées.

26. Considéré comme un précurseur du mouvement surréaliste et du théâtre de l'absurde, Jarry mêle dans *Ubu roi* provocation absurde, satire, parodie et humour gras. Ubu étant roi de Pologne...

27. Environ un million de mourides auraient effectué cette visite pieuse en février 2008.

28. Mugabe a accédé au pouvoir après être sorti vainqueur de la *guerre du Bush* (1972-1979) contre le régime blanc de Ian Smith à Salisbury (voir : [Guerres](#)).

29. Également nommé musée des Arts et Civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques.

30. Depuis octobre 2007, la porte Dorée accueille le musée de l'Histoire de l'immigration qui connaîtra un élan nouveau sous l'autorité de son président, l'historien Benjamin Stora.



Namibie

Trente ans de lutte pour l'indépendance

Nichée entre le désert du Kalahari et les eaux froides de l'Atlantique Sud, la Namibie est un pays quasiment désert : la densité de sa population est la plus faible du continent avec deux habitants en moyenne au kilomètre carré.

Colonie allemande jusqu'en 1920, le Sud-Ouest africain sera le théâtre du massacre des Herreros et des Namas par les armées du pays colonisateur (voir : [Génocide](#)). Protectorat de l'Afrique du Sud, la Namibie devient ensuite le théâtre de l'une des plus longues guerres d'indépendance sur le continent. En 1959, le massacre d'Old Location, quartier réservé aux Noirs de la capitale Windhoek, fait 57 victimes lors d'une manifestation de protestation contre la mise en place de l'apartheid. C'est le signal de l'insurrection.

Fondée en 1960, la SWAPO¹ va mener la guérilla durant trente ans contre le régime avec le soutien – surtout affiché – de l'opinion internationale. Un long processus légal s'engage alors : en 1966, le Sud-Ouest africain est placé sous tutelle de l'ONU, qui rebaptise le pays Namibie en 1968 ; en 1971, la Cour internationale de justice déclarera illégale la présence sud-africaine. Le 21 mars 1990, enfin, le pays devient indépendant. Sam Nujoma est élu président (1990-2005). En 1994, l'enclave sud-africaine de Walvis Bay, principal port de la côte atlantique, est rétrocédée à la Namibie.

Les principales ressources du pays proviennent de son sous-sol et de ses nombreuses mines d'uranium, de cuivre, d'argent ou de diamants ; la production de diamants représente quelque 40 % du produit intérieur brut (PIB), suivie par l'industrie de la pêche. Dans nombre d'autres secteurs, la Namibie reste dépendante du voisin sud-

africain.

À partir de 1990, les réseaux routiers et de communications vont être étendus aux quatre coins du pays ; en 1999, la Namibie sera le premier pays d'Afrique à proposer l'ouverture de ses réserves naturelles aux chasseurs fortunés du monde entier, une ouverture permettant la chasse à des espèces en voie de disparition telles que le gnou ou l'éléphant.



Paysages à perte de vue, vides de population ou presque, plaines lunaires et semi-désertiques occupées par des ranchs immenses, lits de rivières asséchés, colossales dunes de sable rouge... Après trois cent cinquante kilomètres de route solitaire presque en ligne droite en partant de Windhoek, on atteint la côte : la sensation de fin du monde est si forte qu'on est rassuré de trouver une petite ville comme Swakopmund dans laquelle l'héritage allemand s'impose, avec ses bâtiments 1900, ses brasseries, et ses pâtisseries aux délicieux strudels.

Selon des chiffres officiels, l'eau et l'électricité auraient été accessibles dès 2005 à 80 % de la population, le taux d'alphabétisation atteindrait 80 %, et plus de 90 % des enfants seraient scolarisés.

Mais il existe une sérieuse ombre à ce tableau idyllique : l'ONUSIDA estime que le pays possède l'un des taux de contamination par le VIH/sida les plus élevés au monde, avec 21,3 % des adultes atteints.

Nanas Benz

Commerce triangulaire du wax

Les « Nanas Benz » (ou « Mamas Benz ») togolaises qui contrôlaient ces dernières années d'une main de fer le lucratif commerce des pagnes en wax sur une grande partie de l'Afrique de l'Ouest sont en voie de disparition, victimes de la concurrence et des imitations.

Fin annoncée d'une épopée de l'économie informelle en Afrique de l'Ouest.

À l'indépendance, en 1960, de nombreux négociants ayant délaissé leur commerce pour occuper des postes dans la nouvelle administration publique, les femmes vont profiter de ce vide pour se lancer dans les affaires et recueillir la manne que représente le marché du wax, un tissu qui fait fureur auprès des Africaines de l'Ouest. À cette époque, les « Nanas Benz » trônent dans de minuscules échoppes au premier étage du grand marché de Lomé. Dans les années 1980, la plupart descendront s'installer dans des magasins climatisés ayant pignon sur rue.

L'aventure commence au ^{xix}^e siècle : les wax hollandais, à l'origine destinés à l'Indonésie, transitent *via* les navires de commerce Van Vlissingen, qui font escale au Ghana ; les « Nanas Benz », qui ont l'habitude d'acheter leurs wax au port d'Accra, lancent à Lomé la mode de ces pagnes colorés, aux motifs obtenus grâce à une technique proche du batik indonésien : le wax, dont les motifs sont imprégnés de cire avant le bain de teinture, fait immédiatement fureur auprès des femmes africaines.

En fait, les « Nanas Benz » sont en train d'inventer un métier : le métier de grossiste en pagnes, en revendant au détail leurs marchandises aux autres commerçantes d'Afrique de l'Ouest : les Ghanéennes, les Ivoiriennes, les Béninoises, qui toutes se pressent autour des tissus chatoyants proposés par les « Nanas Benz ».

Dans les années 1960, le pouvoir des « Nanas Benz » est tel qu'elles vont jusqu'aux Pays-Bas conseiller les créateurs sur les motifs et les couleurs des pagnes... Elles fondent même un syndicat pour défendre leurs droits, notamment auprès des autorités qui commencent à voir d'un mauvais œil leur montée en puissance.



Devenues riches, les commerçantes de Lomé vont acheter des Mercedes Benz, signe de réussite financière et sociale en Afrique de l'Ouest. Cet engouement pour les berlines allemandes leur vaudra le sobriquet de « Nanas Benz » (ou « Mamas Benz »), colporté par les habitués du marché.

Selon les légendes urbaines qui courent dans la capitale togolaise, ces « Nanas Benz » vont brasser des dizaines de milliards de francs CFA, et l'économie du pays bénéficiera largement de leurs activités. On dit aussi à Lomé que les autorités les sollicitaient parfois lors des grands sommets de chefs d'État et de gouvernement, afin de pouvoir utiliser leurs voitures.

Mais la concurrence acharnée et les imitations vont tuer peu à peu le marché togolais du wax. Aujourd'hui, les Chinois vendent le tissu environ 5 000 francs CFA (8 euros) pour quatre mètres – de 5 à 10 fois moins cher que le wax hollandais.

Les filles des « Nanas Benz », surnommées « nanettes BMW » car elles roulent dans des voitures allemandes davantage au goût de leur génération, délaissent les tissus africains pour s'orienter vers de nouvelles activités, comme les cyber-café ou encore le commerce d'habits pour enfants qui fait fureur à Lomé.

Mais l'histoire du wax est loin d'être achevée. En 2015, le tissu sera célébré comme un summum de la mode à travers le monde ; il est porté par des *fashionistas* comme Lady Gaga ou Rihanna, et utilisé par des stylistes tels que Burberry ou Agnès B.

D'ici que les « nanettes BMW » s'en emparent à leur tour...

Nasser (Gamal Abdel)

Le nouveau Pharaon

Nasser est entré dans l'Histoire par la grande porte et il va sans doute y rester. Encore que sa popularité soit aujourd'hui moins évidente en Égypte que dans d'autres pays arabes ou dans ceux de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine, où il incarne le combattant anti-impérialiste des années 1950 et 1960 du siècle passé. En Égypte même, sa figure historique est plus contrastée, du fait de sa poigne autocratique, qui n'a été ressentie qu'à l'intérieur du pays.

Nasser a organisé le groupe clandestin des Officiers libres, qui a pris le pouvoir par un coup d'État en juillet 1952. L'Égypte était alors une monarchie sous tutelle britannique, des forces armées britanniques étant installées dans la zone du canal de Suez, malgré les mouvements de protestation et les révoltes du peuple égyptien.

Nasser aurait pu rester dans la petite histoire, comme beaucoup d'officiers qui ont, depuis, pris le pouvoir dans leurs pays respectifs. Mais c'était l'époque où des dizaines de pays du tiers-monde cherchaient à se libérer de la tutelle occidentale – comme venaient de le faire la Chine et l'Inde. L'époque des géants tels que Mao, Gandhi, Nehru, Sukarno, etc. Avec eux, Nasser a créé le mouvement des pays non alignés. Le monde n'était plus bipolaire, divisé entre le camp capitaliste et le camp socialiste. Entre eux, un troisième camp venait réclamer sa place.

Mais le moment unique dans la vie de Nasser, qui reste dans la mémoire de tous ses contemporains, est celui de la nationalisation du canal de Suez. Un moment qui a, sans exagération, changé l'histoire du monde.

Nasser voulait construire le haut barrage d'Assouan, au sud de l'Égypte. Et il avait besoin de fonds. Les États occidentaux auxquels il avait demandé de l'aide lui avaient tourné le dos. Convaincu que le barrage était absolument nécessaire au projet d'industrialisation de son pays, il a franchi un nouveau pas dans son affrontement avec l'Occident. Il a décidé de nationaliser le canal de Suez, allant ainsi dans le sens d'une très ancienne aspiration nationale.

La Grande-Bretagne et la France, directement lésées par la nationalisation, ont forgé une alliance avec Israël pour attaquer l'Égypte en octobre 1956. Les forces israéliennes ont envahi le Sinaï, tandis que les forces anglo-françaises débarquaient à Port-Saïd. Il a fallu que l'Union soviétique menace les deux pays et que les États-Unis les lâchent, pour que les agresseurs reculent et quittent l'Égypte. Ce

dénouement a été ressenti comme un tournant historique par tous les mouvements de libération dans le monde. Signe de l'irréversible déclin des vieux empires, et annonciateur d'une ère nouvelle, où l'URSS et les États-Unis allaient jouer les premiers rôles dans le tiers-monde, à travers une lutte pour étendre leur influence par le biais de prêts et d'aide au développement.

Je me suis récemment trouvé au Sénégal, où j'ai rencontré quelques vieux combattants du mouvement national. Nous avons, entre autres choses, évoqué la nationalisation du canal de Suez. Ils avaient les larmes aux yeux. Ils en parlaient encore comme d'un moment magique, qui avait changé leurs vies, parce qu'ils avaient compris qu'à partir de ce jour-là ils n'auraient plus à baisser les yeux devant « les Blancs ».

La défaite militaire de juin 1967 allait marquer tragiquement la deuxième partie de la trajectoire politique de Nasser. Assumant sa défaite et présentant sa démission, il a été rappelé par une immense manifestation populaire. Il représentait la figure du père de la nation et son départ, à ce moment, aurait signifié une deuxième victoire pour Israël. Il a donc repris les rênes du pouvoir, mais ce n'était plus le même homme, un nouveau contrat le liait au peuple, plus sentimental et moins autocratique.

Nasser s'est éteint brusquement en 1970, à l'âge de cinquante-deux ans. Sa mort a été un choc pour les Égyptiens. Plusieurs millions d'entre eux sont descendus dans les rues du Caire pour porter le deuil du Père. Cette relation filiale, entre eux et lui, aura le mieux signifié l'ambiguïté d'un attachement où se mêlaient l'impuissance et la gratitude.

Autre signe de cette ambiguïté : les Égyptiens ne s'étaient jamais privés de se moquer de lui de son vivant – dans le style humoristique qui leur est si spécifique, celui de la *nokta* (caricature verbale). Par exemple, faisant allusion à l'occupation du Sinaï par les forces israéliennes à la suite de la guerre du juin 1967, ils disaient de Nasser que c'était l'homme qui aurait voulu changer l'histoire de l'Égypte, mais qui n'avait pu finalement changer que sa géographie.



J'ai été tout de même surpris d'apprendre que quelques intellectuels arabes, à Paris, apprenant sa mort en septembre 1970, avaient sablé le champagne – tandis que les ouvriers arabes de Boulogne-Billancourt marquaient une minute de silence sur leurs chaînes de montage.

N'dour (Youssou)

Le roi du Mbalax

Youssou N'dour grandit dans le quartier de la médina de Dakar. La musique lui ouvre les portes du village « global ».

Comme musicien, il va assez vite acquérir une dimension internationale en travaillant avec des artistes comme Peter Gabriel, ou Paul Simon. Le *New York Times* le qualifie de superstar et fera de lui « l'ambassadeur culturel de l'Afrique de l'Ouest dans le monde ».

Tout le monde aime Youssou N'Dour : son duo *7 Seconds*, avec la chanteuse Neneh Cherry ; *La Cour des grands*, hymne de la phase finale de la Coupe du monde de football 1998 en France ; la bande musicale du film d'animation *Kirikou et la sorcière* dont il est le compositeur... Le Sénégal couronne Youssou N'Dour « roi du Mbalax » (ou *mbalakh*) : une musique très dansante et très rythmée, basée sur des percussions telles que le tama et le sabar. C'est sans doute la musique la plus populaire du pays.

Son originalité provient de ce qu'il n'est pas seulement un champion des hit-parades. Youssou N'Dour fait la promotion de la campagne de vaccination de 1987 au Sénégal en administrant lui-

même un vaccin à un enfant. Nommé ambassadeur itinérant de l'UNICEF en 1991, Youssou N'Dour est docteur *honoris causa* de l'université de Yale et membre du comité d'honneur de la Fondation Chirac.

À mi-chemin entre humanitaire et business, Youssou N'Dour s'intéresse par exemple au micro-crédit. À l'instar de la Grameen Bank au Bangladesh, apportant son appui aux populations les plus démunies, l'Afrique de l'Ouest a vu se développer ces dernières années de nombreuses initiatives de microfinancement. Youssou N'Dour lance en 2008 une société baptisée Birima, du nom d'un des *damel* (rois) de Cayor. À d'autres époques, on aurait appelé ce système une *tontine*. Les Africains connaissent la tontine depuis la nuit des temps. Dans certaines régions du continent – au Cameroun notamment –, le taux de participation de la population à une tontine est proche de 100 % ! Cet engouement ne résulte pas seulement d'un manque d'accès au système bancaire. Il existe des motivations non financières pour l'expliquer, la tontine étant une famille affinitaire.

Mais revenons à l'homme d'affaires Youssou N'Dour – lequel voit beaucoup de monde assurément.

N'est-il pas à la tête d'un orchestre dénommé le Super Étoile de Dakar, après avoir créé sa première formation alors qu'il a vingt ans, l'Étoile de Dakar ?

Ne possède-t-il pas aussi un studio d'enregistrement et une discothèque, le Thioassane, situé dans le quartier de Grand-Dakar ?

En septembre 2003, Youssou N'Dour prend la direction d'un groupe de presse baptisé Futurs Médias, composé du journal *L'Observateur*, quotidien le plus lu au Sénégal (tirage 60 000 exemplaires), de la radio Futur Média (RFM), et du magazine *La Sentinelle*. Bientôt, une chaîne TV viendra ajouter une nouvelle dimension à ce groupe.



En 2003, le chanteur crée la Fondation Youssou-N'Dour (réseau des jeunes pour le développement) dont l'ambition est d'améliorer la vie des enfants africains en donnant aux familles et aux communautés les moyens d'asseoir un développement économique durable. En 2007, il enregistre *Jealous Guy* au profit du Darfour – une reprise de l'album de John Lennon, *Imagine*.

Le 19 juin 2010, l'année de son cinquantième anniversaire, le chanteur fêtera les dix ans de son grand bal africain à Paris, à Bercy, devant 17 000 spectateurs. En septembre de la même année, le militant humanitaire ira visiter les camps de réfugiés de Dabaab (au Kenya), en provenance en très grande majorité de Somalie. Youssou N'Dour exhorte les Africains à se mobiliser et à prendre eux-mêmes des mesures pour lutter contre les fléaux qui touchent le continent, comme la sécheresse dans la corne de l'Afrique.

Alors qu'on lui prête des ambitions politiques, le Conseil constitutionnel sénégalais rejette la candidature de Youssou N'Dour aux présidentielles de 2012 ; en riposte, l'artiste crée un mouvement citoyen *Fekke ma ci bollé*², qui soutiendra fermement le tidjane Macky Sall contre le président sortant Wade, pourtant membre de la confrérie mouride comme lui (voir : [Mourides](#)). Après l'élection de Macky Sall, Youssou N'Dour sera nommé ministre de la Culture et du Tourisme dans le nouveau gouvernement, puis ministre du Tourisme et des Loisirs jusqu'en septembre 2013, avant d'être rattaché au président comme ministre conseiller.

Négritude

Combat de poètes dans un tunnel

C'est au Martiniquais Aimé Césaire que revient la paternité du terme de *négritude*. Dans la rubrique « Conscience raciale et Révolution sociale » de la revue *L'Étudiant noir* (mai-juin 1935), Césaire revendique l'identité noire et sa culture, face à une *francité* perçue comme un instrument de la politique coloniale. Pour Césaire, le mot *négritude* désigne en premier lieu le rejet « de l'assimilation culturelle ; le rejet d'une certaine image du Noir paisible, incapable de

construire une civilisation ».

Après-guerre, la négritude va devenir un courant littéraire et politique dont les chefs de file en Afrique seront notamment Léopold Sédar Senghor et Birago Diop. Pour Senghor, « la négritude est un fait, une culture. C'est l'ensemble des valeurs économiques, politiques, intellectuelles, morales, artistiques et sociales des peuples d'Afrique et des minorités noires d'Amérique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie ».

La naissance de ce concept et la parution d'une revue, *Présence africaine*, sortie simultanément à Dakar et à Paris en 1947, vont rassembler des Noirs de tous les horizons de la planète, ainsi que des intellectuels français comme Jean-Paul Sartre ; celui-ci définissant alors la négritude comme « la négation de la négation de l'homme noir ».

Plus tard, des écrivains noirs ou créoles vont juger le concept de négritude trop réducteur. Le futur prix Nobel de littérature 1986, le Nigérian Wole Soyinka, affirme : « Le tigre ne proclame pas sa tigritude. Il bondit sur sa proie et la dévore » ; ce à quoi Senghor répond : « Le zèbre ne peut se défaire de ses zébrures sans cesser d'être zèbre, de même que le nègre ne peut se défaire de sa négritude sans cesser d'être nègre. »

Lié à l'anticolonialisme, le mouvement influencera par la suite nombre de militants proches du nationalisme noir, bien au-delà de l'espace francophone. Notamment les Black Panthers.

Il faut préciser que la légende de la malédiction de Cham ferait remonter la condition de l'homme noir – et donc la négritude – aux temps bibliques. Cham, fils de Noé, ne sera-t-il pas condamné à être esclave parce qu'il avait regardé son père dormir nu ?

Combien de siècles d'ignorance et de superstition, enrobés dans nos vulgates religieuses ?

Négus

Dix siècles avant la naissance du Christ

Le titre de *négus* est un rang de noblesse éthiopien, l'équivalent de roi. Il apparaît pour la première fois sous l'ancien royaume d'Aksoum,

au carrefour des routes entre l'Inde et la Méditerranée.

Le titre de négus ne doit pas être confondu avec celui de Negusse Negest, porté par le roi des rois, qui est l'équivalent d'empereur. Cette confusion assez courante – d'origine médiatique – remonte au couronnement de Hailé Sélassié I^{er} en 1930, lorsque celui-ci, déjà négus depuis 1928, accède au titre suprême de Negusse Negest.



La légende prétend que le fondateur de la dynastie royale éthiopienne serait Menelek, fils de Salomon et de la reine de Saba³ (x^e siècle av. J.-C.). En quittant Jérusalem, Menelek emporte l'arche d'alliance. La caravane arrivant le jour du sabbat au bord d'un fleuve, Menelek et une partie des juifs qui l'accompagnent n'hésitent pas à transgresser la loi religieuse pour traverser le cours d'eau. C'est ainsi, expliquent certains historiens, qu'ils vont devenir chrétiens. Mille ans avant la naissance du Christ...

Les chrétiens d'Abyssinie font remonter leur origine à ces pieux mécréants, tandis que les *Falashas*⁴ sont les descendants des juifs abyssins restés fidèles aux Tables de la Loi de Moïse.

Ngouabi (Marien)

Une icône révolutionnaire africaine

Marien Ngouabi, que j'eus l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises dans les années 1970, occupe une place singulière dans

l'histoire de l'Afrique centrale, et en particulier dans l'histoire du Congo. Originaire d'Ombele, village peu distant d'Owando, dans le département de la Cuvette, Marien Ngouabi est d'abord un officier qui a suivi l'école militaire préparatoire de Brazzaville, d'où il sort en 1957 avant d'être affecté en Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine). En 1960, il suit une formation d'officier à Strasbourg puis à Coëtquidan. En 1962, de retour au Congo, il passe rapidement lieutenant à la garnison de Pointe-Noire, avant d'être nommé capitaine, en 1965, commandant le 1^{er} bataillon parachutiste des Forces armées congolaises. En octobre 1968, il est promu commandant. Carrière rapide pour un militaire reconnu très vite par ses pairs pour ses qualités d'officier et son aptitude au commandement.

Mais la vie de Marien Ngouabi aurait été toute autre s'il avait seulement été un militaire : au fil de la première décennie, tourmentée, qui suit l'indépendance du Congo, c'est par son engagement politique que Marien Ngouabi va trancher sur la plupart de ses compagnons d'armes. Dès 1966, il est membre du comité central du Mouvement national de la Révolution (MNR), le parti unique. Il y représente l'armée. C'est à ce titre qu'il s'élève contre le vote par l'Assemblée nationale en juin 1966 d'une loi transformant les Forces armées congolaises en Armée populaire nationale, et la plaçant de fait sous la tutelle des civils du Parti unique, qui la dote d'une direction politique et d'un haut-commandement collégial dirigés par une commission civile elle-même présidée par un officier supérieur membre du Parti. Ngouabi émet alors de vives critiques à l'endroit du président Alphonse Massamba-Debat. Refusant une mutation-sanction, il est mis aux arrêts et rétrogradé soldat de première classe. Aussitôt son régiment et de nombreux militaires originaires de la Cuvette manifestent et se mutinent, allant jusqu'à faire prisonnier le chef d'état-major sur la base militaire de Maya-Maya. La reprise en main des forces de sécurité entraîne une mesure indispensable : Ngouabi est remis en liberté et rétabli dans son grade et dans son commandement. Il a gagné ce bras de fer contre Massamba-Debat, ce qui lui donne une stature exceptionnelle aux yeux de l'armée. Il commence alors à exprimer une vision politique qui critique le pouvoir de Massamba-Debat en réclamant une ligne politique plus « à gauche », plus proche du « socialisme réel ». Il publie même un ouvrage intitulé *Soldat du*

peuple. Il fustige le « socialisme bantou » de Massamba-Debat, en prônant un « socialisme radical », partie prenante d'un mouvement politique prolétarien mondial, dont le cœur bat à Moscou et l'âme à Cuba.

La confusion politique et la montée en puissance de l'armée, principalement dans sa composante ethnique nordiste, vont coïncider avec une division croissante parmi les soutiens « sudistes » de Massamba-Debat, parmi lesquels certains sont nostalgiques des quatre années de pouvoir du très controversé abbé Fulbert Youlou, qui avait été le premier président du Congo indépendant, excentrique, autoritaire, libéral dans ses mœurs et corrompu dans les faits, renversé par la révolution dite des Trois Glorieuses, les trois journées de mobilisation et de manifestation contre Fulbert Youlou des 13, 14 et 15 août 1963 qui se soldèrent par sa démission, et qui sont aujourd'hui encore commémorées par la Fête nationale congolaise...

Dans un pays de parti unique qui ne connaissait pas de décollage économique, la fin des années 1960 imposait un « approfondissement de la Révolution », « un redressement idéologique » : la prise de pouvoir de Marien Ngouabi est à la fois le résultat d'une montée en puissance de l'armée, et d'une victoire idéologique assez comparable à celle de Thomas Sankara vingt ans plus tard au Burkina : anti-impérialiste, confiant dans l'action de l'État pour conduire le développement, hostile à l'embourgeoisement des élites post-coloniales.

C'est ainsi que la prise du pouvoir par l'armée le 4 septembre 1968 aura en vérité comme premier vecteur le parti unique, le PCT, Parti congolais des travailleurs, dont les drapeaux rouges saluaient toujours chacun des déplacements du président du Congo, Denis Sassou-Nguesso. La doctrine du PCT a évidemment évolué, enrichie des leçons de l'histoire...

Au moment où Marien Ngouabi pousse rapidement Massamba-Debat à la démission, elle s'inspire directement du marxisme-léninisme soviétique, assaisonné à la sauce « scientifique », et elle est soutenue par de jeunes intellectuels talentueux, comme pouvaient l'être Henri Lopes, futur Premier ministre sous Marien Ngouabi, Pascal Lissouba, futur président de la République du Congo, Jean-Pierre Thystère-Tchicaya, alors directeur de l'École normale supérieure d'Afrique centrale.

Marien Ngouabi est un homme modeste dans son apparence comme dans ses choix de vie : désigné président, on l'aperçoit encore courir au petit matin, seul, dans les rues de la capitale. Il a trente ans quand il parvient au pouvoir, mais il ne renonce pas à reprendre ses études, et à suivre sans affectation, très humblement, les enseignements de physique de la nouvelle université qu'il vient de fonder à Brazzaville... Et qui portera ensuite son nom. Il y complète un diplôme d'études approfondies sur l'énergie solaire. Militaire, il porte un simple treillis, sur lequel il n'arbore pas de décoration. Président, il privilégie l'abacost, uniforme civil. Jamais il ne cédera au goût du faste ou à l'arrogance qu'il ne supporte pas chez les possédants.

La pureté idéologique de Ngouabi est le levier de son accession et de son maintien au pouvoir, mais elle est aussi l'origine de plusieurs coups d'État manqués fomentés en sous-main par la CIA et qui sont autant d'occasions de purges et d'épurations au sein du parti et de l'armée. Sa ligne politique navigue subtilement entre la Chine et l'URSS, en passant par Cuba, ce qui permet au Congo de voir déferler des bataillons de coopérants, lecteurs du Petit Livre rouge de Mao ou adeptes de l'autocritique stalinienne, ou encore idéalistes internationalistes inspirés par Che Guevara.

C'est époque où de nombreux étudiants congolais partent à Moscou ou à Cuba pour se former : ils reviennent porteurs d'influences culturelles originales, et la postérité du tango à Brazzaville en est un paradoxal témoignage.

Ngouabi est aussi un pragmatique, au moins autant qu'il est idéologue : il ne touche pas immédiatement aux intérêts économiques de la France au Congo, les renégociations avec Elf et Fina se passent dans un contexte de choc pétrolier, les compagnies européennes acceptent d'augmenter significativement le montant de la manne qui commence alors à déferler sur le pays.

C'est probablement sur le dossier du Cabinda, cette très riche enclave angolaise entre les deux Congo, aux réserves d'or noir impressionnantes, que les relations avec la France se tendent secrètement : certains services trop subtils rêvent d'une indépendance du Cabinda, pour retirer à l'Angola socialiste des gisements qui l'enrichissent et lui donnent les moyens de financer la lutte anticapitaliste et décolonisatrice sur d'autres parties du continent.

Pourquoi le Front de Libération de l'État de Cabinda (FLEC) ne trouverait-il pas une base arrière au Congo ?

Marien Ngouabi s'y oppose par solidarité « idéologique » avec l'Angola. Ses prises de position se radicalisent contre la France, accusée d'asphyxier son pays. Son dernier discours, quelques jours avant sa mort, dénonce les visées hostiles de l'ancienne métropole contre le nouveau Congo. À travers « les menées de l'étranger », il vise des conspirateurs contre lesquels plusieurs informateurs fiables l'ont mis en garde discrètement : Omar Bongo le premier, et curieusement son prédécesseur Alphonse Massamba-Debat qui conseille alors par écrit la démission à celui qui l'avait lui-même poussé à démissionner... Mais la vraie partie se déroule désormais dans l'ombre et les mêmes acteurs y portent peut-être plusieurs masques, endossant plusieurs rôles à la fois. Il est même possible que les événements aient échappé à ceux qui les avaient préparés.

Le 18 mars 1977, Marien Ngouabi est dans sa case-résidence, au cœur de l'état-major de l'armée congolaise. En fin de matinée, il a reçu le cardinal Émile Biayenda. Il s'apprête maintenant à déjeuner. L'enchaînement des circonstances ne sera probablement jamais connu. La version officielle parle de quatre visiteurs, dont le capitaine Kikadidi, proche de Massamba-Debat. Quelques minutes plus tard, les corps de deux d'entre eux gisent au sol, ainsi que celui de Marien Ngouabi. Tous les protagonistes de cette scène sont morts, ou mourront dans les mois qui suivront. Le cardinal Émile Biayenda, accusé d'avoir lors de sa visite « affaibli » les défenses mystiques qui protégeaient le président, sera rapidement assassiné par de jeunes partisans de Ngouabi désireux de venger sa mort. Il était le dernier à avoir parlé avec lui, vivant. Une semaine plus tard, accusé pour sa part d'avoir fomenté l'assassinat de Ngouabi, Alphonse Massamba-Debat est lui-même condamné à mort puis exécuté, ainsi que plusieurs autres accusés. Le pouvoir congolais doit impérativement trouver des coupables de premier plan, et les condamner pour l'exemple. Le capitaine Kikadidi, qui s'était enfui et se cacha longtemps, fut un an plus tard reconnu à Brazzaville, et abattu.

Ainsi la mort de Marien Ngouabi entraîna-t-elle une hécatombe, à la fois symbolique et politique. Ce sont ses proches, issus de la même région de la Cuvette, qui lui succédèrent, d'abord Yhombi-Opango, chef des armées, puis à partir de 1979 Denis Sassou-Nguesso, qui était

son ministre de la Défense. Ils gouverneront en référence à Marien Ngouabi, en honorant sa mémoire, et dans un premier temps au moins, sans rompre avec l'idéologie qu'il avait portée et toujours le drapeau rouge à la main. Mais il est indéniable que les rapports avec la France s'améliorèrent sensiblement après la mort du commandant Ngouabi... Qui reste, avec Patrice Lumumba en République démocratique du Congo, Ruben Um Nyobe au Cameroun et le Marocain Mehdi Ben Barka, l'une des icônes de la gauche révolutionnaire africaine, une génération avant Thomas Sankara au Burkina Faso.

Nigeria

Presque riches : 1,25 dollar par jour

Situé entre le golfe de Guinée et le fleuve Niger, c'est le pays le plus peuplé d'Afrique : le Nigeria comptait déjà plus de 176 millions d'habitants en 2015. Selon une étude menée par les Nations unies⁵, le pays, actuellement septième nation de la planète en termes de démographie, devrait atteindre 440 millions d'habitants en 2050 et passer en troisième position derrière l'Inde et la Chine. En 2100, le Nigeria pourrait dépasser les 900 millions d'habitants.

Le Nigeria parle plus de 500 langues. L'anglais de l'ancien colonisateur a été choisi comme langue officielle, afin de faciliter l'unité culturelle et linguistique du pays. Le pidgin nigérian, parlé dans les régions du delta du Niger, également appelé *broken english*, est un creuset où s'assemblent diverses influences régionales, des mots de dialecte et d'argot... Dans la mesure où il s'agit d'un pays anglophone enclavé entre quatre francophones (Bénin, Niger, Tchad et une partie du Cameroun), le gouvernement fédéral envisagera un temps l'institution du français comme seconde langue, projet néanmoins freiné ces dernières années du fait de la pénurie de professeurs. Selon Radio France Internationale, le français reste en pratique une langue chic et séduisante, mais peu parlée.

Le pays se divise en quatre grandes régions géographiques : une moitié sud au climat équatorial où est située la majorité des villes

importantes ; une partie centrale composée de savanes et de plateaux ; une partie orientale où l'on trouve le point culminant, le mont Chappal Waddi (2 419 mètres) ; au nord, c'est déjà le Sahel : on est en bordure du désert saharien.



Le sous-sol nigérian est riche en ressources naturelles parmi lesquelles le pétrole et le gaz qui constituent la principale ressource du premier producteur d'or noir du continent, membre de l'OPEP depuis 1970.

Le pétrole a été découvert en 1956 dans le delta du fleuve. Ce pétrole est d'autant plus intéressant qu'il s'agit d'un brut, dit *bonny light*, dont le raffinage est facile du fait de sa basse teneur en soufre. Le pétrole nigérian – produit à 40 % par la compagnie Shell – représente 95 % des recettes d'exportation du pays⁶. Cependant, le premier producteur de pétrole d'Afrique ne possède pas ses propres raffineries et doit importer son carburant d'Europe ou des États-Unis.

Bien que le Nigeria se positionne devant l'Afrique du Sud à la tête des puissances économiques du continent, cette richesse a peu d'effet sur le quotidien d'une population dont le niveau de vie se situe tout juste dans la moyenne des pays africains : en 2015, plus d'un Nigérian sur deux vit avec moins de 1,25 dollar par jour. Un quart de la population seulement bénéficierait des revenus du pétrole, le Nigeria étant sans doute un des rares États pétroliers au monde (avec le Venezuela) à présenter un budget en déficit.

Les compagnies pétrolières sont très critiquées dans la région, en particulier en raison de la part qu'elles prendraient dans la corruption... Les tensions se multiplient autour de Port Harcourt, principal site de production du pays. Un Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (MOSOP) s'était créé dans les années 1990 afin de lutter non violemment contre les agissements de Shell. Après l'exécution de cinq de ses leaders en novembre 1995, le MOSOP s'éteindra peu à

peu ; mais certaines autres ONG, notamment les Amis de la Terre, poursuivent la lutte. Dans les années 2000, les combattants du MEND (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) vont engager une nouvelle lutte acharnée contre les compagnies d'hydrocarbures présentes dans le delta en vue de leur réclamer une meilleure répartition des ressources : prise d'Occidentaux en otage, sabotage des oléoducs... En 2009, le MEND déposera les armes en échange d'une rente mensuelle ; celle-ci se retrouvant gelée du jour au lendemain après l'élection de Muhammadu Buhari⁷...

La reprise des paiements semble apaiser la crispation dans le delta ; celle-ci s'était notamment matérialisée avec la renaissance de Radio Biafra⁸, une station pirate qui souffle sur les braises. Le déblocage des fonds va-t-il apaiser la poussée de fièvre dans le triangle du pétrole nigérian ? Au moins jusqu'à la prochaine crise...

Le Nigeria produit également un certain nombre de métaux (étain, fer, plomb, zinc...) ainsi que du charbon.

Depuis 1991, la capitale du Nigeria est la ville nouvelle d'Abuja. Le pays fait partie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le nord du pays est à majorité musulmane tandis que le sud est majoritairement chrétien. L'islam nigérian est majoritairement *tidjane*⁹. Les chrétiens nigériens étant pour les trois quarts évangélistes et pour un quart catholiques. Ce qui se traduit dans la vie politique par une pratique constitutionnelle originale : il est d'usage que le président soit alternativement un musulman ou un chrétien ; la réélection de Goodluck Jonathan ayant temporairement déréglé le rythme de cette alternance.

Au Nigeria, les étrangers non issus du continent sont principalement chinois, avec environ 14 000 représentants, suivis par les Indiens. Les Asiatiques sont présents principalement dans les travaux publics, la coopération ou le commerce. Il n'existe pas de statistiques précises pour les Européens et les Américains dont les ressortissants se font discrets à cause de la violence et des enlèvements : leurs expatriés viennent le plus souvent pour des contrats allant de 3 à 6 mois.

L'espérance de vie au Nigeria est d'environ 52 ans. La mortalité infantile s'élevant à 20,1 %.

Il y avait 37 médecins pour 100 000 habitants en 2007. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) fixe le niveau souhaitable

Nil

Travaux pharaoniques en amont

Le Nil est le fleuve de l'Afrique.

Avec sa longueur d'environ 6 700 kilomètres, c'est le plus long fleuve du monde¹⁰ : son bassin hydrographique couvrant 3 254 555 kilomètres carrés, soit à peu près 10 % de la superficie du continent.

Les différents cours du Nil traversent le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Égypte. Le fleuve longe également le Kenya et la République démocratique du Congo ; l'Érythrée contribue au courant *via* son affluent du Tekezé. Pendant des siècles, seules des *felouques* et des *canges* à aviron auront navigué sur ces eaux limoneuses.



Le cours inférieur du Nil commence à Khartoum (Soudan), à la jonction entre le Nil Blanc, dont la source se trouve à l'équateur, et le Nil Bleu dont les eaux proviennent d'Éthiopie... Au Soudan, le fleuve traverse six groupes de cataractes entre le nord de Khartoum et Assouan ; et son cours formera un grand méandre qui ressemble à un demi-tour. Au nord du Caire, le Nil rejoint la Méditerranée *via* un delta à l'entrée duquel il se divise à nouveau en deux bras principaux : le bras de Rosette à l'ouest et celui de Damiette à l'est.

La découverte des sources du Nil ressemble singulièrement à une

quête métaphysique... L'historien grec Agatharchidès ne relate-t-il pas que, sous le règne de Ptolémée II Philadelphe (II^e siècle avant notre ère), une expédition militaire a remonté assez loin le cours du Nil Bleu pour déterminer que les spectaculaires crues de l'été étaient provoquées par les pluies saisonnières dans les montagnes éthiopiennes ? Moins bien informé, Pline l'Ancien écrira que le Nil Blanc aurait sa source dans une montagne en Mauritanie du Sud !

Le lac Victoria est aperçu pour la première fois par un Européen en 1858 quand l'explorateur britannique John Hanning Speke atteint son rivage méridional durant une expédition entreprise avec Richard Francis Burton en vue d'explorer l'Afrique centrale et de localiser les Grands Lacs. Croyant avoir trouvé la source du Nil en voyant cette « vaste étendue d'eau » pour la première fois, Speke lui donnera aussitôt le nom de la reine Victoria, ouvrant là les vannes d'une controverse interminable avec son ancien partenaire Richard Francis Burton. Les explorateurs Stanley et Livingstone tenteront chacun de son côté de corroborer la découverte. Mais on n'a toujours pas de certitude absolue, un siècle et demi plus tard...

En 2004, une expédition du Nil Blanc, menée par le Sud-Africain Hendri Coetzee, proclamera être la première à avoir navigué sur toute la longueur du Nil ; partie de l'Ouganda, elle arrivera sur la Méditerranée à Rosette, quatre mois et deux semaines plus tard. Cependant, la quête n'est sans doute pas achevée. Selon des expéditions plus récentes, la source la plus lointaine du Nil se trouverait en fait au Rwanda dans la forêt de Nyungwe. Ce qui porterait la longueur du fleuve à 6 718 kilomètres au lieu des 6 611 précédemment établis. Quoique... Il existerait aussi une source plus élevée dans les montagnes du Ruwenzori en Ouganda. Un nom qui signifie *faiseur de pluie* dans la langue des tribus montagnardes.

Peu importe, au fond. D'où qu'il surgisse, le Nil est le fleuve nourricier de l'humanité dès l'aube de son histoire. Il est la voie qu'emprunteront les Égyptiens pour se déplacer. Avec ses crues, le Nil apporte la vie, fertilise la terre, garantit l'abondance ; sa crue annuelle apportant chaque été le limon noir dont vient le nom antique de l'Égypte : *Kemet*, qui signifie « la terre noire ». Grâce à lui, les Égyptiens cultivent le blé ou le lin. L'eau du Nil attire en outre le buffle d'Afrique et les dromadaires. Ces animaux seront capturés, apprivoisés, employés à labourer, à voyager...

Le Nil joue un rôle essentiel dans l'Égypte antique, du point de vue économique, social et religieux : c'est autour de lui que se trouvent les plus grandes villes. Alexandrie, Memphis, Le Caire, Thèbes, Assouan... Le fleuve sera divinisé sous le nom d'Hâpy, divinité personnifiant la crue du Nil dans la mythologie égyptienne. Et le fleuve ne cesse de fasciner : des scientifiques ayant accompagné l'expédition de Bonaparte à l'historien Cheikh Anta Diop qui affirmera l'appartenance de l'Égypte ancienne à l'Afrique noire, en passant par des égyptologues en vacances qui se prennent pour Indiana Jones (*voir : Diop, Égypte*).

De nos jours, les eaux du fleuve sont captées et redistribuées sur les terres agricoles grâce aux barrages de Ziftah, d'Assiout, d'Hammadi, d'Esna et surtout aux deux retenues géantes d'Assouan, l'ancien et le grand barrage, dont la construction dans les années 1970 a nécessité le déplacement de plusieurs temples sous l'égide de l'UNESCO ; en particulier Abou Simbel qui, sinon, aurait été noyé dans le lac Nasser.

De nos jours, la répartition des eaux du Nil pour son exploitation est régulée par un accord liant neuf pays riverains du bassin (Burundi, République démocratique du Congo, Égypte, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Soudan, Tanzanie). Un second accord, signé en 1959 entre l'Égypte et le Soudan¹¹, verra les deux pays se faire reprocher d'accaparer plus des trois quarts de l'eau disponible.

Lorsque, en mai 2013, le gouvernement éthiopien entame des opérations de détournement du Nil Bleu afin de permettre la construction en amont d'un barrage hydroélectrique appelé « barrage de la Renaissance », le gouvernement égyptien envisagera un temps le recours à une intervention « pour détruire le barrage ».

Mais au bout d'âpres discussions, l'Égypte et le Soudan donneront leur feu vert à la construction par l'Éthiopie de cet immense ouvrage d'art sur le Nil Bleu. Projet pharaonique, s'il en est : le barrage de la Renaissance opposera en 2017 le plus imposant de tous les barrages hydroélectriques aux eaux du fleuve. Avec une puissance de 6 000 mégawatts d'électricité, soit trois fois la puissance d'Assouan, ou encore huit fois la production totale d'électricité du Sénégal, sept fois celle de la Guinée...

Le barrage de la Renaissance, encore appelé « barrage du millénaire », va permettre à l'Éthiopie d'exporter de l'électricité chez

ses voisins. Les deux Soudan, Djibouti, le Kenya, le Yémen, tous sont intéressés par cette énergie à moindre coût et dont l'exportation devrait rapporter à l'Éthiopie 700 millions d'euros par an, le barrage coûtant au total 4,5 milliards d'euros.

Noah (Yannick)

Une dynastie, le sport en héritage

La famille Noah perd le 8 janvier 2017 Zacharie, le plus illustre de ses représentants dans la capitale camerounaise, son lieu de résidence. « Tonton Zach », le patriarche de la famille, n'est plus. Il était facilement reconnaissable à son look rasta, un style vestimentaire plutôt jeune et moderne, une grande décontraction. On pouvait l'apercevoir de temps en temps dans des endroits branchés et à la mode de la capitale, mais on le trouvait plus certainement dans son *country club* situé au quartier Tongolo à Etoudi, son fief natal, havre de paix, lieu de sport et de détente, comprenant notamment une piscine, des courts de tennis et un terrain de basket-ball, ouvert aussi bien aux expatriés qu'aux locaux. Et je ne manquais pas, à chacun de mes passages au Cameroun, de rendre visite à cet ami, le père de Yannick.

Né le 2 février 1937 à Yaoundé, fils de Simon Noah, notable camerounais assassiné en 1984, à quatre-vingt-quatre ans (sa mémoire est honorée dans une chanson de Yannick Noah « Simon papa Tara »), Zacharie Noah est un footballeur camerounais, il a évolué comme défenseur à l'UA Sedan-Torcy, équipe avec laquelle il remporta en 1961 la Coupe de France. Il a connu une brève carrière interrompue par une grave blessure en 1963. Il épouse Marie Claire avec qui il aura trois enfants dont Yannick. On retient l'image de lui dévalant les tribunes de Roland-Garros pour étreindre son fils vainqueur du tournoi. De par son statut de chef traditionnel bété (ethnie dont il est issu), de patriarche, il noue une relation très fusionnelle et amicale avec sa descendance (ses copains) à qui on ne doute pas qu'il a su transmettre ses valeurs de respect, de courage, de combativité, d'abnégation aussi car, comme il le dit lui-même, il

n'était pas un footballeur surdoué, mais par son acharnement et beaucoup de travail, il a pu devenir professionnel et vainqueur de la Coupe de France. Zacharie Noah est un père fier et un grand-père comblé.

Premier et unique vainqueur africain des Internationaux de tennis de Roland-Garros, seul joueur français à avoir remporté un tournoi du Grand Chelem, longtemps personnalité préférée des Français, capitaine de l'équipe de France victorieuse de la Coupe Davis (1991 et 1996), chanteur reconnu, auteur interprète de « Saga Africa », les nombreuses casquettes de Yannick Noah ne sont plus à énumérer. Yannick est le fruit de ce que le métissage peut offrir de mieux, un beau mélange entre l'Afrique et l'Europe. Il a su trouver l'équilibre et tirer le meilleur de ses deux cultures dans lesquelles il navigue aisément. Né en France, il est très vite retourné au Cameroun où son père s'installe après l'arrêt prématuré de sa carrière de footballeur à Sedan. Il y découvre le tennis pour lequel il se passionne très vite, puis est repéré en 1971 à Yaoundé par Arthur Ashe (premier joueur noir à avoir remporté un tournoi du Grand Chelem) qui lui offre sa raquette et avec qui il disputera comme partenaire des années plus tard des tournois de double.

S'il est plus connu par les jeunes générations en tant que chanteur, ou pour sa victoire à Roland-Garros rappelée inlassablement et de manière presque obligatoire chaque année, tant la France lui attend un successeur, sa carrière professionnelle est peu connue du grand public. Après des débuts remarquables en cadet (demi-finaliste de l'Orange Bowl 1976) et en junior (en 1977 il perd en finale contre Ivan Lendl qui deviendra son principal rival), Noah officiera sur les courts de 1976 à 1991 avec un retour éclair en 1995 et 1996. Durant cette période ce joueur très athlétique au jeu spectaculaire affrontera les meilleurs de sa génération, Ivan Lendl, Jimmy Connors, Guillermo Vilas, John McEnroe, Mats Wilander, Borg pour ne citer que ceux-là.



Il comptabilise 478 victoires pour 203 défaites, 23 titres avec 13 finales perdues en simple, 3^e au classement mondial (le 7 juillet 1986), meilleur classement ATP obtenu par un Français jusqu'à ce jour. En double, il obtiendra 16 titres avec 9 finales perdues et 1^{er} du classement mondial le 25 août 1986.

Durant sa carrière où malgré des titres éclatants il connut des hauts et des bas et reçut de nombreuses distinctions, il continuera à apporter son expérience et son énergie par le biais de la Coupe Davis, de la Fed Cup (1997). Parallèlement, il se consacre à sa deuxième grande passion, la musique, avec un premier titre-tube, « Saga Africa » à l'été 1991, devenu populaire grâce à la médiatisation de son interprétation lors de la Coupe Davis.

Sa carrière musicale qui connut un succès modeste décollera plus tard avec un évident enrichissement de sa musique au travers des expériences et des collaborations : grand succès avec son quatrième album écrit entre autres par Jean-Jacques Goldman. Il en est aujourd'hui à une dizaine d'albums et fait désormais partie du paysage musical français. Noah est aussi connu pour son engagement dans les œuvres associatives, il est impliqué dans de nombreuses œuvres caritatives : parrain des « Enfants de la Terre », association créée par sa mère, il participe régulièrement au concert des Enfoirés pour les Restos du Cœur. Sa parole libre et ses différents engagements ont fait de lui pendant des années la personnalité préférée des Français. Sa plus grande réussite est certainement la descendance engendrée au fil de ses différents mariages, père de cinq enfants dont Joakim, le plus connu, basketteur professionnel, digne descendant et relève de cette dynastie sportive.

Né le 25 février 1985 à New York, d'une mère suédoise (Miss

Suède 1978), ce « beau bébé » de 2,11 mètres et 105 kilos est le digne descendant et la relève de la famille. Il dispose des nationalités française, suédoise et américaine. Il est presque évident de penser que l'amour du sport a dû lui être insufflé par son grand-père footballeur, sa grand-mère joueuse amatrice de basket-ball et son père... Joakim Noah était prédisposé à faire une carrière sportive et à suivre les pas de ses aînés.

Fruit d'un important métissage culturel, il se définit lui-même comme un « Viking africain ». Après des débuts en benjamin à Levallois, il poursuit des études universitaires aux États-Unis, devient double champion universitaire historique en 2007 avec les « Gators de Floride où il se fait remarquer par son engagement et l'énergie qu'il apporte à son équipe » (distingué comme meilleur joueur de la finale (14.2 points, 7 rebonds, 201 contres). Son parcours universitaire riche lui ouvre naturellement les portes de la ligue majeure de basket-ball américain, la NBA, où il est choisi par les Chicago Bulls avec lesquels il évoluera de nombreuses saisons jusqu'à cet été où il leur est ravi par les New York Knicks. Après des débuts difficiles en NBA, ses frasques remarquées (retards aux entraînements, comportement inapproprié, amendes et réprimandes) dues à son jeune âge, et son faible impact dans le jeu, lui gagnent une réputation de « grande gueule »... Il rentre ensuite dans le moule et devient avec son jeu caractéristique un des meilleurs défenseurs et rebondeurs de la ligue. Il est le premier Français à être élu meilleur rebondeur d'une saison en NBA. Son jeu de passe, son dévouement et son sens du collectif font désormais de lui un joueur très apprécié du public et de ses coéquipiers. Parmi ses différentes nationalités, il décide de jouer pour la France (vingt-deux sélections). Joakim Noah a reçu de nombreuses valeurs dans son éducation, des valeurs sportives comme celles de compétiteur héritées de son père et de son grand-père et d'autres plus humaines, d'ouverture. Ce diplômé d'anthropologie s'intéresse aussi bien aux religions qu'à la musique, et s'implique comme son père dans de nombreuses œuvres caritatives. Il a créé sa propre fondation, « L'Arche de Noah », association qui œuvre pour aider les jeunes à devenir plus autonomes à travers le sport et les arts.

Nouchi

L'argot médiatique d'Abidjan

Le *nouchi* est né en Côte-d'Ivoire. C'est un argot d'Abidjan qui se nourrit du français et des langues que l'on parle entre Yopougon et Treichville : le dioula, le baoulé, le bété, l'attié...

À l'origine, le nouchi est parlé par des locuteurs ne maîtrisant pas bien la langue française ou au contraire désireux de parler entre soi en langage codé ; ce qui est le cas par exemple des *hommes de la débrouille* et de certaines bandes de jeunes d'Abidjan.

Les nouchis inventent facilement des mots et la langue de la rue évolue chaque jour. À chaque événement en Afrique ou dans le monde, le nouchi va créer un nouveau mot ou une nouvelle expression pour y faire allusion. Le terme d'*Hillary* désigne une femme trompée qui reste solidaire de son mari dans la tourmente, comme naguère la First Lady américaine. Pour faire allusion à un bouffon ou à quelqu'un qui n'est pas à la page, on emploiera le terme *gaou*. Le *boucantier* est une personne frimant avec des marques de luxe. Et *yafoye*, *yafohi* signifie : « Tout baigne, Rien à signaler. »

Ce n'est pas seulement un langage imagé ; on y trouve la sagesse de l'Ivoirien inspirée par son quotidien. Pour dire qu'à Abidjan le « système D prévaut », on affirmera : « Abidjan, c'est technique ! »

Mais attention, le nouchi n'est pas seulement un parler populaire (voir : [Africanismes](#)) ; il trouve de plus en plus souvent sa place dans les médias. Le nouchi est « tendance ».

Nyerere (Julius)

Le vénérable révolutionnaire ujamaa

Julius Nyerere incarne l'aspiration à l'unité africaine qui va présider à la création de l'OUA¹² : « Sans unité, dit-il, les peuples d'Afrique n'ont pas de futur, sauf comme perpétuelles et faibles victimes de l'impérialisme et de l'exploitation. » En 1953, ce brillant enseignant prend à trente et un ans la tête de la Tanganyika African National Union (TANU), le mouvement partisan de l'indépendance¹³.

Julius Nyerere devient le premier président de la République du Tanganyika en décembre 1962. Moins d'un an et demi plus tard, le Tanganyika et Zanzibar fusionnent pour former la République unie de Tanzanie.

Nyerere a l'ambition d'accélérer l'émancipation des Africains. En février 1967, dans la Déclaration d'Arusha, le leader tanzanien définit ses objectifs : une société égalitaire, solidaire, autosuffisante... Priorité numéro un, l'éducation ; la Tanzanie ne forme à cette époque que 120 diplômés par an.

Premiers pas du socialisme à la tanzanienne. Les principales industries et sociétés de services sont nationalisées, les impôts augmentés – objectif : une meilleure répartition des richesses, évidemment. Premiers résultats décevants... Le choc pétrolier de 1973 assombrissant encore les perspectives économiques du pays. Cependant la Chine, désireuse d'augmenter son influence en Afrique de l'Est, continue d'apporter son soutien au pays de Nyerere ; c'est avec son aide que la ligne de chemin de fer TAZARA de Dar es Salam à la Zambie sera construite en 1975.

Dans le domaine de l'agriculture, principal secteur économique en Tanzanie, la collectivisation s'opère à travers les *ujamaas*, des confraternités villageoises. On estime que, de 1973 à 1976, 9 millions de personnes auront été déplacées de force en camion vers 800 villages collectifs, regroupant des populations d'origines ethniques et tribales différentes.

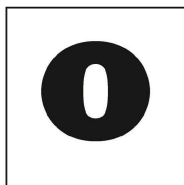
L'influence des questions géopolitiques sur les politiques régionales est considérable à l'époque : les relations de la Tanzanie avec ses voisins africains se détériorent ; le projet de marché commun avec l'Ouganda et le Kenya¹⁴ fait du surplace. Et le Kenya, plutôt proche des Occidentaux, tourne le dos à la Tanzanie soupçonnée d'être prochinoise ; la frontière entre les deux pays restera fermée six ans de 1977 à 1983.

Julius Nyerere est différent de la plupart des chefs d'État africains. En 1985, il choisit de se retirer de la politique¹⁵ – Ali Hassan Mwinyi, président de Zanzibar depuis 1980, lui succédant. À son départ, Nyerere laisse un pays totalement dépendant de l'aide internationale. Malgré tout, le *leader* tanzanien conservera jusqu'à sa mort en 1999 l'estime de ses concitoyens, ainsi que celle de la communauté internationale et une belle image dans toute l'Afrique. On lui

reconnaît entre autres le mérite d'avoir posé les bases d'un État démocratique pluriethnique.

Julius Nyerere étant un catholique pratiquant, il sera déclaré *vénérable* par l'Église au terme de sa cause de béatification.

1. Organisation politique du Sud-Ouest africain.
2. « Je suis là, donc j'en fais partie », en wolof.
3. G. Valbert, « L'Abyssinie et son Négus », *Revue des Deux Mondes*, 1884, pp. 196-207.
4. En 1975, le gouvernement israélien va reconnaître la judaïté des juifs d'Éthiopie connus sous le nom de *Falashas* ou de *Beta Israël* ; ces derniers vont alors entreprendre une difficile émigration vers l'État hébreu dans les années 1980 et 1990. En 2009, ils sont environ 110 000 Africains à être venus s'installer en Israël.
5. World Population Prospects : *The 2012 Revision*.
6. L'Inde deviendra en 2014 le premier importateur de brut nigérian.
7. L'actuel président Buhari s'est déjà trouvé il y a une trentaine d'années à la tête du pays (1983-1985), à la suite du coup d'État de décembre 1983.
8. Le delta est situé dans une région où la guerre entraînée par la sécession du Biafra (1967-1970) a provoqué plus d'un million de morts (*voir* : [Guerres](#)).
9. Rien à voir avec les salafistes de Boko Haram, implantés dans le nord-ouest du pays : les violences de Boko Haram auraient fait au moins 17 000 morts dans le nord du Nigeria depuis 2009 (*voir* : [Islam](#)).
10. L'Amazone étant le plus important en termes de débit tandis que le Nil serait le plus long
11. L'Égypte accédant à 55,5 milliards de mètres cubes par an, et le Soudan à 18,5 milliards.
12. Organisation de l'unité africaine (*voir* [cette entrée](#)), créée en 1963 et dissoute en 2002 pour céder la place à l'Union africaine.
13. Indépendance accordée sans violence par la Grande-Bretagne le 9 décembre 1961.
14. East African Community (Communauté est-africaine).
15. Après avoir conservé le pouvoir pendant vingt et un ans, malgré tout.



Organisation internationale de la francophonie (OIF)

Parlez-vous francophone ?

Les régions officiellement francophones de la planète (États, provinces, communautés culturelles) siègent désormais ensemble au sein d'une Organisation internationale de la francophonie (OIF) dont les premiers secrétaires généraux seront l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali (1997-2002), et le Sénégalais Abdou Diouf (2003-2015) ; Michaëlle Jean, ancienne gouverneure générale du Canada, d'origine haïtienne, sera désignée pour leur succéder par les chefs d'État et de gouvernement réunis à Dakar lors du XV^e Sommet de l'OIF, les 29 et 30 novembre 2014. Pour elle, le français est « une langue de résistance... qui permet de mettre en avant des valeurs de fraternité, de solidarité, de liberté... ».

Cinquante-quatre États sont membres de l'OIF, vingt-trois ont le statut d'observateurs et trois celui d'associé. La francophonie politique représente ainsi quatre-vingts pays au total ; je ne recommanderai à personne de demander sa route en français dans la rue de chez certains d'entre eux. Même si on peut y recevoir un accueil amical et silencieux comme dans certains quartiers de Hanoï.

Le champ d'activité de l'OIF s'élargit au fil des ans. Parmi les principaux chantiers francophones actuels : langue française et multilinguisme, éducation et formation, culture numérique... En toile de fond : diversité et développement culturels, économie, engagement des jeunes, développement durable, égalité hommes-femmes, paix, démocratie et droits de l'homme. Des ambitions plutôt qu'un catalogue. L'OIF ayant la possibilité de s'appuyer principalement sur ses quatre opérateurs : l'Agence universitaire de la francophonie, le

réseau de chaînes internationales TV5, l'Association internationale des maires francophones et l'Université Senghor d'Alexandrie.

ONG

De la Croix-Rouge à l'ingérence

La mère de toutes les ONG est née sur le champ de bataille de Solferino en 1859 : c'est la Croix-Rouge... Bouleversé par le paysage après les combats, le Genevois Henri Dunant veut organiser l'assistance aux blessés et victimes de guerre. Il va établir les paradigmes de l'humanitaire : il faut que l'organisation soit universelle, garantie juridiquement, spécialisée, neutre, impartiale, privée, indépendante des armées, des États et des Églises... et formée de bénévoles ayant prêté serment de silence afin que les forces en présence sur le champ de bataille lui laissent traverser les lignes.

ONG est un acronyme par lequel on désigne les Organisations non gouvernementales... Le terme d'ONG apparaît au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans la Charte de l'ONU. Ce qui caractérise les ONG, c'est la notion de mission d'intérêt général, et l'indépendance vis-à-vis des autorités politiques. Sans oublier l'inévitable contradiction : les pouvoirs publics – les États ou l'Union européenne, par exemple – sont en même temps de très importants bailleurs de fonds.

La deuxième génération d'humanitaires apparaîtra pendant la guerre civile du Biafra (1967-1970). Organisation emblématique des nouvelles solidarités, Médecins sans frontières (MSF) entreprend de dépasser les opérations de secours sur le terrain en témoignant de la situation des populations en danger. MSF, avec Bernard Kouchner, veut que soit proclamée l'existence d'un droit d'ingérence humanitaire... Quitte à contourner la souveraineté des États en affirmant que les ONG sont fondées à s'affranchir des règles diplomatiques.

L'Afrique représente évidemment un champ d'activité extraordinaire pour des hommes et des femmes de bonne volonté. Et la progression du nombre d'organisations humanitaires sur le

continent va être impressionnante... Au Burkina Faso, on trouve 274 ONG locales et internationales en 2000 (contre 87 en 1985); l'Éthiopie en compte 419 en 2003 (au lieu de 47 en 1989); le Sénégal 220 en 1991 (au lieu de 126 en 1988); le Ghana recense jusqu'à 1 300 ONG en 2001 (contre 350 en 1991, et 80 en 1980). Le Kenya comptabilise 511 ONG en 1996 (au lieu de 120 en 1978). Au Mozambique, plus de 180 ONG sont à l'œuvre en 1990 (contre 7 en 1970).

Les chiffres seront encore plus étourdissants si l'on inclut les associations à un niveau très local, et pas seulement les ONG de solidarité internationale. On recenserait plus de 5 200 ONG dans le seul Ouganda en 2006¹ en suivant ce modèle.

Le paradoxe des ONG est aussi celui de notre époque. Dans bien des cas, la délégation de certaines actions aux humanitaires revient à une forme de privatisation des services publics. Aux yeux des bailleurs de fonds de l'aide internationale, les ONG de développement apparaissent plus fiables et plus efficaces que les administrations locales. Chargées de mettre en œuvre les programmes de l'aide internationale, elles permettent de pallier la défaillance d'États qui n'auront quelquefois ni l'envie ni les moyens techniques d'assumer certaines responsabilités sociales.

On s'interroge en même temps sur la représentativité et l'efficacité de ces ONG locales, voire de leurs équivalents internationaux. Le doute va gagner la société civile². L'affaire de l'Arche de Noé au Tchad ne va rien arranger. Des membres de l'association l'Arche de Noé sont arrêtés le 25 octobre 2007 par les autorités tchadiennes en compagnie de cent trois enfants qu'ils voulaient emmener en France afin de faire recueillir ses « orphelins du Darfour » par des familles françaises. La plupart des enfants n'étaient ni orphelins ni originaires du Darfour. L'affaire aura déclenché une brève crise diplomatique entre le Tchad et la France. La peine à laquelle les animateurs de l'Arche de Noé ont été condamnés par le tribunal du Tchad sera commuée en deux ans de prison en France.

Organisation de l'unité africaine (OUA)

De la décolonisation à la lutte contre l'apartheid

L'Organisation de l'unité africaine a été créée à l'issue de la première Conférence des États africains indépendants réunie à Addis-Abeba (Éthiopie) du 22 au 25 mai 1963. Le choix de la capitale du très vieil empire éthiopien est symbolique ; et le prestige du chef de cet État, le négus Haïlé Sélassié, apparaît comme un atout. Mais l'union ne signifie pas l'unanimité...

On distingue vite deux groupes : le groupe de Casablanca à tendance progressiste, animé par le Ghanéen Nkrumah et le Guinéen Sékou Touré ; et le groupe de Monrovia, plus modéré, qui rassemble la plupart des chefs d'État francophones et anglophones. On observe aussi des clivages entre Arabes et « Négro-Africains » ; ainsi qu'entre anglophones et francophones... Le groupe de Casablanca prône la création d'un marché commun du continent et l'établissement d'une citoyenneté africaine unique. À l'opposé, la conférence de Monrovia, qui réunit 21 pays subsahariens, va préconiser le renforcement des relations économiques avec les anciennes métropoles afin d'attirer les capitaux nécessaires au développement.

L'adoption de la charte de l'OUA consacrera la victoire des modérés en fixant trois principes cardinaux : le caractère définitif des frontières héritées de la colonisation ; l'égalité souveraine des États ; et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures.

Les deux thèmes les plus fédérateurs au sein de l'OUA seront la décolonisation et la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Par principe, l'OUA soutient « les peuples en lutte pour leur libération », mais disposera-t-elle jamais de moyens appropriés ? L'OUA utilise surtout l'Organisation des nations unies (ONU) comme tribune pour plaider leur cause ; tout en apportant une assistance politique et matérielle aux mouvements indépendantistes.

L'OUA va se montrer très divisée sur la conduite à tenir en pratique face à l'Afrique du Sud. Et elle se montrera impuissante face aux tentatives séparatistes comme au Nigeria (Biafra), au Congo-Zaïre (Katanga-Shaba) et dans la corne de l'Afrique. La Namibie, l'Érythrée, le Sud-Soudan vont devenir indépendants par sécession. Enfin, le Maroc va quitter l'OUA de 1983 à 2016, à la suite de l'admission de la République arabe sahraouie démocratique, pour souhaiter réintégrer l'Union africaine en 2016. L'Organisation de l'unité africaine

deviendra l'Union africaine en 2002.

Le secrétaire général ghanéen de l'Organisation des Nations unies, Kofi Annan, saluera la capacité montrée par l'OUA à rassembler les Africains.

Les plus critiques (notamment les ONG) lui reprocheront de ne pas avoir suffisamment protégé les droits et les libertés des citoyens africains contre leurs propres dirigeants politiques.

Ouandié (Ernest)

Le dernier des « rebelles » camerounais

C'était un petit matin de la saison fraîche, dans cette chefferie de Bandjoun, et l'aube était brumeuse dans la capitale régionale, Bafoussam. J'avais décidé, ce 15 janvier 1971, de partir de bonne heure pour Bandjoun, avec mes élèves de l'École de journalisme de Yaoundé et leurs professeurs, que j'avais entraînés là pour effectuer une « sortie sur le terrain » au contact de la population bamiléké, de ses usages et modes de vie... Mais au réveil, la ville était quadrillée par l'armée et la police. À quoi pouvait correspondre cette opération de « sécurisation » de grande ampleur dans une région en paix ? Qu'allait-il se passer, pourquoi fallait-il à ce point intimider la population ?

Très vite, les choses se précisèrent : la place publique du centre-ville fut dégagée, puis un camion militaire y déposa un homme, les bras ligotés dans le dos, qui fut placé devant un mur et aussitôt fusillé, sous les yeux de la population, par un peloton d'exécution rapidement constitué. Ernest Ouandié avait cessé de vivre.

Les soldats racontèrent ensuite qu'il avait refusé d'avoir les yeux bandés et qu'il avait ironisé en se trouvant seul sur la place : « Mais où est Monseigneur Ndongmo ? » Peut-être ignorait-il en cet instant ultime la mesure de clémence d'Ahmadou Ahidjo, dont l'évêque de Bafoussam, condamné avec lui, avait seul fait l'objet. Il terminera sa vie sacerdotale au Canada...

Le dernier chef historique de l'Union des populations camerounaises venait d'être rayé de la scène politique du pays, sinon

de sa mémoire. Il était l'ultime héros populaire de l'aventure sanglante qu'a représentée la décolonisation du Cameroun, dans laquelle l'armée française s'illustra par sa cruauté, chapeautée par un certain Pierre Messmer, de 1956 à 1958, haut-commissaire de la République au Cameroun où il dirigea une répression de grande ampleur contre les indépendantistes de l'UPC³. Sa mort symboliquement mise en scène, intervenait après celle de ses dizaines de milliers de camarades, avant, puis après, l'acte d'indépendance du pays. Avec lui Ahmadou Ahidjo venait de se débarrasser à la fois d'un rebelle et d'un opposant potentiel.

Ouganda

Pas d'homosexuels chez le « bon élève » du FMI

Ex-colonie britannique, l'Ouganda est entré dans le viseur de l'actualité internationale grâce aux foudrues du maréchal Idi Amin Dada, dictateur du pays entre 1971 et 1979.

Le cinéma met en scène cet ahurissant personnage dans *Le Dernier Roi d'Écosse*, film anglais réalisé par Kevin McDonald ; Forest Whitaker obtiendra un oscar en 2007 pour son interprétation. Enfin, le talent des artistes n'est pas tout ; le documentaire *Général Idi Amin Dada : Autoportrait*, de Barbet Schroeder, avec le potentat dans son propre rôle, atteste que la réalité peut être au moins aussi terrible que la fiction⁴.

Il faudra une guerre régionale avec participation tanzanienne pour faire tomber Amin Dada... L'élection de son successeur Milton Obote, après une année de guerre civile, sera aussitôt contestée ([voir : Guerres](#)). Son rival, Yoweri Museveni, le renversera en 1986, à la tête d'un Mouvement de résistance nationale qui compte le futur chef d'État rwandais Paul Kagame dans ses rangs.

Museveni s'engage « pour la démocratie, la justice sociale, contre la corruption et le despotisme » ; dès 1987, il abandonnera le discours marxiste pour passer un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, faisant progressivement de l'Ouganda le « bon élève du FMI » en suivant les recommandations de l'institution

financière, avec des résultats plutôt positifs. L'Ouganda aura une croissance moyenne de 6,5 % dans les années 1990, et de plus de 7 % dans les années 2000. Le taux de pauvreté y est divisé par trois en l'espace de vingt ans. La « perle de l'Afrique » devient aux dires de son leader un « laboratoire des politiques libérales appliquées au continent ». Une classe moyenne se développe et le Parlement ougandais comptera en 2016 plus d'un tiers de députés, grâce à une politique de quotas mise en place par Museveni.

Ce qui ne change guère, c'est le pouvoir lui-même : Yoweri Museveni est à la tête du pays depuis 1986. De nouveau candidat et favori de l'élection présidentielle du février 2016, il sera déclaré élu par la commission électorale avec 60,75 % des voix contre son principal opposant, Kizza Besigye, crédité de 35,37 % des suffrages.

Le climat et les terres riches favorisent l'agriculture, qui absorbe 80 % de la main-d'œuvre ougandaise. Les principales productions sont le café (dont le pays est un des premiers exportateurs dans le monde), la canne à sucre, le coton et la patate douce. On retrouve aussi sur le territoire ougandais un peu d'hydrocarbures, le pays produisant environ 10 000 barils par jour. L'entreprise pétrolière britannique Tullow Oil a déjà obtenu de l'État une dizaine de licences de forage, comme à Kigogole sur les rives du lac Albert. Yoweri Museveni (alors en campagne électorale) ne se privera pas pour autant d'inaugurer le premier bus solaire du continent : le Kayoola, 35 places, des batteries rechargeables en une heure et une commercialisation annoncée... à l'horizon 2039.

S'il semble avoir eu le dessus sur l'Armée de résistance du Seigneur de Joseph Kony, lequel prétendait mettre en place un régime basé sur les Dix Commandements de la Bible (*voir* : [Guerres](#)), Museveni va en revanche devoir désormais surmonter la mauvaise humeur de Washington et de Paris plutôt hostiles aux lois anti-homosexuelles qu'il a fait adopter en 2014. Mais il est loin d'être le seul chef d'État en Afrique à combattre l'homosexualité.

Soulignons que cette répression est sans rapport avec la situation démographique du pays. La population de l'Ouganda connaît l'une des plus fortes croissances au monde avec un taux de fécondité estimé à plus de six enfants par femme.

Oum Kalthoum

(ou « la grande Dame »)

La célébrité de cette voix sublime n'a eu d'égale que celle des Pyramides, et cependant sa vie privée est restée un grand mystère. On ne savait presque rien sur elle, mis à part une souche paysanne et un talent si précoce, qu'elle était invitée à chanter dans les villages alors qu'elle n'était qu'une enfant. Elle dut pour cela, pendant longtemps, se déguiser en garçon. Elle n'a pas eu d'enfant elle-même, semble-t-il. On ne savait même pas si elle avait eu une vie conjugale, avant d'atteindre un âge assez avancé et d'épouser un médecin très discret. Elle dut très tôt se rendre compte que le mystère entourant sa vie privée participerait de sa légende.

Tous les Arabes savaient qu'elle donnait un récital le premier jeudi de chaque mois. Ce récital était transmis par la radio dans l'ensemble du monde arabe, qui l'attendait avec passion. Des gens d'Arabie Saoudite, des pays du Golfe et d'autres pays arabes venaient spécialement au Caire pour y assister. Durant les concerts, les Égyptiens restaient chez eux et le petit peuple s'agglutinait autour des postes ouverts dans les quartiers. Les conversations cessaient. C'était un moment de recueillement national.

La consommation de la marijuana augmentait considérablement ce jour-là, notamment dans les campagnes. Quelques marxistes égyptiens, voyant l'effet de fascination qu'exerçait la chanteuse sur les esprits, avaient décrété que le phénomène s'apparentait à la religion, ils parlaient de ses chansons comme d'un opium, que les autorités utilisaient pour endormir le peuple. Enchanter le peuple serait une expression plus juste, avec ce qu'elle suppose de pouvoir magique de couper les gens de leurs tracasseries quotidiennes, et de les emmener dans un univers magnifié.

Quelques amis de Bruno Cocquatrix l'avaient encouragé à inviter Oum Kalthoum à chanter à l'Olympia. Il s'était rendu au Caire pour la rencontrer et discuter de l'affaire. Elle avait accepté. Ils ont commencé à parler de contrat et il lui a posé la question :

— Combien de chansons comptez-vous chanter ?

Elle a répondu :

— Trois.

Cocquatrix, dit-on, faillit tomber à la renverse. Personne ne l'avait prévenu que chaque chanson durait d'une heure à une heure et demie. Il finit par comprendre et le contrat fut signé. Mais il n'était pas au bout de ses surprises.

L'Olympia avait l'habitude de jouer à guichets fermés, surtout avec les vedettes de calibre international. Mais après l'annonce du récital d'Oum Kalthoum, contrairement à ses attentes et aux perspectives que lui avaient fait miroiter ses amis, la vente des billets resta longtemps poussive. Elle allait s'accélérer vertigineusement juste avant la date prévue pour le premier concert.



En deux jours, toutes les places étaient été prises. Coquatrix commençait à respirer. Mais ensuite, il a dû affronter ceux qui exigeaient des billets alors qu'il n'y en avait plus à vendre. Comme cela se passait tous les mois au Caire, avec les riches familles du Golfe. Il y avait les derniers venus, qui payaient des sommes astronomiques... et obtenaient des places sorties d'on ne savait où...

Pour le récital parisien, on raconte qu'un membre de la famille royale saoudienne s'est présenté au guichet le soir même du premier récital et a exigé plusieurs places, pour lui et ses amis. La caissière lui a dit qu'il n'y en avait plus. Le prince, habitué à obtenir ce qu'il demandait, doubla le prix, puis le tripla... et enfin sortit un pistolet... La vendeuse affolée s'éclipsa et prévint son patron. La rumeur voudrait que Coquatrix, ne pouvant se permettre un incident diplomatique, fit ajouter dans la salle quelques chaises pliantes pour le prince et son entourage...

Oyono (Ferdinand)

Une vie de boy

Diplomate et homme politique camerounais, Ferdinand Oyono est l'auteur de trois romans en langue française, publiés à la fin des années 1950, rassemblant des souvenirs de l'Afrique à la veille de la décolonisation : *Une vie de boy* (1956), un petit bijou qui connaît un grand succès francophone, *Le Vieux Nègre et la médaille* (1956), *Chemin d'Europe* (1960).



Après de brillantes études en France (en droit à la Sorbonne, et en diplomatie à l'ENA), Ferdinand Oyono, né le 14 septembre 1929 à Ebolowa (dans le sud du pays) et mort en 2010 à Yaoundé, sera ambassadeur du Cameroun auprès des Nations unies à New York, en Algérie, en Libye, en Grande-Bretagne et en Scandinavie. À partir de 1987, il participera à de nombreux gouvernements, comme ministre des Affaires étrangères ou de la Culture. Je l'ai bien connu au Cameroun. C'était un homme de bonne compagnie, ouvert au dialogue et à tous les courants de pensée.

1. Chiffres cités dans *Questions internationales*, no 33, La Documentation française.

2. Ainsi, la confiance que les Français ont dans les ONG pour lutter contre la faim et la pauvreté dans le monde est allée diminuant, de 77 % en 1995 à 61 % en 2006, si l'on en croit des sondages commandités par le Comité catholique contre la faim et pour le développement.

3. Des villages sont brûlés, leurs habitants massacrés ou déplacés, des camps de regroupement créés pour éviter le contact des populations avec les rebelles. Deux leaders de l'UPC sont liquidés. Ruben Um Nyobe, figure historique, est tué au maquis en septembre 1958 par l'armée française. Son adjoint, Félix Moumié, sera empoisonné par la « main rouge » (service secret français) dans un grand hôtel de Genève en octobre 1980.

4. L'Ouganda d'Amin Dada inspire aussi *Raid sur Entebbe* d'Irvin Kershner, consacré au commando israélien envoyé pour libérer les passagers d'Air France détenus sur la piste de l'aéroport ougandais par des terroristes pro-palestiniens, sorti en 1976 avec une distribution de poids : Horst Buchholz, Charles Bronson, Eddie Constantine... et Yaphet Kotto dans le rôle du général.



Palabres (arbre à)

Variante africaine du Parlement

Nelson Mandela, vainqueur de l'apartheid en Afrique du Sud, voyait dans la palabre africaine une « institution démocratique à part entière ». Dans son autobiographie¹, il met en avant le rôle déterminant de ces assemblées dans la vie politique, affirmant que « tous ceux qui voulaient parler le faisaient ; c'était la démocratie sous sa forme la plus pure ».

En Afrique de l'Ouest, l'arbre à palabres est un lieu traditionnel de rassemblement, à l'ombre duquel les hommes s'expriment sur la vie en société, les problèmes du village, la politique. Le plus souvent, les femmes se retrouvent au marigot (voir : [Marigot](#)). Leur place autour de l'arbre à palabres varie d'une région à l'autre. Chez certains peuples, les femmes participent activement aux prises de décision. Dans d'autres, ces dernières se contentent de conseiller leurs maris, en dehors des assemblées.



« Variante africaine du Parlement, la palabre est une institution

traditionnelle que les systèmes politiques contemporains ignorent. Malgré son énorme potentiel démocratique », déplore Jasmina Sopova, journaliste au *Courrier* de l'UNESCO. Principal système socio-politique en Afrique précoloniale, la palabre désigne les assemblées où sont librement débattues quantité de questions et où sont prises les décisions importantes concernant la communauté. Bien souvent, un village possède une maison traditionnelle ou autre lieu dédié servant de lieu de palabre (« case à palabres », « arbre à palabres », etc.) ; l'objectif étant de régler les conflits latents ou des situations très concrètes. Les participants ont tous droit à la parole et peuvent exposer en public leurs plaintes et demandes, ainsi que celles de leur groupe. Le « demandeur » a également la possibilité de se faire représenter soit par un griot, soit par un porte-parole (voir : [Griot](#)) ; ce qui garantit la neutralité du médiateur.

Selon le sage malien Amadou Hampâté Bâ, la palabre représente « une forme de pouvoir parallèle » dans cette Afrique où « des mondes, des mentalités et des temps différents se superposent ». Le Mali étant le seul pays où la palabre a été intégrée dans le système politique moderne.

Les leaders africains d'aujourd'hui « ont tendance à mépriser la palabre, en lui préférant un juridisme superficiel directement greffé d'Occident », remarque le philosophe camerounais Jean-Godefroy Bidima².

L'arbre à palabres est aussi un lieu où les enfants viennent écouter des histoires contées par un ancien du village. Par extension, l'expression peut désigner l'endroit d'un village où se trouvait un arbre à palabres, généralement un baobab.

Palabres mauritaniennes

De mes nombreux voyages en Afrique, je garde le souvenir durable de journées passées dans le désert mauritanien, écrasé de chaleur, et des très longues soirées qui les suivaient, prolongées sous la tente nomade en discussions infinies. Nuits surprenantes, pendant lesquelles nos amis maures s'entretenaient jusqu'au petit matin, avec une formidable lucidité, de la vie internationale, de la politique française,

de ses acteurs et des anecdotes qui les dépeignaient le mieux, du sens véritable des échanges qui avaient eu lieu sur tel projet de loi, au Palais-Bourbon... Je croyais rêver en les entendant, perdus au fond du désert, à mille lieues de toute modernité urbaine, et pourtant tellement attentifs, informés, intéressés par les débats qui agitaient la société française et par les enjeux des relations internationales. Contraste grisant, je sortais par moments de la tente pour respirer l'air froid du désert, et je sentais en moi une secrète jubilation de cette nouvelle forme de grand écart mental, comprenant en ces instants comptés ce que serait véritablement la société de l'information à l'échelle de la planète : la possibilité de poursuivre à des milliers de kilomètres de distance une réflexion commencée avec d'autres, en un autre lieu, quelques instants avant. Et c'est ce même vertige que je retrouve aujourd'hui, alors que les nouvelles technologies de la communication nous permettent de réaliser ce vieux rêve de l'ubiquité. Nos palabres étaient entrecoupées des récits des griots, soulignés par le rythme sourd d'un tobol guerrier, et des chants lancinants et gutturaux des griottes, célébrant aventures, chasses, ancêtres, au croisement entre religions, mythes et traditions populaires tandis qu'on nous offrait, toutes les heures à trois reprises, le thé à la menthe fumant, avec cet art consommé des serveurs pour le verser de très haut, en un filet rapide, dans les minuscules tasses de verre décoré. Ainsi parvenait aux narines, avant que nous y trempions les lèvres, l'odeur âcre et saturée du sucre brut, dont les blocs étaient cassés sous nos yeux avec un marteau de cuivre ciselé. Le jour, nous dégustions d'exceptionnels méchouis, cuits sous le sable, et dont la chair crissait sous la dent, la saveur schisteuse apportant un sel inattendu à la viande de mouton... Dans les calebasses, le lait de chamelle avait toujours cette petite pointe piquante sur la langue... Lorsque Marie, mon épouse, m'accompagnait dans le désert mauritanien, les femmes s'empressaient autour d'elle, toutes générations confondues, pour bavarder, la plus jeune traduisant, et pour lui proposer de prolonger son séjour en leur compagnie, en profitant de leur cuisine qui lui ferait gagner les kilos qui la séparaient des canons de la beauté mauritanienne. J'aimais cette société et sa civilisation adaptée avec minutie aux nécessités du pays. Le sol pauvre, le climat rigoureux ont élevé ses habitants dans l'endurance physique, l'exaltation du courage, la défense de l'opprimé, le sens de

l'hospitalité, une hiérarchie des valeurs qui repose sur la noblesse des origines et un sens de la justice que la crainte de Dieu tient toujours en éveil. Et je garde un souvenir très fort de mes rencontres avec le premier président de la République mauritanienne, Moktar Ould Daddah, personnalité au calme flegmatique masquant une volonté tendue vers la protection d'un pays à l'avenir alors incertain, ainsi que de mes discussions avec son ministre des Affaires étrangères, qui avait d'abord été son ministre de la Culture, Hamdi Ould Mouknas, aujourd'hui disparu. Cet homme remarquable par ses connaissances comme par son intelligence, doté d'une grande sensibilité, m'a aidé à découvrir l'âme mauritanienne dont l'originalité ne finira jamais d'intriguer, voire de fasciner.

C'est en Mauritanie, en juillet 1983, alors que j'effectuais une mission pour RFI dont j'assumais alors la direction, que je reçois au cours d'un déjeuner en tête à tête avec le chef de l'État un appel urgent de la présidente de la Haute Autorité de l'audiovisuel, Michèle Cotta, qui m'informait de ma nomination à la présidence de TF1... En 2017, je n'ignore pas que, depuis mes nombreux séjours en Mauritanie entre 1968 et 2010, la situation a évolué en raison des activités d'AQMI dans la région. Tout l'est du pays est fortement déconseillé aux voyageurs comme une grande partie du Mali du Niger, du Burkina Faso et du Sahel en général, tandis que Boko Haram s'attaque au puissant Nigeria et à la région Nord du Cameroun, ce resplendissant territoire. C'est très précisément le but visé par les fondamentalistes : couper les échanges avec l'Occident, empêcher tout contact avec les différentes cultures, susciter les violences, la rupture, la haine...

Paludisme

Le sida des plus pauvres

Le paludisme, que l'on connaît aussi sous le nom de malaria, est une maladie infectieuse due à un parasite du genre plasmodium, propagée par la piqûre de certaines espèces de moustiques anophèles.



Avec 207 millions de personnes malades et 627 000 décès en 2012, le paludisme demeure la parasitose la plus importante sur la planète ; elle concerne majoritairement les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes.

En 2015, 88 % des cas de paludisme et 90 % des décès dus à cette maladie sont survenus en Afrique subsaharienne.

Entre 2001 et 2015, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans a baissé de 65 % à l'échelle mondiale, ce qui signifie que 5,9 millions d'enfants environ ont pu être sauvés.

Il n'existe toutefois à l'heure actuelle aucun vaccin homologué contre le paludisme, les laboratoires ne s'intéressant guère à un marché, celui des pauvres, peu rentable. À défaut de vaccin, l'OMS recommande d'assurer une lutte antivectorielle efficace pour protéger toutes les populations exposées au risque de contracter le paludisme. Les deux formes de lutte antivectorielle efficaces dans beaucoup de situations sont les moustiquaires imprégnées d'insecticides et la pulvérisation d'insecticides à effet rémanent à l'intérieur des habitations.

La somme consacrée à la recherche de vaccins et au développement de médicaments antipaludiques est dérisoire lorsque l'on sait que le paludisme n'est pas seulement une maladie ; c'est aussi une malédiction économique pour les pays affectés. L'OMS a calculé que le PIB africain dépasserait de 115 milliards d'euros son niveau actuel, soit 32 % supplémentaires, si l'on avait éliminé le paludisme il y a trente-cinq ans. Sur le plan de la lutte, l'UNICEF estime que le coût moyen annuel des programmes antipaludiques dans chaque pays d'Afrique se monterait à environ 345 000 euros ; soit, pour un pays de 5 millions d'habitants, moins de 7 centimes d'euros par habitant.

Peut-on espérer une mobilisation comparable à celle suscitée par la lutte contre le sida à la fin du siècle dernier ? L'OMS a fondé en 2001 un Fonds mondial pour lutter contre la malaria, le sida et la tuberculose. À partir de 2003, la fondation Bill-et-Melinda-Gates va

également verser plusieurs centaines de millions de dollars à la Malaria Vaccine Initiative, afin de lutter contre la maladie. Et en France, le professeur Marc Gentelini, longtemps chef du service des Maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière a consacré sa vie à combattre ce fléau, essentiellement en Afrique.

C'est également le cas du professeur Pierre Morin Girard, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine, qui déclare à *Libération*, le 7 septembre 2016 : « Il y a un problème majeur de résistance aux médicaments et l'on n'a toujours pas mis au point de vaccin. »

Le grand musicien et chanteur congolais Zao, auteur d'un ironique « Ancien Combattant », popularisera dans toute l'Afrique francophone sa chanson « Moustique » qui pique et tue les petits enfants.

Pharaons

Ce mot désigne les rois de l'Égypte antique. Sur le premier d'entre eux, on sait peu de chose de source sûre, la légende et l'histoire s'entremêlant. Il serait apparu quelque trois millénaires avant Jésus-Christ (vers 3150) et s'appellerait Meny, en grec Menes. Avant lui, plusieurs roitelets devaient se disputer des tronçons du Nil. Il réussit à unifier pour la première fois le pays, fondant sa capitale, Memphis, là où se rejoignent la Basse et la Haute-Égypte. Il dut à cette fin, à ce qu'on dit, détourner le cours du Nil. Depuis, le Pharaon est appelé le « maître des deux terres ».

Bien des dynasties se sont succédé, depuis Menes ! On connaît le nom de 345 pharaons, répartis en 30 dynasties, que les historiens regroupent en séquences plus longues, le Bas, le Moyen et le Haut Empire. Le dernier pharaon d'une Égypte indépendante disparaît en 343 avant Jésus-Christ. Après lui viendront deux dynasties étrangères : la XXXI^e, perse, fondée par Cambyse, et la XXXII^e, macédonienne, fondée par Alexandre le Grand.

Certains pharaons restaient au pouvoir quelques mois, et d'autres des dizaines d'années. Le règne de Ramsès II, le plus long, a duré plus de soixante ans. Selon certains historiens, il aurait même atteint

soixante-six ans, soit plus que le règne de la reine Victoria. Lorsque les archéologues ont découvert sa momie, ils se sont inquiétés de son état de santé. Les autorités égyptiennes décidèrent alors de l'envoyer à Paris, pour y recevoir les soins nécessaires. Les autorités françaises l'ont reçue à l'aéroport d'Orly avec tous les honneurs dus à un roi.



Pluies (saison des)

Le secret des lignes de grain

Si l'on veut parler d'une véritable saison des pluies, c'est en Afrique de l'Ouest qu'on va la trouver. Il s'agit d'un régime de mousson particulier qui s'étend du golfe de Guinée en direction des pays d'Afrique centrale et de l'est (Cameroun, Tchad, Sud et Nord-Soudan, Éthiopie). La saison des pluies s'étend de juin à octobre ; elle se resserre de juillet à août plus au nord. La mousson africaine étant intermittente, il ne s'agit pas d'une saison des pluies continue comme en Inde ou en Asie.

Lorsque le continent se réchauffe en été, il attire l'air qui s'est chargé en humidité au-dessus du golfe de Guinée. Le flux d'air humide remonte vers le nord et, une fois revenu au-dessus du continent, se transforme en systèmes orageux nommés lignes de grain (du fait de leur structure frontale linéaire). Ces lignes de grain arrosent toute la région avant de revenir sur l'Atlantique, où elles se transforment parfois en cyclones.

Les dix à vingt systèmes orageux de la saison forment des rivières

qui peuvent couler pendant quelques heures, voire quelques jours. Mais ces rivières n'atteignent jamais les fleuves et se terminent en mares.



Ports

Transport multimodal et escales à sec

L'Afrique a longtemps été marginalisée dans les échanges commerciaux. Elle pèse aujourd'hui moins de 2 % des échanges mondiaux. Exception faite de l'Égypte, elle se trouve à l'écart des routes de la mondialisation, et dispose de peu d'infrastructures portuaires de premier rang.

Cependant, ces dernières années, on perçoit une montée en puissance de l'Afrique du Sud, première puissance économique du continent. Le port de Richards Bay est le plus important d'Afrique, suivi par les ports de Saldanha Bay, Durban (42^e port à conteneurs) et Le Cap.

À l'autre extrémité du continent, les infrastructures portuaires du Maghreb connaissent un développement spectaculaire, notamment au Maroc avec le port de Casablanca et surtout le nouveau port de Tanger : Tanger Med.

Ce dernier se trouve sur la seconde voie maritime la plus fréquentée au monde, le détroit de Gibraltar. Une position stratégique qui va en faire l'une des plates-formes logistiques les plus modernes de la Méditerranée. L'activité principale de Tanger Med est le transbordement de conteneurs. Les porte-conteneurs géants débarquent leurs marchandises sans dévier de leur route et repartent

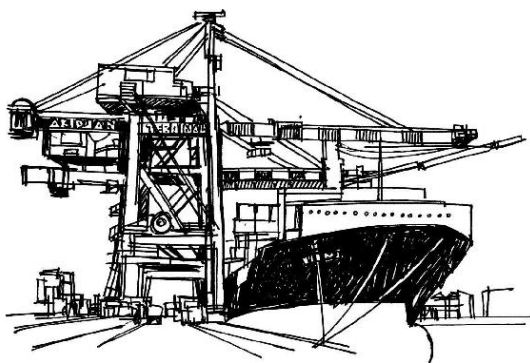
aussitôt. À charge ensuite à de plus petits navires, ou *feeders ships*, de desservir des ports secondaires.

Dès le mois de juin 2014, le port de Tanger Med passera à une capacité de 8 millions de conteneurs, se rapprochant ainsi du volume réalisé dans le port de Durban en Afrique du Sud.

Au Proche-Orient, les principaux ports sont égyptiens, en liaison avec le canal de Suez : Alexandrie (87^e port à conteneurs), Damiette et surtout Port-Saïd (43^e port à conteneurs). Haïfa et Ashdod en Israël, Izmit (64^e port du monde), Istanbul, Izmir et Içel en Turquie complètent la façade est de la Méditerranée.

En Afrique subsaharienne, pas de doute, c'est Bolloré qui règne sur les mers... (voir : [Bolloré](#)).

L'entrepreneur breton n'a-t-il pas raflé depuis 2003 tous les appels d'offres en Afrique de l'Ouest – sauf deux, Dakar et Monrovia ? Le réseau portuaire Bolloré ne comporte-t-il pas désormais les principaux terminaux à conteneurs des rives occidentales du continent : Abidjan (Côte-d'Ivoire), Bangui (République centrafricaine), Conakry (Guinée), Cotonou (Bénin), Douala (Cameroun), Freetown (Sierra Leone), Lagos (Nigeria), Libreville (Gabon), Lomé (Togo), Pointe-Noire (Congo) et Tema (Ghana) ?



Prenons l'exemple d'Abidjan, premier port d'Afrique de l'Ouest dont l'agrandissement en cours semble promis à un consortium dont fait partie le groupe français³. Dès qu'une « boîte » est débarquée d'un porte-conteneurs au terminal, certaines filiales du groupe assurent les démarches douanières et administratives liées à son importation ; la marchandise est ensuite chargée sur un camion du groupe ou sur un wagon de Sitarail, filiale du groupe, qui exploite la ligne historique

Abidjan-Niger, *via* Ouagadougou, en cours de rénovation.

Une fois arrivé au Burkina Faso, le conteneur sera acheminé jusqu'à sa destination finale par la route, *via* Bolloré Africa Logistics (BAL)...

Ce schéma multimodal est décliné à partir des quinze grands terminaux gérés par BAL en Afrique : au Cameroun, par exemple, le terminal de Douala est prolongé par la compagnie ferroviaire Camrail dont Bolloré est également concessionnaire ; du terminal de Pointe-Noire, au Congo, les conteneurs sont convoyés jusqu'à Brazzaville puis chargés sur des barges qui rallient, *via* le fleuve Congo, aussi bien Kinshasa en République démocratique du Congo que Bangui en Centrafrique.

Les distances et les infrastructures routières des *hinterlands* africains offrent un bel avenir à des « corridors » remontant produits finis, équipements lourds ou carburants vers l'intérieur du continent et redescendant produits agricoles ou minerais vers la mer. Bolloré a fortifié ses positions sur ce terrain en implantant plus d'une vingtaine de « ports secs » (entrepôts sécurisés et entrepôts sous douane), au Mali, au Burkina, au Tchad, en Ouganda ou au Kenya, par exemple.

En Afrique australe, les Chinois semblent avoir pris une option sur les prochaines escales des nouvelles routes de la soie, près des terminaux pétroliers du Mozambique et à Bagamoyo en Tanzanie.

Presse (quotidienne)

Prise en étau

L'invention de la presse en Afrique noire francophone remonte à l'installation des premières imprimeries françaises sur le continent, en 1856 ; c'est à cette date que remonte la publication du *Moniteur du Sénégal et dépendances*, dont le titre laisse penser qu'il s'agissait d'un journal plus ou moins officiel de l'administration coloniale. Pourquoi le Sénégal ? Sans doute parce que la loi française sur la liberté de la presse y est applicable dès 1881. Applicable, quoique...

La majorité des exemples cités ici se situe essentiellement dans les pays francophones⁴. Cependant, on ne peut pas dissimuler que

certaines publications anglophones comme *The Cape Town Gazette* (1800) ou la *Sierra Leone Gazette* (1801) n'avaient pas attendu l'époque coloniale, ni *a fortiori* celle des indépendances, pour prendre leur essor.

Une toute première publication en langue africaine *Minsamü Miyenge*, que l'on pourrait traduire par « la bonne nouvelle », est publiée en 1891 au Congo belge par la mission évangélique suédoise de la ville portuaire de Matadi. Au Sénégal, *La Voix des travailleurs sénégalais*, titre à caractère syndical, naît en 1938. Ces publications sont l'œuvre d'Africains ; c'est aussi le cas du très anti-colonialiste *Guide Dahomey*, fondé à Cotonou en 1920.

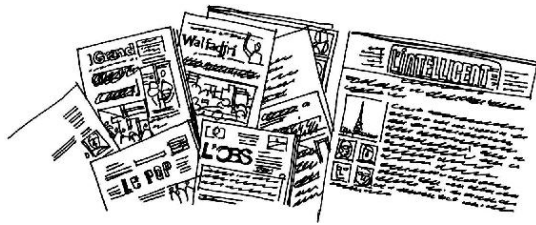
On connaît les règles d'or de l'édition des journaux : il faut un éditeur sérieux, une ligne rédactionnelle, des journalistes (bons si possible) et des lecteurs (en nombre) ; mais ces conditions ne sont pas suffisantes : on a aussi besoin d'imprimeries, de messageries pour la diffusion, et surtout d'un degré convenable de liberté. Cette dernière étant généralement conditionnée par le contexte politique, mais tout autant par la stabilité des recettes : la vente au numéro ou par abonnements... sans oublier un peu de publicité.

Le bilan de la presse africaine, cinquante ans après les indépendances, n'est à l'évidence pas tout à fait idéal.

Difficultés de tout ordre, et d'abord de type éditorial. Les idées bouillonnent, mais journalisme rime souvent avec amateurisme ; et la passion l'emporte trop souvent sur l'objectivité. Les problèmes sont aussi d'ordre économique, du fait de la complexité quelquefois ubuesque de l'économie des médias en Afrique.

En Afrique francophone, l'époque des indépendances s'accompagnera de la mise sur pied d'une première série de journaux plus ou moins gouvernementaux, lancés le plus souvent grâce à l'appui de l'ancien pays colonisateur à travers la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) ; les filiales de la SNEP intervenant dans l'impression, la distribution et la publicité des quotidiens. Au Sénégal, l'ancien hebdomadaire *Paris-Dakar*, devenu quotidien en 1936, se nommera *Dakar Matin* en 1960, avant de devenir *Le Soleil* en 1970.

Lorsque arrivent les indépendances, la plupart des pays possèdent déjà une presse destinée à un lectorat urbain. *La Presse du Cameroun* se transforme en 1974 en *Cameroon-Tribune*.



En Côte-d'Ivoire, le parti au pouvoir souhaite « expliquer la politique du président Félix Houphouët-Boigny »... La création, en 1962, de la Société d'information et de diffusion abidjanaise dans laquelle la SNEP détient 49 % des parts permet de lancer en décembre 1964 le quotidien *Fraternité Matin*, lequel sera édité sous un autre format à Paris, entre 1959 à 1965.

La Guinée de Sékou Touré, en rupture de ban avec la communauté internationale, ne peut évidemment pas compter sur l'aide de Paris ; Conakry n'en lancera pas moins, dès 1961, le journal *Horoya*.

Au Togo, *Togo-Presse* voit le jour en 1962 ; *Le Temps du Niger* paraît à Niamey. Au Dahomey, le journal *France-Dahomey* est remplacé en 1960 par *Aube nouvelle*, lequel devient le quotidien unique *Daho-Express*. *Daho-Express* donnera le jour en 1975 à *Ehuzu* en fon (langue la plus parlée au Bénin) : un changement de dénomination qui reflète le changement d'un pays devenu entre-temps le Bénin ; *Ehuzu* signifiant « Révolution ».

Toujours au Bénin, quinze ans plus tard... à la suite de la conférence nationale tenue en février 1990, le quotidien *Ehuzu* dirigé par Maurice Chabi devient *La Nation*. La présence de *La Gazette du Golfe*, fondée en 1987, et de *Tam-Tam Express*, établissant dans les faits la fin du monopole d'État sur la presse.

La naissance de la presse privée en Afrique francophone aura anticipé la chute du mur de Berlin (voir : [La Baule](#)).

Le Sénégal de Léopold Sédar Senghor avait vu naître *Le Politicien* (1977), premier journal satirique d'Afrique de l'Ouest post-indépendance, créé et dirigé par le regretté Mame Less Dia.

Sous Abdou Diouf, le Sénégal est au début des années 1980 l'un des pays les plus en pointe dans le domaine de la liberté de la presse. Dakar voit naître l'hebdomadaire indépendant *Walf Fadrji* (1984). Deux ans plus tard, l'Union des journalistes de l'Afrique de l'Ouest (UJAO) est fondée. En mars de la même année, le premier numéro de

Sud Magazine, revue trimestrielle thématique, sort des presses de l’Imprimerie Saint-Paul. Devenu, en décembre 1987, l’hebdomadaire *Sud Hebdo*, le journal se transforme à la veille des élections présidentielle et législative sénégalaises en *Sud au quotidien* – et, dans la foulée, en *Sud Quotidien*.

Au Mali, une revue indépendante privée, *Jamana*, est créée par Alpha Oumar Konaré⁵ qui met sur pied, en 1989, un périodique d’opinion : *Les Échos*. Dix ans plus tôt, *Le Messenger*, journal d’opinion fondé par Pius Njawé à Bafoussam, avait ouvert la voie, dans le Cameroun d’Ahmadou Ahidjo.

La floraison de quotidiens éclos sur le continent au lendemain des conférences nationales aura duré souvent ce que vivent les roses.

Heureusement, nous sommes à l’époque du numérique et certains titres survivront en ligne, libérés des impératifs industriels de l’imprimerie et de la distribution.

« Parler aujourd’hui de l’état de la presse écrite et de la démocratie dans les pays africains, explique le Camerounais Jean-Martin Tchaptchet⁶, ancien directeur de *La Voix du Cameroun* et collaborateur du journal *L’Étincelle* à Accra, c’est décrire une presse à majorité artisanale et démunie, en plein siècle de révolution technologique de l’information et de mondialisation de l’économie ; c’est profiler des journalistes héroïques et sans moyens, frisant le martyre et la misère dans leur vécu quotidien professionnel ; c’est analyser des pouvoirs d’État pris en étau entre les aspirations des citoyens à une complète liberté d’expression et la volonté des gouvernements de la restreindre sous le prétexte de satisfaire de soi-disant conditions contractuelles posées par des partenaires du développement. »

Nous verrons dans divers domaines que le numérique est en train de permettre de surmonter les obstacles matériels à la modernisation de l’Afrique.

En même temps, c’est une porte ouverte à un nouveau versant de la globalisation.

« Tout le monde se dit que c’est le prochain eldorado, l’Amérique du Sud de demain. Même si on ne sait pas quand. » Une note d’analyse de Natixis, en octobre 2013, y voit une carte à jouer pour les groupes de médias hexagonaux : la francophonie devrait passer de 220 millions de locuteurs à 700 millions à l’horizon 2050. 85 % des francophones vivant alors en Afrique.

« Pour nous, l'Afrique est une priorité absolue », indique Yves Bigot, président de la chaîne francophone TV5 : « C'est dans le préambule de notre plan stratégique 2014-2016. »

Il est vrai que l'explosion des médias numériques a été rapide en Afrique. Les premiers titres sont nés au tournant du siècle : abidjan.net et afrik.com ont été les doyens de la presse en ligne africaine. Très rapidement, afrik.com est devenu une référence, avec son édition quotidienne panafricaine préparée par une rédaction réunie par Olivier Zegna Rata et Antoine Ganne, deux de mes anciens collaborateurs au Conseil supérieur de l'audiovisuel. Portés par leur conviction que l'information africaine à destination du monde entier doit aujourd'hui être écrite par les journalistes africains, depuis l'Afrique, ils ont progressivement fait migrer la rédaction d'Afrik.com de Paris à Dakar, où elle est établie aujourd'hui, fédérant une multitude de correspondants d'un bout à l'autre du continent avec un maître mot : l'indépendance, au service d'une information rigoureuse, qui parfois dérange les clichés germanoprats. Plusieurs millions de lecteurs, chaque mois, en Afrique et dans le monde entier, restent fidèles à afrik.com.

Derrière les pionniers ont fleuri une multitude de médias numériques, souvent ciblés sur leur audience nationale, qui jouent un rôle très important dans la constitution des opinions publiques de chaque pays. L'influence de seneweb au Sénégal n'est pas à démontrer, ni celle de maliweb.net, d'abidjan.net, déjà cité, ou du JournaldeBrazza.com, pour n'en citer que quelques-uns. Dans les campagnes électorales, les réseaux sociaux prennent une part considérable : ainsi lors du référendum sur la nouvelle constitution congolaise, en octobre 2015, le combat entre les hashtags politiques fit rage : #sassoufit contre #sassoui : l'énergie des communicants des deux camps en fit un bras de fer homérique où la victoire du #sassoui annonça aussi le résultat final de la consultation électorale.

La presse française n'est pas à la traîne, d'ailleurs, car elle mesure l'importance pour son rayonnement francophone d'une meilleure prise en compte de l'actualité africaine. Cela lui permet de traiter les sujets qui étaient jusque-là souvent mis à l'écart des éditions papier.

Le Monde a noué des contacts avec Orange en vue d'une offre éditoriale sur mobile tournée vers le continent. L'édition africaine du site lemonde.fr veut proposer « un média francophone et panafricain d'actualité, de reportages, d'analyse et de débats ». Une équipe de huit journalistes travaille sur les dossiers du continent ; le projet incluant le recrutement d'une quinzaine de correspondants. Un investissement rendu possible grâce à « l'apport du fonds Google, mais aussi des fonds de l'Agence française de développement et des fondations de Bill Gates et de George Soros », précise le quotidien du soir. *Le Figaro* étudie de son côté l'opportunité de lancer un site d'information sur mobiles à destination de l'Afrique francophone.

Avec actuellement 650 millions d'abonnements mobiles, l'Afrique pourrait en effet devenir le premier continent mobile en 2020. *Jeune Afrique* a levé 150 000 euros auprès du fonds Google pour créer « la première plateforme de revente de contenus éditoriaux francophones sur l'Afrique ». Le doyen de la presse franco-africaine travaille aussi sur une nouvelle version de son site avec des applis smartphones et tablettes en envisageant deux nouvelles implantations en Afrique de l'Ouest et en Afrique anglophone. « Un élément important, explique Amir Ben Yahmed, directeur général du groupe, c'est la forte dimension du paiement mobile en Afrique. Avec cette facilité pour le client, on assiste à un retour du paiement à l'acte. »

Enfin, *Le Point* a lancé une version Afrique de son site : « Notre objectif est d'informer et former la classe moyenne africaine, de donner des informations utiles à ceux qui veulent comprendre le continent, s'y rendre en toute sécurité, y investir, y vivre », assure Malick Diawara, qui le pilote, en s'appuyant sur la rédaction et une vingtaine de correspondants, « journalistes ou relais de la société civile ». En numérique, désormais, l'Afrique intéresse : prise de conscience qu'il faut saluer.

Printemps arabes

Un parfum de jasmin

Six ans après le début d'un formidable mouvement qui allait emporter les dictatures du Tunisien Ben Ali, de l'Égyptien Hosni Moubarak et du Libyen Mouammar Kadhafi, la contestation dans le monde arabo-musulman apparaît à bout de souffle.

Certes, la Tunisie tente courageusement de conjuguer aspiration à la citoyenneté et recherche patiente du compromis... Mais il s'agit du pays où le « printemps arabe » avait éclos.

Tout commence dans le Sud, à Ben Arous... Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant de fruits et légumes, se voit confisquer sa marchandise par les autorités tunisiennes, faute d'autorisation officielle. Seul revenu d'une famille de sept enfants et complètement désespéré, Mohamed Bouazizi s'immole par le feu. Gravement brûlé, il décède le 4 janvier 2011. Son geste, relayé rapidement par les réseaux sociaux, sera le point de départ d'une vague de protestations sans précédent dans le monde arabe.

2011 : première vague de mouvements autour de la dignité et de la citoyenneté.

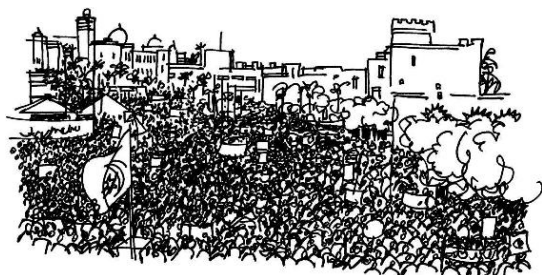
2012 : repli des luttes sur leur contexte local ; le temps de l'ajustement semble arrivé.

2013 : troisième phase, marquée par l'internationalisation. Focalisation sur les rivalités entre sunnites et chiites dans les médias occidentaux, l'antagonisme entre islam et société séculière finit par cacher la forêt.

Le printemps arabe n'aurait-il brillé que le temps d'un jasmin ? L'euphorie des révolutions apparaît déjà un lointain souvenir.

En Égypte, le maréchal-président Abdel Fattah al-Sissi livre une guerre aussi acharnée contre les militants de la démocratie que contre les Frères musulmans.

Interventions étrangères aidant, les révolutions libyennes et yéménites se transforment en guerres civiles meurtrières.



Certains, qui manifestaient hier pour le pain, la liberté et la justice sociale, semblent regretter aujourd'hui les anciennes férules.

Au Proche-Orient voisin, sur le terreau d'une Syrie brisée⁷ et d'un Irak meurtri par l'intervention américaine de 2003, l'État islamique en Syrie et au Levant (désormais connu comme Daech) bouscule les frontières, faisant couler le sang des innocents à Toulouse, Bruxelles, Paris, Londres et jusqu'en Amérique. Les Cassandres triomphent.

« Les révolutions arabes ont produit des acquis sur lesquels on ne pourra revenir », estime cependant Ziad Majed⁸ : « La parole s'est libérée, dit-il, les réseaux sociaux imposent la fin des censures, les gens s'intéressent à la politique et s'y impliquent. Des sujets tabous sont maintenant débattus : la place de la religion, celle des femmes, le rôle des institutions militaires, les questions du confessionnalisme, des nationalismes, etc. Il y a un grand changement et, sous d'autres formes que dans l'euphorie des années 2011-2012, les générations qui le portent continueront à résister. »

Ziad Majed n'a pas nécessairement tort ; le tournant des printemps arabes est-il aussi manqué qu'on le dit ?

Pygmées

Les petits peuples de la forêt

Présents en République démocratique du Congo, en Centrafrique, au Congo-Brazzaville, au Cameroun ou encore au Gabon, les Pygmées vivent traditionnellement de la chasse et de la cueillette. Un mode d'existence menacé par la déforestation et par l'extension des terres agricoles, exploitées notamment par d'autres ethnies bantoues.

La mission de l'ONU au Congo (MONUSCO⁹) note une accalmie dans la région. Mais Human Rights Watch insiste sur le fait que les faits de violence « ne seront pas résolus tant que les droits fondamentaux des Pygmées, longtemps opprimés, ne seront pas respectés ».

Les communautés pygmées se considèrent à la base comme des « peuples de la forêt » en raison de la place fondamentale que celle-ci occupe dans leur culture, leur régime alimentaire et leur histoire.

La population pygmée est actuellement estimée à environ un demi-million de personnes.

Les Pygmées sont divisés en groupes distincts, tels les Twa, les Aka, les Baka ou les Mbuti. Chaque groupe parle une langue différente et pratique ses propres techniques de chasse. Mais ces dernières décennies, leurs territoires ont été fragilisés par la déforestation, la guerre et la modernisation agricole. Au Rwanda par exemple, de nombreux Twa ont été déplacés de leur terres, et fabriquent de la poterie pour subvenir à leurs besoins ; mais ce nouveau moyen de subsistance est désormais mis en danger par la perte de l'accès à l'argile en raison de la privatisation des terres et de l'arrivée massive des ustensiles en plastique. La mendicité et la vente de leur force de travail à bon marché sont devenues les principales alternatives pour de nombreux représentants des peuples de la forêt déplacés et marginalisés.



Les revenus du tourisme dans certains des principaux parcs nationaux sont considérables ; les touristes étrangers payant des centaines de dollars pour voir les gorilles du Parc de Bwindi.

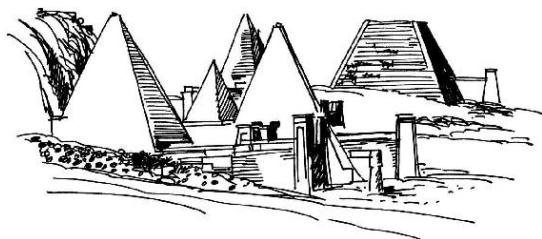
En 1999, un Parc national, Campo-Ma'an, a été créé en « compensation » des dommages environnementaux causés par l'oléoduc Tchad-Cameroun. Résultat paradoxal : non seulement les chasseurs-cueilleurs bagyeli qui vivaient là ont perdu leurs territoires ancestraux, mais ils sont interdits d'accès sur le parc.

Pyramides

Le génie humain

Les pharaons étaient obsédés par l'éternité. C'est pour exorciser la mort qu'ils ont fait construire des temples grandioses défiant l'espace, des tombes somptueuses défiant le temps, où ils ont mis au point des procédés inconnus pour embaumer les momies et les sauvegarder durant des millénaires. Les pyramides sont sans doute l'expression la plus stupéfiante de cette géniale obsession – celle de Chéops, la plus grande, étant, comme chacun sait, la seule des sept merveilles du monde conçues dans l'Antiquité qui ait survécu jusqu'à nous.

D'une certaine manière, sans doute, les pharaons ont gagné leur pari. Si nous n'avons aucune preuve de leur survie dans l'au-delà, ils ont réussi à survivre dans la mémoire des hommes ici-bas. Depuis quelque cinquante siècles, les voyageurs du monde entier en sont témoins. Et continuent de se poser une question qui reste sans réponse : comment les anciens Égyptiens ont-ils pu construire ces pyramides ? Archéologues, égyptologues, historiens, ingénieurs, physiciens se sont penchés sur ce mystère : compte tenu de l'état des savoirs et des techniques de l'époque, par quel miracle les bâtisseurs des pyramides ont-ils réussi à tailler et à transporter cette gigantesque masse de pierres d'une taille jamais vue, puis encore ont pu les assembler, les hisser et les tasser les unes sur les autres, sur une telle hauteur, en donnant à l'ensemble une telle stabilité ?



Nous continuerons longtemps de défiler, perplexes, devant ces monuments de pierres. Nous continuerons d'interroger cet effort herculéen pour défier la mort, sans pouvoir avancer la moindre hypothèse sur les moyens mis en œuvre pour le mener à bien.

1. Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté*, Fayard, 1995.
2. Jean-Godefroy Bidima, *La Palabre, une juridiction de la parole*, Paris, Michalon, 1997.
3. *Le Monde* et RFI croient cependant que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pourrait remettre en question l'attribution du deuxième terminal à conteneurs du port d'Abidjan décidée en 2013. À l'origine, ce sont des concurrents malheureux qui ont porté plainte contre le groupement de Bolloré pour violations des règles de la concurrence.
4. Il n'est pas question ici, par exemple, des presses arabophones ou swahiliphones.
5. Futur président du pays.
6. *Parole à l'Afrique : 5. Presse et démocratie*, publié avec le soutien des Nations unies (UN-NGLS).
7. 250 000 victimes selon l'Organisation syrienne des droits de l'homme (OSDH).
8. Ziad Majed, *Syrie, la révolution orpheline*, Actes Sud, 2014.
9. Vingt mille casques bleus chargés de la protection des civils et de la lutte contre les groupes armés.



Rabemananjara (Jacques)

Le quatrième mousquetaire de la négritude

Jacques Rabemananjara (1913-2005) est étroitement lié à la vie politique de la Grande Île, Madagascar, d'abord en tant que résistant anticolonial puis en raison de son accession à des postes ministériels de premier plan après l'indépendance en 1960. Considéré par beaucoup comme le quatrième mousquetaire du mouvement de la négritude, Jacques Rabamananjara jouera un rôle important dans la création de *Présence africaine* et dans les deux Congrès des écrivains et des artistes noirs (voir : [Négritude](#)).

On l'appelait affectueusement « Rabé » ; il était le plus grand poète de Madagascar.

Ancien élève du grand séminaire, il publie en 1935-1936 une *Revue des jeunes de Madagascar*, dont il assume la direction ; mais les autorités coloniales considérant son contenu dangereux en interdisent la publication après dix numéros. En 1939, Rabemananjara est choisi pour faire partie de la délégation malgache à la commémoration du 150^e anniversaire de la Révolution française à Paris ; il s'inscrit en lettres classiques à la Sorbonne dès son arrivée. Quelques mois plus tard, il publiera à Gap son premier recueil de poèmes, *Sur les marches du soir*. C'est également à cette époque qu'il fait la rencontre de Léopold Sédar Senghor et surtout d'Alioune Diop aux côtés duquel il participera au projet de la revue *Présence africaine*.

Condamné en 1947 par les autorités coloniales françaises à de longues années de prison, la légende veut qu'il ait écrit les poèmes de son célèbre recueil, *Antsa*, d'une seule traite, pendant ce qu'il croyait être sa dernière nuit sur terre. Un hymne à la liberté et à sa terre natale : « Île ! / Île aux syllabes de flamme ! Jamais ton nom / ne fut

plus cher à mon âme ! / Île, ne fut plus doux à mon cœur ! / Île aux syllabes de flamme, / Madagascar ! »

Le manuscrit d'*Antsa* condamné à la destruction sera finalement publié en 1956 avec une préface de François Mauriac : « Ce cri que l'amour et la douleur arrachent à un fils de Madagascar, la littérature française peut le revendiquer. Cela du moins nous appartient à nous aussi, cela nous est commun : [...] la passion de la liberté. »

Après la révolution malgache de 1972, Rabemananjara, qui, sa vie durant, a toujours contesté son rôle dans l'insurrection, est obligé de s'exiler en France ; il y vivra jusqu'à sa mort entouré de la considération du monde intellectuel et littéraire francophone. L'Académie française lui décernera en 1988 son prix de la francophonie pour l'ensemble d'une œuvre substantielle où poésies, pièces de théâtre et essais politiques côtoient les récits. Et à Antananarivo, le 22 novembre 2016, au sommet des chefs d'État francophones, François Hollande rend à sa mémoire un vibrant hommage. J'ai eu le bonheur de rencontrer souvent Rabe, militant nationaliste intransigeant, homme de grande culture et de partage.

Radio France Internationale (RFI)

Un réseau social... mondial

« L'Afrique a sauté l'étape de l'Internet fixe pour passer directement à celle de la mobilité et du participatif », explique Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde, le holding audiovisuel réunissant Radio France Internationale (RFI), France 24 et Monte-Carlo Doualiya.

« Nous nous adaptons à ces nouveaux modes de consommation, en proposant des bouquets de chaînes sur les supports mobile et tablette. »

Entre 2013 et 2014, l'audience africaine de RFI et France 24 a augmenté de 10 %, avec respectivement 53 % et 46 % des Africains francophones à l'écoute ou devant les écrans au moins une fois par semaine.

« Jusqu'à 30 % de l'audience sur nos sites est issue des réseaux

sociaux », note Marie-Christine Saragosse, tout en soulignant le « maillage extrêmement fort » sur le territoire africain, avec une centaine de correspondants pour les deux médias.

Vous connaissez Radio France Internationale : « RFI : il est huit heures à Paris, six heures en temps universel, sept heures à Yaoundé... » J'ai fait mes débuts dans l'audiovisuel en mettant en place le plan de développement de RFI, Michèle Cotta était alors présidente de Radio France dont l'antenne internationale était une simple filiale.

Le développement des médias internationaux français a trop longtemps été pensé en termes de pénurie, les subsides publics étant dispensés par des administrations surnoisement concurrentes (quai d'Orsay, coopération, culture, etc.), la mise en place en 2008 d'une société holding FMM (France Médias Monde¹), permettra de mieux coordonner les activités des radios et télévisions publiques ayant une diffusion à l'international. La mission de FMM étant de dynamiser et de moderniser ces sociétés qui travaillaient jusqu'ici en ordre dispersé, et de définir une stratégie commune...

Il y a une trentaine d'années, lorsque la responsabilité des émissions de Radio France vers l'étranger m'a été confiée, il existait encore des émissions en polonais, en allemand, en russe, séquelles de la Seconde Guerre mondiale et des années de guerre froide.

Depuis 1982, RFI fait porter une vision française du monde vers l'Afrique principalement, en français, mais aussi en anglais, en espagnol, en portugais. Et de nouvelles rédactions installées en Afrique offrent des programmes en langues africaines : le haoussa depuis Abuja, le swahili depuis Dar es Salam. Des émissions en mandingue sont en cours d'élaboration.

RFI est devenue une radio mondiale sans perdre son identité.

Ce qui ne l'empêche pas d'être l'héritière de La Voix de la France, née à Brazzaville pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ramadan

Jeûne religieux... et politique

Le ramadan est l'un des cinq piliers de l'islam. Il s'agit d'une période d'un mois de recueillement au cours de laquelle les musulmans doivent jeûner ; pas question de manger, ni de boire ou fumer, encore moins d'avoir des relations sexuelles entre l'aube et le coucher du soleil.

Concrètement, le ramadan est une succession de jeûnes relativement courts puisque la pénitence débute chaque jour au lever du soleil pour se terminer le soir au couchant. L'épreuve n'est pas insurmontable, surtout dans les régions tropicales ou proches de l'équateur, où les nuits et les jours sont de durée comparable.

Le ramadan s'adresse à tous les musulmans à partir de la puberté. Mais tout le monde peut-il le pratiquer ? Si les musulmans doivent jeûner, c'est parce que Allah a déclaré le jeûne obligatoire². Tout le monde peut observer le ramadan, assure un médecin musulman... Seules les personnes malades, les femmes en période de menstruation, les femmes enceintes (ou qui allaitent), les personnes âgées et les enfants prépubères en sont dispensés.

Mais il ne s'agit pas d'un simple régime alimentaire.

Les musulmans ont le devoir de prier, de réfléchir sur la place de la foi dans leur vie et sur leur façon de développer les principales qualités humaines, telles que la patience, la douceur, la compassion et l'humilité. Enfin, les croyants doivent pratiquer l'aumône, c'est-à-dire aider un individu dans le besoin... ou verser une taxe obligatoire à la mosquée.

À la tombée de la nuit, les fidèles se rassemblent en famille ou entre amis pour consommer un repas de fête. Le premier jour du mois lunaire suivant, on célébrera l'Aïd el-Fitr, fête de la rupture du jeûne. Les repas de rupture, festifs et familiaux, sont d'expérience assez redoutables.

Étymologiquement, la racine du mot ramadan fait référence à la chaleur (*ramâd* signifiant cendres), car il s'agit d'une action destinée à brûler les péchés.

Le ramadan, qui marque le début de la révélation du Coran au Prophète, se pratique durant le neuvième mois du calendrier lunaire musulman. À l'époque pré-islamique, le ramadan arrivait toujours en été, du fait de l'intercalement d'une période lunaire supplémentaire de 10 ou 11 jours ayant pour effet d'ajuster l'année lunaire à l'année solaire ; l'abolition des périodes intercalaires constituant un

changement introduit sous le Prophète.

Depuis, les dates du ramadan varient d'une année sur l'autre, et se calculent en fonction de la position de la Lune et de l'endroit où l'on se trouve sur Terre. Ces dates sont fixées par les autorités musulmanes de chaque pays.

Dans certaines mosquées fondamentalistes, le ramadan est une occasion de proclamer sa foi et le djihad, la guerre sainte.

Rouch (Jean)

Ni noir ni blanc...

Curieux itinéraire : Jean Rouch va mettre trente-quatre ans à traverser l'Esplanade du palais de Chaillot... Entre le ciné-club ethnographique du musée de l'Homme fondé en 1952 avec l'ethnologue André Leroi-Gourhan (situé dans l'aile occidentale du bâtiment) et la Cinémathèque française, où l'ancien compagnon de route de la Nouvelle Vague se retrouvera dans un inattendu fauteuil de président (1986-1991).

Seul sans doute le cinéma peut permettre un tel parcours, avec la colline parisienne du Trocadéro comme décor unique.

Jean Rouch y aura rencontré Marcel Griaule, maître ethnologue de la société dogon, et Henri Langlois, fondateur de la Cinémathèque française. Entre-temps, il aura tourné cent films, l'immense majorité d'entre eux au Niger.

Son premier travail d'auteur, *Initiation à la danse des possédés* (1949), impressionne tout de suite Henri Langlois par ses qualités cinématographiques ; le film va obtenir le prix du court-métrage au Festival du film maudit de Biarritz organisé par le cinéaste-poète Jean Cocteau (et présidé par lui-même).

Rouch poursuivra son apprentissage au contact des peuples songhaï chez lesquels il tourne *Yenendi, les hommes qui font la pluie, Bataille sur le grand fleuve* et *Les Gens du mil*. Il leur consacrera ensuite sa thèse d'État sous la direction de Marcel Griaule (voir : [Ethnies](#)).

L'ethnologue est en train de devenir cinéaste.

Premier coup d'éclat : *Les Maîtres fous* (1954) met en scène les rites

de possession au Niger dans la secte des Haoukas.

Rouch y invente une écriture cinématographique personnelle, qu'il surnommait « cinéma direct » dans les années 1960, quand il ne parle pas de « ciné-transe ». Une manière de filmer caméra à l'épaule en participant aux événements filmés, une manière d'affirmer surtout que le cinéma est avant-tout une affaire de regard.

Jean Rouch s'inscrit dans la lignée des auteurs documentaristes des années 1920, le Russe Dziga Vertov ou l'Américain Robert Flaherty. Mais ses collègues ethnographes récusent cette subjectivité ; et certains jeunes intellectuels du continent lui reprochent de regarder les Africains « comme des insectes ».

C'est pourtant l'Afrique qui fait de cet ingénieur des Ponts et Chaussées un cinéaste : *Moi un noir*, *La Pyramide humaine*, *La Chasse au lion à l'arc*, sans oublier *Jaguar*, *Babatou*, *les trois conseils*, etc. Son œuvre, plusieurs fois récompensée à Venise, Cannes et Berlin, se compose de documentaires ethnographiques, sociologiques, et de fictions. À Paris, le cinéaste est proche de la Nouvelle Vague, que son écriture cinématographique aura sans doute influencée. On lui doit notamment *Chronique d'un été* (1961) ; *Les Veuves de quinze ans*, sketch de *La Fleur de l'âge* sur la génération yé-yé (1964) ; et *Gare du Nord* dernier court métrage de *Paris vu par* (1965).

Sa vraie famille, c'est cependant avec Damouré, Lam et Tallou qu'il la forme. Ensemble, ils ont constitué un personnage multiple et insécable : « Da-la-rou-ta³ ». Damouré Zika (né en 1928), infirmier, connaissait Rouch depuis 1941 ; Lam Ibrahim Dia (né en 1926), agriculteur, depuis 1947 ; et Tallou Mouzourane (né en 28), transporteur, depuis 1951. Ensemble, ils joueront dans *Jaguar* (1967), *Petit à petit* (1970), *Cocorico Monsieur Poulet* (1974), *Damouré parle du sida* (1992), *Madame l'eau* (1993), et *Moi fatigué debout, moi couché* (1997). À propos de *Petit à petit*, Rouch va dire : « Ce n'est pas un film africain. C'est un film *rouchien*. C'est-à-dire un film qui n'est ni noir ni blanc. »

Jean Rouch était directeur de recherche honoraire au CNRS et secrétaire général du Comité du film ethnographique.

Silicon Valley aux Mille Collines

Sous la présidence de Paul Kagame, le PIB du Rwanda a augmenté, en moyenne, d'un peu plus de 8 % par an depuis 2001. Peut-on parler de « miracle rwandais » ? On ne s'intéresse peut-être pas suffisamment à ce qu'est devenu le pays des Mille Collines vingt ans après le génocide (*voir* : [Génocide](#)).

La Banque mondiale considère que le Rwanda est, juste derrière l'île Maurice, le pays africain offrant le terrain le plus accueillant pour les affaires ; pour Transparency International, il s'agit du pays le moins corrompu de la région. Selon l'ONG « ONE », cofondée par le chanteur Bono, le Rwanda est, avec le Mali, le pays qui s'approche au plus près des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU : amélioration du système éducatif, réduction de la pauvreté ou encore développement d'un système de santé efficace... L'Organisation mondiale de la santé (OMS) confirme que, sur le continent africain, le Rwanda est le pays qui consacre proportionnellement le plus important budget à son système de santé. En termes d'égalité des sexes, avec 64 % de femmes au Parlement, le Rwanda détient évidemment un record du monde.

Kagame aime se faire appeler « le président numérique » : le projet visant à transformer le Rwanda en société à revenu intermédiaire grâce à une économie fondée sur les Techniques de l'information et de la communication (TIC) avance d'un bon pas. Les Rwandais ne peuvent-ils pas compter sur un accès massif aux téléphones portables – 60 % des habitants en étant dotés ? Ils jouissent aussi d'un accès convenable à l'Internet, surtout en comparaison d'autres pays africains. Les autorités ont mis en place plusieurs spots wifi dans la capitale Kigali ; un contrat avec l'opérateur coréen KT Corporation devant permettre à 95 % de la population d'être couverte par la 4G dans les trois ans à venir.

Enfin, l'opérateur de cartes bancaires VISA prépare le déploiement d'un nouveau système de paiement par mobile, censé remplacer l'argent liquide, afin de mieux desservir les habitants des zones rurales.

Triomphe du modèle économique libéral sous l'équateur ? La médaille a son revers. Le Rwanda est le pays qui affiche le taux d'inégalités le plus élevé de la région : 10 % des plus riches disposent,

selon le rapport 2011 de la Society for International Development, d'un revenu trois fois supérieur aux gains cumulés des 40 % d'habitants les plus pauvres.

Ses adversaires reprochent à Kagame de gouverner en autocrate. Élections d'où les partis d'opposition sont absents ; liberté de la presse bridée de peur de voir attisée à nouveau la flamme génocidaire...

Élu en 2003 et réélu en 2010 avec plus de 90 % des voix chaque fois, Kagame apparaît en position de force politique ; mais son gouvernement compte toujours sur les aides extérieures pour boucler 40 % du budget annuel rwandais.

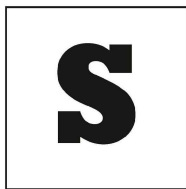
Les États-Unis se sont déclarés « profondément déçus » par la décision de Paul Kagame de briguer un troisième mandat en 2017⁴. Le président sortant sera en effet éligible pour ce septennat dit *transitoire* ; et aussi, le cas échéant, pour les deux quinquennats suivants prévus dans la réforme constitutionnelle.

1. Précédemment Audiovisuel extérieur de la France.

2. Au début, les musulmans suivent le rituel judaïque qui comporte le jeûne de Yom Kippour ; le Yom Kippour moderne dure vingt-cinq heures.

3. Dalarouta : Damouré, Lam, Rouch, Tallou, souvent accompagnés de l'ingénieur du son Moussa Hamidou.

4. Mais avec Donald Trump, la position de Washington peut évoluer...



Sadate (Anouar el-)

Le pâle successeur du Raïs

Nasser était malade, mais personne ne s'attendait à ce qu'il meure à cinquante-deux ans. Personne ne s'attendait non plus à ce que Sadate lui succède. Nasser l'avait nommé vice-président de la République, sans que l'on sût pourquoi lui, alors qu'il était plutôt conservateur et qu'il ne partageait pas les idées socialistes de Nasser. Le peuple égyptien n'a pas tardé à sortir à ce propos l'anecdote (*nokta*) suivante : Sadate, ayant hérité de la voiture de Nasser et de son chauffeur, se retrouve à un carrefour. Le chauffeur lui demande dans quelle direction il souhaite aller. Sadate veut alors savoir ce que Nasser faisait à ce carrefour. Le chauffeur lui répond :

— Il prenait à gauche...

Sadate réfléchit un moment, puis ordonne au chauffeur :

— Clignote à gauche, et tourne à droite.

Sa méthode de travail a été résumée dans un commentaire qu'il a fait à un journaliste proche de lui.

— Je sais pourquoi Nasser est mort aussi jeune. Il lisait tous les journaux. Il écoutait toutes les stations des radios. Il regardait toutes les chaînes de télévision. Il lisait tous les rapports qu'on lui présentait. Moi, je ne lis pas les journaux. Je n'écoute pas les radios. Je ne regarde pas la télévision et quand on me présente un rapport, je dis : résumez-le-moi.



Avec Sadate, les orientations politique et économique ont changé. Il a abandonné l'amitié soviétique pour l'amitié américaine. Il a ouvert les portes de l'Égypte aux Saoudiens et aux gens du Golfe. Il a privatisé une grande partie des entreprises qui étaient propriété de l'État. Mais mis à part quelques changements cosmétiques, il a gardé le régime autocratique mis en place par son prédécesseur.

Une troisième blague, racontée comme un fait véritable, résume bien la manière de pensée de Sadate. Il discutait un jour des problèmes de la société égyptienne avec l'un de ses conseillers. Celui-ci a soudain évoqué la lutte des classes. Sadate l'a coupé :

— La lutte de classes, je l'ai abolie.

Le peuple égyptien ne semble pas garder de Sadate un bon souvenir. Les peuples arabes non plus. Pour une raison simple. Celle-là même qui le rend sympathique aux yeux des Occidentaux qui retiennent en sa faveur les accords de paix de Camp David entre Israël et l'Égypte en 1978. Il a été le premier chef d'État arabe à reconnaître l'État d'Israël. Il reste le seul, d'ailleurs, avec le roi de Jordanie. Cet acte a causé l'expulsion de l'Égypte de la Ligue arabe pendant plusieurs années.

Sadate a été assassiné le 6 octobre 1981 par un commando d'islamistes radicaux. La raison de cet assassinat n'a pas été pleinement éclaircie. Était-ce la corruption qui accompagnait la politique d'ouverture économique que Sadate avait pratiquée ? Ou la reconnaissance de l'État d'Israël, considérée comme une trahison de la cause palestinienne et des peuples arabes ? Ou les deux à la fois ?

Une zone de non-droit

Espace de transition entre désert saharien au nord et zone soudanaise au sud, le Sahel (*es-Sahel* en arabe, littéralement le « rivage » ou la « bordure ») se présente sous la forme d'une bande d'environ 5 500 kilomètres de longueur sur 400 à 500 kilomètres de largeur, allant de l'embouchure du fleuve Sénégal jusqu'au Haut-Nil.

La région ne coïncide pas avec des frontières internationales précises¹.

La zone sahélo-saharienne est la région par excellence du nomadisme et du pastoralisme transhumant ; les Peuls, Dazas, Zaghawas, Bejas, Afars, Somalis, Touaregs, et autres Baggaras la parcourant avec leurs grands troupeaux lors de la transhumance saisonnière.

Au sud, la zone soudano-sahélienne reçoit des pluies régulières estivales permettant aux différentes populations de paysans sédentaires – Wolofs et Sérères au Sénégal ; Malinkés, Bambaras, Songhaïs et dogons au Mali ; Songhaïs, Zarmas et Haoussas au Niger, Haoussas aussi au Nigeria ; Kanuris au Tchad et au Soudan ; Mossis au Burkina Faso – de cultiver le sorgho, le maïs, et le coton.

Des empires et des royaumes puissants (songhaï, kanem-bornou, mossi, bambara...) auront rayonné sur le Sahel. Celui-ci connaîtra, en particulier aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, une intense vie d'échanges économiques et culturels, entre Afrique du Nord et littoral ouest-africain (voir : [Gao](#) ; [Mali](#)).

En ce début de ^{xxi}^e siècle, l'accroissement important de la population va constituer le défi prioritaire, notamment en termes d'autosuffisance alimentaire. Avec des indices de fécondité compris entre 4,1 et 7,6 enfants par femme en moyenne, la population de la région pourrait passer de presque 135 millions de personnes aujourd'hui à 330 millions en 2050 ; le nombre de jeunes en dessous de 20 ans risquant de doubler d'ici là.

Comment ralentir un tel accroissement de la population ? Améliorer l'éducation des femmes a été l'un des facteurs les plus significatifs du déclin de la fécondité... Mais éduquer la majorité des filles au Sahel pourrait prendre du temps.

Dans cet espace au bord de la crise, l'avenir apparaît fortement conditionné par l'évolution climatique. Les climatologues prévoient

que la température du Sahel va augmenter de 3 à 5 °C d'ici 2050. Les pluies vont diminuer, devenir imprévisibles... La production agricole risquant de décliner dans une fourchette allant de 13 % au Burkina Faso à presque 50 % au Soudan.

Bien que les projets de développement s'y soient multipliés (actions des ONG, grands travaux d'irrigation, etc.), la région n'évitera pas d'importants mouvements migratoires.

Différents trafics concourent à faire du Sahel une zone de non-droit. Les narco-trafiquants sud-américains pénètrent par l'Afrique de l'Ouest en empruntant la « Highway 10 » – surnom du 10^e parallèle – pour fournir l'Europe.

L'Amérique du Sud n'est pas la seule région d'où provient la drogue transitant *via* le Sahel ; cocaïne et héroïne en provenance d'Afghanistan passent aussi par cette zone. Les marchandises remontent, ensuite, vers l'Europe, empruntant des itinéraires à travers le Tchad, le Mali, le Niger.

La contrebande de cigarettes est une autre pratique fort ancienne. Son montant est difficilement chiffrable mais se compterait en plusieurs centaines de millions d'euros par an. Les marchés visés par ces trafics sont d'abord ceux du Maghreb, de l'Égypte et du Moyen-Orient, les cigarettes provenant d'usines de contrefaçon – au Nigeria notamment. Cette contrebande très rémunératrice intéresse fortement les groupes terroristes locaux qui ne s'impliquent pas directement mais imposent un « service de protection » aux contrebandiers en contrepartie d'une dîme sur la marchandise.

La bande sahélienne est aussi idéalement placée en ce qui concerne l'immigration clandestine vers l'Europe. En dépit des actions de coopération entreprises avec les gouvernements de la région, le Sahel continue d'être un lieu de passage obligé pour des milliers de migrants, indifférents aux risques encourus.

Vaste zone grise, l'arc sahélien est aussi un lieu idéal pour le trafic d'armes. L'approvisionnement y est rendu facile par les multiples conflits régionaux qui fournissent en armes les trafiquants de la région : pistolets automatiques italiens, kalachnikovs russes ou chinoises, pistolets mitrailleurs israéliens, mitrailleuses lourdes, mortiers, grenades voire canons antiaériens, missiles antichars ou sol-air ! En dépit d'une convention signée en 2006 dans le cadre de la

CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) qui prohibe le transfert de telles marchandises, il est aisé de se procurer au Sahel à peu près tous les armements conventionnels possibles.

Enjeu de nombreuses convoitises, la véritable richesse du Sahel se trouve évidemment dans le sous-sol : l'uranium au Niger est situé au nord, à quelques heures de route en 4 × 4 des théâtres du conflit malien. On compte 13 gisements prouvés, pour 374 000 tonnes. La France est le premier pays à avoir effectué des recherches dans ce domaine, à Arlit d'abord, puis à Imouraren. Le Niger est actuellement au 4^e rang de la production mondiale avec 8 % du total. La production annuelle de Somair et Cominak (filiales d'Areva) est de 4 à 5 mille tonnes. Sans oublier le dernier petit nouveau : une société appartenant aux intérêts chinois, la Somina.

Sapeurs

Les dandys se mettent au rap

Si les rappeurs s'inspirent d'un modèle urbain nord-américain, les sapeurs de Kinshasa, disciples du regretté Papa Wemba, de Emeneya ou de Koffi Olomidé, ont un chic qui n'appartient qu'à eux. Le mouvement de la Sape (Société des ambianceurs et des personnes élégantes) est né à Brazzaville, avant de traverser le fleuve Congo destination Kinshasa durant les années Lumumba. Les sapeurs étaient alors – et restent – des dandys. Le concept initial consistant à défiler avec grandiloquence dans les vêtements, chaussures et accessoires des grands créateurs, vénérés comme des dieux.

Quand on évoque la Société des ambianceurs et des personnes élégantes, on sort les griffes : Vuitton, Yamamoto, Cerruti, Gaultier, Versace... Mais, de plus en plus, certains sapeurs vont promouvoir leur propre ligne, avec des créations écolos toujours aussi délirantes mais adoptant des textures végétales et des teintures pygmées.



Le mouvement de la Sape lui-même va évoluer en faisant des allers-retours de part et d'autre de l'Atlantique. Dans son clip, le sapeur et rappeur Maître Gims, de Sexion d'Assaut, rend hommage à ses origines congolaises et aux adeptes de la sapologie. Après avoir écoulé plus de 830 000 exemplaires de son premier album *Subliminal*, Maître Gims va réitérer la même recette sur le double CD *Mon cœur avait raison*. Défendu par les « hits » « Est-ce que tu m'aimes ? », « Brisé » et « Laissez passer », le projet affiche vite plus de 200 000 ventes au compteur. Les paroles, simples, étaient destinées à faire aussi danser l'hémisphère Nord : « Sapés comme jamais / Sapés comme jamais / Sapés comme jamais / Sapés comme jamais / Loulou et Boutin / Loulou et Boutin / Coco na Chanel / Coco na Chanel ».

Pour sa vidéo, Maître Gims a sorti l'artillerie lourde : chaîne en or, chapeaux à gogo, fourrures, costumes clinquants, canne... Le rappeur-sapeur s'offre même le luxe d'inviter son papa, ou encore le footballeur Rio Mavuba.

Sembène (Ousmane)

Naissance du cinéma national sénégalais

Écrivain et cinéaste sénégalais, connu pour son œuvre engagée, Ousmane Sembène condamne l'oppression sous toutes ses formes.

Embarqué clandestinement pour la France en 1946, il débarque à Marseille, où il sera notamment docker au port de Marseille pendant dix ans. Adhérent à la CGT et au Parti communiste français, il militera contre la guerre en Indochine et pour l'indépendance de l'Algérie.

Dès son premier roman, *Le Docker noir*², Sembène Ousmane peint l'Africain qui souffre de la discrimination raciale en France et en Afrique ; l'ouvrier persécuté par ses employeurs et l'Africain qui exploite son frère de même couleur. Sembène Ousmane se veut constamment du côté des plus faibles, des opprimés, dévoué à la cause du peuple et des ouvriers ; il critique l'attitude des religieux et des bourgeois qui s'allient aux forces d'oppression et les soutiennent dans leur exploitation des masses. Dans une étude consacrée à « l'Africain de Sembène Ousmane », publiée dans la revue *Éthiopiennes*, Muriel Ijère croit pouvoir distinguer trois grands courants d'idées. Son premier roman, *Le Docker noir* (1956), et deux nouvelles de *Voltaïque* (1961) traitent du problème du racisme en France. Dans son chef-d'œuvre *Les Bouts de bois de Dieu* (1960) et dans *L'Harmattan* (1963), il peint les méfaits du colonialisme. Dans deux œuvres plus récentes, *Le Mandat* (1964) et *Xala* (1973), il traite plus particulièrement de l'existence des Africains dans la période post-coloniale.

Dans *Le Mandat* dont le film éponyme sera tiré en 1968, Ousmane entreprend « une étude psychologique profonde d'un homme coincé entre deux mondes ». Il décrit un homme candide qui se laisse duper par un parent, un homme d'affaires. L'auteur sympathise avec cet homme qui, complètement désemparé mais plein de confiance, se fait voler par un de ses semblables. Dieng signe une procuration en faveur de Mbaye, lequel s'approprie son mandat, cadeau d'un neveu travaillant à Paris. Mbaye prétend qu'un voleur lui a dérobé son portefeuille au marché et Dieng ne recevra qu'un sac de riz en guise de consolation. À la fin du livre, l'auteur tire la morale de la fable par la bouche du facteur : « Demain, nous changerons tout cela. » Aboutir à un changement de la société par la révolution. Dans cette courte phrase du facteur, apparaît le Ousmane Sembène engagé.



Les longs-métrages d'Ousmane Sembène – *La Noire de...* (1966), *Le Mandat* (1968), *Emitai* (1971), *Xala* (1974), *Ceddo* (1977), *Camp de Thiaroye* (1987), grand prix du jury à Venise, *Guelwaar* (1992), *Faat Kiné* (2000), *Moolaadé* (2003), applaudi au Festival de Cannes – manifestent la naissance de ce que l'historien Georges Saoul aurait appelé un *cinéma national*.

La Noire de... restera le tout premier long-métrage produit et réalisé en Afrique noire. Le film sera couronné à Paris par le prix Jean-Vigo en 1966.

Sénéfrançais

Il est encore en train de siester

Le *sénéfrançais*, c'est l'adaptation de la langue française à la respiration sénégalaise. On a déjà rencontré le « français du Sénégal » à MBoro sur la Grande-Côte (voir : [Africanismes](#)). Et apprécié l'approche prudente des enseignants du lycée, conscients de la limite des règles écrites face à la pratique de ceux qui donnent une nouvelle jeunesse à notre langue chaque matin.

Voici quelques expressions glanées par Marie Treppe, auteure entre autres du *Passionnant voyage des mots*³, linguiste et sémiologue au laboratoire d'anthropologie urbaine du CNRS à Paris :

« Au lieu d'utiliser une expression entière, observe-t-elle, on va en faire un verbe du 1^{er} groupe, c'est la plus simple des conjugaisons. Au lieu de "faire la sieste" on va dire siester. Au lieu de dire "faire un

cadeau” on va dire cadeauer ou cadonner. »

D'autres termes forment des locutions à rallonge : « Par exemple, on crée une expression un peu longue, un peu compliquée, à partir du français. Quelqu'un qui n'a peur de rien en Afrique, qui est intrépide, on va dire qu'il est un s'en-fout-la-peur. On a donc développé quelque chose au lieu de faire un raccourci. »

Certaines formules viennent des médias. On a vu comment *Hillary* est devenue une femme exemplaire à Abidjan (voir : [Nouchi](#)). Dans la même perspective, *Dallas* est devenu un parangon social : « *Dallasser*, c'est un mot extraordinaire, souligne Marie Treps, parce qu'il reflète la mixité des langues et des cultures. Il vient de *Dallas*, le feuilleton américain qu'on a tous vu, qu'on soit en Afrique ou en France. Le personnage JR est assez prétentieux. Il roule des mécaniques comme on dirait en français. Il roule des épaules. Et dallasser, en Afrique, ça veut dire ça, rouler des mécaniques et donc être prétentieux. »

Senghor (Léopold Sédar)

*Président-poète,
apôtre francophone de la négritude...*

Le 29 décembre 2001, une foule immense accueille à Dakar la dépouille du président-poète, qui vient de s'éteindre à Verson, en Normandie, dans la belle demeure aristocratique de son épouse, Colette Hubert. En plusieurs étapes, ces funérailles le conduiront au cimetière Bel Air auprès de son fils Philippe. Nous sommes dans la cathédrale de Dakar pour la cérémonie religieuse. Senghor était profondément croyant et la puissance même de sa spiritualité catholique lui avait permis d'être proche et ami de toutes les religions du Livre, et d'abord des musulmans, majoritaires au Sénégal. Je me remémore mes rencontres avec Senghor, sa délicatesse, l'ouverture d'esprit, la vivacité et la sérénité qu'il dégageait, et qui se traduisaient, derrière les formes de la courtoisie et de l'attention bienveillante, par un pétilllement intérieur. Lors de l'hommage solennel qui lui fut rendu à Paris un peu plus tard en l'église de Saint-Germain-des-Prés, les mots de Jacques Chirac furent clairs : « Le message de Léopold Sédar

Senghor est d'abord une invitation à ne jamais succomber aux tentations du repli. La France chère à son âme, par-delà les aléas du colonialisme et les horreurs du racisme, la France où reposent d'innombrables combattants sénégalais, morts pour défendre notre liberté, ne peut pas et ne veut pas oublier ce qu'elle doit à l'Afrique. »

Ces funérailles marquaient mon soixante-quinzième voyage à Dakar. J'avais rencontré pour la première fois Senghor, président du Sénégal, sur cette terre, à sa demande, en juin 1969, après les événements qui avaient secoué en 1968 le Quartier latin et l'ensemble des universités françaises et sénégalaises. Ma dernière rencontre eut lieu en octobre 1996 à la mairie de Caen, pour fêter son quatre-vingt-dixième anniversaire. Fatigué, la mémoire un peu imprécise, Senghor avait été ce jour-là comme à l'accoutumée brillant, reprenant au cours du repas ses thèmes favoris : négritude, civilisation de l'universel, détérioration des termes de l'échange, en présence d'Henri Lopes, ancien Premier ministre du Congo, directeur général adjoint de l'UNESCO, ainsi que du poète et ami mauricien Édouard J. Maunick. Il fit cette remarque nostalgique : « Je suis à l'octobre de ma vie. »

Mais les images qui me restent sont celles de nos promenades dans le parc de la présidence à Dakar, où régnaient en majesté de magnifiques paons, oiseaux favoris de Senghor. Je le vis même un jour la main droite bandée pour en avoir approché un qui n'avait pas été affectueux.

Léopold Sédar Senghor est né à Joal, et a grandi à Fimla, près de Djilôr, dans le royaume de Sine, marqué par l'histoire des Sérères, peuple issu de l'ancien royaume du Gabou qui englobait à la fois la Casamance, une partie de la Gambie et de la Guinée-Bissau. Les Sérères sont ceux qui se sont séparés, refusant de subir les lois nouvelles et la religion de l'Almamy du Fouta, converti à l'islam. Il a huit ans lorsque sa formation bascule vers l'Occident, avec son entrée à l'internat des Pères du Saint-Esprit de Ngazobil, où il découvre le wolof, le français et le latin. Mais Senghor porte en lui la fidélité à sa petite enfance, à l'Afrique rurale et aux usages de sa famille. « Nous ne sommes pas des barbares, nous sommes des civilisés d'une autre civilisation », déclarera-t-il simplement, une civilisation « où toute manière est polie, toute parole belle, avec une autre manière de penser le monde et d'être au monde, une certaine façon de manger et

de travailler, de rire et de pleurer, de danser et de chanter, de peindre, de sculpter aussi et surtout de prier... »

C'est sur une tige nourrie de ce terreau que la connaissance du grec et du latin, les études classiques à la Sorbonne, la khâgne du lycée Louis-le-Grand où il rencontre Georges Pompidou, et où tous deux préparent l'École normale supérieure, viennent greffer leurs rameaux. Les différentes strates culturelles qui constituent progressivement la personnalité et l'intelligence de Senghor ne se succèdent pas mais s'associent et ce qu'il s'ingénie à retrouver dans la culture classique, ce sont des outils intellectuels adaptables à l'Afrique, qui rentrent en résonance avec sa culture africaine : « Hugo était le Maître du tam-tam. Sur le rythme binaire du vers classique, le rythme de base, marqué despotiquement par les gros tam-tam au son grave, le coryphée Hugo, son sabar en bandoulière, dont le son porte loin, brodait sa fantaisie ailée à contretemps et en syncope. Hugo Maître du rythme. Je dis Maître de langue et Maître du chant. » Ou encore, à propos de l'actualité africaine de la pensée grecque : « Pour nous, Négro-Africains, la civilisation gréco-latine nous offre cette chance essentielle que les solutions rationnelles qu'elle nous présente sont à notre portée. Et cette autre chance, sous son faciès grec, que le Bien s'ajoute toujours au Beau pour l'accomplir dans l'idéal de l'honnête homme ; du *kalos kagathos*. Comme en Afrique noire. »

C'est cette force double née de la référence africaine et de la culture latine et grecque qui va permettre à Léopold Sédar Senghor, avec Aimé Césaire, Léon-Gontran Damas et quelques autres, de trouver la force de renverser le discours raciste et de prôner la négritude, avec la volonté de « déchirer les rires Banania sur tous les murs de France », et au-delà de la représentation, de prendre une part active et décisive à l'indépendance des colonies françaises en Afrique.

Dans ce *Dictionnaire amoureux de l'Afrique* qui est un livre écrit en français, il n'est pas possible de ne pas rendre hommage au poète Senghor, celui qui a été le pionnier d'une adaptation littéraire de la langue française au vécu et à la sensibilité africaines. La poésie de Senghor est souvent déroutante, parfois obscure d'abord, mais elle est la réalisation de cette double identité française et africaine que tant de nos contemporains vivent encore. « Je ressuscite la théorie des

servantes sur la rosée / et les grandes calebasses de lait, calmes sur le rythme des hanches balancées / je ressuscite la caravane des ânes et dromadaires dans l'odeur du mil et du riz... » Et cette résurrection a lieu « dans la scintillation des glaces, dans le tintement des visages et des cloches d'argent... ». Dans le cadre d'une France que parfois tout oppose à l'Afrique, et qui a tellement à gagner, comme l'Afrique, à s'ouvrir et à échanger.



Car dans la compréhension du monde contemporain, il est indispensable de faire sa part à une autre manière de percevoir la réalité : « La raison-étreinte du Nègre, par-delà le visible, va jusqu'à la sous-réalité de l'objet, pour, au-delà du signe, en saisir le sens. » Il est aussi une connaissance non verbale du réel, qui porte en elle-même sa morale et son histoire, antérieurement et postérieurement à tout signe, dans un rapport direct à ce qui est. L'amour de l'Afrique n'est pas un concept abstrait, c'est aussi une expérience, une dimension du rapport au monde qui nourrit l'ensemble de l'action, guide certains choix, ouvre d'autres priorités.

Senghor a été l'artisan le plus ferme et entêté d'une rencontre effective entre les peuples d'Europe et d'Afrique. Par sa bataille constante, il a imposé la présence de tous ses frères. Et c'était aussi, c'est toujours un acte politique. Dans « Chaka », poème d'*Éthiopiennes* dédié aux martyrs bantous d'Afrique du Sud, il dit le besoin de liberté et d'égalité longtemps refusé : « Je voyais les peuples du Sud comme une fourmilière en silence [...]. Pourrais-je rester sourd à tant de souffrances bafouées [...]. Je dis qu'il n'est pas de paix armée, de paix sous l'oppression. De fraternité sans égalité. J'ai voulu tous les hommes frères. »

Ce n'est pas un hasard si beaucoup d'esprits rationnels resteront bouche bée devant la manière dont le président Senghor quitta volontairement le pouvoir, pour redevenir pleinement poète. Il donnait aussi une leçon, au carrefour des penseurs latins et des sages africains, sur ce qui doit primer parmi les hommes.

Je laisse la conclusion à mon ami René Depestre, le grand écrivain et poète haïtien, qui pour les quatre-vingt-dix ans de Senghor, en octobre 1996, lui adressa de Lézignan-Corbières une magnifique « Parole de Petit-Matin » : « L'année où le président Senghor quitta volontairement la vie publique du Sénégal, en 1980, on épilogua sans fin sur le sens qu'il fallait donner à une conduite d'homme d'État plutôt exceptionnel dans les mœurs du siècle... Cette année-là, Léopold Sédar Senghor avait appuyé sa haute échelle de Président, à la sagesse du poète, qui avait un jour confessé que "la splendeur des hommes est comme un Sahara... un vide immense". »

Simone (Nina)

Ne me quitte pas...

Eunice Kathleen Waymon, pianiste américaine, chanteuse, compositrice et militante, deviendra célèbre dans le monde entier comme *diva* du jazz vocal sous le nom de Nina Simone.

Née en 1933 dans une famille protestante pratiquante, la jeune Eunice est très attirée par la musique classique, mais faute de pouvoir rejoindre la Juilliard School à New York, elle va bientôt s'illustrer dans le jazz, le blues, le classique, la soul, le folk, le R'n'B, le gospel et la pop.

Militant pour les droits civiques aux États-Unis, Nina Simone participe à la marche de Selma à Montgomery en 1965, bien qu'elle n'approuve pas la démarche « non violente » de Martin Luther King.

Nina Simone enregistre plus de cinquante albums au cours de sa carrière, et se produit à plusieurs reprises au Festival de jazz de Montreux. Elle interprétera « Strange Fruit » de Billie Holiday, chanson évoquant le lynchage d'hommes noirs dans le Sud, sur

l'album *Pastel Blues* en 1965 ; elle chantera le poème « Images » de Waring Cuney pour dénoncer l'absence de fierté de la femme afro-américaine...

En 1969, Nina Simone est la star afro-américaine du Festival panafricain d'Alger.

Au début des années 1970, Nina Simone séjourne à la Barbade quelque temps – pour raisons fiscales – et elle va y entretenir une longue liaison avec Errol Barrow, Premier ministre de l'île ; jusqu'au jour où Miriam Makeba, qui est une amie proche, la convainc d'aller en Afrique, au Liberia, où elle est accueillie comme une princesse. Selon *Télérama*, elle oublie la musique et passe du temps avec sa fille Lisa à Monrovia. Nina Simone danse, boit, se laisse aller. Les gens crient, tapent des mains : « J'ai dansé nue pendant au moins deux heures, jamais je ne m'étais autant amusée », peut-on lire dans ses *Mémoires*⁴.

Nina Simone donnera à Paris en 1981-1983 quelques concerts « intimes » dans de petites salles ; sur scène, les soirs où elle accepte de chanter, elle est accompagnée des trois musiciens avec lesquels elle vient d'enregistrer l'un de ses derniers grands albums originaux (Sydney Thiam, percussions africaines, Sylvain Marc, basse, et Paco Séry, batterie).

En 1987, la renaissance du label Verve lui permet d'enregistrer un album en public (*Let It Be Me*) et de revenir sur le devant de la scène. C'est à cette époque que la version originale du titre « My Baby Just Cares for Me » datant de 1958 est utilisée comme bande-son d'une publicité sortie au Grande-Bretagne pour le parfum N° 5 de Chanel. La réédition de ce vieux single arrivé en 5^e position outre-Manche lui offrira une brève et soudaine popularité auprès du public des vidéoclips, dans une animation en noir et blanc avec des personnages de pâte modelée.

En 1992, elle offre une version immortelle du « Ne me quitte pas » de Jacques Brel au Festival international de jazz de Montréal.



En 1998, Nina Simone est l'invitée spéciale de l'anniversaire de Nelson Mandela. Elle reçoit en 2000 le Diamond Award for Excellence in Music de l'association de la musique afro-américaine de Philadelphie. Sa dernière apparition sur scène remonte à août 2000 en France au festival Jazz In Marciac (Gers), où sa fille Lisa Simone se produira à son tour pour un concert-hommage en 2015. J'ai eu l'occasion de rencontrer Nina Simone à plusieurs reprises et d'accompagner la grande star afro-américaine en Côte-d'Ivoire dans les années 2000 pour un concert homérique à Abidjan. Elle était descendue de l'avion en chaise roulante et m'avait avoué sa honte de se produire en mauvais état à son concert. Elle fut, debout, éblouissante et particulièrement émouvante.

Sorciers

100 000 francs CFA d'amende au Cameroun

Chamanes, marabouts, féticheurs, sorciers, *sangomas*, *ngangas* et autres *ndokis*... Le continent africain connaît un large éventail de pratiques magiques et de personnages d'influence. Du village jusque dans les cercles du pouvoir.

Contrairement à une idée répandue à l'époque des indépendances, la sorcellerie n'aura pas disparu avec la généralisation de l'électricité et de l'éducation.

Au pays dogon, chaque soir, le sorcier vient disposer quelques brindilles et des cailloux pour formuler une question ; il place également quelques arachides pour attirer le renard. Le lendemain matin, en fonction des empreintes de pattes laissées sur le sol, le devin

lira l'avenir. Actes de sorcellerie traditionnelle, intemporelle, semblables aux rituels décrits voici soixante-quinze ans par l'ethnologue Marcel Griaule⁵.



Au Cameroun d'aujourd'hui, la sorcellerie est considérée comme un délit (article 251 du code pénal camerounais). Deux autres dispositions dudit code pénal « considèrent que la sorcellerie peut constituer un facteur aggravant d'actions malhonnêtes ». Une personne reconnue coupable de sorcellerie risque une peine d'emprisonnement de 2 à 10 ans et une amende allant de 5 000 à 100 000 francs CFA.

Emmanuel Mounyol à Mboussi explique dans *Sorcellerie en justice au Cameroun*⁶ que le législateur n'a pas défini « la sorcellerie » de façon suffisamment précise, ce qui complique la tâche des juges. Selon le site afrik.com un représentant du ministère camerounais de la Justice affirme qu'il peut y avoir de 10 à 20 procès par mois dans certaines régions : certaines personnes accusées de sorcellerie le sont par vengeance ou par « calomnie » ; il revient alors au juge de distinguer le « vrai » sorcier du « faux » ; le juge se fiant surtout à des témoignages...

En avril 2004, selon l'AFP, une étudiante tue sa mère en voulant lui prélever un litre de sang, à la demande d'un sorcier qu'elle avait consulté afin de réussir un examen échoué à quatre reprises.

Sur les marchés de certaines bourgades du Liberia, comme de tous les pays de cette région, on trouve à côté des plantes médicinales des pattes de chats des morceaux de corne, des serpents séchés, des tarentules, des mygales et des scorpions, de la poudre d'os, des fœtus, des sexes séchés et des viscères humains, vendus pour confectionner

des gris-gris.

La sorcellerie serait-elle une « valeur » africaine ?

Sinon, comment peut-on comprendre la façon dont certains se comportent : le matin à l'église ou à la mosquée et le soir chez le sorcier ou le marabout...

Il est vrai que l'exemple vient de loin. Et de haut.

Du Sénégal à l'Afrique du Sud, point de carrière politique sans « protection » contre les adversaires.

Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, la magie ne s'est même jamais aussi bien portée, tout en s'adaptant au progrès économique et à l'évolution politique.

Au début des années 1990, on a pu voir les « présidents à vie » – Houphouët, Mobutu, Eyadéma, Ahidjo, Bokassa, Sékou Touré – s'entourer de marabouts et de féticheurs, et adhérant à des confréries transformées *ipso facto* en agences d'ascension sociale. L'amalgame sera fréquent entre opposants et « forces obscures ».

Le Kényan Daniel arap Moi, et le Malawite Hastings Kamuzu Banda et même les très progressistes Mathieu Kérékou et Thomas Sankara ne seront pas les derniers à user d'un vocabulaire zoologico-mystique pour dénoncer les « hiboux », les « serpents » et autres « tortues à double carapace ».

Au milieu des années 1990, lors de la fin crépusculaire du maréchal Mobutu, des marabouts loués à prix d'or au Sénégal, en Mauritanie et au Mali vont occuper un étage entier de l'hôtel Intercontinental de Kinshasa pendant que le fondateur du Zaïre mourait du cancer.

De Bamako à Brazzaville, on envoie des sorts et on se les renvoie, on se « blinde » pour s'en protéger, on enterre des animaux vivants, on avale toutes sortes de décoctions, on se fait scarifier, tandis que les journaux à scandale – la presse caniveau – camerounais, gabonais, mais aussi sud-africains, kényans ou nigériens se font une spécialité de dénoncer les crimes rituels.

Le phénomène est à ce point profondément ancré dans les esprits que même les politiciens modernes – ceux qui ne croient pas à la sorcellerie – se doivent de donner le change. Ne serait-ce que pour rassurer leur entourage et leurs partisans.

Lors de son voyage en Angola, en mars 2009, le pape Benoît XVI n'hésitera pas à exhorter les catholiques du pays à renoncer à la

sorcellerie. Il aura du mal à se faire entendre.

Soufisme

Un visage méconnu de l'islam

Le soufisme incarne un visage trop méconnu de l'islam, celui de l'ouverture, du respect et de la fraternité. Il consiste en un enseignement vivant, transmis de maître à disciple, dont l'origine remonte au Prophète et à ses compagnons.

Le soufisme est une voie d'éducation personnelle et de connaissance intérieure, accessible à toute personne en recherche spirituelle, quels que soient sa culture et son milieu social.

Ce qui sépare le soufisme de l'orthodoxie, c'est son aspect ésotérique basé essentiellement sur des interprétations du Coran, contrairement à l'islam sunnite des théologiens, basé sur une application intransigeante des lois. Le soufisme professe une doctrine affirmant que toute réalité comporte un aspect extérieur apparent (exotérique ou *zahir*) et un aspect intérieur caché (ésotérique ou *batin*).

Le soufisme se démarque également de l'islam orthodoxe dans son rapport avec les autres religions. Pour le soufi, les religions du monde sont issues d'une même unité divine, tous les êtres sont des frères, car ils sont essence de Dieu.

Les confréries soufies seront persécutées par le sunnisme qui les juge alliées au chiisme. Aujourd'hui encore, le wahhabisme cherche à diminuer l'influence des confréries soufies dans le monde.

Le soufisme se répandra progressivement dans l'ensemble du monde musulman, à la faveur des guerres d'islamisation. Il se structure à partir du XII^e siècle, sous la forme de confréries (*tarîqa*), systématisant les doctrines et les expériences des premiers « maîtres » (*cheikh*) : Râbi'a, Bistami, puis Ibn 'Arabi (mort en 1240) et surtout Rûmî, fondateur à Konya, en Turquie, de la confrérie des *mevlevi*s (ou derviches tourneurs). Ibn 'Arabi, grande lumière du soufisme, déclare : « Lorsque tu te connais, ton ego illusoire est enlevé et tu n'es pas autre qu'Allah ! » Rûmî parlera de la pluralité des mondes avant les

physiciens du ^{xvi}^e siècle.

Les confréries sont reliées à un couvent (*zawiyya*). Au cours de réunions hebdomadaires, l'initié est invité à suivre la voie du maître qui enseigne ses secrets, souvent consignés dans un traité. Le *dhikr* (récitation des noms de Dieu) et la *samâ* (danse circulaire) sont deux éléments fondamentaux de cette pratique. Les tombeaux des saints de la confrérie sont également vénérés et deviennent lieux de pèlerinage ou de rassemblements festifs (*moussem*).

Élitiste au départ, le soufisme se fait aussi populaire, coloré de traditions différentes selon les régions du monde où il est implanté. Parmi les confréries issues du soufisme : les tidjanes et les mourides, très présents au Sénégal.

De nombreux non initiés au soufisme ont été sensibilisés à cette philosophie par les écrits d'Amadou Hampâté Bâ ou de l'émir Abd el-Kader.

Sow (Ousmane)

L'africaniste indépendant

Ousmane Sow sculpte sans modèle. Il invente sa matière en laissant macérer certains produits parfois durant des années, puis l'applique sur une ossature de fer, de paille et de jute ; il laisse la nature travailler et ouvre la porte à l'imprévu.

C'est ainsi que l'artiste a longtemps transformé son cabinet de kinésithérapeute et ses appartements successifs en ateliers de sculpture, détruisant ou abandonnant derrière lui les œuvres créées.

Né à Dakar en 1935, Ousmane Sow débarque à Paris à l'âge de vingt-deux ans ; il attendra l'âge de cinquante ans avant de pouvoir se consacrer pleinement à l'art.

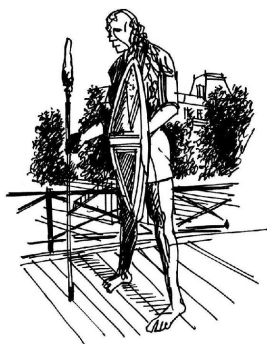
Ousmane Sow sculpte les peuples d'Afrique. Son œuvre s'intéresse à l'homme, à l'Africain, aux ethnies zouloues, masaïes, peules... « Comme mon confrère et compatriote sénégalais Léopold Sédar Senghor, élu à l'Académie française il y a trente ans, je suis un africaniste », déclarera-t-il lors de sa réception l'Académie des beaux-arts en décembre 2013 (voir : [Africanistes](#)).

Révélé en 1987 au Centre culturel français de Dakar, où il présente sa première série sur les lutteurs nouba, l'artiste expose six ans plus tard, en 1993, à la Dokumenta de Kassel en Allemagne, puis, en 1995, au Palazzo Grassi, à l'occasion du centenaire de la Biennale de Venise.

Reconnu comme l'un des créateurs les plus marquants de sa génération, Ousmane Sow expose à New York au Whitney Museum. Mais c'est en 1999 qu'il connaît la consécration, quand plus de trois millions de visiteurs viennent admirer ses guerriers et lutteurs, massifs et magistraux, sur le pont des Arts à Paris.

Il présente notamment entre les deux berges de la Seine sa bataille de Little Big Horn – hommage à la victoire des Sioux sur le général Custer –, pas moins de trente-cinq sculptures, hommes et chevaux faisant partie de cette œuvre. Accueil unanime.

Les sculptures d'Ousmane Sow peuvent atteindre deux mètres de haut. Œuvres gigantesques, œuvres symboliques : *L'Immigré* installé en 2008, en plein cœur de la ville de Genève, œuvre figurative destinée à rendre visibles les invisibles et à leur donner une existence officielle. L'œuvre est réalisée en bronze, et installée rue du Mont-Blanc, à deux pas de la gare de Cornavin.



Ousmane Sow consacrera ses prochaines créations à la constitution d'un musée des grands hommes qui l'ont aidé à ne pas désespérer du genre humain. Il annonce que la série sera intitulée « Merci ». Ont déjà été réalisés, dans la lignée du *Victor Hugo* présenté en 2002, *Charles de Gaulle*, *Nelson Mandela* et *Moctar Sow*, père d'Ousmane Sow. Feront également partie de cette série : *Mohamed Ali*, *Martin Luther King*, *Ghandi*, *Rosa Parks*, *Patrice Lumumba*, et le prophète *Jean-Baptiste*. Pour mener à bien son projet, Ousmane Sow, qui a la volonté de rester un

artiste indépendant, va décider de vendre aux enchères dix œuvres originales chez Christie's. Mais deux pièces seulement trouveront preneur : le *Guerrier debout* (1989) de sa série « Masaï », haut de 2,60 mètres, vendu 121 000 euros ; et le *Couple de lutteurs aux bâtons* de sa série « Nouba », réalisée entre 1984 et 1987, adjugé 73 000 euros.

On comprend la volonté d'Ousmane Sow de demeurer indépendant.

Lorsque l'ancien président sénégalais Abdoulaye Wade veut lui commander le monument de la Renaissance africaine, destiné au quartier dakarois de Ouakam, l'artiste ressent la différence d'inspiration entre un sculpteur et un homme d'État : « Je lui ai dit qu'on devait en faire un monument de cinq mètres et il a répondu que c'était trop petit qu'il voulait que ce soit trente mètres. Je lui ai rétorqué que le sol ne pourrait pas tenir. Je voulais que le monument relie à une ville de la Louisiane, Wade m'a coupé net en disant qu'il fallait qu'on s'occupe des affaires de Dakar. » Il ne donnera pas suite à la demande d'Abdoulaye Wade.

Le grand sculpteur sénégalais, le premier artiste noir à entrer à l'Académie des beaux-arts à Paris, s'est éteint à Dakar le 1^{er} décembre 2016 à quatre-vingt-un ans. Je me souviens avec émotion de notre dernière rencontre à Paris en compagnie d'Abdou Diouf. Abdou et Ousmane, les deux géants sénégalais, l'un de la politique, l'autre de l'art.

Soyinka (Wole)

Connaissez-vous Boky Coq Hardi ?

Premier écrivain africain à avoir reçu un prix Nobel de littérature, Wole Soyinka est né à Abeokuta, dans le pays yoruba, au Nigeria en 1934. Consacré par l'Académie suédoise en 1986, il demeure, à plus de quatre-vingt ans, un maître caricaturiste de la vie politique africaine à travers une œuvre littéraire composée d'une vingtaine de pièces de théâtre, de romans, de mémoires, de recueils d'essais et de discours éparés.

Pour Soyinka, « l'art expose au grand jour, reflète et bien sûr amplifie le bas-ventre décadent et putrescent d'une société qui a perdu sa direction, qui a jeté par-dessus bord tous sens des valeurs et qui se lance à toute allure dans un précipice au rythme que lui permet le dernier boom artificiel ».

L'Opera Wonyosi (1977⁷), dont la traduction vient seulement de paraître en français, s'inscrit dans le répertoire de textes satiriques du dramaturge nigérian, dont les cibles sont le goût pour le luxe et le pouvoir des hommes politiques, symbolisés en l'occurrence par le *wonyosi*, une étoffe d'un prix exorbitant portée comme symbole de réussite par les hommes d'affaires locaux et autres *en-haut-de-en-haut*.

Librement adaptée à la fois de *L'Opéra de quat'sous* de Bertolt Brecht (1928) et de *L'Opéra du gueux* de John Gay (1728), la pièce de Soyinka offre une satire puissante des mœurs d'une bourgeoisie qui a profité de la manne pétrolière pour exploiter et s'enrichir aux dépens de la majorité de la population. Mais cette bourgeoisie n'est pas seulement nigériane. Sous la plume féconde et panafricaine du Nigérian, la décadence de la classe dirigeante de son pays devient une métaphore de la condition africaine. Sur le thème du pouvoir, la pièce dresse un portrait noir de Bokassa (dit Boky Coq Hardi), dont le couronnement a correspondu à la période d'écriture de la pièce.

Concomitance expliquant que l'œuvre soit située en Centrafrique dans le quartier nigérian de Bangui.

Sport

La revanche des coureurs aux pieds nus

« Le sport a le pouvoir de changer le monde, le pouvoir d'inspirer, le pouvoir d'unir les individus comme peu d'autres activités peuvent le faire, disait Nelson Mandela. Il leur parle dans une langue qu'ils comprennent. Le sport peut faire naître l'espoir là où régnait le désespoir. »

À l'époque de la lutte contre l'apartheid, les Africains frappent un grand coup en utilisant l'arme du sport pour combattre le régime de

Pretoria. L'action la plus spectaculaire sera le boycottage des JO de Montréal en 1976...

En dehors de ces circonstances particulières, la visibilité internationale que le sport offre à l'Afrique lui permet surtout de se mettre en valeur lors des compétitions de football et d'athlétisme. C'est un choix par défaut... Faute d'équipements appropriés pour les autres disciplines, le plus souvent. L'Afrique est le terrain de deux compétitions de football de haut niveau, qui ont pris de l'importance grâce à leur diffusion télévisée à destination des diasporas du monde entier : la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) – qui devient un championnat tous les quatre ans – et la Ligue des Champions.

Chez les clubs, les habitués aux titres continentaux sont le Tout Puissant Mazembe (RD Congo) et le al-Haly SC (Égypte), chacun ayant emporté respectivement trois fois le titre continental depuis 2008.

Qui dit haute compétition dit équipements sportifs à la hauteur. C'est en Afrique du Sud que les grands stades sont les plus nombreux, merci le Mondial de football 2010 ! Dans le reste du continent, l'Égypte est bien placée en raison de la politique panafricaine ambitieuse du président Nasser. La seule ville du Caire offre, dans une dizaine de stades, plus de 300 000 places au total. Trois autres capitales – Kinshasa, Casablanca et Alger – disposent d'enceintes de plus de 65 000 places ; Lagos, Luanda, Rabat et Dakar sont dotées de stades proches de 60 000 places, Abidjan, Douala, Yaoundé et Brazzaville ayant des terrains pour 50 000 entrées. La plupart des équipements remontent aux indépendances. La Chine ayant livré récemment six enceintes modernes à Cotonou, Mogadiscio, Ouagadougou, Banjul, Rabat et Dakar.

À Dakar, le vétuste stade Demba-Diop est remplacé par le stade de l'Amitié qui offre 60 000 places dont 12 000 couvertes entre ville et aéroport. La pelouse du terrain de football, dont l'arrosage est automatique, est ceinturée par une piste d'athlétisme de 8 couloirs, et l'ensemble dispose d'un affichage électronique et d'un éclairage assuré par 250 projecteurs. D'autres infrastructures sportives (terrains de handball et de basket, salles d'entraînement) complètent ce complexe de 15 hectares, qui est un des plus modernes d'Afrique de l'Ouest.

Et les JO ?

Après la Coupe du monde 2010, pourquoi pas les Jeux olympiques 2020 ? L'idée sera évoquée par le président sud-africain Jacob Zuma,

dès le lendemain de la finale de la Coupe du monde : le mardi 13 juillet 2010, le Comité olympique sud-africain déclare publiquement sa candidature à l'organisation des Jeux 2020. Puis, Durban va renoncer à être ville organisatrice. *Idem* pour les JO 2024, Nairobi (Kenya) déclarant également forfait...

Faute d'accueillir les compétitions, l'Afrique sera représentée par ses seuls champions.

Mais les JO sont une arène où se forgent les légendes.

En 1960 à Rome, Abebe Bikila fait chuter l'ancien colonisateur italien en devenant le premier athlète de l'Afrique des indépendances, champion olympique, dans le décor des gloires antiques de la Rome impériale.

Bikila remportera également la victoire aux Jeux de Tokyo, quatre années plus tard. Son statut de héros national se mesurant au deuil éprouvé par le pays tout entier quand il décède en 1973, à l'âge de quarante et un ans.

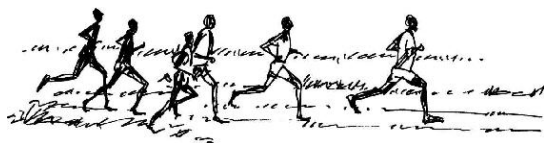
Depuis les indépendances, l'Afrique aura conquis 285 places sur les podiums olympiques, dont 79 médailles d'or. Au palmarès du continent : 86 médailles pour le Kenya dont 24 en or ; 45 pour l'Éthiopie dont 21 en or ; le Maroc a remporté 19 médailles pour l'athlétisme, 3 pour la boxe. Le Nigeria (1996) et le Cameroun (2000) vont obtenir chacun une médaille d'or en football.

Rien évidemment aux JO d'hiver pour le continent...

On va retenir les noms des champions emblématiques : le Kenyan Kipchoge Keino sur 1 500 mètres à Mexico (1968) et sur 3 000 mètres steeple à Munich (1972) ; l'Éthiopien Mirus Yifter, sur 5 000 mètres et 10 000 mètres à Moscou (1980) ; le Marocain Saïd Aouita sur 5 000 mètres à Los Angeles (1984) ; l'Éthiopien Haile Gebreselassie, double médaille d'or sur 10 000 mètres (1996, 2000) ; son compatriote Kenenisa Bekele, médaille d'or sur le 10 000 mètres (2004), puis sur le 5 000 et le 10 000 mètres (2008) ; le demi-fondeur marocain Hicham El Guerrouj sur 1 500 mètres (2004) et 5 000 mètres (2008) ; le Kenyan David Rushida, vainqueur et recordman sur 800 mètres à Londres (2012).

Moins réputés que les Jeux olympiques, les Jeux africains sont disputés à l'échelle du seul continent ; la première édition de cette compétition multisports s'étant tenue en 1965 à Brazzaville (Congo), les 11^e Jeux africains de 2015 seront baptisés Jeux du cinquantenaire.

Au palmarès de cette édition disputée de nouveau à Brazzaville, l'Égypte arrivera largement en tête avec un total de 193 médailles (76 or, 56 argent et 61 bronze), devant l'Afrique du Sud qui totalise 114 médailles (41 or, 39 argent et 34 bronze) et l'Algérie, 118 médailles (40 or, 42 argent et 36 bronze). Avec 21 disciplines en dehors du handisport, les Jeux africains font un peu figure de parents pauvres, n'ayant comme épreuves originales que la pétanque et le rugby à 7⁸.



Comment se fait-il que les pays africains n'aient pas trouvé mieux que la pétanque comme sport national – même si cela réjouit mon ami Michel Montana, animateur du Mondial de la pétanque qui a lieu chaque année en juillet à Marseille. À titre d'exemple, les Jeux du Pacifique comportent 28 disciplines ; les compétitions comportant force athlétique et pirogue à balancier.

M. Simon Taro, représentant de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest), va mettre l'accent, à l'occasion d'une table ronde organisée par l'UNESCO, sur la richesse des États de la région dans le domaine des Jeux sportifs traditionnels (JST), notamment la lutte. Selon M. Taro, l'organisation de manifestations tendant à favoriser l'émergence d'élites nationales dans le domaine des JST africains constitue un objectif culturel et politique majeur. La CEDEAO connaît-elle le « Lamb Ji », comme on appelle la lutte vedette au pays de la « Téranga » ?

Ce sport traditionnel pratiqué individuellement est en train de croître à une vitesse exponentielle.

Statut coranique

Apartheid à la française ?

L'Afrique et la religion musulmane sont devenues les principaux

foyers communautaires dans la France de ce début de millénaire.

Bien avant la loi du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public, un texte de 2004 « encadrant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics » (appelé parfois « loi sur le voile islamique ») aura tenté de fixer dans les textes l'étendue des champs respectifs de la laïcité et de l'expression de l'appartenance à une religion – soit, à tout prendre, à une communauté – dans la société française d'aujourd'hui⁹.

Il suffit de regarder boulevard Barbès à Paris, cours Belsunce à Marseille, ou aux Minguettes près de Lyon, pour constater que ces dispositions ne sont que très imparfaitement appliquées, ou même peu applicables. Et l'on peut s'interroger à partir de là sur l'idée de bannir durablement l'expression de la diversité religieuse, quand ce n'est pas ethnique, dans une société de plus en plus multiculturelle.

Il n'existe sans doute pas de réponse universelle. En Grande-Bretagne ou aux États-Unis, pays démocratiques de culture protestante, on peut voir des policières (un peu) voilées et des taxis sikhs enturbannés, sans que personne en éprouve apparemment la moindre gêne.

Alors, de quoi s'agit-il ? D'une manifestation d'ethnocentrisme de la part d'un pays en plein doute identitaire ?

La III^e République, celle de l'école laïque et obligatoire, avait tenté en son temps de répondre avec beaucoup de pragmatisme – peut-être trop – aux questions de société résultant de la politique coloniale dans laquelle la France était engagée. En Algérie, la République va maintenir l'application d'une loi du Second Empire autorisant les musulmans à demander la citoyenneté française. Mais la naturalisation implique une contrepartie qui nous semblerait évidente aujourd'hui : les musulmans devront renoncer à titre individuel au *statut coranique*, jugé incompatible avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Le statut coranique alors en vigueur permet aux musulmans d'Algérie de faire appel aux arbitrages du juge coutumier, le *cadi*, ainsi que de pratiquer la polygamie, le droit de répudiation, etc.

Les musulmans ayant opté pour le statut coranique vont être soumis à partir de 1881 au régime de l'indigénat, avec l'obligation d'un permis de circulation. Bien que non-citoyens, ils n'en resteront

pas moins assujettis au paiement de l'impôt et au service militaire.

Ce Code de l'indigénat, qui a un petit côté apartheid à la française, sera abrogé en 1946 ; mais certaines dispositions continueront de s'appliquer jusqu'aux indépendances.

Suez (canal de)

La dignité retrouvée des Égyptiens

Les pharaons en avaient, paraît-il, rêvé. Ils voulaient creuser un canal qui reliait la Méditerranée à la mer Rouge. Finalement, ils ne l'ont pas fait. Ils en avaient les moyens, pourtant. Quand on peut construire les pyramides, on peut creuser un canal. Mais les dieux devaient avoir de fortes objections à un tel projet. Ils s'acharnèrent longtemps à le faire échouer, alors même que ceux qui le caressèrent comptèrent parmi les plus grands conquérants que l'Histoire ait connus.

Alexandre le Grand y pensa, quand ses armées occupèrent l'Égypte. Et César après lui. Bien plus tard, à la fin du ^{xvii}^e siècle, le général Bonaparte y repensa. Dans son cas au moins, on sait pourquoi il y a renoncé. Ses ingénieurs ont fait valoir que, le niveau des deux mers n'étant pas le même, le projet risquait de provoquer l'inondation de la région.

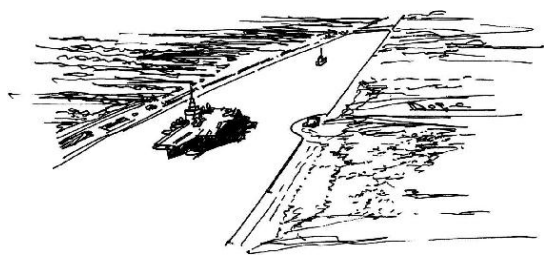
Il fallut attendre le règne du vice-roi d'Égypte, Ismaïl Pasha, au milieu du ^{xix}^e siècle, et sa rencontre avec l'ingénieur français Ferdinand de Lesseps, pour qu'un projet concret prenne forme et qu'il soit mené à terme. Ce qui ne veut pas dire que le peuple d'Égypte l'ait vécu comme un bien...

Le canal a été creusé par des dizaines de milliers de paysans égyptiens, arrachés à leurs familles et leurs villages, travaillant sous le régime de la corvée, décimés par les maladies. La plupart d'entre eux sont morts d'épuisement.

Si encore le canal était après cela devenu propriété égyptienne ! Même pas. Au cours des travaux, le gouvernement égyptien s'était à ce point endetté que le canal, une fois achevé, soumettait l'Égypte pieds et poings liés à la finance européenne. Il fut le prétexte invoqué par le

gouvernement britannique pour occuper le pays en 1882 – et par là même supprimer une révolution nationale qui réclamait une constitution et un système politique représentatif.

C'est au regard de cette longue tragédie que l'on peut comprendre l'immense impact qu'a eue la nationalisation du canal par Nasser en juillet 1956. Elle est apparue à l'Égypte, mais aussi à travers elle à l'ensemble des peuples opprimés, comme un retournement du sort, un moment où l'histoire basculait enfin dans le bon sens.



Supermarchés

Une cible de 300 millions de consommateurs

Le continent africain est plein de promesses pour les grands groupes internationaux de la distribution et des biens de consommation. À l'image du français Carrefour qui s'est allié aux sociétés CFAO et Majid Al Futtaim pour conquérir le marché francophone et anglophone. « Nous voulons répondre à l'essor de la demande africaine de consommation moderne, dit-on chez Carrefour. Celle-ci résulte de l'émergence de la classe moyenne et du retour des diasporas dans leur pays d'origine. » Près de 45 millions de ménages vivent avec plus de 2 000 dollars par an dans les pays visés.

Dans sa conquête de l'Afrique, Carrefour affronte de redoutables concurrents tels que le sud-africain ShopRite, qui étend actuellement sa toile au sud du Sahara, et l'américain Walmart, premier distributeur mondial, qui a acquis 52 % du sud-africain Massmart en juin 2011. Avec 376 magasins dans 12 pays d'Afrique subsaharienne, Massmart est en pleine phase d'expansion.

Dans sa dernière étude sur le sujet, le cabinet Sagaci Research¹⁰ a

recensé 242 centres commerciaux en Afrique (hors Afrique du Sud) pour une surface totale de 4,3 millions de m². Une géographie instructive : 41 % des centres commerciaux sont installés à l'est du continent, 30 % au nord, 12 % à l'ouest, 4 % au centre. Leur taille moyenne est de 32 000 m² en Afrique du Nord, contre 12 000 m² au sud du Sahara. Cent soixante-dix-neuf nouveaux projets sont prévus d'ici 2017.

De fait, la pénétration de la distribution moderne reste encore faible dans la plupart des pays. Mais l'urbanisation et la hausse du pouvoir d'achat poussent à de nouveaux modes de consommation. Selon un rapport récent de McKinsey, les Africains pourraient dépenser près de 1 000 milliards de dollars dans les industries de biens de consommation d'ici 2020, pour une croissance annuelle de 4 à 5 %. Les clignotants sont quasi tous au vert. L'urbanisation est en marche (40 % aujourd'hui), la classe moyenne ne cesse de grossir ; elle est évaluée actuellement à 300 millions de consommateurs. L'argent circule, et le désir de consommation est là, corroboré par un optimisme nouveau : si l'on en croit l'enquête de McKinsey menée auprès de 13 000 Africains dans dix pays, ils seraient 84 % à penser qu'ils seront mieux lotis dans deux ans qu'aujourd'hui : « La croissance économique de l'Afrique s'est accélérée depuis l'an 2000, au point d'être la deuxième région du monde en termes de croissance, après l'Asie et à égalité avec le Moyen-Orient », souligne McKinsey. Tendance particulièrement intéressante suivant les auteurs de l'étude : cette croissance proviendrait davantage de la consommation (45 %) que des matières premières enfouies dans le sol africain (moins d'un tiers).



Swahili

La langue territoriale

Au cours des siècles, le swahili a été pratiqué sous forme de dialectes dans les pays et différentes îles au large des côtes kényanes et tanzaniennes avant de pénétrer le continent, le long des pistes marchandes et esclavagistes.

C'est au ^{xix}^e siècle que la pratique de ces langues va se déplacer vers l'intérieur du continent : au Kenya, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi, dans l'actuelle République démocratique du Congo et le sud de la Centrafrique ; les missionnaires s'en servant pour prêcher. Les autorités coloniales britanniques vont alors chercher à standardiser ces langues à partir de 1930, par l'intermédiaire d'un Comité sur la langue territoriale. La standardisation produira le swahili qui va s'imposer comme langue vernaculaire, puis comme langue nationale au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie.

Le swahili dispose d'une littérature écrite depuis plusieurs siècles (à l'origine en caractères arabes et, depuis la fin du ^{xix}^e siècle, en caractères latins). Il existerait des poèmes rédigés dans l'archipel de Lamu datant probablement du milieu du ^{xvii}^e siècle, mais seules des copies plus tardives auraient survécu.

Plus récemment, certains dialectes se sont métissés à nouveau avec d'autres langues africaines ou européennes. Ainsi, le kiswahili s'est-il constitué en absorbant du vocabulaire anglais et arabe, mais aussi du portugais et un peu d'allemand.

Le swahili est la première langue d'environ 5 millions de locuteurs au Burundi, aux Comores, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda, en Somalie, en Tanzanie. C'est la seconde langue d'environ 30 à 50 millions d'Africains.

1. Le Sahel traverse une dizaine de pays africains, Burkina Faso, Tchad, Érythrée, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Nord-Soudan.

2. *Le Docker noir* et la plupart des ouvrages d'Ousmane Sembène sont publiés chez Présence africaine.

3. *Le Passionnant voyage des mots*, illustré par Moebius, Petit Larousse 2007.

4. L'autobiographie de Nina Simone, *I Put a Spell on You* paraît en 1992 et est rééditée en 2003 chez Da Capo Press.

5. *Masques dogons*, Paris, Institut d'ethnologie, 1938. Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle, 890 p.

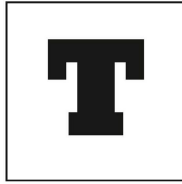
6. Presses de l'UCAC, 2004.

7. *Opera Wonyosi*, Présence africaine, 1977. À l'occasion de la sortie inopinée de ce texte vieux de près de quarante ans, Wole Soyinka invite les auteurs africains à conserver leurs droits d'auteur pour que leurs œuvres soient traduites dans leur langue et dans d'autres langues africaines par les éditeurs du continent.

8. Le rugby à 7 étant admis aux JO à partir de Rio 2016.

9. Question à laquelle le Conseil d'État avait déjà entrepris de répondre à plusieurs reprises dans les années 1990.

10. Société d'analyse et d'études de marché spécialisée sur l'Afrique.



Tassili

Peintures à remonter le temps

Depuis les premières découvertes d'images rupestres au Sahara central au milieu du XIX^e siècle, quantité de chercheurs ont échafaudé les hypothèses les plus diverses concernant leur datation.

Il est exact qu'on ne dispose pas dans le Tassili de datations directes comparables à celles obtenues en Europe pour l'art pariétal ; cependant, des recherches récentes permettent d'estimer que plusieurs écoles artistiques s'étant exprimées dans la région ont été présentes au cours de l'holocène. L'holocène correspondant à l'avènement du mésolithique, du néolithique et des cultures ultérieures. Autant dire : une époque géologique s'étendant sur les 10 000 dernières années. Soit le début de l'expansion de l'espèce humaine.

Désir de brouiller les pistes ou crainte d'être pris en flagrant délit d'incertitude ? Les chercheurs vont utiliser des néologismes à signification variable pour délimiter les époques sur lesquelles ils travaillent. Le plus scientifique étant *cal BC*, locution utilisée en archéologie, en géologie et en climatologie, pour désigner les âges exprimés en nombre d'années comptées vers le passé à partir du 1^{er} janvier 1950 – date fixée arbitrairement comme année de référence et correspondant aux premiers essais de datation par le carbone 14. Le terme d'« ère commune » est également utilisé, mais il s'agit juste d'une expression politiquement correcte dont la pertinence est de ne pas faire référence à l'ère chrétienne.

En 1956, Henri Lhote organise la première expédition destinée à étudier les peintures préhistoriques découvertes dans le Tassili et à procéder au relevé de milliers de fresques produites, qu'il datera aux alentours d'entre – 5 000 et – 2 500 avant notre ère. La forêt de

pierres de Jabbaren, sur le plateau de Tamrit au-dessus de Djanet dans le sud de l'Algérie, abrite un des plus grands musées à ciel ouvert du monde.

Viennent ensuite chronologiquement les productions pastorales : les gravures en style du Mesāk sont datées de – 4 500 à – 4 000 *cal BC*¹, alors que, dans la Tassili n'Ajjer, la floraison des peintures du bovidien se situe elle aussi dans le cinquième millénaire. Le style d'Iheren se manifestant vers 3 000 *cal BC*.

On pense que le style caballin remonte au dernier millénaire avant l'ère commune² ; le camélin venant clore la séquence avec l'arrivée du dromadaire.

Tahrir

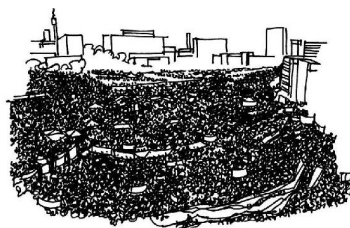
Place de la Liberté au Caire

Immense place, située au cœur de la ville moderne, non loin du Nil et longtemps flanquée de baraquements servant à l'armée d'occupation britannique. Du temps du roi Farouk, on l'appelait place Qasr el-Nil (palais du Nil). Le roi y avait fait édifier un socle très élevé, destiné à porter une imposante statue de lui. Mais la fin de son règne fut si tumultueuse, au cours des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, que la statue ne vit jamais le jour...

Les manifestations qui réclamaient le départ des forces d'occupation étaient incessantes. Les gouvernements se succédaient sans pouvoir ni obtenir l'évacuation, ni calmer la population. La place a été, en janvier 1952, le théâtre de la plus grande manifestation que l'Égypte ait connue jusqu'alors. Deux millions d'Égyptiens, selon les estimations de l'époque, s'étaient regroupés sur la place et dans les rues avoisinantes. Ils exigeaient du gouvernement égyptien qu'il abroge le traité donnant à la Grande-Bretagne le droit de garder des troupes dans certaines régions du pays. Le lendemain de cette manifestation, le gouvernement tombait et, six mois plus tard, Nasser et ses Officiers libres renversaient la monarchie.

C'est alors que la place Qasr el-Nil change de nom et devient place Tahrir (de la Libération). Le fameux socle est resté, mais toujours sans

statue, comme en attente d'une inspiration qui ne venait pas ! Sous le nouveau régime, de plus en plus policier, la place connaîtra beaucoup moins de manifestations. Par contre, elle sera le théâtre de défilés militaires, prétextes à mobiliser la fibre patriotique de la population. Elle ne retrouvera sa vocation historique qu'en janvier 2011. Des centaines, puis des milliers, puis des centaines de milliers de jeunes Égyptiens, encouragés par le succès de la révolution tunisienne, qui venait de provoquer la chute de Ben Ali, réclament celle de Moubarak... et l'obtiennent à leur tour. Leurs mots d'ordre : le pain, la liberté et la justice sociale.



De janvier 2011 à juin 2013, la place va devenir le lieu symbolique d'une confrontation massive entre plusieurs millions d'Égyptiens ayant retrouvé leur liberté de parole et un régime qui change plusieurs fois de tête, mais sans changer de nature. Après quoi, la répression et la lassitude aidant, la place se résigne à confier son sort au maréchal Sissi. Pour ce qui n'est sans doute qu'un contrat de durée déterminée.

Taxi-brousse

UberPop n'a rien inventé

Bien avant UberPop et le covoiturage, le taxi-brousse est un taxi collectif interurbain qui sillonne les routes d'Afrique. Selon les véhicules, six à quinze passagers peuvent y prendre place (quelquefois plus !) ; le taxi ne partira que lorsque toutes les places auront été vendues. Ce mode de transport existe aussi au Maghreb où on l'appelle *louage*.



Taxi Brousse est également le titre d'une série télévisée coproduite par le Burkina Faso et le Bénin : la série mélange fictions et reportages. Les épisodes mettent en scène le chauffeur Koffi et son ami le féticheur Baba Woulou. Par l'entremise des passagers de son taxi, Koffi est entraîné dans des aventures qui permettent d'aborder certains problèmes auxquels est confrontée la société africaine d'aujourd'hui : les conflits ethniques, la collusion entre associations de femmes et partis politiques, l'excision, le mariage imposé, les exactions de certains promoteurs immobiliers, les obstacles à la scolarisation des filles, la consommation d'amphétamines... Une déclinaison spéciale de la série couvrant cinq épisodes, intitulée *Ayaba*, conte les péripéties d'un Français en République centrafricaine, à la recherche d'un ami opposant politique mystérieusement disparu. Cette série a été distinguée au FIPA (Festival international des Programmes audiovisuels de Biarritz), à Vues d'Afrique (Montréal), et au Festival Tous Écrans (Genève).

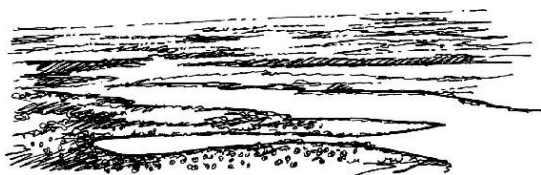
Tchad

Le cœur mort de l'Afrique

Certains surnomment le Tchad « le cœur mort de l'Afrique » en raison de son enclavement au centre du continent et de son climat particulièrement désertique. Le lac Tchad, qui donne son nom au pays, est son principal plan d'eau ; le point culminant étant l'Emi Koussi, dans le massif du Tibesti.

Différents États et empires se sont succédé dans ce pays qui contrôle le commerce transsaharien. La France incorporera le Tchad à l'Afrique-Équatoriale française en 1920. Après l'indépendance en 1960, le pays conservera néanmoins une relation privilégiée avec l'ancien colonisateur qui interviendra militairement à plusieurs reprises. Le pays, situé au cœur de la zone d'instabilité sahélo-saharienne, est le théâtre de troubles quasi permanents, notamment en raison de la présence de Boko Haram dans des régions situées à l'ouest du lac Tchad et au conflit du Darfour à l'est. Le Tchad a été dirigé successivement par des chefs de guerre tels qu'Hissène Habré et Goukouni Oueddei. L'actuel chef de l'État Idriss Déby Itno, élu président de la République en 1991, est devenu président de l'Union africaine en janvier 2016.

Au nord, le Tchad s'étend sur le Sahara méridional, partiellement montagneux et volcanique (Tibesti), peu peuplé. Au sud vivent les Soudanais (saras, massas, mundangs, toupouris), paysans et sédentaires, animistes ou christianisés ; au nord sont les islamisés (kotokos, ouaddaïens, kanembous) et les Arabes, très dispersés... plus de la moitié des Tchadiens habitant les vallées du Chari et du Logone.



La pêche sur le lac Tchad et sur le fleuve Chari est active et fournit un apport essentiel, malgré l'assèchement progressif des berges (voir : [Climat](#)). La zone sahélienne concentre une part importante des troupeaux de bovins et d'ovins-caprins, que le climat oblige à une transhumance saisonnière. Les principales cultures étant le mil, l'arachide et le coton.

Toutes ces productions font l'objet d'échanges transfrontaliers informels avec la République centrafricaine, le Cameroun et surtout le Nigeria, en contrepartie de produits pétroliers et manufacturés.

Depuis des temps immémoriaux, le Tchad exploite le natron (carbonate de sodium) du lac, indispensable aux besoins en sel des

troupeaux d'une vaste région qui dépasse largement les frontières du pays. Le Tchad dispose également de gisements d'uranium dans le Nord, actuellement inexploités. Le secteur industriel, très modeste (alimentation, traitement du coton), est en grande partie désorganisé. La guerre, l'enclavement et l'insuffisance des moyens de transport intérieurs (le pays n'a pas de chemins de fer), la sécheresse des années 1970-1980 expliquent la stagnation économique du pays, tributaire de l'aide internationale. Cependant, l'exploitation depuis 2003 du gisement pétrolier de Doba (trois cents puits) dans le sud du pays garantit des ressources à l'horizon 2040.

Transporté par l'oléoduc de Kribi jusqu'au littoral camerounais, le pétrole est estimé à 250 000 barils par jour.

Téléphone (portable)

Connaissez-vous le Steve Jobs congolais ?

Dans l'Afrique contemporaine, le numérique est au cœur du changement.

Une récente étude du cabinet d'analyse financière Deloitte Afrique francophone met le projecteur sur l'augmentation fulgurante du nombre de smartphones en Afrique : d'ici 2017, le nombre de ces appareils devrait doubler et passer à 350 millions d'exemplaires... « Le marché est stimulé par une forte croissance des économies africaines et catalysé par l'arrivée des smartphones *low cost* (bas prix) qui démocratisent l'accès au numérique », expliquent les auteurs de l'étude. La réduction des coûts de connexion entrouvre pour l'Afrique la perspective de se connecter de plus en plus à l'Internet, à l'aide d'un smartphone 3G ou 4G.



L'offre « data » – comprendre par là les données numériques – s'annonce comme l'enjeu majeur de la rude bataille entre opérateurs qui se prépare. Après les pionniers du continent (Afrique du Sud, Angola, Namibie et Nigeria), de nouveaux pays comme la Tanzanie, le Kenya et le Ghana bénéficient aujourd'hui d'une couverture 4G efficace. En Afrique francophone, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal vont suivre.

Nouveau terrain de bataille des opérateurs, la 4G représente un bond en avant significatif, puisqu'elle permet un débit 50 à 500 fois plus rapide que la 3G. En pratique, la 4G en est encore à ses balbutiements en Afrique subsaharienne. Selon le rapport 2014 du GSMA (Groupe Spéciale Mobile Association), la proportion de connexions avec le réseau 4G devrait passer de près de 0 % en 2013 à 4 % en 2020 sur le continent. La bataille marketing est une étape stratégique pour le lancement d'un service que l'Africain moyen pourra utiliser à plus ou moins brève échéance.

L'Afrique est d'ores et déjà pionnière dans le domaine du paiement *sans contact* avec 52 % des transactions mondiales effectuées *via* téléphone portable, selon la même étude du cabinet Deloitte Afrique francophone. Plus de la moitié des utilisateurs d'appareils cellulaires utilisent ce moyen de paiement au Kenya et en Tanzanie ; ils sont plus d'un quart en Afrique du Sud et au Sénégal. La percée du smartphone va permettre d'accentuer cette tendance. Le paiement mobile constitue une alternative au système bancaire, particulièrement dans les zones dépourvues d'infrastructures. En Tunisie, dès cette année, deux millions de personnes devraient être *bancarisées* grâce au paiement *via* mobile.

La société de téléphonie mobile VMK espère que cette vague va l'aider à envahir les capitales africaines avec son premier smartphone 100 % africain, nommé « Elikia³ » : Elikia est un appareil d'entrée de gamme, vendu 85 000 francs CFA, soit près de 130 euros. Pour ce tarif, Elikia intègre également un appareil photo de 5 mégas pixels, une application de géolocalisation GPS et des connectivités wifi et bluetooth, en plus du support des réseaux mobiles 2G/3G ; enfin, il utilise le système d'exploitation Android Gingerbread (2.3.6).

Selon le jeune entrepreneur Vérone Mankou, surnommé le Steve Jobs congolais, la conception et le développement d'Elikia ont coûté 90 000 euros. Conçu au Congo, le terminal est fabriqué en Chine, pour

des raisons de coût. « En matière de produits technologiques, ce qui donne la nationalité d'un produit c'est le lieu où a été conçu le produit pas le lieu où il a été assemblé ! », souligne le jeune entrepreneur. (Exact, sinon tous les smartphones seraient chinois...)

Vérone Mankou a déjà développé et commercialisé en 2011 la première tablette tactile africaine. Baptisée Way-C, et dotée d'un écran 7 pouces sur Android 2.3, celle-ci est vendue environ 65 000 francs CFA (un peu moins de 100 euros).

Le smartphone pour tous va encore accélérer le marché du *mobile money*, lequel affiche déjà une vitesse de pénétration supérieure à celle des paiements en ligne sur tout le continent. Le cabinet Boston Consulting Group annonce que d'ici à 2019 l'utilisation du *mobile money* va générer un bénéfice autour de 1,5 milliard de dollars, soit 875 milliards de francs CFA... « Sur les dix dernières années, le pourcentage d'adultes utilisant des services bancaires sur mobile atteint 68 % au Kenya, 52 % au Soudan, 50 % au Gabon, plus de 37 % au Congo, 34 % en Somalie, 27 % en Ouganda », soulignent les analystes.

Dans le même registre numérique, treize pays situés sur la côte ouest de l'Afrique vont aussi bénéficier du haut débit à un prix relativement abordable grâce aux câbles sous-marins en fibre optique de l'opérateur Orange reliant depuis 2012 la France au continent *via* Sao Tomé-et-Principe. Un réseau destiné à être étendu à sept autres pays africains, dont le Cameroun et la République démocratique du Congo.

Thiam (Tidjane)

La couleur de l'argent

Credit Suisse, deuxième banque helvétique, a annoncé le remplacement de son directeur général par le Franco-Ivoirien Tidjane Thiam, cinquante-deux ans, précédemment patron de l'assureur britannique Prudential. Cette nomination marque une nouvelle étape dans la rapide ascension de M. Thiam, qui a démarré sa carrière à Paris, après un diplôme de l'X, de l'École des mines et un MBA de

l'Insead, mais a quitté la France faute d'offres assez alléchantes, sans doute à cause de la couleur de sa peau, la diversité étant plus un slogan politique qu'une réalité sociale. En prenant la tête de Prudential en 2009, Tidjane Thiam, né le 29 juillet 1962 à Abidjan, était déjà devenu le premier patron noir d'une entreprise cotée au FTSE 100, l'une des cent valeurs phares du Stock Exchange britannique.

Bien qu'il n'ait jamais travaillé dans une banque, le conseil d'administration de Crédit Suisse affirme que le choix de M. Thiam apportera au groupe bancaire un regard neuf, au moment où le secteur doit se redéfinir face aux exigences des gouvernements, des régulateurs et des clients. À propos de M. Thiam, la banque affirme que « sa large expérience internationale, y compris dans la gestion d'actifs et la gestion de fortune ainsi que dans le développement réussi de nouveaux marchés, constitue un socle solide pour diriger Credit Suisse ».

Tidjane Thiam est membre de l'Africa Progress Panel, une fondation basée à Genève et présidée par Kofi Annan depuis 2008.

Tirailleurs (sénégalais mais pas seulement)

« *Les dogues noirs de l'Empire* »

Appelés à défendre l'Empire colonial français pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale, les tirailleurs venant d'Afrique noire et du Maghreb ne sont sans doute pas suffisamment honorés par le pays dont ils ont porté les couleurs.

Le corps des tirailleurs sénégalais a été créé en 1857 par le gouverneur général de l'Afrique de l'Ouest, le Français Louis Faidherbe ; ces unités de combat indigènes destinées à compléter les effectifs venus de métropole sont alors principalement constituées d'esclaves affranchis. Dès la fin du XIX^e siècle, des membres des classes dirigeantes traditionnelles africaines intègrent le corps des tirailleurs comme sous-officiers ; d'ailleurs, ils sont loin d'être tous sénégalais, les ethnies bambaras et toucouleurs étant largement représentées. À partir de 1905, le corps des tirailleurs devient une force de police efficace, à

la dimension du territoire sous administration française. Nombre d'officiers généraux, tels Joffre, Gallieni ou encore Mangin, qui s'illustreront pendant la Première Guerre mondiale, vont commencer leur carrière aux tirailleurs ; Mangin va d'ailleurs tirer de cette expérience un ouvrage intitulé *La Force Noire*, dans lequel il fait l'apologie des troupes africaines non sans quelques arguments d'inspiration raciste : le général défend entre autres l'idée que les Africains ont un système nerveux moins développé et seraient donc moins sensibles à la douleur.

En 1917, dix-sept bataillons de tirailleurs sont engagés sur la Somme ; 120 000 Africains servent alors dans les forces françaises. Manquant cruellement de réserves, la France entreprend un effort désespéré pour recruter 50 000 hommes supplémentaires.

Le Sénégalais Blaise Diagne, député à l'Assemblée nationale française, voit dans cette situation une opportunité pour les Africains... Devenu en 1917 commissaire général aux troupes noires avec rang de sous-secrétaire d'État aux Colonies⁴, Diagne organise le recrutement militaire en sillonnant l'Afrique de Dakar à Bamako pour convaincre ses « compatriotes » encore soumis au code de l'indigénat de venir se battre en France (voir : [Indigénat](#)) ; il leur promet des médailles militaires, une bonne solde, un certificat de bien manger, un habillement neuf et surtout la reconnaissance de l'égalité civique et l'abolition des discriminations – en échange de l'« impôt du sang »... Les primes de recrutement sont fortement augmentées. Blaise Diagne réussit de la sorte à mobiliser 63 000 soldats en A-OF et 14 000 en A-EF.



Tandis que les Français louent la bravoure des tirailleurs au feu,

les propagandistes allemands les présentent comme des cannibales – et les officiers anglais comme des troupes indisciplinées et peu courageuses. Dans certaines situations, des unités auraient effectivement été prises de panique ; il est également indiscutable que l'on fit combattre ces troupes dans des zones où les troupes métropolitaines refusaient de servir. Ce qui sera à l'origine de certaines mutineries, réprimées dans le sang ; la plupart restant dissimulées au prétexte de ne pas apporter d'arguments à la propagande ennemie.

Au sortir de la guerre de 14-18, quasiment aucun tirailleur sénégalais ne percevra la pension promise. En première ligne des combats pendant les batailles, ils auront été oubliés par les autorités.

Vingt ans après, entre 1939 et 1944, près de 140 000 Africains vont être engagés par la France dans la Seconde Guerre mondiale ; 24 000 seront faits prisonniers ou tués au combat. Les tirailleurs sénégalais constitueront le gros des troupes de la France libre. Ils vont participer à l'épopée de la division Leclerc et à la bataille de Bir Hakeim (voir : [Guerres](#)), à la conquête de l'île d'Elbe en juin 1944 et à la prise de Toulon en août 1944.

Après le débarquement de Provence, les effectifs d'origine subsaharienne vont être délibérément retirés des troupes françaises, suite à un *memo* du chef d'état-major américain, Walter B. Smith, qui réclame une séparation identique à celle pratiquée dans les régiments de GI's, où les Noirs ne combattent pas aux côtés des Blancs.

La propagande allemande de l'époque décrit les tirailleurs comme étant des « barbares » et des « mercenaires » d'Afrique venus combattre sur les fronts européens. Un signe, selon Hitler, de la « pollution et de la *négrification* du pur sang français ».

Cantonnés à Toulon, puis renvoyés dans leurs gourbis, les soldats noirs seront remplacés par des recrues issues de la Résistance. Concernant les tirailleurs nord-africains, la relève ne se fera que partiellement à partir de janvier 1945.

Après-guerre, les tirailleurs sénégalais vont être engagés dans les conflits opposant la France aux mouvements indépendantistes dans ses colonies : Indochine, Algérie, Madagascar... Léopold Sédar Senghor les surnommait les « dogues noirs de l'Empire ».

En août 2004, à l'occasion du soixantième anniversaire du débarquement de Provence, la journée du 23 août est déclarée

Journée du tirailleur sénégalais par le président Abdoulaye Wade (lui-même fils de tirailleur), qui invitera des représentants des autres États d'Afrique d'où étaient originaires les tirailleurs à y participer. Le massacre du camp de Thiaroye sera commémoré à cette occasion⁵. En septembre 2004, le gouvernement sénégalais rendra cette journée commémorative annuelle par décret.

Touaregs

Dans l'immense Sahara...

Les Touaregs, ces hommes bleus du désert, sont-ils les gardiens du royaume disparu de l'Atlantide⁶ auquel rêve Pierre Benoît, lorsqu'il écrit son roman mettant en scène les aventures fantastiques de deux officiers français prisonniers au cœur du Sahara ?

Antinéa, qui règne sur l'Atlantide, est-elle apparentée à la reine Tin Hinan, ancêtre des nobles touaregs du Hoggar ? La tradition orale touarègue décrit ainsi cette reine de légende : « une femme irrésistiblement belle, grande, au visage sans défaut, au teint lumineux, aux yeux immenses et ardents, au nez fin, l'ensemble évoquant à la fois la beauté et l'autorité » ; son nom voulant dire en tamashek « celle qui se déplace », « celle qui vient de loin ».

Traditionnellement, les Touaregs n'ont pas de reine ; ils sont organisés en confédérations (kel-Ahaggar, kel-Ajjer, kel-Aïr, kel-Adagh, kel-Tadamakkat, kel-Azawagh, et Oudalan) sous la direction d'un chef, l'*amenokal*. Ces confédérations sont composées de plusieurs tribus étant elles-mêmes fractionnées en castes : les nobles guerriers (*imajaghen*), les vassaux (*imghad*), les religieux (*ineslimen*) et les esclaves...

Combien les Touaregs sont-ils ? D'où arrivent-ils ? Selon les sources, leur nombre est très variable : de 1 à 3 millions... La majorité d'entre eux (85 %) vit au Mali. Ce qui ne signifie pas grand-chose, puisque les Touaregs sont des nomades du Sahara central. Le nom de leur territoire, nommé *tinariwen* en langue tamashek, signifie « les déserts » : un espace de deux millions et demi de kilomètres carrés, quatre fois plus grand que la France, deux fois et demie plus vaste que

l'Égypte. Des régions de montagnes, de plaines, de plateaux et de vallons : le Hoggar, le Tibesti, l'Adrar, l'Aïr, le Tanezruft, le Tademaït, le Tawat, l'Azawagh, le Tassili n'Ajjer et pour finir le désert oriental... Un territoire sans frontières définies qui s'étend à travers les territoires de cinq États modernes : Algérie, Libye, Mali, Niger et Burkina Faso.

La société touarègue connaît son apogée vers le ^{xiii}^e siècle, à l'époque où les échanges économiques entre le Maghreb au nord du Sahara et les territoires soudanais du sud suivent les deux principales routes transsahariennes ; l'activité caravanière étant principalement contrôlée par les *imajaghen*⁷.

Dans l'histoire touarègue, la colonisation porte un nom : *tiwta*... Le désastre. La pénétration française au Sahara, à la suite de la conquête de l'Algérie de 1830, bouleverse profondément la société touarègue en mettant fin à la traite des esclaves qui alimentait depuis la nuit des temps les échanges transsahariens. La perte du contrôle des routes et la monétisation des échanges faisant le reste... Une insurrection générale des Touaregs contre la colonisation éclate en 1916 ; elle est menée par Kawsen, un noble de la confédération guerrière des Ikazhazen de l'Aïr (massif montagneux au nord du Niger). Kawsen multiplie les stratégies originales de communication et de propagande, pour soulever l'opinion touarègue⁸. Face aux succès et à l'audace de ces combattants, les armées coloniales françaises et britanniques présentes dans la région seront contraintes de renforcer leurs éléments pour chasser les insurgés d'Agadez (1917) et de l'Aïr (1918). Kawsen mènera encore de nombreux combats dans le Tibesti et le Fezzan, mais sera finalement tué par ses anciens alliés turcs.



Certains disent que le Sahara perd une partie de son mystère lorsqu'il devient le décor d'un grand événement télévisé tel que le rallye Paris-Dakar dont les participants, autos, motos, camions, stars et

mécanos, le traverseront dans des tourbillons de sable à partir de 1979⁹. Durant mes années télévision (1983-1994), j'ai suivi de près cet événement audiovisuel et géopolitique formidable, au sens original du terme. Extraordinaire et terrifiant. C'est là que j'ai rencontré Mano Dayak.

Le guide touareg Mano Dayak, né en 1949 dans la vallée de Tidène, au nord d'Agadez, et membre de la tribu des Ifoghas, originaire du Mali voisin, va contribuer à faire connaître la culture et la cause touarègues au-delà du continent. Après avoir fondé la plus importante agence de tourisme d'Agadez, Mano Dayak va participer à l'organisation du rallye Paris-Dakar, aux côtés de Thierry Sabine ; il contribuera aussi à l'organisation du tournage du film *Un thé au Sahara* de Bernardo Bertolucci (1990).

En même temps, en qualité de leader de la CRA (Coordination de la Résistance Armée), il devient l'un des principaux chefs de la rébellion touarègue des années 1990. Le 15 décembre 1995, Mano Dayak doit rencontrer le chef de l'État nigérien afin de discuter d'une paix lorsque son avion, affrété par un chargé de mission du gouvernement français, s'écrase en plein désert... On ne saura jamais s'il s'agit d'un accident ou d'un attentat.

Aujourd'hui, la guerre au Sahara est poursuivie par divers groupes armés, au nom d'Allah ou pour les bénéfices du trafic. Une seule chose est certaine : les 4 × 4 Toyota blanches ont globalement remplacé les caravanes.

Toubab (en verlan : Babtou)

Traduction d'expert

Le romancier André Demaison, lauréat du grand prix du roman de l'Académie française (1929) pour *Le Livre des bêtes qu'on appelle sauvages*, affirme que le mot *toubab* vient du wolof et du mandingue et signifie « homme puissant ».

On peut croire Demaison sur ce point : sa connaissance des langues africaines lui vaudra d'être incorporé comme interprète aux tirailleurs sénégalais, et son unité se retrouvera affectée en 1916 à Verdun.

Pendant l'entre-deux-guerres, Demaison se révélera un écrivain prolifique sur les thèmes des civilisations africaines et des interactions entre l'homme et les animaux sauvages ; il sera l'auteur du *Guide de l'Exposition coloniale* de 1931.

Les différentes déclinaisons de toubab (en malinké *toubabou* ou *toubab*, ou encore en wolof *tubaap*, *tubaab*, mais également *toubabe*, *toubabou*, *tuab*, *tubab*) sont utilisées en Afrique de l'Ouest pour désigner toute personne à peau blanche, à l'exclusion des Arabo-Berbères. Le terme fait généralement référence à des Européens.

En France, la variante en verlan *babtou* est fréquemment utilisée.

Les Africains occidentalisés ou les Noirs déracinés et assimilés sont parfois désignés par l'expression *toubab noir* ; l'expression prenant alors une connotation péjorative. À Madagascar, les toubabs sont appelés *waza*.

Touré (Sékou)

L'homme qui a dit « Non » au Général

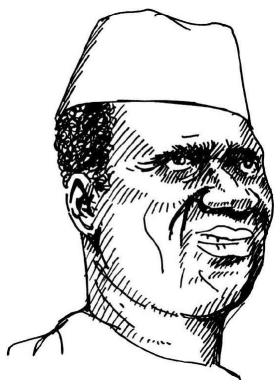
Sékou Touré n'est pas n'importe quel personnage de l'époque des indépendances africaines. C'est l'homme qui a dit « Non » au général de Gaulle, mettant un terme *de facto* à la Communauté française en 1959.

Fondateur du Parti démocratique guinéen, antenne locale du Rassemblement démocratique africain (RDA), parti militant pour la décolonisation de l'Afrique¹⁰, il est élu maire de Conakry et député de la Guinée à l'Assemblée nationale française en 1956.

Lors de la visite en Guinée effectuée le 25 août 1958 par le général de Gaulle venu défendre son accord d'union-partenariat entre la France et ses colonies promises à l'indépendance, la foule se met à huer le futur chef de la V^e République. Cet incident organisé à l'instigation de Sékou Touré lui vaudra une solide rancune du leader français. Les propos de Sékou Touré : « Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage » marquant la rupture.

En 1958, les Guinéens disent « Non » au référendum parrainé par le gouvernement français sur l'union-partenariat avec la France et

choisissent l'indépendance totale, qu'ils obtiennent le 2 octobre 1958. Sékou Touré restera à la tête du pays vingt-six ans, jusqu'en 1984.



Ayant rompu avec la France, le leader guinéen recherchera le soutien des grandes puissances dans un mouvement de va-et-vient un peu déroutant... En 1961, aussitôt après avoir reçu le prix Lénine, il se rapproche des États-Unis, où il soutient la politique de Kennedy en faveur des droits civiques avant de se tourner de nouveau vers le bloc socialiste ; tout en appuyant les leaders révolutionnaires noirs, Malcolm X et Stokely Carmichael... Dans les années 1960, il sera le premier président africain à se rendre en visite officielle en Chine.

Sékou Touré tentera également de mettre en œuvre une politique régionale, en s'appuyant sur le Ghana de Kwame Nkrumah et le Mali de Modibo Keita, avec qui il fonde le Parti révolutionnaire du peuple africain.

Au fil des ans, Sékou Touré va faire régner sur son pays, dont les frontières sont de plus en plus fermées, un régime de terreur dont sera notamment victime la grande figure de l'ancien secrétaire général de l'OUA, Diallo Telli. Selon Amnesty International, quelque 50 000 personnes auraient été assassinées sous le régime Touré, entre 1958 et 1984. Le camp Boiro où 5 000 personnes auraient été exécutées restant le symbole de cette répression violente.

Les relations avec la France resteront complexes. La rupture va durer dix-sept ans : en 1959-1960, les services français menés par Jacques Foccart¹¹ auraient organisé une tentative malheureuse de renversement de Sékou Touré en collaboration avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire ; les années 1970 et l'élection de Georges Pompidou en

France seront synonymes d'apaisement, Valéry Giscard d'Estaing signant la reprise des relations diplomatiques avec, en juillet 1975, la nomination d'un premier ambassadeur français à Conakry. François Mitterrand recevra Sékou Touré à l'Élysée après son élection.

Isolé en Afrique et tenu à l'écart par les anciennes puissances coloniales, Sékou Touré tentera une nouvelle ouverture vers les États-Unis en annonçant une libéralisation économique ; il mourra à Cleveland (Ohio) le 26 mars 1984 lors d'une intervention de chirurgie cardiaque.

Tourisme

Quatre fois plus de visiteurs qu'il y a vingt-cinq ans

Le secteur du tourisme en Afrique est globalement à la hausse. En 2014, avec 65,3 millions de touristes internationaux – soit 200 000 de plus qu'en 2013. Formidable progression à comparer avec les 17,4 millions de touristes internationaux enregistrés un quart de siècle plus tôt sur le continent. Une performance quasiment multipliée par quatre.

Les visiteurs, il est vrai, ont l'embarras du choix.

Monuments historiques : pyramides d'Égypte, églises rupestres d'Éthiopie, prison de Mandela à Robben Island, île de Gorée à Dakar... Peintures rupestres au Tassili algérien et au Tsodilo dans le Botswana. Paysages grandioses : les chutes Victoria, les déserts du Sahara, du Namib, du Kalahari... Mille sites, mille occasions d'attirer des visiteurs du monde entier entre mer, montagnes, plaines, déserts, forêts tropicales, *bush*. Sans oublier un artisanat fabuleux, une faune et une flore exceptionnelles...

Davantage de touristes signifie davantage de rentrées d'argent : en 2014, le continent va engranger 43,6 milliards de dollars de recettes. Selon l'organisme britannique World Travel & Tourism Council (WTTC), le tourisme international aurait ainsi contribué à hauteur de 8,1 % au PIB du continent¹².

Corollaire de ce dynamisme, l'hôtellerie est en pleine expansion.

L'Afrique subsaharienne va profiter davantage de l'expansion des chaînes hôtelières que l'Afrique du Nord. Le Nigeria, pays le plus peuplé du continent, occupant le haut du classement.

Avec 454 000 arrivées internationales de plus qu'en 2013, soulignons que l'Égypte va enregistrer la plus forte progression du continent en 2014, soit plus de 5 % en un an. Forte inversion de tendance après trois années noires : le nombre de visiteurs ayant chuté de 40 % entre 2010 et 2013.

L'Afrique du Sud continue de faire la course en tête, en accueillant 1,44 million de visiteurs en 2015, en dépit des réglementations dissuasives en matière de visa ; les touristes devant dorénavant déposer leur demande en personne aux consulats sud-africains afin que leurs données biométriques puissent être collectées. Le tourisme représente environ 8 % du PIB de l'Afrique du Sud.

Autre vedette en Afrique australe : le Zimbabwe... Selon la Banque africaine de développement, la plupart des visiteurs du pays en 2012 viennent du marché africain : « Le Zimbabwe a reçu un total de 675 721 touristes en provenance d'Afrique, ce qui reflète une augmentation de 19 % par rapport à 2011. »

Le Maroc talonne l'Afrique du Sud pour le rang de première destination touristique : le royaume chérifien devait accueillir près de 11 millions de touristes en 2014, soit 3 millions de plus qu'en 2010, et 236 000 arrivées supplémentaires par rapport à l'année précédente.

À suivre : la Côte-d'Ivoire... Si le pays va enregistrer *seulement* 91 000 arrivées de plus qu'en 2013, ce résultat pour 2014 représente 24 % de hausse sur douze mois ; une croissance à deux chiffres qui souligne le potentiel du tourisme ivoirien.

Les touristes visitant l'Afrique viennent principalement d'Europe et des États-Unis. Les Français aiment se rendre au Maroc, en Tunisie, à Maurice, au Sénégal et à Madagascar. Les Britanniques préférant généralement l'Égypte, l'Afrique du Sud, Maurice et la Gambie...

Les destinations préférées des Américains sont : l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Ghana, le Rwanda, l'Éthiopie et le Zimbabwe.

Mais le terrorisme – attentats et enlèvements – des mouvements fondamentalistes islamistes Al-Qaïda et Boko Haram, freinent le développement du tourisme, notamment en Égypte et dans les pays sahéliens.

Traditions

La place de la femme sur le territoire des âmes

Confrontées à la modernité, les traditions africaines peuvent sembler anachroniques à l'heure du village planétaire.

Sur le continent, particulièrement dans les cultures les plus anciennes, tout a un sens, tout ramène au sacré : du prénom de l'individu au chant de l'oiseau de mauvais augure, en passant par les tourbillons de vent, les danses et les rites initiatiques.

L'Afrique est le territoire des âmes...

Avec la colonisation, les peuples dits *sauvages* ont vu leurs pratiques culturelles et leurs rituels sacrés foulés aux pieds, combattus par les missionnaires... Cependant, les recherches scientifiques d'égyptologues et d'historiens africains tels que Cheick Anta Diop, Joseph Ki-Zerbo ou Théophile Obenga ont pu montrer ce qu'il y a de profondeur, de sagesse, dans l'identité culturelle de l'Afrique.

La tradition africaine pouvant être considérée comme la mère de toutes les traditions.

On relèvera cependant – tout en observant le continent avec un regard dépourvu de préjugé – que la tradition africaine ne réserve pas un traitement équitable aux femmes.

Et, que les africanistes le veuillent ou non, je crois pouvoir affirmer que les femmes du ^{xxi}e siècle vont bousculer cette situation.

De l'Égypte pharaonique à la période des Empires dogons, la *polygamie* est l'apanage des élites africaines. Selon Cheikh Anta Diop, c'est l'islam qui va étendre cette pratique aux masses, en permettant à ses adeptes d'avoir « quatre épouses légales et d'autres prises parmi les esclaves ».

À la période pharaonique¹³, la multiplication des mariages est la traduction des alliances conclues par le roi. L'égyptologue Claire Lalouette¹⁴ essaie tant bien que mal de décrire la descendance de Ramsès II : « On dresse, non sans difficultés, des listes synoptiques de cette abondante progéniture, on discute et, finalement, on se met d'accord pour dénombrer, officiellement, cinquante fils et cinquante-trois filles – c'est-à-dire uniquement ceux qui sont représentés sur les

monuments. »

Au XIX^e siècle, l'Almamy Samory Touré¹⁵, qui combattit la colonisation française autour du Fouta-Djalou, utilisera à son tour la polygamie comme arme politique et il se retrouvera, « au cours de sa longue carrière [avec] un nombre considérable de femmes, dont une quarantaine nous sont connues ». Selon la tradition, Samory aurait eu une centaine de fils et cinquante-trois filles.

Les motifs le plus souvent évoqués en matière de polygamie sont la religion, la tradition et l'agriculture... L'islam tolère la polygamie à condition que l'homme traite toutes les épouses de la même manière. « Dans la tradition africaine, celui qui a plusieurs femmes et enfants doit être respecté », souligne Betty Baba, professeure à l'université d'Ottawa qui fait la remarque suivante : « En Afrique noire, ce sont les enfants qui subviennent aux besoins des parents âgés car la protection sociale n'existe pas. Avoir plusieurs enfants est une garantie de survie. »

Il existe une autre tradition sur le continent ; c'est la pratique du *lévirat*. Certaines ethnies africaines estiment qu'une veuve ne doit pas rester seule. C'est pourquoi elles appliquent le lévirat, une coutume qui veut que la femme endeuillée épouse le petit frère de son mari. Tradition dont le but social serait de plus en plus perverti dans l'Afrique contemporaine par la préoccupation des familles de récupérer l'héritage du disparu ou la dot versée.

La Tanzanie et le Burkina Faso mettent en place des campagnes pour décourager la pratique du lévirat, mais l'insécurité financière pousse souvent les veuves à accepter ce mariage obligé.

Bien que l'on croie couramment que l'*excision*, cette pratique traditionnelle, est prescrite dans les écritures de l'islam, il n'existe en fait aucun lien historique : le premier cas d'excision génitale féminine ayant été observé sur une momie égyptienne remontant à 200 ans avant l'ère chrétienne.

Quelles sont les origines de cette pratique ? L'excision génitale féminine aurait pour but de préserver la chasteté de la femme, en réduisant ses pulsions sexuelles, voire d'assurer sa virginité au moment du mariage et sa soumission envers son mari par la suite.

La pratique est parfois un marqueur ethnique mais elle s'impose de

façon variable¹⁶ : le taux des excisions serait de 99 % chez les Peuls de Guinée, contre 12 % pour les populations peules résidant au Tchad ; les Peuls du Nigeria étant même le seul grand groupe ethnique du pays à ne pas les pratiquer.

L'excision appartient à la liste des mutilations sexuelles féminines (MSF) répertoriées par l'Organisation mondiale de la Santé ; elle correspond à l'ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres (avec ou sans ablation des grandes lèvres). Il y a des variantes tout aussi cruelles telles que l'*infibulation*¹⁷. Ces pratiques sont généralement exercées par un membre féminin de la communauté, souvent une sage-femme ou une aînée respectée de la tribu ou de la religion. Les praticiennes sont vénérées pour leur rôle dans cette intervention et très bien rémunérées.

La Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique a émis une résolution sur cette pratique en 1994 stipulant que l'excision génitale féminine est contraire à l'éthique et viole les principes des droits de la personne.

L'Union africaine a adopté un protocole relatif aux droits de la femme dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. L'égalité entre l'homme et la femme y est fortement soulignée, la monogamie encouragée et, sans que le terme soit véritablement écrit, l'excision interdite. De plus, une femme se voit reconnaître le droit d'acquérir des biens propres, les biens communs acquis durant le mariage devant être partagés équitablement. Quarante-trois pays membres de l'Union africaine sur cinquante-trois ont signé ce protocole, et l'ont ratifié (ce qui permet sa mise en œuvre¹⁸).

Néanmoins, les enquêtes démographiques confirment que les mutilations sexuelles féminines continuent d'être observées essentiellement dans 27 pays africains¹⁹.

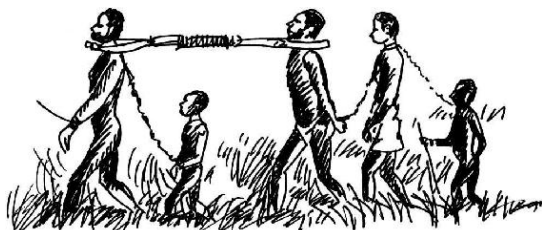
Traite négrière

Le plus vieux commerce du monde ?

Des négriers blancs, essentiellement portugais, français, anglais,

néerlandais, partent des ports de la façade atlantique de l'Europe avec des marchandises manufacturées (armes, munitions, tissus) qui seront échangées sur les côtes africaines contre des captifs fournis par des négriers noirs.

Les navires européens transportent ensuite leur cargaison humaine à travers l'océan, dans un terrible voyage que les historiens ont baptisé la « grande déportation ». Ils sont vendus comme esclaves à des colons aux Antilles, au Brésil, en Amérique du Nord. En moyenne, l'espérance de vie d'un esclave de plantation ne dépasse pas dix ans.



À l'arrivée, la boucle sera bouclée : les marchandises coloniales (sucre, café, cacao, coton, tabac) étant exportées vers l'Europe.

En Afrique de l'Ouest, la Maison des esclaves de l'île de Gorée, lieu emblématique de la mémoire de l'esclavage, est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1978. En 1990, le bâtiment est restauré avec l'aide de cette organisation, ainsi que de nombreux organismes – dont la fondation France Libertés de Danielle Mitterrand. Gorée devient un « centre historique du commerce triangulaire²⁰ ».

Parmi les nombreuses personnalités qui feront la visite de l'île au large de Dakar : le président du Sénégal Abdoulaye Wade, son prédécesseur Abdou Diouf, les présidents Omar Bongo, Houphouët-Boigny, le Brésilien Lula, François Mitterrand, Jimmy Carter, Bill Clinton et George Bush, Nelson Mandela, Jesse Jackson, l'écrivain Breyten Breytenbach, les chanteurs James Brown et Jimmy Cliff, la famille Obama, etc.

Au Bénin, une Porte du Non-Retour est inaugurée en 1995 pour rappeler le caractère majeur du site négrier de Ouidah. Divers autres mémoriaux peuvent être visités sur le continent, aussi bien à Zanzibar, que sur la côte du Ghana, au fort d'Elmina.

Diverses institutions consacrées à l'esclavage et au commerce triangulaire vont ouvrir leurs portes en France : à Bordeaux, à

Fontenay-sous-Bois, à Pointe-à-Pitre... Une Maison de la négritude et des droits de l'homme est ouverte en 1995 à Champagny (Haute-Saône) pour faire vivre le souvenir du cahier de doléances de la première ville ayant réclamé l'abolition de l'esclavage dès 1789. Viendront ensuite un Mémorial de l'abolition de l'esclavage inauguré en 2012 à Nantes ; et enfin le Mémorial ACTe (Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage) inauguré par la ministre française de la Justice Christiane Taubira en Guadeloupe, le 10 mai 2015.

Tunisie

Pour une poignée de dinars

« Nous trouverons un chemin, ou bien nous en créerons un. » Hannibal, le chef carthaginois qui mit un temps Rome à genoux²¹, n'était pas homme à se laisser rebuter par l'adversité, les Alpes, la neige, voire les armées ennemies.

La Tunisie suit les traces d'Hannibal.

À la veille des guerres puniques, Carthage possède un atout stratégique plus durable que la force militaire : une capacité de production agricole supérieure à celle de Rome et de ses alliés réunis.

La position géographique du pays, à l'intersection entre le bassin méditerranéen, l'Europe et l'Afrique, en fait une plaque tournante politique et commerciale : la nation que nous nommons aujourd'hui Tunisie sera la Libye des Phéniciens, l'Africa des Romains, l'Ifriqiya des Arabes, la Régence de Tunis pour les Ottomans...

Tout juste séparée de l'Europe par une distance de 80 milles marins (148 kilomètres) au niveau du canal de Sicile, la Tunisie contemporaine est le plus petit pays du Maghreb, avec une superficie de 164 610 kilomètres carrés.

Mais elle possède l'une des économies les plus dynamiques du continent.

Après avoir progressé à un rythme annuel de 2,1 % (entre 2000 et 2005), l'économie tunisienne aura démontré sa résilience en traversant la « révolution de jasmin » (voir : [Printemps arabes](#)) et en se

remettant pacifiquement des attaques terroristes perpétrées en 2015 par des islamistes au musée du Bardo et dans la station balnéaire de Sousse.

Les principaux biens exportés par la Tunisie sont le textile et le cuir, des produits mécaniques et électriques, et surtout de l'agroalimentaire ; les produits agricoles (en particulier l'huile d'olive) affichent une forte progression, tandis que le coût des importations énergétiques diminue notablement grâce à la baisse des cours du pétrole.

Parmi les causes d'inquiétude qui persistent : le taux de chômage qui s'est aggravé sous l'effet de la crise (14 %), davantage encore chez les jeunes (30 %) ; et le commerce transfrontalier régional, menacé par le chaos libyen qui encourage la contrebande. L'État tunisien perdrait chaque année 2 milliards de dinars²² à cause de l'économie parallèle. Selon l'agence de presse TAP, les secteurs les plus atteints seraient : le tabac, les vêtements, les chaussures, l'électronique, l'électroménager, les fruits frais et les fruits secs...

Quoi qu'il en soit, la Tunisie se rapproche du niveau des pays développés en termes de pouvoir d'achat, avec un PIB annuel par habitant proche de 10 000 dollars, ce qui met Tunis au second rang des pays non pétroliers sur le continent derrière l'Afrique du Sud. On peut également noter de nombreux progrès en matière d'espérance de vie, d'infrastructures de santé et d'éducation.

Habib Bourguiba (*voir [cette entrée](#)*), père de l'indépendance du pays, reste l'incarnation du paradoxe tunisien : un régime démocratique durable, au milieu d'une région secouée par les troubles... Après avoir milité une trentaine d'années pour voir le drapeau rouge orné du croissant et de l'étoile flotter sur les bâtiments officiels de Tunis, Bourguiba gouvernera – à la fois démocratiquement *et* sans partage – au lendemain de l'indépendance (1957-1987). Plusieurs fois arrêté et exilé par les autorités du Protectorat français, il saura être l'homme des choix importants, soutenant les Alliés contre l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, puis négociant avec la IV^e République à l'heure où l'Algérie s'engage dans une guerre qui durera dix-huit ans ; il proclamera enfin la République, dont il va être le premier président, le 25 juillet 1957.

La Tunisie fait alors figure de modèle démocratique dans un tiers-monde non aligné dont les dirigeants de proue sont Nasser, Nkrumah

ou Soekarno.

L'opinion des pays du Nord montera en épingle le pragmatisme de celui qui déclare : « Nous ne saurions oublier que nous sommes des Arabes, que nous sommes enracinés dans la civilisation islamique, pas plus que nous ne pouvons négliger le fait de vivre la seconde moitié du xx^e siècle. Nous tenons à participer à la marche de la civilisation et à prendre place au cœur de notre époque. »

Bien que l'islam reste la religion d'État, le pouvoir des chefs religieux est grandement réduit. Les femmes accèdent à un statut sans précédent dans le monde arabe, dépassant même celui des Françaises de l'époque dans le domaine de l'avortement. La polygamie est interdite, le divorce autorisé...

Défenseur passionné d'une modernité arabe, l'ancien président se distinguera également de ses homologues en politique étrangère. Vingt ans avant le président égyptien Anouar el-Sadate, il préconise la normalisation des rapports avec Israël en proposant la création d'une fédération entre les États arabes et l'État hébreu, suggestion qui lui attirera les foudres des nationalistes de la région. Sous la pression de ses partenaires, Habib Bourguiba finira par condamner à son tour les accords de paix de Camp David en 1978 ; ce qui vaudra à la Tunisie d'accueillir le siège de la Ligue arabe, puis celui de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Autre originalité de l'histoire tunisienne contemporaine : la succession du président Bourguiba – voire aussi celle de son successeur...

Zine el-Abidine Ben Ali, nommé Premier ministre le 2 octobre 1987, prend en main les destinées du pays à l'issue d'un « coup d'État médical », unique dans les annales du monde arabe, en destituant le président Bourguiba, pour « sénilité », certificats médicaux à l'appui. L'ancien ministre de l'Intérieur, un homme à poigne que ses adversaires surnomment goulûment « le commissaire Ben Ali », sera la première victime de la « révolution de jasmin », après vingt-quatre ans passés au pouvoir.

La révolution du 14 janvier 2011 change la donne : la Constitution est suspendue, la Chambre des députés et la Chambre des conseillers sont dissoutes et leurs pouvoirs assumés de fait par une haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution puis, à la suite de l'élection du 23 octobre 2011, par l'Assemblée constituante. Hamadi

Jebali forme alors un gouvernement de coalition dominé par les islamistes d'Ennahda.

Alors que l'opinion internationale commence à s'alarmer de l'évolution du pays, les élections législatives du 26 octobre 2014 voient la coalition anti-islamiste Nidaa Tounes arriver en tête. Beji Caïd Essebsi, dirigeant de ce mouvement, sera ensuite élu avec 55,68 % des voix à l'issue de l'élection présidentielle. Signes inquiétants en 2016, le nombre imposant de jeunes Tunisiens rejoignant Daech en Syrie, et sur le territoire national des attentats islamistes assez fréquents et déstabilisants.

Tutu (Desmond)

Un archevêque contre l'apartheid

Desmond Tutu est l'une des figures de proue de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Premier archevêque anglican noir du Cap et de Johannesburg, le futur lauréat du prix Nobel de la paix 1984 se fait connaître pour ses critiques virulentes du régime sud-africain. Ses conférences et ses écrits font de lui la « voix » des sans-voix : c'est surtout lui que l'on peut entendre alors que Mandela, prisonnier dans l'île de Robben Island, est condamné au silence.

Desmond Tutu affirme alors que son objectif est la construction « d'une société juste et démocratique sans division raciale »... Parmi ses exigences : les mêmes droits civiques pour tous, un système commun d'éducation et la cessation des déportations.

En 1976, Desmond Tutu est au nombre des organisateurs des manifestations de Soweto qui finiront tragiquement. Après l'assassinat de Steve Biko en 1977, c'est lui qui prononce l'oraison funèbre du fondateur du Black Consciousness Movement²³. Il soutiendra ensuite le boycottage international du pays.

Au lendemain des premières élections multiraciales d'Afrique du Sud en 1994, qui font de Nelson Mandela le premier président noir de la « nation arc-en-ciel », Desmond Tutu sera nommé président de la commission Vérité et Réconciliation, laquelle va procéder à trois ans d'enquêtes et des milliers d'auditions ; ces travaux sont aujourd'hui

considérés comme l'une des pierres angulaires de la réconciliation sud-africaine.



Desmond Tutu n'en demeure pas moins un militant de la cause noire, bien au-delà des frontières de l'Afrique du Sud ; c'est ainsi qu'il soutiendra en 2008 le pasteur Jeremiah Wright, figure controversée de la « théologie de la libération » noire, lequel avait lui-même apporté son soutien à Barack Obama pour la présidentielle américaine²⁴. Concernant le pasteur Wright, Desmond Tutu estimera que ce dernier dit sans fioritures « ce que presque n'importe lequel Africain-Américain aurait envie de dire », c'est-à-dire que « la race est un enjeu central », appelant aussi de ses vœux un « forum de réconciliation » aux États-Unis.

Desmond Tutu est président du conseil des Global Eiders – traduire : les « aînés universels » – aux côtés notamment de Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU, de l'ancien président américain Jimmy Carter, de l'ancien ministre chinois Li Zhaoxing, et de l'ex-haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Mary Robinson.

TV5

La francophonie par satellite

Chaîne de télévision francophone suivant la volonté politique de ses fondateurs, TV5 a été créée en 1984 avec la participation des stations nationales de Belgique francophone, de France et de Suisse romande, bientôt élargies au Canada (SRC et Télé-Québec).

Avec le développement de la télévision par satellite, TV5 met le

cap sur l'Afrique à partir de 1991. Un quart de siècle plus tard, près de 12 millions de foyers reçoivent la chaîne dans 48 pays sur le continent. Par satellite, par câble, par Internet, et même par voie hertzienne à Kinshasa et Lumumbashi (RD Congo²⁵)...

TV5 s'enorgueillit d'enregistrer des scores d'audience supérieurs à 80 % en Afrique centrale, sa principale zone de notoriété avec l'Afrique de l'Ouest. La République démocratique du Congo regroupant la majorité des téléspectateurs de TV5 (83,2 % d'audience hebdomadaire), suivie de la Côte-d'Ivoire (53,1 %), du Sénégal (35,7 %) et du Cameroun (23,1 %).

33 % des personnes interrogées désignent TV5 comme la chaîne de référence pour l'actualité africaine²⁶.

La directrice de TV5 Afrique, l'excellente professionnelle Denise Epoté, est une ancienne élève de l'École de journalisme de Yaoundé.

TV5 est aussi la première chaîne internationale au Maghreb.

Les contenus de programmation de TV5 sont généralistes : l'on peut y voir un nombre élevé de journaux télévisés²⁷, des fictions, des films, du sport et même le jeu « Questions pour un champion »...

Mais TV5 articule dorénavant ses programmes autour de deux éditions d'information originales : « 64 Minutes »²⁸, « Le Monde en français », et le « Journal Afrique ».

Grandes éditions internationales en langue française, « 64 Minutes » et « Le Monde en français » mettent l'accent sur l'actualité mondiale, l'actualité francophone, culturelle, politique, économique, sociale, et sociétale, avec deux interviews de personnalités politiques ou culturelles dans chaque édition.

Depuis le 28 octobre 2015, la durée du « Journal Afrique » a été portée à dix-huit minutes. Nouvelle formule enrichie de reportages et de décryptages : « L'Afrique représente une part importante de notre ADN, depuis toujours, explique le rédacteur en chef Matthieu Vendrely, un ancien de RFI, nous allons développer notre réseau de correspondants pour faire l'information et pas seulement la reprendre. »

Le « Journal Afrique » de TV5²⁹ vient de prendre son nouvel essor sans avoir souffert exagérément de la disparition d'AITV, l'agence de coopération naguère mise en œuvre par France Télévisions. Le paysage s'est en effet considérablement élargi, les chaînes africaines se développant ; des agences internationales comme Reuters ou

Associated Press montant en puissance sur le continent, et l'Agence France Presse développant sur place un nouveau fil vidéo.

TV5 a également le projet de lancer « une chaîne pour enfants en Afrique » sur le modèle de sa version américaine « TiVi5 Monde », avec « un objectif davantage pédagogique : faire apprendre le français aux enfants ».

À l'échelle de la planète, TV5 peut être captée par plus de 257 millions de foyers dans quelque 200 pays et territoires, via dix transpondeurs distincts, ce qui en fait le deuxième plus vaste réseau mondial de télévision, derrière MTV.

MTV et TV5 ont pour point commun d'être des antennes thématiques : MTV diffuse vingt-quatre heures de musique par jour, sept jours sur sept ; TV5, vingt-quatre heures de français par jour, sept jours sur sept.

Le format de chacune s'impose comme une évidence.

1. 4 500 *cal BC* correspondant approximativement à 3 000 av. J.-C.

2. 1 000 avant l'ère commune correspondant à – 1 000 av. J.-C., soit, si on a envie de rire, à 2 950 *cal BC*.

3. *Elikia* signifiant « espoir » en lingala. Elikia est commercialisé dans les magasins Airtel Congo et Warid Congo, deux opérateurs locaux. L'Elikia dispose d'un écran tactile de 3,5 pouces offrant une résolution de 320 x 480 pixels, d'une mémoire RAM de 512 Mo et d'une mémoire de stockage de 256 Mo, extensible à 32 Go via une carte.

4. Diagne retrouvera cette fonction en 1931 dans le premier gouvernement Laval.

5. Le massacre de Thiaroye s'est déroulé dans un camp militaire de la périphérie de Dakar au Sénégal le 1^{er} décembre 1944 : des gendarmes français renforcés de troupes coloniales tirent sur des tirailleurs sénégalais, anciens prisonniers de guerre récemment rapatriés, manifestant pour le paiement de leurs indemnités et du pécule promis depuis des mois. Le bilan officiel, rappelé par le président François Hollande à Dakar en 2012, est de 35 morts. Un film, *Le Camp de Thiaroye*, tourné en 1987 par Sembène Ousmane, évoque ce fait tragique (voir : [Sembène](#)).

6. Pierre Benoit, *L'Atlantide*, éditions Albin Michel, 1919 : 1 722 million d'exemplaires vendus dont 991 000 en Livre de poche. *L'Atlantide* inspirera directement six films dont deux chefs-d'œuvre signés Jacques Feyder (1921) et G.W. Pabst (1932), à quoi s'ajoutera un immortel fox-trot des années 1920 que sa partition qualifie d'*arabique* : « Dans l'immense Sahara, il cherche Antinéa. Il croit voir son visage, mais ce n'est qu'un mirage... »

7. Julien Brachet, « Le Négoce caravanier au Sahara central : histoire, évolution des pratiques et enjeux chez les Touaregs kel-Air », paru dans les *Cahiers d'Outre-mer*, revue de géographie de Bordeaux.

8. Les Touaregs sont soutenus par les Ottomans, alliés de l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale.

9. Pendant une trentaine d'années, le rallye de Dakar va relier le continent européen à l'Afrique subsaharienne. À partir de 2009, en raison de l'insécurité dans la zone sahélienne, le rallye se disputera en Amérique du Sud tout en conservant son nom initial rallye de Dakar !

10. Sékou Touré travaille alors étroitement avec celui qui deviendra son grand rival, Félix Houphouët-Boigny, le futur président de Côte-d'Ivoire au sein du RDA.

11. Pierre Messmer, *Les Blancs s'en vont : récits de décolonisation*, Albin Michel, 1998.

12. En 2014, la progression de l'Afrique (+ 4 %) se situe même juste derrière celle de la première destination mondiale qu'est l'Asie du Sud-Est (+ 6 %).

13. Aboubacry Moussa Lam, « La Polygamie : réalité, causes, manifestations et conséquences en Afrique noire depuis l'Égypte ancienne », revue *Ankh*, no16.

14. Claire Lalouette, *Histoire de la civilisation pharaonique*, 3 tomes, réédition Flammarion, 1995.

15. Yves Person, « Samori. Une révolution dyula », Dakar, *Mémoires de l'Institut fondamental d'Afrique noire*, no 80, 1968.

16. Selon les enquêtes démographiques et de santé financées en grande partie par l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) et l'UNICEF.

17. Suture de la majeure partie des grandes ou des petites lèvres de la vulve, ne laissant qu'une petite ouverture pour que l'urine et les menstruations puissent s'écouler.

18. Le Soudan et la Tunisie ne l'ont ni signé ni ratifié.

19. Ainsi qu'au Yémen et en Irak.

20. L'authenticité de cette ancienne demeure *signare* comme lieu mémoriel de l'esclavage peut être discutée : *signare* est un terme d'origine portugaise définissant la maîtresse d'une propriété d'origine métisse.

21. Après trois guerres puniques, qui faillirent voir la prise de Rome, Carthage sera détruite en 146 avant l'ère commune, au terme d'un siège de trois ans.

22. Un peu moins de 500 millions d'euros.

23. « Mouvement de conscience noire ».

24. Sous la pression d'une partie de l'opinion et des médias, Obama finira par rompre ses liens avec Wright mis en cause, pendant la campagne de 2008, pour avoir prononcé des sermons « antiaméricains ».

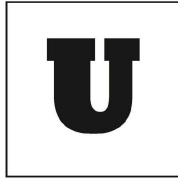
25. En attendant de trouver un jour place sur les émetteurs numériques appropriés à la diffusion TNT.

26. Études TNS Sofres/Africascope menées entre mai et juillet 2015 en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, en République démocratique du Congo et au Cameroun.

27. Une sélection de JT des chaînes partenaires.

28. Le « 64 Minutes » est un journal télévisé grand format, diffusé depuis le 27 octobre 2013, du lundi au dimanche de 18 heures à 19 h 04 (heure de Paris). Selon les régions de réception, cet horaire peut varier.

29. Il est possible de regarder certains programmes de TV5 en direct gratuitement sur Internet. Ainsi le « Journal Afrique » est accessible à l'adresse <http://www.tv5mondeplusafrique.com>



Union africaine

Le « machin » du continent ?

L'Union africaine a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 2002. L'UA compte en 2017 54 membres : tous les pays d'Afrique¹, le Somaliland n'étant reconnu par aucun État tiers.

L'idée fondatrice de l'Union est de privilégier une part d'intégration régionale (à l'instar de l'Union européenne), en lieu et place d'une structure fondamentalement multilatérale d'inspiration onusienne : l'ONU que certains ont pu comparer à un *machin*, selon la formule un peu expéditive du général de Gaulle...

Quinze ans après, où en est-on ?

Au départ, en 2002, la présidence de l'Union africaine est censée être tournante, avec changement de titulaire tous les six mois. Premier désigné : le Sud-Africain Thabo Mbeki, président sortant de l'OUA. Mais la mécanique s'enraye vite, et les dirigeants de l'Union vont bientôt se succéder à un rythme annuel (le Tchadien Idriss Déby remplaçant le Zimbabwéen Robert Mugabe début 2016)... Autant dire qu'en l'absence d'un porte-parole disposant d'une durée suffisante pour être identifiable au-delà des frontières de l'Union, l'Afrique a peut-être effectué le même choix discutable que l'Europe, dont un dirigeant américain affectait d'ignorer le numéro de téléphone.

L'Union africaine se compose de quatre institutions centrales.

Le Parlement panafricain, dont le siège est à Midrand (Afrique du Sud), compte 265 représentants élus au sein des 54 États membres ; une participation de la société civile est envisagée par les statuts.

La conférence des chefs d'État et de gouvernement constitue en pratique l'organe suprême de l'Union ; elle est appelée dans les textes à déléguer à terme certains de ses pouvoirs de décision au Parlement

panafricain.

La Commission africaine est composée de dix commissaires et siège à Addis-Abeba en Éthiopie. Son actuel président, la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma, a fait savoir qu'elle ne solliciterait pas un nouveau mandat.

Le conseil exécutif est composé de ministres désignés par les États membres, pour prendre des décisions dans les domaines du commerce international, de la sécurité sociale, de la nourriture, de l'agriculture et des communications.

S'ajoutent à ces instances divers organes, techniques ou régionaux, trois enceintes juridiques : la Cour africaine de justice, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et une Commission de l'Union africaine pour le droit international, basée à Addis-Abeba ; trois institutions économiques et financières : la Banque centrale africaine siégeant à Abuja (Nigeria), la Banque africaine d'investissement siégeant à Tripoli (Libye), et le Fonds monétaire africain siégeant à Yaoundé (Cameroun), et divers autres organes, notamment le Conseil de paix et de sécurité qui traite des conflits interafricains avec des compétences comparables à celles du Conseil de sécurité de l'ONU.

Cette architecture peut paraître compliquée, et pas toujours efficace, dans la mesure où elle se retrouve elle-même doublée d'une arborescence inter-régionale comprenant l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADEC).

Prenons juste un exemple, celui de la CEDEAO : le secrétariat de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui siège à Abuja, est chargé de la création d'un marché commun sous-régional et d'assurer une fusion des mécanismes de libéralisation du commerce de la CEDEAO et de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA).

Parmi ses perspectives : la création d'une monnaie unique, l'éco, dont le projet est déjà annoncé depuis 2004.

Pour l'heure, la principale visibilité de la CEDEAO sur le terrain

reste sans doute le déploiement de son contingent au Mali... sous couvert de l'Union africaine qui semble plus soucieuse d'aider au règlement des conflits qu'à leur prévention.

1. Le Maroc s'est retiré de l'OUA en 1984 pour protester contre l'admission de la République arabe sahraouie démocratique. Il réintégra l'Union africaine en janvier 2017. Et le 24 février 2017, Mohammed VI, depuis la Guinée, a donné des instructions pour introduire une demande d'adhésion à la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), un ensemble régional groupant quinze pays.



Vaudou

Pas très catholique

Vaudou (que l'on prononce *vodoun*) est l'adaptation d'un mot yoruba signifiant « dieu ». Le vaudou désigne donc l'ensemble des dieux ou des forces invisibles dont les hommes essaient de se concilier la puissance ou la bienveillance. Le vaudou, qui correspond au culte yoruba des Orishas, traversera l'Atlantique avec les esclaves africains dans les cales des navires effectuant la traite négrière (voir : [Animistes](#) ; [Traite négrière](#)).

Le vaudou peut être décrit comme une culture, un héritage, une philosophie, un art, des danses, un langage, un art de la médecine, un style de musique, une justice, un pouvoir, une tradition orale et des rites. Il se caractérise par les rites de possession par les esprits (l'incorporation), les sacrifices d'animaux, la croyance aux zombies (les morts-vivants), ainsi que la pratique de la sorcellerie sur des poupées au moyen d'épingles. Un ensemble de procédures permettant d'entrer en relation avec le monde surnaturel.



À l'origine, la pratique à la fois religieuse et culturelle du vaudou

est secrète, car interdite par les colons, passible de mort ou d'emprisonnement. On verra toutefois le vaudou intégrer au fur et à mesure les rituels et les conceptions catholiques, rendant ainsi sa pratique acceptable. Ainsi naîtra la Santeria, le « vaudou chrétien ».

« La première forme de syncrétisme, ce sont les personnes qui étaient de religion traditionnelle africaine et qui se sont converties au christianisme, explique l'Ivoirien Claude N. Zaho¹. Ces animistes portaient un culte particulier envers leur eau, leur bois, leur statuette, qu'ils vénéraient. En se convertissant au christianisme, ils pensent qu'il est nécessaire de faire les deux. Ils ne souhaitent pas renier la religion traditionnelle et en même temps ils trouvent que la religion catholique est supérieure. »

À vrai dire, la Santeria est un exemple de culte encore plus syncrétique que cela... Dans les temples vaudous, par exemple, lorsque apparaît une divinité, le prêtre la salue avec *Salam, Salam*, puis se met à genoux et lève les bras, ainsi que font les musulmans quand ils prient.

Un rituel pas très catholique, entre nous.

Végétation

Eldorado agroalimentaire sous les baobabs ?

À l'échelle du continent tout reste à faire – ou presque.

Par exemple sur le plan agricole...

Sans doute s'agit-il d'une bénédiction aux yeux de certains écologistes européens. Mais qui peut vraiment bénir la disette sur un continent où sévit la famine ?

Lorsque l'on mesure sa richesse naturelle, l'Afrique ressemble à un continent en jachère. Avec des différences spectaculaires d'une région à l'autre.

Du strict point de vue de la géographie botanique, l'Afrique du Nord et la région du Cap se rattachent l'une et l'autre à la flore méditerranéenne.

Parlons du reste du continent : la répartition des paysages végétaux reflète presque automatiquement le relief de chaque région

géographique et son régime de précipitations.

Hormis les zones méditerranéennes, les botanistes identifient en Afrique six principaux *biomes* (milieux naturels).

1. Les forêts de feuillus se rencontrent dans la région équatoriale : à l'ouest des Grands Lacs, le long du golfe de Guinée et sur la côte de l'océan Indien, du Kenya à l'Afrique du Sud, en passant par Madagascar. Des forêts très denses, recevant plus de 1 500 millimètres de pluies annuelles, et dont les arbres peuvent atteindre des hauteurs de 40 mètres.

2. Les savanes herbacées et arborées se trouvent au sud et au nord du territoire des grandes forêts. Plus on se rapprochera des régions arides, plus on trouvera de baobabs et d'acacias. Dans la région Sahel-Soudan, le teck africain, le cèdre céril ainsi que le sycomore sont les essences le mieux représentées. Les feuilles de l'*Acacia girafae* sont assez haut perchées pour servir de nourriture aux ongulés auxquels elles doivent leur nom. Quelques fougères arborescentes vont atteindre les 9 mètres de hauteur.

3. Les déserts et les steppes arides : l'arbre caractéristique du Sahara est le dattier (*Phoenix dactylifera*). Dans l'hémisphère Nord, les buissons épineux prolifèrent ; au sud de l'équateur (*Kalahari* et *Namib*), on trouve davantage d'arbustes.

4. Les prairies et brousses d'altitude sont caractéristiques du paysage éthiopien, et de quelques régions élevées du Kenya et de Tanzanie ; on en localise aussi dans l'est de l'Afrique du Sud, et la partie ouest de l'Angola.

5. Les savanes inondées se trouvent en particulier dans la boucle du Niger (cercle de *Macina*), ainsi qu'autour du lac Tchad, dans la région du Sud-Soudan, et dans le bassin du Zambèze.

6. Les mangroves sont un milieu arboré, semi-aquatique, qui se rencontre en Afrique de l'Ouest le long des côtes entre Sénégal et Liberia, puis entre Nigeria et Gabon, et à l'embouchure du Congo. Il existe aussi des mangroves en Afrique orientale, du Kenya au Mozambique, ainsi qu'à l'ouest de Madagascar.

La flore d'Afrique est estimée à 62 000 espèces de plantes à fleurs ; la moitié de la production mondiale des roses vient du Kenya, où une culture intensive a été entreprise dès les années 1980.

Gardons-nous malgré tout des rêves fleuris : la biodiversité est un peu limitée en Afrique où l'on ne trouve sans doute pas plus d'un

quart des espèces végétales terrestres.

En revanche, le potentiel agroalimentaire du continent, qui possède près de la moitié des terres fertiles inexploitées de la planète, invite à rêver d'un eldorado agricole.

Oui, le jour où...



L'Afrique qui n'utilise actuellement que 2 % de ses ressources hydriques renouvelables, en utilisera 3 ou 4 %, alors que la moyenne mondiale oscille autour de 5 %.

Les secteurs agroalimentaires et agricoles africains, qui pèsent aujourd'hui 313 milliards de dollars environ, pourraient représenter 1 000 milliards d'ici 2030, selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2013.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a lancé, en 2003, un programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) avec pour objectif « d'éliminer la faim et de réduire la pauvreté grâce à l'agriculture ». En signant le PDDAA, la plupart des dirigeants africains ont accepté d'investir 10 % au moins de leurs budgets dans l'agriculture et d'augmenter la productivité agricole de 6 % au moins.

Avec 197 millions d'hectares en culture sur les 807 millions identifiés comme « disponibles », le potentiel agroalimentaire du continent apparaît énorme².

Mais les Africains récolteront-ils un jour pleinement les fruits de ce développement ?

En 2008, la hausse spectaculaire des prix du pétrole a provoqué une ruée mondiale sur les terres susceptibles d'accueillir colza, palmier à huile, canne à sucre, tournesol : autant de végétaux susceptibles de se transformer en agrocarburant, même s'ils sont

corollairement d'un faible apport alimentaire.

Le continent fait partie des régions de la planète où la terre n'est pas chère : son agriculture a besoin de capitaux pour se moderniser et sa main-d'œuvre est bon marché... Les contrats conclus ces vingt dernières années peuvent aller de la location à la vente, en passant par l'importation de main-d'œuvre, ou la fourniture de semences, pesticides et équipements par certaines multinationales productrices d'OGM.

Les cultures destinées à l'exportation étant particulièrement favorisées.

L'Arabie saoudite et les Émirats sont parmi les plus gros investisseurs sur le continent. Territoires de prédilection : Égypte, Soudan, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Mali et Sénégal... Les États pétroliers n'ont pas le monopole de l'expansion agricole. L'Inde prospecte à son tour en Éthiopie, pays très ouvert aux nouveaux entrants : plus de 800 contrats de location avec des investisseurs étrangers enregistrés depuis 2007.

Et puis les Chinois, évidemment.

Parmi leurs projets : cultiver du riz au Cameroun (10 000 hectares) et au Mozambique. La Chine a fait venir en Ouganda 400 nationaux et ses propres semences, et exploite aujourd'hui un peu plus de 4 000 hectares. Des négociations pour faire venir 10 000 colons chinois en Afrique australe ont été engagées.

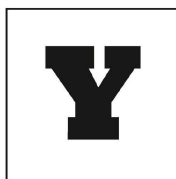
Malgré tout, il faudrait sans doute cesser de se focaliser sur la bêtise du « péril jaune » : selon un rapport publié en avril 2013 par l'observatoire international Land Matrix, les dix plus importants acteurs des acquisitions foncières en Afrique sont (en millions d'hectares) : les Émirats arabes unis (1,9) ; l'Inde (1,8) ; le Royaume-Uni (1,5) ; les États-Unis (1,4) ; l'Afrique du Sud (1,3) ; l'Italie (0,6) ; l'Allemagne (0,5) ; le Soudan (0,5) ; l'Éthiopie (0,4) et le Portugal (0,4).

La Chine n'arrive qu'en dix-neuvième position de ce classement avec 0,16 million d'hectares.

1. Docteur en sciences politiques.

2. À titre de comparaison, la surface agricole utile de la France s'élève à 29 millions d'hectares. Sur l'ensemble de la planète, la surface agricole utile pourrait représenter 5 milliards d'hectares (soit un tiers de la superficie des

terres émergées).

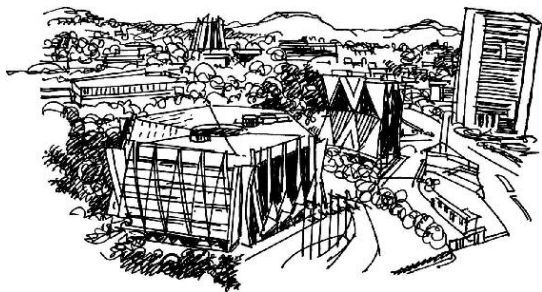


Yaoundé

Babel sous l'équateur

J'ai passé à Yaoundé, de 1970 à 1976, six années passionnantes et improbables à la fois. J'avais défendu l'idée de créer là, au cœur de l'Afrique centrale, dans ce pays carrefour qui part du désert sahélien pour toucher la grande forêt équatoriale, une École supérieure internationale de journalisme en Afrique francophone, pour former la première génération de journalistes africains après les indépendances. Et l'idée ayant prospéré, j'en avais été chargé. Je connaissais déjà l'excellente et toute jeune école sénégalaise, le Centre d'enseignement des sciences et techniques de l'information (CESTI), fondée par le président Senghor, qui m'avait demandé d'en proposer une réforme en 1969.

J'ai donc vécu l'aventure formidable de l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY) placée sous la tutelle de plusieurs États africains : elle réunissait à partir de sa création en 1970 des étudiants en journalisme venus à la fois d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest : République centrafricaine, Gabon, Rwanda, Tchad, Cameroun, Togo. Au programme : la collecte, le traitement et la diffusion des informations. Une ambition : former des journalistes qui ne soient « ni griots serviles, ni détracteurs stériles ».



Entre 1970 et 1981, l'École a formé au total 252 journalistes. En 1981, elle devient l'ESSTI (École supérieure des sciences et techniques de l'ingénieur), elle abandonne son statut interétatique et prend toute sa place dans le système universitaire camerounais, tandis que son exemple est suivi dans de nombreux pays africains où les études en journalisme se sont développées, à la fin du xx^e siècle, le plus souvent dans le cadre universitaire.

Lorsque le travail m'accordait un répit, je me prenais à vivre au rythme de Yaoundé, capitale du Cameroun, ville profuse et multiple, agitée et paisible à la fois. La personnalité singulière de cette ville hors du commun tient à la fois à son site et à son histoire, si étroitement associés.

Rares sont les capitales africaines de pays bordés par l'océan qui sont ainsi situées à l'intérieur des terres : c'est à la colonisation allemande que l'on doit le choix de Yaoundé, après un accord avec un souverain local du nom d'Essono Ela, qui accepta l'installation en 1895 d'un poste militaire germanique. Interrogés par les Allemands sur leur identité, les paysans qui étaient aux champs expliquèrent qu'ils étaient des planteurs d'arachide, « Mia wondo », aussitôt transcrit en « Jaounde », prononcer à l'allemande : Yaoundé. Dix ans plus tard, les troupes alliées entraient au Cameroun et imposèrent le Protectorat français. Les 250 000 habitants qui peuplaient cette métropole en 1970 venaient des quatre coins du Cameroun, pays qui est lui-même un résumé de l'Afrique, un modèle réduit du continent dont il porte toute la diversité. Le petit village ewondo des origines, blotti au sommet d'une colline, a progressivement éclaté, chaque nouveau chef de famille ayant décidé de s'installer sur un coteau différent, laissant un intervalle de buissons, bosquets ou prairies, mais à portée de tam-tam... Ces bourgs éparpillés constituèrent ensuite les

quartiers, souvent populaires, d'une ville disparate. La « pacification » coloniale, qui ne fut pas exempte de violences, encouragea chaque nouvelle vague d'émigrants nationaux à recréer leurs villages abandonnés lors de la répression, autour de la ville européenne délimitée par le quartier administratif à l'ouest, le centre commercial à l'est, la mission catholique au sud et la paroisse protestante au nord. Le quartier résidentiel de Bastos près des pentes du mont Fébé ne verra le jour que bien plus tard.

La solidarité africaine facilitant les choses, les populations du Sud et de l'Est vinrent s'agglomérer à Yaoundé à l'aboutissement des routes qui desservent les différentes régions du Cameroun. Les contingents africains, les auxiliaires de l'administration, les commerçants, tous s'installèrent auprès des populations camerounaises dont ils se sentaient proches : Nigériens, Tchadiens et Sénégalais musulmans chez les Foulbé, Centrafricains, Congolais à proximité des populations issues des royaumes de l'ouest du Cameroun, Gabonais ou Équato-Guinéens dans les quartiers boulous.

Le résultat fut un brassage prodigieux de langues, de rites et de coutumes, ciment de l'unité nationale camerounaise. Ainsi beaucoup à Yaoundé parlent naturellement plusieurs langues locales, dans un pays charnière entre peuples islamisés et animistes christianisés, à la croisée de l'Afrique centrale et de l'Afrique occidentale, trait d'union entre le Nigeria anglophone et les pays francophones, gardant des traces de la présence de l'allemand. Yaoundé, c'est l'aventure des langues en modèle réduit, Babel sous l'équateur, le défi réalisé de la communication-monde.

L'animation des rues de Yaoundé me fascinait : j'y trouvais les germes de la société africaine future, qui fait aujourd'hui de sa diversité une force. Les rues populeuses et colorées qui sinuent paresseusement au gré des collines successives de ce haut-plateau montueux étaient agitées en permanence par un spectacle incessant baigné de soleil : moteurs, salutations, rires, refrains à la mode hurlés par les transistors ou les échoppes de disques : bruit de fond d'une atmosphère inconnue des villes européennes. Des cases aux toits de tôle ondulée abritaient de part et d'autre de cette agitation perpétuelle une rangée quasi ininterrompue d'échoppes de petit commerce, de restaurants de rue et d'artisanat. Centaines de petits métiers qui témoignaient alors d'un dynamisme économique et d'une activité

commerciale diffuse, nourrie par l'esprit d'entreprise et le don pour l'échange qui caractérise les Bamilékés.

Lorsque la nuit tombait, le centre se trouvait subitement désert, le cœur de la ville battant alors plus fortement dans les « quartiers » : chaque soir, à l'heure où l'on s'amuse, la fête commençait dans de nombreux bars, si nombreux même il y a quarante ans qu'ils se substituaient aux noms et numéros de rues. C'est ainsi que le petit taxi jaune, rapide, pratique, sinon confortable, vous emportait vers « Nkodongo-Palladium Bar » ou « Briqueterie-Taxi Bar » ou autres enseignes qui invitaient à l'oubli, à la fête et à la fraternité. Gagne-petit, fonctionnaires ou étudiants s'y côtoyaient, buvant une bière locale hier aux rythmes du makossa, cette musique dont Manu Dibango était le porte-étendard, ou de l'afrobeat du grand musicien nigérian Fela Kuti, aujourd'hui en 2017, à ceux du Bekuti ou du Ndombol, du coupé-décalé et des musiques ouest-africaines d'influence américaine...

Rapidement, la foule débordait sur les trottoirs où des femmes proposaient agrumes, poissons à la braise, viandes cuites sur des barbecues géants, de fabrication artisanale, chauffés par de larges feux de bois, et parfumant la nuit de Yaoundé d'une odeur alléchante de graisse grillée. Dans les arrière-cours où l'on dansait au son du tam-tam, dans les restaurants plus ou moins tolérés, spécialisés dans le Ndomb nam local, coulaient généreusement « l'apollo », « l'arki », « l'odontol » et toutes les variétés de l'alcool clandestin. Les nuits des étudiants de l'École que je dirigeais n'étaient pas différentes de celles des autres habitants de Yaoundé, et c'est dans un climat festif et survolté que se déroulaient leurs fins de semaine : la musique, les filles et la bière locale, « la 33 », tenaient souvent les premiers rôles sur une scène changeante où la plupart se refusaient au sommeil.

Il serait vain toutefois d'enfermer Yaoundé dans les anneaux du souvenir : la ville a vu sa population plus que décupler en un demi-siècle. Elle s'est étendue, elle fourmille de constructions nouvelles et de faubourgs qui s'étendent de colline en colline sur des terres que l'administration peine à viabiliser au fur et à mesure de leur extension. Elle garde pourtant son caractère premier : celle d'une capitale à la campagne, tant les pentes raides des monts qui la dominent résistent à la conquête urbaine, présentant de toute part à la vue l'image de collines arborées et presque sauvages.



Wahab (Abdel)

« Le maître » égyptien de la chanson arabe où s'entremêlent Orient et Occident

Chanteur et compositeur inspiré, Abdel Wahab aura eu une renommée parallèle à celle d'Oum Kalthoum, avec un parcours en tous points différent. Elle est née dans un village perdu, lui est né au Caire. Elle a commencé par psalmodier le Coran, sur un mode traditionnel auquel elle restera fidèle toute sa vie, lui a été très tôt initié à la musique occidentale, en même temps qu'à la musique traditionnelle, et il a par la suite consacré tout son talent à marier les deux, pour arriver à un style d'une originalité immédiatement reconnaissable. On a appelé Oum Kalthoum « la Dame », on a donné à Abdel Wahhab le titre de « Maître ».

On a pu dire que les accents de la première résonnaient plus fort dans les campagnes les plus reculées, tandis que les accords du second étaient plus prisés par les élites urbaines, mais de fait, le grand public leur était acquis à tous deux. D'où a découlé une rivalité muette, empreinte de courtoisie, qui n'était pas pour déplaire à leurs millions d'admirateurs. Et qui a laissé ouverte, pendant plusieurs décennies, la question que tous avaient au bout des lèvres : Pourquoi le Maître ne composerait-il pas une chanson pour la Dame ? Le mariage des deux talents ne pourrait donner lieu qu'à quelque chose d'unique. Mais peut-être leur amour-propre interdisait-il à chacun de faire le premier pas ? Ou peut-être craignaient-ils tous les deux de décevoir une telle attente ?

Ce fut Nasser, en 1963, qui prit l'initiative que tout le monde attendait. Recevant les deux monstres sacrés au cours d'une réception, il leur demanda, dans un sourire qui ressemblait à un ordre :

— Alors, c'est pour quand, la chanson qu'on attend de vous deux ?

Ils n'avaient plus qu'à se mettre ensemble au travail. Le public, apprenant le souhait exprimé par Nasser, entra dans une phase d'attente. La future chanson devint un événement considérable à l'échelle arabe. Les deux géants, qui ne se fréquentaient pas jusque-là, commencèrent à se voir pour de longues séances de travail.

La quantité de marijuana vendue pour le soir du concert pulvérisa tous les précédents records. Abdel Wahab était tellement tendu, qu'il n'assista pas au concert dans la salle et resta à la maison, pour suivre l'événement à la télévision. Le résultat fut grandiose. Une chanson intitulée : « Tu es ma vie », dont l'immense succès ne se dément pas cinquante ans plus tard...

Pour l'occasion, la Diva avait accepté de changer de style musical, elle avait adopté celui du Maître, où l'esprit de l'Orient et celui de l'Occident s'entrelacent. Par la suite, il composa pour elle deux autres chansons, qui continuent d'être écoutées, quotidiennement, d'un bout à l'autre du monde arabe.



Zao

Grand musicien, petit imprudent

Zao, né Casimir Zoba le 24 mars 1953 à Goma Tsé-Tsé (République du Congo), est un artiste congolais auteur-compositeur, musicien et chanteur, dont l'œuvre se caractérise par des textes engagés (en français et lingala) abordant des sujets tabous dans la société congolaise. Son chef-d'œuvre, comme interprète en tout cas, est intitulé « Ancien Combattant ».

Car voilà : cette chanson a toute une histoire...

Enregistrée en 1970 comme maquette sous le titre « Petit imprudent », elle connaît un succès immédiat au Mali et dans les pays voisins. La bande est ensuite piratée ; puis vendue à un producteur libanais de 45 tours qui sort le titre en Côte-d'Ivoire. En 1973, l'orchestre guinéen Balla et ses Balladins le reprend à son tour.

« Ancien Combattant » sera enfin popularisée en Europe par l'adaptation du musicien congolais Zao. Je lui remettrai le prix Découverte RFI en 1982 ; la chanson étant le support d'un excellent vidéo-clip produit par Barclay lors de la sortie du disque en 1984.

Malgré ses réclamations, Idrissa Soumaoro, qui se proclame l'auteur initial de la chanson, ne percevra aucun droit d'auteur. « Petit Imprudent » lui aurait été inspiré par une altercation dont il fut témoin entre un ancien combattant du nom de Filiba Sacko, et un jeune garçon qui battait sa sœur. Les injures et les invectives du vieil homme, faisant état de son parcours militaire pendant la guerre, auraient fourni à Idrissa Soumaoro le thème des paroles de sa chanson. Peut-être Zao, à qui la maison de disques attribue la paternité d'« Ancien Combattant », a-t-il été seulement un « petit imprudent » ?

Ziboulateur

Une fin en tire-bouchon

Après les africanismes, le blédi, le nouchi, je ne résisterai pas à un autre terme qui sera doute le mot de la fin. Il figure parmi les trouvailles de la sémiologue Marie Treps¹, déjà rencontrée dans ce *Dictionnaire amoureux* (voir : [Sénéfrançais](#)). Elle nous a offert le ziboulateur... dont la racine viendrait sans doute du bassin du Congo : « C'est très inventif, explique-t-elle. C'est le croisement avec un mot d'une langue africaine, le lingala. Un verbe qui veut dire tourner. Et un suffixe, comme dans décapsuleur, qui désigne un instrument qui sert à faire quelque chose. Ce mot-là a pris parce que, derrière, il y a le souvenir d'un personnage qui est passé par la télévision française, dans l'émission le "Manège enchanté", qui est Zébulon. Que faisait Zébulon ? Il se déplaçait sur un ressort. L'idée de tourner et le ressort a donné le mot ziboulateur. Mais qu'est-ce que c'est qu'un ziboulateur ? C'est un tire-bouchon. Je trouve ça assez fascinant. Ce ne sont pas des gens qui ont ouvert des dictionnaires et qui ont dit : Tiens, on va prendre un suffixe. Non. C'est passé par l'imaginaire collectif. Et ce mot est là aujourd'hui. Il manifeste à la fois une volonté d'appropriation, une hybridation, puisqu'on a affaire à un mélange de deux langues. »

Zidane (Zinédine)

L'honneur du meilleur footballeur français

Zinédine Yazid Zidane, né le 23 juin 1972 à Marseille, est le premier Français à entraîner une équipe de qualité extraterrestre telle que le Real Madrid. Fils d'un ouvrier kabyle du BTP, fixé dans la région marseillaise, celui que les supporters ont surnommé « Zizou » est considéré comme l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football.

Meneur de jeu au profil atypique, il est sans doute le plus grand joueur français – et peut-être le plus grand joueur africain – de tous les temps, remportant de nombreux titres, champion du monde et

champion d'Europe avec l'équipe de France, lauréat de nombreux trophées européens avec les clubs étrangers où il a joué, la Juventus de Turin et le Real Madrid. Il sera nommé meilleur joueur de l'année au moins une fois dans chaque championnat où il a évolué. Devenu entraîneur, il remportera la Ligue des Champions 2016 à la tête du Real Madrid. Un parcours qui a permis au passage à Zidane de parler couramment, outre le français, l'espagnol et l'italien.

Élu au Top 10 des plus grands athlètes musulmans de tous les temps établi par le magazine américain *Complex*, Zidane se décrit comme un « musulman non pratiquant ». Son nom signifie « sucré », en kabyle ; son prénom d'origine musulmane pouvant se traduire « beauté de la religion », en français.

En mars 2001, il est nommé ambassadeur de bonne volonté pour la lutte contre la pauvreté, dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Aux côtés de Ronaldo, il organise depuis 2003 le Match contre la pauvreté (Match against Poverty), une rencontre amicale réunissant les grands noms du football et dont les recettes financent des projets de lutte contre la pauvreté à travers le monde.

À l'exception de ses activités caritatives, Zidane soutient ELA, l'association d'enfants souffrant de leucodystrophies, mais se tient soigneusement à l'écart de la vie publique. Une seule chose semble le chagriner : « Je tiens à préciser une fois pour toutes : mon père n'est pas un harki [...]. Parce que j'entends partout qu'on dit qu'il est harki [...]. Moi, je n'ai rien contre les harkis, je ne veux pas me mêler de ce qui se passe mais simplement mon père n'était pas un harki, mon père était un Algérien, fier de l'être et je suis fier que mon père soit un Algérien [...]. Le seul truc, c'est que mon père, il n'a pas combattu contre son pays. »

Il fut longtemps le Français préféré de ses compatriotes. L'opinion publique voit en lui l'immense champion qui, par deux buts de la tête lors de la finale de la Coupe du monde en 1998, fait triompher l'équipe de France. Champion d'Europe en 2000, à la finale de la Coupe du monde en 2006 à Berlin, il expédie au sol d'un coup de boule l'Italien Materrazi. La France entière est interloquée. Les journaux du monde entier titrent, non sur la victoire de l'Italie, mais sur l'écart du capitaine de l'équipe de France. La France veut comprendre, Zinédine Zidane parle à 20 heures en direct sur Canal + ,

puis en différé sur TF1. Aux terrasses de tous les cafés de France, des dizaines, des centaines, des milliers de passants agglutinés. C'est, me dit l'un deux – qui sans doute exprime le mieux la raison de cette affluence – parce qu' « il nous doit une explication », exprimée par une chanson « Zidane, il a frappé ».



Dans un moment où les valeurs collectives sont peu distinctes, Zinédine Zidane représente une sorte de héros consensuel : capable de construire autour de lui le jeu de l'équipe de France, de distribuer bons et mauvais points. Et soudain son geste fait basculer l'idole dans l'humain. Mais ce que semble dire Zidane, ce qu'il exprime maladroitement ensuite devant les caméras, c'est aussi une hiérarchie des valeurs. Il ne pouvait pas, sans réagir violemment, laisser insulter sa famille. Carton rouge, pour la première fois de sa vie professionnelle, Zidane est sorti du stade. Mais la tête haute, parce qu'il avait lui-même sanctionné ce qui, à ses yeux, ne devait pas être toléré. Même si beaucoup éprouvent le sentiment de l'injustifiable.

Zone (seconde)

*L'Afrique n'est pas un continent de seconde zone
mais celui de l'avenir*

Un milliard d'Africains. Nous y sommes aujourd'hui. Deux milliards en 2050. Un dynamisme démographique formidable. Une croissance robuste, depuis plusieurs années, et pour de nombreuses années encore, disent à l'unisson les économistes. L'Afrique

d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle des Indépendances, l'Afrique balbutiante et mal assurée dont les structures politiques et sociales étaient ballottées au vent de la guerre froide. Aujourd'hui, le continent relève la tête, et ce sont de nouveaux lions qui rugissent : Afrique du Sud, Nigeria, Angola, Éthiopie, Kenya, Ghana... Auxquels les pays francophones emboîtent désormais le pas de la croissance économique, Maroc, Côte-d'Ivoire, Sénégal, Cameroun, Gabon, Congo, Rwanda...

Mais les préjugés ont la tête dure. Les représentations collectives changent moins vite que les réalités, d'autant qu'elles sont ancrées sur cinquante années de crises, de coups d'État, de guerres civiles, de relations frelatées, de collusions d'intérêts et d'ententes invouables. En France, le spectre de la Françafrique bouge toujours, empêchant une juste appréciation des nouvelles réalités, imposant de vieilles antennes aux analystes dépassés, souvent incapables de sortir de leurs anciennes certitudes.

Que reste-t-il du Soleil des Indépendances ? Trop d'espoirs déçus, trop de départs en fanfare brutalement freinés par les plans d'ajustement structurel, trop de corruption au quotidien et de pratiques arbitraires, trop d'élections truquées, trop d'alternances faussées, trop de constitutions malmenées, qui nuisent à l'image de l'Afrique. Et les actes terroristes dans le Sahel ou les attentats sanglants d'Afrique de l'Est donnent à croire aux opinions publiques du Nord que la fatalité du terrorisme et des affrontements religieux se place dans la continuité des rivalités ethniques et des guerres intestines.

De même, l'illusion d'optique qui naît des élans compassionnels ou des peurs entretenues qui enflamment l'opinion mondiale, face aux milliers de noyades tragiques des candidats à l'émigration en Europe... C'est toujours une Afrique à la dérive fascinée par le mirage de l'Europe développée, eldorado imaginaire qui peine à assurer son propre avenir.

Il ne s'agit pas de nier ces faits, mais de les recadrer.

Le nouveau cadre, c'est la mondialisation qui l'impose. Pour comprendre les évolutions qui sont à l'œuvre, il ne faut plus utiliser les vieilles loupes des experts, mais prendre de la hauteur, et replacer les conflits dans un cadre mondial.

Prenons l'exemple du Mali, et de sa récente déstabilisation. Certes, elle n'aurait pas été possible si n'avaient pas préexisté les revendications politiques des populations sahéliennes et notamment touarègues face à la capitale, Bamako. Mais la crise à laquelle l'armée française et de nombreux contingents africains sont venus répondre était une crise internationale dont les implications terroristes menaçaient des équilibres continentaux, voire mondiaux. L'intervention de la France n'était pas la réplique des engagements ponctuels néocoloniaux qu'elle a pu avoir dans le passé pour stabiliser tel ou tel État africain : c'était la conséquence rationnelle face à une tentative criminelle de déstabilisation d'un pays, prélude à celle d'une région, voire d'un continent.

Revenons sur la pression migratoire stigmatisée aux frontières de l'Europe, objet de toutes les peurs et prélude à des violences incontrôlées : malgré son impact psychologique, culturel et politique important, elle doit être relativisée. Les médias occidentaux l'ont rarement souligné : l'essentiel des migrations africaines ne se fait plus vers le nord, mais d'un pays africain à l'autre, et désormais la circulation intérieure au continent prime sur l'exode vers d'autres continents. Les pays africains dans lesquels la croissance est supérieure sont les destinations privilégiées de tous ceux que les mutations économiques laissent sur le carreau, ou que des actions terroristes ou des conflits locaux obligent à s'expatrier.

Plus encore, la réalité des migrations actuelles est bien différente selon qu'on la regarde du Sud ou du Nord : par des tris sélectifs, les États-Unis – jusqu'à l'élection de Donald Trump –, et le Canada ouvrent largement leurs portes aux étudiants africains et la croissance des échanges démographiques vers d'autres continents s'accompagne d'une inversion paradoxale des tendances : des centaines de milliers d'Européens quittent une Europe où le chômage est endémique pour trouver des emplois en Afrique : les diplômés portugais s'envolent vers l'Angola et les retraités français trouvent leur paradis au Maroc...

Contrairement aux idées reçues, la robuste croissance africaine crée même des centaines de milliers d'emplois en France, comme le rappelle très justement Jean-Michel Sévérino, dans son dernier essai *Entreprenante Afrique* (Odile Jacob, 2016), naguère à la tête de l'Agence française de développement, et désormais engagé directement dans la dynamique économique du continent, à travers un

Fonds d'investissement tourné vers de nouveaux partenariats. Car comme cela s'est vu partout dans le monde, l'augmentation de la consommation portée par les nouvelles classes moyennes africaines se traduit par une augmentation de l'importation de produits de marque, voire de luxe, dont beaucoup continuent d'être fabriqués ou distribués par des entreprises françaises. Ce n'est pas un hasard si les grandes enseignes de distribution occidentales multiplient les supermarchés sur le continent : là où la consommation progresse, le commerce prospère !

Aujourd'hui, de nouvelles puissances économiques, au premier rang desquelles la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, la Turquie, le Japon, multiplient les investissements en Afrique où de nombreuses industries de transformation viennent s'établir. Après les hydrocarbures, qui forment aujourd'hui l'essentiel des échanges entre l'Afrique et les États-Unis, c'est le secteur textile africain qui s'envole, porté aussi par des délocalisations venues de pays émergents.

Les enjeux majeurs du développement sont désormais énergétiques, environnementaux, industriels, commerciaux, et l'Afrique est un formidable marché en expansion qui regorge de main-d'œuvre qualifiée et de matières premières rares.

La mondialisation a changé la donne, et les pays africains se dotent à grande vitesse des infrastructures qui manquaient à l'accélération de leur développement. Les autoroutes tracent leurs sillons qui décuplent les échanges et facilitent l'installation d'activités nouvelles dans des régions jusque-là mal desservies. Est-ce l'effet d'un changement de leurs politiques économiques qui désormais privilégieraient l'équipement du territoire pour permettre un développement endogame ? Pas seulement...

Longtemps handicapés par le fardeau vicié de dettes souveraines écrasantes entretenues par le système financier international, les pays africains s'en sont progressivement libérés, au moment même où la spéculation financière trouvait d'autres victimes, plus riches et plus rentables, en Europe même. Déchargés de leurs dettes, les États africains retrouvent des capacités de financement, et s'engagent sur la voie des investissements productifs et de la croissance de la consommation intérieure.

Même en matière agricole, l'Afrique change de dimension : car elle constitue un potentiel grenier pour de nombreuses régions du monde

qui redoutent de ne pouvoir assumer au cours des prochaines décennies leurs besoins alimentaires : d'où une politique d'achats massifs de terres africaines, notamment la Chine, pour y produire des matières premières agricoles destinées à nourrir d'autres parties de la planète. Ainsi à l'image des famines endémiques du Sahel vient se substituer celle d'une Afrique dont le secteur agricole tiendra une place significative dans l'alimentation du reste du monde, fût-ce au prix d'abandons de propriété voire de souveraineté, néocolonialisme commercial ou développement de richesses nationales.

C'est ainsi que les mutations en cours échappent aux anciennes représentations, et obligent à un *aggiornamento* général.

Force est de constater que la relation étroite que la France a longtemps entretenue avec les États du « pré carré » de son ancien empire, semble mise à mal par les effets rapides d'une mondialisation où l'Afrique tient toute sa place, sans que la France y soit pour grand-chose.

Mais loin d'être à déplorer, cette évolution est probablement la meilleure chose qui pouvait arriver à l'Afrique francophone, et peut-être même à la France.

Si l'on veut caractériser les trois grandes étapes qui ont marqué les relations entre la France et l'Afrique depuis la Seconde Guerre mondiale, il faut sans doute scander trois ruptures successives.

La première est opérée, dans la douleur parfois, par le général de Gaulle, et c'est la décolonisation. Entre 1959 et 1960, la « Communauté » n'a été qu'un sas fugace, et les États africains n'ont pas tardé à acquérir leur indépendance.

L'autonomie économique et politique a été souvent plus longue à construire, du fait des liens intellectuels, affectifs, personnels, qui existaient entre les premiers acteurs de l'Indépendance et le pays où leur combat avait forgé ses premières armes et dont les références politiques et historiques nourrissaient leurs propres conceptions quand elles n'étaient pas imposées par l'ancienne puissance coloniale soucieuse de perpétuer ces dominations.

C'est François Mitterrand qui marqua l'acte II de cette évolution, par le discours historique qu'il prononça lors du sommet franco-africain de La Baule en 1990. Il consacrait une deuxième rupture, en liant directement démocratie et développement : « C'est le chemin de la liberté sur lequel vous avancerez, en même temps que vous

avancerez sur le chemin du développement. On pourrait d'ailleurs inverser la formule : c'est en prenant la route du développement que vous serez engagés sur la route de la démocratie. »

L'action de la France dans toutes les enceintes internationales sera à cette époque cohérente : se battre pour l'allègement puis l'effacement de la dette des pays les moins avancés, et aider à l'éclosion en Afrique des conditions démocratiques d'un développement équitable et partagé.

Aux yeux de François Mitterrand, libérés du poids de la dette, les pays africains pouvaient réintégrer les circuits économiques et monétaires mondiaux et connaître un nouveau départ, à condition que ce ballon d'oxygène coïncidât avec une ouverture sociale et politique qui est encore loin d'être réalisée en 2017.

La fin du xx^e siècle et le début du xxi^e siècle ont largement validé cette vision, qui n'était pas prophétique, mais pragmatique, réaliste, et qui consistait pour la France à épouser le virage que prenait alors l'Afrique, en semblant y contribuer. L'homme d'État est celui qui semble anticiper ce qui en réalité est de l'ordre de la nécessité ; comme le poète selon Cocteau, il « feint d'organiser » ce qui en réalité le dépasse.

La troisième rupture, marquée notamment sous la présidence de François Hollande, est avant tout économique. Elle s'illustre par la recherche de la normalisation des échanges commerciaux, industriels, techniques, financiers, entre la France et l'ensemble des pays africains, tout aussi ouverts aux autres grandes puissances du monde mondialisé qu'ils peuvent l'être à l'ancienne métropole.

L'entrée dans le xxi^e siècle a vu un réel désinvestissement du continent par les entreprises françaises, accompagné de la frilosité des banques, même dans les pays avec lesquels ces entreprises avaient des rapports étroits. Préoccupés par leurs réorganisations internes et par des impératifs de rentabilité à court terme, les principaux acteurs du capitalisme hexagonal – à l'exception du trio Bolloré, Bouygues, Castel – ont négligé l'essor économique africain, ils ont raté le coche de la croissance du continent.

Dès lors, les entreprises françaises ont perdu leurs « chasses gardées » et elles jouent désormais sur un pied d'égalité avec leurs concurrentes des pays émergents ou des autres grandes puissances du moment, États-Unis, Canada, Chine, Brésil principalement. Lorsque le

communiquant Richard Attias organise à Libreville son « New York Forum » où se réunissent et dialoguent, comme pour un Davos africain, des décideurs économiques et politiques venus du monde entier, le français y est moins parlé que l'anglais, et les groupes américains, chinois, mais aussi brésiliens ou marocains y sont encore plus présents que les groupes français.

Selon un rapport de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), les échanges entre pays du Sud sont passés de 97 milliards de dollars en 2004 à 283 milliards en 2008. Cette année-là, le commerce de l'Afrique avec le monde en développement et les principaux pays émergents a été supérieur à ses échanges avec l'Union européenne. Rééquilibrage ou basculement ? Le rapport n'a cessé de s'accroître depuis, au détriment du « vieux » continent.

C'est de cet état de fait qu'il faut désormais partir pour refonder les relations économiques entre la France et l'Afrique, sur une base décomplexée, sans illusion sur les atouts très relatifs dont elle dispose, mais sans atermoiements ni fausses pudeurs. L'enjeu de ce nouvel élan est en effet capital, tout particulièrement pour l'Hexagone.

Car la proximité géographique, la complicité culturelle et linguistique, la familiarité quotidienne sont des atouts irremplaçables pour nourrir des développements partagés.

« L'Afrique n'attend pas », elle prend son élan. Avec une formidable jeunesse, une capacité de création et de projection dans l'avenir, une impatience de construire et d'innover. Faut-il redire que l'on compte aujourd'hui plus de téléphones portables que d'habitants sur le sol africain ? Le continent a enjambé l'étape du téléphone filaire avec le plus fort taux de pénétration de portables de la planète. Faut-il redire que les réussites économiques diversifiées se multiplient sur le continent, de moins en moins liées à l'exploitation des matières premières, et de plus en plus à une fécondité artistique, conceptuelle, intellectuelle spectaculaire.

Certes, les secteurs des Telecoms et de la Banque sont aujourd'hui ceux qui créent le plus d'emplois en Afrique, mais les entrepreneurs s'y multiplient qui parviennent à valoriser leurs initiatives et à développer des entreprises industrielles et de services qui dépassent souvent les frontières de leur propre pays. De plus en plus l'Afrique se vit au quotidien, de manière transfrontalière.

Et la révolution actuelle des communications accélère ce phénomène. Internet est un outil prodigieux, qui met le monde à portée de chaque Africain. Après le temps des cybercafés, voici celui des smartphones et des tablettes connectées. La numérisation est en marche, qui permet aux œuvres comme à une multitude de services de circuler dans les régions les plus inaccessibles. Les défis restent nombreux : développer l'État de droit, la scolarité, la santé, l'électricité, les infrastructures. Vaste programme...

Les prochaines étapes amplifieront l'emballlement médiatique actuel et les États africains y sont désormais engagés : avec la télévision numérique de terre, la nécessité de développer une production propre et d'ouvrir les paysages médiatiques locaux va donner naissance à une nouvelle génération de créateurs, d'emblée tournés vers les marchés mondiaux. Après la musique, qui avait été pionnière, ce sont tous les champs artistiques et culturels qui vont être investis par la création africaine.

Cela porte une conséquence naturelle : la vitalité culturelle francophone va être enrichie par l'apport de ces nouvelles énergies. De même la vitalité économique de la France peut être fécondée par les innovations africaines et leur rayonnement international.

En 2017, on fait le constat que la troisième industrie audiovisuelle mondiale, derrière Hollywood et Bollywood, est au Nigeria : on la baptise Nollywood. Détail : elle est principalement anglophone. Mais rien n'interdit à Abidjan, Marrakech ou Dakar de devenir à leur tour le siège d'une industrie audiovisuelle survitaminée, diffusant sur l'ensemble de l'Afrique des œuvres francophones adaptées dans les principales langues du continent... Rien ne l'interdit, et même tout les y invite, au moment où les chaînes numériques se multiplient, créant un marché nouveau, tandis que les financements publicitaires gonflent en réponse à la croissance de la demande de biens et de services.

Dans le nouvel ordre mondialisé de la communication, l'Afrique a désormais aussi les moyens de développer ses atouts, et d'exprimer sa prodigieuse créativité. Et c'est désormais à la France de se mettre à son écoute, dans ce domaine comme dans bien d'autres, pour découvrir de nouveaux concepts et renouveler ses productions. La refondation des relations franco-africaines passe désormais par le codéveloppement et les apports réciproques qu'il implique.

François Mitterrand me disait en 1983 ce qu'il avait déjà écrit

en 1957 : « Sans l'Afrique, il n'y aura plus d'histoire de France au ^{xxi}^e siècle. » Et si c'était aujourd'hui à la France de réveiller la part d'Afrique qui sommeille en elle, pour retrouver son propre élan vital ?

1. *Le Passionnant Voyage des mots*, illustré par Moebius, Petit Larousse, 2007.

DANS LA MÊME COLLECTION

Ouvrages parus

Philippe ALEXANDRE

Dictionnaire amoureux de la politique

Claude ALLÈGRE

Dictionnaire amoureux de la science

Metin ARDITI

Dictionnaire amoureux de la Suisse

Pierre ASSOULINE

Dictionnaire amoureux des écrivains et de la littérature

Jacques ATTALI

Dictionnaire amoureux du judaïsme

Alain BARATON

Dictionnaire amoureux des jardins

Christophe BARBIER

Dictionnaire amoureux du théâtre

Jean-Baptiste BARONIAN

Dictionnaire amoureux de la Belgique

Alain BAUER

Dictionnaire amoureux de la franc-maçonnerie

Dictionnaire amoureux du crime

Olivier BELLAMY

Dictionnaire amoureux du piano

Yves BERGER

Dictionnaire amoureux de l'Amérique (épuisé)

Denise BOMBARDIER

Dictionnaire amoureux du Québec

Éric BOUHIER

Dictionnaire amoureux de San-Antonio

Hervé BOURGES
Dictionnaire amoureux de l'Afrique

Jean-Claude CARRIÈRE
Dictionnaire amoureux de l'Inde
Dictionnaire amoureux du Mexique

Jean DES CARS
Dictionnaire amoureux des trains

Michel DEL CASTILLO
Dictionnaire amoureux de l'Espagne

Antoine DE CAUNES
Dictionnaire amoureux du rock

Patrick CAUVIN
Dictionnaire amoureux des héros (épuisé)

Jacques CHANCEL
Dictionnaire amoureux de la télévision

Malek CHEBEL
Dictionnaire amoureux de l'Algérie
Dictionnaire amoureux de l'islam
Dictionnaire amoureux des Mille et Une Nuits

Jean-Loup CHIFLET
Dictionnaire amoureux de l'humour
Dictionnaire amoureux de la langue française

Catherine CLÉMENT
Dictionnaire amoureux des dieux et des déesses

Xavier DARCOS
Dictionnaire amoureux de la Rome antique
Dictionnaire amoureux de l'école

Bernard DEBRÉ
Dictionnaire amoureux de la médecine

Jean-Louis DEBRÉ
Dictionnaire amoureux de la République

Alain DECAUX
Dictionnaire amoureux d'Alexandre Dumas

Didier DECOIN

Dictionnaire amoureux de la Bible
Dictionnaire amoureux des faits divers

Jean-François DENIAU
Dictionnaire amoureux de la mer et de l'aventure

Bertrand DICALÉ
Dictionnaire amoureux de la chanson française

Alain DUAULT
Dictionnaire amoureux de l'opéra

Alain DUCASSE
Dictionnaire amoureux de la cuisine

Jean-Paul et Raphaël ENTHOVEN
Dictionnaire amoureux de Marcel Proust

Nicolas D'ESTIENNE D'ORVES
Dictionnaire amoureux de Paris

Vladimir FÉDOROVSKI
Dictionnaire amoureux de Saint-Pétersbourg

Dominique FERNANDEZ
Dictionnaire amoureux de la Russie
Dictionnaire amoureux de l'Italie (deux volumes sous coffret)
Dictionnaire amoureux de Stendhal

Franck FERRAND
Dictionnaire amoureux de Versailles

José FRÈCHES
Dictionnaire amoureux de la Chine

Max GALLO
Dictionnaire amoureux de l'histoire de France

René GUITTON
Dictionnaire amoureux de l'Orient

Claude HAGÈGE
Dictionnaire amoureux des langues

Daniel HERRERO
Dictionnaire amoureux du rugby

HOMERIC

Dictionnaire amoureux du cheval

Serge JULY

Dictionnaire amoureux du journalisme

Christian LABORDE

Dictionnaire amoureux du Tour de France

Jacques LACARRIÈRE

Dictionnaire amoureux de la Grèce

Dictionnaire amoureux de la mythologie (épuisé)

André-Jean LAFAURIE

Dictionnaire amoureux du golf

Mathieu LAINE

Dictionnaire amoureux de la liberté

Jack LANG

Dictionnaire amoureux de François Mitterrand

Gilles LAPOUGE

Dictionnaire amoureux du Brésil

François LAROQUE

Dictionnaire amoureux de Shakespeare

Michel LE BRIS

Dictionnaire amoureux des explorateurs

Bernard LECOMTE

Dictionnaire amoureux des papes

Jean-Yves LELOUP

Dictionnaire amoureux de Jérusalem

Paul LOMBARD

Dictionnaire amoureux de Marseille

Peter MAYLE

Dictionnaire amoureux de la Provence

Christian MILLAU

Dictionnaire amoureux de la gastronomie

Richard MILLET

Dictionnaire amoureux de la Méditerranée

Pierre NAHON

Alexandre NAJJAR

Dictionnaire amoureux du Liban

Heñri PENA-RUIZ

Dictionnaire amoureux de la laïcité

Gilles PERRAULT

Dictionnaire amoureux de la Résistance

Jean-Christian PETITFILS

Dictionnaire amoureux de Jésus

Jean-Robert PITTE

Dictionnaire amoureux de la Bourgogne

Bernard PIVOT

Dictionnaire amoureux du vin

Gilles PUDLOWSKI

Dictionnaire amoureux de l'Alsace

Yann QUEFFÉLEC

Dictionnaire amoureux de la Bretagne

Alain REY

Dictionnaire amoureux des dictionnaires

Dictionnaire amoureux du diable

Pierre ROSENBERG

Dictionnaire amoureux du Louvre

Danièle SALLENAVE

Dictionnaire amoureux de la Loire

Elias SANBAR

Dictionnaire amoureux de la Palestine

Jérôme SAVARY

Dictionnaire amoureux du spectacle (épuisé)

Jean-Noël SCHIFANO

Dictionnaire amoureux de Naples

Alain SCHIFRES

Dictionnaire amoureux des menus plaisirs (épuisé)

Dictionnaire amoureux du bonheur

Robert SOLÉ

Dictionnaire amoureux de l'Égypte

Philippe SOLLERS

Dictionnaire amoureux de Venise

Michel TAURIAC

Dictionnaire amoureux de De Gaulle

Frédéric THIRIEZ

Dictionnaire amoureux de la montagne

Denis TILLINAC

Dictionnaire amoureux de la France

Dictionnaire amoureux du catholicisme

TRINH XUAN THUAN

Dictionnaire amoureux du ciel et des étoiles

André TUBEUF

Dictionnaire amoureux de la musique

Jean TULARD

Dictionnaire amoureux du cinéma

Dictionnaire amoureux de Napoléon

Mario VARGAS LLOSA

Dictionnaire amoureux de l'Amérique latine

Dominique VENNER

Dictionnaire amoureux de la chasse

Jacques VERGÈS

Dictionnaire amoureux de la justice

Pascal VERNUS

Dictionnaire amoureux de l'Égypte pharaonique

Frédéric VITOUX

Dictionnaire amoureux des chats

Jean-Michel WILMOTTE

Dictionnaire amoureux de l'architecture

À paraître

Adam BIRO

Dictionnaire amoureux de l'humour juif

Nicole LE DOUARIN
Dictionnaire amoureux de la vie

Évelyne LEVER
Dictionnaire amoureux des reines

Suivez toute l'actualité des Éditions Plon sur
www.plon.fr

et sur les réseaux sociaux